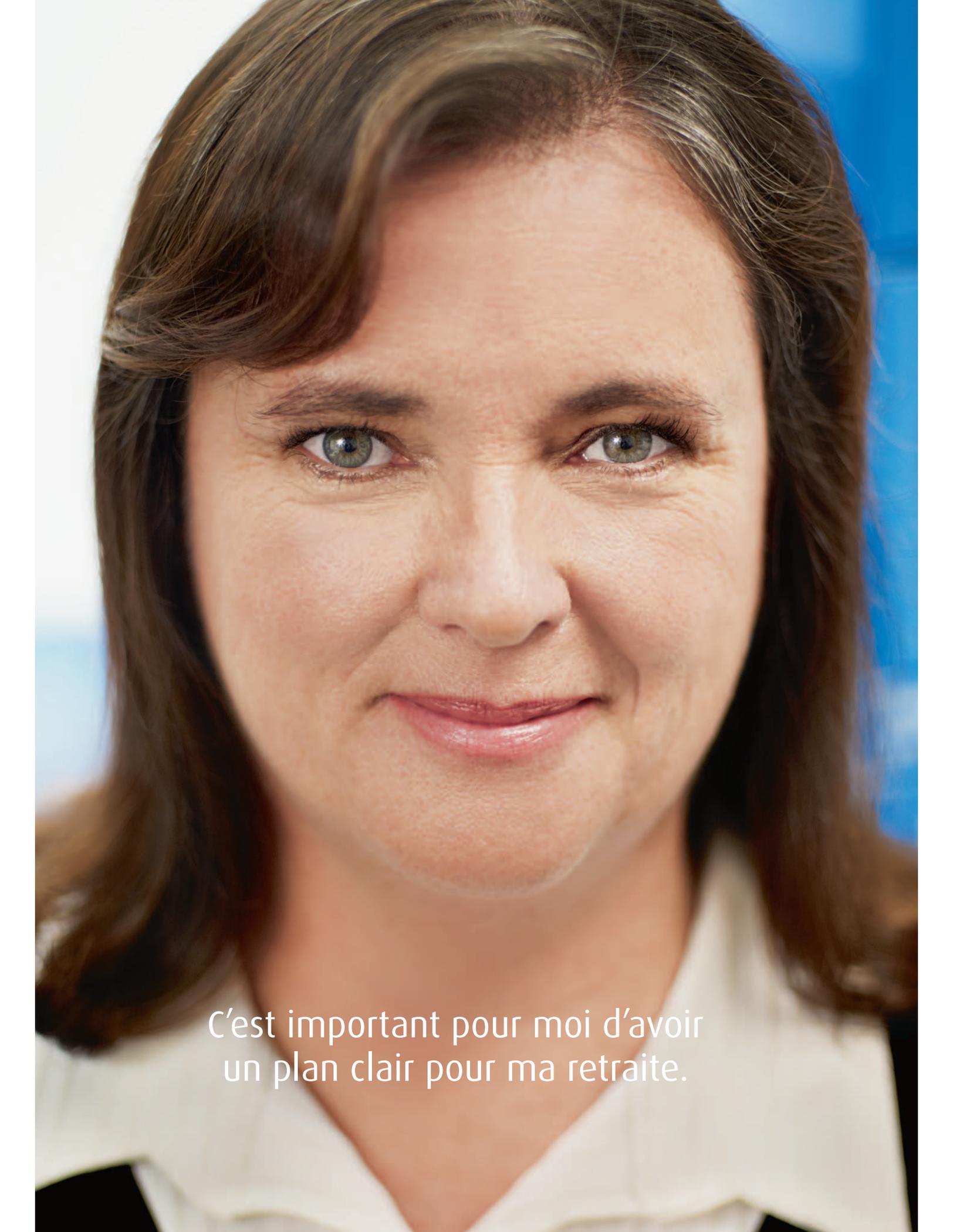


Créer l'expérience  
client exceptionnelle



C'est important pour moi d'avoir  
un plan clair pour ma retraite.



J'apprécie qu'une banque soutienne mon entreprise dans les bons comme dans les moins bons moments.



Merci de m'aider à faire  
les choix judicieux pour moi.

Pour offrir une expérience client exceptionnelle,  
il faut d'abord clarifier les questions d'argent.

# Voilà qui a du sens.

La vision de BMO – être la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle – galvanise notre organisation et incite chacun de nos 37 000 employés à contribuer à notre succès.

Tout ce que nous faisons s'inspire de notre rôle de banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle. Fidèles à cet engagement, nous clarifions les questions d'argent afin d'aider nos clients à simplifier la gestion de leurs finances.

---

BMO est reconnaissant aux clients qui ont si généreusement offert leur temps et leur image à ce Rapport annuel.



**Adolphe A. Tinling**  
Président et designer principal  
Adolphe Anthony T. Design  
International and Associates  
Montréal, Québec



**Linda Knight**  
Chef de la direction  
CarePartners  
Waterloo, Ontario



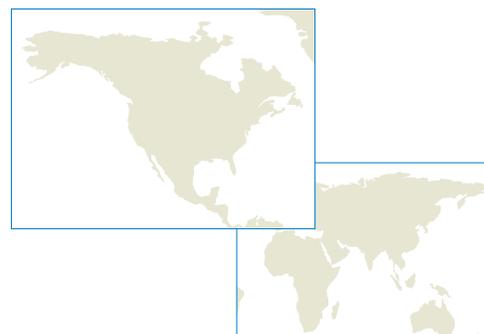
**Scott Saxberg**  
Président et chef de la direction  
Crescent Point Energy Trust  
Calgary, Alberta



**Maria Monreal-Cameron**  
Présidente et chef de la direction  
Hispanic Chamber of Commerce  
of Wisconsin  
Milwaukee, Wisconsin

# Ce que nous sommes

Banque canadienne fondée en 1817 et présente en Amérique du Nord, BMO<sup>MD</sup> Groupe financier offre des services financiers hautement diversifiés. Par l'entremise de nos groupes d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada, Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis, groupe Gestion privée et BMO Marchés des capitaux, nous travaillons avec des millions de clients – particuliers, entreprises, grandes entreprises et institutions. Nos 37 000 employés sont fermement déterminés à faire de BMO la banque qui crée l'expérience client exceptionnelle. Notre approche est axée sur les relations d'affaires. Dans chaque secteur d'activité, nous mettons l'accent sur la clientèle et sur l'amélioration constante de notre rendement. Nous sommes fiers de ce que nous sommes et de ce que nous faisons – et nous soutenons les collectivités qui nous accueillent. Voilà ce que nous sommes.



## Nos groupes d'exploitation

**Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)** En collaboration avec d'autres groupes de BMO, nous offrons un éventail complet de produits et de services à une clientèle de plus de sept millions de particuliers et d'entreprises. Nous dispensons nos services par l'intermédiaire d'un réseau intégré de succursales, de guichets automatiques et d'équipes de vente spécialisées, ainsi qu'au moyen de nos services par téléphone et en ligne.

**i** P. 46

**Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)** En collaboration avec d'autres groupes de Harris et de BMO, nous offrons une gamme complète de produits et de services à plus de 1,2 million de clients, par l'entremise d'un réseau intégré de succursales, de guichets automatiques et de circuits de services par téléphone et en ligne. Nos capacités de distribution, combinées à notre connaissance de la collectivité, nous permettent d'offrir efficacement à nos clients un service de toute première qualité.

**i** P. 49

**Groupe Gestion privée (groupe GP)** Sous les marques BMO, au Canada, et Harris, aux États-Unis, nous offrons une vaste gamme de produits et de solutions de gestion de patrimoine à divers segments de clientèle, du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par les clients institutionnels.

**i** P. 52

**BMO Marchés des capitaux<sup>MD</sup> (BMO MC)** Nos bureaux répartis sur cinq continents servent les grandes entreprises, les institutions et les administrations publiques en Amérique du Nord et dans le monde entier, mettant à profit l'expertise acquise dans les domaines des placements et des services bancaires aux grandes entreprises, de la recherche sur les actions et les titres d'emprunt, de la gestion de trésorerie et de la gestion du risque de marché.

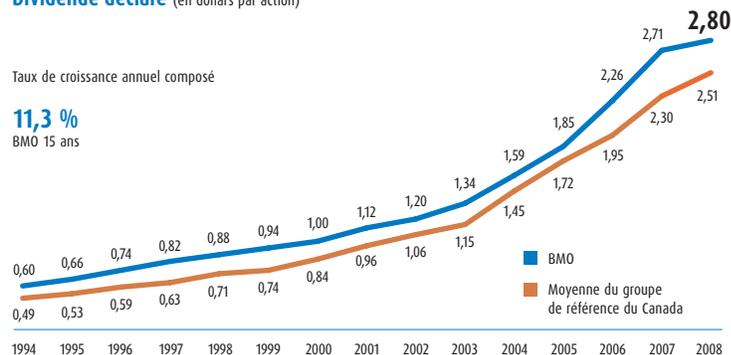
**i** P. 55



## Évolution de notre dividende

BMO affiche une forte croissance du dividende et notre ratio de distribution cible se situe dans une fourchette de 45 % à 55 % du revenu net. Nous tenons notre engagement de longue date à accroître la valeur pour les actionnaires tout en maintenant une assise financière solide nous permettant de réaliser nos stratégies de croissance.

### Dividende déclaré (en dollars par action)



## Table des matières

### Revue des activités

Ce que nous sommes	Deuxième de couverture
Les chiffres qui comptent	Deuxième de couverture
Faits saillants de 2008	4
Message du président et chef de la direction	5
Notre stratégie en bref	6
La vision qui oriente notre stratégie	7
Processus de gestion	8
Comité directeur	9
Rapport de progrès	
Créer l'expérience client exceptionnelle	10
Du dynamisme à l'échelle de l'organisation	12
Une gestion sophistiquée des risques pour faire face au marché mondial	14

### Gouvernance

Message du président du conseil	16
Agir avec intégrité	17
Conseil d'administration	19

### Responsabilité sociétale

Un endettement sans équivoque	20
Perfectionnement des employés	20
Contribution aux collectivités	22
Environnement	24

### Rétrospective financière

Rapport de gestion	25
Résultats financiers et situation financière en bref	26
Données complémentaires	90
États financiers consolidés	104
Notes afférentes aux états financiers consolidés	108

### Répertoires et ressources

Principales filiales	152
Comité de performance	153
Glossaire	154
Sommaire à l'intention des actionnaires	156
Où trouver plus d'information	Troisième de couverture

# Les chiffres qui comptent

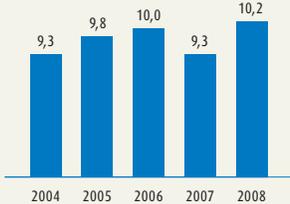
## Résultats financiers

### Revenu total

(en milliards de dollars)

**i** P. 38

**2,6 %**  
Taux de croissance annuel composé (TCAC) sur cinq ans

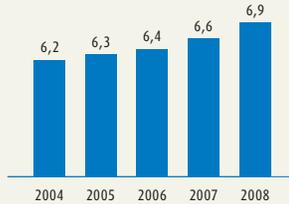


### Frais autres que d'intérêts

(en milliards de dollars)

**i** P. 42

**2,5 %**  
TCAC sur cinq ans

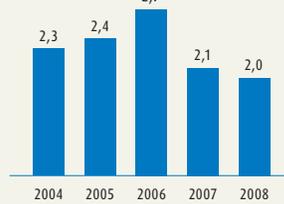


### Revenu net

(en milliards de dollars)

**i** P. 34

**2,1 %**  
TCAC sur cinq ans



## Service à la clientèle

### Employés à temps plein

(en milliers)

**i** P. 20

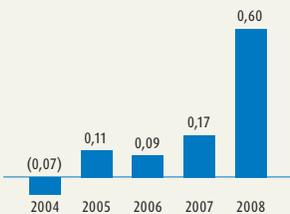
■ Groupes d'exploitation  
■ Services d'entreprise, y compris T&O



### Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations

La dotation à la provision pour pertes sur créances comprend les changements à la provision générale.

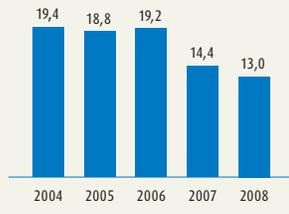
**i** P. 41



### Rendement des capitaux propres (%)

BMO est la seule grande banque nord-américaine de son groupe de référence à avoir obtenu un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 13 % ou plus pour chacun des 19 derniers exercices.

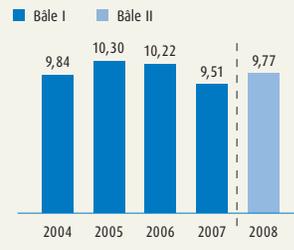
**i** P. 35



### Ratio du capital de première catégorie (%)

Les mesures utilisées en vertu de l'Accord de Bâle (Bâle I) et du Nouvel accord de Bâle (Bâle II) ne sont pas comparables. Le ratio du capital de première catégorie en vertu de Bâle I s'élevait à 9,41 % en 2008.

**i** P. 60



### Succursales

■ Canada  
■ États-Unis et autres pays



## Rendement des capitaux propres

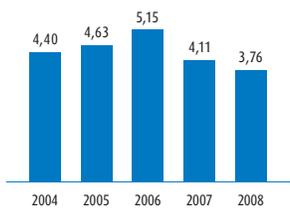
### Résultat par action

(en dollars)

**i** P. 34

Sauf indication contraire, toutes les mesures relatives au résultat par action (RPA) figurant dans le présent rapport renvoient au RPA dilué.

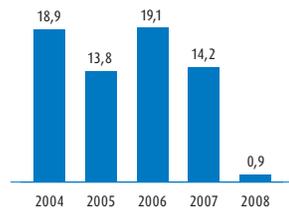
**1,8 %**  
TCAC sur cinq ans



### Rendement total des capitaux propres, annualisé sur cinq ans (%)

(%)

**i** P. 33

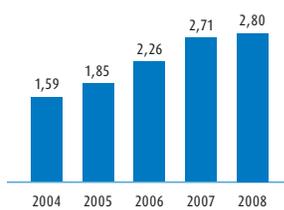


### Dividende déclaré

(en dollars par action)

**i** P. 62

**15,9 %**  
TCAC sur cinq ans



## Excellence de nos produits et services

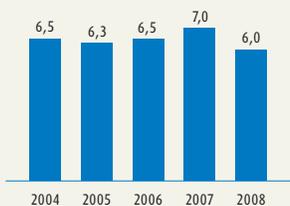
- BMO Banque de Montréal a reçu une médaille d'or de la Société canadienne des relations publiques (Toronto) pour sa série en baladodiffusion *Partenaires en affaires* qui s'est illustrée en matière d'utilisation optimale des outils de communication.
- Pour la deuxième année de suite, BMO Fonds d'investissement™ a obtenu le Dalbar Mutual Fund Service Award pour la qualité globale de son service à la clientèle.
- BMO Ligne d'action™ a été reconnu comme le site de courtage en ligne le plus rapide au Canada par Gómez Canada, et *The Globe and Mail* l'a classé au premier rang des services de courtage en ligne appartenant à une banque dans son 10<sup>e</sup> classement annuel des services de courtage en ligne.
- Le magazine *Global Finance* a désigné BMO Marchés des capitaux meilleure banque d'investissement au Canada.
- Pour la 28<sup>e</sup> année d'affilée, BMO Marchés des capitaux a remporté la palme des services de recherche sur les actions au Canada, dans le rapport Brendan Wood International visant les investisseurs institutionnels.
- Quatre fonds gérés par le groupe Gestion privée ont reçu, en 2008, un prix Lipper pour leur rendement exceptionnel : BMO Fonds de ressources, BMO Fonds de dividendes, Fonds mondial de technologie BMO Guardian et Phoenix Insight Value Equity Fund.

## Personnel

### Nombre moyen de jours de formation par employé

(moyennes de 2004 à 2005 calculées en fonction du nombre d'employés; moyennes de 2006 à 2008 calculées en fonction de l'équivalent de durée normale)

**i** P. 20

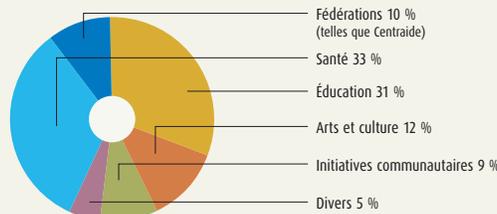


## Nos collectivités

En 2008, BMO a consacré 55,9 millions de dollars aux dons et commandites pour soutenir des collectivités ainsi que des milliers d'œuvres de bienfaisance et d'organismes sans but lucratif au Canada et aux États-Unis.

**i** P. 22

### Ventilation des dons (2008)



# Faits saillants de 2008

Le rapport annuel de BMO fournit à nos actionnaires l'information nécessaire pour se faire un portrait clair de nos activités. Le tableau suivant donne un aperçu de notre rendement financier et de la croissance de nos activités, de la satisfaction de la clientèle et de la gestion des risques, ainsi que de la gouvernance et de la responsabilité sociétale. La référence est indiquée pour que les lecteurs puissent trouver l'information en détail dans le rapport annuel.

## RENDEMENT FINANCIER P. 26, 34

- Revenu net de 1 978 millions de dollars, comparativement à 2 131 millions en 2007.
- Résultat par action de 3,76 \$, par rapport à 4,11 \$ il y a un an.
- Rendement des capitaux propres de 13,0 %, par rapport à 14,4 % l'an dernier.

## CROISSANCE DE NOS ACTIVITÉS

- PE Canada a obtenu un revenu net de 1 320 millions de dollars. Les revenus et le revenu net ont augmenté à chaque trimestre de l'exercice, témoignant des progrès concrets réalisés dans l'exécution de notre plan stratégique.
- Le revenu net de PE États-Unis s'établit à 96 millions de dollars, grâce à la croissance des revenus et à la gestion efficace des coûts. Nous avons terminé avec succès l'intégration de nos acquisitions au Wisconsin.
- Le groupe GP a dégagé un revenu net de 395 millions de dollars, atteignant des résultats comparables aux résultats records de l'an dernier, malgré des marchés difficiles. Nous continuons à investir dans la croissance future tout en gérant activement les frais.
- BMO Marchés des capitaux a obtenu un revenu net de 692 millions de dollars dans le contexte très difficile des marchés financiers, affichant de bons résultats dans plusieurs secteurs d'activité de base.

## SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE

- PE Canada a accru sa clientèle, amélioré les taux de fidélité de la clientèle et établi des normes en matière de grille de performance individuelle afin de mesurer son succès.
- Le programme de transformation pluriannuel de PE États-Unis se traduit par l'amélioration de l'expérience client, des services de première ligne et de l'efficacité opérationnelle. Nous avons accru notre présence sur le marché en renforçant notre équipe de vente de services aux entreprises, et avons augmenté le nombre de nos succursales qui s'établit maintenant à plus de 280.
- Le groupe GP a accru son personnel affecté aux ventes et au soutien aux ventes, investi dans la technologie et étendu ses capacités en matière de gestion des actifs en complétant l'acquisition de la société Pyrford International plc, établie au Royaume-Uni.
- BMO Marchés des capitaux a continué d'identifier les occasions de croissance pour nos principaux clients et d'étendre l'expertise que nous offrons à nos clients, comme en fait foi l'acquisition de Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc., courtier en obligations municipales établi à Chicago. Le groupe a également accru sa présence internationale en ouvrant un bureau à Mumbai<sup>1</sup>, en Inde. Nous avons maintenant des bureaux dans toute l'Amérique du Nord, ainsi qu'en Europe, en Asie, en Australie et en Amérique du Sud.

## GESTION DES RISQUES P. 14, 73

- Nous avons renforcé nos capacités de gestion des risques, dans le cadre de notre initiative de gestion évolutive des risques.
- Nous avons pris des mesures pour réduire les risques dans certaines de nos activités sur les marchés financiers.
- Nous avons maintenu de solides ratios de capital qui sont sensiblement supérieurs aux cibles établies.

## GOVERNANCE P. 17

- Nous continuons d'honorer notre engagement à mener nos activités avec intégrité et transparence, dans le respect de notre cadre de gestion pour une saine gouvernance. Notre code de conduite et d'éthique, intitulé *Principes fondamentaux*, définit les principes régissant la conduite des employés en matière de gouvernance.
- BMO s'est positionné efficacement pour satisfaire aux exigences réglementaires existantes et réagir en temps opportun aux risques de conformité émergents.
- Pour la sixième année de suite, BMO Groupe financier a été reconnu pour son leadership en matière de responsabilité sociétale et figure au palmarès des 50 meilleures entreprises citoyennes de Corporate Knights.

## RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE P. 20

- BMO est l'une des deux banques canadiennes inscrites au Carbon Disclosure Leadership Index. Les entreprises qui figurent au classement se distinguent par leur conscience des risques et des occasions d'affaires que présentent les changements climatiques pour leur organisation.
- Nous avons publié le document Politique et plan d'action environnementaux de BMO.

<sup>1</sup> Ouverture d'un bureau à Mumbai en novembre 2008.



# Nos clients, notre force

WILLIAM A. DOWNE  
PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

## Message aux actionnaires

En me penchant sur l'exercice 2008, il me faut d'abord reconnaître qu'il s'agit d'une période marquée par l'instabilité fondamentale des marchés des capitaux – une période où de nombreuses économies du monde ont été entraînées dans la récession. L'incidence de la conjoncture sur les marchés des capitaux a été considérable, influant sur le coût des fonds et resserrant la liquidité. Nos clients ont été touchés par ces conditions et une bonne partie des efforts déployés par la Banque en 2008 visaient à les aider à faire face aux nouvelles réalités.

La conjoncture nous a également affectés. Mais, en même temps, cet exercice a confirmé la vigueur et la diversité des activités de BMO Groupe financier.

Nous avons obtenu de solides résultats financiers, dont un revenu net de près de 2 milliards de dollars et un ratio du capital de première catégorie de 9,77 pour cent – et nous avons accru la fidélité de la clientèle et notre part de marché dans des secteurs clés. Fait tout aussi important à souligner, nous avons progressé dans la réalisation de notre plan d'action et nous sommes mieux positionnés, tant pour affronter une période de croissance économique faible ou négative que pour tirer profit de la reprise ultérieure.

## La capacité bénéficiaire de notre organisation est déterminée par nos clients.

Les mesures que nous avons prises pour voir les services bancaires et l'incidence de la conjoncture du point de vue de nos clients représentent un revirement fondamental en train de s'opérer à BMO. Nous avons clarifié notre position dans le marché en nous appuyant sur une promesse de marque bien définie – simplifier les questions financières afin qu'elles aient du sens pour les clients.

Notre approche continue à l'égard des clients nous permettra de continuer à accroître la fidélité de la clientèle et notre part de marché – et, par conséquent, de faire progresser le revenu net et de maintenir la solidité du bilan.

## Nous avons réagi rapidement et efficacement aux défis que pose la conjoncture actuelle.

Nous avons amorcé, il y a dix-huit mois, une évaluation de nos méthodes de mesure et de gestion des risques à BMO. L'exercice a confirmé certains atouts importants, notamment en ce qui a trait à la gestion du risque de crédit.

Il a également permis de repérer des possibilités d'amélioration auxquelles nous nous sommes empressés de donner suite en adoptant un programme axé sur les nouveaux risques afin de développer nos capacités pour l'avenir.

Sous la direction de notre chef de la gestion globale des risques récemment nommé, nous avons amélioré tant notre capacité que les compétences du personnel à ce chapitre, en plus de réorganiser l'infrastructure de gestion des risques – et ce, de concert avec les secteurs d'activité. L'équipe de gestion des risques s'est appliquée à renforcer la responsabilisation en définissant plus clairement les responsabilités. Nous avons mis l'accent sur la transparence en matière de risques à l'échelle de l'organisation et amélioré la présentation du rendement des unités d'affaires.



## Notre stratégie en bref

	MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR Y PARVENIR
<p><b>NOTRE OBJECTIF FONDAMENTAL</b> Maximiser le rendement total des capitaux propres et progresser, au fil du temps, vers un classement dans le quartile supérieur de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour le rendement total des capitaux propres.</p>	<p>Nous maintiendrons nos objectifs financiers à moyen terme visant, au fil du temps :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à accroître le RPA de 10 % en moyenne par année;</li> <li>• à obtenir un RCP annuel moyen de 17 % à 20 %;</li> <li>• à atteindre un levier d'exploitation avant amortissement annuel moyen d'au moins 2 %;</li> <li>• à conserver un solide capital réglementaire.</li> </ul> <p><a href="#">i P. 28</a></p>
<p><b>NOTRE STRATÉGIE</b> Accroître nos activités de base au Canada et accélérer notre expansion aux États-Unis.</p>	<p>Pour renforcer notre rendement, nous nous concentrerons sur trois éléments principaux, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le <b>client</b> – définir ce que nous sommes et ce que nous offrons en termes clairs pour le client;</li> <li>• la <b>cadence</b> – repérer et saisir rapidement les occasions; établir des priorités et passer à l'action;</li> <li>• la <b>croissance</b> – atteindre une croissance stable et gérer notre capital en fonction de notre cadre de gestion de capital.</li> </ul> <p><a href="#">i P. 29</a></p>
<p><b>NOS PRIORITÉS STRATÉGIQUES</b> <a href="#">i P. 29</a></p>	
<p>1. Bâtir au Canada une société de services bancaires aux particuliers de calibre supérieur.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nous démarquer par la qualité de l'expérience client, continuer d'améliorer notre système de gestion du rendement et lancer des produits et services attrayants qui influent sur les résultats.</li> <li>• Exploiter davantage le potentiel de notre offre de cartes de crédit, qui remporte un vif succès, en nous efforçant de mieux comprendre les besoins des divers segments de clientèle et en leur offrant un choix qui y répond.</li> </ul> <p><a href="#">i P. 46</a></p>
<p>2. Consolider nos activités dans le secteur des services bancaires aux entreprises afin de demeurer un acteur de premier plan.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au Canada, rehausser la qualité de l'expérience client et atteindre la constance à cet égard dans les segments des entreprises et des petites entreprises en comprenant mieux les besoins des clients et en observant une discipline rigoureuse en matière de gestion du rendement.</li> <li>• Aux États-Unis, accroître nos activités dans le secteur des entreprises et devenir le principal acteur dans nos marchés cibles par le développement dynamique de nos capacités et la concentration de nos efforts dans ce segment.</li> </ul> <p><a href="#">i P. 46, 49</a></p>
<p>3. Intensifier nos activités de gestion de patrimoine et accroître notre part de marché.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Offrir des solutions de gestion de patrimoine de premier choix dans l'intention d'aider nos clients à planifier leurs années de retraite et à faire des placements en ce sens.</li> <li>• Améliorer nos modèles de gestion et investir sélectivement pour créer davantage de valeur.</li> </ul> <p><a href="#">i P. 52</a></p>
<p>4. Produire des rendements solides et stables dans les activités de BMO Marchés des capitaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenir un portefeuille diversifié et dynamique afin de répondre aux besoins en constante évolution de nos principaux clients.</li> <li>• Continuer à optimiser nos activités afin de produire des rendements pondérés en fonction des risques qui soient adéquats.</li> </ul> <p><a href="#">i P. 55</a></p>
<p>5. Améliorer notre rendement aux États-Unis et étendre notre réseau afin d'occuper le premier rang dans le Midwest américain.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuer à étendre notre réseau de distribution par une combinaison d'acquisitions et d'expansion, en tirant profit des récents événements survenus dans les marchés et le secteur.</li> <li>• Nous démarquer en offrant une expérience client exceptionnelle, en aidant les clients par des moyens inattendus et en répondant à l'évolution constante de leurs besoins et préférences.</li> </ul> <p><a href="#">i P. 49</a></p>
<p>6. Bâtir une organisation à rendement élevé et orientée client.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nous démarquer en offrant une expérience client exceptionnelle, en accélérant la prise de décisions et en rationalisant les processus pour offrir davantage de valeur et simplifier les choses.</li> <li>• Exceller dans la gestion du rendement de nos activités, de nos principaux actifs et de nos employés.</li> <li>• Embaucher et développer des leaders axés sur les résultats qui guideront par l'exemple en matière de culture orientée client et de production de résultats.</li> </ul> <p><a href="#">i P. 20</a></p>



## La vision qui oriente notre stratégie

La vision centrée sur le client, qui oriente notre stratégie, mise sur la capacité d'éclaircir les questions d'argent pour nos clients. Cette vision est un puissant facteur de motivation pour nos 37 000 employés en permettant à chacun d'eux de jouer un rôle dans la réalisation de nos objectifs stratégiques.

### NOTRE VISION

**Être la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle.**

### NOS VALEURS

#### Être fiers

De ce que nous faisons et de BMO

#### Tenir parole

Toujours honorer nos engagements envers nos clients et envers nous-mêmes

#### Encourager la diversité

Tirer notre force de nos gens et de nos différents points de vue

#### Agir avec intégrité

Faire preuve de respect envers tous et mériter leur confiance par l'intégrité de nos actions

#### Avoir le courage de gagner

Mettre l'accent sur ce qui est à l'origine de nos succès

### NOTRE PROMESSE AUX CLIENTS

**Nous allons clarifier les questions d'argent pour que vous puissiez prendre les bonnes décisions.**

Les mesures actives que nous avons prises au cours de l'exercice pour gérer et réduire notre exposition aux programmes d'actifs titrisés et de créances structurées ont favorisé notre nette progression vers la réduction des risques dans ce domaine. Notre stratégie pour l'avenir vise l'équilibre entre la poursuite des efforts pour réduire la taille de ces programmes et la préservation de la valeur de l'actif.

## Chaque groupe possède une stratégie bien définie qui s'articule autour de nos clients et de nos forces.

Dans les pages de ce rapport, nous vous présentons les résultats de nos quatre principaux groupes d'exploitation.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) ont obtenu de très bons résultats en 2008, le revenu et le revenu net s'étant améliorés à chaque trimestre. Le rythme de croissance des revenus du groupe a été supérieur à celui de 2006 et il a presque doublé par rapport à celui de 2007. Nous sommes dans une période de gestion stratégique des dépenses – nous mettons en œuvre des plans expressément conçus et nous investissons pour améliorer notre position concurrentielle. Mais dans la conjoncture actuelle, nous sommes également conscients de l'importance de rentabiliser chaque dollar. Nous gérons étroitement les dépenses, comme c'est le cas dans tous les secteurs de l'organisation.

Nos clients ont accès à des succursales neuves ou rénovées, à un service amélioré et à une gamme novatrice de produits et d'offres aux particuliers. À l'automne de 2008, nous avons accru nos programmes de publicité dans les principaux centres urbains tant au Canada qu'aux États-Unis.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis sont reconnus pour leur excellent taux de fidélité de la clientèle et la solidité des relations qu'ils entretiennent avec leurs clients. Au cours de l'exercice 2008, Harris a attiré un grand nombre de nouveaux clients – qui étaient à la recherche d'une institution financière solide et stable. Nous avons également continué à étendre notre réseau de succursales. Sans perdre de vue le contexte actuel des marchés et l'importance de maintenir la solidité de notre assise financière, nous voyons en l'avenir des occasions d'accroître notre part de marché dans le Midwest américain.

Le revenu net obtenu par le groupe Gestion privée en 2008 reflète l'étendue de nos offres et la qualité des relations établies avec les clients. Fait assez remarquable, le revenu net de 2008 est équivalent aux résultats records de 2007. Grâce à une gamme de produits attrayante, ce secteur aide les clients à planifier leur avenir et à investir en prévision de la retraite. Il agit en interaction avec l'ensemble de notre plateforme canadienne et américaine de distribution de services bancaires aux particuliers et aux entreprises, élargissant les perspectives de croissance.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux en 2008 témoigne de la vigueur de nos activités dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt et de nos activités d'opérations de change qui a compensé l'affaiblissement de certains secteurs offrant des services tarifés. Pour ce qui est de l'avenir, nous concentrerons nos efforts sur les relations avec les clients, les services-conseils et la mise en œuvre.



Comité directeur  
de BMO

## Processus de gestion de BMO

Le processus de gestion interfonctionnel de BMO vise avant tout à harmoniser la mise en œuvre de nos plans avec nos objectifs stratégiques et à stimuler la production de résultats supérieurs. La composition de tous les comités est réévaluée chaque année.

### À l'échelle de l'organisation, tous nos secteurs d'activité disposent des atouts nécessaires pour saisir les occasions qui se présenteront au moment de la reprise économique.

PE Canada a continué d'affermir sa part de marché en intensifiant ses relations avec les clients. À mesure que la confiance des consommateurs se rétablira et que les niveaux d'activité augmenteront, nous serons en bonne position pour accroître notre revenu à un rythme supérieur à la moyenne. Dans le Midwest américain, où le contexte concurrentiel s'est radicalement transformé, Harris s'impose de plus en plus comme le choix naturel des particuliers et des entreprises. Quant au groupe Gestion privée, notre réussite repose sur notre vaste gamme d'offres aux clients primées et sur notre leadership reconnu en matière de service à la clientèle. Au sein de BMO Marchés des capitaux, l'importance accordée aux relations avec les clients nous place en excellente position pour tirer profit de la reprise dans les secteurs des fusions et acquisitions et des services-conseils, étant donné qu'un bon nombre de nos entreprises clientes – dont certaines des plus importantes et des plus solides sociétés du Canada – seront prêtes à rebondir au moment où la reprise s'amorcera.

Pour les investisseurs qui cherchent à réaliser un bon placement en 2009 et au-delà, il existe des raisons convaincantes d'investir dans BMO Groupe financier : notre orientation client axée sur les services aux particuliers fonctionne bien et génère une hausse de notre revenu net, nous avons amélioré nos capacités de gestion des risques, et d'excellentes occasions s'offrent à nous de tirer profit de notre solide assise financière pour poursuivre notre expansion.

Enfin, pour rendre hommage à des gens qui le méritent bien, soulignons que c'est souvent en première ligne que les stratégies et programmes sont mis en œuvre, et que c'est un à un que nous gagnons les clients. C'est pourquoi je tiens tout particulièrement cette année à remercier les employés qui travaillent chaque jour en contact direct avec la clientèle.

Dans le Rapport annuel de l'an dernier, j'avais conclu mon message en ces termes : « La création de valeur pour nos actionnaires découle directement de la valeur que nous offrons à nos clients. Et nous savons que le meilleur moyen d'y parvenir consiste à mettre au service de ces derniers les forces vives de l'ensemble de notre organisation afin de les aider à faire les meilleurs choix pour eux. Chaque fois. » Cet engagement, nous le réitérons aujourd'hui.

Le président et chef de la direction,

William A. Downe

**Comité directeur**

15 membres

**RESPONSABILITÉS : ÉTABLIR ET GÉRER LA STRATÉGIE ET LE RENDEMENT DE L'ORGANISATION**

- Examiner les stratégies des groupes et de l'organisation
- Approuver les fusions et acquisitions
- Approuver les objectifs et les plans financiers, et évaluer les résultats
- Approuver les objectifs en matière de culture d'entreprise et de diversité
- Superviser les initiatives stratégiques et faire le suivi du rendement
- Gérer les investissements à l'échelle de l'organisation

Le comité se réunit toutes les deux semaines.

**Comité de performance**

54 membres



P. 153

- 15 membres du Comité directeur
- 39 chefs de secteurs d'activité et d'unités fonctionnelles

**RESPONSABILITÉS : STIMULER LES RÉSULTATS DE L'ORGANISATION ET VEILLER AU RESPECT DES PRIORITÉS**

- Stimuler les résultats de l'organisation
- Effectuer l'évaluation par les pairs en fonction des objectifs déterminés
- Régler les problèmes concernant les initiatives liées aux priorités stratégiques de BMO et prendre les mesures nécessaires

Le comité se réunit tous les trimestres.

**Conseil du leadership**

Environ 300 membres

- Tous les dirigeants de BMO

**RESPONSABILITÉS : COMPRENDRE LES STRATÉGIES DES GROUPES ET DE L'ORGANISATION ET VEILLER À CE QUE TOUS LES EMPLOYÉS DE BMO Y ADHÈRENT**

- Stimuler l'engagement des employés et assurer leur adhésion aux principaux plans et stratégies de l'organisation
- Trouver des solutions aux problèmes importants touchant un secteur d'activité ou l'ensemble de l'organisation
- Communiquer les messages clés dans l'ensemble de BMO et donner l'exemple en matière de comportements
- Développer les capacités en matière de résolution de problèmes et d'évaluation par les pairs

Le conseil se réunit tous les ans.

## Comité directeur\*

- 1 William A. Downe**, président et chef de la direction, BMO Groupe financier, assure le leadership et détermine la vision de BMO Groupe financier. Par l'entremise du Conseil d'administration, il est responsable devant les actionnaires de la définition, de la communication et de la mise en œuvre d'objectifs stratégiques et opérationnels visant à maximiser la valeur pour les actionnaires. Le président et chef de la direction est responsable du rendement et des résultats financiers pour l'ensemble de l'organisation, ce qui inclut l'état des résultats, le bilan et les paramètres de mesure de la valeur pour les actionnaires. Il s'est joint à BMO en 1983 et occupe son poste actuel depuis mars 2007.

**GROUPES D'EXPLOITATION****Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada**

- 2 Frank Techar**, président et chef de la direction, Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada, assure la direction stratégique en vue de la prestation de nos services bancaires par l'entremise de BMO Banque de Montréal à plus de sept millions de clients dans tout le Canada. Il s'est joint à BMO en 1984 et occupe son poste actuel depuis juillet 2006.
- 3 Sandra Hanington**, vice-présidente à la direction, Stratégie clientèle et marketing, Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada, est responsable d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies clientèle qui permettront à BMO Banque de Montréal de se démarquer sur le marché canadien. Elle s'est jointe à BMO en 1999 et occupe son poste actuel depuis août 2006.
- 4 Maurice Hudon**, premier vice-président à la direction, Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada, est responsable des initiatives d'expansion à long terme ainsi que des secteurs Services de cartes et de paiement, Assurance et Services aux courtiers. Il s'est joint à BMO en 1978 et occupe son poste actuel depuis août 2006.
- Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis**
- 5 Ellen Costello**, présidente et chef de la direction, Harris Financial Corp., est responsable de la direction stratégique des Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis, et assure la croissance rentable des activités par la croissance interne et les acquisitions. Elle s'est jointe à BMO en 1983 et occupe son poste actuel depuis août 2006.

**Groupe Gestion privée**

- 6 Gilles Ouellette**, président et chef de la direction, groupe Gestion privée, est responsable des activités de gestion de patrimoine de BMO Groupe financier en Amérique du Nord. Il est également président du Conseil délégué de BMO Nesbitt Burns. Il s'est joint à BMO en 1979 et occupe son poste actuel depuis mai 1999.
- 7 Dean Manjuri**, chef du secteur Services de courtage traditionnels et président administrateur, Division des services aux particuliers, BMO Nesbitt Burns, assure la direction stratégique de la Division des services aux particuliers liée à nos activités de gestion de patrimoine. Il s'est joint à BMO en 1983 et occupe son poste actuel depuis novembre 1999.
- 8 Graham Parsons**, vice-président à la direction, Gestion bancaire privée et initiatives stratégiques intégrées, BMO Groupe financier, assure la direction stratégique des services de fiducie et de succession, des services bancaires personnalisés, de la gestion des placements, ainsi que des services conseils en philanthropie et en placement offerts par l'entremise de 50 bureaux répartis en Amérique du Nord. Il s'est joint à BMO en 1992 et occupe son poste actuel depuis mai 2002.
- BMO Marchés des capitaux\*\***
- 9 Tom Milroy**, chef de la direction, BMO Marchés des capitaux, est responsable de toutes les unités de BMO Groupe financier qui servent les grandes entreprises, les institutions et les administrations publiques en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Il s'est joint à BMO en 1993 et occupe son poste actuel depuis mars 2008.
- 10 Eric Tripp**, président, BMO Marchés des capitaux, est responsable de l'ensemble des affaires de BMO Groupe financier traitées avec les grandes entreprises, institutions et administrations publiques en matière de services bancaires et d'investissement, ainsi que de produits de négociation et d'opérations de trésorerie. Il s'est joint à BMO en 1983 et occupe son poste actuel depuis mars 2008.

**FONCTIONS D'ENTREPRISE****Finances\*\*\***

- 11 Russel Robertson**, chef des finances intérimaire, BMO Groupe financier, est responsable des activités de BMO Groupe financier en matière de stratégie financière, de planification et de communication de l'information financière, de trésorerie, de relations avec les investisseurs et de gestion globale des risques et du portefeuille. Il s'est joint à BMO en 2008 et occupe son poste actuel depuis mars 2008.
- Services juridiques, Affaires générales et Conformité**
- 12 Simon Fish**, vice-président à la direction et conseiller général, BMO Groupe financier, est responsable des affaires juridiques de la Banque. À ce titre, il agit comme conseiller auprès du Conseil d'administration et de la direction dans divers domaines, notamment les services bancaires, les fusions et acquisitions, la conformité et la législation relative aux valeurs mobilières. Il s'est joint à BMO en 2008 et occupe son poste actuel depuis mai 2008.
- Gestion globale des risques et du portefeuille**
- 13 Tom Flynn**, vice-président à la direction et chef de la gestion globale des risques, BMO Groupe financier, est responsable de la gestion globale des risques et de la gestion de portefeuille de BMO Groupe financier. Il s'est joint à BMO en 1992 et occupe son poste actuel depuis mars 2008.

**Ressources humaines et Communications**

- 14 Rose Patten**, première vice-présidente à la direction, chef des ressources humaines et conseillère principale, BMO Groupe financier, est responsable des fonctions et stratégies en matière de ressources humaines, de communications et de gestion du changement à l'échelle de l'organisation. À titre de conseillère principale en leadership, elle prodigue des avis et des conseils aux hauts dirigeants de BMO et dirige l'ensemble des activités visant le développement du leadership et la planification de la relève. Elle s'est jointe à BMO en 1995 et occupe son poste actuel depuis juillet 2006.
- Technologie et opérations**
- 15 Barry Gilmour**, chef, Technologie et opérations, BMO Groupe financier, est responsable de la gestion, du soutien et de la gouvernance en matière de technologies de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'approvisionnement pour l'ensemble de BMO Groupe financier. Il s'est joint à BMO en 1978 et occupe son poste actuel depuis novembre 2006.

\* Au 31 octobre 2008. Photo à la page 8.

\*\* Yvan Bourdeau, vice-président du conseil, BMO Marchés des capitaux, a pris sa retraite le 31 octobre 2008.

\*\*\* Karen Maidment, chef des finances et des affaires administratives, est actuellement en congé.

# Créer l'expérience client exceptionnelle

**Nous avons compris que les résultats financiers dépendent de notre capacité à offrir à nos clients ce qu'ils veulent – moins de complexité et un accès plus facile à l'aide dont ils ont besoin pour prendre des décisions d'ordre financier.**

Les clients nous ont dit qu'ils voulaient moins de complexité et davantage d'aide pour prendre des décisions d'ordre financier – et que les banques pouvaient faire mieux. BMO a vu là l'occasion de simplifier les choses et d'aider les gens en clarifiant les questions financières. Notre engagement – clarifier les questions d'argent pour que ça ait du sens – est étroitement lié à la raison fondamentale pour laquelle les clients franchissent nos portes : réaliser leurs ambitions, préparer leur avenir sur le plan financier et gérer le risque.

Aujourd'hui plus que jamais, les gens font leurs transactions et leurs placements chez nous, en raison de l'expérience et des connaissances que nous mettons à leur disposition. Clarifier les défis et les occasions d'ordre financier pour les clients, c'est les voir sortir de chez nous confiants dans leur avenir financier et sûrs d'avoir choisi la bonne banque. Il s'agit là de conditions essentielles à la croissance de BMO à long terme et à sa compétitivité.



## Se concentrer sur les clients

Lorsque nous avons entrepris la première phase de notre engagement client il y a deux ans, tous les employés de BMO – du siège social à la première ligne – ont eu comme consigne de mettre davantage l'accent sur le client. Nous avons depuis appliqué le taux de recommandation net (TRN) – un outil de mesure de la fidélisation de la clientèle – à un plus grand nombre de nos secteurs d'activité. À l'heure actuelle, le TRN sert à évaluer notre pourcentage de réussite auprès des clients de la plupart de nos secteurs d'activité et points de contact. Nous avons lancé, en 2008, un programme qui définit nos principes de base en matière de service et qui favorise la prestation constante d'un service de qualité, à la hauteur des attentes des clients.

À l'échelle de l'organisation, nous nous efforçons de relever les attentes de tous les clients – petites et grandes entreprises, investisseurs et institutions. Voilà pourquoi nos campagnes publicitaires en cours au Canada et aux États-Unis utilisent des énoncés simples mais qui font réagir, et surtout qui rejoignent les préoccupations de nos clients.

Ces programmes ont joué un rôle essentiel dans notre démarche en vue de devenir la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle.

## Une vision qui rallie tout le personnel

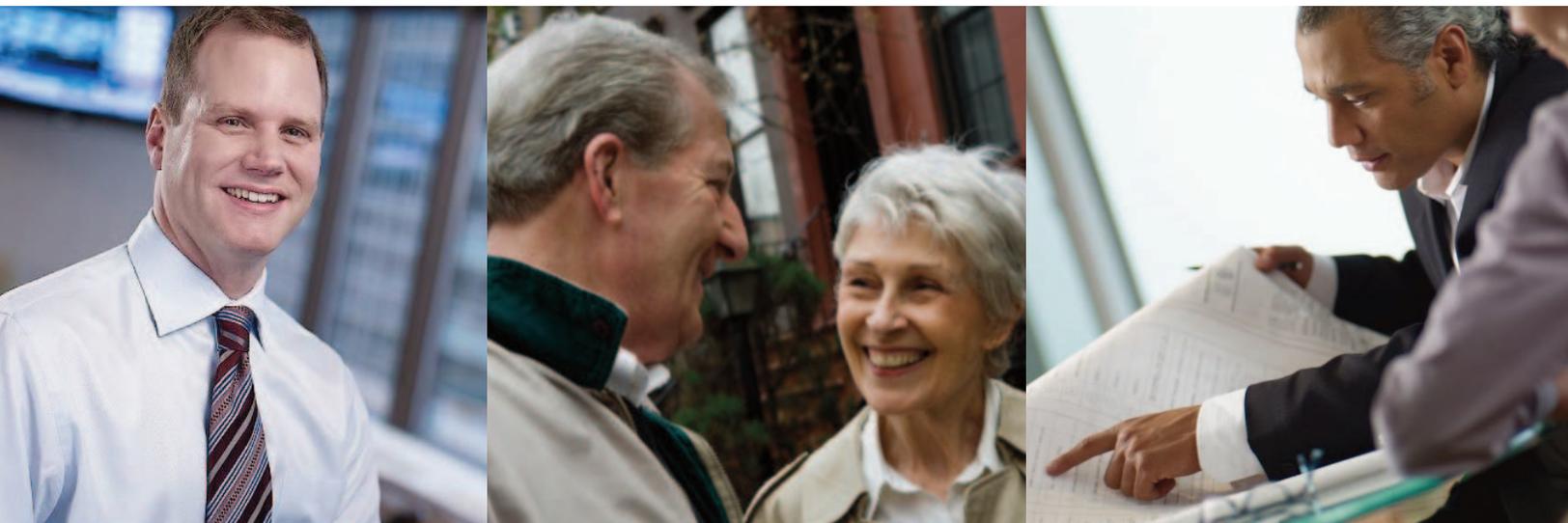
La vision de BMO fait la fierté de nos employés. Toute l'énergie, la force et l'intelligence de notre organisation sont mises au service de nos clients. Et cet engagement se traduit de manière concrète par des mesures de rendement qui lient la rémunération de tous les employés au succès de BMO auprès des clients.

## Étendre notre réseau de succursales

Dans l'optique d'intensifier notre présence dans la collectivité, nous avons entrepris un programme qui prévoit l'ouverture de succursales ou la réorganisation de succursales existantes dans des emplacements clés, à l'échelle du Canada. Cette initiative vise à accroître la visibilité dans la rue du bleu BMO – l'une des couleurs de marque les plus reconnaissables au Canada. Et pour assurer à un plus grand nombre de clients l'accès à une gamme étendue de services, nous déployons des équipes complètes spécialisées dans le secteur des particuliers et le secteur des entreprises et des experts en gestion de patrimoine dans un nombre accru d'emplacements. En parallèle, du côté de Harris, nous élargissons notre réseau de succursales en misant principalement sur les acquisitions. Au cours des trois derniers exercices, la bannière Harris a connu une croissance de 44 % et elle exploite maintenant plus de 280 succursales dans trois États du Midwest américain.

## Des produits qui répondent aux besoins des clients

L'engagement que nous avons pris envers le client est plus qu'une promesse puisqu'il s'appuie sur du concret : une offre de produits irrésistible qui répond précisément aux désirs des clients. Et nous allons continuer à hausser la barre et à en faire davantage.



OFFRES IRRÉSISTIBLES DE 2008	
<p><b>MargExpress sur valeur domiciliaire™</b></p> <p>Les clients nous ont dit qu'ils voulaient exercer davantage de contrôle sur leurs finances personnelles. Au Canada, nous avons répondu à cette demande en lançant « le seul prêt dont vous aurez besoin », qui combine un prêt hypothécaire et une marge de crédit garantie. À mesure que le client rembourse son prêt hypothécaire, le montant de sa marge de crédit augmente. Ce produit est l'une des principales raisons de l'accroissement de 18,7 % de notre volume de prêts personnels en 2008 et de la hausse de 89 points de base de notre part de marché.</p>	<p><b>Les fonds Étape Plus BMO</b></p> <p>Pour répondre aux demandes des clients qui désiraient des options de placement offrant à la fois un potentiel de croissance et la garantie que leur capital serait préservé, nous avons lancé les fonds Étape Plus BMO en juin 2007, et en septembre 2008 les cotisations nettes reçues totalisaient 1 milliard de dollars. Dans un contexte marqué par la volatilité des économies et des marchés à l'échelle mondiale, ce produit s'est révélé efficace pour répondre à un besoin fondamental de nos clients – apaiser leur inquiétude en protégeant leurs investissements.</p>
<p><b>Demande d'ouverture de compte en ligne</b></p> <p>Depuis juin, Harris propose sur son site Web une demande d'ouverture de compte qui prend environ huit minutes à remplir. Grâce à cette initiative, Harris a enregistré une augmentation de 160 % du nombre de demandes d'ouverture de compte en ligne en 2008. Prochaine initiative : réduire le temps requis pour remplir en ligne une demande de compte de dépôt d'entreprise ou de compte courant d'entreprise. Depuis octobre 2008, les Canadiens peuvent utiliser Internet pour soumettre une demande d'ouverture de compte de particulier à BMO Banque de Montréal.</p>	<p><b>Outil logiciel de planification financière</b></p> <p>Nous avons investi dans un nouvel outil de planification financière qui présentera avec une clarté sans précédent la situation financière du client, nous plaçant à l'avant-garde du secteur. Ce nouveau logiciel sera utilisé par tous les professionnels de la planification financière à l'échelle de BMO Groupe financier. Peu importe où se trouve le client ou quel est son point de contact, le logiciel contribuera à assurer la cohérence et la transférabilité des plans des clients.</p>
<p><b>Compte d'épargne libre d'impôt</b></p> <p>En 2008, le gouvernement du Canada a annoncé la création du compte d'épargne libre d'impôt (CELI). Les Canadiens peuvent maintenant ouvrir un CELI à BMO et y investir jusqu'à 5 000 \$ par année leur vie durant pour économiser sans payer d'impôt sur le montant des revenus de placement et des retraits. Le CELI constitue une option attrayante et souple qui peut aider nos clients à atteindre leurs objectifs financiers.</p>	<p><b>Série Partenaires en affaires en baladodiffusion</b></p> <p>Notre série primée <i>Partenaires en affaires</i>, diffusée sur le Web, s'est enrichie de nouveaux segments audio. Il s'agit d'entretiens dans le cadre desquels des experts externes offrent des conseils opportuns aux propriétaires de petites entreprises.</p>
<p><b>Option de conversation de vive voix</b></p> <p>Nous offrons maintenant l'option de conversation de vive voix sur les principales pages du site Web de Harris afin d'accrocher les gens qui se servent d'Internet pour se renseigner sur les solutions et services offerts par Harris, présenter une demande d'ouverture de compte ou une demande de prêt en ligne, ou accéder aux services bancaires en ligne de Harris. Un simple clic leur permet d'entrer rapidement en contact avec notre centre d'appel et de parler à un représentant des services à la clientèle. En 2008, Harris a mené près de 77 000 entretiens avec des clients qui avaient utilisé cette fonction.</p>	<p><b>Recherche sur les actions</b></p> <p>En fusionnant nos services de recherche sur les actions au Canada et aux États-Unis qui ont été primés, nous avons constitué un seul groupe d'environ 60 analystes couvrant près de 800 sociétés ouvertes – et nous sommes en mesure de proposer des stratégies axées sur les secteurs d'activité aux gestionnaires de fonds qui adoptent de plus en plus une approche globale.</p>
<p><b>La carte MasterCard<sup>®</sup> Mosaik<sup>™</sup> BMO</b></p> <p>Nous avons lancé la nouvelle carte MasterCard Mosaik Shell<sup>™</sup>, qui offre une récompense supérieure aux clients fidèles. Nos clients peuvent également opter pour la nouvelle carte MasterCard assortie de l'option AIR MILES<sup>™</sup> Or qui leur donne droit à un rabais de 20 % sur le nombre de milles de récompense AIR MILES requis pour obtenir un billet d'avion pour plus de 500 destinations dans le monde, sans période d'interdiction. Ces offres expliquent en partie la hausse de 13,8 % de nos soldes de cartes enregistrée en 2008.</p>	<p><b>Solutions mondiales de gestion de trésorerie</b></p> <p>Nous offrons aux entreprises clientes accès aux marchés à l'échelle des États-Unis, du Canada et de l'Europe, et nous les aidons à s'y retrouver dans l'éventail d'options et d'exigences, par l'intermédiaire d'une seule relation d'affaires et d'un seul point de contact.</p>

# Du dynamisme à l'échelle de l'organisation

Nous continuons de déployer une stratégie d'investissement axée sur la croissance. Nous sommes à l'affût des occasions de renforcer notre compétitivité dans tous nos secteurs d'activité. Et nous veillons à l'harmonisation de nos stratégies à la grandeur de l'organisation afin de réaliser des gains d'efficience qui font que chaque dollar compte.



Pour maintenir la priorité que nous accordons à l'amélioration du rendement de nos principaux secteurs d'activité, nous avons adopté une démarche d'investissement stratégique axée sur les employés, les processus, les circuits de distribution et les produits. Ce sont eux qui génèrent la croissance, surtout dans les secteurs des services aux particuliers, des services aux entreprises et de la gestion de patrimoine. Pour pouvoir repérer rapidement les investissements présentant le meilleur potentiel de valeur pour les actionnaires et les clients, nous évaluons les initiatives à l'échelle de l'organisation en fonction d'une même série de critères. Et nous poursuivons nos efforts de bonification du service en éliminant les étapes superflues et coûteuses.

## Croissance dynamique en 2008

Nous voulons insuffler une vigoureuse impulsion à nos activités de base dans chacun de nos groupes d'exploitation.

Au sein des Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada par exemple, nos stratégies axées sur la clientèle et la croissance ont été fructueuses comme en font foi les résultats obtenus. Grâce à l'amélioration des normes de service et à l'adoption de grilles de performance individuelle, nous nous sommes rapprochés de la clientèle, comme le confirment l'augmentation du nombre de clients et la hausse du taux de fidélité. Les employés des Services aux particuliers et des Services aux entreprises ainsi que les spécialistes de la gestion de patrimoine travaillent en équipe et mettent en commun leur expertise afin d'offrir aux clients une stratégie intégrée apte à combler l'ensemble d'un service de qualité supérieure en tout temps – quel que soit le circuit de distribution utilisé. Et pour ce qui est des grandes décisions d'ordre financier, comme l'ouverture d'un premier compte, une demande de prêt hypothécaire, ou une planification financière, nous avons haussé la barre grâce à notre expertise et à la prestation de conseils avisés qui ont établi une nouvelle référence de qualité au sein de BMO. Ces développements se reflètent dans les résultats financiers que nous avons obtenus. Nos revenus se sont accrues dans les

secteurs des services aux particuliers, des services aux entreprises et des services de cartes.

Nous poursuivons sur la lancée dans le secteur des services aux entreprises où BMO occupe le deuxième rang quant à la part de marché du crédit aux PME. Il y a deux ans, nous avons créé trois nouvelles entités de services aux entreprises dans les régions de Toronto, Montréal et Vancouver, dont la gestion a été confiée à des leaders parmi nos plus expérimentés. Au cours de la dernière année, nous avons instauré un programme de gestion du rendement basé sur des facteurs comme la croissance du portefeuille, la conservation de la clientèle, les revenus et la rentabilité, l'objectif visé étant de repérer nos meilleurs éléments et de fournir à tous les employés une rétroaction bien étayée sur les points à améliorer. Nous avons aussi rehaussé notre gamme de produits et nous abordons les besoins de la clientèle du marché des entreprises avec une approche globale. Grâce à ces initiatives et à d'autres mesures, les prêts ont augmenté de 9,5 % en 2008 et notre part de marché a progressé de 67 points de base. Le taux de fidélité de la clientèle du marché des entreprises a lui aussi augmenté en 2008. [i P. 46](#)

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis sont aussi en plein essor : les occasions d'affaires ne manqueront pas grâce à la priorité que

nous accordons aux clients, à notre culture axée sur le rendement et à l'expansion continue de la Banque « qui a vu le jour à Chicago ». S'appuyant sur un réseau de succursales maintenant 44 % plus développé qu'il ne l'était en 2005, la marque Harris jouit d'une plus grande visibilité sur le marché dans trois États du Midwest américain. Le programme de transformation pluriannuel de Harris se traduit par la bonification de l'expérience client, l'efficacité accrue du personnel de première ligne et l'amélioration de l'efficacité d'exploitation. La réputation de pilier du milieu financier dont jouit Harris dans le Midwest américain a joué un rôle primordial dans l'acquisition de parts du marché, car les clients éprouvés par la situation économique difficile se sont tournés vers le symbole de confiance incarné par Harris pour refinancer leur hypothèque. La bonne réputation de la marque Harris a également servi les Services bancaires aux entreprises. En effet, nous avons renforcé notre équipe de vente en recrutant des spécialistes des services bancaires aux entreprises parmi les plus expérimentés et les plus réputés de la région, ce qui consolide la présence de Harris sur le marché de la concurrence et constitue un atout en termes de potentiel de croissance dans l'avenir. [P. 49](#)

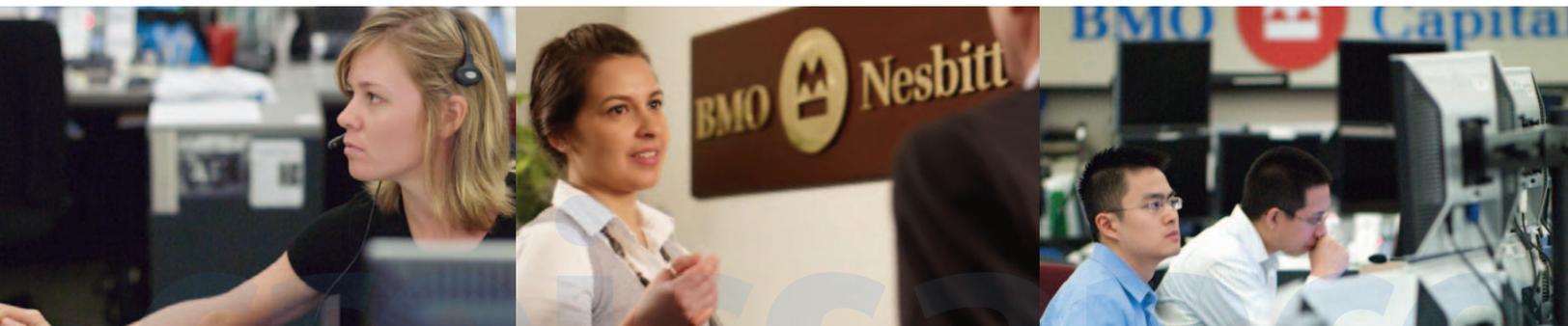
Malgré la conjoncture difficile de cette année, la Gestion de patrimoine a continué de gagner du terrain. Le groupe Gestion privée a maintenu le cap sur les objectifs établis et a obtenu d'excellents résultats. En 2008, nous avons augmenté l'effectif des équipes de service à la clientèle et de vente au sein de BMO Nesbitt Burns<sup>MD\*</sup>, de BMO Banque privée Harris et de BMO Ligne d'action pour être en mesure d'atteindre un plus grand nombre de clients et d'améliorer le service. Nous avons investi dans la technologie et perfectionné entre autres nos services de planification financière afin de pouvoir offrir au client un plan financier personnel clair et cohérent.

De plus, nous avons poursuivi le développement de nos capacités de gestion d'actifs par l'acquisition de Pyrford International plc, société établie au Royaume-Uni, l'élargissement de la portée des activités de gestion d'actifs institutionnels du groupe GP à l'extérieur de l'Amérique du Nord, et l'entente annoncée en vue d'un investissement stratégique dans la société Virtus Investment Partners, Inc. [P. 52](#)

Les dirigeants de BMO Marchés des capitaux ont entrepris un examen complet destiné à optimiser le rendement par l'affectation du capital et à atteindre un meilleur équilibre risque-rendement. Le plan repose sur le renforcement de notre assise, qui est stable et rentable, et le repérage des occasions de croissance intéressantes pour nos principaux clients.

En 2008, notre secteur des obligations municipales aux États-Unis a plus que doublé en importance grâce à l'acquisition de la firme de courtage en obligations de Chicago, Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc. Notre présence nationale sur le marché des services bancaires aux municipalités, alliée à une base solide et diversifiée d'investisseurs, nous place en position concurrentielle avantageuse vu les besoins d'un nombre croissant de municipalités américaines en matière de financement des infrastructures.

Grâce à l'ouverture d'un bureau à Mumbai, en Inde<sup>1</sup>, nous affirmons notre présence dans le monde en donnant à nos clients un accès aux marchés internationaux. BMO Marchés des capitaux compte maintenant douze établissements en Europe, en Asie, en Australie et en Amérique du Sud, en plus d'un réseau de quatorze bureaux en Amérique du Nord. Le magazine *Global Finance* a décerné à BMO Marchés des capitaux le titre de meilleure banque d'investissement au Canada en 2008. [P. 55](#)



## Moyens de différenciation utilisés par BMO pour stimuler le rendement et la croissance

- **Une culture orientée client :** La rationalisation de nos processus vise essentiellement à offrir aux clients un service d'une valeur extraordinaire – et à aplanir les difficultés. Notre marque exerce un attrait irrésistible car elle promet une expérience client incomparable.
- **Un excellent rendement :** La gestion de nos employés, de nos processus et de nos éléments d'actif est orientée vers la productivité. Notre culture met l'accent sur les résultats, la priorité au client, la responsabilité et le développement des compétences en leadership.
- **Un leadership en gestion des risques :** Nous investissons dans les capacités de gestion des risques en veillant à évaluer les résultats obtenus sur la base d'une pondération du rendement en fonction du risque afin d'assurer une rémunération adéquate de notre exposition aux risques et de servir le rendement des capitaux propres.

<sup>1</sup> Ouverture d'un bureau à Mumbai en novembre 2008.

# Une gestion sophistiquée des risques pour faire face au marché mondial

Nous croyons qu'une gestion rigoureuse des risques est essentielle pour forger un avantage concurrentiel. Le dernier exercice a confirmé la valeur du maintien d'un leadership en gestion des risques et nous continuons à progresser à grands pas vers des programmes de gestion des risques évolués et une utilisation efficace de notre bilan dans la création de valeur.

BMO a été proactif et le demeure. Pour nous, la gestion des risques comporte un double objectif : la surveillance appropriée et indépendante du risque dans l'ensemble de l'organisation et l'établissement de partenariats avec tous nos secteurs d'activité afin de générer un rendement durable des capitaux propres. [i P.73](#)



Il y a 18 mois, nous avons entrepris une évaluation de la manière dont nous mesurons et gérons le risque à BMO. Cet exercice a confirmé que nous possédons des atouts importants, notamment au chapitre du risque de crédit, où nous surclassons nos pairs depuis plusieurs années. Cette évaluation a également permis de repérer des possibilités d'amélioration et nous avons immédiatement amorcé un programme de changement.

Notre initiative de gestion évolutive des risques est axée sur quatre thèmes : responsabilité et responsabilisation, transparence, optimisation du rapport risque-rendement et constitution de partenariats (voir le tableau à droite).

Nous avons réalisé des progrès considérables dans chacun de ces domaines, notamment en désignant un nouveau chef de la gestion globale des risques, qui relève du chef de la direction.

Notre initiative de gestion évolutive des risques met l'accent sur la gestion des risques dans l'environnement actuel et sur le renforcement de nos capacités pour l'avenir.

Gérer les risques dans l'environnement actuel signifie prendre des mesures pour réduire l'instabilité, limiter

notre activité dans certains secteurs et gérer le crédit plus activement.

Au chapitre du renforcement de nos capacités, nous nous adjoignons des leaders chevronnés dans certains secteurs, nous améliorons la formation sur le risque dans l'ensemble de l'organisation, nous clarifions les responsabilités entre les unités d'affaires, la gestion des risques et d'autres fonctions de contrôle, nous nous attachons à accroître la transparence en matière de risque et à faire preuve de plus de rigueur dans la communication de l'information, et nous augmentons la qualité et la fréquence du dialogue que nous entretenons avec tous nos secteurs d'activité au sujet du risque.

En outre, nous avons désigné des chefs de la gestion des risques pour soutenir chacun de nos principaux secteurs. Nous nous assurons ainsi d'avoir une approche intégrée du risque au niveau des unités d'affaires et une étroite collaboration avec les chefs des unités d'affaires afin de gérer les risques qu'ils prennent.

En renforçant nos pratiques et notre culture de gestion des risques, nous progressons à grands pas vers l'atteinte de notre objectif qui est de demeurer le chef de file de la gestion des risques.

## BMO et l'économie mondiale

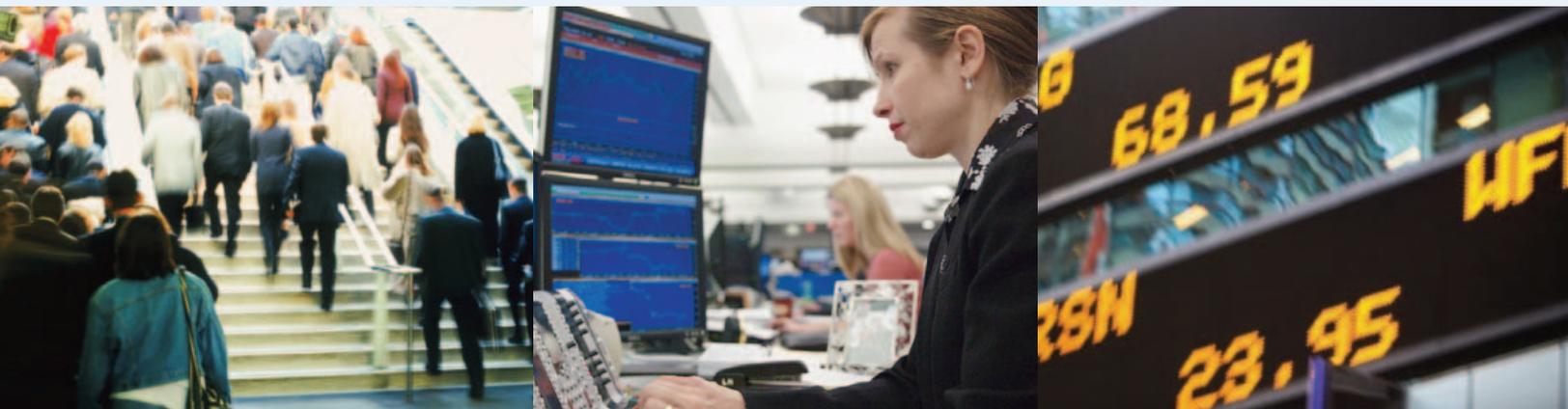
Depuis plus d'un an, BMO et les autres banques canadiennes participent à une initiative concertée qui vise à assurer le bon fonctionnement des marchés financiers au Canada – ce qui, par extension, contribue à maintenir la confiance dans les marchés financiers mondiaux. Nous continuerons sur cette voie. Le dernier rapport sur la compétitivité mondiale (*Global Competitiveness Report*) du Forum économique mondial, préparé à l'aide de données antérieures à la période d'incertitude actuelle des marchés et aux mesures connexes prises au cours de l'année passée, indique que le Canada dispose du système bancaire le plus sain du monde.

Presque tout le monde s'accorde aujourd'hui à dire que l'économie mondiale et les marchés financiers ont subi le contrecoup de la situation des prêts hypothécaires aux États-Unis ainsi que des fluctuations des devises, des produits de base et des actions. Pendant un moment, on a cru que les pays émergents à croissance rapide, y compris la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie, ne seraient pas affaiblis par le fléchissement de l'économie américaine. Ces pays ont représenté une grande partie de la croissance de la demande des produits de base – qui a elle-même

beaucoup soutenu l'économie canadienne. Et, en effet, les prix du pétrole, des métaux et des produits agricoles ont continué à augmenter jusqu'à la mi-2008.

Cependant, alors que l'affaiblissement de la conjoncture économique qui s'est amorcé en Amérique du Nord gagne le Japon et une grande partie de l'Europe, les marchés émergents dépendants des exportations sont eux aussi aux prises avec un repli de leurs taux de croissance. Il s'ensuit une correction baissière marquée des prix des produits de base. Comme l'incertitude persiste en ce qui concerne le moment de la reprise des marchés financiers et du redécollage de l'économie mondiale, bon nombre de marchés connaissent actuellement une période de forte volatilité.

À BMO, nous gérons énergiquement nos activités pour nous frayer un chemin dans cet environnement qui continue d'évoluer. L'heure est à la prudence et à la cohérence dans la gestion. Notre stabilité, le soutien que nous avons toujours accordé à notre clientèle, la qualité de nos conseils et notre solidité financière sont ce qui compte le plus pour nos clients actuellement.



L'initiative de gestion évolutive des risques de BMO tire parti de nos forces en place. Nous investissons systématiquement dans la gestion des risques pour continuer d'améliorer nos capacités :

INITIATIVE DE GESTION ÉVOLUTIVE DES RISQUES À BMO	
1. Renforcer les responsabilités et la responsabilisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les secteurs d'activité, les groupes de gestion des risques et les fonctions de contrôle travaillent en étroite collaboration dans le cadre de structures et de responsabilités clairement définies.</li> <li>Dans la gestion des risques, les secteurs d'activité représentent le premier point de contrôle, la Gestion des risques, le deuxième, et la Vérification interne, le troisième.</li> <li>Nous développons au sein de l'organisation un sens profond de la responsabilité et de la responsabilisation pour le risque.</li> </ul>
2. Accroître la transparence en matière de risque	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un processus ascendant garantit que nous repérons, surveillons et gérons les grands risques.</li> <li>Une approche descendante améliorée met l'accent sur les risques prioritaires et nouveaux d'importance majeure.</li> <li>Une communication améliorée de l'information sur le risque accroît la transparence ainsi que l'efficacité des discussions sur le risque.</li> </ul>
3. Optimiser le rapport risque-rendement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les résultats des unités d'affaires sont évalués d'après les rendements pondérés en fonction des risques.</li> <li>Abandonner les activités qui ne présentent pas un profil risque-rendement intéressant pour saisir les occasions qui optimiseront le rapport risque-rendement.</li> </ul>
4. Constituer des partenariats	<ul style="list-style-type: none"> <li>Travailler en partenariat avec chaque secteur d'activité pour améliorer la transparence en matière de risque et les résultats concernant le rapport risque-rendement.</li> <li>Encourager le dialogue ouvert et efficace au sujet du risque à l'échelle de l'organisation.</li> </ul>

Pour le président du conseil d'une banque canadienne, l'exercice qui vient de se terminer a constitué une expérience enrichissante. Malgré l'incertitude des marchés du crédit mondiaux, le système bancaire canadien a été à la hauteur de sa réputation internationale en matière de sécurité et de solidité.



## Nous avons confiance en l'avenir

DAVID A. GALLOWAY  
PRÉSIDENT DU CONSEIL

### À la hauteur de la tâche

Nous avons eu à relever en 2008 des défis qu'aucun de nous n'avait eu à affronter de toute sa vie. La confluence des événements qui ont marqué la dernière année a porté un coup dur à l'économie mondiale.

Dans le monde entier, les marchés du crédit se sont taris. Les marges d'intérêt se sont considérablement élargies. Les prêts entre institutions financières se sont contractés. Et la confiance s'est effritée.

Pendant ce temps, les banques canadiennes ont maintenu le cap. À titre de président du conseil de la Banque de Montréal, je peux affirmer à nos actionnaires que leur organisation et son équipe de direction ont traversé avec succès cette période difficile.

### S'adapter à un monde nouveau

De telles circonstances posent également tout un défi au Conseil d'administration. Le Conseil a été renforcé en 2008 par une nomination qui s'est révélée on ne peut plus opportune, celle de Don Wilson III, auparavant chef de la gestion des risques à J.P. Morgan Chase. Nous déplorons toutefois le départ de Stephen Bachand et d'Eva Lee Kwok, qui ne solliciteront pas le renouvellement de leur mandat au Conseil à l'Assemblée annuelle des actionnaires de 2009; ils ont été des administrateurs hors pair et leurs conseils avisés vont nous manquer.

Offrir des services bancaires, c'est avant tout gérer des risques – et depuis un an, la gestion des risques se situe au sommet des priorités du Conseil d'administration. À l'instar de la direction, nous avons tiré des leçons des événements. Nous avons passé de nombreuses heures à examiner nos activités dans toute leur complexité et à établir avec la direction une riposte à l'évolution rapide des marchés.

Nous sommes convaincus que la direction a agi avec prudence et a réussi à gérer les risques. Notre assise financière demeure solide et nos secteurs d'activité continuent de progresser. Les Services bancaires Particuliers et entreprises ont gagné de la vigueur à tous les niveaux. Le groupe Gestion privée continue de produire d'excellents résultats, et nous avons réussi à réduire les risques dans l'ensemble de BMO Marchés des capitaux. Bill Downe et son équipe ont fait du bon travail. Votre Conseil d'administration a pleinement confiance en leur capacité à nous guider pendant ces temps difficiles.

L'exercice 2008 a présenté de nombreux défis et d'autres encore se poseront, mais nous avons confiance en l'avenir.

Le président du conseil,

A handwritten signature in blue ink, reading "David A. Galloway".

David A. Galloway

# Agir avec intégrité

**BMO s'est engagé à agir avec intégrité. C'est en exerçant nos activités avec honnêteté et transparence, conformément à notre cadre de saine gouvernance et à notre code de conduite et d'éthique, que nous servons le mieux les intérêts de nos nombreuses parties prenantes – et de notre organisation.**

## Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de la Banque de Montréal assume la responsabilité de superviser et de surveiller la gestion de notre organisation, dans le but d'accroître la valeur pour les actionnaires. Pour remplir ce mandat de manière optimale, il doit adopter des normes élevées en matière de gouvernance, qui reflètent non seulement toutes les exigences légales et réglementaires applicables, mais aussi les meilleures pratiques émergentes.

## Principes fondamentaux

Notre code de conduite et d'éthique, intitulé *Principes fondamentaux*, constitue le fondement de notre cadre de gouvernance et reflète notre engagement à agir selon ce qui est équitable, ce qui est bien et ce qui est permis par la loi. Tous les administrateurs et employés de BMO doivent se conformer à ce code. Chaque année, notre service Conformité procède à une révision rigoureuse de nos *Principes fondamentaux* en comparant notre code de conduite avec la réglementation en vigueur et les meilleures pratiques observées dans le secteur des services financiers à l'échelle de la planète, avant de soumettre ses conclusions à l'examen, à l'intervention et à l'approbation du Conseil. Chaque année, tous les employés de BMO sont tenus de prendre connaissance de nos *Principes fondamentaux* et de remplir un questionnaire servant à vérifier s'ils comprennent ces exigences – et s'y conforment. Nous nous assurons également que nos principaux fournisseurs connaissent notre code de conduite.

## Culture de conformité

Une saine gouvernance repose sur une surveillance rigoureuse de la conformité réglementaire. Agir avec intégrité, c'est principalement se conformer aux lois et aux règlements applicables dans tous les marchés où nous exerçons nos activités. Le chef de la Conformité de BMO surveille de façon indépendante la mise en application de notre cadre de conformité dans le but d'assurer son efficacité. Cela nous permet de nous positionner afin de répondre aux exigences de la réglementation et de réagir en temps opportun aux risques liés à la conformité émergents à l'échelle mondiale. Le Comité de vérification reçoit périodiquement des rapports du chef de la Conformité relativement aux questions et aux tendances qui ont une incidence sur notre cadre de conformité.

## Signalement des irrégularités

Nous encourageons tout employé de BMO qui soupçonne une infraction ou une infraction potentielle aux *Principes fondamentaux*, à une loi, à un règlement, ou à une politique de BMO à signaler immédiatement

## COMPLÉMENT D'INFORMATION [www.bmo.com/gouvernance](http://www.bmo.com/gouvernance)

Pour de plus amples renseignements sur la gouvernance au sein de BMO, consulter notre site Web.

### Avis de convocation à l'Assemblée annuelle des actionnaires

Les actionnaires sont invités à participer à notre Assemblée annuelle le 3 mars 2009, à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador, ou à assister à la webdiffusion de l'assemblée. On peut obtenir les détails de la webdiffusion sur notre site Web.

### Gouvernance

Notre site Web contient des renseignements sur nos pratiques de gouvernance, y compris notre code de conduite, intitulé *Principes fondamentaux*, notre code de déontologie à l'égard du chef de la direction et des hauts dirigeants des finances, nos normes de détermination des administrateurs non liés ou indépendants et les chartes du Conseil d'administration et de ses comités.

### Circulaire de sollicitation de procurations

La circulaire de sollicitation de procurations de BMO contient des renseignements sur chacun des administrateurs, les rapports des comités du Conseil d'administration et une explication détaillée de nos pratiques de gouvernance.

### Rapport sociétal et Déclaration annuelle de BMO

Ce bilan annuel décrit les activités dans lesquelles nous sommes engagés, tout au long de l'année, comme entreprise citoyenne. La version 2008 de ce rapport sera publiée en février 2009.

### Règles de la Bourse de New York en matière de gouvernance

Notre site Web présente un sommaire des différences sensibles entre nos pratiques de gouvernance et celles qui sont exigées des entreprises américaines en vertu des normes d'inscription à la cote de la Bourse de New York.

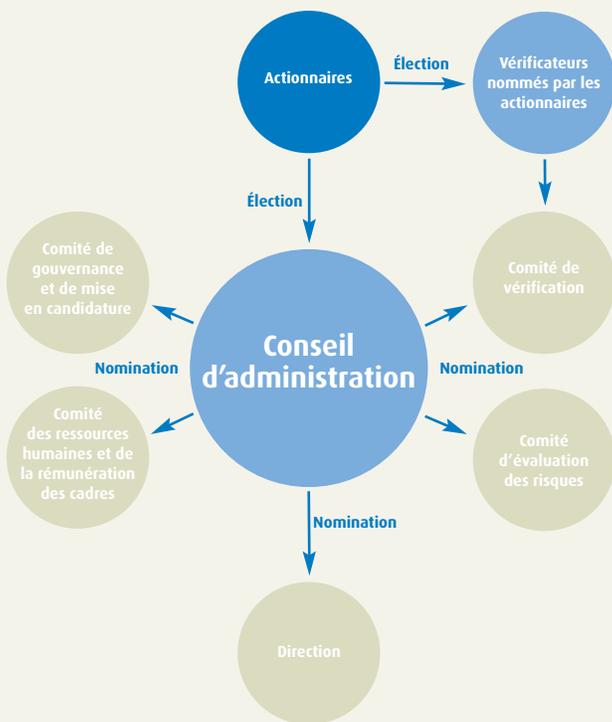
Tout actionnaire peut aussi obtenir gratuitement, sur demande, un exemplaire papier des documents susmentionnés.

– de manière confidentielle et anonyme – le problème à l'une des personnes (notamment le conseiller général, le chef de la Conformité ou l'ombudsman de BMO) ou à l'un des services figurant sur notre site intranet *Principes fondamentaux*. Le président du Comité de vérification est avisé de toute préoccupation relative aux pratiques comptables et aux questions de vérification, et détermine les mesures à prendre, s'il y a lieu. Selon le Conseil, le fait d'offrir aux employés et aux dirigeants une tribune leur permettant de signaler toute préoccupation qu'ils ont en matière d'éthique, ainsi que le fait de traiter les plaintes avec tout le sérieux que la situation exige, favorise l'implantation d'une culture de responsabilité et d'éthique.

# Comités du Conseil

COMITÉ	MEMBRES	RESPONSABILITÉS	
Comité de vérification	Philip S. Orsino (président) Robert Chevrier Ronald H. Farmer David A. Galloway (membre d'office) Eva Lee Kwok	Jeremy H. Reitman Guylaine Saucier	Supervise l'intégrité de notre information financière, les contrôles internes, les contrôles à l'égard de la communication de l'information et la fonction de vérification interne. Assure la conformité de la Banque aux exigences prévues par la loi ou la réglementation, de même qu'aux exigences relatives à l'indépendance des vérificateurs. Surveille les opérations avec les apparentés, les conflits d'intérêts, l'utilisation et la divulgation de renseignements confidentiels et personnels, et les normes de conduite de l'organisation.
Comité de gouvernance et de mise en candidature	J. Robert S. Prichard (président) Robert M. Astley Stephen E. Bachand	David A. Galloway Bruce H. Mitchell Philip S. Orsino	Élabore, examine et évalue de manière continue les principes et les systèmes de gouvernance de la Banque. Assume les responsabilités liées à la planification de la relève, l'orientation et la rémunération des administrateurs.
Comité des ressources humaines et de la rémunération des cadres	Robert M. Astley (président) Stephen E. Bachand David R. Beatty Ronald H. Farmer	David A. Galloway Martha C. Piper J. Robert S. Prichard	Assiste le Conseil dans ses fonctions de surveillance quant aux stratégies en matière de ressources humaines, à la rémunération des cadres supérieurs, à l'évaluation du rendement des hauts dirigeants et à la planification de la relève aux postes de direction.
Comité d'évaluation des risques	Bruce H. Mitchell (président) Robert M. Astley David R. Beatty George A. Cope David A. Galloway (membre d'office) Harold N. Kvisle Philip S. Orsino (membre d'office)	Guylaine Saucier Nancy C. Southern Don M. Wilson III	Surveille la définition, la documentation, l'évaluation et la gestion des risques importants. Assure la conformité à la réglementation portant sur le risque et le respect des politiques et procédures de gestion interne des risques.

## Structure de BMO en matière de gouvernance :



## Lutte contre le blanchiment d'argent

La politique de BMO en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes contribue au maintien de l'intégrité du système financier international. BMO ne fait pas sciemment affaire avec des individus, des entités ou des gouvernements qui cherchent à blanchir de l'argent. Et nous ne participons sciemment à aucune transaction portant sur des biens appartenant à des groupes terroristes ou contrôlés par eux, ni à aucune transaction faite en leur nom. En 2008, le gouvernement canadien a révisé la réglementation relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes afin de s'aligner sur les nouvelles normes internationales. Aux États-Unis, les autorités de réglementation ont resserré la surveillance exercée à l'égard des dispositions liées au blanchiment d'argent et au financement des activités terroristes. BMO affecte les ressources nécessaires pour répondre aux attentes accrues des autorités de réglementation, en particulier au Canada et aux États-Unis, en ce qui a trait à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes.

Pour la sixième année de suite, BMO Groupe financier a été reconnu pour son leadership en matière de responsabilité sociétale et figure au palmarès des 50 meilleures entreprises citoyennes de Corporate Knights.





## Conseil d'administration de BMO

### Administrateurs\*

- 1 Robert M. Astley**  
Ancien président et directeur général Clarica, compagnie d'assurance sur la vie, et ancien président, Financière Sun Life Canada  
**Conseil ou comité** Gouvernance et mise en candidature, Ressources humaines et rémunération des cadres (président), Évaluation des risques  
**Administrateur depuis** 2004
- 2 Stephen E. Bachand\*\***  
Administrateur et président et chef de l'administration retraité La Société Canadian Tire Limitée  
**Conseil ou comité** Gouvernance et mise en candidature, Ressources humaines et rémunération des cadres  
**Autre conseil d'administration de société ouverte** George Weston limitée  
**Administrateur depuis** 1999
- 3 David R. Beatty, o.b.e.**  
Président du conseil et chef de la direction Beatinvest Limited  
**Conseil ou comité** Ressources humaines et rémunération des cadres, Évaluation des risques  
**Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes** FirstService Corporation, Inmet Mining Corporation  
**Administrateur depuis** 1992
- 4 Robert Chevrier, F.C.A.**  
Président  
**Société de gestion** Roche inc.  
**Conseil ou comité** Vérification, La Société de la caisse de retraite de la Banque de Montréal (président)  
**Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes** Cascades inc., Groupe CGI inc., Compagnie de Saint-Gobain, Quincaillerie Richelieu Ltée  
**Administrateur depuis** 2000
- 5 George A. Cope**  
Président et chef de la direction BCE Inc. et Bell Canada  
**Conseil ou comité** Évaluation des risques  
**Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes** BCE Inc., Bell Aliant, NII Holdings, Inc.  
**Administrateur depuis** 2006
- 6 William A. Downe**  
Président et chef de la direction BMO Groupe financier  
**Conseil ou comité** Assiste aux réunions de tous les comités en tant que membre d'office (sans droit de vote).  
**Administrateur depuis** 2007
- 7 Ronald H. Farmer**  
Directeur général Mosaic Capital Partners  
**Conseil ou comité** Vérification, Ressources humaines et rémunération des cadres  
**Administrateur depuis** 2003
- 8 David A. Galloway**  
Président du conseil  
**Conseil ou comité** Gouvernance et mise en candidature, Ressources humaines et rémunération des cadres. Assiste aux réunions des comités Vérification, Évaluation des risques, La Société de la caisse de retraite de la Banque de Montréal en tant que membre d'office (sans droit de vote)  
**Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes** Scripps Networks Interactive, Inc., Toromont Industries Ltd.  
**Administrateur depuis** 1998
- 9 Harold N. Kvisle**  
Président et chef de la direction TransCanada Corporation  
**Conseil ou comité** Évaluation des risques  
**Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes** TransCanada Corporation, TransCanada Pipelines Limited  
**Administrateur depuis** 2005
- 10 Eva Lee Kwok\*\***  
Présidente du conseil et chef de la direction Amara International Investment Corp.  
**Conseil ou comité** Vérification, La Société de la caisse de retraite de la Banque de Montréal  
**Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes** Cheung Kong Infrastructure Holdings Ltd., CK Life Sciences Int'l. (Holdings) Inc., Husky Energy Inc.  
**Administratrice depuis** 1999
- 11 Bruce H. Mitchell**  
Président du conseil et chef de la direction Permian Industries Limited  
**Conseil ou comité** Gouvernance et mise en candidature, Évaluation des risques (président)  
**Autre conseil d'administration de société ouverte** Garbell Holdings Limited  
**Administrateur depuis** 1999
- 12 Philip S. Orsino, o.c., F.C.A.**  
Administrateur et ancien président et chef de la direction, Masonite International Corporation (auparavant Premdor Inc.)  
**Conseil ou comité** Vérification (président), Gouvernance et mise en candidature. Assiste aux réunions du comité Évaluation des risques en tant que membre d'office (sans droit de vote).  
**Autre conseil d'administration de société ouverte** Clairvest Group Inc.  
**Administrateur depuis** 1999

\*Au 31 octobre 2008.

\*\*Stephen E. Bachand et Eva Lee Kwok ne solliciteront pas le renouvellement de leur mandat à l'Assemblée annuelle des actionnaires qui aura lieu le 3 mars 2009.

### Membres honoraires du Conseil d'administration

- Charles F. Baird**  
Skillman, NJ, États-Unis
- Ralph M. Barford**  
Toronto, Ont.
- Matthew W. Barrett, o.c., LL.D.**  
Londres, Angleterre
- Peter J.G. Bentley, o.c., LL.D.**  
Vancouver, C.-B.
- Claire P. Bertrand**  
Montréal, Qc
- Frederick S. Burbidge, o.c.**  
Frelighsburg, Qc
- Tony Comper**  
Toronto, Ont.
- Pierre Côté, c.m.**  
Québec, Qc
- C. William Daniel, o.c., LL.D.**  
Toronto, Ont.
- Graham R. Dawson**  
Vancouver, C.-B.
- Louis A. Desrochers, c.m., c.r.**  
Edmonton, Alb.
- A. John Ellis, o.c., LL.D., o.s.I.**  
Vancouver, C.-B.
- John F. Fraser, o.c., LL.D.**  
Winnipeg, Man.
- Thomas M. Galt**  
Toronto, Ont.
- Richard M. Ivey, c.c., q.c.**  
Toronto, Ont.
- L'honorable Betty Kennedy, o.c., LL.D.**  
Campbellville, Ont.
- J. Blair MacAulay**  
Oakville, Ont.
- Ronald N. Mannix, o.c.**  
Calgary, Alb.
- Robert H. McKercher, q.c.**  
Saskatoon, Sask.
- Eric H. Molson**  
Montréal, Qc
- Jerry E.A. Nickerson**  
North Sydney, N.-É.
- Lucien G. Rolland, o.c.**  
Montréal, Qc
- Joseph L. Rotman, o.c., LL.D.**  
Toronto, Ont.
- Mary Alice Stuart, c.m., o.ont., LL.D.**  
Toronto, Ont.

# Un endossement sans équivoque

Face aux défis complexes que posent la société et l'environnement dans le monde d'aujourd'hui, notre quête de solutions commence par la responsabilité sociétale. En suivant la voie du développement durable, nous croyons que BMO sert au mieux les intérêts des personnes touchées par notre organisation – nos clients, nos employés, nos actionnaires et les collectivités.

En matière de responsabilité sociétale, notre approche est globale, comme elle se doit de l'être à notre avis. Nous agissons conformément à l'éthique et avec intégrité dans notre contribution au bien-être économique. Nous avons comme priorité d'assurer à nos employés un milieu de travail diversifié et positif en formant avec des organismes externes des partenariats visant la santé et la résilience des collectivités. Qui plus est, nous pratiquons la gérance environnementale.

Dans les pages suivantes, nous rendons compte de trois champs d'action de notre responsabilité sociétale qui intéressent particulièrement nos actionnaires et notre organisation : nos employés, la collectivité et l'environnement. Pour en savoir davantage sur l'approche et les activités de BMO en matière de responsabilité sociétale, nous vous invitons à consulter notre Rapport sociétal et Déclaration annuelle 2008, qui paraîtra en février 2009, ou à visiter notre site Web. [www.bmo.com/responsabilitesocietale](http://www.bmo.com/responsabilitesocietale)

## Indice Dow Jones de développement durable

Pour la quatrième année consécutive, BMO a été choisi pour faire partie de l'indice de développement durable DJSI Amérique du Nord, en reconnaissance de son leadership en matière de responsabilité sociétale et de développement durable.



## Perfectionnement des employés

Une des priorités essentielles de BMO Groupe financier réside dans le maintien d'un effectif talentueux, engagé et diversifié. Pour atteindre cet objectif, nous orientons tous nos efforts vers le perfectionnement et la gestion stratégiques de nos employés.

### Vers des niveaux de rendement supérieurs

En 2008, nous avons continué de poursuivre nos objectifs d'amélioration du rendement et de focalisation sur le client dans tout ce que nous faisons. Une de nos principales stratégies en matière de ressources humaines a consisté à évaluer de quelle manière nous pourrions le mieux offrir à nos 37 000 employés des occasions d'apprentissage leur permettant d'atteindre un niveau de rendement plus élevé ainsi que leurs propres objectifs de carrière.

[www.bmo.com/employees](http://www.bmo.com/employees)

## Investissement dans le capital humain

Notre Académie se trouve au cœur de toutes nos activités de formation, d'éducation et de perfectionnement. Cet institut de classe internationale constitue un symbole tangible et puissant de notre volonté ferme d'investir dans nos employés, attestée par notre moyenne de six jours de formation par employé par an – bien en avance sur les normes de référence externes.

Après une réévaluation complète de notre formation, nous avons cerné quatre priorités stratégiques qui s'harmonisent avec notre programme de changement : recrutement et orientation, ventes et service, leadership et perfectionnement des cadres, gestion du risque. Des changements sont maintenant en cours pour dispenser dans ces importantes disciplines une formation qui soit axée sur le client, pertinente et accessible, afin de doter nos employés des meilleurs outils et connaissances techniques pour fournir un rendement supérieur.

### Le leadership dans la mire

Compte tenu du recentrage stratégique sur le client, d'une culture de rendement élevé et de l'excellence dans le perfectionnement des employés prometteurs, l'efficacité de nos leaders devient une condition essentielle à notre réussite. Conscients de l'importance de ce facteur, nous avons lancé un nouveau programme de formation avancée en leadership, en collaboration avec la Rotman School of Management.

Structuré pour aider nos leaders à exceller dans la gestion du changement en cette époque riche en défis, ce cours personnalisé d'une durée de neuf jours incorpore les résultats des plus récentes recherches. Il applique les meilleures techniques de formation commerciale et de résolution de problèmes pour faire face aux enjeux propres à notre secteur. Il permet à nos cadres supérieurs d'échanger des points de vue et d'analyser et de discuter d'approches novatrices à l'égard de nos clients et de notre organisation.

### Gestion des hauts potentiels

Parallèlement aux efforts consacrés au perfectionnement des futurs leaders, nous avons continué de viser l'excellence dans la gestion des employés prometteurs en examinant et en évaluant de façon suivie le rendement de nos employés à tous les échelons.

Nous évaluons les compétences avec rigueur et discipline, et organisons des tables rondes sur le leadership à l'échelle de l'organisation. Ainsi, en 2008, nous avons tenu 30 tables rondes permettant aux dirigeants d'évaluer les compétences transversales des employés prometteurs, en tenant compte à la fois du potentiel de chacun et des résultats démontrés au travail.

### Engagement des employés

Notre Sondage annuel auprès des employés continue de démontrer le succès de nos stratégies en matière de ressources humaines – et confirme la réputation de BMO comme employeur de choix. En 2008, le taux d'engagement de nos employés envers leur employeur est demeuré particulièrement élevé, comparativement aux taux affichés par d'autres grandes entreprises ayant fait l'objet de sondages similaires.

En 2009, nous continuerons d'appliquer les mêmes stratégies en matière de ressources humaines, car elles reflètent directement les priorités de BMO – rendement élevé, excellence du leadership et perfectionnement des employés prometteurs à l'échelle de l'organisation – qui sont toutes centrées sur le client.



Pendant la dernière année, nous avons réussi à accroître de 20 % le bassin des leaders en devenir, identifiés tôt dans leur carrière, et nous nous efforçons d'accorder une plus grande place à la diversité dans tous les segments d'employés prometteurs.

Nos leaders en devenir et nos dirigeants continuent d'apprécier les commentaires qu'ils reçoivent dans le cadre du processus de rétroaction à 360 degrés. Nous avons également accru nos activités d'encadrement et de mentorat pour accélérer le perfectionnement en leadership.

Pour atteindre un rendement supérieur, il ne suffit pas de voir au perfectionnement de tous les employés : il faut également s'assurer que les meilleures pratiques de gestion du rendement soient en place. Nous avons maintenant à l'échelle de l'organisation un système qui harmonise les objectifs de l'employé et de l'équipe, de sorte que tous les employés comprennent leur rôle dans la réalisation de leurs objectifs individuels, des objectifs de leur équipe et de ceux de l'organisation.

### Un modèle de diversité

BMO continue de s'affirmer comme chef de file en matière de diversité, élément clé de notre stratégie de recrutement et de perfectionnement des employés. En favorisant la diversité des expériences et des cultures, nous nous faisons le reflet des collectivités où nous vivons et travaillons, en plus de faire place à de nouvelles idées et perceptions qui peuvent influencer sur notre processus décisionnel. La diversité contribuera à faire de nous la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle. En 2008, nous avons continué de collaborer activement avec des organismes communautaires et gouvernementaux afin de recruter des candidats prometteurs au sein des collectivités, y compris chez les groupes sous-représentés dans notre effectif.

## Contribution à la prospérité des collectivités

À BMO, la contribution au bien-être des collectivités est une tradition de longue date, ancrée dans nos activités et notre mode de vie. En aidant à renforcer le tissu social des quartiers, des villes et des régions où nous sommes établis, nous créons une société saine, résiliente et forte où nos clients, leurs familles, nos employés et notre organisation peuvent prospérer.

BMO continue d'être une des organisations les plus généreuses au Canada. En 2008, nous avons consacré 55,9 millions de dollars aux dons et commandites pour venir en aide à des collectivités et à de nombreux organismes caritatifs ou sans but lucratif, au Canada et aux États-Unis. Nos contributions visent à soutenir un éventail d'activités dans maintes sphères, dont l'éducation, la santé, les arts et la culture, le développement des collectivités et le sport.

 Les chiffres qui comptent – Rabat



### Le développement des collectivités, condition essentielle au bien-être

BMO investit dans des organismes qui renforcent nos collectivités. Nous avons versé deux millions de dollars pour aider à la rénovation des infrastructures de Jeunesse, J'écoute<sup>sm</sup>, la seule ligne téléphonique sans frais au Canada qui offre un service bilingue et anonyme d'assistance, de référence et d'information aux enfants et aux adolescents. Nous sommes également devenus le commanditaire en titre du quille-o-thon BMO, événement annuel de collecte de fonds organisé par les employés de BMO partout au pays depuis maintenant 17 ans.

BMO a également soutenu les célébrations du 400<sup>e</sup> anniversaire de la ville de Québec en s'associant à la Commission de la capitale nationale pour réaliser La Fresque BMO de la capitale nationale du Québec, une murale en trompe-l'œil de 450 mètres carrés illustrant les personnages politiques et les événements qui ont marqué l'histoire de la ville.

Nous continuons d'apporter notre soutien aux collectivités éprouvées. C'est ainsi qu'au printemps dernier, BMO Groupe financier et la Fondation de bienfaisance des employés de BMO ont remis conjointement la somme de 30 000 \$ à la Croix-Rouge canadienne pour venir en aide aux victimes d'inondations au Nouveau-Brunswick. De son côté, Harris a donné 50 000 \$ US au fonds de secours aux victimes de catastrophes de la Croix-Rouge des États-Unis pour secourir les résidents de l'Illinois, de l'Indiana et du Wisconsin frappés par les inondations et les tornades. BMO a également versé une contribution de 150 000 \$ à la Croix-Rouge pour porter secours aux victimes de catastrophes naturelles en Chine et au Myanmar, puis BMO et Harris ont fait ensemble un don de 100 000 \$ dans le cadre d'un jumelage de dons des employés.

### L'éducation, une priorité fondamentale

L'éducation reste au cœur de notre programme de contributions. En 2008, nous avons annoncé un don de 550 000 \$ à l'Université de Victoria pour la construction de la First Peoples House, centre éducatif conçu sur le modèle d'une longue maison traditionnelle, qui offrira des programmes de soutien culturel et universitaire aux étudiants autochtones afin qu'ils puissent poursuivre et compléter des études postsecondaires.

Favoriser l'accès à l'éducation est également le but de notre contribution de 150 000 \$ au Opportunity Fund de l'Université de Winnipeg. Ce fonds vient en aide aux étudiants de groupes traditionnellement sous-représentés à l'université, notamment les collectivités autochtones et certains quartiers du centre-ville. À Barrie, Ontario, nous avons versé 170 000 \$ au Georgian College pour l'aider à financer son programme des sciences de la santé.

L'exercice 2008 a aussi marqué la quatrième année du programme *Action-Éducation*<sup>sm</sup> de BMO Marchés des capitaux : le 17 septembre, ce groupe a versé toutes les commissions de négociation d'actions pour les investisseurs institutionnels, gagnées au Canada et aux États-Unis, à des organismes caritatifs qui offrent des bourses aux étudiants provenant de quatre groupes désignés : les femmes, les personnes handicapées, les autochtones et les minorités visibles. Depuis ses débuts, le programme *Action-Éducation* a amassé des fonds totalisant 6,6 millions de dollars et est venu en aide à près de 2 000 étudiants.

**Le programme d'entraide *Action-Éducation* de BMO Marchés des capitaux a remporté un prix inaugural Strategic Philanthropy Award attribué par *The Journal of Financial Advertising & Marketing*, pour le meilleur programme dans la catégorie des services financiers.**

### Promouvoir le sport : pour rendre la vie plus agréable

À BMO, nous accordons un solide appui au sport et, ce faisant, nous améliorons nos relations avec nos clients et nos collectivités. En 2008, nous avons augmenté notre appui financier au soccer dans tout le Canada. En plus d'être le principal commanditaire du Toronto FC, le commanditaire éponyme du stade BMO Field<sup>sm</sup> à Toronto et le commanditaire associé des Whitecaps de Vancouver, nous avons porté à 275 le nombre d'équipes de ligues locales que nous soutenons, et nous sommes le commanditaire présentateur de plus de 200 tournois au pays.

BMO apporte aussi son soutien au patinage. Nous sommes le commanditaire présentateur de Patinage Plus<sup>sm</sup>, programme d'initiation au patinage de Patinage Canada, et le commanditaire en titre des championnats canadiens de patinage artistique. En janvier, lors des Championnats canadiens de patinage artistique BMO 2008 qui se sont déroulés à Vancouver, notre président et chef de la direction, Bill Downe, a remis au Fonds des athlètes de Patinage Canada un chèque de 100 000 \$, qui a été reçu par Jeffrey Buttle, ancien participant à Patinage Plus et champion du monde de patinage artistique en 2008.

Notre soutien de longue date au sport équestre canadien a été récompensé en 2008 lorsque l'équipe canadienne de saut d'obstacles menée par un vétéran, le cavalier étoile Ian Millar, a remporté la médaille d'argent aux Jeux Olympiques d'été de 2008. BMO est le commanditaire fondateur de la Coupe des nations BMO, compétition dotée d'une bourse de 350 000 \$ qui se tient chaque année en septembre à Spruce Meadows, Calgary.

### La santé : un soutien aux êtres les plus vulnérables

En 2008, BMO a annoncé des contributions substantielles à des établissements dispensant des services de santé. Dans bien des cas, nous avons dirigé notre aide vers les personnes les plus vulnérables. Ainsi, nous avons fait un don de 2 millions de dollars pour créer la Chaire en cardiologie de BMO Groupe financier à l'Hospital for Sick Children de Toronto, qui soutiendra la recherche en vue de comprendre les maladies du cœur congénitales. À Vancouver, nous avons également fait un don de 2 millions à la B.C. Children's Hospital Foundation pour financer la construction d'un nouvel hôpital pour enfants. À Windsor, Ontario, nous avons remis 60 000 \$ pour aider à agrandir le John McGivney Children's Centre,



qui offre des services de rééducation aux enfants et aux adolescents ayant un handicap et des besoins spéciaux.

Au cours de la dernière année, nous nous sommes engagés à verser 2 millions de dollars pour créer la BMO Vulnerable Populations Unit, une unité spécialement consacrée aux groupes défavorisés en milieu urbain, au Centre for Research on Inner City Health de l'Hôpital St. Michael's de Toronto. Nous nous sommes également engagés pour une somme de 2 millions de dollars dans le cadre de la campagne *Battre au rythme du monde* de la Fondation de l'Institut de Cardiologie de Montréal.

### Arts et culture : un enrichissement collectif

Depuis de nombreuses années, BMO se fait le champion des arts et de la culture. En 2008, nous avons annoncé un nouveau partenariat de trois ans avec le Musée des beaux-arts de l'Ontario. À titre de principal partenaire d'inauguration, BMO a participé aux grandes cérémonies d'ouverture du Musée, qui a été transformé par le célèbre architecte Frank Gehry. BMO est également devenu le partenaire signature du Musée pour le Programme de la collection canadienne.

### Harris : une longue tradition d'engagement dans la collectivité

Aux États-Unis, Harris a maintenu notre longue tradition de soutien aux collectivités. En 2008, Harris a versé une contribution pluriannuelle de 200 000 \$ US à la Chicago Urban League, qui œuvre depuis sa fondation en 1916 à l'avancement socio-économique et à l'éducation des Afro-Américains. La contribution de Harris est destinée au centre d'entrepreneuriat de l'organisme, dont le mandat consiste à accroître le nombre et la solidité des entreprises appartenant à des Afro-Américains. Harris s'est en outre engagé à verser 1 million de dollars US à la ville de Chicago pour soutenir sa candidature à la tenue des Jeux Olympiques d'été de 2016. En juin, Chicago a été choisie comme l'une des quatre villes finalistes en lice pour ces Jeux. Par ailleurs, Harris et BMO Marchés des capitaux ont poursuivi en 2008 une longue relation de soutien à United Way du Grand Chicago en lui versant 1,7 million de dollars US, de concert avec les employés.

Les employés de Harris et de BMO Marchés des capitaux sont aussi engagés dans leurs collectivités. Lorsque Harris a tenu en juin dernier la deuxième journée annuelle du bénévolat, plus de 750 employés se sont rendus sur le terrain pour donner un coup de main à plus de 30 organismes communautaires à l'échelle des États-Unis.



### Les employés de BMO : la tradition du don

Depuis plus de 30 ans, les employés de BMO entretiennent une fière tradition, celle de consacrer temps, argent et talents pour venir en aide à Centraide/United Way, à des milliers d'organismes caritatifs locaux et nationaux, et aux personnes nécessiteuses dans les collectivités canadiennes. En 2008, nos employés ont amassé la somme incroyable de 8,7 millions de dollars par l'intermédiaire de la Fondation de bienfaisance des employés de BMO. Nous sommes fiers de soutenir les efforts de nos employés et de nos retraités en assumant 100 % des frais d'administration de la Fondation.

BMO appuie également la générosité des employés par le Programme de dons jumelés pour l'enseignement supérieur, qui remet aux maisons d'enseignement supérieur admissibles une somme égale aux dons versés par les employés, et le Programme de subventions aux organismes bénévoles, qui verse des fonds aux organismes au sein desquels nos employés et nos retraités travaillent bénévolement.

[www.bmo.com/communautaire](http://www.bmo.com/communautaire)

## Environnement

Notre objectif est de mener des activités qui créent de la croissance économique dans le respect des principes de la gérance environnementale.

BMO est déterminé à jouer un rôle de premier plan dans la lutte aux changements climatiques, question d'importance pour nos clients, nos employés, nos actionnaires et les collectivités que nous servons. Nous continuons à travailler de concert avec nos nombreuses parties prenantes pour évaluer l'incidence de nos activités sur l'environnement et déterminer le moyen le plus efficace de réduire au minimum leurs effets à long terme. En même temps, nous nous employons activement à intégrer nos meilleures pratiques environnementales à notre façon de mener nos activités commerciales.

### Nos priorités

- Réduire l'incidence de nos activités sur l'environnement.
- Continuer d'appliquer des pratiques de crédit responsables.
- S'associer avec nos parties prenantes pour approfondir notre compréhension des dossiers environnementaux courants.

## Concrétisation de notre plan d'action

GESTION DE L'INCIDENCE DE NOS ACTIVITÉS SUR L'ENVIRONNEMENT		
ACTIVITÉ	OBJECTIF	POINTS SAILLANTS DU PLAN D'ACTION
1. Consommation d'énergie	Parvenir à une réduction optimale de la consommation d'énergie et à une efficacité énergétique maximale	<b>Programme Économie et efficacité énergétiques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroître nos achats d'énergie verte</li> <li>• Construire de nouvelles succursales ayant la certification LEED</li> <li>• Obtenir la certification Visez vert de BOMA dans les tours à bureaux que nous occupons</li> <li>• Calculer notre consommation d'énergie et la réduire</li> </ul>
2. Transport	Réduire à leur minimum les incidences environnementales résultant de l'utilisation des moyens de transport	<b>Programme Transport durable</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Encourager les employés à utiliser le transport en commun</li> <li>• Remplacer les véhicules de notre parc automobile par des véhicules plus éconergétiques</li> <li>• Réduire l'utilisation du transport aérien pour se rendre à des réunions</li> </ul>
3. Consommation de matériel	Réduire la consommation non essentielle de matériel tout en accroissant l'efficacité de l'utilisation	<b>Programme Consommation durable de matériel</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire l'utilisation du papier</li> <li>• Offrir aux clients l'option de relevé en ligne</li> <li>• Accroître l'utilisation de matériaux de construction contenant des matières recyclées</li> </ul>
4. Production de déchets	Réduire la quantité de déchets envoyés à des sites d'enfouissement et encourager le recyclage	<b>Programme Gestion des déchets</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer les programmes de réduction des déchets déjà en place</li> <li>• Accroître la collecte de données sur le recyclage et les déchets envoyés à l'enfouissement</li> </ul>
5. Approvisionnement	Intégrer des considérations environnementales et sociales au processus d'approvisionnement	<b>Programme Approvisionnement durable</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Utiliser le nouveau questionnaire et les nouveaux critères de BMO relatifs à l'approvisionnement durable</li> <li>• Acheter du papier provenant de forêts aménagées selon un mode de gestion écoresponsable</li> <li>• Travailler de concert avec les fournisseurs clés en ce qui a trait à la communication de nos exigences en matière de durabilité</li> </ul>

### Stratégie ECO<sup>5</sup> de BMO

En 2008, nous avons révisé notre politique environnementale et établi la Stratégie ECO<sup>5</sup> (voir le tableau ci-dessus). À chacun des cinq secteurs identifiés de la stratégie, soit la consommation d'énergie, le transport, la consommation de matériel, la production de déchets et l'approvisionnement, est associé un programme dont le Bureau de durabilité environnementale de BMO assure la gestion, la documentation et l'examen périodique. Grâce à cette nouvelle stratégie, nous pourrions recueillir plus systématiquement des données sur notre performance environnementale, et mesurer avec une exactitude accrue nos émissions de gaz à effet de serre à l'échelle de l'organisation de manière à atteindre nos cibles de réduction.

### Engagement en matière de carboneutralité

En septembre, nous avons annoncé notre intention d'atteindre la carboneutralité au chapitre de la consommation d'énergie et du transport pour l'ensemble de BMO, à l'échelle mondiale, d'ici 2010. Nous nous sommes aussi engagés à réduire de 5 % nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2010. Grâce à nos achats d'énergie verte et à nos initiatives d'économie d'énergie, nous nous rapprochons sensiblement de nos objectifs.

### Économie d'énergie

Nous avons entrepris de réduire notre consommation d'énergie non renouvelable. En Ontario et en Alberta, nous avons ouvert 55 nouvelles succursales alimentées par des sources d'électricité renouvelables comme l'énergie éolienne et l'énergie hydroélectrique à faible incidence sur l'environnement. En 2008, nous avons acheté de Bullfrog Power 3 300 mégawattheures supplémentaires d'énergie propre, ce qui porte le total à plus de 8 300 mégawattheures par année. BMO passe ainsi au premier rang des institutions financières canadiennes qui s'approvisionnent en énergie renouvelable inscrites à la liste verte de Bullfrog Power (bullfrogpowered<sup>MC1</sup> Green Index). Du côté de Harris, nous avons complété en octobre 2008 la construction de nos deux premiers immeubles ayant la certification Leadership in Energy and Environmental Design (LEED).

### Déplacements écoresponsables

Nous prenons des mesures pour réduire l'incidence environnementale de nos déplacements en changeant nos habitudes. Les employés sont invités à privilégier la téléconférence afin de limiter les déplacements et à utiliser les transports en commun dans la mesure du possible. Nous cherchons à utiliser les véhicules les plus économiques en essence. À Chicago,

les employés de Harris ont à leur disposition un parc de voitures hybrides. Au Canada, nous avons exigé que tous les nouveaux contrats de location de berlines visent des voitures hybrides.

### Leadership reconnu selon le Carbon Disclosure Leadership Index

BMO est l'une des deux banques canadiennes inscrites au Carbon Disclosure Leadership Index de 2008. Les entreprises qui figurent au classement se distinguent par leur degré de conscientisation aux risques associés aux changements climatiques ainsi que par la qualité et l'efficacité de leurs programmes de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

### Suivi de notre performance

Nous nous sommes engagés à fournir à nos parties prenantes une information complète afin de leur permettre de suivre les progrès que nous accomplissons pour réduire notre empreinte carbone.

[www.bmo.com/environnement](http://www.bmo.com/environnement)

# Rapport de gestion

Le président et chef de la direction et le chef des finances intérimaire de BMO ont signé une déclaration établissant la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière présentée dans le présent Rapport annuel. La déclaration, qui figure à la page 102, décrit en outre les rôles du Comité de vérification et du Conseil d'administration en ce qui a trait à cette information financière.

Le Rapport de gestion porte sur les résultats d'exploitation et la situation financière de BMO pour les exercices terminés le 31 octobre 2008 et 2007. Il doit être lu en se reportant aux états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008. Le commentaire a été établi en date du 25 novembre 2008, sauf en ce qui concerne la comparaison avec les groupes de référence, qui a été établie en date du 5 décembre 2008. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent des états financiers établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice. Les données reclassées comprennent les montants découlant du transfert de certaines activités entre les groupes d'exploitation.

## Table des matières

**26** La section **Résultats financiers et situation financière en bref** présente un aperçu de nos résultats à l'égard de 11 mesures clés utilisées par la direction pour évaluer notre rendement par rapport à nos groupes de référence.

**28** La section **Ce que nous sommes** présente BMO Groupe financier, et explique les liens entre nos objectifs et notre vision globale. Elle contient également des données importantes sur notre rendement qui permettent de répondre à la question : « Pourquoi investir dans BMO? »

**29** La section **Stratégie globale** décrit la stratégie mise en œuvre à l'échelle de l'organisation en expliquant le contexte sous-jacent et les progrès accomplis en vue de la réalisation de nos priorités stratégiques.

**30** La **Mise en garde concernant les déclarations prospectives** informe les lecteurs des limites, des risques et des incertitudes associés à l'information prospective.

**30** La section **Facteurs pouvant influencer sur les résultats futurs** énumère certains facteurs qui visent l'ensemble du secteur ou sont propres à l'organisation et dont les investisseurs doivent tenir compte dans l'évaluation des perspectives de revenu net de BMO.

**32** La section **Évolution de la situation économique** présente des commentaires sur l'incidence de l'évolution de la situation économique sur nos activités en 2008 et les perspectives des économies canadienne et américaine pour 2009.

La section **Mesures de la valeur** passe en revue les quatre mesures clés qui évaluent ou influencent directement le rendement des capitaux propres.

**33** Rendement total des capitaux propres

**34** Croissance du résultat par action

**35** Rendement des capitaux propres

**35** Croissance du profit économique net

**36** L'**Analyse des résultats financiers de 2008** présente une analyse détaillée des résultats consolidés de BMO dans chacune des principales catégories de postes figurant à l'état des résultats, de même qu'un sommaire des éléments notables influant sur les résultats et des explications sur l'incidence des acquisitions et des ventes d'entreprises, et des variations des taux de change.

L'**Analyse des résultats des groupes d'exploitation** présente la vision, les stratégies mises en œuvre par nos groupes d'exploitation et les moyens choisis pour se démarquer. Elle décrit également les principaux risques d'entreprise auxquels ils sont exposés, de même que les forces, les compétences et les principaux facteurs de création de valeur qui les caractérisent. On y trouve en outre un sommaire de leurs réalisations en 2008 et de leurs priorités pour 2009, ainsi qu'une analyse de leurs résultats financiers de l'exercice.

**44** Sommaire

**45** Services bancaires Particuliers et entreprises

**46** Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

**49** Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

**52** Groupe Gestion privée

**55** BMO Marchés des capitaux

**58** Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

L'**Analyse de la situation financière** traite des éléments de l'actif et du passif, selon les principales catégories figurant au bilan. On y trouve une évaluation de la suffisance du capital et la description de l'approche que nous avons adoptée en matière d'utilisation du capital pour soutenir nos stratégies commerciales et maximiser le rendement des capitaux propres. Elle traite également des arrangements hors bilan et des instruments financiers.

**58** Bilan sommaire

**60** Gestion globale du capital

**62** Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles

**68** Arrangements hors bilan

La section **Questions comptables et contrôles de communication de l'information** traite des principales estimations comptables, ainsi que des modifications des conventions comptables pour 2008 et les périodes futures. Elle présente également notre évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information, et des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

**69** Principales estimations comptables

**71** Modifications des conventions comptables en 2008

**71** Modifications futures des conventions comptables

**72** Rapport annuel de la direction sur les contrôles et procédures de communication de l'information et sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

**72** Approbation préalable des services et honoraires des vérificateurs nommés par les actionnaires

**73** La section **Gestion globale des risques** décrit notre façon d'aborder la gestion des principaux risques financiers et autres risques connexes auxquels nous sommes exposés.

**85** La section **Mesures non conformes aux PCGR** explique les mesures connexes non conformes aux PCGR et donne des détails sur le rapprochement aux mesures conformes aux PCGR.

**85** **Analyse des résultats du quatrième trimestre, Tendances trimestrielles relatives au revenu net et Analyse des résultats financiers de 2007 :** Ces analyses commentent les résultats visant des périodes pertinentes autres que l'exercice 2008.

**90** La section **Données complémentaires** présente de nombreux tableaux financiers utiles et des données historiques supplémentaires.

## Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à [www.bmo.com](http://www.bmo.com), sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, à [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à [www.sec.gov](http://www.sec.gov). Le président et chef de la direction et le chef des finances intérimaire de BMO certifient tous deux la pertinence et la fidélité de l'information contenue dans les états financiers consolidés annuels et intermédiaires, dans le Rapport de gestion et dans la Notice annuelle de BMO, et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, ainsi que des contrôles internes à l'égard de l'information financière utilisés par BMO.

# Résultats financiers et situation financière en bref

## Nos résultats (note 1)

### Rendement total des capitaux propres (RTCP)

- Les actionnaires de BMO ont obtenu un rendement annuel moyen des capitaux propres de 0,9 % pour les cinq derniers exercices.
- Le RTCP sur un an s'est établi à -27,9 % en 2008, ce qui reflète les conditions difficiles de l'économie et des marchés. Le rendement de BMO sur un an est légèrement supérieur à celui des indices comparables.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 33.

### Croissance du résultat par action (RPA)

- Le RPA a diminué de 8,5 % et s'est établi à 3,76 \$ en 2008.
- L'incidence nette des éléments notables (voir page 36) a réduit le RPA de 1,16 \$ en 2008 et de 1,55 \$ en 2007.
- Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada ont augmenté leur revenu en 2008 et leur revenu net s'est accru à chacun des trimestres de l'exercice.
- Le revenu net du groupe Gestion privée concorde avec les résultats records de l'exercice précédent.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 34. Le graphique n'est pas à l'échelle.

### Rendement des capitaux propres (RCP)

- Le RCP s'est établi à 13,0 % pour cet exercice difficile, ce qui reflète la force et la stabilité de BMO relativement aux autres institutions financières à l'échelle mondiale alors que le secteur ressentait les effets de la hausse des pertes sur créances et des conditions difficiles du marché du crédit et des marchés financiers.
- Un RCP de 13 % ou plus a été atteint pour un 19<sup>e</sup> exercice de suite, ce qui fait de BMO la seule banque du groupe de référence de l'Amérique du Nord à avoir maintenu un tel niveau de rendement.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 35.

### Croissance du profit économique net (PEN)

- Le PEN, qui est une mesure de la valeur économique ajoutée, a chuté à 405 millions de dollars, alors qu'il s'élevait à 603 millions l'an dernier.
- La baisse est due à la hausse des pertes sur créances.
- Le PEN est demeuré positif dans une conjoncture économique difficile, grâce au solide revenu net de PE Canada, au revenu net stable du groupe Gestion privée et à l'amélioration des résultats de BMO Marchés des capitaux.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 35. Le graphique n'est pas à l'échelle.

### Croissance du revenu

- Le revenu a augmenté de 856 millions de dollars ou de 9,2 % en 2008 et a atteint le chiffre record de 10 205 millions de dollars.
- Le revenu de chacun des groupes d'exploitation a augmenté.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 38. Le graphique n'est pas à l'échelle.

### Ratio de productivité (ratio des frais au revenu)

- Le ratio de productivité s'est établi à 67,6 %, soit une amélioration de 300 points de base par rapport à 2007. Le ratio de productivité avant amortissement s'est également amélioré de 300 points de base et s'est établi à 67,1 %.

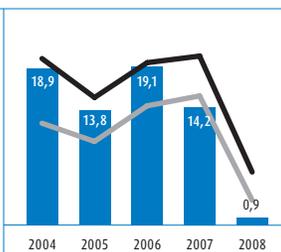
De plus amples renseignements sont présentés à la page 42.

**Note 1. Les résultats qui sont présentés avant amortissement ainsi que le PEN sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la page 85 pour une explication sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR.**

## Comparaison avec nos groupes de référence

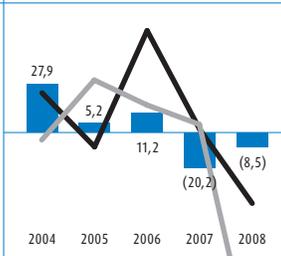
### RTCP annualisé sur cinq ans (%)

- Le RTCP annualisé sur cinq ans du groupe de référence du Canada se chiffre à 6,4 %.
- Le RTCP sur un an de -22,7 % en 2008 reflète les conditions de l'économie et des marchés.
- Le RTCP moyen annualisé sur cinq ans et le RTCP moyen sur un an du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui sont respectivement de 3,0 % et -28,4 %, sont inférieurs aux RTCP moyens canadiens, parce que les grandes banques des États-Unis ont été plus durement touchées par la conjoncture difficile des marchés financiers.



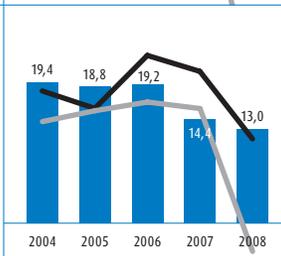
### Croissance du RPA (%)

- Le RPA moyen du groupe de référence du Canada a diminué de 41 % en 2008, toutes les banques ayant dû comptabiliser des éléments notables au cours des deux derniers exercices.
- La croissance du RPA du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'est établie à -127 %, ce qui reflète la conjoncture plus difficile sur les marchés pour les banques des États-Unis.



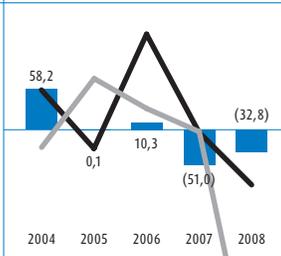
### RCP (%)

- Le RCP moyen du groupe de référence du Canada, qui s'est établi à 11,6 %, reflète la baisse des rendements.
- Le RCP du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'est établi à -3,9 %, toutes les banques ayant comptabilisé des rendements moins élevés en 2008 et cinq des quinze banques ayant inscrit des rendements négatifs.



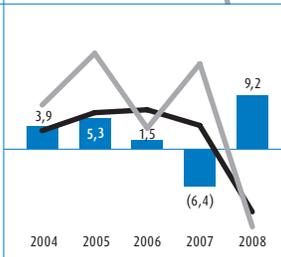
### Croissance du PEN (%)

- La croissance moyenne du PEN du groupe de référence du Canada s'est établie à -80 %, ce qui est dû aux baisses du PEN de cinq des six banques et ce qui reflète le recul du RPA pour l'ensemble du groupe.
- La croissance du PEN du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'est établie à -358 %, chaque banque ayant comptabilisé une baisse.



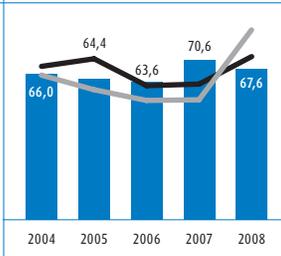
### Croissance du revenu (%)

- La croissance moyenne du revenu du groupe de référence du Canada s'est établie à -10,8 %.
- Les services bancaires de détail au Canada et aux États-Unis affichent une bonne croissance positive, mais le revenu a diminué en raison d'une baisse des revenus des services bancaires de gros.
- La croissance du revenu du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'est établie à -13,4 %.



### Ratio de productivité (%)

- Le ratio de productivité moyen du groupe de référence du Canada se chiffre à 71,4 %, soit une détérioration de 870 points de base par rapport au ratio de 62,7 % de l'an dernier, quatre banques ayant subi une détérioration de leur ratio et deux autres l'ayant amélioré.
- Le ratio de productivité avant amortissement du groupe de référence s'est détérioré de 830 points de base, à 70,1 %.
- Le ratio de productivité moyen du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'est établi à 79,9 %, ce qui représente une détérioration de plus de 22 points de pourcentage.



■ BMO Groupe financier  
 — Moyenne du groupe de référence du Canada  
 — Moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord

Certaines données des exercices antérieurs de BMO et des groupes de référence ont été retraitées en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

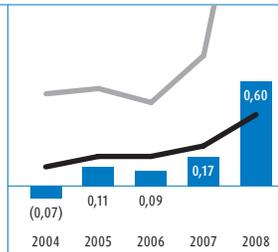
Les résultats des banques canadiennes sont en date du 31 octobre ou pour les exercices terminés à cette date, et les résultats des banques américaines sont en date du 30 septembre ou pour les exercices terminés à cette date, selon le cas.

## Nos résultats (note 1)

## Pertes sur créances

- La dotation à la provision pour pertes sur créances (PPC) se chiffre à 1 330 millions de dollars, étant constituée de dotations à la provision spécifique de 1 070 millions de dollars et d'une augmentation de la provision générale de 260 millions de dollars.
- La dotation à la PPC en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations est de 60 points de base, ce qui reflète la hausse des dotations à la PPC à ce stade du cycle de crédit.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 41 et 76. Le graphique n'est pas à l'échelle.



## Comparaison avec nos groupes de référence

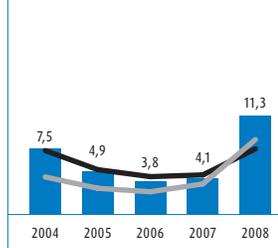
## Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations

- Les dotations moyennes du groupe de référence du Canada représentent 41 points de base par rapport au solde net moyen des prêts et acceptations, alors qu'elles représentaient 23 points de base en 2007.
- Les dotations moyennes du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'établissent à 220 points de base, alors qu'elles représentaient 75 points de base l'an dernier, les banques des États-Unis ayant été plus touchées par la détérioration du marché de l'immobilier et de l'économie en général.

## Prêts douteux

- Le solde brut des prêts et acceptations douteux (PAD) s'élève à 2 387 millions de dollars, alors qu'il s'établissait à 720 millions en 2007, et il représente 11,3 % du total des capitaux propres et des PPC, alors qu'il en représentait 4,1 % un an plus tôt.
- L'activité économique mondiale a considérablement ralenti en 2008. Le solde des nouveaux PAD, qui influe fortement sur les dotations à la PPC, s'élève à 2 506 millions de dollars, alors qu'il se chiffrait à 588 millions en 2007, ce qui reflète principalement les expositions aux risques du secteur manufacturier et des industries pétrolière et gazière, ainsi qu'aux risques des secteurs immobiliers résidentiel et commercial aux États-Unis.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 41 et 76.



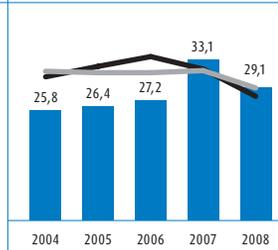
## Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances

- Le solde brut des PAD du groupe de référence du Canada a augmenté de 102 % par rapport à l'an dernier et il représente 7,5 % du total des capitaux propres et des PPC, alors qu'il en représentait 4,5 % l'an dernier.
- Le solde brut des PAD du groupe de référence de l'Amérique du Nord a augmenté de 179 % et représente 8,6 % du total des capitaux propres et des PPC, alors qu'il en représentait 3,5 % l'an dernier.

## Ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total

- Le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total est demeuré solide à 29,1 %, après avoir atteint 33,1 % en 2007, mais il demeure au deuxième rang des ratios des cinq dernières années.
- Notre situation en matière de liquidités demeure saine et est soutenue par notre large base de dépôts de clients et par notre solide assise financière.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 81.



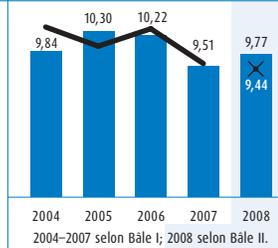
## Ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total (%)

- Le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total du groupe de référence du Canada s'établit à 27,8 %, alors qu'il était de 31,7 % en 2007. L'actif total, stimulé par la croissance interne des prêts et par les acquisitions, a augmenté plus rapidement que l'encaisse et les valeurs mobilières, les activités de négociation ayant ralenti.
- Le ratio moyen du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'établit à 29,0 % en 2008, alors qu'il était de 31,5 % l'an dernier.

## Suffisance du capital

- Le ratio du capital de première catégorie est solide et s'établit à 9,77 %, nettement au-dessus de notre cible minimale de 8,0 %.
- Le ratio du capital total s'établit à 12,17 %.
- Un nouveau dispositif de gestion du capital, Bâle II, a été adopté en 2008. Les méthodes de calcul de Bâle II et Bâle I ne sont pas comparables.
- BMO dispose d'un excédent de capital de 3,4 milliards de dollars par rapport à notre cible minimale pour le ratio du capital de première catégorie.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 60 à 62.



## Suffisance du capital

- Le ratio moyen du capital de première catégorie du groupe de référence du Canada s'établit à 9,44 % pour 2008 selon les règles de Bâle II.
- Les bases du calcul des ratios de suffisance du capital utilisées au Canada et aux États-Unis ne sont pas comparables.

## Cote de crédit

- Les cotes de crédit de BMO, attribuées par les quatre agences de notation de premier plan nommées ci-dessous, sont demeurées inchangées en 2008 et la perception de BMO est demeurée stable. Les quatre cotes sont considérées comme des cotes de haute et de bonne qualité.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 82.

- Les cotes de crédit médianes du groupe de référence du Canada sont demeurées inchangées en 2008, aucun changement n'ayant été apporté aux cotes individuelles des banques canadiennes. Chacune des cotes moyennes du groupe de référence du Canada est considérée comme étant de haute et de bonne qualité.
- Les cotes de crédit médianes du groupe de référence de l'Amérique du Nord sont également demeurées inchangées, bien que des changements aient été apportés aux cotes de certaines banques américaines. Les cotes du groupe de référence du Canada sont en date du 31 octobre 2008, et les cotes du groupe de référence des États-Unis sont en date du 30 septembre 2008.

	BMO Groupe financier				
	2004	2005	2006	2007	2008
DBRS	AAL	AAL	AA	AA	AA
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa3	Aa3	Aa3	Aa1	Aa1
S&P	AA-	AA-	AA-	A+	A+

	Moyenne du groupe de référence du Canada				
	2004	2005	2006	2007	2008
DBRS	AAL	AAL	AA	AA	AA
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa3	Aa3	Aa3	Aa1	Aa1
S&P	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-

	Moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord				
	2004	2005	2006	2007	2008
DBRS	AAL	AAL	AAL	AA	AA
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa3	Aa3	Aa3	Aa2	Aa2
S&P	A+	A+	A+	AA-	AA-

Les moyennes du groupe de référence du Canada sont fondées sur les résultats des six plus grandes banques du Canada : BMO Groupe financier, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Banque Nationale du Canada, RBC Groupe Financier, Banque Scotia et Groupe Financier Banque TD. Les moyennes du groupe de référence de l'Amérique du Nord sont fondées sur les résultats de 15 des plus grandes banques de l'Amérique du Nord. Ce groupe comprend les banques du groupe de référence du Canada, à l'exception de la Banque Nationale du Canada, ainsi que Bank of America Corporation, Citigroup Inc., J.P. Morgan Chase & Co., KeyCorp, National City Corporation, The PNC Financial Services Group Inc., SunTrust Banks Inc., U.S. Bancorp, Wachovia Corporation et Wells Fargo & Company. En raison de la récente évolution des marchés, il est prévu que les banques américaines comprises dans notre groupe de référence de l'Amérique du Nord changent en 2009.

■ BMO Groupe financier  
 — Moyenne du groupe de référence du Canada  
 — Moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord

## Ce que nous sommes

Fondé en 1817 sous le nom de Banque de Montréal, BMO Groupe financier est un fournisseur nord-américain de services financiers hautement diversifiés. Fort d'un actif totalisant 416 milliards de dollars et d'un effectif de plus de 37 000 employés, BMO offre une vaste gamme de produits et de solutions dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services d'investissement. Nous offrons des services à une clientèle répartie dans l'ensemble du Canada par l'entremise de BMO Banque de Montréal, notre société de services bancaires de détail, et par l'intermédiaire de BMO Nesbitt Burns, de BMO Ligne d'action et de BMO Banque privée Harris, nos sociétés de gestion du patrimoine. BMO Marchés des capitaux, notre division nord-américaine de services bancaires et d'investissement aux grandes entreprises, offre une gamme complète de produits et services aux clients nord-américains et internationaux. Aux États-Unis, BMO offre des services bancaires et d'investissement par l'intermédiaire de Harris, sa société de services financiers intégrés établie à Chicago. BMO Groupe financier est composé de trois groupes d'exploitation : les Services bancaires Particuliers et entreprises, le groupe Gestion privée et BMO Marchés des capitaux.

### Nos objectifs financiers

L'objectif fondamental global de BMO et ses objectifs financiers à moyen terme à l'égard de certaines mesures importantes de rendement sont énoncés dans le tableau ci-contre. Même si la réalisation de notre objectif fondamental qui consiste à nous classer dans le quartile supérieur pour le rendement total des capitaux propres dépend de nos résultats par rapport à ceux de nos groupes de référence, nous sommes persuadés que nous pourrions réaliser cet objectif en atteignant nos objectifs financiers à moyen terme qui consistent, entre autres, à augmenter le résultat par action (RPA) de 10 % par année en moyenne au fil du temps, en obtenant un rendement des capitaux propres (RCP) annuel moyen entre 17 % et 20 % au fil du temps et en maintenant de solides ratios de capital réglementaire. Notre philosophie de gestion est d'enregistrer un taux de croissance des revenus plus élevé que le taux de croissance de l'économie en général, tout en limitant la croissance des frais, de manière à obtenir un levier d'exploitation avant amortissement (défini comme l'écart entre le pourcentage de croissance des revenus et le pourcentage de croissance des frais avant amortissement) annuel moyen d'au moins deux points de pourcentage, au fil du temps. Compte tenu de nos perspectives relatives à la situation économique et à la conjoncture des marchés, nous avons rajusté nos cibles à moyen terme en ce qui a trait au RCP. Tout en gérant notre exploitation, nous recherchons l'équilibre entre la rentabilité actuelle et le besoin d'investir en vue d'assurer notre croissance future.

En 2008, nous avons atteint une de nos cinq cibles financières annuelles, notre ratio du capital de première catégorie ayant été supérieur 8 %. Nous n'avons pas atteint nos autres cibles financières (augmenter le RPA de 10 % à 15 % par rapport au montant de base de 5,24 \$, atteindre un RCP de 18 % à 20 %, établir la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances à 475 millions de dollars ou moins et obtenir un levier d'exploitation avant amortissement d'au moins deux points de pourcentage) en raison de la conjoncture des marchés du crédit et des marchés financiers qui a été plus difficile que ce que nous avions prévu au moment d'établir ces cibles.

BMO s'impose un processus de planification rigoureux fondé sur plusieurs scénarios économiques possibles. Des responsabilités claires et directes ont été établies pour ce qui est de la performance par rapport aux jalons internes et des progrès réalisés par rapport aux priorités stratégiques, et ce, en harmonisation avec nos objectifs à moyen terme. Toutefois, la conjoncture économique difficile et la faiblesse des conditions des marchés du crédit et des marchés financiers ont accentué l'incertitude entourant l'établissement des prévisions relatives aux résultats financiers. C'est pourquoi nous ne présentons pas de cibles financières annuelles pour 2009.

#### Notre vision

Être la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle.

#### Notre objectif fondamental

Maximiser le rendement total des capitaux propres et progresser, au fil du temps, vers un classement dans le quartile supérieur de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour le rendement total des capitaux propres.

#### Nos objectifs financiers à moyen terme

Au fil du temps, accroître le RPA de 10 % par année en moyenne, accroître le RCP annuel moyen pour le porter entre 17 % et 20 %, atteindre un levier d'exploitation avant amortissement annuel moyen d'au moins deux points de pourcentage et maintenir un solide capital réglementaire.

### Pourquoi investir dans BMO

#### BMO constitue une option d'investissement intéressante.

- Stratégie de croissance cohérente et ciblée à l'échelle de l'Amérique du Nord, reposant sur une solide plateforme de services bancaires de détail au Canada et une présence bien établie dans le Midwest américain
- Approche équilibrée et prudente en matière de gestion du capital
- Fortes cotes sur les créances prioritaires
- Meilleur ratio de distribution du secteur
- Capacités et processus de gestion du crédit solides et rigoureux

Au 31 octobre 2008 ou pour les périodes terminées à cette date (%)

	1 an	5 ans	10 ans
Rendement total des capitaux propres, taux annuel composé	(27,9)	0,9	6,7
Croissance du résultat par action, taux annuel composé	(8,5)	1,8	5,1
Rendement des capitaux propres, taux annuel moyen	13,0	17,0	16,1
Croissance des dividendes annuels déclarés par action, taux composé	3,3	15,9	13,3
Rendement de l'action au 31 octobre 2008	6,5	s.o.	s.o.
Ratio cours-résultat	11,4	s.o.	s.o.
Cours/valeur comptable (par action)	1,34	s.o.	s.o.
Ratio de distribution	74,0	49,9	45,2
Ratio du capital de première catégorie	9,77	s.o.	s.o.

s.o. – sans objet

La section ci-dessus, intitulée Nos objectifs financiers, de même que les deux sections suivantes, intitulées Stratégie globale et Évolution de la situation économique, contiennent des déclarations prospectives. De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. L'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives, figurant à la page 30 du présent Rapport annuel, traite de ces risques et incertitudes ainsi que des facteurs importants et des hypothèses qui ont été formulées concernant les déclarations énoncées dans cette section.

# Stratégie globale

## Vision

Être la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle.

## Notre stratégie globale dans son contexte

Les stratégies de BMO sont établies en fonction de trois principaux éléments : nos clients, la rapidité d'exécution et une croissance soutenue.

Perspectives	Priorités stratégiques et progrès réalisés en 2008
La concurrence continue de s'intensifier dans le marché canadien des services bancaires aux particuliers, tant de la part des banques traditionnelles que des fournisseurs de produits et services spécialisés. Pour affronter cette concurrence accrue, il est important, sur le plan stratégique, que notre société de services bancaires aux particuliers soit solide et appuyée par un réseau de vente et de distribution dont les efforts sont bien ciblés. Une telle société doit pouvoir offrir aux Canadiens une expérience client qui la différencie de la concurrence et toute la clarté dont ils ont besoin pour simplifier la gestion de leurs finances.	<p><b>Bâtir au Canada une société de services bancaires aux particuliers de calibre supérieur afin de nous assurer de pouvoir répondre à tous les besoins financiers de nos clients</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nous avons amélioré notre réseau de succursales en ouvrant 16 nouvelles succursales dans des régions à croissance élevée, en réorganisant 19 succursales et en en rénovant 15 autres. Les prêts aux particuliers ont augmenté de 18,7 % par rapport au dernier exercice, ce qui nous a permis d'accroître notre part de marché de 89 points de base.</li> <li>Nous avons renforcé la gestion du rendement en adoptant des grilles de performance qui relient les résultats individuels aux résultats de la succursale à l'échelle du Canada, améliorant la fidélisation de la clientèle, mesurée par le taux de recommandation net, dans toutes nos directions.</li> </ul>
Le secteur en essor des services bancaires aux entreprises – et tout particulièrement aux petites entreprises – présente un bon potentiel de croissance. Une institution financière qui offre une expérience client distinctive et possède une équipe de vente chevronnée ainsi que des capacités de pointe en matière de crédit et de gestion des risques peut s'imposer comme chef de file des deux côtés de la frontière.	<p><b>Consolider nos activités dans le secteur des services bancaires aux entreprises afin de rester un acteur de premier plan dans tous nos marchés cibles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Au Canada, les prêts aux entreprises ont augmenté de 9,5 % et le taux de recommandation net a dépassé notre cible, grâce aux hausses enregistrées dans 90 % de nos entités de services aux entreprises.</li> <li>Aux États-Unis, le volume de prêts conclus a fait un bond de 62 % par rapport à l'an dernier et le nombre de clients a augmenté de 6 % dans le segment des moyennes entreprises. Nous avons également profité de l'agitation des marchés pour accroître notre équipe de vente de services aux entreprises.</li> </ul>
L'évolution des données démographiques, la nouvelle répartition de la richesse et la demande accrue de services-conseils ouvrent d'intéressantes perspectives de croissance. Notre marque reconnue, l'importance accordée à l'expérience client, nos solides compétences et la vaste gamme de solutions que nous offrons nous confèrent des atouts uniques pour croître et nous démarquer dans ce marché.	<p><b>Intensifier nos activités de gestion de patrimoine afin d'accroître notre part de ce marché à forte croissance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans un marché difficile, le groupe Gestion privée a dégagé un revenu net de 395 millions de dollars équivalent aux résultats records de 2007 et a augmenté sa part de marché dans la plupart des activités ciblées.</li> <li>Nous avons réalisé des investissements axés sur la croissance dans nos équipes de vente et nos activités, comprenant le lancement d'un logiciel de planification financière nous plaçant à l'avant-garde du secteur, et des acquisitions nous permettant d'accroître nos capacités en gestion d'actif. Ainsi, nous avons acquis Pyrford International plc et annoncé récemment notre investissement stratégique dans Virtus Investment Partners, Inc.</li> </ul>
Afin d'offrir des rendements solides et stables dans le contexte actuel des marchés financiers, nous devons nous concentrer sur nos principaux clients et miser sur les secteurs où nous possédons un avantage concurrentiel, à l'intérieur d'un cadre rigoureux de gestion des risques.	<p><b>Dégager de solides rendements et afficher une croissance ordonnée dans nos activités liées aux marchés financiers en Amérique du Nord</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Concentrer davantage les efforts sur les principaux clients en faisant valoir nos forces sur les marchés cibles en Amérique du Nord et dans le monde.</li> <li>Continuer d'optimiser nos activités afin de générer des rendements pondérés en fonction des risques appropriés.</li> <li>Nous avons investi dans des secteurs d'activité où nous pouvons nous démarquer de la concurrence, comme en témoigne l'acquisition de Griffin, Kubik, Stephens &amp; Thompson qui double notre capacité de traitement des obligations municipales américaines.</li> </ul>
Les institutions financières américaines qui peuvent compter sur des atouts tels que la fidélité de la clientèle, des bases financières solides et un modèle de gestion distinctif sont en excellente position pour saisir les occasions de croissance rentables découlant de la structure des services financiers aux États-Unis et des récents événements ayant marqué le marché et le secteur d'activité.	<p><b>Améliorer notre rendement aux États-Unis et étendre notre réseau afin d'occuper le premier rang parmi les banques offrant des services aux particuliers et aux entreprises dans le Midwest américain</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nous avons encore rehaussé l'expérience client et la productivité de notre force de vente, améliorant notre taux de recommandation net. Nous avons atteint notre cible à cet égard alors que le TRN de nos concurrents a reculé. Nous avons également inscrit une croissance annuelle de 21 % des indications de clients par représentant.</li> <li>Nous avons complété l'acquisition de la Ozaukee Bank et de Merchants and Manufacturers Bancorporation, contribuant ainsi à la croissance de 44 % de notre réseau de succursales au cours des trois dernières années.</li> </ul>
Une expérience client exceptionnelle doit être soutenue par des processus efficaces, des technologies efficaces et des capacités de pointe en matière de gestion des risques. Notre engagement entier envers le client exige une excellente gestion du rendement et un leadership solide et axé sur les résultats.	<p><b>Bâtir une organisation à rendement élevé et orientée client, soutenue par une assise de classe internationale faisant appel à des technologies hautement productives, à des processus efficaces, à une gestion serrée du rendement, à une gestion rigoureuse des risques et à une saine gouvernance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Conformément à notre engagement envers les clients, nous avons adapté nos communications internes et externes afin de présenter plus clairement notre vision, nos valeurs et le positionnement de notre marque.</li> <li>Nous avons renforcé nos capacités de gestion des risques, ce qui signifie une plus grande transparence et une meilleure communication de l'information sur le risque.</li> </ul>

**Mise en garde concernant les déclarations prospectives**

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent Rapport annuel contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2009 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent Rapport annuel de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, la faiblesse des marchés financiers ou du crédit, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exhaustivité ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. La section qui suit donne plus d'information sur l'incidence que pourraient avoir certains facteurs clés sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes terminées à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives aux ventes d'actifs, aux prix de vente prévus pour les actifs, au coût net de mobilisation des fonds, à la qualité du crédit et au risque de défaillance et de pertes sur défaillance des actifs sous-jacents des entités de gestion de placements structurés sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les entités de gestion de placements structurés dont il est question dans le présent document, y compris le montant qui pourrait être retiré en vertu des facilités de trésorerie fournies par BMO, l'obligation de procéder à une consolidation et la perspective que la protection de premier niveau fournie par les billets de capital subordonnés dépasse les pertes futures. Selon certaines de nos principales hypothèses, les actifs continueront à être vendus dans le but de réduire la taille des entités de gestion de placements structurés, selon diverses hypothèses de prix d'actifs, et le niveau des défauts et des pertes sera conforme à la qualité du crédit des actifs sous-jacents et à nos attentes actuelles concernant la persistance des difficultés sur les marchés.

Les hypothèses relatives au niveau de défauts et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des transactions que Apex Trust a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seraient comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances lié à Apex Trust dans l'avenir, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille et la protection de premier niveau intégrée à la structure.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2009 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et les perspectives de nos divers secteurs d'activité. Selon certaines de nos principales hypothèses, les économies canadienne et américaine vont se contracter au cours de la première moitié de 2009 et les taux d'intérêt et d'inflation vont demeurer bas. Nous avons également supposé que les marchés de l'habitation au Canada faibliraient en 2009 et qu'ils prendraient de la vigueur au cours de la deuxième moitié de l'année aux États-Unis. Nous avons supposé que la situation des marchés financiers s'améliorerait quelque peu au cours de la deuxième moitié de 2009 et que le dollar canadien se raffermirait légèrement par rapport au dollar américain. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où nous sommes présents, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants dont nous tenons compte pour déterminer notre taux d'imposition effectif normal.

## Facteurs pouvant influencer sur les résultats futurs

Comme nous le mentionnons dans la mise en garde ci-dessus concernant les déclarations prospectives, les déclarations prospectives comportent, de par leur nature, des risques et des incertitudes, qui peuvent être généraux ou spécifiques. Par conséquent, il est possible que nos résultats réels diffèrent sensiblement des prévisions énoncées dans ces déclarations. Certains de ces risques et incertitudes sont décrits dans la présente section.

### Situation économique générale et conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents

Nous faisons des affaires au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays. Des facteurs tels que les taux d'intérêt, les taux de change, les dépenses de consommation, les investissements des entreprises, les dépenses de l'État, la situation des marchés financiers, le taux d'inflation et la menace du terrorisme ont une incidence sur le contexte économique et commercial dans lequel nous évoluons. Ainsi, selon l'ampleur de nos activités dans une région donnée, la situation économique et commerciale locale risque de se répercuter sur nos revenus et notre revenu net. Par exemple, un recul économique dans une région pourrait entraîner un relèvement des pertes sur créances, une réduction de la croissance des prêts et un ralentissement d'activité sur les marchés financiers.

### Taux de change

L'équivalent en dollars canadiens de nos revenus et de nos frais libellés dans des devises autres que le dollar canadien est soumis aux fluctuations du dollar canadien par rapport à ces devises, fluctuations qui pourraient se répercuter sur nos activités en général et sur nos résultats financiers. Le risque le plus important en cette matière est lié aux fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain, en raison de l'étendue de nos opérations aux États-Unis. Le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a influé sur nos résultats des exercices antérieurs. En moyenne, en 2008, le dollar américain a été plus faible qu'en 2007, mais il s'est fortement apprécié au quatrième trimestre de 2008. Une appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait comme effet de diminuer l'équivalent en dollars canadiens de nos revenus, de nos frais et de notre revenu net libellés en dollars américains. La section portant sur le risque de change, à la page 37, et celle sur le risque de marché, aux pages 77 à 81, présentent de plus amples renseignements sur le risque de change auquel nous sommes exposés.

### Politique monétaire

Les anticipations des marchés obligataire et monétaire relativement à l'inflation et à la politique monétaire de la banque centrale ont des répercussions sur le niveau des taux d'intérêt. Les changements aux anticipations des marchés et à la politique monétaire sont difficiles à prévoir. Les fluctuations de taux d'intérêt découlant de ces changements peuvent avoir une incidence sur notre revenu net. La section portant sur le risque de marché, aux pages 77 à 79, présente de plus amples renseignements sur le risque de taux d'intérêt auquel nous sommes exposés.

### Intensité de la concurrence

La concurrence est vive entre les sociétés de services financiers. En outre, il est de plus en plus fréquent que des sociétés non financières proposent des services qui étaient jusqu'ici offerts exclusivement par les banques. La fidélisation et la conservation de la clientèle dépendent de divers facteurs, dont le niveau du service, le prix des produits et des services, notre réputation et les initiatives de la concurrence. La détérioration de ces facteurs ou le rétrécissement de notre part de marché pourrait avoir un effet négatif sur notre revenu net.

### Changements aux lois et règlements

Le but des règlements est de protéger les intérêts de nos clients, des investisseurs et du public. Les changements apportés aux lois et règlements, y compris dans la façon dont ils sont interprétés et appliqués, pourraient avoir une incidence négative sur notre revenu net, par exemple en favorisant une plus grande concurrence à l'égard des produits et services que nous offrons ou en augmentant les coûts associés à la conformité. De plus, la non-conformité aux lois et règlements pourrait entraîner des sanctions et des pénalités financières qui porteraient préjudice à notre réputation et se répercuteraient sur notre revenu net.

### Décisions judiciaires ou réglementaires et procédures judiciaires et réglementaires

Nous prenons des mesures raisonnables pour assurer notre conformité aux lois et règlements en vigueur dans les territoires où nous sommes présents. Cependant, il nous est impossible d'assurer que nous serons toujours conformes ou réputés être conformes à la législation. Par conséquent, il est possible que nous fassions l'objet de décisions judiciaires ou réglementaires pouvant entraîner des amendes, des dommages ou d'autres coûts susceptibles d'influer négativement sur notre revenu net et de nuire à notre réputation. Nous pouvons également faire l'objet de litiges dans le cours normal de nos affaires. L'issue défavorable de tels litiges pourrait avoir un effet négatif important sur nos résultats financiers. Les éventuels dommages causés à notre réputation qui en résulteraient pourraient aussi compromettre nos perspectives d'avenir. La note 29 afférente aux états financiers, à la page 146, donne des renseignements sur les questions judiciaires et réglementaires auxquelles nous faisons face.

### Exactitude et exhaustivité de l'information sur nos clients et nos contreparties

Quand nous décidons d'octroyer du crédit ou de participer à d'autres transactions avec des clients et des contreparties, nous pouvons le faire sur la foi de renseignements fournis par ou pour ces clients ou contreparties, tels que les états financiers vérifiés ou d'autres renseignements de nature financière. Nous pouvons aussi fonder notre décision sur les déclarations des clients et des contreparties selon lesquelles l'information fournie est exacte et exhaustive. La communication de renseignements trompeurs sur des points importants dans les états financiers ou autres documents de nature financière soumis par les clients et contreparties pourrait avoir un effet négatif sur nos résultats financiers.

### Mise en œuvre de nos plans stratégiques

Nos résultats financiers dépendent notamment de notre capacité à mettre en œuvre les plans stratégiques élaborés par notre direction. Si ces plans n'ont pas l'efficacité escomptée ou s'ils sont modifiés, notre revenu net pourrait croître à un rythme plus lent ou baisser.

### Acquisitions

Nous effectuons un contrôle préalable rigoureux avant d'effectuer une acquisition. Toutefois, il est possible que nous fassions l'acquisition d'une entreprise dont le rendement subséquent ne sera pas conforme à nos objectifs financiers ou stratégiques. Des changements dans le contexte concurrentiel et économique, de même que d'autres facteurs, peuvent réduire les revenus, tandis que des coûts d'intégration plus élevés que prévu et la non-réalisation des économies anticipées pourraient également avoir un impact défavorable sur notre revenu net après une acquisition. Notre rendement après l'acquisition dépend également de la conservation des clients et des employés clés de l'entreprise acquise. Or, rien ne peut garantir notre succès en cette matière.

### Principales estimations comptables

Nous préparons nos états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. L'application des PCGR exige que la direction émette des jugements et fasse des estimations qui peuvent avoir une incidence sur le moment où des actifs, passifs, revenus et frais sont comptabilisés aux états financiers et leur valeur comptabilisée. Dans l'établissement de ces jugements et estimations, nous nous fondons sur l'information la plus juste dont nous disposons. Toutefois, il est possible que les circonstances changent ou que d'autres renseignements deviennent disponibles par la suite. En l'occurrence, nos résultats financiers pourraient être négativement touchés dans la période visée par les nouvelles circonstances ou les nouveaux renseignements et le montant de l'effet négatif pourrait être important. La section traitant des principales estimations comptables, à la page 69, présente de plus amples renseignements à ce sujet.

### Risques opérationnels et infrastructurels

Comme toutes les grandes sociétés, BMO s'expose à plusieurs types de risques opérationnels. Nous pourrions, par exemple, être victimes de fraudes de la part d'employés ou de tiers, de transactions non autorisées effectuées par des employés, d'erreurs opérationnelles ou d'erreurs humaines. Nous courons également un risque de défaillance de nos systèmes informatiques et systèmes de télécommunication et ce, en dépit des efforts que nous déployons pour les maintenir en bon état de marche. Compte tenu du volume élevé de transactions que nous traitons chaque jour, certaines erreurs peuvent se répéter ou s'aggraver avant d'être décelées et corrigées. Les lacunes et les défaillances de nos processus internes, employés ou systèmes, y compris l'un ou l'autre de nos systèmes de traitement des données financières, comptables ou d'autres données, pourraient entraîner des pertes financières et porter préjudice à notre réputation. De plus, malgré les plans d'urgence que nous avons mis en place, notre faculté de poursuivre nos activités pourrait être entravée par des perturbations dans l'infrastructure qui soutient nos opérations et les collectivités que nous servons.

### Autres facteurs

D'autres facteurs indépendants de notre volonté qui sont susceptibles d'influer sur nos résultats futurs sont énoncés dans la mise en garde concernant les déclarations prospectives, à la page 30. D'autres facteurs encore, dont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque d'entreprise, le risque de modèle, le risque de stratégie, le risque de réputation et le risque environnemental, sont expliqués en détail à la section Gestion globale des risques, qui commence à la page 73.

Nous tenons à souligner que la précédente liste de facteurs susceptibles de modifier les résultats futurs n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de BMO doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et aussi d'autres facteurs propres au secteur d'activité ou à l'organisation qui peuvent avoir un effet négatif sur nos résultats futurs. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par nous-mêmes ou en notre nom, sauf si la loi l'exige.

# Évolution de la situation économique

## Évolution de l'économie et du secteur des services financiers au Canada et aux États-Unis en 2008

L'économie canadienne a crû à un rythme modeste en 2008, la faiblesse de la demande aux États-Unis ayant continué de freiner les exportations. La croissance des dépenses de consommation a ralenti comparativement au rythme accéléré qu'elle a soutenu pendant l'exercice précédent, en raison du repli de la croissance de l'emploi et de la confiance. Les investissements des entreprises ont aussi ralenti à cause de l'incertitude persistante concernant les répercussions de la crise mondiale du crédit sur l'économie. Les ventes d'habitations ont reculé par rapport à leurs niveaux records de l'exercice précédent, ce qui reflète la diminution des capacités financières. L'affaiblissement de l'économie a entraîné un certain ralentissement des prêts hypothécaires à l'habitation ainsi que des prêts aux entreprises et aux particuliers au deuxième semestre, bien que leur croissance soit demeurée relativement rapide. L'augmentation des prix des produits de base pendant les six premiers mois de l'année a poussé l'inflation à son plus haut niveau en cinq ans; toutefois, la plupart des prix continuent d'augmenter modérément et certains, comme ceux des véhicules motorisés, sont en baisse. La Banque du Canada a réduit son taux de financement à un jour de 225 points de base pendant l'exercice afin d'enrayer le ralentissement économique et le fléchissement récent du prix des produits de base, et de calmer les inquiétudes liées au crédit sur le marché.

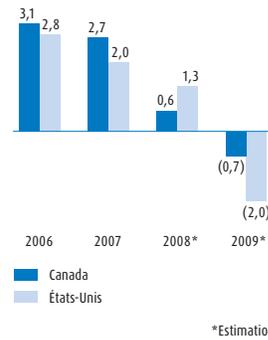
L'économie américaine a enregistré une légère croissance pendant les six premiers mois de 2008 et a probablement connu une contraction au cours de la deuxième moitié de l'année, malgré des mesures monétaires et fiscales énergiques et des gains importants au chapitre des exportations. L'aggravation des conditions des marchés du crédit, la détérioration continue du marché de l'habitation et le niveau record des coûts de l'énergie ont eu une incidence considérable sur les consommateurs et les entreprises. Les écarts de taux des prêts interbancaires ont été poussés à des sommets historiques au début d'octobre, par suite de la recapitalisation et de la consolidation, assistées par le gouvernement, d'un certain nombre de banques et de maisons de courtage de Wall Street, ce qui a grandement restreint la disponibilité du crédit et fait grimper les coûts d'emprunt pour les entreprises et les consommateurs. Si la tendance à la baisse des ventes d'habitations semble s'être stabilisée, le grand nombre de maisons invendues continue de peser sur les prix. La croissance des prêts hypothécaires à l'habitation ainsi que des prêts aux particuliers et aux entreprises a ralenti en 2008. La Réserve fédérale a vigoureusement abaissé les taux d'intérêt et a augmenté ses apports de liquidités pour soutenir les prêts bancaires et l'économie.

## Perspectives de l'économie et du secteur des services financiers pour 2009

L'économie canadienne devrait se contracter modérément au premier semestre de 2009, alors que le repli des exportations s'accroîtra, et devrait se redresser modérément au deuxième semestre, soutenue par des taux d'intérêt bas et le récent fléchissement du dollar canadien. Le taux de chômage devrait augmenter de plus d'un point de pourcentage d'ici la fin de 2009 et franchir la barre de 7 %, ce qui constitue toujours un plancher historique. Les dépenses des consommateurs et des entreprises demeureront vraisemblablement modestes, ce qui réduira davantage la croissance du crédit. On prévoit que le ralentissement de l'activité sur le marché de l'habitation se poursuivra et pèsera sur la demande de prêts hypothécaires à l'habitation. On prévoit que la Banque du Canada abaissera à nouveau les taux d'intérêt, compte tenu du repli de l'inflation. Le dollar canadien devrait s'apprécier légèrement par rapport à la devise américaine au cours du deuxième semestre, en raison de la plus grande stabilité des prix des produits de base.

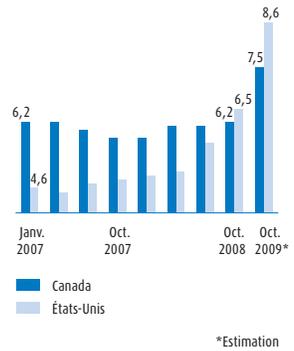
L'économie américaine devrait poursuivre sa contraction au premier semestre de 2009, puis s'améliorer légèrement au fur et à mesure que le marché de l'habitation se stabilisera et que les conditions de crédit s'assoupliront. La demande de prêts aux particuliers et aux entreprises ainsi que de prêts hypothécaires à l'habitation demeurera vraisemblablement faible, au moins pendant le premier semestre. Le taux de chômage aux États-Unis a progressé de manière constante au cours de la dernière année; il devrait s'accroître d'environ deux points de pourcentage et s'établir à 9 % en 2009, ce qui représente un taux nettement supérieur au taux canadien. La Réserve fédérale pourrait continuer à réduire les taux d'intérêt pour soutenir l'économie. Les marchés financiers devraient demeurer faibles au début de 2009 et se raffermir au cours du second semestre, à mesure que l'économie se redressera et que les prix des maisons se stabiliseront.

### Croissance réelle du produit intérieur brut (%)



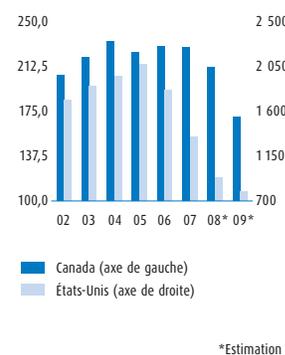
L'économie du Canada et celle des États-Unis devraient demeurer faibles en 2009.

### Taux de chômage au Canada et aux États-Unis (%)



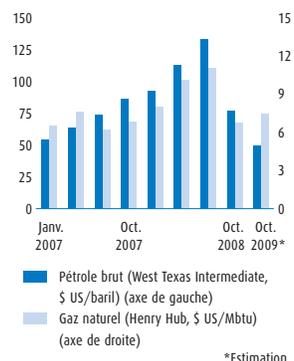
Le taux de chômage devrait continuer d'augmenter au Canada et aux États-Unis.

### Mises en chantier (en milliers)



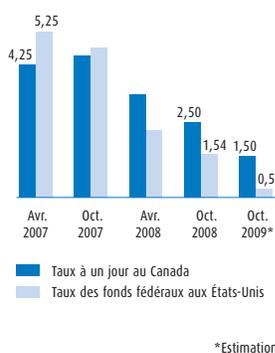
En 2009, la construction d'habitations devrait continuer à ralentir au Canada et devrait demeurer anémique aux États-Unis.

### Prix de l'énergie (\$ US)



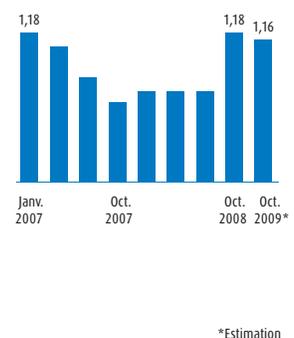
Les cours de l'énergie devraient demeurer élevés en 2009, bien que largement inférieurs à leurs niveaux records de 2008.

### Taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis (%)



La Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine maintiendront vraisemblablement les taux à un faible niveau pendant une bonne partie de 2009.

### Taux de change du dollar canadien en dollar américain



Le dollar canadien devrait s'apprécier légèrement en 2009, comparativement au dernier trimestre de 2008.

# Mesures de la valeur

## Faits saillants

- Rendement total des capitaux propres (RTCP) – Des évaluations moins élevées des titres de participation ont entraîné une baisse du rendement annuel moyen qui s'est établi à 0,9 % sur les cinq derniers exercices. En 2008, le RTCP sur un an était de -27,9 %, ce qui est légèrement mieux que des indices comparables.
- Croissance du résultat par action (RPA) – Le RPA a chuté de 9 % par rapport à 2007 dans la conjoncture difficile des marchés, cette baisse étant essentiellement attribuable à l'augmentation des pertes sur créances.
- Le revenu net s'établit à 2,0 milliards de dollars. Les Services bancaires PE – Canada et le groupe Gestion privée ont enregistré un revenu net très solide. Les résultats de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés de manière considérable par rapport au dernier exercice. L'augmentation des provisions pour pertes sur créances à ce stade-ci du cycle de crédit et la détérioration des marchés financiers ont eu une incidence sur les résultats.
- Rendement des capitaux propres (RCP) – Le RCP de BMO a atteint 13,0 %, ce qui reflète les forces fondamentales et les avantages offerts par nos secteurs d'activité diversifiés dans la conjoncture difficile des marchés. Le RCP a été de 13 % ou plus sur 19 exercices consécutifs, faisant de BMO la seule banque de son groupe de référence de l'Amérique du Nord à avoir fait preuve d'une telle constance en matière de revenu net. L'importance de cette constance a été démontrée tout particulièrement en 2008.
- Le dividende trimestriel déclaré par action ordinaire est demeuré inchangé en 2008, mais le total des dividendes versés en 2008, soit 2,80 \$ par action, a augmenté de 6,5 % par rapport à 2007. Les dividendes versés ont augmenté à un taux annuel moyen de 16,8 % sur les cinq dernières années.

## Rendement total des capitaux propres

L'objectif fondamental de BMO consiste à maximiser le rendement total des capitaux propres et à se classer, à long terme, dans le quartile supérieur de ses groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord à ce chapitre.

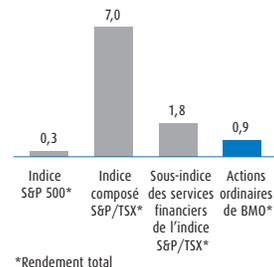
Le rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans constitue une mesure clé de la valeur pour les actionnaires et la plus importante de nos mesures des résultats financiers et de la situation financière, car elle nous permet d'établir si nous avons atteint notre objectif fondamental, à savoir de maximiser la valeur pour les actionnaires. Au cours des cinq derniers exercices, les actionnaires ordinaires de BMO ont obtenu un RTCP annuel moyen de 0,9 % sur leur investissement. Ce rendement est inférieur au rendement annuel moyen de 7,0 % obtenu par l'indice composé de rendement global S&P/TSX et au rendement de 1,8 % obtenu par le sous-indice des services financiers du S&P/TSX, mais il est supérieur au rendement de 0,3 % enregistré par l'indice de rendement total de S&P 500. Le tableau ci-dessous présente les dividendes versés sur les actions ordinaires de BMO au cours des cinq derniers exercices et l'évolution du cours de l'action de BMO durant cette période. Un investissement de 1 000 \$ en actions ordinaires de la Banque de Montréal effectué au début de l'exercice 2004 aurait valu 1 048 \$ au 31 octobre 2008, si on tient compte du réinvestissement des dividendes; il en résulte un rendement total de 4,8 %. Les dividendes versés au cours de cette période de cinq ans ont augmenté au taux annuel moyen composé de 16,8 %. Des dividendes de 0,70 \$ l'action ordinaire ont été versés à chaque trimestre de 2008; en 2008, les dividendes versés ont enregistré une hausse de 6,5 % par rapport à 2007, après une hausse de 23 % en 2007, et sont de 2,80 \$ en 2008.

Le RTCP annualisé de 0,9 % pour les cinq derniers exercices a diminué par rapport au rendement annualisé de 14,2 % pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2007. Cette diminution s'explique par les RTCP sur un an qui ont servi à établir la moyenne.

D'autres observations sur le rendement total des capitaux propres et des comparaisons avec nos groupes de référence se trouvent à la page 26.

Le **rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans** correspond au rendement total moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période de cinq ans. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires de BMO. Le RTCP sur un an tient également compte du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions.

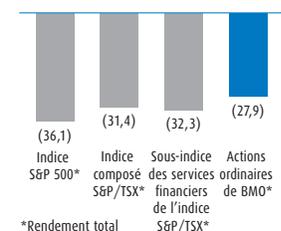
### Rendement total des capitaux propres annualisé sur cinq ans (%)



\*Rendement total

Les résultats de 2008 ont influé sur le rendement annuel moyen.

### Rendement total des capitaux propres sur un an (%)



\*Rendement total

Les marchés boursiers ont été faibles en 2008; le rendement de BMO a été légèrement supérieur à celui des indices comparables.

## Rendement total des capitaux propres

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004	TCAC cinq ans 1)
Cours de clôture de l'action ordinaire (en dollars)	<b>43,02</b>	63,00	69,45	57,81	57,55	<b>(2,7)</b>
Dividende versé (en dollars, par action)	<b>2,80</b>	2,63	2,13	1,80	1,50	<b>16,8</b>
Dividende versé (%) 2)	<b>4,4</b>	3,8	3,7	3,1	3,0	
Augmentation (diminution) du cours de l'action (%)	<b>(31,7)</b>	(9,3)	20,1	0,5	16,7	
Rendement total annuel des capitaux propres (%)	<b>(27,9)</b>	(5,8)	24,1	3,7	20,0	

Le rendement total annuel des capitaux propres suppose le réinvestissement du dividende trimestriel; il n'est donc pas égal à la somme du dividende et du rendement de l'action dans le tableau.

1) Taux de croissance annuel composé (TCAC) (%).

2) Exprimé en pourcentage du cours de clôture de l'exercice précédent.

## Croissance du résultat par action

La variation annuelle, exprimée en pourcentage, du résultat par action (RPA) est la mesure clé que nous utilisons pour analyser la croissance du revenu net. Par RPA, on entend le résultat dilué par action, sauf indication contraire.

Le RPA s'est établi à 3,76 \$, en baisse de 0,35 \$, ou de 9 %, par rapport à 4,11 \$ en 2007. Certains éléments notables ont influé sur nos résultats en 2008 et en 2007, ce qui a eu pour conséquence de diminuer le RPA de 1,16 \$ en 2008 et de 1,55 \$ en 2007. Nous visions pour 2008 une croissance annuelle du RPA de l'ordre de 10 % à 15 %, mesurée à partir d'un montant de base de 5,24 \$, excluant l'incidence, en 2007, des changements à la provision générale pour pertes sur créances, des charges de restructuration et des charges liées à la détérioration des marchés financiers. Lorsque nous avons établi notre cible en 2007, nous n'avions pas prévu l'importance des difficultés qu'allaient connaître les marchés du crédit et les marchés financiers, pas plus que l'ampleur et la persistance de la faiblesse des marchés de l'habitation aux États-Unis, ou que la faiblesse des économies nord-américaine et mondiale. Nous avons comptabilisé des dotations à la provision pour pertes sur créances plus élevées en 2008, de même que des charges pour les éléments notables, et n'avons pas pu atteindre notre cible pour cette raison. Comme nous l'expliquons à la section Nos objectifs financiers à la page 28, la conjoncture difficile des marchés du crédit et des marchés financiers accentue la part d'incertitude dans l'estimation de nos résultats financiers futurs et c'est la raison pour laquelle nous avons choisi de ne pas présenter de cibles financières annuelles pour 2009.

Notre taux de croissance annuel composé sur cinq ans du RPA s'établit à 1,8 % et est inférieur à notre objectif à moyen terme de 10 % en raison du faible revenu net enregistré en 2008, qui s'explique par l'incidence de la conjoncture difficile des marchés du crédit et des marchés financiers.

Les éléments notables qui ont eu pour effet de retrancher 585 millions de dollars de notre revenu net en 2008, ce qui représente 1,16 \$ par action, sont :

- des charges pour certaines activités de négociation et des rajustements de valeur en raison de la détérioration des conditions des marchés financiers de l'ordre de 625 millions de dollars (419 millions après impôts et 0,83 \$ par action), qui ont principalement été imputés à BMO Marchés des capitaux;
- une augmentation de la provision générale pour pertes sur créances de 260 millions de dollars (166 millions après impôts et 0,33 \$ par action), qui a été imputée aux Services d'entreprise.

En 2007, les quatre éléments notables qui ont eu pour effet de retrancher 787 millions de dollars de notre revenu net, ce qui représente 1,55 \$ par action, sont :

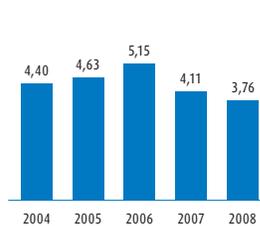
- des pertes dans les activités de négociation sur produits de base de l'ordre de 853 millions de dollars (440 millions après impôts et rémunération liée au rendement connexe, et 0,86 \$ par action), qui ont été imputées à BMO Marchés des capitaux;
- des charges pour certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation en raison de la détérioration des marchés financiers de l'ordre de 318 millions de dollars (211 millions après impôts et 0,42 \$ par action), qui ont également été imputés à BMO Marchés des capitaux;
- des charges de restructuration de l'ordre de 159 millions de dollars (103 millions après impôts et 0,20 \$ par action), qui ont été imputées aux Services d'entreprise;
- une augmentation de la provision générale pour pertes sur créances de 50 millions de dollars (33 millions après impôts et 0,07 \$ par action), qui a été imputée aux Services d'entreprise.

Nous présentons à la page 36, des explications sur les éléments notables.

Le revenu net s'est établi à 1 978 millions de dollars en 2008, une baisse de 153 millions, ou de 7 %, par rapport aux 2 131 millions de l'exercice précédent. Comme nous l'avons expliqué précédemment, le revenu net a diminué en 2008 et en 2007, en raison de certains éléments notables et, en 2008, en raison de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances. BMO a enregistré un revenu net record au cours de chacun des quatre exercices antérieurs. Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances ont été relevées de 767 millions de dollars (516 millions après impôts) et ont constitué le principal facteur ayant entraîné la diminution du revenu net par rapport à celui de l'exercice précédent. L'incidence des effets notables sur le revenu net en 2008 totalisait 202 millions de dollars de moins qu'en 2007. En dépit des charges liées aux marchés financiers et de l'affaiblissement du contexte des affaires, les revenus se sont accrus de 856 millions de dollars, ou de 9 %, en 2008 et ont atteint le niveau record de 10 205 millions. La réduction de l'incidence des éléments notables a contribué à la croissance du revenu à hauteur de 546 millions, ou de 6 points de pourcentage. Le reste de l'augmentation est principalement attribuable à la croissance du volume d'affaires. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 293 millions, ou de 4 %.

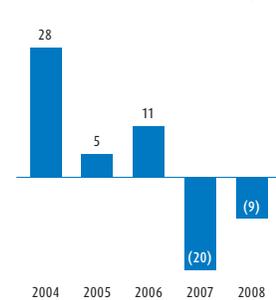
Nous calculons le **résultat par action (RPA)** en divisant le revenu net, déduction faite des dividendes versés sur les actions privilégiées, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le RPA dilué, qui sert de base aux mesures du rendement, tient compte des conversions éventuelles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le RPA. La note 26 afférente aux états financiers, à la page 143, contient plus de détails sur le RPA.

RPA (en dollars)



Le RPA a diminué en raison d'une augmentation des pertes sur créances.

Croissance annuelle du RPA (%)



Le RPA a reculé de 9 % en raison de la conjoncture plus difficile des marchés.

Au chapitre des résultats, les Services bancaires Particuliers et entreprises ont affiché un solide revenu net pour le quatrième exercice de suite. Le groupe Gestion privée a réalisé un revenu net comparable à celui de 2007, année où il avait atteint des niveaux records pour le troisième exercice d'affilée. En 2008, le revenu net de BMO Marchés des capitaux a été nettement supérieur à celui de 2007, essentiellement en raison de la réduction des charges constatées pour l'exercice, mais il est demeuré bien en deçà des niveaux de 2006, année où il avait atteint des niveaux records pour le deuxième exercice de suite. Le revenu net des Services d'entreprise a été nettement inférieur à celui de 2007, en raison de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances imputées au groupe en vertu de la méthode de provisionnement selon les pertes prévues.

Le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises s'est accru de 33 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport à l'exercice précédent, et il s'établit à 1 416 millions. Les Services bancaires PE sont constitués de deux unités d'exploitation de services aux particuliers et aux entreprises, soit les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Le revenu net de PE Canada a enregistré une hausse de 53 millions de dollars, ou de 4 %, et s'établit à 1 320 millions. Cette amélioration s'explique par la hausse des revenus découlant de la croissance du volume d'affaires, les revenus et les frais s'étant accrus à des taux comparables. Les résultats de PE Canada sont décrits à la section analysant les résultats du groupe, à la page 46. Le revenu net de PE États-Unis a diminué de 20 millions de dollars, ou de 17 %, et se chiffre à 96 millions, et il a diminué de 12 millions, ou de 11 %, et s'est établi à 95 millions, en dollars américains. Les volumes et les revenus se sont accrus de manière considérable, mais les coûts ont augmenté à un rythme plus rapide en raison de la hausse des coûts d'intégration et autres coûts, y compris l'incidence liée à la gestion d'une organisation dans la conjoncture difficile des marchés de crédit. Les résultats de PE États-Unis sont décrits à la section analysant les résultats du groupe, à la page 49.

Le revenu net du groupe Gestion privée (groupe GP), qui est demeuré inchangé par rapport à l'exercice précédent, s'est établi à 395 millions de dollars, ayant subi les répercussions d'une charge après impôts de 19 millions visant à soutenir les clients américains, compte tenu des difficultés sur les marchés financiers. Autrement, les résultats se sont améliorés par rapport au niveau record de l'exercice précédent, principalement grâce à l'accroissement des soldes des dépôts. Les résultats du groupe GP sont présentés dans l'Analyse des résultats des groupes d'exploitation, à la page 54. Le revenu net de BMO Marchés des capitaux (BMO MC) s'est accru de 275 millions de dollars, ou de 66 %, et s'est établi à 692 millions. Cette augmentation est attribuable à la réduction des charges en 2008, au recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs et à la croissance du revenu découlant des secteurs sensibles aux taux d'intérêt et des revenus liés à la négociation. Les commissions sur les fusions et acquisitions et les activités de prise ferme ont diminué. Les résultats de BMO MC sont décrits à la section analysant les résultats du groupe, à la page 57.

La perte nette des Services d'entreprise a augmenté de 461 millions de dollars et s'est établie à 525 millions. Cette augmentation est attribuable à

la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, dotations qui ont été en grande partie imputées à ce groupe en vertu de notre méthode de provisionnement selon les pertes prévues, laquelle est décrite à la section analysant les résultats du groupe, à la page 58.

Le revenu s'est accru de 856 millions de dollars, ou de 9 %, et s'est chiffré à 10 205 millions; comme nous l'avons mentionné précédemment, environ le tiers de cette augmentation est attribuable à la croissance du volume d'affaires, et le reste, à l'incidence réduite de la valeur des éléments notables. Les acquisitions d'entreprises ont contribué à la croissance du revenu à hauteur de 76 millions de dollars tandis que l'affaiblissement du dollar américain a retranché 63 millions de la croissance du revenu, comme nous l'expliquons à la page 37. Le revenu de PE Canada a augmenté de 6 %, principalement en raison de la croissance du volume d'affaires. Abstraction faite de l'incidence des éléments inhabituels en 2007, comme nous l'expliquons à la page 48, le revenu s'est accru de 5 %. PE États-Unis a enregistré une croissance de son revenu de 15 %, en dollars américains, principalement en raison des acquisitions, de la croissance des prêts et d'un gain sur le premier appel public à l'épargne de Visa Inc. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par un resserrement des marges nettes d'intérêts.

Le revenu du groupe GP a augmenté de 15 millions de dollars, ou de 1 %, les charges susmentionnées ayant retranché 1 point de pourcentage de la croissance du revenu. Le revenu de BMO MC s'est accru de 443 millions de dollars, ou de 23 %, et s'élève à 577 millions en raison de la réduction des charges. Il y a eu croissance du revenu découlant des secteurs sensibles aux taux d'intérêt et des activités de négociation. La croissance du revenu total de BMO est expliquée plus en détail à la page 38.

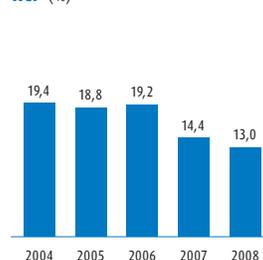
Les dotations à la provision pour pertes sur créances totalisent 1 330 millions de dollars, soit des dotations à la provision spécifique de 1 070 millions et une augmentation de 260 millions de la provision générale pour pertes sur créances. En 2007, les dotations à la provision pour pertes sur créances s'établissaient à 353 millions de dollars, soit des dotations à la provision spécifique de 303 millions et une augmentation de 50 millions de la provision générale. La dotation à la provision pour pertes sur créances est expliquée en détail à la page 41.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 293 millions de dollars, ou de 4 %, et se sont établis à 6 894 millions. Les frais autres que d'intérêts sont expliqués en détail à la page 42.

## Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres (RCP) constitue une autre de nos mesures clés de la valeur. BMO a obtenu un RCP de 13 % ou mieux pour chacun des 19 derniers exercices; elle est la seule banque de son groupe de référence de l'Amérique du Nord à avoir fait preuve d'une telle constance en matière de revenu net. Cette constance est d'autant plus remarquable qu'elle s'inscrit dans un contexte où des banques de nos groupes de référence et d'autres grandes institutions financières en Amérique du Nord et dans le monde entier ont constaté des pertes considérables. En 2008, le RCP s'est établi à 13,0 %, comparativement à 14,4 % en 2007. Cette diminution s'explique par une baisse du revenu net de 153 millions de dollars. Nous avons atteint ce rendement de 13,0 % malgré l'augmentation des pertes sur créances et la faiblesse des marchés du crédit et des marchés financiers. Le rendement de 13,0 % est inférieur à notre cible annuelle de 18 % à 20 %. Notre objectif à moyen terme, à compter de 2009, est d'atteindre un RCP annuel moyen de 17 % à 20 %, au fil du temps. Le tableau 3, à la page 91, présente des statistiques sur le RCP des dix dernières années. La page 26 contient d'autres observations sur le RCP, ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.

RCP (%)



Le RCP s'est établi à 13 %, malgré les charges liées à la conjoncture des marchés financiers et à la hausse des provisions pour pertes sur créances.

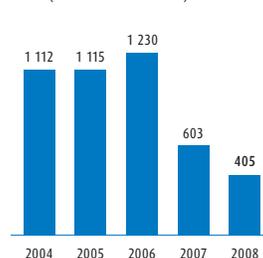
### Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)

équivalait au revenu net moins les dividendes sur les actions privilégiées, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comprennent le capital-actions ordinaire, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) et les bénéfices non répartis.

## Croissance du profit économique net

La quatrième et dernière mesure clé de la valeur est la croissance du profit économique net (PEN). Le PEN s'est établi à 405 millions de dollars, en baisse par rapport à 603 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette diminution est principalement le résultat d'une baisse du revenu net qui s'explique essentiellement par l'augmentation des pertes sur créances, de même que par la croissance modeste des capitaux propres. Le PEN est demeuré positif malgré la conjoncture difficile des marchés du crédit et des marchés financiers, notre revenu net ayant été supérieur au coût du capital. La page 26 contient d'autres observations sur la croissance du PEN, ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.

PEN (en millions de dollars)



Le PEN a maintenu une valeur positive, mais a subi un recul en raison de la diminution du revenu net.

### Le profit économique net (PEN)

équivalait au résultat net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital. Le PEN constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée. Le PEN est une mesure non conforme aux PCGR. Voir la page 85.

### Profit économique net (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 905	2 088	2 633	2 366	2 264
Incidence après impôts de l'amortissement des actifs incorporels	35	38	36	74	78
Résultat net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires	1 940	2 126	2 669	2 440	2 342
Charge au titre du capital*	(1 535)	(1 523)	(1 439)	(1 325)	(1 230)
<b>Profit économique net</b>	<b>405</b>	<b>603</b>	<b>1 230</b>	<b>1 115</b>	<b>1 112</b>
Croissance du profit économique net (%)	(33)	(51)	10	-	58
*Charge au titre du capital					
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	14 612	14 506	13 703	12 577	11 696
Coût du capital (%)	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5
Charge au titre du capital	(1 535)	(1 523)	(1 439)	(1 325)	(1 230)

# Analyse des résultats financiers de 2008

Cette section traite des résultats financiers de notre organisation pour l'exercice 2008, en mettant l'accent sur l'état consolidé des résultats figurant dans nos États financiers consolidés, qui débutent à la page 104. Une analyse des stratégies et des résultats de nos groupes d'exploitation suit l'analyse globale. Nous présentons aussi un résumé de nos résultats financiers de 2007 à la page 89.

## Faits saillants

- En 2008, le revenu s'est accru de 856 millions de dollars, ou de 9,2 %, et atteint le chiffre record de 10,2 milliards, malgré la conjoncture difficile des marchés financiers.
- Les revenus de PE Canada ont augmenté grâce à la croissance des volumes dans ses trois secteurs d'activité. La hausse des revenus de PE États-Unis est attribuable aux acquisitions, au gain découlant du premier appel public à l'épargne de Visa et à l'amélioration des revenus tirés des activités de base. Les revenus du groupe Gestion privée se sont également accrus malgré la conjoncture difficile des marchés, l'imputation de certaines charges et l'affaiblissement du dollar américain. Les revenus de BMO Marchés des capitaux se sont fortement appréciés en raison de la solidité des secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt en 2008 et des pertes sur produits de base comptabilisées en 2007.
- La dotation à la provision pour pertes sur créances s'établit à 1 330 millions de dollars alors qu'elle était de 353 millions en 2007. Les dotations à la provision spécifique ont été relevées de 767 millions de dollars et s'établissent à 1 070 millions et une somme de 260 millions de dollars a été ajoutée à la provision générale, comparativement à une somme de 50 millions il y a un an. Les conditions des marchés du crédit ont été beaucoup plus difficiles en 2008.
- Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 4,4 % en 2008, soit un taux équivalant à un peu moins de la moitié du taux de croissance du revenu. La hausse des frais reflète l'ajout de personnel de première ligne et les initiatives d'affaires.
- Le taux d'imposition effectif est un taux de recouvrement de 3,6 % alors qu'il se chiffrait à 7,9 % en 2007. Cette baisse s'explique par le fait qu'une proportion relativement plus élevée des revenus provient de territoires où les taux d'imposition sont plus bas et par les recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs.

## Éléments notables

Nous avons désigné certaines charges comme éléments notables afin de favoriser la compréhension de leur incidence sur nos résultats financiers. Ces éléments ont réduit le revenu net de 585 millions de dollars en 2008 et de 787 millions en 2007, comme le montre le tableau ci-contre.

En 2008, le revenu a été réduit par des charges de 625 millions de dollars liées aux difficultés des marchés financiers. Ces charges ont réduit le revenu autre que d'intérêts lié aux opérations de négociation de 212 millions de dollars, les gains sur titres de 347 millions et les autres revenus de 66 millions. En 2007, le revenu avait été amputé de 318 millions de dollars par de telles charges et de 853 millions par des pertes comptabilisées dans notre portefeuille de négociation sur produits de base. Les charges de 2007 avaient réduit les revenus de négociation de 1 156 millions de dollars et les gains sur titres de 15 millions.

En 2008, les charges comprennent : 230 millions de dollars (80 millions en 2007) pour l'investissement de BMO dans des billets émis par Apex Trust, une entité de protection de crédit canadienne, et un swap sur rendement total connexe (voir page 65); 158 millions de dollars (aucune somme en 2007) pour l'abandon de positions liées à l'assureur spécialisé ACA Financial Guarantee Corporation au premier trimestre de 2008; 70 millions de dollars (54 millions en 2007) pour du papier commercial adossé à des actifs canadien administré par des tiers (voir page 64); 57 millions de dollars (15 millions en 2007) pour des billets de capital dans les entités de gestion de placements structurés Links Finance Corporation et Parkland Finance Corporation (voir page 65); et 110 millions de dollars (169 millions en 2007) pour certaines autres opérations de négociation et certains rajustements d'évaluation, incluant 29 millions pour des moins-values durables liées à des titres transférés du portefeuille de négociation à celui des titres disponibles à la vente. Ce transfert est expliqué plus en détail dans la section Revenus liés à la négociation, à la page 40. L'incidence des éléments notables est expliquée plus en détail à la page 34.

## Éléments notables

(en millions de dollars)	2008	2007	2006
Charges liées à la détérioration des marchés financiers	625	318	–
Impôts sur les bénéfices connexes	206	107	–
Incidence nette des charges liées à la détérioration des marchés financiers a)	419	211	–
Pertes sur produits de base 1)	–	853	–
Rémunération liée au rendement	–	(120)	–
Impôts sur les bénéfices connexes	–	293	–
Incidence nette des pertes sur produits de base b)	–	440	–
Augmentation (diminution) de la provision générale	260	50	(35)
Impôts sur les bénéfices connexes	94	17	(12)
Incidence nette de l'augmentation (la diminution) de la provision générale c)	166	33	(23)
Charge de restructuration 1)	–	159	–
Impôts sur les bénéfices connexes	–	56	–
Incidence nette de la restructuration d)	–	103	–
Réduction (augmentation) totale du revenu net (a + b + c + d)	585	787	(23)

1) D'autres charges ont été enregistrées au titre des pertes sur produits de base en 2008, mais ces pertes étaient plus modestes, à 18 millions de dollars, et ont donc été exclues des éléments notables en 2008. Pour la même raison, un recouvrement modeste de 8 millions en lien avec les charges de restructuration en 2008 a aussi été exclu.

## Change

L'affaiblissement du dollar américain a eu un effet à la baisse sur l'équivalent en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des impôts sur les bénéfices et de la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO libellés en dollars américains pour les exercices 2008 et 2007 par rapport à leur exercice précédent respectif. Le tableau ci-contre fait état du taux de change moyen entre les dollars canadien et américain en 2008, 2007 et 2006, et de l'incidence de la baisse du taux de change moyen. Au 31 octobre 2008, la valeur du dollar canadien s'établissait à 1,2045 \$ par dollar américain, ce dernier s'étant sensiblement raffermi au quatrième trimestre, et plus particulièrement en octobre.

Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net libellé en dollars américains prévu pour ce trimestre. Ces opérations atténuent partiellement l'impact des fluctuations du taux de change pour ce trimestre seulement. Par conséquent, la somme des gains ou des pertes découlant des opérations de couverture pour les quatre trimestres d'un exercice n'est pas directement comparable à l'incidence des fluctuations annuelles du taux de change sur le revenu net de l'exercice. Les opérations de couverture se sont soldées par une perte après impôts de 11 millions de dollars en 2008 (gain de 14 millions en 2007).

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations du taux de change futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations du taux de change sur le montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Provision pour impôts sur les bénéfices, à la page 43.

Les résultats de BMO libellés en dollars américains subissent l'effet, favorable ou défavorable, des variations du taux de change entre les dollars canadien

## Effet de l'affaiblissement du dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2008 c. 2007	2007 c. 2006
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
2008	<b>1,032</b>	
2007	<b>1,093</b>	1,093
2006		1,132
Revenu net d'intérêts réduit	<b>(48)</b>	(39)
Revenu autre que d'intérêts réduit	<b>(15)</b>	(48)
Revenus réduits	<b>(63)</b>	(87)
Frais réduits	<b>93</b>	57
Dotation à la provision pour pertes sur créances réduite	<b>28</b>	9
Impôts sur les bénéfices réduits (augmentés)	<b>(6)</b>	5
Revenu net augmenté (réduit)	<b>52</b>	(16)

et américain. Les variations de taux influent sur les résultats futurs établis en dollars canadiens et l'incidence sur les résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les frais et les dotations à la provision pour pertes sur créances se produisent. Si les résultats futurs demeurent dans une fourchette comparable à celle des trois derniers exercices, le revenu avant impôts sur les bénéfices, libellé en dollars américains, varierait d'une perte de 900 millions de dollars américains à un revenu de 700 millions de dollars américains. Sur cette base, chaque diminution de un cent du taux de change entre les dollars canadien et américain, exprimé par le nombre de dollars canadiens que un dollar américain permet d'obtenir, modifierait le revenu net avant impôts sur les bénéfices dans une mesure variant entre 9 millions à l'extrémité la plus faible de la fourchette et -7 millions de dollars à l'extrémité la plus élevée. Une augmentation de un cent aurait l'effet inverse.

## Incidence des acquisitions et des ventes d'entreprises

Dans le cadre de sa stratégie de croissance nord-américaine, BMO Groupe financier a acquis un certain nombre d'entreprises. Ces acquisitions font augmenter les revenus et les frais, ce qui a des répercussions sur la comparaison des résultats d'un exercice à l'autre. Le tableau ci-contre présente, par groupe d'exploitation, les acquisitions réalisées et l'incidence qu'elles ont eue sur les revenus, les frais et le revenu net de BMO en 2008 par rapport à 2007 et en 2007 par rapport à 2006, afin de faciliter l'analyse des changements aux résultats.

Pour les acquisitions effectuées au cours de l'exercice 2008 et qui visent la comparaison entre les résultats des exercices 2008 et 2007, les effets différentiels correspondent aux revenus et aux frais de ces entreprises qui sont inclus dans les résultats de 2008. Pour l'acquisition conclue au cours de l'exercice 2007, les effets différentiels sur les résultats de 2008 correspondent à l'inclusion des résultats de 12 mois en 2008, alors qu'un nombre inférieur de mois était inclus dans les résultats de 2007.

Pour l'acquisition effectuée au cours de l'exercice 2007 et qui vise la comparaison entre les résultats des exercices 2007 et 2006, les effets différentiels correspondent aux revenus et aux frais de cette entreprise qui sont inclus dans les résultats de 2007. Pour les acquisitions conclues au cours de l'exercice 2006, les effets différentiels sur les résultats de 2007 correspondent à l'inclusion des résultats de 12 mois en 2007, alors qu'un nombre inférieur de mois était inclus dans les résultats de 2006.

### Incidence des acquisitions d'entreprises sur la comparaison annuelle des résultats\* (en millions de dollars)

Entreprise acquise	Augmentation (diminution)			
	Revenu	Frais	Revenu net	Revenu net avant amortissement
<b>Services bancaires Particuliers et entreprises</b>				
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice :				
2008	<b>51</b>	<b>46</b>	<b>(1)</b>	<b>3</b>
2007	52	46	2	5
Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc. acquise en février 2008 pour 135 millions de dollars				
Ozaukee Bank acquise en février 2008 pour 180 millions de dollars				
First National Bank & Trust acquise en janvier 2007 pour 345 millions de dollars				
bcpsbank Canada acquise en décembre 2006 pour 41 millions de dollars				
Villa Park Trust and Savings Bank acquise en décembre 2005 pour 76 millions de dollars				
<b>Groupe Gestion privée</b>				
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice :				
2008	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>(1)</b>	-
2007				
Pyrford International plc acquise en décembre 2007 pour 41 millions de dollars				
<b>BMO Marchés des capitaux</b>				
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice :				
2008	<b>14</b>	<b>16</b>	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>
Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc. acquise en mai 2008 pour 31 millions de dollars				
<b>BMO Groupe financier</b>				
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice :				
2008	<b>76</b>	<b>74</b>	<b>(3)</b>	<b>2</b>
2007	52	46	2	5
Acquisitions d'entreprises pour 387 millions de dollars en 2008				

\*Les données excluent les coûts d'intégration.

## Revenu

En 2008, le revenu s'est accru de 856 millions de dollars, ou de 9 %, et a atteint le chiffre record de 10 205 millions. Le revenu a été réduit de 625 millions de dollars en raison des charges liées à l'incidence de la conjoncture des marchés financiers en 2008. En 2007, le revenu avait été amputé de 1 171 millions de dollars d'éléments notables, en raison de charges de 853 millions de dollars découlant des pertes de négociation sur produits de base et de charges de 318 millions pour certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation liés à la détérioration des marchés financiers. Les charges plus faibles imputées en 2008 contribuent dans une mesure de 546 millions de dollars à la hausse du revenu. Chacun de nos groupes d'exploitation a enregistré une solide hausse de son revenu. L'affaiblissement du dollar américain a ralenti la croissance globale du revenu, retranchant 63 millions de dollars, ou 0,7 point de pourcentage, tandis que l'incidence nette des acquisitions d'entreprises a favorisé la croissance dans une mesure de 76 millions, ou de 0,8 point de pourcentage.

À compter de 2008, BMO analyse son revenu consolidé à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans les états financiers plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic), comme le font les membres de son groupe de référence du Canada. Cependant, comme bon nombre d'autres banques, nous continuons d'analyser le revenu de nos groupes d'exploitation sur une base d'imposition comparable. Les rajustements selon la bic pour l'exercice 2008 ont augmenté, totalisant 195 millions de dollars par rapport à 180 millions en 2007.

Le revenu de PE Canada a augmenté de 293 millions, ou de 6 %. La croissance du revenu est attribuable, dans une mesure de 38 millions, ou 0,8 point de pourcentage, à certains éléments qui avaient réduit le revenu en 2007. Ces éléments comprenaient un rajustement de 185 millions de dollars visant à augmenter le passif lié aux futurs échanges de récompenses dans le cadre du programme de fidélisation des clients déduction faite d'un gain de 107 millions sur la vente d'actions de MasterCard International Inc. (MasterCard) et 40 millions de dollars d'autres éléments. Les volumes se sont accrus dans les trois secteurs d'activité. Le revenu de PE États-Unis a augmenté de 126 millions de dollars américains, ou de 15 %, sous l'effet des acquisitions, du gain découlant du premier appel public à l'épargne de Visa et de l'amélioration du rendement de nos activités de base. Le revenu du groupe Gestion privée a augmenté de 15 millions de dollars, ou de 1 %, sa croissance ayant enregistré une réduction de 31 millions de dollars, ou 1 %, associée aux éléments notables comptabilisés au cours du quatrième trimestre de 2008. La hausse est attribuable à l'amélioration du revenu net d'intérêts. Le revenu de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 443 millions de dollars, ou de 23 %, les charges au titre des éléments notables ayant chuté de 577 millions par rapport à 2007. La croissance considérable du revenu net d'intérêts est due aux solides résultats enregistrés dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt et les revenus de négociation.

### Revenu net d'intérêts

Pour l'exercice, le revenu net d'intérêts s'établit à 5 087 millions de dollars, soit une hausse de 244 millions, ou de 5 %, par rapport à 2007. L'effet net des acquisitions d'entreprises a accru le revenu net d'intérêts de 48 millions, mais l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain l'a réduit de 47 millions. Tous les groupes d'exploitation ont enregistré une forte croissance des volumes et l'actif productif moyen a augmenté de 22 milliards de dollars. La croissance du revenu net d'intérêts qui en a résulté a été partiellement neutralisée par la baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise, imputable à l'augmentation nette des coûts de mobilisation des fonds. La marge nette d'intérêts de BMO s'est légèrement rétrécie en 2008 en raison de la réduction du revenu net des Services d'entreprise. La marge de PE Canada est demeurée à peu près inchangée. Les marges individuelles et les variations dans l'ampleur de

### Base d'imposition comparable (bic)

Les revenus des groupes d'exploitation figurant dans notre Rapport de gestion sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Le rajustement sur une base d'imposition comparable augmente les revenus et la provision pour impôts sur les bénéfices établis selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus sur certains titres exempts d'impôts à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi, afin de faciliter les comparaisons.

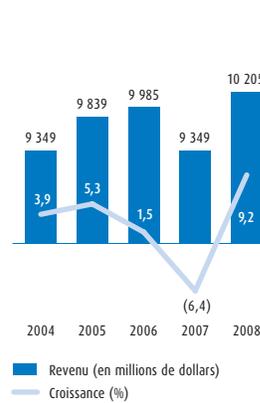
Le **revenu net d'intérêts** correspond au revenu perçu sur l'actif, notamment les prêts et les titres, y compris le revenu d'intérêts et de dividendes et la part de BMO des revenus tirés des placements comptabilisés à la valeur de consolidation, moins les frais d'intérêts liés au passif, notamment les dépôts.

La **marge nette d'intérêts** correspond au ratio du revenu net d'intérêts à l'actif productif, exprimé en pourcentage ou en points de base.

### Revenu (en millions de dollars)

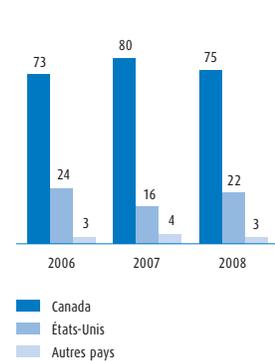
Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004
Revenu net d'intérêts	<b>5 087</b>	4 843	4 744	4 787	4 798
Croissance annuelle (%)	<b>5,0</b>	2,1	(0,9)	(0,2)	0,4
Revenu autre que d'intérêts	<b>5 118</b>	4 506	5 241	5 052	4 551
Croissance annuelle (%)	<b>13,6</b>	(14,0)	3,8	11,0	7,8
Revenu total	<b>10 205</b>	9 349	9 985	9 839	9 349
Croissance annuelle (%)	<b>9,2</b>	(6,4)	1,5	5,3	3,9

### Revenu et croissance annuelle



BMO a obtenu un revenu record malgré la conjoncture difficile sur les marchés financiers.

### Revenu par pays (%)



Le revenu tiré de nos activités aux États-Unis s'est rétabli après les pertes sur produits de base comptabilisées en 2007.

### Variation du revenu net d'intérêts, de l'actif productif moyen et de la marge nette d'intérêts

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	Revenu net d'intérêts (bic) (en millions de dollars)				Actif productif moyen (en millions de dollars)				Marge nette d'intérêts (en points de base)		
	2008	2007	\$	%	2008	2007	\$	%	2008	2007	Variation
PE Canada	<b>3 236</b>	3 066	170	6	<b>121 381</b>	115 147	6 234	5	<b>267</b>	266	1
PE États-Unis	<b>748</b>	730	18	3	<b>24 913</b>	21 658	3 255	15	<b>300</b>	337	(37)
Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)	<b>3 984</b>	3 796	188	5	<b>146 294</b>	136 805	9 489	7	<b>272</b>	277	(5)
Groupe Gestion privée (groupe GP)	<b>671</b>	612	59	9	<b>7 474</b>	6 352	1 122	18	<b>898</b>	966	(68)
BMO Marchés des capitaux (BMO MC)	<b>1 179</b>	974	205	21	<b>176 080</b>	162 309	13 771	8	<b>67</b>	60	7
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	<b>(747)</b>	(539)	(208)	(39)	<b>(3 045)</b>	(995)	(2 050)	(+100)	<b>n.s.</b>	n.s.	n.s.
Total de BMO 1)	<b>5 087</b>	4 843	244	5	<b>326 803</b>	304 471	22 332	7	<b>156</b>	159	(3)

n.s. – non significatif

1) La marge nette d'intérêts pour l'ensemble de BMO est établie selon les PCGR. Les marges nettes d'intérêts des groupes d'exploitation sont établies sur une base d'imposition comparable.

l'actif de chaque groupe d'exploitation constituent les deux principaux facteurs susceptibles d'influer sur la marge nette d'intérêts de BMO.

Le revenu net d'intérêts de PE Canada a connu une importante augmentation. Les volumes sont demeurés élevés dans les principales catégories de produits, à l'exception des prêts hypothécaires, où nous avons décidé en 2007 de cesser de recourir aux prêts provenant de courtiers hypothécaires. Au sein de PE États-Unis, la croissance des prêts a été vigoureuse par suite des acquisitions, mais la contribution à la croissance totale du revenu net d'intérêts a été réduite par l'affaiblissement du dollar américain. La marge nette d'intérêts au Canada a augmenté de 1 point de base, l'accroissement des volumes de produits plus rentables ayant été neutralisé par la hausse des coûts de mobilisation des fonds. La marge nette d'intérêts de PE États-Unis s'est rétrécie en grande partie sous l'effet du transfert d'un portefeuille des Services d'entreprise, de la hausse du solde des prêts non productifs et de l'environnement hautement concurrentiel, facteurs qui ont retranché 22 points de base à la marge. La réduction globale de la marge nette d'intérêts a été atténuée par les mesures tarifaires appliquées à certaines catégories de prêts et de dépôts.

Le revenu net d'intérêts du groupe Gestion privée a fortement progressé grâce, principalement, à l'accroissement des soldes des dépôts dans les secteurs du courtage et des produits de placement à terme. La marge nette d'intérêts du groupe est sensiblement supérieure à celle des autres groupes parce que la marge nette d'intérêts représente le revenu net d'intérêts en pourcentage de l'actif productif moyen. Or, le revenu net d'intérêts du groupe provient en majeure partie des produits de placement à terme, qui sont des éléments de passif.

Le revenu net d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 205 millions de dollars, ou de 21 %. La hausse considérable des revenus tirés des secteurs sensibles aux taux d'intérêt et l'augmentation du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation ont été partiellement neutralisées par la diminution du revenu net d'intérêts lié aux services bancaires aux grandes entreprises et par l'augmentation des coûts de mobilisation des fonds. L'actif productif moyen du groupe a augmenté de 14 milliards de dollars. La hausse des actifs liés aux services bancaires aux grandes entreprises observée pendant l'exercice est principalement attribuable au fait que les clients ont fait appel aux engagements inutilisés. Les revenus liés aux services bancaires aux grandes entreprises ont reculé en raison de l'augmentation des coûts de mobilisation des fonds et de la réduction des recouvrements au comptant de prêts douteux, facteurs partiellement compensés par l'accroissement des revenus découlant de la hausse des volumes d'actifs. La marge nette d'intérêts du groupe a été supérieure à celle de l'exercice précédent sous l'effet de la hausse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation et à l'élargissement des marges dans des secteurs sensibles aux taux d'intérêt.

Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a baissé en raison de l'augmentation nette des coûts de mobilisation des fonds. Ce revenu fluctue également en fonction des activités liées à la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Le tableau 9, à la page 94, et le tableau 10, à la page 95, donnent plus de détails sur le revenu net d'intérêts et la marge nette d'intérêts.

### Revenu autre que d'intérêts

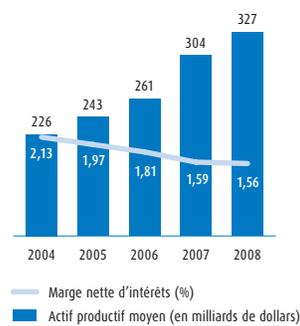
Le revenu autre que d'intérêts, qui comprend tous les revenus à l'exception du revenu net d'intérêts, s'est établi à 5 118 millions de dollars en 2008, une augmentation de 612 millions, ou de 14 %, par rapport à 2007. La réduction des charges liées aux éléments notables a contribué à cette croissance dans une mesure de 546 millions de dollars, ou de 12 %. L'incidence nette des acquisitions d'entreprises a fait augmenter le revenu autre que d'intérêts de 29 millions de dollars en 2008, tandis que l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain l'a réduit de 15 millions.

Les commissions et droits sur titres ont diminué de 40 millions de dollars, ou de 3 %. Ces frais sont principalement constitués de commissions de courtage à service complet et de courtage en ligne au sein du groupe Gestion privée, qui représentent environ les deux tiers du montant, et de commissions de négociation d'actions pour les investisseurs institutionnels au sein de BMO Marchés des capitaux. Le recul est imputable à la baisse des évaluations boursières et du volume d'actions négociées pour les clients des services de placement traditionnels du groupe Gestion privée, ainsi qu'aux pressions concurrentielles sur la tarification, partiellement neutralisé par une forte croissance des volumes de transactions dans le secteur des services de placement en direct.

Les frais de service au titre des dépôts et des ordres de paiement ont augmenté de 28 millions de dollars, ou de 4 %, principalement en raison de la croissance des volumes. De cette somme, environ 17 millions de dollars proviennent de PE Canada, les deux tiers étant liés à un rajustement unique.

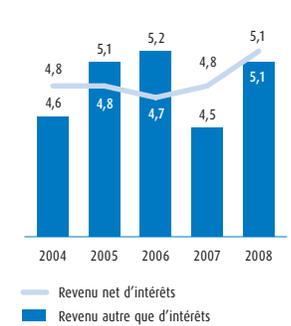
Les commissions sur prêts ont augmenté de 23 millions de dollars, ou de 6 %.

### Actif productif moyen et marge nette d'intérêts



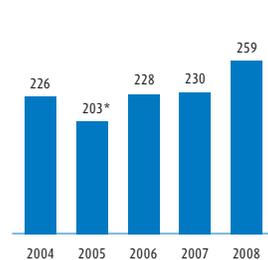
Nous avons connu une croissance équilibrée de l'actif dans tous les groupes d'exploitation et la marge nette d'intérêts est demeurée relativement stable.

### Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts (en milliards de dollars)



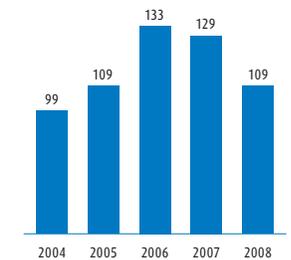
Le revenu autre que d'intérêts est revenu aux niveaux antérieurs et le revenu net d'intérêts a augmenté.

### Actif sous administration (en milliards de dollars)



Le dollar américain s'est apprécié de 27 % par rapport au dollar canadien en 2008, ce qui a entraîné la croissance du niveau de l'actif.  
\*Reflète la vente de Harrisdirect en 2005.

### Actif sous gestion (en milliards de dollars)



La faiblesse des marchés boursiers a influé sur le niveau de l'actif.

### Revenu autre que d'intérêts (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2008	2007	2006	Variation par rapport à 2007	
				\$	%
Commissions et droits sur titres	1 105	1 145	1 051	(40)	(3)
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	756	728	729	28	4
Revenus de négociation	546	(487)	718	1 033	+100
Commissions sur prêts	429	406	337	23	6
Frais de services de cartes	291	107	396	184	+100
Gestion de placements et garde de titres	339	322	298	17	5
Revenus tirés de fonds d'investissement	589	576	499	13	2
Revenus de titrisation	513	296	100	217	73
Commissions de prise ferme et de consultation	353	528	407	(175)	(33)
Gains (pertes) sur titres de placement	(315)	246	145	(561)	(+100)
Revenus de change autres que de négociation	80	132	102	(52)	(39)
Revenus d'assurance	222	230	204	(8)	(3)
Autres	210	277	255	(67)	(24)
<b>Total</b>	<b>5 118</b>	<b>4 506</b>	<b>5 241</b>	<b>612</b>	<b>14</b>

Les frais de services de cartes ont augmenté de 184 millions de dollars et s'établissent à 291 millions. L'augmentation reflète le rajustement de 185 millions de dollars du passif du programme de fidélisation de la clientèle de PE Canada enregistré en 2007. Elle reflète également la hausse du niveau d'activité et des revenus de Moneris, largement neutralisée par les réductions découlant de l'intensification des activités de titrisation.

Les frais de gestion de placements et de garde de titres ont augmenté de 17 millions de dollars, ou de 5 %, sous l'effet, principalement, de la hausse des revenus tirés des services de placement et de fiducie de la gestion bancaire

privée en Amérique du Nord. Cette croissance a toutefois été freinée par l'affaiblissement du dollar américain.

Les revenus tirés des fonds d'investissement ont augmenté de 13 millions de dollars, ou de 2 %, alors qu'ils avaient augmenté à un rythme annuel de 14 % à 16 % au cours de chacun des trois derniers exercices. La hausse est attribuable à la décision d'opter pour des frais de gestion fixes, ce qui a eu comme effet d'accroître à la fois les revenus et les coûts. Les frais ont subi l'effet négatif de la dépréciation des actifs gérés dans un marché difficile.

Les revenus de titrisation ont augmenté de 217 millions de dollars, ou de 73 %, et se sont établis à 513 millions. L'augmentation comprend 107 millions de dollars tirés d'opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit et 115 millions tirés d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation, après déduction d'une baisse de 5 millions de dollars des opérations de titrisation d'autres prêts. Les revenus incluent des gains de 136 millions de dollars réalisés sur la vente de prêts dans le cadre de nouvelles opérations de titrisation, une hausse de 125 millions par rapport à 2007, ainsi que des gains de 284 millions de dollars sur la vente de prêts à des entités de titrisation à rechargement, une hausse de 93 millions par rapport à 2007. La titrisation des actifs donne lieu à une diminution au chapitre du revenu d'intérêts (234 millions de dollars de moins en 2008), des frais de carte de crédit (211 millions de moins en 2008) et des dotations à la provision pour pertes sur créances (52 millions de moins en 2008). De ce fait, les opérations de titrisation ont augmenté le revenu avant impôts d'environ 120 millions de dollars en 2008. Nous titrisons des prêts à des fins de gestion de capital et pour obtenir des sources de financement de substitution. En 2008, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur de 8,5 milliards de dollars (3,4 milliards en 2007) et des prêts sur cartes de crédit totalisant 3,2 milliards de dollars (aucune somme en 2007). Les revenus de titrisation sont expliqués en détail à la note 8 afférente aux états financiers, figurant à la page 118.

Par rapport aux niveaux records atteints en 2007, les commissions de prise ferme et de consultation ont diminué de 175 millions de dollars, ou de 33 %, après des hausses de 30 % en 2007 et de 14 % en 2006. Les commissions sur les fusions et acquisitions et les commissions de prise ferme de titres de participation ont été particulièrement faibles. Les commissions de prise ferme de titres d'emprunt ont également reculé mais de façon moins prononcée. Le ralentissement des activités dans le secteur des services d'investissement a commencé à se faire sentir au quatrième trimestre de l'exercice 2007.

Les gains sur titres ont baissé de 561 millions de dollars résultant en une perte nette de 315 millions en 2008. Les éléments notables dont il est question à la page 36 incluent des charges de 347 millions de dollars liées à la détérioration des marchés financiers qui ont été comptabilisées dans les gains (pertes) sur titres. Ils comprennent certaines charges liées à Apex, à des moins-values durables et à des investissements dans des billets de capital des entités de gestion de placements structurés. En 2007, les gains sur titres incluaient un gain de 107 millions de dollars provenant de la vente d'actions de MasterCard.

Les revenus de change, autres que de négociation, ont diminué de 52 millions de dollars, ou de 39 %, en raison de gains anormalement élevés en 2007 et des effets de la volatilité élevée observée au quatrième trimestre de 2008.

Les revenus d'assurance ont baissé de 8 millions de dollars, ou de 3 %, après avoir augmenté au cours des derniers exercices. La baisse est imputable à un gain unique de 26 millions de dollars en 2007. Les volumes et les primes ont augmenté en 2008.

Les autres revenus, qui comprennent divers montants, ont reculé de 67 millions de dollars, ou de 24 %.

Le tableau 7 figurant à la page 92 donne plus de précisions sur le revenu et la croissance du revenu.

### Revenus liés à la négociation

Les revenus liés à la négociation dépendent, entre autres, du volume des activités exécutées pour le compte de nos clients, qui font affaire avec BMO pour diminuer leurs risques ou pour investir. BMO réalise un profit, ou marge, sur le total net des positions de ses clients en neutralisant de façon rentable, à l'intérieur de limites prescrites, le risque global des positions nettes. BMO prend aussi des positions pour son propre compte afin de réaliser des profits de négociation.

En 2008, les marchés financiers ont été extrêmement instables, en raison d'une baisse marquée de la confiance du secteur et des investisseurs qui a eu pour effet de réduire les liquidités sur les marchés, d'accroître les écarts de taux et de réduire de façon importante les évaluations des titres à revenu fixe et des titres de participation. La section Éléments notables, à la page 36, présente les charges liées aux difficultés des marchés financiers qui ont diminué les revenus de négociation de 212 millions de dollars et le revenu total de 625 millions en 2008. Cette section présente également des charges similaires totalisant 318 millions de dollars, qui avaient été comptabilisées au quatrième trimestre de 2007

Les **revenus liés à la négociation** se composent du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et d'opérations hors bilan effectuées à des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne au prix du marché. Les revenus de négociation comprennent notamment les revenus (frais) et les gains (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats suivants comptabilisés hors bilan : contrats de taux d'intérêt et de change (incluant les opérations au comptant), contrats sur titres de participation et sur produits de base et contrats de crédit.

### Revenu d'intérêts et revenu autre que d'intérêts liés aux opérations de négociation (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2008	2007	2006	Variation par rapport à 2007	
				\$	%
Taux d'intérêt	176	15	227	161	+100
Change	379	273	204	106	39
Actions	110	189	173	(79)	(42)
Produits de base	(18)	(852)	124	834	98
Autres	18	42	22	(24)	(57)
<b>Total</b>	<b>665</b>	<b>(333)</b>	<b>750</b>	<b>998</b>	<b>+100</b>
Présenté sous :					
Revenu net d'intérêts	119	154	32	(35)	(23)
Revenu autre que d'intérêts – Revenus de négociation	546	(487)	718	1 033	+100
<b>Total</b>	<b>665</b>	<b>(333)</b>	<b>750</b>	<b>998</b>	<b>+100</b>

et qui avaient été en grande partie imputées au revenu autre que d'intérêts. Elle renvoie également le lecteur à la section Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles, qui commence à la page 62 et qui décrit en détail un certain nombre d'instruments ayant occasionné des pertes comptabilisées au cours de l'exercice.

Comme nous l'expliquons à la note 3 afférente aux états financiers, au cours du quatrième trimestre de 2008, l'ICCA a modifié ses règles concernant la comptabilisation des instruments financiers et l'information à fournir à leur sujet. À la suite de ces modifications, nous avons choisi de transférer certains titres de notre portefeuille de négociation à celui des titres disponibles à la vente. Nous avons ensuite comptabilisé des charges à la valeur de marché pour ces titres, totalisant 212 millions de dollars (143 millions après impôts), dont 29 millions (20 millions après impôts) ont été imputés au revenu net comme faisant partie des moins-values durables mentionnées dans la section Éléments notables, à la page 36, et 183 millions (123 millions après impôts) qui ont été constatés dans les autres éléments du résultat étendu plutôt que dans les revenus (pertes) de négociation dans l'état des résultats.

Les pertes du portefeuille de négociation sur produits de base se sont élevées à 18 millions de dollars en 2008, le risque dans ce portefeuille ayant été considérablement réduit. En 2007, nous avons comptabilisé des pertes de 853 millions de dollars dans notre portefeuille de négociation sur produits de base. Le 18 novembre 2008, les autorités dans les domaines des valeurs mobilières, des produits de base, des activités bancaires et de l'application des lois ont engagé un certain nombre de poursuites contre certaines parties concernées par les activités liées aux pertes de négociation sur produits de base de 2007. BMO n'est pas partie à ces poursuites.

Les revenus liés à la négociation ont augmenté de 998 millions de dollars par rapport aux résultats particulièrement faibles de 2007, en grande partie en raison des pertes sur produits de base enregistrées durant cet exercice.

Abstraction faite de l'incidence des éléments notables de 212 millions de dollars de l'exercice à l'étude et de 1 156 millions du dernier exercice, imputés aux revenus de négociation, les revenus liés à la négociation ont augmenté de 54 millions. Les revenus de négociation de titres à revenu fixe ont été très volatils au cours de l'exercice, mais ils ont fortement progressé aux premier et troisième trimestres. Les revenus de négociation de contrats de change ont été solides pendant tout l'exercice, la croissance ayant été particulièrement vigoureuse au quatrième trimestre. Les revenus de négociation d'actions ont été très faibles au début de l'année, mais ils se sont raffermis sensiblement aux deuxième et troisième trimestres, avant de chuter de façon importante au quatrième trimestre, dans la foulée de la baisse marquée des évaluations sur les marchés mondiaux d'actions.

La section Risque de marché, à la page 77, donne plus de renseignements sur les revenus liés à la négociation.

## Dotation à la provision pour pertes sur créances

Les conditions de crédit ont été difficiles en 2008, en raison de l'essoufflement marqué du marché de l'habitation aux États-Unis et de l'affaiblissement du contexte économique nord-américain.

En 2008, BMO a comptabilisé une dotation à la provision pour pertes sur créances de 1 330 millions de dollars, comprenant des dotations à la provision spécifique de 1 070 millions et une augmentation de 260 millions de la provision générale pour pertes sur créances. En 2007, la dotation à la provision s'établissait à 353 millions de dollars et elle se composait de dotations à la provision spécifique de 303 millions et d'une augmentation de 50 millions de la provision générale. L'augmentation de la provision générale en 2008 est principalement imputable à la détérioration du crédit dans le portefeuille de prêts et à l'affaiblissement de l'économie.

Comme on peut le constater en examinant le tableau ci-contre, les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de l'exercice sont supérieures à celles des exercices antérieurs. Les dotations à la provision spécifique de 2008 comprend des provisions de 336 millions de dollars liées à deux comptes de sociétés du secteur de l'habitation aux États-Unis qui ont été classés dans les prêts douteux au cours de l'exercice. L'importance de ces dotations à la provision reflète la faiblesse continue du marché immobilier résidentiel aux États-Unis de même que la nature spécifique des prêts sous-jacents. Un des deux comptes visés procurait du financement à une société spécialisée dans l'achat de prêts hypothécaires en difficulté et l'autre œuvrait dans le secteur du développement immobilier résidentiel.

Le facteur ayant le plus influencé la dotation à la provision pour pertes sur créances est le niveau du solde des nouveaux prêts douteux – représenté par le transfert de prêts et acceptations à l'état douteux dans le tableau ci-contre intitulé Modification du solde brut des prêts et acceptations douteux. Comme dans le cas des dotations à la provision spécifique, les nouveaux prêts douteux ont augmenté par rapport aux faibles niveaux de 2007 et de 2006, totalisant 2 506 millions de dollars en 2008, par rapport à 588 millions en 2007. L'accroissement des prêts douteux en 2008 est principalement imputable à nos expositions dans le secteur manufacturier, le secteur des industries pétrolière et gazière et le secteur immobilier résidentiel aux États-Unis. En 2008, 621 millions de dollars de nouveaux prêts douteux sont attribuables au secteur immobilier commercial américain et 426 millions au secteur manufacturier.

Le portefeuille de prêts de BMO reflète une certaine érosion de la qualité des prêts, principalement dans les marchés américains, où le solde brut des prêts douteux a augmenté en 2008 et atteint 2 387 millions de dollars alors qu'il était de 720 millions en 2007. Les facteurs ayant contribué au changement sont présentés dans le tableau ci-joint.

En 2008, les ventes de prêts douteux bruts totalisent 16 millions de dollars, avec des reprises et des recouvrements d'une valeur de 3 millions, comparativement à des ventes de 28 millions de dollars, associées à des reprises et recouvrements de 5 millions, en 2007.

En 2008, la provision totale pour pertes sur créances a augmenté de 692 millions de dollars et s'établit à 1 747 millions, soit une provision spécifique de 426 millions et une provision générale de 1 321 millions.

Nous maintenons une provision générale afin de couvrir toute perte de valeur dans le portefeuille existant qui ne peut pas encore être associée à des prêts particuliers. Cette provision est réévaluée chaque trimestre et elle a augmenté de 423 millions de dollars par rapport à la fin de l'exercice précédent. De cette somme, 260 millions de dollars représentent les augmentations de la provision comptabilisées au cours de l'exercice, le reste étant attribuable à l'incidence des variations du taux de change entre les dollars canadien et américain et à l'acquisition de Merchants and Manufacturers et de Ozaukee. La provision générale demeure suffisante et, au 31 octobre 2008, elle représentait 0,69 % de l'actif pondéré en fonction des risques.

L'ensemble du portefeuille de prêts de BMO demeure principalement constitué de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés, représentent 73,8 % du portefeuille de prêts à la fin de l'exercice, la forte croissance du portefeuille de prêts aux grandes entreprises ayant entraîné une baisse par rapport au taux de 78,6 % atteint en 2007. Les prêts hypothécaires à l'habitation représentent 21,5 % du portefeuille, une baisse par rapport à 24,4 % en 2007. Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques représentent 44,4 % du portefeuille, une hausse par rapport à 38,6 % en 2007. Nous continuons de surveiller les secteurs d'activité que nous considérons comme étant les plus risqués dans la conjoncture actuelle, notamment les secteurs de l'automobile, de l'immobilier et de l'exploitation forestière. L'exposition de BMO dans ces secteurs demeure à des niveaux acceptables.

## Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002
Nouvelles dotations à la provision spécifique	1 242	460	410	407	510	846	1 063
Reprise sur provisions établies précédemment	(58)	(66)	(87)	(121)	(312)	(303)	(175)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(114)	(91)	(112)	(67)	(131)	(88)	(68)
Dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances	1 070	303	211	219	67	455	820
Augmentation (réduction) de la provision générale	260	50	(35)	(40)	(170)	–	–
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	1 330	353	176	179	(103)	455	820
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (%)	0,60	0,17	0,09	0,11	(0,07)	0,30	0,56

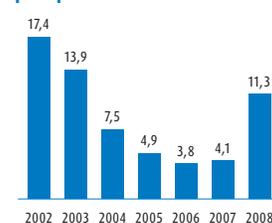
## Modification du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002
SBPAD au début de l'exercice	720	666	804	1 119	1 918	2 337	2 014
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	2 506	588	420	423	607	1 303	1 945
Réduction des prêts et acceptations douteux 1)	131	(143)	(220)	(319)	(936)	(1 156)	(738)
Radiations	(970)	(391)	(338)	(419)	(470)	(566)	(884)
SBPAD à la fin de l'exercice	2 387	720	666	804	1 119	1 918	2 337
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations (%)	1,10	0,36	0,35	0,46	0,71	1,30	1,54

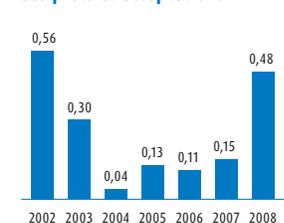
1) Inclut l'incidence du taux de change et la radiation de prêts à la consommation compris dans les prêts transférés à l'état douteux au cours de l'exercice.

### Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances



L'exercice 2008 marque un brusque retour à la phase la plus faible du cycle du crédit.

### Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations



Les dotations à la provision ont augmenté en parallèle avec le solde des prêts douteux.

Nous nous attendons à ce que les conditions de crédit demeurent difficiles en 2009, compte tenu de la persistance probable de la contraction de l'économie.

La gestion du risque de crédit est analysée plus en détail à la page 76. La note 4 afférente aux états financiers, à la page 113, et les tableaux 11 à 19, aux pages 96 à 99, donnent des détails sur le portefeuille de prêts de BMO, ses prêts douteux et ses dotations à la provision et provisions pour pertes sur créances.

## Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 293 millions de dollars, ou de 4,4 %, et s'établissent à 6 894 millions en 2008. Les facteurs qui ont contribué à l'augmentation sont présentés dans le tableau intitulé Ventilation de la croissance des frais autres que d'intérêts. En 2007, les éléments notables incluaient une charge de restructuration de 159 millions de dollars et une réduction de 120 millions de la rémunération liée au rendement.

Comme nous l'expliquons à la page 37, l'effet net des acquisitions d'entreprises en 2008 et en 2007 a fait augmenter les frais de 74 millions de dollars (1,1 %) en 2008 par rapport à 2007. Comme nous l'expliquons également à la page 37, l'affaiblissement du dollar américain a fait baisser les frais de 93 millions de dollars (-1,4 %) en 2008. Le changement aux charges de restructuration a également réduit les frais de 167 millions (-2,5 %).

Les coûts supérieurs de la rémunération liée au rendement ont fait augmenter les frais de 22 millions de dollars (0,3 %), l'augmentation de BMO Marchés des capitaux à ce chapitre ayant été largement compensée par une réduction au sein du groupe Gestion privée.

Les variations en dollars et en pourcentage par catégorie de frais sont présentées dans le tableau Frais autres que d'intérêts. Les frais et la croissance des frais sont présentés plus en détail dans le tableau 8, à la page 93.

Les autres formes de rémunération du personnel, qui comprennent les salaires et les avantages sociaux, ont augmenté de 129 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à 2007, en raison d'une hausse de la charge salariale. Celle-ci n'avait que peu varié en 2006 et en 2005, le nombre d'employés étant demeuré plutôt stable pendant ces exercices (voir la page 93). Cependant, l'effectif a augmenté dans les derniers mois de 2007 et en 2008 en raison de l'affectation d'un plus grand nombre d'employés de première ligne à la vente et au service au sein de PE Canada, du renforcement de l'équipe de vente du groupe Gestion privée et des acquisitions d'entreprises au sein de PE États-Unis. L'effectif a augmenté de plus de 1 200 employés, ou de 3,5 %, en 2008, et s'établit à 37 073 employés en équivalent de durée normale. Au sein de PE États-Unis, l'augmentation des frais est principalement imputable aux frais liés aux acquisitions. Pour ce qui est du groupe Gestion privée, les frais sont liés à une hausse des investissements dans notre force de vente.

Les frais de bureau et de matériel ont augmenté de 79 millions de dollars, ou de 6 %, en raison, principalement, de la hausse des frais informatiques et de matériel liée à l'augmentation des coûts des services-conseils, des projets et du traitement à façon.

Les autres frais se sont accrues de 234 millions de dollars, ou de 18 %. Les coûts de communication ont augmenté à la suite de l'instauration de frais de gestion fixes de BMO Fonds d'investissement. Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2007, le groupe Gestion privée assume les frais d'exploitation de ses fonds en échange de frais de gestion fixes, ce qui a eu comme effet de relever tant le revenu que les frais autres que d'intérêts. Les honoraires professionnels ont augmenté en raison, principalement, des efforts déployés pour assurer notre conformité à Bâle II et aux exigences des autorités en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, et d'autres initiatives d'affaires. La hausse des frais de déplacement et d'expansion des affaires est surtout imputable aux frais plus élevés assumés par PE Canada en rapport avec les récompenses AIR MILES offertes dans le cadre de notre initiative de carte de débit.

### Productivité

Le ratio de productivité (ratio des frais au revenu) s'est amélioré de 300 points de base et s'établit à 67,6 % en 2008. Le ratio global de BMO est toujours tributaire de la vigueur relative des revenus de chaque groupe d'exploitation. Habituellement, les ratios sont assez différents d'un groupe à l'autre, en raison de la nature des activités et de l'environnement externe de chacun. Il y a toutefois eu convergence en 2008.

PE Canada est la plus importante unité d'exploitation de BMO. Son ratio de productivité s'est amélioré de 30 points de base par rapport à l'an dernier, à 55,4 %, après une amélioration de 40 points de base en 2007. Au sein du groupe Gestion privée, le ratio de productivité a reculé de 110 points de base, à 71,5 %, presque essentiellement en raison de l'incidence des éléments notables qui ont influé sur les revenus. Le ratio de productivité de PE États-Unis a accusé un recul de 470 points de base attribuable, en grande partie, à l'incidence de la conjoncture difficile des marchés du crédit aux États-Unis sur les revenus et les frais, et à l'augmentation des frais d'intégration des acquisitions. Le ratio de productivité de BMO Marchés des capitaux a enregistré un gain important de 730 points de base. Abstraction faite des éléments notables qui ont influé sur les résultats tant en 2008 qu'en 2007, le ratio de productivité de BMO a reculé de 130 points de base et s'établit à 63,7 %, ce qui reflète la conjoncture difficile des marchés financiers en Amérique du Nord.

Nous utilisons comme mesure clé de productivité le **ratio de productivité (ou ratio des frais au revenu)**, soit les frais autres que d'intérêts sur le revenu total (sur une base d'imposition comparable pour les groupes d'exploitation). Ce ratio est exprimé en pourcentage. Voir la page 85.

Le **ratio de productivité avant amortissement** est calculé de la même façon, après avoir soustrait l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts. Voir la page 85.

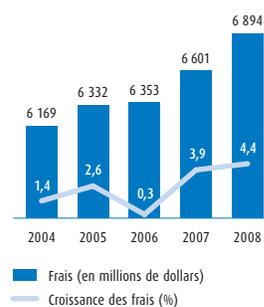
### Ventilation de la croissance des frais autres que d'intérêts (%)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2008	2007	2006
Acquisitions (ventes) d'entreprises	1,1	0,7	(3,1)
Charge de restructuration	(2,5)	2,5	-
Incidence de la conversion de devises	(1,4)	(0,9)	(1,6)
Rémunération liée au rendement	0,3	(0,7)	0,6
Autres facteurs	6,9	2,3	4,4
Croissance totale des frais autres que d'intérêts	4,4	3,9	0,3

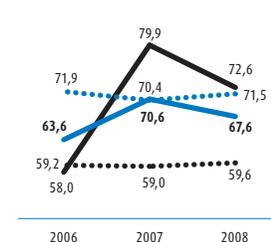
### Frais autres que d'intérêts (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2008	2007	2006	Variation par rapport à 2007	
				\$	%
Rémunération liée au rendement	1 297	1 275	1 322	22	2
Autres formes de rémunération du personnel	2 679	2 550	2 502	129	5
Rémunération totale du personnel	3 976	3 825	3 824	151	4
Bureaux et matériel	1 382	1 303	1 211	79	6
Charge de restructuration	(8)	159	-	(167)	(+100)
Autres	1 502	1 268	1 274	234	18
Amortissement des actifs incorporels	42	46	44	(4)	(9)
Total	6 894	6 601	6 353	293	4

### Frais et croissance annuelle des frais



### Ratio de productivité selon le groupe d'exploitation (bic) (%)



\*Non établi sur une base d'imposition comparable

La hausse des frais résulte principalement de l'ajout de personnel de première ligne et des projets pour assurer notre conformité.

L'amélioration de la productivité de BMO résulte principalement des gains de productivité de PE Canada et BMO MC.

Le ratio de productivité avant amortissement global de BMO s'établit à 67,1 %, soit une amélioration de 300 points de base par rapport à 2007 où il se chiffrait à 70,1 %. L'amélioration est en grande partie attribuable au montant moins élevé des éléments notables imputés au revenu en 2008.

Des exemples d'initiatives visant à augmenter la productivité sont donnés dans l'Analyse des résultats de 2008 des groupes d'exploitation, qui commence à la page 44. À moyen terme, nous visons pour chaque exercice une hausse de nos revenus supérieure d'au moins deux points de pourcentage en moyenne à celle des frais avant amortissement, créant ainsi un levier d'exploitation annuel avant amortissement moyen d'au moins 2 %. Nous prévoyons atteindre cet objectif en stimulant nos revenus grâce à une approche davantage orientée client, à la gestion continue des frais et à l'intensification des efforts déployés en vue d'accroître l'efficacité et l'efficacité dans tous les rôles, groupes et processus d'affaires qui soutiennent notre personnel de première ligne.

## Provision pour impôts sur les bénéfices

La provision pour impôts sur les bénéfices qu'on trouve dans notre état consolidé des résultats est fondée sur les transactions comptabilisées dans le revenu, quel que soit le moment où ces transactions sont assujetties à l'impôt par l'administration fiscale, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfices non répartis de nos filiales à l'étranger, comme nous l'indiquons à la note 25 afférente aux états financiers, à la page 142.

En 2008, nous avons cessé de présenter nos résultats consolidés sur une base d'imposition comparable, comme nous l'expliquons aux pages 38 et 85. Nous continuons toutefois d'évaluer et de présenter le rendement de nos groupes d'exploitation et les impôts sur les bénéfices connexes sur une base d'imposition comparable.

En 2008, nous avons recouvré 71 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices alors qu'en 2007, les impôts sur les bénéfices imputés au revenu net s'élevaient à 189 millions. Le taux d'imposition effectif en 2008 correspond à un taux de recouvrement de 3,6 %, par rapport à une charge fiscale de 7,9 % en 2007. Ce faible taux effectif est principalement attribuable au recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs et à la proportion plus élevée de revenu provenant de territoires où le taux d'imposition est moins élevé. Abstraction faite de l'incidence des éléments notables énumérés à la page 36, des recouvrements d'impôts et de la proportion plus élevée de revenu provenant de territoires où le taux d'imposition est moins élevé, le taux effectif pour l'exercice 2008 se situerait dans une fourchette de 16 % à 20 % que nous considérons comme normale. Les différences entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition prévu par la loi au Canada sont énoncées dans la note 25 afférente aux états financiers, à la page 142.

Le taux d'imposition effectif varie car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, de recouvrements d'impôts sur les bénéfices

d'exercices antérieurs, ainsi que de la proportion relative du revenu attribuable à chaque territoire où nous exerçons nos activités. Nous estimons actuellement que le taux d'imposition effectif normal se situera entre 16 % et 20 % en 2009, en raison de réductions du taux prévu par la loi.

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé provenant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujetti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux de change d'une période à l'autre. Les opérations de couverture liées aux investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné des recouvrements d'impôts sur les bénéfices de 881 millions de dollars pour l'exercice, affectés aux capitaux propres, comparativement à une charge fiscale de 575 millions en 2007. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, à la page 106, contient des renseignements plus détaillés.

Le tableau 8, à la page 93, présente en détail le montant net des charges fiscales et du recouvrement d'impôts, de 431 millions de dollars, assumé par BMO en 2008. La réduction en 2008 tient principalement aux recouvrements d'impôts sur les bénéfices liés à la perte sur les opérations de couverture.

## Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, nous fournissons des services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et aux entités qui leur sont affiliées, ainsi qu'à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de produits de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés aux taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basées sur ces frais.

Les options sur actions et les unités d'actions différées octroyées aux administrateurs, ainsi que les contrats de prêt à taux réduit consentis aux dirigeants, par suite de mutations effectuées à notre demande, sont analysés à la note 28 afférente aux états financiers, à la page 146.

Les sections précédentes intitulées Dotation à la provision pour pertes sur créances, Frais autres que d'intérêts et Provision pour impôts sur les bénéfices de même que les sections suivantes intitulées Analyse des résultats de 2008 des groupes d'exploitation et Tendances trimestrielles relatives au revenu net du présent Rapport annuel contiennent des déclarations prospectives, particulièrement en ce qui concerne nos perspectives relatives à certains contextes d'affaires au Canada et aux États-Unis en 2009, les taux d'imposition effectifs, ainsi que nos stratégies et priorités pour 2009. De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. L'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives, présenté à la page 30 du présent Rapport annuel, traite de ces risques et incertitudes ainsi que des facteurs importants et des hypothèses qui ont été formulées concernant les déclarations énoncées dans ces sections.

# Analyse des résultats de 2008 des groupes d'exploitation

La présente section comprend une analyse des résultats financiers de chacun des groupes d'exploitation et une description de leurs secteurs d'activité, de leurs visions, de leurs stratégies, de leurs forces, de leurs défis, de leurs principaux facteurs de création de valeur, de leurs réalisations ainsi que de leurs perspectives d'avenir.

## Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (pages 45 à 51)

Le revenu net s'est chiffré à 1 416 millions de dollars en 2008, une hausse de 33 millions, ou de 2 %, par rapport à 2007.

## Groupe Gestion privée (groupe GP) (pages 52 à 54)

Le revenu net a atteint 395 millions de dollars en 2008, comme en 2007.

## BMO Marchés des capitaux (BMO MC) (pages 55 à 57)

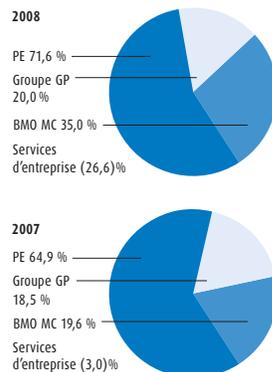
Le revenu net s'est chiffré à 692 millions de dollars en 2008, une augmentation de 275 millions, ou de 66 %, par rapport à 2007.

## Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (page 58)

Le groupe a enregistré une perte nette de 525 millions de dollars en 2008, comparativement à une perte nette de 64 millions en 2007.

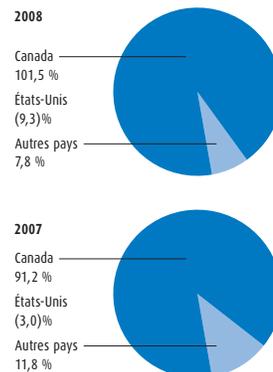
Les normes de répartition des résultats par région et par groupe d'exploitation sont énoncées à la note 27 afférente aux états financiers, à la page 144. Certaines données de l'exercice précédent ont été retraitées, comme nous l'expliquons à la page 25.

### Revenu net par groupe d'exploitation



Les résultats de BMO MC se sont améliorés et les résultats des Services d'entreprise reflètent la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances.

### Revenu net par pays



La hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances a réduit la contribution provenant des États-Unis en 2008.

## Contribution au revenu, aux frais, au revenu net et à l'actif moyen par groupe d'exploitation et par pays (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	Services bancaires Particuliers et entreprises			Groupe Gestion privée			BMO Marchés des capitaux			Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations			Total consolidé		
	2008	2007	2006	2008	2007	2006	2008	2007	2006	2008	2007	2006	2008	2007	2006
<b>Contribution des groupes d'exploitation aux résultats de BMO (%)</b>															
Revenu	59,1	60,5	54,9	20,2	21,9	19,0	23,6	21,1	27,8	(2,9)	(3,5)	(1,7)	100	100	100
Frais	52,1	50,6	51,1	21,4	21,9	21,5	25,4	23,8	25,4	1,1	3,7	2,0	100	100	100
Revenu net	71,6	64,9	48,0	20,0	18,5	12,8	35,0	19,6	32,0	(26,6)	(3,0)	7,2	100	100	100
Actif moyen	38,4	39,6	44,1	2,1	2,0	2,1	58,8	57,4	52,3	0,7	1,0	1,5	100	100	100
<b>Revenu total</b>															
Canada	4 904	4 598	4 455	1 818	1 781	1 612	1 148	1 402	1 390	(257)	(323)	(143)	7 613	7 458	7 314
États-Unis	990	908	905	219	264	276	1 217	492	1 309	(135)	(152)	(134)	2 291	1 512	2 356
Autres pays	133	146	125	30	7	6	47	75	81	91	151	103	301	379	315
	6 027	5 652	5 485	2 067	2 052	1 894	2 412	1 969	2 780	(301)	(324)	(174)	10 205	9 349	9 985
<b>Total des frais</b>															
Canada	2 769	2 637	2 560	1 224	1 180	1 088	884	740	780	134	231	98	5 011	4 788	4 526
États-Unis	802	693	678	237	265	274	740	689	715	(69)	9	28	1 710	1 656	1 695
Autres pays	21	7	9	16	1	1	128	145	117	8	4	5	173	157	132
	3 592	3 337	3 247	1 477	1 446	1 363	1 752	1 574	1 612	73	244	131	6 894	6 601	6 353
<b>Revenu net</b>															
Canada	1 204	1 080	1 027	389	390	333	399	527	506	16	(54)	128	2 008	1 943	1 994
États-Unis	96	116	117	(10)	—	2	296	(71)	352	(566)	(109)	—	(184)	(64)	471
Autres pays	116	187	133	16	5	6	(3)	(39)	(6)	25	99	65	154	252	198
	1 416	1 383	1 277	395	395	341	692	417	852	(525)	(64)	193	1 978	2 131	2 663
<b>Actif moyen</b>															
Canada	125 391	118 748	113 901	5 778	4 787	4 160	105 454	94 125	74 284	(128)	(1 088)	(416)	236 495	216 572	191 929
États-Unis	26 924	23 477	21 890	2 385	2 299	2 379	97 054	80 580	61 220	2 897	4 794	4 828	129 260	111 150	90 317
Autres pays	372	416	463	74	5	6	31 365	32 379	26 307	43	53	109	31 854	32 853	26 885
	152 687	142 641	136 254	8 237	7 091	6 545	233 873	207 084	161 811	2 812	3 759	4 521	397 609	360 575	309 131

# Services bancaires Particuliers et entreprises

Le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises s'est établi à 1 416 millions de dollars en 2008, soit une augmentation de 33 millions, ou de 2 %, par rapport à l'exercice précédent. Les Services bancaires Particuliers et entreprises sont constitués de deux unités d'exploitation de services aux

particuliers et aux entreprises, soit les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-dessous.

## Services bancaires Particuliers et entreprises (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	PE				PE Canada				PE États-Unis			
	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2006	Variation par rapport à 2007 \$ %	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2006	Variation par rapport à 2007 \$ %	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2006	Variation par rapport à 2007 \$ %
Revenu net d'intérêts (bic)	3 984	3 796	3 680	188 5	3 236	3 066	2 941	170 6	748	730	739	18 3
Revenu autre que d'intérêts	2 043	1 856	1 805	187 10	1 801	1 678	1 639	123 7	242	178	166	64 36
Revenu total (bic)	6 027	5 652	5 485	375 7	5 037	4 744	4 580	293 6	990	908	905	82 9
Dotation à la provision pour pertes sur créances	384	358	344	26 7	341	323	314	18 6	43	35	30	8 23
Frais autres que d'intérêts	3 592	3 337	3 247	255 8	2 790	2 644	2 569	146 6	802	693	678	109 16
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 051	1 957	1 894	94 5	1 906	1 777	1 697	129 7	145	180	197	(35) (19)
Impôts sur les bénéfices (bic)	635	574	617	61 11	586	510	537	76 15	49	64	80	(15) (23)
Revenu net	1 416	1 383	1 277	33 2	1 320	1 267	1 160	53 4	96	116	117	(20) (17)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	30	33	31	(3) (10)	2	8	7	(6) (69)	28	25	24	3 12
Revenu net avant amortissement	1 446	1 416	1 308	30 2	1 322	1 275	1 167	47 4	124	141	141	(17) (12)
Profit économique net	678	692	653	(14) (2)								
Rendement des capitaux propres (%)	20,0	20,8	20,9	(0,8)								
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	20,4	21,3	21,4	(0,9)								
Levier d'exploitation avant amortissement (%)	(1,1)	0,3	1,0	n.s.	0,4	0,7	1,7	n.s.	(7,0)	(1,7)	(2,4)	n.s.
Ratio de productivité (bic) (%)	59,6	59,0	59,2	0,6	55,4	55,7	56,1	(0,3)	81,0	76,3	74,9	4,7
Ratio de productivité avant amortissement (bic) (%)	59,0	58,4	58,5	0,6	55,3	55,6	56,0	(0,3)	77,5	72,8	71,6	4,7
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	2,72	2,77	2,82	(0,05)	2,67	2,66	2,66	0,01	3,00	3,37	3,67	(0,37)
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	6 849	6 461	5 994	388 6								
Actif productif moyen	146 294	136 805	130 576	9 489 7	121 381	115 147	110 433	6 234 5	24 913	21 658	20 143	3 255 15
Solde moyen des prêts et acceptations	144 067	136 907	130 937	7 160 5	122 156	116 033	111 499	6 123 5	21 911	20 874	19 437	1 037 5
Solde moyen des dépôts	66 672	64 752	61 980	1 920 3	47 407	45 966	43 998	1 441 3	19 265	18 786	17 982	479 3
Actif sous administration	37 122	33 258	14 978	3 864 12	23 502	14 160	12 741	9 342 66	13 620	19 098	2 237	(5 478) (29)
Effectif : équivalent de durée normale	20 697	20 294	19 353	403 2	16 549	16 734	15 825	(185) (1)	4 148	3 560	3 528	588 17

n.s. – non significatif

## PE États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date

Revenu total	959	833	799	126 15
Frais autres que d'intérêts	773	634	599	139 22
Revenu net	95	107	104	(12) (11)
Revenu net avant amortissement	121	130	125	(9) (7)
Actif productif moyen	24 103	19 855	17 797	4 248 21
Solde moyen des prêts et acceptations	21 203	19 136	17 175	2 067 11
Solde moyen des dépôts	18 657	17 218	15 885	1 439 8

# Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)

## Ce que nous sommes

Nous servons plus de sept millions de clients. En collaboration avec les autres groupes de BMO, nous offrons une gamme complète de produits et services, notamment des solutions pour répondre aux besoins des clients en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance. Nous proposons également une offre intégrée de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils. PE Canada gère un réseau intégré d'envergure nationale qui comprend les succursales de BMO Banque de Montréal, des services bancaires par téléphone ou en ligne, des spécialistes – Prêts hypothécaires, des planificateurs financiers et plus de 2 000 guichets automatiques.



« Nous nous sommes engagés à faire en sorte que chaque interaction avec nous constitue, pour le client, une expérience exceptionnelle. »

**FRANK TECHAR**  
PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION,  
SERVICES BANCAIRES PARTICULIERS  
ET ENTREPRISES – CANADA

### Forces et facteurs de création de valeur

- Une forte position concurrentielle dans les services bancaires aux entreprises, comme en fait foi notre classement au deuxième rang pour la part du marché des prêts aux PME de 5 millions de dollars et moins.
- Des capacités supérieures en matière de gestion du risque qui nous permettent d'offrir à nos clients des solutions de financement en tout temps, quelle que soit la conjoncture.
- Une gamme complète de services bancaires courants et de capacités de paiement combinée à notre programme AIR MILES en matière de fidélisation de la clientèle.
- Une position concurrentielle dans le marché du traitement des transactions électroniques grâce à Solutions Moneris, dont la part du marché canadien s'établit à environ 40 %.
- Une plateforme technologique et des capacités intégrées en matière de gestion des données sur la clientèle qui renforcent l'efficacité de notre modèle de prestation des ventes et du service.
- Une méthode de gestion du rendement efficace incluant la planification, le suivi, l'évaluation et l'assistance professionnelle.

### Défis

- La situation du crédit à l'échelle internationale a augmenté de façon substantielle les coûts de mobilisation des fonds.
- Le rythme du changement et des innovations technologiques s'étant accéléré, les clients ont facilement accès à une gamme de plus en plus vaste de produits et de services offerts par différents fournisseurs.
- La forte concurrence dans le secteur des comptes de dépôt exerce des pressions sur les marges et sur la conservation de la clientèle.
- La demande relative à l'embauche et au maintien d'employés hautement qualifiés est de plus en plus forte dans les régions et les secteurs à croissance élevée.
- Le resserrement des normes de gouvernance, de sécurité de l'information et de gestion des fraudes par les organismes de réglementation exerce une pression accrue sur nos ressources.

## Nos secteurs d'activité

Les **Services bancaires aux particuliers** offrent des solutions financières pour répondre aux besoins des clients en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement et d'assurance. Environ 20 % des ménages au Canada font affaire avec nous. Notre réseau de vente et de distribution multicircuits intégré d'envergure nationale permet d'offrir commodité et choix aux clients pour répondre à leurs besoins bancaires.

Les **Services bancaires aux entreprises** offrent à notre clientèle de petites entreprises, de PME et de moyennes entreprises une vaste gamme de produits et services bancaires. Nous proposons une offre intégrée de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils.

Les **Services de cartes et de règlement** offrent des options de paiement souples et sécuritaires à nos clients. Nous sommes le plus important émetteur de cartes MasterCard au Canada.

### VISION

Être la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle.

### MOYENS DE DIFFÉRENCIATION

- Exceller en matière de vente et de gestion du rendement.
- Tirer parti de nos connaissances sur les clients pour proposer de nouvelles offres et faire progresser les résultats de notre programme de marketing.
- Concentrer nos investissements et affecter nos ressources de façon à maximiser les occasions d'affaires et de distribution de valeur supérieure.
- Repenser nos processus de base et tirer parti de nos technologies pour améliorer l'expérience client, accroître la disponibilité des employés de première ligne et réduire les coûts d'exploitation.
- Se doter d'un effectif de qualité supérieure et former des gestionnaires hiérarchiques qui exercent un leadership fort.

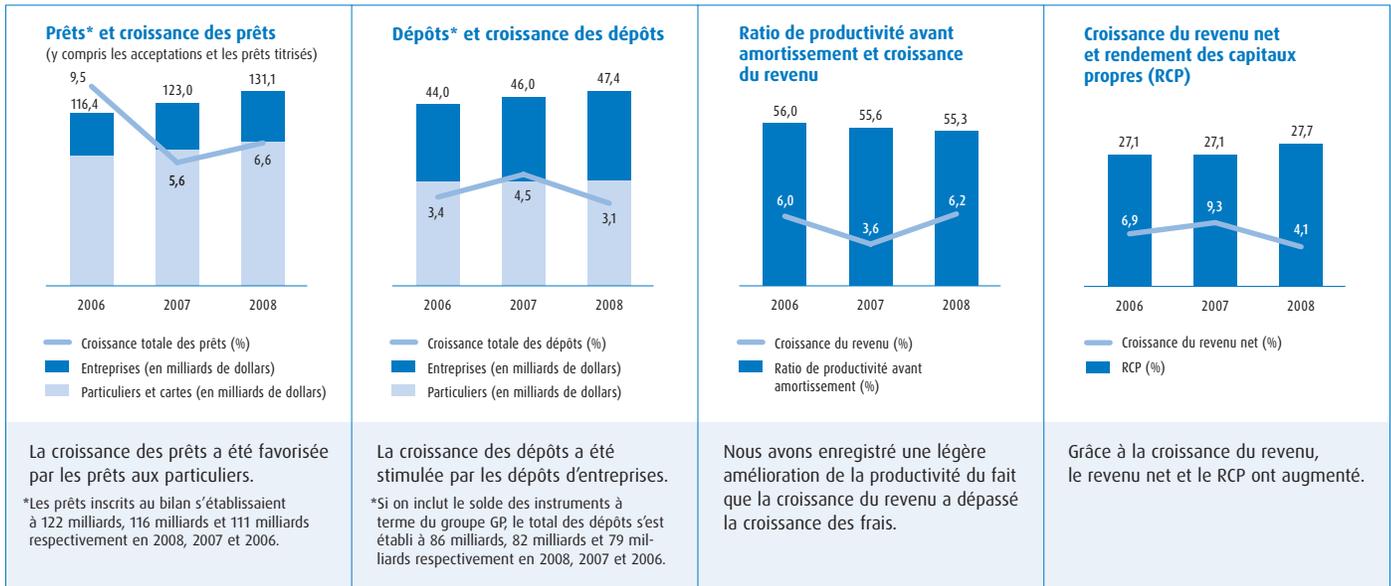
### STRATÉGIES

Dans le but de réussir sur le marché canadien, nous allons offrir une expérience client de qualité supérieure en tout temps et maximiser la productivité de notre réseau de vente et de distribution. Nos stratégies principales sont les suivantes :

- Dans le secteur des services aux particuliers, offrir une expérience client qui nous permette de nous démarquer et continuer à améliorer notre méthode de gestion du rendement.
- Dans le secteur des services aux entreprises, améliorer la qualité et la constance de l'expérience client pour les segments des entreprises commerciales et des petites entreprises en mettant l'accent sur les besoins des clients et en maintenant une approche rigoureuse en matière de gestion du rendement.
- Tirer davantage parti de notre populaire offre de produits de cartes de crédit pour offrir des solutions qui répondent aux besoins des divers segments de notre clientèle.

Principaux facteurs et mesures de rendement	2008	2007	2006
Revenu – services bancaires aux particuliers, assurance et autres (en millions de dollars)	<b>2 565</b>	2 464	2 370
Croissance des prêts aux particuliers (%) 1)	<b>5,0</b>	4,3	10,9
Croissance des dépôts de particuliers (%)	<b>1,1</b>	0,3	0,4
Revenu – services bancaires aux entreprises (en millions de dollars)	<b>1 364</b>	1 351	1 274
Croissance des prêts aux entreprises (%) 1)	<b>9,5</b>	8,1	6,4
Croissance des dépôts d'entreprises (%)	<b>5,6</b>	10,0	7,6
Revenu tiré des services de cartes (en millions de dollars)	<b>1 108</b>	929	936
Croissance des prêts sur cartes de crédit (%)	<b>13,8</b>	12,0	7,0
Lever d'exploitation (%)	<b>0,7</b>	0,7	1,8
Croissance du revenu (%)	<b>6,2</b>	3,6	6,0
Indice d'engagement des employés (%) 2)	<b>73</b>	75	73

1) Y compris les prêts à la consommation, les prêts hypothécaires, les acceptations et les prêts titrisés.  
2) Source : Sondage annuel auprès des employés de BMO effectué par Burke Inc., entreprise de recherche indépendante.



## Objectifs et réalisations du groupe en 2008

### Continuer à améliorer l'expérience client et se démarquer de la concurrence sur le marché canadien.

- Nous avons adopté, à l'échelle de l'organisation, une approche centrée sur le client. Nous avons clairement défini l'expérience client que nous voulons offrir et établi des normes précises en vue d'encourager les employés de première ligne à démontrer de manière constante les comportements souhaités. Nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle sont en progression constante, notre base de clientèle s'est accrue et nous consolidons les relations établies avec les clients.

### Continuer à améliorer nos méthodes de gestion du rendement pour enregistrer des résultats plus élevés en matière de croissance des revenus et de fidélisation de la clientèle.

- Nous avons abordé la gestion du rendement dans une perspective plus rigoureuse afin que les choses soient claires, concises et simples. Nous avons élaboré des grilles de performance individuelle de façon que tous les employés comprennent le rôle qu'ils ont à jouer pour permettre à l'organisation d'atteindre ses objectifs, et que les employés en contact direct avec la clientèle se sentent responsables du succès financier de l'organisation et de l'amélioration de l'expérience client.

### Proposer de nouvelles offres irrésistibles qui feront progresser nos résultats.

- Nous lançons de nouvelles offres sur le marché dans des délais plus courts et consolidons notre présence sur le marché. Parmi les offres attrayantes qui ont été présentées récemment, mentionnons les milles de récompense AIR MILES liés à l'utilisation des cartes de débit, la nouvelle carte MasterCard Mosaik Shell et la carte MasterCard Mosaik assortie de l'option de récompense AIR MILES Or. La MargExpress sur valeur domiciliaire a contribué de façon importante à la croissance de notre portefeuille de prêts personnels.

### Continuer à investir dans notre réseau de vente et de distribution de façon à nous positionner pour accroître les affaires.

- Nous avons continué à investir dans notre réseau de vente et de distribution et amélioré notre stratégie en matière de sélection d'emplacements, de choix du moment et de pénétration de nouveaux marchés. Nous avons ouvert 16 succursales dans des régions à croissance élevée, en avons réorganisé 19 et rénové 15 autres.

### Repenser nos processus de base et nos technologies pour offrir une expérience client de qualité exceptionnelle, accroître la capacité du personnel de première ligne et réduire les coûts.

- Nous avons systématiquement repéré les occasions d'améliorer l'expérience client, mis nos processus à jour dans l'optique de les rendre plus conviviaux pour les clients, écourté les délais et amélioré les niveaux de satisfaction de la clientèle.
- Nous avons simplifié le processus d'ouverture de compte afin de le rendre plus rapide et plus efficace pour le client, ce qui nous a permis de consacrer davantage de temps aux entretiens visant à ajouter de la valeur.
- Grâce à une révision exhaustive de notre processus d'octroi de crédit, nous avons amélioré l'efficacité de notre circuit de prestation de services en ligne en matière d'enregistrement des prêts.

### Objectifs du groupe en 2009

- Continuer à améliorer l'expérience client et se démarquer de la concurrence sur le marché canadien.
- Tirer parti des améliorations apportées à notre méthode de gestion du rendement pour faire progresser les résultats en matière de revenus et de fidélisation de la clientèle.
- Proposer de nouvelles offres irrésistibles qui feront progresser nos résultats.
- Améliorer la productivité de notre réseau de vente et de distribution.
- Repenser nos processus de base et nos technologies pour offrir une expérience client de qualité exceptionnelle, accroître la capacité du personnel de première ligne et réduire les coûts.

## Contexte et perspectives au Canada

En 2008, le contexte commercial canadien a été marqué par le fléchissement des taux d'emploi, les turbulences sur les marchés financiers et les effets du ralentissement économique à l'échelle mondiale. Même si l'activité économique intérieure, tout compte fait, a été plus forte au Canada qu'aux États-Unis, on s'attend à un ralentissement de la croissance économique au pays. Le solde des prêts hypothécaires à l'habitation a continué de croître en 2008, malgré l'affaiblissement du marché de l'habitation. La croissance des dépôts des particuliers en 2008 reflète l'augmentation du revenu disponible des particuliers constatée au début de l'année, la hausse modeste du taux d'épargne et une aversion marquée pour le risque parmi les investisseurs. Du côté des services bancaires aux entreprises, on a enregistré des niveaux d'activité élevés au début de l'année qui ont contribué à la croissance des prêts à ce secteur, et un ralentissement de la croissance des dépôts d'entreprises.

On s'attend à ce que la croissance du volume d'affaires soit faible en 2009. En ce qui a trait aux services bancaires aux particuliers, la baisse des taux de croissance de l'emploi et du revenu risque de tempérer la croissance des dépôts des particuliers, des prêts personnels et des prêts sur cartes de crédit. Le ralentissement de la croissance du marché immobilier résidentiel est à prévoir avec l'essoufflement du secteur de la construction domiciliaire et la baisse du prix des maisons neuves. Pour ces raisons, un ralentissement de la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation est susceptible de se produire. Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, les prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation et les prêts aux entreprises risquent de subir un repli important par rapport aux niveaux de 2008 en raison du déclin de la croissance économique prévu en Amérique du Nord, et la croissance des dépôts d'entreprises devrait également suivre la même tendance.

## Résultats financiers des Services bancaires PE – Canada

Le revenu net des Services bancaires PE – Canada a atteint 1 320 millions de dollars, une hausse de 53 millions, ou de 4 %, par rapport à l'exercice précédent. En 2007, le revenu net avait progressé de 52 millions de dollars en raison de l'incidence nette des facteurs suivants : un gain de 107 millions de dollars (83 millions après impôts) provenant de la vente d'actions de MasterCard, un recouvrement de 57 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, un gain sur assurances de 26 millions de dollars (23 millions après impôts) et un gain de 14 millions (9 millions après impôts) sur un titre de placement, moins un rajustement de 185 millions (120 millions après impôts) pour augmenter le passif lié aux futurs échanges de récompenses dans le cadre de notre programme de fidélisation des clients qui sont titulaires de nos cartes de crédit. Abstraction faite de l'incidence des éléments susmentionnés, le revenu net s'est accru de 105 millions de dollars, ou de 9 %.

Le revenu a progressé de 293 millions de dollars, ou de 6 %, et s'est établi à 5 037 millions. Abstraction faite de l'incidence des éléments applicables susmentionnés, le revenu s'est accru de 255 millions de dollars, ou de 5 %.

Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, le revenu a augmenté de 101 millions de dollars, ou de 4 %. Après rajustement pour tenir compte d'un gain sur assurances de 26 millions en 2007, le revenu s'est accru de 127 millions, ou de 5 %. Cette augmentation s'explique par l'augmentation du volume des prêts aux particuliers, des prêts hypothécaires établis par les succursales et des dépôts de particuliers, ainsi que par une répartition favorable des produits, l'accroissement des revenus de titrisation et une journée supplémentaire en 2008. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la diminution des frais de refinancement hypothécaire et des revenus d'assurances.

Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, le revenu s'est accru de 13 millions de dollars, ou de 1 %. Après rajustement pour tenir compte d'un gain sur un titre de placement en 2007, la hausse du revenu s'est établie à 27 millions de dollars, ou à 2 %. Cette augmentation découle de la croissance des volumes, partiellement neutralisée par des pertes nettes sur titres en 2008 et l'incidence de l'augmentation des coûts de mobilisation des fonds.

Le revenu des services de cartes et de paiement a augmenté de 179 millions de dollars, ou de 19 %. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence nette de 78 millions du gain provenant de la vente d'actions de MasterCard et de l'augmentation du passif dans le cadre de notre programme de fidélisation de la clientèle, le revenu a progressé de 101 millions, ou de 10 %. Cette amélioration s'explique par un volume plus élevé des transactions sur cartes de crédit et la croissance accélérée des soldes, ainsi que par la hausse des revenus provenant de Moneris. BMO détient 50 % de la coentreprise Moneris, un des chefs de file en Amérique du Nord du traitement des paiements par cartes de débit ou de crédit.

Au cours de l'exercice, nous avons conclu une entente dans le but de transférer le passif associé à notre programme de fidélisation de la clientèle à Loyalty Management Group Canada Inc. (LMGCI), notre associé du programme de récompense AIR MILES. Cette transaction n'a donné lieu à aucun gain important. De plus, nous avons renégocié et prolongé la durée de l'entente conclue avec LMGCI relativement à l'émission des milles de récompense AIR MILES. En vertu de cette entente, nous ne détenons plus de passif lié aux futurs échanges de récompenses AIR MILES et, par conséquent, ne sommes plus exposés au risque lié aux changements dans les habitudes d'échange de récompenses. Les coûts d'exploitation du programme n'ont pas varié de façon importante, à la suite de cette entente.

La marge nette d'intérêts globale de PE Canada s'est établie à 2,67 %, en hausse de 1 point de base par rapport à l'exercice précédent, la croissance des volumes des produits plus rentables ayant été compensée par l'augmentation des coûts de mobilisation des fonds.

Les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 2 790 millions de dollars, une hausse de 146 millions, ou de 6 %, par rapport à 2007. Cette hausse est attribuable aux dépenses liées à divers projets tels que l'expansion et la rénovation de notre réseau de succursales, et l'amélioration de la technologie des puces pour les cartes de débit et de crédit, de même qu'à l'augmentation des coûts d'exploitation et à la hausse des frais liés à Moneris. Notre ratio de productivité avant amortissement s'est établi à 55,3 %, ce qui représente une amélioration de 30 points de base par rapport à 2007, la croissance des revenus ayant dépassé celle des frais.

# Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)

## Ce que nous sommes

« Nous sommes la banque qui aide. » Nous servons plus de 1,2 million de clients dans des marchés choisis du Midwest américain en travaillant en collaboration avec les autres secteurs de Harris et de BMO. Nous voulons offrir aux clients la possibilité de faire affaire avec nous de la façon qu'ils préfèrent – que ce soit en ligne, en personne ou au téléphone. Le rôle actif que nous jouons dans la collectivité nous permet d'utiliser notre connaissance du milieu, notre équipe de vente spécialisée et un réseau de distribution intégré comprenant plus de 280 succursales, un centre d'appel, des services bancaires en ligne et plus de 640 guichets automatiques pour offrir à nos clients un service de la plus grande qualité.



« Nous offrons à nos clients l'aide dont ils ont besoin pour prendre leurs décisions financières en toute confiance. »

**ELLEN COSTELLO**  
PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION,  
HARRIS FINANCIAL CORP.

### Forces et facteurs de création de valeur

- Une tradition riche de 125 ans dans le Midwest américain, une marque bien établie – Harris – et un engagement à l'égard de l'excellence du service.
- Une forte pénétration du marché grâce à un réseau de plus de 280 succursales bien situées dans des collectivités de la région de Chicago, en Indiana et au Wisconsin, qui permettent aux clients d'effectuer leurs transactions à l'endroit de leur choix, de même qu'en ligne et par l'entremise de notre centre d'appel.
- Des relations étroites avec les collectivités, les entreprises locales et les dirigeants du milieu.
- Une approche des services bancaires à la collectivité axée sur une expérience client distinctive, des offres de produits concurrentiels, un réseau de distribution efficace incluant un centre d'appel, des services bancaires en ligne et des guichets automatiques, ainsi que de solides capacités en matière de gestion des ventes et de marketing.
- La faculté de mettre à profit les capacités et l'envergure de BMO Groupe financier, tout en misant sur la délégation de pouvoirs et la responsabilisation, les connaissances et l'engagement à l'échelle locale.

### Défis

- La conjoncture économique est mauvaise, compte tenu de la contraction des marchés du crédit, de l'évolution de la réglementation et du climat d'incertitude qui persiste relativement à la vigueur de l'économie d'ensemble.
- Le marché de la région de Chicago demeure vivement concurrentiel dans un contexte de consolidation du marché américain, les banques se livrant une concurrence féroce sur le plan de la tarification pour assurer la croissance de leur portefeuille de dépôts.

## Nos secteurs d'activité

Les **Services bancaires PE – États-Unis** offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises, notamment des services de dépôt et d'investissement, des prêts hypothécaires, des prêts à la consommation, des prêts aux entreprises, des services de gestion de trésorerie et autres services.

### VISION

Être la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle.

### MOYENS DE DIFFÉRENCIATION

- Une culture qui privilégie de prêter assistance aux clients de mille et une manières inattendues et qui leur offre l'information et les conseils proactifs dont ils ont besoin pour prendre des décisions financières avisées et se sentir confiants de choisir Harris comme fournisseur de services financiers.
- Des leaders exceptionnels et dynamiques qui ont les connaissances, les relations, les compétences et l'autorité nécessaires pour agir de manière résolue et responsable.
- Une philosophie axée sur la formation et l'assistance professionnelle continues qui permet de développer les capacités de notre personnel de première ligne et de l'amener à dépasser les attentes.
- Une méthode de gestion du rendement rigoureuse et transparente, alignée sur nos objectifs, qui récompense les employés au rendement remarquable et motive ceux dont le rendement est insatisfaisant.
- Une approche communautaire et une stratégie de commercialisation sélective très efficaces qui font appel à une expertise centralisée et confirmée alliée à une connaissance approfondie du marché local.

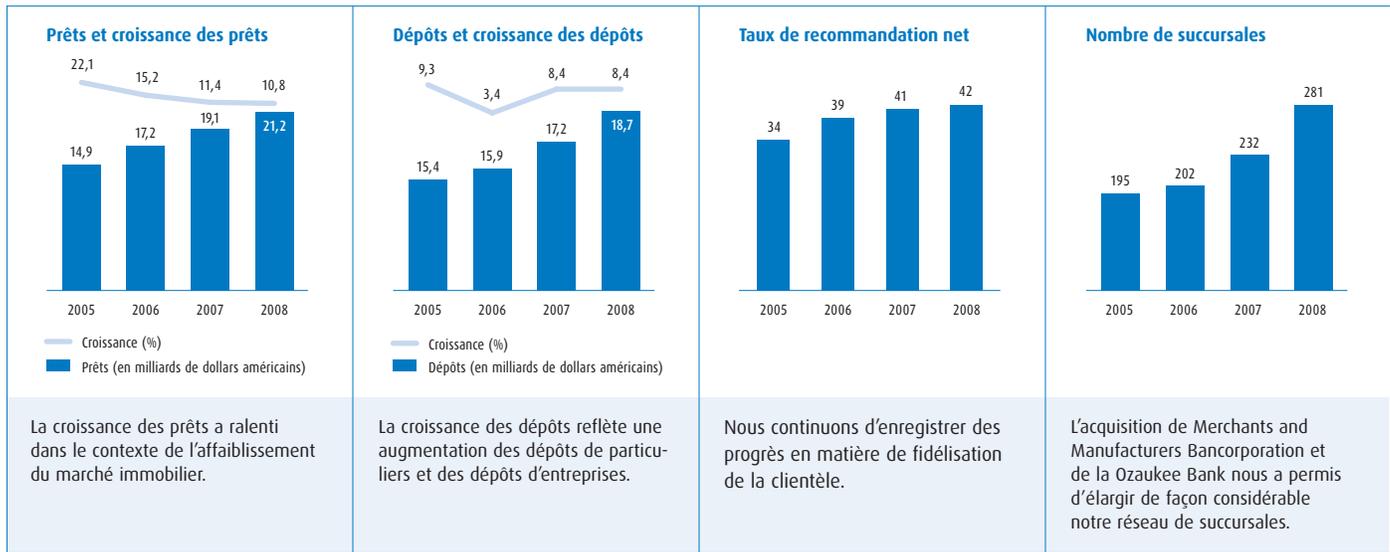
### STRATÉGIES

- Offrir une expérience client distinctive, prêter assistance aux clients de mille et une manières inattendues, et satisfaire leurs besoins et préférences en évolution.
- Offrir, en partenariat avec le groupe Gestion privée, une expérience intégrée et distinctive aux clients qui ont des besoins en matière de gestion de patrimoine.
- Intensifier nos activités dans le secteur des services aux entreprises afin de devenir un acteur de premier plan dans nos marchés en développant activement nos capacités et en faisant converger davantage nos efforts sur ce segment.
- Poursuivre l'expansion de notre réseau de distribution, tant par les acquisitions que la croissance interne, en tirant avantage de l'évolution récente des marchés et des événements survenus dans notre secteur.
- Accroître la productivité en implantant une culture axée sur le rendement et en affectant nos meilleurs employés à des postes clés aux responsabilités bien établies en vue de l'obtention de résultats.

Principaux facteurs et mesures de rendement	2008	2007	2006
Croissance du solde moyen des prêts en dollars américains (%)	<b>10,8</b>	11,4	15,2
Croissance du solde moyen des dépôts en dollars américains (%)	<b>8,4</b>	8,4	3,4
Lever d'exploitation avant amortissement (%)	<b>(7,0)</b>	(1,7)	(2,4)
Nombre de succursales	<b>281</b>	232	202
Indice d'engagement des employés 1)	<b>74</b>	72	69
Taux de recommandation net 2)	<b>42</b>	41	39

1) Source : Sondage annuel auprès des employés de BMO effectué par Burke Inc., entreprise de recherche indépendante.

2) Mesure de fidélisation de la clientèle.



## Objectifs et réalisations du groupe en 2008

### Améliorer nos résultats financiers, en mettant l'accent sur la croissance des revenus et la gestion efficace des coûts.

- Les revenus se sont accrus de 15 %; cependant, le ratio de productivité avant amortissement, abstraction faite des coûts d'intégration, a reculé de 370 points de base, reflétant le contexte économique et concurrentiel difficile.

### Continuer à améliorer l'expérience client, de façon à offrir un service de qualité supérieure pour conserver les clients existants, élargir nos relations avec eux, et attirer de nouveaux clients.

- Notre taux de recommandation net, qui continue de s'améliorer, est passé de 41 à 42, alors que la moyenne des taux enregistrés par les banques de réseau et les banques locales a subi un recul.
- Nous avons augmenté de 27 % le volume des indications, grâce au programme One Harris visant à stimuler la vente des produits dans tous nos secteurs d'activité.
- Nous avons établi des normes pour mieux définir – et s'assurer d'offrir – une expérience client de qualité supérieure.

### Accroître la productivité de nos équipes de vente dans tous nos secteurs d'activité.

- Le taux d'indication interne par représentant a augmenté de 21 % depuis l'an dernier.
- Les prêts consentis aux moyennes entreprises ont enregistré une hausse de 62 % depuis l'an dernier.

### Renforcer notre équipe de vente de services aux entreprises à Chicago et dans les régions avoisinantes.

- Nous avons engagé plus de 40 employés dans le secteur des services aux entreprises.
- Notre base de moyennes entreprises clientes s'est accrue de 6 % dans un marché calme.

### Poursuivre notre expansion dans le Midwest américain.

- Nous avons réalisé l'intégration de nos acquisitions au Wisconsin, ce qui nous a permis d'élargir notre réseau de succursales qui en compte actuellement plus de 280.
- L'efficacité réalisée au titre des coûts d'intégration exceptionnels et des charges d'exploitation a été supérieure au scénario original établi.

### Objectifs du groupe en 2009

- Améliorer nos résultats financiers en mettant l'accent sur la croissance des revenus et la gestion efficace des coûts.
- Continuer à tirer parti de notre position de chef de file dans la région de Chicago et à accroître notre présence et notre visibilité dans tous les autres marchés où nous choisissons d'exercer des activités.
- Offrir une expérience client qui nous permet de nous démarquer et qui encourage le client à recommander notre organisation, notre taux de recommandation net reflétant les progrès enregistrés en matière de fidélisation de la clientèle.

## Contexte et perspectives aux États-Unis

Le marché des services financiers de la région de Chicago, qui compte plus de 250 banques, demeure l'un des plus fragmentés aux États-Unis. Depuis 1997, Harris et les deux autres plus grandes banques détiennent ensemble entre 25 % et 30 % du marché des services de dépôt aux particuliers et aux entreprises. La région de Chicago demeure un marché fortement convoité du fait qu'il est fragmenté et qu'il présente un potentiel de croissance élevé. Les institutions concurrentes s'efforcent de conquérir une part de marché au moyen d'acquisitions, d'une tarification alléchante, ou encore en misant davantage sur le marketing de la marque. L'acquisition de la LaSalle Bank par la Bank of America et de la Washington Mutual par la J.P. Morgan Chase aura pour effet de changer le paysage concurrentiel en raison de la consolidation accrue du marché.

Nous croyons que le marché local de Chicago et les marchés du crédit demeureront en position de faiblesse en 2009, suivant l'économie américaine dans son ensemble. La mise en œuvre de pratiques de crédit plus rigoureuses et la baisse du prix des maisons continueront probablement à tempérer la demande de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts sur valeur domiciliaire. Le niveau des dépenses de consommation demeure faible et il risque de s'affaiblir davantage si le prix des maisons continue à baisser.

En 2009, nous comptons poursuivre nos efforts en vue d'élargir notre réseau de distribution par la croissance interne et possiblement des acquisitions en tirant profit de manière opportune des perturbations du marché. Nous allons nous employer à améliorer nos résultats financiers en concentrant nos efforts sur la croissance des revenus et la gestion efficace des coûts. Nous misons sur l'établissement de relations durables avec les clients pour consolider notre réputation de banque orientée client et offrant un service de qualité supérieure.

## Résultats financiers des Services bancaires PE – États-Unis

Le revenu net des Services bancaires PE – États-Unis s'est établi à 96 millions de dollars en 2008, une diminution de 20 millions, ou de 17 %, par rapport à 2007. En dollars américains, le revenu net a reculé de 12 millions, ou de 11 %. Les montants indiqués ci-après sont exprimés en dollars américains.

Le revenu s'est accru de 126 millions de dollars, ou de 15 %, et s'est établi à 959 millions. Cette augmentation découle essentiellement des acquisitions (51 millions de dollars) et au gain réalisé sur la vente d'une partie de notre investissement dans Visa, dans le cadre de son premier appel public à l'épargne (38 millions de dollars) qui a connu un franc succès. Le reste de l'augmentation reflète la croissance des volumes et l'élargissement des marges sur les dépôts, de même que l'augmentation des revenus tirés des frais. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par l'incidence des difficultés sur les marchés du crédit.

La marge nette d'intérêts s'est rétrécie de 37 points de base principalement en raison de l'incidence évaluée à 22 points de base d'un transfert de portefeuille des Services d'entreprise, des niveaux plus élevés des prêts non productifs et de la vive concurrence dans le marché. La réduction globale de la marge nette d'intérêts a été atténuée par les mesures tarifaires appliquées à certaines catégories de prêts et de dépôts.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 139 millions de dollars, ou de 22 %, et se sont établis à 773 millions. Si on fait abstraction d'une provision pour litige de 24 millions de dollars liée au premier appel public à l'épargne de Visa, ainsi que des coûts d'exploitation et d'intégration liés aux acquisitions d'entreprises à hauteur de 55 millions, les frais se sont accrus de 60 millions de dollars, ou de 9,5 %. Le reste de l'augmentation reflète nos efforts continus et ciblés en matière d'investissement et d'expansion, notamment les coûts associés à l'ouverture déjà prévue de succursales, au renforcement de notre équipe de vente et à la publicité, l'augmentation des coûts liés à la conjoncture difficile du marché du crédit et les coûts associés à l'accroissement des volumes d'affaires. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par l'incidence de nos initiatives en matière de gestion des frais.

Le ratio de productivité avant amortissement de PE – États-Unis a reculé de 470 points de base et se situe à 77,5 %. Si on fait abstraction des coûts liés à l'intégration des acquisitions à hauteur de 23 millions de dollars, le ratio de productivité avant amortissement s'est établi à 75,1 %.

# Groupe Gestion privée (groupe GP)

## Ce que nous sommes

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit toutes les unités de BMO Groupe financier offrant des services de gestion de patrimoine. Sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, il sert une grande diversité de segments de clientèle, du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons une vaste gamme de produits et de solutions de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne au Canada, et des services de gestion bancaire privée et des produits de placement au Canada et aux États-Unis.



« Dans le secteur de la gestion de patrimoine, nous créons l'expérience client exceptionnelle en clarifiant les questions financières, en proposant des solutions novatrices et en offrant des conseils éclairés et personnalisés. »

**GILLES OUELLETTE**  
PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION  
GROUPE GESTION PRIVÉE

### Forces et facteurs de création de valeur

- Prestige, reconnaissance et fiabilité des marques BMO, BMO Nesbitt Burns et Harris.
- Importante présence sur le marché national canadien.
- Présence stratégique dans la région de Chicago et dans certains marchés choisis des États-Unis où les services de gestion de patrimoine connaissent une forte croissance.
- Vaste gamme d'offres aux clients primées et leadership reconnu en matière de service à la clientèle.
- Accès à la vaste clientèle et au réseau de distribution étendu de BMO à l'échelle du Canada et des États-Unis.

### Défis

- Composer avec notre sensibilité aux marchés des capitaux et à l'évolution du secteur de la réglementation.
- Accélérer notre croissance et améliorer notre rendement dans le contexte de la consolidation du marché des services de gestion de patrimoine aux États-Unis.
- Accroître notre équipe de vente de premier ordre dans un marché extrêmement compétitif.

## Nos secteurs d'activité

Les **services de placement traditionnels** offerts par BMO Nesbitt Burns consistent en une gamme complète de services-conseils en matière de placement et de gestion de patrimoine. Nous visons à devenir la firme de courtage traditionnel la plus performante à l'échelle de l'Amérique du Nord. BMO Nesbitt Burns stimule la croissance des placements en tirant profit de la grande satisfaction de notre clientèle, de notre large éventail de produits et de notre culture axée sur le rendement.

Les **services de courtage en ligne**, qui sont dispensés au Canada par BMO Ligne d'action, permettent aux titulaires d'un compte autogéré d'effectuer comme ils l'entendent la planification, les recherches et la gestion que nécessitent leurs décisions de placement. Nous cherchons à offrir une expérience client de qualité supérieure, à comprendre et à prévoir les besoins de nos clients en matière de placement et à aider ces derniers à faire fructifier leur actif financier. En fournissant une large gamme de services en direct novateurs à des segments de clientèle clés, nous attirerons de nouveaux clients en plus d'accroître le volume de transactions de nos clients existants.

La **gestion bancaire privée en Amérique du Nord** est offerte par l'intermédiaire de BMO Banque privée Harris au Canada et de Harris Private Bank aux États-Unis. Nous cherchons à tirer profit de nos services complets de gestion de patrimoine et à poursuivre le développement de notre proposition de valeur intégrée, qui offre aux clients à valeur nette élevée et très élevée une expérience client unique grâce à des offres allant des solutions individuelles spécifiques aux stratégies de gestion de patrimoine complexes résultant d'un travail d'équipe.

Les **produits de placement** sont offerts par l'intermédiaire de Produits de placement destinés aux particuliers et de Gestion de l'actif de BMO. Les Produits de placement destinés aux particuliers regroupent BMO Fonds d'investissement, BMO Guardian et BMO Placements à terme. Nous aidons nos clients à bien préparer leur avenir en leur fournissant des solutions de placement à long terme éprouvées, en comprenant nos clients, nos concurrents et notre secteur d'activité et en offrant un solide réseau de distribution multicircuits. BMO Fonds d'investissement propose une large gamme de produits ciblés et des conseils spécialisés en fonction des différentes étapes de la vie à ses principaux segments de clientèle canadiens. BMO Guardian fournit des produits et services de placement aux particuliers par l'entremise d'intermédiaires financiers – principalement le circuit des services-conseils. BMO Placements à terme s'attache avant tout à offrir aux particuliers des solutions et des conseils novateurs en matière de protection du capital. Par l'intermédiaire de Jones Heward Conseiller en valeurs et de HIM Money, situées à Toronto, de Harris Investment Management, à Chicago, et de Pyrford International, à Londres, Gestion de l'actif de BMO offre des solutions de gestion de placements aux particuliers et institutions faisant partie de la clientèle interne et externe.

### VISION

Être le fournisseur de solutions de gestion de patrimoine modèle en matière d'expérience client exceptionnelle, afin d'aider nos clients à se constituer un actif, à le préserver et à le faire croître.

### MOYENS DE DIFFÉRENCIATION

- Offrir une expérience client exceptionnelle et simplifier les questions financières complexes.
- Collaborer efficacement au sein du groupe GP et avec les autres entités de BMO Groupe financier.
- Attirer, développer et retenir les talents les plus prometteurs.

### STRATÉGIES

- Nous atteindrons le succès en offrant une expérience client exceptionnelle qui répond aux besoins de gestion de patrimoine de nos clients et en continuant d'améliorer la productivité de nos équipes de vente. À cette fin, nous allons :
- offrir des solutions de gestion de patrimoine de premier choix dans l'intention d'aider nos clients à planifier leurs années de retraite et à faire des placements en ce sens;
- améliorer nos modèles de gestion et investir sélectivement pour créer davantage de valeur;
- créer une culture axée sur l'innovation.

### Principaux facteurs et mesures de rendement

	2008	2007	2006
Augmentation (diminution) de l'actif sous gestion (%) 1) 2)	(16,2)	9,0	14,1
Augmentation (diminution) de l'actif sous gestion, de l'actif sous administration et des dépôts à terme (%) 1) 2) 3)	(9,7)	7,4	12,9
Augmentation (diminution) de l'effectif (EDN) (%) 4)	4,2	3,9	(0,9)

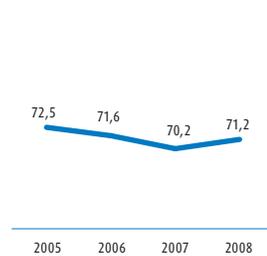
- 1) Excluant l'incidence des variations du taux de change entre les dollars canadien et américain.
- 2) Excluant l'incidence du transfert à PE États-Unis des actifs des services de fiducie et de garde de titres aux institutions en 2007.
- 3) Les données des exercices antérieurs ont été rajustées pour tenir compte du reclassement d'éléments de l'actif sous administration dans l'actif sous gestion et de l'augmentation de l'actif sous administration par suite d'un changement d'évaluation.
- 4) Excluant les activités vendues ou transférées : HarrisDirect, les services de régime de retraite et Harris Insight Funds.

**Actif sous gestion et sous administration, y compris les dépôts à terme**

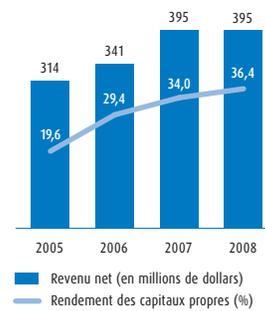
(en milliards de dollars)



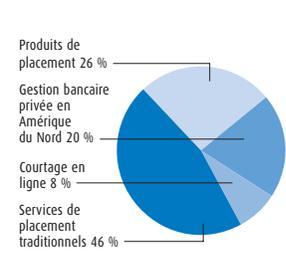
L'actif a diminué de 9,7 %, abstraction faite de l'incidence du raffermissement du dollar américain, reflétant la faiblesse des marchés.

**Ratio de productivité avant amortissement (%)**

Abstraction faite des éléments notables, la productivité avant amortissement a atteint 71,2 %, mais est demeurée stable à 70,2 %, le groupe GP ayant recherché l'équilibre entre les investissements pour l'avenir et la situation actuelle des marchés.

**Revenu net et rendement des capitaux propres**

Abstraction faite des éléments notables, le revenu net s'est établi à 414 millions, en hausse par rapport au niveau record de l'exercice précédent, malgré la situation difficile des marchés.

**Revenus par secteur d'activité en 2008 (%)**

La gestion de patrimoine aux États-Unis représente 12 % du total des revenus du groupe Gestion privée, abstraction faite des éléments notables.

## Objectifs et réalisations du groupe en 2008

**Améliorer l'expérience client en rationalisant nos processus et en offrant des outils et des solutions évolués conçus pour aider nos clients à atteindre leurs objectifs financiers.**

- Nous avons continué d'investir dans la plateforme technologique pour les conseillers en placement afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle, et d'accroître la satisfaction des clients et la productivité de l'équipe de vente.
- Nous avons investi dans un nouveau logiciel de planification financière afin d'uniformiser la plateforme technologique utilisée à l'échelle de l'organisation et de nous permettre d'offrir une expérience client exceptionnelle.

**Satisfaire les besoins des clients en maintenant notre niveau élevé de collaboration interne et d'indications de clients.**

- Nos équipes de vente au Canada et aux États-Unis ont transmis de façon constante un volume très important d'indications de clients qui dépasse les niveaux élevés atteints au cours de l'exercice précédent.
- Nous avons maintenu notre partenariat avec PE Canada et PE États-Unis afin de repérer les occasions de mieux évaluer la complexité des besoins de nos clients et de leur offrir des solutions appropriées.
- En partenariat avec PE États-Unis, nous avons ouvert six nouvelles succursales qui offrent des services de gestion de patrimoine en plus des services bancaires aux particuliers classiques dans la région de Chicago.

**Renforcer nos équipes de vente et innover au sein des circuits de ventes pour stimuler la croissance des revenus.**

- En 2008, le groupe GP a accru son effectif de 173 employés en équivalent de durée normale (EDN), surtout dans les secteurs des ventes et du soutien aux ventes.
  - Les services de placement traditionnels comptent maintenant un plus grand nombre de conseillers en placement et d'employés de soutien.
  - BMO Ligne d'action a accru l'effectif de ses centres d'appel et son personnel de vente afin de soutenir les succursales offrant des services de détail.
  - BMO Banque privée Harris s'est adjoint de nouveaux conseillers en placement, de nouveaux conseillers et directeurs de comptes, Gestion de patrimoine, ainsi que du personnel de soutien aux ventes.
- Nous nous sommes associés à PE Canada pour élargir l'équipe de vente du secteur des placements destinés aux particuliers dans certains marchés choisis.

**Autres réalisations**

- Pour la deuxième année de suite, BMO Fonds d'investissement a obtenu le Mutual Fund Service Award de Dalbar, Inc. pour la qualité globale de son service à la clientèle, dans les catégories francophone et anglophone.
- BMO Ligne d'action a été reconnu comme le site de courtage en ligne le plus rapide au Canada par Gómez Canada et *The Globe and Mail* l'a classé au premier rang des services de courtage en ligne appartenant à une banque dans son 10<sup>e</sup> classement annuel des services de courtage en ligne.
- Quatre fonds gérés par le groupe Gestion privée ont reçu en 2008 un prix Lipper qui reconnaît l'excellence en matière de rendement des fonds : BMO Fonds de ressources, BMO Fonds de dividendes, Fonds mondial de technologie BMO Guardian et Phoenix Insight Value Equity Fund (pour lequel Harris Investment Management agit comme sous-conseiller).
- BMO Fonds Guardian a remporté le Prix canadien d'investissement 2007 dans la catégorie Actions de science et technologie.
- Nous avons complété l'acquisition de Pyrford International plc, un gestionnaire d'actifs institutionnels situé au Royaume-Uni, élargissant ainsi les capacités du groupe en matière de gestion de placements internationaux à l'extérieur de l'Amérique du Nord.
- Nous avons annoncé une entente avec The Phoenix Companies, Inc. en vertu de laquelle Harris détiendrait une participation dans la société Virtus Investment Partners, Inc. filiale de gestion d'actif en propriété exclusive de Phoenix, ce qui permettra au groupe GP d'accroître ses capacités de gestion d'actif.

**Objectifs du groupe en 2009**

- Satisfaire les besoins des clients en maintenant notre niveau élevé de collaboration interne et d'indications de clients.
- Renforcer nos équipes de vente et améliorer leur productivité pour stimuler la croissance des revenus.
- Innover au sein des circuits de ventes et améliorer nos produits et nos solutions afin de répondre aux besoins des clients.

## Contexte et perspectives

Les marchés boursiers canadien et américain ont reculé en 2008 et l'exercice s'est terminé dans un climat de forte volatilité. Une bonne partie de l'exercice n'a donc pas été favorable aux investissements. Il en est résulté une baisse des actifs des clients et une hausse de leurs réserves de liquidités, dans l'expectative d'une stabilisation des marchés.

Nous nous attendons à ce que l'économie canadienne connaisse une timide reprise dans la deuxième moitié de 2009 et que l'économie américaine continue de s'affaiblir au cours des six premiers mois puis qu'elle s'améliore légèrement par la suite à mesure que les marchés de l'habitation vont se

stabiliser et que les conditions du crédit vont s'assouplir. En raison des difficultés survenues récemment sur les marchés du crédit et de la faiblesse du marché américain de l'habitation, il est à prévoir que les marchés boursiers demeureront volatils.

Malgré l'instabilité actuelle des marchés, le secteur nord-américain de la gestion de patrimoine demeure intéressant à long terme, le segment des clients à valeur nette élevée et celui des baby-boomers vieillissants y devenant de plus en plus importants.

## Résultats financiers du groupe Gestion privée

À 395 millions de dollars, le revenu net du groupe Gestion privée est à peu près équivalent au résultat record obtenu en 2007. Les résultats de l'exercice incluent des charges de 31 millions de dollars (19 millions après impôts) liées aux mesures prises pour soutenir les clients américains dans le contexte des difficultés sur les marchés financiers. Si on fait abstraction de ces charges, le revenu net a augmenté de 19 millions de dollars, ou de 5 %, et s'établit à 414 millions de dollars, dans un contexte économique éprouvant.

À 2 067 millions de dollars, le revenu s'est accru de 15 millions de dollars, ou de 1 %. Abstraction faite de l'incidence des charges, l'augmentation est de 46 millions de dollars, ou de 2 %. Le revenu net d'intérêts a enregistré une hausse de 59 millions de dollars, ou de 9 %, essentiellement en raison de l'accroissement des soldes des dépôts dans les services de courtage et les produits de placement à terme. Le revenu autre que d'intérêts a reculé de 44 millions de dollars, ou de 3 %, ce qui correspond à 13 millions ou à 1 % après rajustement pour tenir compte des charges. Le recul, principalement imputable à une baisse des revenus de commissions sur les services de courtage, a été partiellement compensé par une augmentation des revenus tirés des services fiduciaires et des services d'investissement pour la gestion bancaire privée en Amérique du Nord. En date du 1<sup>er</sup> décembre 2007, BMO Fonds d'investissement a commencé à prendre à sa charge les frais d'exploitation de ses fonds en échange de frais de gestion fixes, ce qui s'est traduit par une hausse tant du revenu que des frais autres que d'intérêts. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance du revenu de 19 millions de dollars, ou de 1 point de pourcentage.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 31 millions de dollars, ou de 2 %, et se sont établis à 1 477 millions. La hausse est principalement attribuable à l'incidence de l'imposition de frais de gestion fixes sur les fonds d'investissement, facteur toutefois partiellement neutralisé par la baisse des frais liés au revenu, qui correspond à la baisse du revenu. Le groupe maintient l'équilibre entre la gestion des frais dans le contexte actuel des marchés, et les investissements dans l'équipe de vente et dans la technologie afin de soutenir la croissance future du revenu. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance des frais de 12 millions de dollars, ou de 1 point de pourcentage.

Après rajustement pour tenir compte des charges, le ratio de productivité avant amortissement du groupe est demeuré sensiblement le même qu'en 2007.

Les montants indiqués dans le paragraphe suivant sont exprimés en dollars américains.

Nos activités aux États-Unis ont enregistré une perte nette de 6 millions de dollars américains pour l'exercice 2008. Après rajustement pour tenir compte des charges liées au soutien apporté aux clients américains, le revenu net s'établit à 9 millions de dollars américains, une hausse de 9 millions de dollars américains par rapport à l'exercice précédent. Après ce même rajustement, le revenu est demeuré sensiblement inchangé dans des conditions de marché difficiles. Les revenus tirés des services de fiducie et d'investissement pour Harris Private Bank ont augmenté de 4 % par rapport à l'exercice précédent, l'incidence de l'augmentation ayant toutefois été annulée par une baisse des revenus tirés des services tarifés pour Harris Investment Management. Le revenu net d'intérêts est demeuré pratiquement inchangé par rapport à celui de l'exercice précédent, la forte croissance des prêts ayant été neutralisée par une baisse des marges sur les prêts. Les frais ont diminué de 13 millions de dollars américains, principalement en raison de la baisse des coûts liés aux régimes d'intéressement et de la gestion active des frais.

### Groupe Gestion privée (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Selon les états financiers	Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date			Variation par rapport à 2007	
	2008	2007	2006	\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)	671	612	570	59	9
Revenu autre que d'intérêts	1 396	1 440	1 324	(44)	(3)
Revenu total (bic)	2 067	2 052	1 894	15	1
Dotation à la provision pour pertes sur créances	4	3	3	1	32
Frais autres que d'intérêts	1 477	1 446	1 363	31	2
Revenu avant impôts sur les bénéfices	586	603	528	(17)	(3)
Impôts sur les bénéfices (bic)	191	208	187	(17)	(9)
Revenu net	395	395	341	–	–
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	4	4	5	–	–
Revenu net avant amortissement	399	399	346	–	–
Profit économique net	281	273	221	8	3
Rendement des capitaux propres (%)	36,4	34,0	29,4		2,4
Rendement des capitaux propres avant amortissement (bic) (%)	36,7	34,3	29,8		2,4
Levier d'exploitation avant amortissement (%)	(1,6)	2,2	2,0		n.s.
Ratio de productivité (bic) (%)	71,5	70,4	71,9		1,1
Ratio de productivité avant amortissement (bic) (%)	71,2	70,2	71,6		1,0
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	8,98	9,66	9,99		(0,68)
Actif productif moyen	7 474	6 352	5 703	1 122	18
Solde moyen des prêts et acceptations	6 726	5 637	5 114	1 089	19
Solde moyen des dépôts	50 440	45 304	43 323	5 136	11
Actif sous administration	131 289	139 060	153 859	(7 771)	(6)
Actif sous gestion	99 428	106 174	105 425	(6 746)	(6)
Effectif : équivalent de durée normale	4 535	4 362	4 202	173	4

n.s. – non significatif

### Activités aux États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date			Variation par rapport à 2007	
	2008	2007	2006	\$	%
Revenu total	217	243	243	(26)	(11)
Frais autres que d'intérêts	230	243	242	(13)	(6)
Revenu net	(6)	–	1	(6)	(+100)
Revenu net avant amortissement	(5)	2	3	(7)	(+100)
Actif productif moyen	2 142	1 945	1 932	197	10
Solde moyen des prêts et acceptations	2 120	1 903	1 889	217	11
Solde moyen des dépôts	1 155	1 128	1 314	27	2

# BMO Marchés des capitaux (BMO MC)

## Ce que nous sommes

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe toutes nos unités qui sont au service d'un large éventail de grandes entreprises, d'institutions et d'administrations publiques, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Nous dispensons nos services par l'entremise de nos bureaux situés au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Europe, en Australie, en Asie et en Amérique du Sud. Nous offrons des solutions financières globales en tirant parti de notre expertise dans les domaines suivants : prise ferme de titres de participation et d'emprunt, crédit aux grandes entreprises et financement de projets, services-conseils en matière de fusions et acquisitions, opérations de banque d'affaires, titrisation, gestion de trésorerie et gestion du risque de marché, change, instruments dérivés, recherche sur les actions et les titres d'emprunt, et ventes et négociations institutionnelles.



« Nous excellons dans l'utilisation de nos connaissances, de nos compétences et de nos idées pour clarifier des questions financières ainsi que pour créer et fournir à nos clients des solutions qui les aident à réaliser leurs ambitions. »

**TOM MILROY**  
CHEF DE LA DIRECTION  
BMO MARCHÉS DES CAPITAUX

### Forces et facteurs de création de valeur

- Une société bien établie qui occupe une position de chef de file dans certains secteurs et à l'égard de certains produits et qui est réputée pour la qualité de ses conseils.
- Des services de recherche sur les actions ainsi que de vente et de négociation d'actions hors pair.
- Une forte présence dans le Midwest américain dans les domaines de l'investissement et des services aux grandes entreprises.
- Une plateforme transfrontalière et la capacité de tirer profit d'une expertise nord-américaine.

### Défis

- La volatilité persistante et les difficultés sur les marchés mondiaux du crédit.
- Le ralentissement de l'économie mondiale causé par une récession et l'incertitude entourant la restructuration du système financier.
- Des marchés financiers canadiens parvenus à maturité et où la concurrence est intense.
- La très vive concurrence sur les marchés américains et internationaux.

## Nos principaux secteurs d'activité

L'équipe **Investissements et services aux grandes entreprises** offre entre autres des conseils stratégiques sur les fusions et acquisitions, les réorganisations et les restructurations de capital, de même que des services d'évaluation et d'attestation d'équité. Nous mettons à la disposition de nos clients des services de mobilisation de fonds par la prise ferme de titres de participation et d'emprunt. Nous leur offrons également un vaste éventail de produits de prêt et de dette, de solutions de gestion de bilan et de services de gestion de trésorerie. Pour faciliter leurs activités commerciales à l'échelle internationale, nous proposons à nos clients des services de financement du commerce international et d'atténuation des risques. Enfin, nous offrons une large gamme de services bancaires et de services d'exploitation aux institutions financières nationales et internationales.

L'équipe **Produits de négociation** propose des services de vente, de négociation et de recherche. Nous fournissons aux entreprises de toutes tailles et aux particuliers des solutions intégrées portant sur les titres de participation et d'emprunt, le change, les taux d'intérêt, le crédit, la titrisation et les produits de base. En outre, nous assurons une gestion efficace du risque de liquidité et de financement pour BMO Groupe financier et ses clients et nous nous chargeons du développement de produits, de l'exécution d'opérations au nom de la Banque et de l'émission de titres.

### VISION

Être la banque d'investissement et de services aux grandes entreprises modèle en matière d'expérience client exceptionnelle en donnant à nos clients les moyens de réaliser leurs ambitions.

### MOYENS DE DIFFÉRENCIATION

- Capacité à combler les besoins d'un vaste éventail de grands clients canadiens, émetteurs et investisseurs, grâce à une offre intégrée sur les marchés financiers.
- Succès, stabilité et fiabilité d'un modèle bancaire universel nord-américain.
- Capacité à servir les moyennes entreprises aux États-Unis grâce à une offre intégrée, dans le contexte de la restructuration du marché des capitaux américain.
- Aptitude à tirer parti de nos capacités afin d'occuper une position concurrentielle dominante sur des marchés cibles en Amérique du Nord et dans le monde.
- Souplesse et réactivité, ainsi que capacité à réagir rapidement à l'évolution des marchés et des besoins des clients.

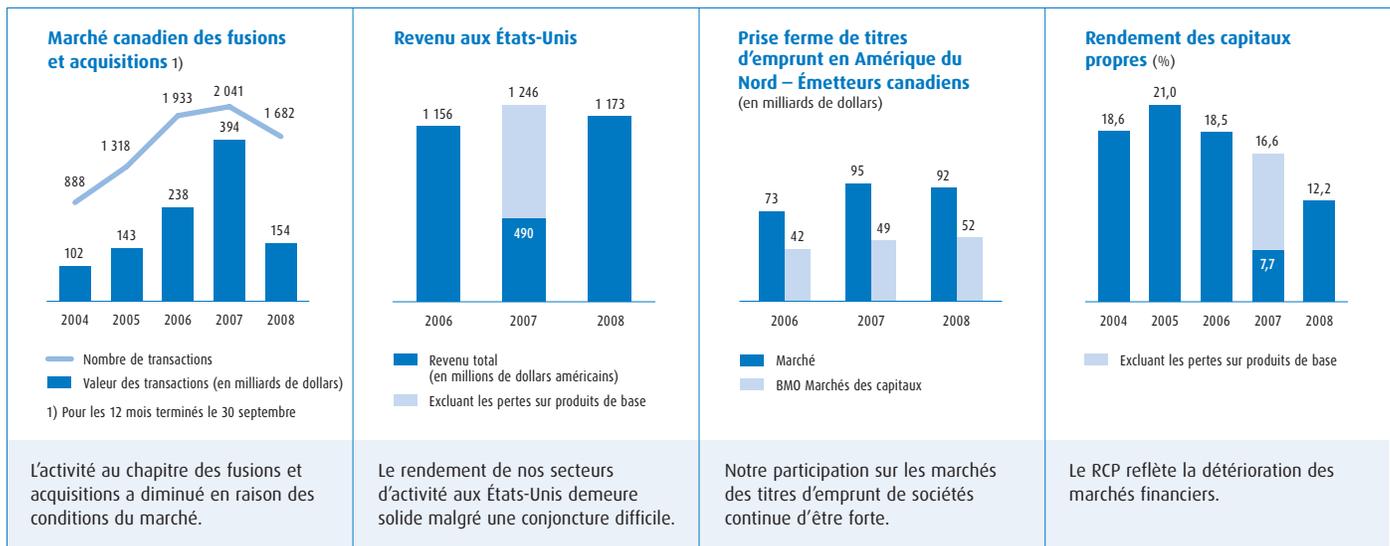
### STRATÉGIES

- Concentrer davantage les efforts sur les principaux clients en faisant valoir nos forces sur les marchés cibles en Amérique du Nord et dans le monde.
- Conserver un éventail diversifié et dynamique d'activités capables de satisfaire aux besoins changeants de nos principaux clients.
- Mieux servir nos clients en créant un secteur des marchés financiers nord-américains plus ciblé et intégré.
- Continuer d'optimiser nos activités afin de générer des rendements pondérés en fonction des risques appropriés.
- Acquérir de solides capacités de gestion des risques par l'établissement de partenariats efficaces et une transparence accrue en matière de risque.

Principaux facteurs et mesures de rendement	2008	2007	2006
Revenu de produits de négociation (en millions de dollars)	993	281	1 370
Valeur des blocs d'actions négociés (en milliards de dollars)	118	116	92
Revenu d'Investissements et services aux grandes entreprises et autre revenu (en millions de dollars)	1 419	1 688	1 410
Participation à la prise ferme de titres de participation (transactions) 1)	140	276	267
Participation à la prise ferme de titres d'emprunt (transactions) 1)	121	110	143
Solde moyen des prêts et acceptations (en milliards de dollars)	85,0	69,6	55,0
Classement pour les services de recherche sur les actions canadiennes 2)	n° 1	n° 1	n° 1

1) Émetteurs canadiens en Amérique du Nord.

2) Rapport Brendan Wood International.



## Objectifs et réalisations du groupe en 2008

**Poursuivre la croissance du revenu de BMO Marchés des capitaux provenant des activités aux États-Unis en intensifiant la pénétration des produits et la promotion des services connexes auprès de la clientèle américaine ainsi qu'en développant les activités de négociation et en étendant les relations avec nos clients dans les segments clés dans le but d'accroître les revenus tirés des services tarifés.**

- Nous avons structuré nos activités de prêt aux États-Unis de façon à nous concentrer sur nos principaux clients avec qui nous entretenons des relations profitables et comportant plusieurs produits.
- Nous avons conseillé la United States Sugar Corporation dans le cadre d'une vente de terrains de plusieurs milliards de dollars visant à contribuer à la restauration de la région des Everglades, en Floride.
- En février 2008, nous avons été désignés par StarMine comme le deuxième sélectionneur d'actions aux États-Unis, d'après la couverture des actions de l'indice S&P 500.

**Mettre en œuvre un certain nombre d'initiatives à valeur élevée qui stimuleront la croissance du revenu net au sein du secteur d'activité Produits de négociation.**

- Nous avons réorganisé notre groupe des opérations sur actions et de la recherche sur actions du Canada et des États-Unis, afin de pouvoir offrir à l'ensemble de notre clientèle une plateforme nord-américaine intégrée pour la recherche, la vente et la négociation.
- Nous avons démontré ce qu'il est possible de réaliser grâce à la mise en commun des forces de BMO Groupe financier au profit de nos clients et de nos actionnaires en nous associant à BMO Fonds d'investissement pour créer les Fonds Étape Plus, ce qui nous a permis de mobiliser plus de un milliard de dollars en 14 mois. Nous avons également orchestré un grand nombre de transactions importantes en 2008, notamment le premier appel public à l'épargne de Cymbria Corporation, d'une valeur de 130 millions de dollars.
- Nous avons doublé la taille de nos activités dans le domaine des obligations municipales aux États-Unis grâce à l'acquisition de Griffin, Kubik, Stephens & Thompson Inc.

**Préserver notre position de chef de file canadien dans les secteurs des fusions et acquisitions, de la prise ferme de titres de participation et d'emprunt et de la titrisation, dont les services tarifés produisent un rendement élevé.**

- Nous avons été désignés meilleure banque d'investissement au Canada par le magazine *Global Finance*.
- Nous avons organisé le 17<sup>e</sup> congrès annuel sur le secteur de l'extraction minière et des métaux précieux mondial de BMO Marchés des capitaux, qui a attiré plus de 1 200 participants provenant de six continents.
- Nous avons agi comme responsable des livres dans le cadre du PAPE de Franco Nevada par Newmont Mining, le plus important PAPE d'une société minière de l'histoire en Amérique du Nord.

**Autres réalisations**

- Pour la 28<sup>e</sup> année d'affilée, nos services de recherche sur les actions se sont classés en tête de liste au Canada selon le rapport Brendan Wood International visant les investisseurs institutionnels.
- Nous allons ouvrir notre première succursale en Inde, à Mumbai. Notre présence plus marquée en Inde nous aidera à établir un dialogue stratégique entre les émetteurs dans les régions à croissance élevée et nos principaux clients et marchés, principalement en Amérique du Nord.
- Nous avons participé à 162 transactions de prise ferme de titres d'emprunt de sociétés et d'administrations publiques, qui ont permis de mobiliser 126 milliards de dollars. Nous avons participé à 197 transactions de prise ferme de titres de participation qui ont permis de mobiliser 45 milliards de dollars.
- Nous avons dispensé des services-conseils dans le cadre de 54 fusions et acquisitions menées à bien en Amérique du Nord, qui représentent une valeur totale de 46 milliards de dollars.

**Objectifs du groupe en 2009**

- Mettre davantage l'accent sur les principaux clients à rentabilité élevée.
- Optimiser notre capital.
- Améliorer notre profil risque-rendement.
- Accroître notre rendement des capitaux propres tout en consolidant notre croissance future.

## Contexte et perspectives

L'exercice 2008 a été très difficile pour BMO Marchés des capitaux. Les problèmes sur les marchés mondiaux du crédit qui ont commencé à se manifester en août 2007 et la volatilité qu'ils ont entraînée ont continué d'exercer un effet négatif sur notre revenu net. Les conditions des marchés financiers se sont détériorées et nous avons enregistré des pertes liées à certaines activités de négociation et à des rajustements d'évaluation. L'économie nord-américaine a nettement reculé et, compte tenu de l'incertitude économique, les volumes des services bancaires d'investissement ont diminué par rapport aux niveaux élevés atteints au cours des derniers exercices. En revanche, nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt et nos activités de négociation sur les opérations de change ont affiché un rendement solide au cours de l'exercice. Nous avons aussi réduit la taille et le profil de

risque associé à notre portefeuille de produits de base qui avait subi de lourdes pertes au cours de l'exercice précédent. Poursuivant nos efforts d'amélioration du profil risque-rendement de nos activités, nous avons également entrepris de réduire la taille de nos activités de base dans les secteurs du crédit et de la négociation, de la titrisation et des placements structurés, ainsi que le risque qui y est associé. Au cours de l'exercice, les actifs des services bancaires aux grandes entreprises ont continué d'augmenter principalement parce que les clients se sont servi d'engagements inutilisés. Il a été déterminé au troisième trimestre qu'environ 20 % de nos autorisations de crédit aux États-Unis concernent des clients ne faisant pas partie de notre clientèle de base, et nous continuons à rechercher les possibilités de réduction. Ces initiatives ont entraîné l'élimination de plusieurs postes au sein de BMO Marchés des capitaux.

Dans la foulée de la faillite de Lehman Brothers Holdings Inc. (Lehman Brothers), la plus importante de l'histoire des États-Unis, les marchés des actions se sont effondrés en octobre 2008, traduisant les difficultés des marchés du crédit, le désendettement massif des fonds de couverture et des institutions financières, ainsi que les rachats dans le secteur des fonds communs de placement. La faiblesse actuelle des marchés des capitaux entrainera un ralentissement de la croissance économique dont la durée est incertaine.

Nous prévoyons une récession aux États-Unis, qui gagnera vraisemblablement le Canada, une reprise modeste n'étant anticipée qu'au deuxième semestre de 2009. Le ralentissement économique a fait fléchir la demande de produits de base, ce qui a affecté les secteurs de notre économie liés à ces produits, secteurs

auparavant prospères, et entraîné une baisse du dollar canadien. La volatilité des marchés des changes devrait être favorable à nos activités d'opérations de change. La faiblesse des marchés financiers risque de se poursuivre au cours du premier semestre de 2009, ce qui pèsera sur nos secteurs à services tarifés. Le coût du capital demeure élevé, ce qui réduit l'attrait des acquisitions et des prises de contrôle par emprunt et freinera vraisemblablement l'activité au chapitre des fusions et acquisitions. En 2009, nous mettrons l'accent sur l'amélioration du rendement grâce au maintien d'un portefeuille diversifié et dynamique d'activités répondant aux besoins de nos principaux clients. Au cours de l'exercice 2009, la croissance dépendra des résultats des marchés des capitaux et des marchés des produits de base, ainsi que de l'activité économique générale et de la confiance des entreprises.

## Résultats financiers de BMO Marchés des capitaux

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 275 millions de dollars, à 692 millions de dollars. Les résultats de 2008 ont été entamés par des charges de 594 millions de dollars (400 millions après impôts) liées à la détérioration des marchés financiers. En 2007, les résultats tenaient compte de charges de 318 millions de dollars (211 millions après impôts) attribuables à la conjoncture des marchés financiers, ainsi que de charges de 853 millions de dollars (440 millions après impôts et rajustement de la rémunération) découlant de pertes sur produits de base.

Au cours de l'exercice, nous avons réorienté nos activités, dans le but d'améliorer notre profil risque-rendement et de nous concentrer sur nos principaux clients à rentabilité élevée.

Le revenu a progressé de 443 millions de dollars, ou de 23 %, et s'est établi à 2 412 millions. L'affaiblissement du dollar américain a fait baisser le revenu de 20 millions de dollars. Le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 238 millions de dollars, ou de 24 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus de négociation ont augmenté considérablement, stimulés par des gains de négociation sur produits de base, la direction ayant réussi à réduire la taille et le profil de risque du portefeuille de produits de base. Toutefois, les gains de négociation ont été partiellement neutralisés par la baisse des revenus des services bancaires d'investissement, particulièrement les commissions tirées des fusions et acquisitions et des prises fermes de participation. La conjoncture était beaucoup plus favorable au cours de l'exercice précédent et les conditions restent précaires pour nos services tarifés. Les gains nets sur titres de placement ont diminué par rapport à l'exercice précédent en raison des lourdes pertes enregistrées au cours du présent exercice, incluant les dévaluations liées à Apex et nos billets de capital dans les entités de gestion de placements structurés.

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 205 millions de dollars, ou de 21 %. Le revenu de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt a nettement progressé, de même que le revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation, mais ils ont été partiellement contrebalancés par le repli du revenu net d'intérêts des services aux grandes entreprises et l'augmentation des coûts de mobilisation des fonds. Les actifs des services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté au cours de l'exercice, essentiellement parce que des clients se sont servi d'engagements inutilisés. Le revenu tiré des services bancaires aux grandes entreprises a diminué en raison de la hausse des coûts de mobilisation des fonds et du recul des recouvrements au comptant de prêts douteux, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation des revenus découlant d'une hausse des volumes d'actifs. La marge nette d'intérêts est plus élevée que celle de l'exercice précédent grâce à la hausse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation et à l'élargissement des marges dans nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances se chiffre à 117 millions de dollars, comparativement à 77 millions en 2007, hausse largement attribuable à la croissance des actifs dans le portefeuille de prêts. BMO impute chaque année les dotations à la provision pour pertes aux groupes d'exploitation; il a recours pour ce faire à la méthode de provisionnement selon les pertes prévues, qui est fondée sur la part des pertes prévues qu'assume chaque groupe d'exploitation au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations à la provision imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de provisionnement selon les pertes prévues, et les dotations à la provision pour pertes sur créances calculées conformément aux PCGR sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 178 millions de dollars, ou de 11 %, à 1 752 millions, largement en raison de la hausse des frais liés au personnel et des coûts répartis. Les frais de rémunération du personnel incluaient le versement d'indemnités de licenciement de 28 millions de dollars (19 millions après impôts) au troisième trimestre. L'affaiblissement du dollar américain a réduit les frais de 40 millions de dollars.

Le recouvrement par le groupe d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, qui a augmenté de 119 millions de dollars par rapport à 2007, a eu une incidence favorable sur les résultats de l'exercice.

### BMO Marchés des capitaux (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Selon les états financiers Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2008	2007	2006	Variation par rapport à 2007	
				\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)	1 179	974	773	205	21
Revenu autre que d'intérêts	1 233	995	2 007	238	24
Revenu total (bic)	2 412	1 969	2 780	443	23
Dotation à la provision pour pertes sur créances	117	77	79	40	52
Frais autres que d'intérêts	1 752	1 574	1 612	178	11
Revenu avant impôts sur les bénéfices (Recouvrement d'impôts sur les bénéfices (bic))	543	318	1 089	225	71
	(149)	(99)	237	(50)	(50)
Revenu net	692	417	852	275	66
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	1	1	-	-
Revenu net avant amortissement	693	418	853	275	66
Profit économique net	91	(139)	359	230	+100
Rendement des capitaux propres (%)	12,2	7,7	18,5		4,5
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	12,2	7,7	18,5		4,5
Levier d'exploitation avant amortissement (%)	11,2	(26,9)	(7,5)		n.s.
Ratio de productivité (bic) (%)	72,6	79,9	58,0		(7,3)
Ratio de productivité avant amortissement (bic) (%)	72,6	79,9	57,9		(7,3)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	0,67	0,60	0,62		0,07
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	5 305	4 972	4 481	333	7
Actif productif moyen	176 080	162 309	124 782	13 771	8
Solde moyen des prêts et acceptations	85 009	69 645	55 042	15 364	22
Solde moyen des dépôts	105 984	94 019	77 027	11 965	13
Actif sous administration	90 188	57 590	58 774	32 598	57
Actif sous gestion	9 294	23 233	28 044	(13 939)	(60)
Effectif : équivalent de durée normale	2 465	2 365	2 213	100	4

n.s. – non significatif

### Activités aux États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2008	2007	2006	Variation par rapport à 2007	
				\$	%
Revenu total	1 173	490	1 156	683	+100
Frais autres que d'intérêts	721	635	632	86	14
Revenu net	279	(45)	311	324	+100
Actif productif moyen	69 411	53 238	37 604	16 173	30
Solde moyen des prêts et acceptations	41 724	29 058	21 959	12 666	44
Solde moyen des dépôts	36 335	24 920	16 620	11 415	46

Le ratio de productivité du groupe s'est amélioré, passant de 79,9 % à 72,6 %, en raison de l'augmentation du revenu en 2008.

Le revenu net tiré des activités aux États-Unis a progressé de 324 millions de dollars américains et s'est établi à 279 millions de dollars américains étant donné que les résultats de 2007 tenaient compte de pertes sur produits de base.

# Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance à BMO Groupe financier dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus nets de sources étrangères et aux activités liées à la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

L'unité Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à la qualité du service et à l'efficacité établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir une expérience client exceptionnelle.

## Résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Toutefois, les coûts des services fournis par T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation et seuls des montants peu importants sont retenus dans les résultats de T&O. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des autres unités fonctionnelles susmentionnées.

La perte nette de l'exercice des Services d'entreprise s'est chiffrée à 525 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 64 millions en 2007. L'accroissement de la perte s'explique en grande partie par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, y compris une augmentation de 260 millions de dollars (166 millions après impôts) de la provision générale, comparativement à une hausse de 50 millions de dollars (33 millions après impôts) pour l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 171 millions de dollars, largement en raison de la charge de restructuration de 159 millions (103 millions après impôts) en 2007.

Comme nous l'expliquons à la page 38, BMO analyse le revenu sur une base d'imposition comparable (bic) au niveau de ses groupes d'exploitation, avec un rajustement compensatoire dans les résultats des Services d'entreprise. Les résultats reflètent des réductions, sur une base d'imposition comparable, du revenu net d'intérêts et des impôts sur les bénéfices connexes de 195 millions, 180 millions et 127 millions de dollars en 2008, 2007 et 2006, respectivement.

BMO impute les dotations à la provision pour pertes aux groupes d'exploitation chaque année et a recours pour ce faire à la méthode de provisionnement selon les pertes prévues qui est fondée sur la part des pertes prévues qu'assume chaque groupe au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations

## Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2008	2007	2006	Variation par rapport à 2007	
				\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)	(747)	(539)	(279)	(208)	(39)
Revenu autre que d'intérêts	446	215	105	231	+100
Revenu total (bic)	(301)	(324)	(174)	23	7
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	825	(85)	(250)	910	+100
Frais autres que d'intérêts	73	244	131	(171)	(70)
Revenu avant impôts sur les bénéficiaires et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	(1 199)	(483)	(55)	(716)	(+100)
(Recouvrement d') impôts sur les bénéficiaires (bic)	(748)	(494)	(324)	(254)	(52)
Part des actionnaires sans contrôle	74	75	76	(1)	(2)
Revenu net (perte nette)	(525)	(64)	193	(461)	(+100)
Effectif : équivalent de durée normale	9 376	8 806	9 174	570	6

## Activités aux États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2008	2007	2006	Variation par rapport à 2007	
				\$	%
Revenu total	(144)	(142)	(118)	(2)	(2)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	783	17	(84)	766	+100
Frais autres que d'intérêts (Recouvrement d') impôts sur les bénéficiaires	(68)	9	24	(77)	(+100)
Perte nette	(550)	(81)	(75)	(445)	(+100)

à la provision pour pertes imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de provisionnement selon les pertes prévues, et les dotations à la provision calculées conformément aux PCGR sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

## Analyse de la situation financière

### Bilan sommaire (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004
<b>Actif</b>					
Encaisse	21 105	22 890	19 608	20 721	18 045
Valeurs mobilières	100 138	98 277	67 411	57 034	49 849
Solde net des prêts et acceptations	214 995	201 188	190 994	174 337	156 248
Autres actifs	79 812	44 169	41 965	41 770	36 764
	416 050	366 524	319 978	293 862	260 906
<b>Passif et capitaux propres</b>					
Dépôts	257 670	232 050	203 848	193 793	175 190
Autres passifs	134 761	114 330	96 743	82 158	69 005
Dette subordonnée	4 315	3 446	2 726	2 469	2 395
Actions privilégiées	250	250	450	450	450
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capitaux propres	17 904	15 298	15 061	13 842	12 716
	416 050	366 524	319 978	293 862	260 906

L'actif total a augmenté de 49,5 milliards de dollars, ou de 13,5 %, par rapport à l'exercice précédent, et s'établit à 416,0 milliards au 31 octobre 2008. Les autres actifs ont augmenté de 35,6 milliards de dollars, le solde net des prêts et acceptations, de 13,8 milliards, et les valeurs mobilières, de 1,9 milliard, tandis que l'encaisse a diminué de 1,8 milliard. Le raffermissement du dollar américain a eu pour effet d'accroître l'actif (ainsi que le passif et les capitaux propres) de 47,4 milliards de dollars.

Le total du passif et des capitaux propres s'est accru de 49,5 milliards de dollars, ou de 13,5 %. Les dépôts ont augmenté de 25,6 milliards de dollars, les autres passifs, de 20,4 milliards, la dette subordonnée, de 0,9 milliard, et les capitaux propres, de 2,6 milliards.

### Valeurs mobilières (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004
Titres de placement	–	–	14 166	12 936	15 017
Titres de négociation	66 032	70 773	51 820	44 087	34 821
Titres disponibles à la vente	32 115	26 010	–	–	–
Autres	1 991	1 494	1 414	–	–
Titres de substituts de prêts	–	–	11	11	11
	100 138	98 277	67 411	57 034	49 849

La valeur des titres disponibles à la vente a augmenté de 6,1 milliards de dollars, alors qu'elle était de 26,0 milliards en 2007, principalement en raison du nombre accru de prêts hypothécaires canadiens émis par BMO et détenus sous la forme de titres adossés à des créances immobilières garantis par le gouvernement, ainsi que du reclassement de titres de négociation d'une valeur de 2,0 milliards de dollars en titres disponibles à la vente. La valeur des titres de négociation a baissé de 4,7 milliards de dollars et s'établit à 66,0 milliards. Il y a eu diminution du papier commercial adossé à des actifs que nous détenons et des positions en actions prises pour soutenir des instruments dérivés, de même qu'une baisse attribuable à l'incidence du reclassement de titres de négociation en titres disponibles à la vente. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par l'effet du raffermissement du dollar américain et un changement dans la composition de l'actif qui a consisté à réduire les investissements dans les prises en pension de titres en faveur d'investissements dans les titres servant de garanties à ces

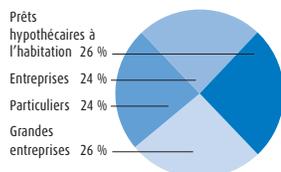
### Solde net des prêts – abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés

(en milliards de dollars)



Le raffermissement du dollar américain a contribué à hauteur de 14 milliards de dollars à la croissance des prêts.

### Diversification du portefeuille – Solde brut des prêts et acceptations\*

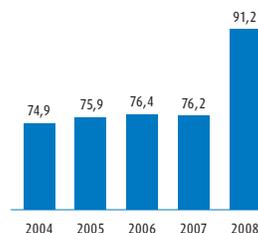


\*Abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés

Le portefeuille demeure bien diversifié avec une proportion de prêts hypothécaires à l'habitation moindre qu'aux exercices précédents.

### Dépôts des particuliers

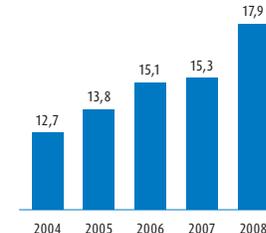
(en milliards de dollars)



L'augmentation en 2008 reflète la croissance des placements à terme et l'incidence de 4,5 milliards de dollars du raffermissement du dollar américain.

### Capitaux propres

(en milliards de dollars)



L'augmentation est attribuable aux actions émises en vue de l'acquisition de Ozaukee et à la réduction de la perte au titre du cumul des autres éléments du résultat étendu.

prêts. Dans le portefeuille de titres de négociation, la pondération des titres de créance et de participation de sociétés a été abaissée au profit de titres d'administrations publiques du Canada et des États-Unis plus stables et plus sûrs.

### Prêts et acceptations (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004
Prêts hypothécaires à l'habitation	49 343	52 429	63 321	60 871	56 444
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	43 737	33 189	30 418	27 929	24 887
Cartes de crédit	2 120	4 493	3 631	4 648	3 702
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	84 151	62 650	56 030	47 803	44 559
Acceptations	9 358	12 389	7 223	5 934	5 355
Titres pris en pension ou empruntés	28 033	37 093	31 429	28 280	22 609
<b>Solde brut des prêts et acceptations</b>	<b>216 742</b>	<b>202 243</b>	<b>192 052</b>	<b>175 465</b>	<b>157 556</b>
Provision pour pertes sur créances	(1 747)	(1 055)	(1 058)	(1 128)	(1 308)
<b>Solde net des prêts et acceptations</b>	<b>214 995</b>	<b>201 188</b>	<b>190 994</b>	<b>174 337</b>	<b>156 248</b>

Le solde net des prêts et acceptations a augmenté de 13,8 milliards de dollars et s'établit à 215,0 milliards. Cette augmentation reflète une hausse d'environ 17 milliards de dollars découlant de l'effet du raffermissement du dollar américain. Le solde des prêts consentis aux entreprises et aux administrations publiques, y compris les acceptations, a augmenté de 18,5 milliards de dollars en raison de la hausse de la demande des entreprises et d'autres institutions financières. Les prêts à tempérament et les autres prêts aux particuliers se sont accrus de 10,5 milliards de dollars, ce qui reflète la vigueur des marchés du crédit aux particuliers et la croissance provenant des acquisitions. Le portefeuille des prêts à la consommation demeure bien diversifié, en croissance à la fois au Canada et aux États-Unis. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont reculé de 3,1 milliards de dollars, reflétant la conversion de prêts hypothécaires canadiens émis par BMO en titres adossés à des créances immobilières garantis par le gouvernement. Les prêts sur cartes de crédit ont enregistré une baisse de 2,4 milliards de dollars, attribuable aux activités de titrisation pendant l'exercice. Les titres pris en pension ou empruntés ont reculé de 91 milliards de dollars, ce qui s'explique par le volume réduit des activités de négociation.

Le tableau 11 à la page 96 présente un sommaire comparatif du solde net des prêts par territoire et par produit. Le tableau 13 à la page 97 présente un sommaire comparatif du solde net des prêts au Canada par province et par secteur d'activité. La qualité des prêts est traitée à la page 41 et de plus amples renseignements sur les prêts sont donnés dans les notes 4, 5 et 7 afférentes aux états financiers, commençant à la page 113.

### Autres actifs

Les autres actifs ont augmenté de 35,6 milliards de dollars et s'établissent à 79,8 milliards, essentiellement en raison des actifs liés aux instruments financiers dérivés. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent des actifs dérivés et des passifs dérivés, qui s'établit à 33,0 milliards de dollars et 26,5 milliards de dollars, respectivement, est principalement attribuable aux variations des taux d'intérêt, du change et des valeurs des actions sous-jacentes ainsi que du

volume de transactions à la demande des clients. La volatilité des taux de change et des taux d'intérêt accroît la valeur des actifs et des passifs dérivés, habituellement de façon comparable. Ces positions sont gérées parallèlement à d'autres actifs de négociation et toute variation du volume et de la valeur des instruments dérivés est généralement contrebalancée par les variations des actifs de négociation connexes.

### Dépôts (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004
Banques	30 346	34 100	26 632	25 473	20 654
Entreprises et administrations publiques	136 111	121 748	100 848	92 437	79 614
Particuliers	91 213	76 202	76 368	75 883	74 922
<b>Total</b>	<b>257 670</b>	<b>232 050</b>	<b>203 848</b>	<b>193 793</b>	<b>175 190</b>

Les dépôts ont augmenté de 25,6 milliards de dollars et s'établissent à 257,7 milliards. Le raffermissement du dollar américain a accru les dépôts de 24,3 milliards. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 53 % du total des dépôts, se sont accrus de 14,4 milliards de dollars, et les dépôts des particuliers, qui représentent 35 % du total des dépôts, ont augmenté de 15,0 milliards de dollars. Les dépôts des banques, qui représentent 12 % du total des dépôts, ont baissé de 3,8 milliards de dollars. De plus amples renseignements sur la ventilation des dépôts se trouvent à la note 15 afférente aux états financiers, à la page 130, et dans la section Risque de liquidité et de financement, à la page 81.

### Autres passifs

Les autres passifs ont augmenté de 20,4 milliards de dollars et s'établissent à 134,8 milliards. Les passifs liés aux instruments dérivés ont progressé de 26,5 milliards de dollars, à un rythme inférieur à celui des actifs liés aux instruments dérivés. Les acceptations ont baissé de 3,0 milliards de dollars et les autres passifs ont augmenté de 2 milliards. Les titres vendus à découvert ont diminué de 6,2 milliards de dollars et les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 1,2 milliard, dans les deux cas en raison des volumes de négociation à la baisse. De plus amples renseignements sur la ventilation des autres passifs se trouvent dans la note 16 afférente aux états financiers, à la page 131.

### Dettes subordonnée

La dette subordonnée a augmenté de 0,9 milliard de dollars et s'établit à 4,3 milliards. En 2008, nous avons effectué une nouvelle émission, comme nous l'expliquons en détail dans la note 18 afférente aux états financiers, à la page 132.

### Capitaux propres

Les capitaux propres ont augmenté de 2,6 milliards de dollars, à 17,9 milliards. L'augmentation est liée en grande partie à la réduction de la perte au titre du cumul des autres éléments du résultat étendu en conséquence des gains de change sur notre investissement net dans des établissements à l'étranger, et à la hausse du capital-actions et des bénéfices non répartis. L'état consolidé de la variation des capitaux propres de BMO, à la page 106, présente un sommaire des éléments qui accroissent ou réduisent les capitaux propres, tandis que la note 21 afférente aux états financiers, à la page 135, donne des détails sur les composantes et les variations du capital-actions. Nos pratiques et stratégies de gestion globale du capital sont présentées en détail à la page 60.

## Gestion globale du capital

### Cadre de gestion du capital

Notre cadre de gestion du capital est conçu pour maintenir une assise financière solide, grâce à une structure rentable qui respecte nos ratios cibles de capital réglementaire, correspond à notre évaluation interne du capital économique nécessaire, est conforme à la cote de crédit cible, appuie les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la valeur à long terme pour les actionnaires. Notre démarche consiste notamment à établir des limites, des buts et des mesures des résultats pour effectuer la gestion du bilan, des risques et des montants minimaux de capital, ainsi qu'à émettre et à racheter des titres de façon à obtenir la structure de capital la plus économique possible. Notre rigueur en matière de gestion du capital vient soutenir notre engagement de longue date à accroître la valeur pour les actionnaires.

Les éléments clés de notre cadre de gestion du capital sont approuvés par le Conseil d'administration dans le contexte de la réévaluation annuelle de notre politique de gestion du capital et du plan de capital, qui intègrent les résultats du processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Ce processus a été officiellement mis en œuvre en 2008 afin de nous conformer aux exigences de Bâle II, adopté au Canada le 1<sup>er</sup> novembre 2007. Il s'agit d'un processus intégré utilisé pour évaluer la suffisance du capital et établir des cibles et des stratégies en matière de capital qui tiennent compte de l'orientation stratégique et du degré de tolérance au risque de l'organisation. Le processus d'évaluation interne de la suffisance du capital et le plan de capital sont élaborés en lien avec le plan d'affaires annuel de BMO, ce qui assure l'harmonisation de nos stratégies commerciales, des exigences en matière de capital réglementaire et de capital économique et de la disponibilité des capitaux. La suffisance du capital réel et prévu est évaluée par rapport au plan de capital tout au long de l'exercice et ce plan est mis à jour en fonction des modifications de nos activités commerciales, de notre profil de risque et des conditions d'exploitation.

BMO se base à la fois sur le capital réglementaire et sur le capital économique pour évaluer le rendement de l'organisation et pour prendre des décisions stratégiques, tactiques et relatives aux transactions. En affectant le capital aux unités d'exploitation et en mesurant leur rendement relativement au capital nécessaire compte tenu des risques inhérents à leurs activités, nous augmentons autant que possible notre rendement des capitaux propres rajusté en fonction des risques. Nous nous assurons également de conserver un capital suffisant pour protéger les parties prenantes contre les risques inhérents à nos diverses activités, tout en bénéficiant de la souplesse nécessaire pour affecter les ressources aux activités à rendement élevé qui soutiennent la croissance stratégique de nos groupes d'exploitation. L'excédent de capital par rapport à ce qui est nécessaire pour soutenir nos secteurs d'activité est détenu par les Services d'entreprise.

### Analyse du capital réglementaire

Le 1<sup>er</sup> novembre 2007, un nouveau cadre réglementaire de gestion du capital a été mis en place au Canada. Ce nouveau cadre, le Nouvel accord de Bâle (Bâle II), remplace le précédent Accord de Bâle I en vigueur au cours des 20 dernières années. La méthode de Bâle II est appliquée de manière prospective depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2007, et nous ne disposons pas de données comparables pour les exercices antérieurs.

Bâle II est une étape importante de l'harmonisation des exigences en matière de capital réglementaire et de capital économique. Il représente une avancée par rapport à Bâle I en ce qu'il établit des exigences réglementaires en matière de capital qui sont plus sensibles au profil de risque d'une banque. Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), qui réglemente nos activités, a approuvé la demande de BMO visant à adopter pour le calcul du risque de crédit dans notre portefeuille l'approche fondée sur les notations internes (NI) avancée et l'approche standard pour le calcul du risque opérationnel. Une exemption nous a été accordée jusqu'à la fin de l'exercice 2010 afin de mettre en œuvre l'approche standard pour établir l'actif pondéré en fonction des risques de crédit de notre filiale Harris Bankcorp, Inc.

L'approche fondée sur les NI avancée est la méthode de calcul des exigences en matière de capital liées au risque de crédit la plus poussée proposée par Bâle II. Elle recourt à des techniques de pointe pour mesurer l'actif pondéré en fonction des risques au niveau de l'emprunteur d'après les principes de saine gestion du risque, y compris la prise en compte d'estimations de la probabilité de défaillance, des pertes probables en cas de défaillance, du risque au moment de la défaillance, du terme à courir et du type d'exposition aux catégories d'actifs définies dans l'Accord de Bâle. Ces paramètres de risque sont établis à l'aide des données historiques du portefeuille ainsi que d'études

Le ratio du capital de première catégorie, le ratio du capital total et le ratio de l'actif au capital sont les principales mesures du capital suivies par le BSIF.

Le **ratio du capital de première catégorie** est obtenu en divisant le capital de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques.

Le **ratio du capital total** est obtenu en divisant le capital total par l'actif pondéré en fonction des risques.

Le **ratio de l'actif au capital** est établi en divisant l'actif total, y compris les éléments hors bilan spécifiés nets des autres déductions spécifiées, par le capital total.

comparatives, et sont mis à jour régulièrement. Les méthodes de validation de ces paramètres sont actuellement en place et sont améliorées périodiquement afin de quantifier et de distinguer adéquatement les risques pour s'assurer qu'ils reflètent l'évolution de la conjoncture économique et des conditions de crédit. Selon l'approche utilisée par Bâle I, l'actif pondéré en fonction des risques était établi principalement d'après les volumes du bilan plutôt que d'après la qualité du crédit.

En vertu de l'approche standard, les exigences en matière de capital liées au risque opérationnel sont établies selon la taille et le type de nos secteurs d'activité. Le revenu brut, tel qu'il est défini par Bâle II, donne une indication de la taille des activités et du risque opérationnel. Il est segmenté en huit secteurs d'activité réglementaires, par type d'activité, puis le montant de chaque segment est multiplié par un facteur correspondant prescrit par le dispositif de Bâle II afin de déterminer les exigences en matière de capital liées au risque opérationnel.

La méthode utilisée pour établir l'actif pondéré en fonction des risques en ce qui a trait au risque de marché n'a pas changé sensiblement entre Bâle I et Bâle II.

Le total de l'actif pondéré en fonction des risques selon Bâle II s'établit à 191,6 milliards de dollars au 31 octobre 2008. Le risque de crédit touche la plus grande partie de l'actif pondéré en fonction des risques de BMO. En 2009, nous prévoyons réaliser une croissance soutenue et ordonnée de l'actif pondéré en fonction des risques et procéder à une distribution du capital en faveur des secteurs bénéficiant d'un avantage stratégique. Une répartition de l'actif pondéré en fonction des risques, ventilée par catégorie de risque, est présentée dans le tableau ci-dessous.

### Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars)

	2008
Risque de crédit	163 616
Risque de marché	11 293
Risque opérationnel	16 699
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	191 608

Le capital de première catégorie représente les formes de capital les plus permanentes et comprend principalement les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, les actions privilégiées et les instruments hybrides innovants, moins une déduction pour les écarts d'acquisition et les actifs incorporels excédentaires ainsi que d'autres déductions exigées en vertu de Bâle II. Au 31 octobre 2008, notre capital de première catégorie se chiffre à 18,7 milliards de dollars.

Le capital total inclut le capital de première catégorie et de deuxième catégorie, moins certaines déductions. Le capital de deuxième catégorie est composé principalement de débetures subordonnées et de la partie admissible de la provision générale pour pertes sur créances. Les déductions du capital de deuxième catégorie comprennent principalement nos investissements dans des filiales non consolidées et investissements importants. Au 31 octobre 2008, le capital total s'établit à 23,3 milliards de dollars.

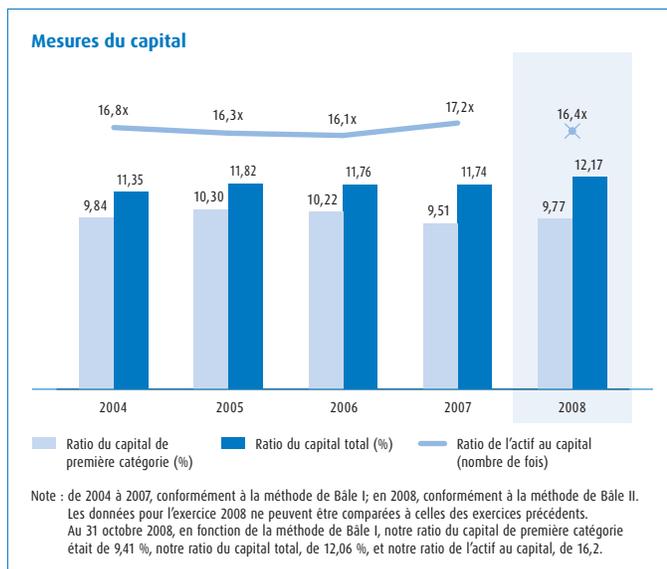
À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2008, les investissements dans des entités non consolidées et investissements importants, excluant nos filiales du secteur de l'assurance, sont soumis à une déduction de 50 % du capital de première catégorie et à une déduction de 50 % du capital de deuxième catégorie. S'il avait été introduit le 31 octobre 2008, ce changement aurait entraîné une diminution de 11 points de base de notre ratio du capital de première catégorie.

## Capital réglementaire selon Bâle II (en millions de dollars)

	2008
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15 974
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	1 996
Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie	2 486
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	39
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	(1 635)
Cumul des pertes non réalisées nettes après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	(15)
<b>Capital net de première catégorie</b>	<b>18 845</b>
Déductions liées à la titrisation	(115)
Perte prévue excédant la provision (approche NI avancée)	-
Autres déductions	(1)
<b>Capital de première catégorie rajusté</b>	<b>18 729</b>
Dette subordonnée	4 175
Billets de fiducie secondaires	800
Partie admissible de la provision générale pour pertes sur créances	494
<b>Total du capital de deuxième catégorie</b>	<b>5 469</b>
Déductions liées à la titrisation	(6)
Investissements dans des filiales non consolidées / investissements importants	(871)
<b>Capital de deuxième catégorie rajusté</b>	<b>4 592</b>
<b>Capital total</b>	<b>23 321</b>

Le ratio du capital de première catégorie est notre principale mesure de la suffisance du capital. Au 31 octobre 2008, notre ratio du capital de première catégorie s'établit à 9,77 %. Le ratio est solide et est nettement supérieur à notre cible minimale pour 2008, qui était de 8,0 %. En 2009, notre cible demeure le maintien d'une position solide en matière de capital réglementaire, assortie d'un ratio du capital de première catégorie supérieur à 8,0 %.

Au 31 octobre 2008, notre ratio du capital total se chiffre à 12,17 %. Tant notre ratio du capital de première catégorie que notre ratio du capital total demeurent nettement supérieurs aux ratios de capital minimaux de 7 % et de 10 %, respectivement, exigés par le BSIF pour une institution financière bien capitalisée. Au 31 octobre 2008, le ratio de l'actif au capital de BMO s'établissait à 16,4. Le ratio demeure bien inférieur au maximum autorisé par le BSIF.

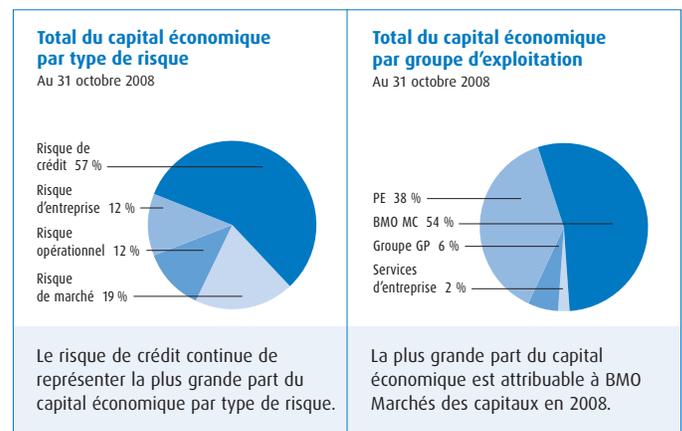


En conséquence de la mise en œuvre de Bâle II durant l'exercice 2008, l'actif pondéré en fonction des risques, le capital et les ratios de capital présentés ne sont pas comparables à ceux de l'exercice précédent. Selon Bâle I, au 31 octobre 2008, notre ratio du capital de première catégorie s'établit à 9,41 % et notre ratio du capital total, à 12,06 %. Pour l'exercice 2007, ils s'établissaient à 9,51 % et 11,74 %, respectivement.

Comme il est indiqué dans la section Provision pour impôts sur les bénéfices, BMO couvre le risque de change découlant du montant net de son investissement dans des établissements aux États-Unis en finançant le montant net de l'investissement en dollars américains. Cette stratégie réduit l'effet des variations des taux de change sur les ratios de capital de BMO puisque l'incidence, sur le capital de première catégorie, des écarts de conversion découlant d'une hausse ou d'une baisse de la valeur du dollar canadien est largement neutralisée par la variation de l'équivalent en dollars canadiens des actifs pondérés en fonction des risques libellés en dollars américains.

### Analyse du capital économique

Le capital économique correspond à notre évaluation interne des risques sous-jacents des activités commerciales de BMO. Il représente l'estimation par la direction de l'ampleur potentielle des pertes économiques susceptibles de découler de circonstances défavorables et permet de rajuster le rendement en fonction des risques. Le capital économique est calculé pour divers types de risques : risque de crédit, risque de marché (lié aux activités de négociation et autres), risque opérationnel et risque d'entreprise, les mesures étant fondées sur un horizon de un an. Pour de plus amples renseignements sur ces risques, se reporter à la section Gestion globale des risques, à la page 73. Le capital économique est un élément clé de notre gestion du capital en fonction des risques et du processus d'évaluation interne de la suffisance du capital.



### Activités de gestion du capital

Dans le cadre de ses efforts constants visant à gérer le capital de façon rentable, BMO a procédé à un certain nombre d'émissions et de rachats en 2008. Nous avons émis des actions privilégiées de catégorie B de série 15, d'une valeur de 250 millions de dollars, portant intérêt au taux de 5,80 %, et des actions privilégiées de catégorie B de série 16, d'une valeur de 300 millions de dollars, portant intérêt au taux de 5,20 %. Le 25 novembre 2008, nous avons annoncé notre intention de procéder à un appel public à l'épargne de 150 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie B, série 18, portant intérêt à 6,50 %. Nous avons également émis 900 millions de dollars de billets à moyen terme de série F, première tranche. Nous avons remboursé nos débiteures de série A MTN, deuxième tranche, d'une valeur de 150 millions de dollars, portant intérêt au taux de 5,75 %, au cours de l'exercice 2008 et racheté nos actions privilégiées de catégorie B, série 6, d'une valeur de 250 millions de dollars, le 25 novembre 2008. Pour de plus amples renseignements, voir les notes 18 et 21 afférentes aux états financiers, aux pages 132 et 135.

Le 4 septembre 2008, nous avons annoncé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, commençant le 8 septembre 2008 et se terminant le 7 septembre 2009, en vertu de laquelle nous pouvons racheter aux fins d'annulation jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires de BMO, représentant environ 3 % de nos actions ordinaires. Aucune action ordinaire n'a été rachetée dans le cadre de notre précédente offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités d'une durée de 12 mois, qui est arrivée à échéance le 5 septembre 2008.

Notre programme de rachat d'actions ordinaires vise principalement à compenser, à la longue, l'effet de dilution causé par l'exercice d'options d'achat d'actions, le Régime de réinvestissement des dividendes et les actions convertibles. Durant l'exercice terminé le 31 octobre 2008, 7,5 millions d'actions ont été émises en contrepartie de l'acquisition d'Ozaukee et pour les raisons mentionnées précédemment. En 2007, BMO avait racheté 2,2 millions d'actions de plus qu'il en avait émis.

## Dividendes

La fourchette du ratio de distribution cible de BMO est comprise entre 45 % et 55 % du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ce qui représente la fourchette la plus élevée parmi les grandes banques canadiennes. Cette fourchette reflète notre confiance en notre capacité soutenue d'accroître le revenu net et en la solidité de notre assise financière. De façon générale, nous augmentons les dividendes en fonction des tendances à long terme en matière de croissance du résultat par action, tout en conservant une part suffisante de revenu net pour soutenir la croissance prévue du volume d'affaires, financer les investissements stratégiques et fournir un soutien continu aux déposants.

Le dividende déclaré par action ordinaire en 2008 s'est établi à 2,80 \$, une hausse de 3,3 % par rapport à 2,71 \$ en 2007. Les dividendes déclarés en 2008 représentent 74,0 % du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ce qui est supérieur à la fourchette de notre ratio de distribution cible, qui est de 45 % à 55 %. À la fin de l'exercice, le rendement annuel de l'action ordinaire de BMO s'établissait à 6,51 % selon le cours de clôture. Le 25 novembre 2008, le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel par action ordinaire de 0,70 \$, inchangé par rapport au trimestre précédent.

Tant que nous n'aurons pas une idée précise de la durée et de l'ampleur du ralentissement économique actuel, nous ne prévoyons pas augmenter le dividende sur les actions ordinaires. Nous croyons que le taux de dividende actuel est approprié, compte tenu de la capacité bénéficiaire de BMO, et nous poursuivons nos efforts pour améliorer le rendement de nos activités de base et offrir de nouveau un ratio de distribution dans notre fourchette cible.

## Désignation des dividendes admissibles

Pour les fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, BMO désigne tous les dividendes versés sur ses actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005, et tous les dividendes (y compris les dividendes réputés) versés par la suite, comme « dividendes admissibles », à moins d'indication contraire par BMO.

## Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 19 novembre 2008	Nombre d'actions ou montant en dollars	Dividende déclaré par action		
		2008	2007	2006
<b>Actions ordinaires</b>	506 053 000	<b>2,80 \$</b>	2,71 \$	2,26 \$
<b>Actions privilégiées de catégorie B</b>				
Série 5	200 000 000 \$	<b>1,33 \$</b>	1,33 \$	1,33 \$
Série 13	350 000 000 \$	<b>1,13 \$</b>	0,96 \$	—
Série 14	250 000 000 \$	<b>1,48 \$</b>	—	—
Série 15	250 000 000 \$	<b>0,94 \$</b>	—	—
Série 16	300 000 000 \$	<b>0,55 \$</b>	—	—
<b>Titres convertibles en actions ordinaires :</b>				
<b>Actions privilégiées de catégorie B 1)</b>				
Série 4 2)	—	— \$	0,91 \$	1,20 \$
Série 6 3)	250 000 000 \$	<b>1,19 \$</b>	1,19 \$	1,19 \$
Série 10	300 000 000 \$US	<b>1,49 \$US</b>	1,49 \$US	1,49 \$US
<b>Options sur actions</b>				
— droits acquis	14 325 000			
— droits non acquis	5 724 000			

1) Les actions privilégiées convertibles pourront être échangées au prorata contre des actions ordinaires dans les années à venir sur une base de 95 % du prix de négociation moyen de l'action ordinaire sur une période de 20 jours se terminant 4 jours avant la date de l'échange.

2) Rachetées en août 2007.

3) Rachetées le 25 novembre 2008.

La note 21 afférente aux états financiers, à la page 135, traite en détail du capital-actions.

## Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles

À la demande des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales des pays membres du G7, le Forum sur la stabilité financière a publié en avril 2008 un rapport concernant l'amélioration de la résilience des institutions et des marchés financiers. Ses recommandations préconisent notamment d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les marchés considèrent aujourd'hui comme plus risqués. Nous avons étendu notre présentation des instruments financiers pour tenir compte de ces nouveaux développements.

### Mise en garde

Compte tenu de la conjoncture incertaine des marchés financiers, l'évaluation de nos instruments financiers pourrait subséquemment être l'objet de gains et de pertes en raison des variations de la valeur de marché.

La présente section Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives à la page 30.

### Prêts hypothécaires de premier rang à risque

Aux États-Unis, les prêts hypothécaires à risque sont généralement des prêts consentis à des clients dont la cote de solvabilité fournie par un bureau de crédit est égale ou inférieure à 620. Nous n'octroyons pas de prêts hypothécaires à risque aux États-Unis dans le cadre d'un programme conçu à cette fin; nous y offrons toutefois des prêts à des personnes ayant une cote de solvabilité inférieure à 620, conformément à nos exigences de crédit découlant du *Community Reinvestment Act*. Ponctuellement, nous accordons également des prêts à des clients dont la cote de solvabilité est inférieure à 620 lorsqu'ils remplissent d'autres critères d'admissibilité solides. Ainsi, nous avons un encours de 0,25 milliard de dollars américains de prêts hypothécaires de premier rang qui présentaient des caractéristiques de prêts à risque à la date d'autorisation. De cette somme, 5,4 millions de dollars américains, ou 2,14 %, représentaient des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus au 31 octobre 2008. En comparaison, le taux est de 0,94 % pour l'ensemble du portefeuille américain de prêts hypothécaires de premier rang de BMO.

Au Canada, BMO n'a pas de programme offrant des prêts hypothécaires à risque, et n'achète pas de prêts de ce type à des tiers prêteurs. Les décisions prises par BMO en matière de crédit hypothécaire se fondent sur une évaluation complète du client et de la structure du prêt. La cote de solvabilité n'est qu'une composante parmi d'autres du programme d'octroi, ce qui fait que nous ne catégorisons pas les prêts selon le seul critère de la cote de solvabilité. On retrouve un montant minime de prêts hypothécaires à risque dans certains conduits de titrisation canadiens soutenus par BMO qui détiennent des actifs de tiers, comme il est expliqué plus loin à la rubrique consacrée à ce type de conduits.

Nous avons aussi une exposition nette de 159 millions de dollars américains, au 31 octobre 2008, à une société qui achète des prêts hypothécaires en difficulté (y compris des prêts à risque) à prix réduit. Cette exposition fait partie des trois comptes dont il est question plus loin à la rubrique Conduits de titrisation soutenus par BMO.

### Prêts hypothécaires de premier rang à l'habitation Alt-A

Aux États-Unis, sont généralement définis comme prêts de catégorie Alt-A ceux dont les emprunteurs sont soumis à une vérification limitée de leurs caractéristiques de solvabilité. Notre portefeuille de prêts aux États-Unis comporte deux programmes de prêts qui répondent à cette définition – nos programmes Easy Doc et No Doc. Les prêts accordés dans le cadre du programme No Doc, qui représentent la majorité de notre exposition à l'égard de cette catégorie, exigent une cote de solvabilité d'au moins 660 et une quotité de financement maximale de 80 % (90 % si le prêt est assuré par une assurance hypothécaire privée). En raison de ces exigences, notre portefeuille de prêts Alt-A s'avère de bonne qualité et les prêts affichent un bon rendement. Au 31 octobre 2008, nos prêts Alt-A directs totalisaient 1,6 milliard de dollars américains. De cette somme, 10 millions de dollars américains, ou 0,62 %, représentaient des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus. En comparaison, le taux est de 0,94 % pour l'ensemble du portefeuille américain de prêts hypothécaires de premier rang de BMO. Nous avons mis fin aux programmes Easy Doc et No Doc au cours du troisième trimestre de 2008.

Les prêts hypothécaires à risque et les prêts Alt-A sont généralement considérés comme plus risqués que les prêts conventionnels. Nous considérons également que les prêts consentis à des clients qui affichent une cote de solvabilité se situant entre 620 et 660 et une quotité de financement supérieure à 80 % (sans assurance hypothécaire privée) constituent une composante à plus haut risque de notre portefeuille. Cette composante du portefeuille américain était négligeable.

Au Canada, nous n'avons pas de programme de prêts hypothécaires considérés comme des prêts Alt-A. Dans le cadre de notre programme d'octroi de crédit, nous pouvons décider de ne pas vérifier le revenu ou l'emploi de clients lorsqu'ils présentent par ailleurs des caractéristiques de solvabilité suffisantes. Nous avons également un programme de prêts hypothécaires pour les nouveaux arrivants au Canada et les non-résidents qui permet une vérification limitée du revenu, mais qui comporte d'autres critères essentiels d'admissibilité. Au 31 octobre 2008, il y avait environ 2,2 milliards de dollars de prêts en cours en vertu de ce programme. De cette somme, seulement 11 millions de dollars, ou 0,51 %, représentaient des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus, ce qui reflète la bonne qualité de ces prêts.

### Prêts sur valeur domiciliaire

Les prêts sur valeur domiciliaire sont des crédits garantis par l'avoir propre foncier du propriétaire et la garantie occupe un rang subordonné après la première hypothèque qui grève la propriété. Aux États-Unis, notre portefeuille de prêts sur valeur domiciliaire s'établit à 5 milliards de dollars américains, ce qui représentait 2,5 % du portefeuille total de prêts de BMO au 31 octobre 2008. De ce portefeuille total, des prêts dont le solde s'établit à 0,4 milliard de dollars américains ont été consentis à des clients qui présentaient initialement une cote de solvabilité inférieure à 620, ce qui les classerait dans la catégorie des prêts à risque. De cette somme, seulement 3 millions de dollars américains, ou 0,8 %, représentaient des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus au 31 octobre 2008.

Dans son portefeuille américain de prêts sur valeur domiciliaire, BMO détient également des prêts consentis dans le cadre de deux programmes de documentation limitée, et ces prêts se classeraient dans la catégorie des prêts Alt-A s'il s'agissait de prêts hypothécaires de premier rang. Au 31 octobre 2008, le montant autorisé en vertu de ces programmes s'élevait à 1 milliard de dollars américains, et l'encours à 0,6 milliard de dollars américains. Les prêts accordés conformément à ces programmes sont soumis aux mêmes exigences strictes que les prêts hypothécaires de premier rang en matière de cote de solvabilité et de quotité de financement, de sorte que la marche du portefeuille est satisfaisante. Au 31 octobre 2008, 4 millions de dollars américains, ou 0,68 % du portefeuille, représentaient des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus. En comparaison, le taux est de 0,57 % pour l'ensemble du portefeuille américain de prêts sur valeur domiciliaire de BMO. Nous avons mis fin à ces programmes au cours du troisième trimestre de 2008.

Nous considérons également que les prêts sur valeur domiciliaire consentis à des clients qui affichent une cote de solvabilité entre 620 et 660 constituent une composante à plus haut risque de notre portefeuille. Cette composante du portefeuille s'élevait à 0,3 milliard de dollars américains au 31 octobre 2008. De cette somme, 3 millions de dollars américains ou 0,88 % représentaient des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus.

Au 31 octobre 2008, les prêts dont la quotité de financement était supérieure à 90 % au moment de l'octroi représentaient 0,4 milliard de dollars américains, ou 7 % du portefeuille américain de prêts sur valeur domiciliaire. Les prêts ayant une quotité de financement supérieure à 80 % consentis à des clients dont la cote de solvabilité est inférieure à 660 au moment de l'octroi représentaient 0,3 milliard de dollars américains.

Au Canada, notre portefeuille de marges de crédit sur valeur domiciliaire a une valeur totale de 13,8 milliards de dollars (30,1 milliards autorisés). Le portefeuille est de bonne qualité, puisque seulement 0,08 % des prêts sont en souffrance depuis 90 jours ou plus. Un de ces produits de marge de crédit est garanti seulement par une hypothèque de premier rang, et ce type de produit constitue à peu près 54 % du portefeuille total. Nous avons également un portefeuille de prêts à tempérament sur valeur domiciliaire d'une valeur de 0,3 milliard de dollars, dont seulement 0,23 % représente des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus.

### Financement à levier financier

Les prêts à levier financier sont définis par BMO comme les prêts aux sociétés de capital-investissement et les prêts mezzanine pour lesquels notre évaluation indique un niveau de risque de crédit plus élevé. BMO fait l'objet d'une exposition limitée aux prêts à levier financier puisque ces prêts correspondent à moins de 1 % de notre actif total, avec un encours de 3,6 milliards de dollars au 31 octobre 2008 (5,8 milliards autorisés).

### Assureurs spécialisés et sociétés d'instruments dérivés de crédit

Au 31 octobre 2008, les expositions directes de BMO aux sociétés spécialisées dans la fourniture d'une protection contre la défaillance s'élevaient à 573 millions de dollars au titre de la valeur au marché d'instruments dérivés de contrepartie, et à 19 millions au titre de la valeur au marché de titres de créance négociables.

Environ 88 % de l'exposition de 573 millions de dollars est liée à des parties cotées AA ou mieux et environ 53 % de l'exposition de 19 millions est liée à des parties cotées BBB- ou mieux. La valeur notionnelle des contrats directs mettant en présence des assureurs spécialisés et des sociétés d'instruments dérivés de crédit était d'environ 4,5 milliards. La plupart des contrats avec ces sociétés sont liés à des structures d'obligations adossées à des actifs et à des swaps sur défaillance de notre portefeuille de négociation, et ils fournissent une protection contre les pertes découlant des défaillances. Ces instruments sont peu exposés aux prêts hypothécaires à risque. Au 31 octobre 2008, BMO détenait aussi pour 1 176 millions de dollars de titres assurés par des assureurs spécialisés, dont 795 millions sous forme d'obligations municipales. Environ 79 % du portefeuille d'obligations municipales est coté catégorie investissement, incluant l'avantage des garanties d'assurance. Environ 68 % des obligations municipales détenues ont une cote qui ne tient pas compte des garanties d'assurance, et toutes sont de catégorie investissement.

### Conduits de titrisation soutenus par BMO

BMO soutient dix conduits de titrisation non consolidés, composés de trois entités canadiennes qui détiennent des actifs de BMO (entités de titrisation de la Banque), six entités de financement de clients au Canada (entités canadiennes de titrisation des clients) et une entité de financement de clients aux États-Unis (conduit américain de titrisation des clients). Pour la prestation de services liés à la titrisation et à l'exploitation continue de ces entités, nous percevons des frais, notamment des frais pour les facilités de trésorerie, des frais de distribution et des frais de dispositions financières. Ces frais s'élevaient à approximativement 68 millions de dollars en 2008, comparativement à 80 millions en 2007.

### Entités de titrisation de la Banque

Périodiquement, nous vendons des prêts à des entités hors bilan ou à des fiduciaires, soit à des fins de gestion du capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. Les gains réalisés sur la vente des prêts aux entités de titrisation ainsi que les frais perçus pour assurer la gestion des prêts vendus sont portés au revenu.

BMO détient des droits conservés dans ses trois entités de titrisation, parce que nous sommes parfois tenus d'acheter des droits subordonnés ou de maintenir des dépôts en espèces dans les entités, et que nous avons comptabilisé des prix d'achat différé. Ces prix constituent des gains sur les ventes à des entités de titrisation qui n'ont pas été reçus en espèces. Les droits conservés comptabilisés à l'actif de notre bilan consolidé se montaient respectivement à 882 millions et 388 millions de dollars au 31 octobre 2008 et 2007. Dans l'éventualité où les actifs détenus par les entités de titrisation feraient l'objet de défaillances, les droits conservés pourraient ne pas être recouvrables et subiraient une dévaluation. De plus, les remboursements anticipés et les fluctuations de taux d'intérêt ont des répercussions sur les flux de trésorerie prévus, ce qui peut également se traduire par une dévaluation des droits conservés. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008, la dévaluation de droits conservés dans les entités de titrisation s'est élevée à 5 millions de dollars, comparativement à 27 millions en 2007. Les actifs de deux des trois conduits consistent en prêts hypothécaires à l'habitation canadiens et ceux du troisième, en prêts sur cartes de crédit consentis au Canada et transférés de BMO. Les investissements de BMO dans du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) des deux conduits détenant des prêts hypothécaires à l'habitation totalisaient 0,5 milliard de dollars au 31 octobre 2008 (0,4 milliard en 2007).

Aucune perte n'a été enregistrée à l'égard de ces investissements. Nous avons fourni à ces deux conduits 5,1 milliards de dollars de facilités de trésorerie, et des sommes avaient été tirées sur ces facilités au 31 octobre 2008. Nous n'avons pas fourni de facilités de trésorerie au conduit qui détient des prêts sur cartes de crédit. De plus amples renseignements sur l'incidence des activités de titrisation sur le bilan consolidé se trouvent à la note 8 afférente aux états financiers, à la page 118.

#### Entités canadiennes de titrisation des clients

Les six entités de titrisation des clients que nous soutenons au Canada aident ces derniers à tritiser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Ces entités permettent aux clients d'accéder à du financement sur les marchés du papier commercial en achetant les actifs des clients, puis en émettant du papier commercial à des investisseurs pour financer ces achats. Dans presque tous les cas, le vendeur des actifs continue à gérer les actifs cédés, et il est le premier à assumer les pertes réalisées sur ces actifs, le cas échéant.

En général, les investisseurs qui souscrivent du papier commercial peuvent seulement exercer des recours contre les actifs de l'entité émettrice. Notre risque de perte est lié à nos investissements dans le papier commercial émis par ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme de concours de trésorerie. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces ententes, comme nous le faisons à l'égard des prêts.

BMO conclut parfois des contrats sur instruments dérivés avec ces entités pour leur permettre de gérer les risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt et des cours du change. La juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un actif dérivé de 55 millions de dollars au 31 octobre 2008 (un passif dérivé de 20 millions en 2007).

BMO consolide les comptes de deux des six entités de titrisation des clients, puisque la majorité des gains ou des pertes de ces entités est censée lui échoir. Une des entités détient des billets d'un autre conduit, qui sont cotés R-1 (faible) par DBRS et ses actifs s'élevaient à 65 millions de dollars. L'autre entité est un conduit dont les billets sont cotés R-1 (moyen) par DBRS et il détenait des actifs de 200 millions de dollars au 31 octobre 2008. Leurs actifs cumulatifs comprennent 8 millions de dollars de prêts hypothécaires présentant des caractéristiques de prêts à risque, 66 millions de prêts hypothécaires s'apparentant à des prêts Alt-A et 13 millions de petits prêts hypothécaires aux entreprises. Aucune perte n'a été comptabilisée en rapport avec l'exposition de BMO à ces entités.

Les investissements de BMO dans le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par les quatre entités de titrisation non consolidées totalisaient 2,1 milliards de dollars au 31 octobre 2008 (5,6 milliards en 2007). Aucune perte n'a été comptabilisée en rapport avec ces investissements.

BMO a fourni aux quatre entités non consolidées des facilités de soutien de trésorerie totalisant 11,0 milliards de dollars au 31 octobre 2008 (20,8 milliards en 2007). Ce montant représente une partie des autres instruments de crédit décrits à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 115. Aucune somme n'a été utilisée dans le cadre de ces facilités. Les actifs de chacune de ces entités consistent essentiellement en des lots diversifiés de grande qualité de créances automobiles canadiennes et de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens. Ces catégories d'actifs représentent entre 67 % et 92 % des actifs des quatre entités. Les prêts hypothécaires comprennent 111 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens présentant des caractéristiques de prêts à risque, 948 millions de dollars de prêts s'apparentant aux prêts Alt-A et 233 millions de dollars de petits prêts hypothécaires aux entreprises. Ces entités n'incluent pas de titres adossés à des instruments de dette, ni ne présentent d'exposition à des assureurs spécialisés.

Dans l'éventualité où nous déciderions ou serions tenus de mettre fin à notre relation avec une entité de titrisation des clients, nous serions obligés de détenir tout instrument dérivé connexe jusqu'à son échéance. Nous ne percevrions plus de frais pour la prestation des services de gestion liés aux opérations de titrisation dont il a été question précédemment.

#### Conduit américain de titrisation des clients

Au 31 octobre 2008, BMO avait fourni des facilités de trésorerie ferme de 8,2 milliards de dollars américains (11,5 milliards de dollars américains en 2007) à notre conduit multicédant américain émetteur de PCAA. Le conduit procure du financement à des lots diversifiés de portefeuilles au moyen de 91 opérations de titrisation, la valeur moyenne des facilités étant de 90 millions de dollars américains. À l'heure actuelle, la taille des lots varie de 1,9 million à 450 millions de dollars américains. Les dix lots les plus importants représentent 33 % du portefeuille. Les sommes engagées comprennent un large éventail de catégories d'actifs, notamment des prêts aux moyennes entreprises (24 %), des prêts et des baux pour immeubles commerciaux (13 %), des prêts automobiles et des contrats de crédit-bail automobile (12 %), des prêts aux entreprises (12 %), des prêts à tempérament aux particuliers (8 %) et des prêts et contrats de crédit-bail pour équipement (8 %). Les prêts hypothécaires à l'habitation constituent 2,5 % du portefeuille, dont 0,3 % représente des prêts classés à risque ou Alt-A.

Environ 60 % des engagements du conduit ont été cotés par Moody's ou S&P, et tous ont reçu la cote A ou une cote plus élevée. L'équivalent d'environ 1,5 milliard de dollars d'engagements est assuré par des assureurs spécialisés, principalement MBIA et Ambac dont les cotes, même si elles ont récemment été réduites à Baa1 par Moody's et à AA par S&P, n'ont aucune incidence sur le rendement des actifs sous-jacents. Aucune des garanties d'assurance ne porte sur des hypothèques ou des titres adossés à des créances mobilières, ni sur des titres adossés à des instruments de dette à financement structuré. Toutes les transactions sous-jacentes sont effectuées en conformité avec leurs modalités et conditions.

Au 31 octobre 2008, le conduit avait du papier commercial en circulation pour 6,5 milliards de dollars américains, en baisse par rapport à 8,3 milliards en circulation en 2007. Le PCAA du conduit est coté A1 par S&P et P1 par Moody's. BMO n'a pas investi dans le PCAA du conduit. Par contre, des tiers investisseurs ont régulièrement acheté du papier commercial en circulation malgré les perturbations du marché, et les prix sont en phase avec ceux des conduits émetteurs de PCAA de première qualité aux États-Unis.

Au premier semestre de l'exercice, par suite de la détérioration des conditions de crédit et conformément aux modalités des accords relatifs aux facilités de trésorerie, BMO a mis des fonds directement dans trois comptes d'entreprises exposés au secteur américain de l'habitation, pour un total de 851 millions de dollars américains. La valeur comptable nette des trois comptes a été ramenée à 296 millions de dollars américains au 31 octobre 2008, la réduction provenant des paiements et des dotations à la provision pour pertes. La qualité de crédit de deux de ces comptes a commencé à se détériorer, et BMO a réagi en comptabilisant des dotations à la provision spécifique. En 2008, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO au titre de ces comptes se monte à 327 millions de dollars américains. Au quatrième trimestre de 2008, nous avons remarqué une détérioration de certains portefeuilles du conduit; toutefois, tous étaient productifs à ce moment-là.

BMO agit aussi comme contrepartie à des contrats sur instruments dérivés avec le conduit, qui servent à gérer le risque de taux d'intérêt. La juste valeur des contrats sur instruments dérivés en cours avec le conduit, comptabilisée dans notre bilan consolidé à titre d'actif dérivé, était de 1 million de dollars au 31 octobre 2008 (aucune somme en 2007). BMO n'est pas tenu de consolider le conduit, puisqu'un billet pour pertes prévues a été émis par le conduit. Il appartient au détenteur du billet de consolider le conduit puisque c'est lui qui assume la plus grande part de l'exposition aux pertes prévues.

Dans l'éventualité où nous déciderions ou serions tenus de mettre fin à notre relation avec le conduit, nous serions obligés de régler les contrats sur instruments dérivés à leur juste valeur, et nous ne percevrions plus de frais pour la gestion du conduit.

## Conduits de titrisation canadiens non soutenus par des banques

Nous détenons du PCAA de six conduits de titrisation canadiens non soutenus par des banques, dont la valeur comptable s'élevait à 187 millions de dollars au 31 octobre 2008 (308 millions en 2007). Nous n'avons pas fourni de concours de trésorerie à ces conduits.

Nous avons comptabilisé des charges pour dépréciation de 70 millions de dollars pendant l'exercice qui s'est terminé le 31 octobre 2008 (54 millions en 2007), relativement à nos investissements dans les conduits. La réalisation de notre investissement dans le PCAA des conduits non soutenus par des banques sera fonction des conditions de l'accord conclu par certains conduits canadiens de PCAA non soutenus par des banques et des investisseurs, accord connu sous le nom d'« Accord de Montréal ». BMO appuie totalement cet Accord.

## Entités à financement structuré

Nous facilitons le développement de produits de placement par des tiers, y compris de fonds communs de placement, de fiducies d'investissement à participation unitaire et d'autres fonds d'investissement qui sont vendus à des investisseurs individuels. Nous concluons des contrats sur instruments dérivés avec ces fonds pour les aider à fournir aux investisseurs le degré de risque qu'ils désirent, et nous couvrons notre risque lié à ces instruments dérivés en investissant dans d'autres fonds. De plus, nous soutenons certaines entités qui donnent à des investisseurs un accès à des portefeuilles de créances par l'émission de papier commercial. Nous consolidons ces entités lorsque notre participation nous expose à subir la majorité des pertes prévues et/ou nous donne la possibilité de bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus. Les actifs détenus par les entités dans lesquelles nous avons des droits variables importants mais que nous ne consolidons pas totalisaient 132 millions de dollars au 31 octobre 2008 (353 millions en 2007). Notre risque de subir les pertes des entités relativement à cette activité se limite au montant de notre investissement, qui totalisait 40 millions de dollars au 31 octobre 2008 (99 millions en 2007). Dans l'éventualité où nous déciderions ou serions tenus de mettre fin à notre relation avec ces entités, nous serions obligés de régler les contrats sur instruments dérivés à leur juste valeur.

## Entité de protection contre le risque de crédit

Nous parrainons également Apex Trust (Apex), entité ad hoc canadienne qui fournit, sous forme de swaps sur défaillance, une protection contre le risque de crédit lié à douze tranches de titres de qualité investissement, à levier financier, ultra-prioritaires, provenant de lots diversifiés de titres de crédit aux entreprises américains et européens. Apex a une exposition à quelque 450 émetteurs, diversifiés en termes de région et de secteur, dont 74 % sont de qualité investissement.

Le 13 mai 2008, Apex a été restructuré et les investisseurs ont échangé leurs billets initiaux contre des billets à moyen terme émis par Apex d'une durée de cinq et huit ans (les « Billets »). Apex a émis des Billets d'une valeur de 2,2 milliards de dollars et BMO a une exposition de 815 millions à ces Billets. Une autre partie à la restructuration a une exposition de 600 millions de dollars aux Billets par le biais d'un swap sur rendement total avec BMO. Le prix du swap sur rendement total sera recalculé en septembre 2009 en fonction d'un indice de référence. BMO a l'option de mettre fin au swap à ce moment-là. Si BMO choisit de prolonger le swap, le coût de celui-ci sur rendement total pourrait augmenter après le rajustement de prix, selon les conditions qui prévaudront alors sur les marchés.

Une facilité de financement de premier rang (la « Facilité de premier rang ») de 1,13 milliard de dollars a aussi été mise en place dans le cadre de cette restructuration, BMO fournissant 1,03 milliard de cette facilité. Les avances effectuées dans le cadre de la Facilité de premier rang ont priorité de rang sur les Billets. Au 31 octobre 2008, 553 millions de dollars de l'engagement de BMO dans le cadre de la Facilité de premier rang ont été utilisés pour financer des appels de sûretés à la suite du déclin de la valeur de marché des swaps sur défaillance sous-jacents. Les Billets et la Facilité de premier rang totalisent environ 3,3 milliards de dollars et représentent 16 % de quelque 21 milliards de dollars des positions de crédit notionnelles nettes détenues par le véhicule.

Selon les modalités de la restructuration, BMO a également conclu des contrats de swaps sur défaillance avec les contreparties des swaps et des swaps de compensation avec Apex. BMO a une exposition aux contreparties des swaps pour les pertes sur créances réalisées sur les positions de crédit notionnelles si ces pertes sur créances dépassent la valeur globale de 3,3 milliards de dollars des Billets et de la Facilité de premier rang.

En 2007, nous avons comptabilisé des charges de 80 millions de dollars en rapport avec notre exposition à Apex. En 2008, nous avons comptabilisé des charges supplémentaires de 110 millions de dollars; à la fin de 2008, notre exposition aux Billets se chiffrait à 815 millions de dollars et la valeur comptable des Billets s'établissait à 625 millions. Nous avons également comptabilisé en 2008 des charges de 120 millions de dollars en relation avec la transaction du swap sur rendement total. Les charges qui précèdent sont en grande partie attribuables à la détérioration de la qualité de crédit des portefeuilles sous-jacents et aux importantes augmentations des écarts de taux causées par les conditions actuelles du marché.

Les pertes sur créances réalisées sur les Billets d'Apex ne sont enregistrées que si les pertes en cas de défaut dépassent la protection de premier niveau d'une tranche. Dans les portefeuilles sous-jacents, un certain nombre d'incidents de crédit ont entraîné une réduction de la protection de premier niveau d'Apex sur neuf des tranches. Dans les deux tranches comportant une protection de premier niveau plus faible, cette protection est passée de 12,0 % à environ 11,2 % sur une tranche d'un montant notionnel de 342 millions de dollars, et de 8,3 % à environ 7,0 %, sur une tranche d'un montant notionnel de 875 millions de dollars. Ces deux tranches ont été cotées A et A (élevé), respectivement, par DBRS au 31 octobre 2008. Les dix autres tranches ont une protection de premier niveau comprise entre 14,4 % et 30,3 % et chacune d'elles est cotée AAA. Cette importante protection de premier niveau contre les défaillances futures est beaucoup plus élevée que les pertes sur créances historiques des crédits d'entreprises.

Le montant notionnel des deux tranches comportant une protection de premier niveau plus faible totalise 1 217 millions de dollars. Comme BMO possède 37 % des Billets, le risque de perte auquel BMO s'expose à l'égard des tranches en question s'élève à 450 millions.

BMO ne considère pas que l'achat de Billets fait en mai 2008, comme il est expliqué plus haut, implique ou laisse entendre que BMO a l'intention de fournir un soutien aux autres porteurs de billets à moyen terme ou un soutien subordonné supplémentaire à Apex. Cet achat constitue plutôt un événement unique et isolé dans le cadre de la restructuration d'Apex. Nous n'avons pas l'intention d'acheter d'autres billets à moyen terme d'Apex, et nous nous n'avons pas non plus l'intention de rembourser aux autres détenteurs de billets à moyen terme les pertes qu'ils pourraient subir.

## Entités de gestion de placements structurés

Les entités de gestion d'instruments de crédit offrent aux investisseurs des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes catégorie investissement.

Nous détenons des billets de capital subordonnés de Links Finance Corporation (Links) et de Parkland Finance Corporation (Parkland), deux entités de gestion de placements structurés basées à Londres et gérées par BMO, billets dont la valeur comptable est nulle. Notre investissement dans ces billets est comptabilisé dans les titres disponibles à la vente inscrits à notre bilan consolidé. Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au financement de premier rang que nous fournissons au moyen d'une facilité de trésorerie qui vise à financer le remboursement des billets de premier rang.

Les actifs détenus par Links et Parkland au 31 octobre 2008 totalisaient respectivement 6,8 milliards de dollars américains et 698 millions d'euros. La juste valeur de nos contrats sur instruments dérivés conclus avec ces entités de gestion de placements structurés est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un actif dérivé de 57 millions de dollars au 31 octobre 2008 (passif dérivé de 11 millions en 2007). Pour la gestion de ces portefeuilles, nous avons touché des frais de 5 millions et de 21 millions de dollars respectivement en 2008 et en 2007.

Dans l'éventualité où nous déciderions ou serions tenus de mettre fin à notre relation avec ces entités, nous serions obligés de régler les contrats sur instruments dérivés à leur juste valeur.

Le 3 mars 2008, nous avons accepté de fournir un soutien de premier rang pour le financement de Links et de Parkland au moyen de facilités de trésorerie de BMO. Les facilités soutiennent le remboursement de billets de premier rang pour aider ces entités à accéder à d'autres fonds de premier rang, leur procurent des fonds supplémentaires et leur permettent de maintenir la stratégie consistant à vendre des actifs de façon méthodique.

Conformément à cette stratégie, le rythme de vente des actifs a ralenti durant le quatrième trimestre en raison des conditions du marché. Le montant utilisé dans le cadre de ces facilités devrait être inférieur au montant maximal actuel engagé pour les deux entités de gestion de placements structurés et nous prévoyons qu'il atteindra son plus haut niveau en juillet 2009. Nous prévoyons actuellement que les entités de gestion de placements structurés continueront de suivre la stratégie consistant à vendre des actifs de façon méthodique en fonction des conditions du marché. Toutefois, en supposant, à des fins de démonstration, qu'il n'y ait pas d'autres ventes d'actifs et que les actifs soient remboursés selon les modalités prévues, en juillet 2009, les montants utilisés dans le cadre de la facilité de Links seraient supérieurs de 3,0 milliards de dollars américains à ce qu'ils sont au 31 octobre 2008 et ceux utilisés dans le cadre de la facilité de Parkland augmenteraient de 160 millions d'euros. Au 31 octobre 2008, les sommes utilisées dans le cadre des facilités s'élevaient au total à 3,7 milliards de dollars américains et à 477 millions d'euros, respectivement. Les facilités de trésorerie totalisent un maximum d'environ 7,7 milliards de dollars américains pour Links et de 672 millions d'euros pour Parkland au 31 octobre 2008. Les avances faites dans le cadre des facilités de trésorerie sont d'un rang supérieur à celui des billets de capital subordonnés des entités de gestion de placements structurés. La somme totale utilisée dans le cadre des facilités de trésorerie est influencée par divers facteurs, notamment le rythme et le prix des ventes des actifs, le profil des échéances des billets de premier rang et les échéances des actifs. Si les actifs des entités de gestion de placements structurés arrivent à échéance au fil du temps, il est à prévoir que la plupart des actifs seront remboursés entre 2010 et 2012.

Les détenteurs de billets de capital des entités de gestion de placements structurés vont continuer à assumer le risque économique lié aux pertes réelles jusqu'à concurrence de la valeur totale de leur investissement. Au 31 octobre 2008, la valeur nominale des billets de capital subordonnés de Links et de Parkland, moins les pertes réalisées, est respectivement de 1,17 milliard de dollars américains et de 158 millions d'euros et BMO détient un montant nominal de billets de capital dont la valeur comptable est nulle. La valeur de marché des actifs des entités de gestion de placements structurés est actuellement inférieure au montant des créances prioritaires en circulation, mais BMO croit que la protection de premier niveau fournie par les billets de capital subordonnés est supérieure aux pertes prévues.

Même si la qualité des actifs des entités de gestion de placements structurés a diminué en raison des conditions du marché et que la cote de certains titres de créance dans ces entités a été abaissée au cours du quatrième trimestre, la qualité des actifs de Links et de Parkland demeure élevée, environ 84 % des titres de créance ayant reçu une cote Aa ou supérieure de Moody's, 73 % ayant reçu une cote AA ou supérieure de S&P et 98 % ayant reçu la cote qualité investissement. Certaines des cotes des titres de créance sont sous surveillance en vue d'une révision à la baisse. Les billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés sont cotés AA- par S&P et Aaa (sous surveillance en vue d'une révision à la baisse) par Moody's. Les entités de gestion de placements structurés ne détiennent pas de prêts hypothécaires américains à risque. Links détient des titres de créance diversifiés, notamment des titres de premier rang et subordonnés de banques commerciales (33,4 %), des titres adossés à des obligations et à des prêts avec flux groupés dont les actifs sous-jacents sont essentiellement des obligations de sociétés (19,3 %), des titres de créance rehaussés par des assureurs spécialisés (Ambac, FGIC, FSA et MBIA) (10,0 %), des titres adossés à des créances immobilières résidentielles (13,7 %) et des titres adossés à des créances immobilières commerciales (6,4 %). Les titres adossés à des obligations avec flux groupés incluent une somme de 83 millions de dollars américains (1,2 % des actifs) soutenue principalement par des garanties de prêts hypothécaires à risque et de titres adossés à des créances immobilières résidentielles de type Alt-A aux États-Unis. Les actifs de Parkland sont en général aussi diversifiés que ceux de Links.

## Titres à enchères

Les titres à enchères (Auction Rate Securities ou ARS) sont généralement des billets à court terme émis par des fiduciaires aux États-Unis pour financer des titres d'emprunt à long terme et à taux fixe (obligations de sociétés et obligations municipales, principalement émises par des municipalités, des organismes de prêts étudiants et d'autres émetteurs). Le taux d'intérêt sur les titres à enchères est régulièrement recalculé, tous les 7 à 35 jours, au moyen d'enchères organisées par des institutions financières. Le marché des titres à enchères a été perturbé au début de 2008.

Il n'y a aucun programme de titres à enchères soutenu par BMO sur le marché, et BMO ne détient aucun titre à enchères dans ses portefeuilles de négociation. Au quatrième trimestre de 2008, BMO a cependant offert d'acheter, à leur valeur nominale plus l'intérêt couru, pour 143 millions de dollars américains de titres à enchères détenus dans des comptes de clients. Au cours du quatrième trimestre, BMO a inscrit une charge de 12 millions de dollars (8 millions de dollars après impôts) attribuable à l'évaluation des titres à enchères devant être déposés dans le cadre de notre offre.

## Exposition à des institutions financières reconnues

Au cours des derniers mois, les événements importants qui ont touché nombre d'institutions financières établies aux États-Unis et en Europe ont incité les gouvernements de nombreux pays dans le monde entier à prendre des mesures pour soutenir leur système financier. Pendant l'exercice, BMO n'a pas enregistré de pertes significatives liées à son exposition à des institutions financières. BMO avait liquidé toutes ses positions dans Lehman Brothers, qui a demandé la protection de la loi sur les faillites au cours du quatrième trimestre, et inscrit à ce titre une charge de 32 millions de dollars. Cette charge se compose d'une charge de 19 millions de dollars pour le groupe GP, associée aux mesures prises pour soutenir des clients américains, et d'une charge de 13 millions de dollars, déduction faite des recouvrements sur les instruments de couverture liés à des swaps sur défaillance, pour BMO Marchés des capitaux. Nous avons également comptabilisé une dotation à la provision spécifique de 31 millions de dollars américains sur un prêt de 62 millions de dollars américains à la filiale européenne d'une banque islandaise.

De plus, compte tenu de la conjoncture économique mondiale actuelle, nous surveillons les risques associés aux contreparties qui sont des institutions financières de certains pays. Au 31 octobre 2008, l'exposition directe de BMO à ces institutions financières n'est que de 73 millions de dollars au titre de la valeur de marché d'instruments dérivés de contrepartie non garantis, déduction faite d'une garantie de 8 millions de dollars sur notre exposition brute de 81 millions de dollars. Nous n'avons aucune exposition au titre de la valeur de marché de titres de créance négociables. Un petit rajustement pour le risque de contrepartie a été comptabilisé en rapport avec ces expositions.

## Titres adossés à des instruments de dette

Les titres adossés à des instruments de dette sont des obligations d'une entité ad hoc créée pour une opération de financement précise. L'entité ad hoc a généralement un montant nominal de capitaux propres. Elle émet, en diverses tranches, des titres de créance cotés et non cotés (dont la cote varie généralement de AAA à BB) assortis de droits bien définis à l'égard des sommes générées par la gestion et la liquidation des actifs de l'entité. Le risque de perte lié au portefeuille de l'entité ad hoc varie selon la tranche. La tranche non prioritaire est la première à être touchée par les pertes, puis suivent les tranches mezzanine et, finalement, la tranche prioritaire. La tranche ultra-prioritaire est généralement la plus sûre. L'entité ad hoc utilise les sommes générées par l'émission des titres adossés à des instruments de dette pour investir dans un ou plusieurs types d'actifs, notamment des obligations, des prêts et des prêts hypothécaires. Les obligations de l'entité correspondant à ces types d'actifs sont, respectivement, des titres adossés à des obligations avec flux groupés, des titres adossés à des prêts avec flux groupés et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés. Les titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés dont les actifs sous-jacents sont des propriétés résidentielles sont appelés titres adossés à des créances immobilières résidentielles; les titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés dont les actifs sous-jacents sont des propriétés commerciales sont appelés titres adossés à des créances immobilières commerciales.

## Exposition à certains autres instruments financiers, incluant les titres adossés à des instruments de dette

Le tableau suivant présente des renseignements supplémentaires sur des instruments financiers désignés qui sont détenus dans nos portefeuilles de placements et de négociation. La plupart de nos titres adossés à des instruments de dette et de nos titres adossés à des prêts sont entièrement couverts avec d'autres grandes institutions financières. L'exposition nette à des titres adossés à des instruments de dette est faible, à 29 millions de dollars, et comprend la valeur comptable des instruments non couverts et rehaussés, à hauteur de 12 millions, ainsi qu'une perte nette cumulée sur placements couverts de 17 millions. L'exposition nette à des titres adossés à des prêts est également peu élevée, à 107 millions de dollars, et comprend la valeur comptable des placements non couverts et rehaussés, à hauteur de 83 millions, ainsi qu'une perte nette sur instruments couverts de 24 millions.

BMO n'a investi que dans des tranches prioritaires et ultra-prioritaires de titres adossés à des instruments de dette et de titres adossés à des prêts.

Le tableau indique la plus faible cote externe établie par S&P, Moody's ou Fitch pour chaque tranche. La différence entre le montant et la valeur comptable des placements couverts reflète des rajustements liés à l'évaluation à la valeur de marché, qui sont généralement recouvrables par le biais de swaps sur le rendement total ou sur défaut. Les titres sous-jacents comprennent une gamme étendue d'actifs. Les placements de BMO représentent généralement environ 20 % des actifs, mais ce pourcentage peut varier entre 5 % au minimum et 50 % au maximum. Environ 70 % des montants des placements couverts le sont par des swaps avec trois contreparties qui sont des institutions financières cotées A- à AA. La valeur de la participation de BMO dans ces couvertures, à l'exception de montants relativement modestes, est soutenue par une garantie autorisée aux termes des accords avec les contreparties. Le reste des placements couverts est couvert par trois contreparties qui sont des assureurs spécialisés cotés A à AAA.

### Exposition à d'autres instruments financiers désignés (en millions de dollars) 1)

Au 31 octobre 2008	Cotes des tranches	Valeur comptable des placements non couverts et rehaussés	Montant des placements couverts	Valeur comptable du montant des placements couverts	Perte de valeur cumulée des placements couverts	Gain cumulé sur couvertures	Pertes nettes sur placements couverts	
Titres adossés à des instruments de dette 2)	AAA	12						Titres divers
	AAA		805	542	(263)	263	–	Couverts par des IF de cote A- ou supérieure
	AAA		308	274	(34)	17	(17)	Couverts par des assureurs spécialisés de cote AAA 3)
	A- à AA+		1 250	724	(526)	526	–	Couverts par des IF de cote A- ou supérieure
	B- à BB+		184	117	(67)	67	–	Couverts par des IF de cote A- ou supérieure
	CCC ou pire		18		(18)	18	–	Couverts par des IF de cote AA- ou supérieure
		12	2 565	1 657	(908)	891	(17)	
Titres adossés à des prêts	AAA	83						Principalement des prêts à des entreprises de taille moyenne au Royaume-Uni et en Europe
	AAA		836	773	(63)	63	–	Couverts par des IF de cote A ou supérieure 3)
	AAA		1 201	1 082	(119)	95	(24)	Couverts par des assureurs spécialisés de cote A ou supérieure 3)
		83	2 037	1 855	(182)	158	(24)	
Titres adossés à des créances immobilières résidentielles 4)								
Sans prêt hypothécaire à risque	AAA	37						Principalement des prêts hypothécaires au Royaume-Uni et en Australie
Prêts hypothécaires américains à risque – rehaussés	AAA	4						Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote AAA 3)
	A- à AA+	17						Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote A
	B- à BB+	9						Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote BB 3)
Prêts hypothécaires américains à risque	AAA		257	184	(73)	73	–	Couverts par des IF de cote AA ou supérieure
	A- à AA+		110	76	(34)		(34)	Couverts par des IF de cote AA ou supérieure
	B- à BB+	2						Principalement des prêts hypothécaires américains à faible quotité de financement ou plus anciens
		69	367	260	(107)	73	(34)	
Titres adossés à des créances immobilières commerciales	AAA	49						Prêts immobiliers à des entreprises en Europe, au Royaume-Uni et aux États-Unis
	A- à AA+	95						Principalement des prêts à des entreprises et des prêts résidentiels à utilisation multiple au Canada
		144						
Titres adossés à des créances mobilières	AAA	220						Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada
	AAA		120	120			–	Couverts avec des assureurs spécialisés de cote AAA
	A- à AA+	111						Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada
	BBB- à BBB+	68						Billets adossés à des créances sur cartes de crédit au Canada
		399	120	120			–	

IF = institutions financières

- 1) À partir du 1<sup>er</sup> août 2008, la plupart des placements non couverts et rehaussés ont été transférés à notre portefeuille de titres disponibles à la vente.
- 2) Les titres adossés à des instruments de dette incluent une exposition indirecte d'environ 0,7 milliard de dollars à des prêts hypothécaires résidentiels à risque aux États-Unis. Comme nous l'avons indiqué plus haut, cette exposition est couverte au moyen de swaps sur rendement total avec trois grandes institutions financières qui ne sont pas des assureurs spécialisés. Ces montants excluent le montant notionnel de 1,5 milliard de dollars lié à des protections par swap sur

- défaillance de titres adossés à des instruments de dette, achetées à deux contreparties qui sont des sociétés d'instruments dérivés de crédit, et à des swaps sur défaut correspondant fournis à d'autres institutions financières dans notre rôle d'intermédiaire.
- 3) Certaines cotes sont sous surveillance.
- 4) Les titres adossés à des créances immobilières rehaussés sont dotés d'une garantie d'assurance et leur cote tient compte du rehaussement. Les titres adossés à des créances immobilières résidentielles inclus dans le montant des placements couverts de 367 millions de dollars ont une exposition d'environ 179 millions de dollars à des prêts à risque américains sous-jacents.

## Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO prend un certain nombre d'arrangements hors bilan. Nos arrangements avec certaines entités à détenteurs de droits variables sont présentés aux pages 63 à 66, de même qu'aux pages 69 et 70, du Rapport de gestion. Les explications qui suivent portent sur les autres arrangements hors bilan.

### Instruments de crédit

Pour répondre aux besoins financiers de nos clients, nous utilisons une variété d'instruments de crédit hors bilan. Ces instruments comprennent les cautionnements bancaires et les lettres de crédit de soutien, qui représentent notre engagement à effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'un client si ce dernier n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Nous effectuons également des prêts de titres, c'est-à-dire que nous prêtons à un tiers nos titres ou des titres appartenant à un client. Dans ces cas, notre risque de crédit est lié à la possibilité que le tiers ne remette pas les titres comme il a été convenu. Nous accordons également du crédit documentaire, qui représente notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités. Les crédits fermes sont les arrangements hors bilan qui représentent notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, un crédit, sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

Un nombre important d'instruments de crédit sont en cours à tout moment. Notre clientèle est très diversifiée et nous ne prévoyons aucun événement ni aucune situation qui aurait pour effet la défaillance d'un nombre important de nos clients à l'égard de leurs obligations contractuelles. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces arrangements, comme nous le faisons à l'égard des prêts. Nous surveillons les instruments hors bilan afin de nous assurer qu'il n'y a aucune concentration indue dans une région ou une industrie donnée.

Le montant maximal à payer par BMO en vertu de ces instruments de crédit s'élevait à environ 99 milliards de dollars au 31 octobre 2008 (110 milliards au 31 octobre 2007). Toutefois, ce montant ne représente pas notre risque de crédit probable ni nos besoins de liquidités relatifs à ces instruments, car il ne tient pas compte des montants qui pourraient être recouverts en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une garantie. En outre, la grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. D'autres renseignements sur ces instruments sont présentés à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 115.

Les engagements de prêts de titres sont généralement à court terme et assujettis à la remise sur demande. En ce qui concerne tous les autres engagements de crédit susmentionnés, une résiliation anticipée par BMO en l'absence d'un événement qui cause une défaillance pourrait entraîner une rupture de contrat.

### Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Nos droits dans des EDDV sont expliqués principalement aux pages 63 à 66, de même qu'aux pages 69 et 70. Les fiducies de capital et de financement sont présentées ci-dessous.

#### Fiducies de capital et de financement

En 2007, la Fiducie de billets secondaires BMO a émis des billets secondaires BMO (les billets) d'une valeur de 800 millions de dollars, dont le produit a servi à acheter de BMO un billet de dépôt de premier rang. Nous détenons toutes les parts avec droit de vote en circulation de la Fiducie de billets secondaires et les détiendrons en permanence tant que les billets seront en circulation. Nous n'avons pas l'obligation de consolider la Fiducie de billets secondaires. BMO ne la dissoudra pas tant que les billets seront en circulation, sauf si cette fiducie a des fonds suffisants pour payer le montant du remboursement de ces billets et si le Bureau du surintendant des institutions financières donne son approbation.

Nous fournissons également une facilité de crédit de 30 millions de dollars à cette fiducie, dont 5 millions étaient utilisés au 31 octobre 2008 (5 millions en 2007). Nous garantissons le paiement du capital, des intérêts, du montant du remboursement, le cas échéant, et de tout autre montant lié aux billets sur une base subordonnée.

La fiducie BMO Covered Bond Trust (CB Trust) a été créée pour garantir des obligations d'une valeur de 1 milliard d'euros émises par BMO en 2008. BMO a vendu des actifs à CB Trust en échange d'un billet à ordre. Les actifs de CB Trust ont été donnés en garantie du paiement des obligations émises par BMO. On appelle ce programme notre programme d'obligations couvertes. Nous sommes tenus de consolider la fiducie CB Trust puisque notre participation nous expose à subir la majorité des pertes prévues et nous donne la possibilité de bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus.

### Garanties

Les garanties comprennent les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements à une contrepartie, à la suite de changements dans la valeur d'un actif, d'un passif ou d'un titre de participation détenu par la contrepartie. Les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements si un tiers ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions d'un contrat et les contrats en vertu desquels nous fournissons des garanties indirectes à l'égard des obligations d'une autre partie sont également considérés comme des garanties. Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, notamment des lettres de crédit de soutien, des concours de trésorerie et autres facilités de trésorerie, des instruments dérivés (entre autres des swaps sur défaillance et des options position vendeur), ainsi que des conventions d'indemnisation.

Le montant maximal à payer, sans tenir compte des montants qui pourraient être recouverts en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une garantie, était de 120 milliards de dollars au 31 octobre 2008 (93 milliards en 2007).

La note 7 afférente aux états financiers, à la page 118, donne plus de détails concernant ces contrats.

### Instruments financiers

BMO étant une institution financière, son bilan est composé en majeure partie d'instruments financiers, et son revenu net découle principalement des gains, des pertes et des revenus et frais liés aux instruments financiers.

Les actifs qui sont des instruments financiers comprennent l'encaisse, les valeurs mobilières, les prêts, ainsi que les obligations des clients en vertu des acceptations et des instruments dérivés. Les passifs qui sont des instruments financiers comprennent les dépôts, les instruments dérivés, les acceptations, les titres vendus à découvert, les titres mis en pension ou prêtés, la dette subordonnée, les actions privilégiées classées dans le passif et les titres d'une fiducie de capital.

Nous avons recours aux instruments financiers pour les activités de négociation et autres. Les activités autres que de négociation comprennent généralement les activités de crédit, d'investissement à long terme, de financement et de gestion de l'actif et du passif.

Le fait d'utiliser des instruments financiers nous expose à un risque de crédit et de contrepartie ainsi qu'à divers risques de marché, notamment le risque de variation de cours des actions, le risque lié aux produits de base, le risque de taux d'intérêt et le risque de change. Une explication de la façon dont nous gérons les risques ainsi que de la sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt est présentée à la section Gestion globale des risques, aux pages 73 à 84 du présent Rapport de gestion. De plus amples renseignements sur la façon dont nous déterminons la juste valeur des instruments financiers figurent à la rubrique Instruments financiers évalués à leur juste valeur, à la section suivante du Rapport de gestion intitulée Principales estimations comptables.

## Principales estimations comptables

Les notes afférentes aux états financiers consolidés du 31 octobre 2008 de BMO présentent un résumé de nos principales estimations comptables. Les estimations dont il est question ci-dessous sont particulièrement importantes parce qu'elles exigent que la direction fasse preuve d'un haut degré de jugement. La direction a établi des normes et des méthodes de contrôle détaillées qui visent à assurer que les décisions fondées sur des jugements sont bien contrôlées, vérifiées de façon indépendante et appliquées uniformément d'une période à l'autre. Nos sommes d'avis que nos estimations de la valeur des actifs et des passifs de BMO sont appropriées.

### Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances rajuste la valeur des actifs liés aux créances pour faire état de leur valeur de réalisation estimative. Lorsque nous évaluons la valeur de réalisation, nous devons nous fonder sur des estimations subjectives portant sur des questions dont l'issue finale est incertaine, notamment les facteurs économiques, les faits nouveaux qui peuvent influencer sur les affaires des entreprises dans un secteur déterminé et la situation particulière de certains emprunteurs. L'évolution de la situation peut faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la provision pour pertes sur créances.

Une de nos principales mesures de rendement est la dotation à la provision pour pertes sur créances exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension ou empruntés). Au cours des dix derniers exercices, ce ratio a varié de 0,66 %, son plus haut niveau atteint en 2001, à (0,07 %), son plus bas niveau atteint en 2004. Ce ratio varie en fonction de l'évolution de la situation économique et des conditions du crédit. Si nous appliquions ces ratios au solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension ou empruntés) en 2008, notre dotation à la provision pour pertes sur créances irait d'une dotation de 1 387 millions de dollars à un recouvrement net de 147 millions de dollars. Pour l'exercice 2008, notre dotation à la provision pour pertes sur créances s'élevait à 1 330 millions de dollars.

On trouvera d'autres renseignements sur la méthode utilisée pour établir la provision pour pertes sur créances à la section portant sur le risque de crédit, à la page 76, ainsi qu'à la note 4 afférente aux états financiers, à la page 113.

### Instruments financiers évalués à leur juste valeur

BMO comptabilise les titres et instruments dérivés à leur juste valeur. La juste valeur représente notre estimation de la somme que nous pourrions actuellement recevoir, ou devoir payer dans le cas d'un passif dérivé, dans le cadre d'une transaction entre parties consentantes. Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégories les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation pour mesurer la juste valeur. La mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours du marché (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données du marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données du marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les actifs dérivés et les passifs dérivés au 31 octobre 2008 est la suivante :

	Titres de négociation	Titres disponibles à la vente	Passifs à la juste valeur	Instruments dérivés	
				Actif	Passif
Évaluation selon les cours du marché (%)	99	28	95	6	3
Évaluation selon des modèles internes (avec données observables) (%)	–	67	5	91	96
Évaluation selon des modèles internes (sans données observables) (%)	1	5	–	3	1
Total	100	100	100	100	100

L'analyse de sensibilité de nos actifs de niveau 3 est indiquée à la note 3 afférente aux états financiers, à la page 110.

Les modèles d'évaluation reposent sur des hypothèses et des données du marché générales et ne reflètent donc pas les risques spécifiques et les autres facteurs susceptibles d'influer sur la juste valeur d'un instrument en particulier. Aussi effectuons-nous certains rajustements lorsque nous utilisons

des modèles internes pour établir les justes valeurs. Ces rajustements à la juste valeur tiennent compte de l'incidence estimative du risque de crédit, du risque de liquidité, de considérations relatives à l'évaluation, des frais d'administration et des frais de clôture. Par exemple, le rajustement lié au risque de crédit introduit le risque de crédit dans notre évaluation des justes valeurs en prenant en compte des facteurs comme la cote de crédit de la contrepartie, la durée de l'instrument et les écarts de taux.

Le Contrôle de l'évaluation des produits, un groupe indépendant des secteurs d'activité liés à la négociation, vérifie les justes valeurs auxquelles les instruments financiers sont comptabilisés. Dans le cas des instruments évalués au moyen de modèles, le groupe de contrôle repère les situations où les estimations doivent être rajustées pour obtenir la juste valeur. En 2007, nous avons modifié notre processus d'évaluation afin d'y intégrer une méthode plus appropriée d'évaluation en fonction du marché en ce qui concerne le portefeuille des produits de base.

Les méthodes utilisées pour calculer ces rajustements sont révisées régulièrement pour s'assurer qu'elles demeurent appropriées. Il est rare que nous fassions des changements importants aux méthodes d'évaluation et nous le faisons seulement lorsque nous considérons qu'un changement permettra de mieux estimer la juste valeur.

### Rajustements d'évaluation

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2008	2007
Risque de crédit	153	50
Risque de liquidité	39	20
Frais d'administration	7	7
Autres	30	2
	229	79

L'augmentation du rajustement lié au risque de crédit est attribuable à l'élargissement des écarts de taux relatifs entre BMO et ses contreparties. L'augmentation du rajustement lié au risque de liquidité est attribuable à l'élargissement des écarts entre les cours acheteurs et vendeurs du fait que les liquidités sur le marché ont diminué à la fin de 2008. Les marchés illiquides à la fin de 2008 ont également entraîné une augmentation des autres rajustements.

### Comptabilisation des opérations de titrisation

Lorsque des prêts sont titrisés, nous comptabilisons un gain ou une perte sur la vente. Pour déterminer le gain ou la perte, la direction doit estimer la valeur actualisée nette des flux de trésorerie prévus en se fondant sur des estimations du montant des intérêts et des frais qui seront perçus sur les actifs titrisés, du revenu à verser aux investisseurs, de la partie des actifs titrisés qui sera remboursée avant leur échéance, des pertes sur créances, de la juste valeur des frais de service et du taux d'actualisation de ces flux de trésorerie futurs estimatifs. Les flux de trésorerie réels peuvent différer considérablement des estimations de la direction. Si les estimations des flux de trésorerie futurs avaient été différentes, le gain tiré des opérations de titrisation comptabilisé dans le revenu aurait également été différent. Le taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs est l'estimation qui influe le plus sur le gain tiré d'une opération de titrisation. Une baisse de 10 % du taux d'intérêt aurait entraîné une diminution d'environ 53 millions de dollars du prix d'achat différé comptabilisé dans les titres disponibles à la vente et les revenus de titrisation.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des opérations de titrisation, y compris les analyses de sensibilité relatives aux hypothèses clés, à la note 8 afférente aux états financiers, à la page 118.

### Comptabilisation des entités à détenteurs de droits variables

Dans le cours normal de ses activités, BMO conclut des accords avec des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV comprennent les entités dont les capitaux propres sont considérés comme insuffisants pour permettre à l'entité de financer ses activités ou dont les détenteurs des capitaux propres ne détiennent pas une participation financière leur conférant le contrôle de l'entité. Nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues et/ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les normalisateurs en comptabilité.

Pour déterminer si une entité est une EDDV et si BMO détient des droits variables dans cette EDDV, nous utilisons un processus d'estimation qualitative. Nous utilisons également divers processus d'estimation complexes comportant des facteurs qualitatifs et quantitatifs pour calculer et analyser les pertes prévues d'une EDDV et ses rendements résiduels prévus. Ces processus consistent notamment à estimer les flux de trésorerie et le rendement futurs de l'EDDV, à analyser la variabilité de ces flux de trésorerie et à répartir les pertes et les rendements entre les diverses parties détenant des droits variables. Ces processus nous permettent de déterminer quelle partie est exposée à la majorité des pertes prévues et/ou pourrait bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus de l'EDDV et, par conséquent, qui devrait consolider l'entité.

Nous devons réexaminer si la consolidation est obligatoire lorsque notre exposition aux pertes prévues ou aux rendements résiduels prévus augmente. Si un changement de circonstances fait en sorte que BMO subit la majorité des pertes prévues ou bénéficie de la majorité des rendements résiduels prévus, BMO est alors tenue de consolider l'EDDV en date de ce changement.

Dans le cas d'Apex, les événements donnant lieu à un réexamen incluent l'achat de billets supplémentaires par BMO, l'octroi de concours de trésorerie supplémentaires, une augmentation du montant du prêt accordé par BMO au-delà de la limite prévue aux termes des facilités de prêt actuelles ou la garantie du remboursement des billets détenus par des tiers. Chacun de ces événements pourrait faire en sorte que BMO subisse des pertes prévues additionnelles ou bénéficie de rendements résiduels prévus additionnels. L'émission par Apex d'un billet pour pertes prévues serait également considérée comme un événement donnant lieu à un réexamen, mais il est peu probable que cela entraîne une augmentation de l'exposition de BMO aux pertes prévues ou aux rendements résiduels prévus. Si le swap sur rendement total détenu par un tiers est échoué, il faut trouver un autre tiers qui assumerait l'exposition aux billets sous-jacents, sans quoi BMO devra consolider Apex.

Dans le cas de Links et Parkland, les événements donnant lieu à un réexamen incluent l'achat ou la vente par BMO de billets de capital, l'octroi de facilités de prêt supplémentaires, une augmentation du montant du prêt accordé par BMO au-delà de la limite prévue aux termes des facilités de prêt actuelles, l'échange d'actifs contre des billets de capital et l'offre d'une garantie par BMO afin de dédommager les porteurs de billets des pertes réalisées. L'événement donnant lieu à un examen le plus susceptible de se produire est l'octroi de facilités de prêts supplémentaires. Si nous devons augmenter nos facilités de prêt avant juillet 2009, nous ne nous attendons pas, compte tenu de notre évaluation actuelle de notre exposition aux pertes prévues, à devoir consolider l'entité à ce moment-là.

Dans le cas de nos conduits multicédants canadiens, les événements donnant lieu à un réexamen incluent l'achat ou la vente par BMO de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par les conduits et l'octroi de concours de trésorerie supplémentaires ou de facilités de rehaussement de crédit. Comme BMO achète et vend régulièrement du PCAA émis par ses conduits multicédants canadiens, nous surveillons continuellement les pertes prévues afin de nous assurer qu'ils ne s'approchent pas des seuils de consolidation.

Dans le cas de notre conduit multicédant américain, les événements donnant lieu à un réexamen incluent l'achat ou la vente par BMO de PCAA émis par le conduit, l'ajout de nouveaux programmes et l'octroi de concours de trésorerie supplémentaires ou de facilités de rehaussement de crédit. On ne prévoit pas de tels événements dans un proche avenir. Le remboursement du billet pour pertes prévues serait également considéré comme un événement donnant lieu à un réexamen et il faudrait alors trouver un tiers pour assumer la majorité des pertes prévues, sans quoi BMO serait tenue de consolider l'entité. Afin d'éviter une consolidation, nous surveillons l'exposition de BMO aux pertes prévues, car des événements donnant lieu à un réexamen peuvent entraîner une augmentation de la valeur du billet pour pertes prévues.

On trouvera d'autres renseignements sur les engagements de BMO avec des EDDV aux pages 63 à 66, de même qu'à la note 9 afférente aux états financiers, à la page 120.

## Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nos actuaire calculent les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs de BMO en se fondant sur des hypothèses élaborées par la direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, notre charge liée aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochains exercices. Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est l'estimation de la direction qui influe le plus sur le calcul de la charge de retraite. Notre taux de rendement prévu des actifs des régimes est déterminé en utilisant la répartition visée pour les actifs des régimes et le taux de rendement estimé pour chaque catégorie d'actifs. Les taux de rendement estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe, ce qui comprend le rendement des obligations. Une prime de risque est ensuite appliquée afin d'estimer les rendements prévus des titres de participation. Les rendements prévus des autres catégories d'actifs sont établis de manière à tenir compte des risques de ces catégories, relativement aux titres à revenu fixe et aux titres de participation. Toutes les autres hypothèses étant constantes, une baisse de un point de pourcentage du taux de rendement prévu des actifs des régimes occasionnerait, pour 2009, une hausse de la charge de retraite d'environ 45 millions de dollars. L'incidence des fluctuations des taux de rendement prévus sur les actifs des régimes n'est pas significative dans le cas de la charge liée aux autres avantages sociaux futurs, puisque la valeur des actifs de ces régimes est peu élevée.

Les charges et obligations liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sont aussi sensibles aux fluctuations des taux d'actualisation. Dans le cas de nos régimes canadiens, qui représentent actuellement 82 % des obligations de BMO relatives aux prestations de retraite, nous déterminons un taux d'actualisation à la fin de chaque exercice en utilisant les taux du marché applicables aux titres de créance de premier ordre dont les flux de trésorerie correspondent aux dates et aux montants des versements de prestations prévus.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs, y compris les analyses de sensibilité relatives aux hypothèses clés, à la note 24 afférente aux états financiers, à la page 139.

## Moins-value durable

Nous soumettons les titres disponibles à la vente et les titres divers à des tests à la fin de chaque trimestre, afin de repérer et d'évaluer les placements qui montrent des signes d'une possible dépréciation. Un placement est considéré comme s'étant déprécié si ses pertes non réalisées représentent une moins-value qui est considérée comme durable. Pour faire cette évaluation, nous tenons compte de facteurs tels que le type de placement, la durée de la période pendant laquelle la juste valeur a été inférieure au coût et l'importance de cet écart, la situation financière de l'émetteur et les perspectives à court terme le concernant, ainsi que notre intention et notre capacité de conserver le placement assez longtemps pour que sa valeur remonte. Selon les résultats de l'évaluation faite par la direction, la décision de comptabiliser ou non une dévaluation et, le cas échéant, son montant et la période à laquelle elle sera imputée peuvent changer. Nous n'effectuons pas de dévaluation des titres de créance pour perte de valeur lorsque celle-ci est attribuable aux fluctuations des taux d'intérêt du marché, puisque nous prévoyons réaliser la pleine valeur du placement en le conservant jusqu'à ce qu'il retrouve sa pleine valeur ou jusqu'à son échéance.

Nous avons aussi des placements dans des titres émis ou garantis par des administrations publiques du Canada ou des États-Unis, des titres de créance et des titres de participation de sociétés, des titres adossés à des créances immobilières et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés. Dans le cas des titres activement négociés, nous considérons la valeur à la cote comme étant la juste valeur. À la fin de l'exercice 2008, le total des pertes non réalisées sur des titres dont le coût dépassait la juste valeur et qui n'avaient pas fait l'objet d'une dévaluation pour perte de valeur, s'élevait à 352 millions de dollars. Une partie de ce montant, soit 7 millions de dollars, se rapportait à des titres dont le coût dépassait la juste valeur depuis 12 mois ou plus. Ces pertes non réalisées résultaient de hausses de taux d'intérêt du marché et non de la détérioration de la solvabilité de l'émetteur.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation de nos titres disponibles à la vente et titres divers, ainsi que sur la détermination de la juste valeur, à la note 3 afférente aux états financiers, à la page 109.

### Programme de fidélisation de la clientèle

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous avons réglé le passif lié à notre programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de nos cartes de crédit. En vertu de la nouvelle entente, nous ne sommes plus tenus d'évaluer ni de comptabiliser un passif lié aux futurs échanges de récompenses avec nos clients. Les coûts continus de notre programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de nos cartes de crédit sont comptabilisés à titre de réduction du revenu autre que d'intérêts, au poste frais de services de cartes, dans l'état consolidé des résultats.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation de notre programme de fidélisation de la clientèle à la note 16 afférente aux états financiers, à la page 133.

### Impôts sur les bénéficiaires

Le calcul de la provision pour impôts sur les bénéficiaires est fondé sur le traitement fiscal prévu des transactions inscrites à notre état consolidé des résultats ou à notre état consolidé de la variation des capitaux propres. Pour déterminer la provision pour impôts sur les bénéficiaires, nous interprétons les lois fiscales de différents territoires et nous établissons des hypothèses concernant le moment prévu de la résorption des actifs et passifs d'impôts futurs. Si notre interprétation diffère de celle des autorités fiscales ou si le moment de la résorption ne correspond pas à nos prévisions, notre provision pour impôts sur les bénéficiaires pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochaines périodes. Le montant des augmentations ou diminutions éventuelles ne peut être raisonnablement estimé.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des impôts sur les bénéficiaires à la note 25 afférente aux états financiers, à la page 142.

### Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Les écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par année. Ces tests comprennent une comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur de chaque groupe de secteurs d'activité, afin de s'assurer que la juste valeur du groupe demeure supérieure à sa valeur comptable. Si la valeur comptable du groupe dépasse sa juste valeur, un test de dépréciation plus détaillé devra être effectué. Pour déterminer la juste valeur, nous utilisons des modèles d'évaluation élaborés à l'interne et conformes à ceux qui sont

utilisés lors d'une acquisition. Ils comprennent la valeur actualisée des flux de trésorerie, les acquisitions comparables et les ratios du secteur. Ces modèles dépendent d'hypothèses relatives à la croissance du revenu, aux taux d'actualisation et aux synergies découlant des acquisitions, ainsi que de la disponibilité des données sur des acquisitions comparables. Tout changement à ces hypothèses influencera, de manière différente, la détermination de la juste valeur de chaque unité d'affaires. Dans cette tâche, la direction doit faire preuve de jugement et utiliser des hypothèses. Des hypothèses et des choix différents pourraient influencer sur l'évaluation de la juste valeur ainsi que sur les dévaluations éventuelles découlant d'une perte de valeur. Au 31 octobre 2008, la juste valeur estimative de chacun de nos groupes de secteurs d'activité était supérieure à la valeur comptable.

Les actifs incorporels sont amortis par imputation au revenu sur une période ne dépassant jamais 15 ans, au moyen de la méthode de l'amortissement linéaire ou accéléré, selon l'actif. Aucun actif incorporel n'a une durée de vie indéfinie. Nous soumettons les actifs incorporels à des tests de dépréciation lorsque des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006, aucun actif incorporel n'a été l'objet d'une dépréciation en raison d'une perte de valeur.

On trouvera d'autres renseignements sur la composition des écarts d'acquisition et des actifs incorporels de BMO à la note 13 afférente aux états financiers, à la page 129.

### Passif éventuel

BMO et ses filiales sont parties à diverses poursuites judiciaires dans le cours normal de leurs activités.

Des provisions pour pertes éventuelles liées à des litiges sont comptabilisées lorsqu'il devient probable que BMO subira une perte et que le montant de cette perte peut être raisonnablement estimé. La direction de BMO ainsi que des experts internes et externes participent à l'évaluation des probabilités et à l'estimation des sommes en cause. Les coûts réels de la résolution de ces poursuites peuvent être considérablement plus élevés ou moins élevés que les provisions. On trouvera d'autres renseignements sur les passifs éventuels à la note 29 afférente aux états financiers, à la page 146.

## Modifications des conventions comptables en 2008

### Cession d'actifs financiers

Le 1<sup>er</sup> août 2008, nous avons adopté la nouvelle directive comptable de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) qui permet de faire passer certains actifs financiers des portefeuilles de titres de négociation aux titres disponibles à la vente. On trouvera d'autres renseignements sur les modifications des conventions comptables et leurs incidences à la note 3 afférente aux états financiers, à la page 109.

### Information financière

L'information à fournir en vertu des modifications apportées par les organismes canadiens de normalisation au cours de l'exercice 2008 est présentée aux notes 3, 4, 15, 29 et 30 portant sur les instruments financiers, à la note 22 sur la gestion du capital ainsi qu'à la note 6 concernant la gestion des risques.

## Modifications futures des conventions comptables

### Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Le 1<sup>er</sup> novembre 2008, BMO a adopté pour l'exercice 2009 les dispositions du nouveau chapitre du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Ce chapitre clarifie les critères de comptabilisation et de mesure des actifs incorporels et plus particulièrement des actifs incorporels générés en interne. L'adoption de cette nouvelle norme n'aura pas d'incidence importante sur les résultats de nos activités d'exploitation ni sur notre situation financière.

### Passage aux Normes internationales d'information financière

Les sociétés ouvertes canadiennes seront tenues d'établir leurs états financiers selon les Normes internationales d'information financière (IFRS), publiées par l'International Accounting Standards Board, pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Le 1<sup>er</sup> novembre 2011, nous adopterons les IFRS comme base pour la préparation de nos états financiers consolidés. Pour le trimestre

se terminant le 31 janvier 2012, nos résultats financiers seront présentés conformément aux IFRS. Nous fournirons également des données comparatives selon les IFRS, notamment un bilan initial au 1<sup>er</sup> novembre 2010.

Pour satisfaire aux exigences relatives au passage aux IFRS, nous avons établi un projet à l'échelle de l'organisation et avons formé un comité de direction. Nous suivons un plan de transition en trois étapes : évaluation diagnostique des IFRS, mise en œuvre et formation, et modification de tous les systèmes d'intégration et de tous les processus. Nous sommes sur la bonne voie. Nous avons terminé l'étape de l'évaluation diagnostique et venons de commencer celle de la mise en œuvre et de la formation. Comme les Normes comptables internationales seront vraisemblablement modifiées avant notre passage aux IFRS, nous ne pouvons actuellement pas déterminer quelle sera l'incidence sur nos résultats financiers.

# Rapport annuel de la direction sur les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière

## Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, notamment au président et chef de la direction (le chef de la direction) et au chef des finances intérimaire, pour que les décisions appropriées puissent être prises concernant la communication de cette information au public.

Une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement de nos contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée au 31 octobre 2008 par la direction de BMO Groupe financier, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances intérimaire. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances intérimaire ont conclu que, au 31 octobre 2008, nos contrôles et procédures de communication de l'information, tels qu'ils sont définis dans le Règlement 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) au Canada, et dans la règle 13a-15(e) de la *Securities Exchange Act of 1934* aux États-Unis, permettent d'assurer que l'information devant être communiquée dans les documents que nous déposons ou présentons en vertu de la législation canadienne sur les valeurs mobilières et de la *Securities Exchange Act* est consignée, traitée, condensée et présentée dans les délais prévus à cet égard.

## Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que nos états financiers ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada et les exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, selon le cas. La direction est tenue d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de BMO Groupe financier.

Le contrôle interne de BMO à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO, qui fournissent une assurance raisonnable que les opérations

sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant, et que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de BMO, et qui fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est soit interdite, soit détectée à temps.

En raison de ses limites inhérentes, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

La direction de BMO Groupe financier, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances intérimaire, a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon le cadre et les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. En se fondant sur cette évaluation, la direction a conclu qu'au 31 octobre 2008, le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace.

Les vérificateurs de BMO Groupe financier, KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l. (les vérificateurs nommés par les actionnaires), un cabinet d'experts comptables inscrit et indépendant, a délivré un rapport de vérification concernant notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Ce rapport de vérification est présenté à la page 103.

## Changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement au cours de l'exercice 2008 à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Approbation préalable des services et honoraires des vérificateurs nommés par les actionnaires

### Politique d'approbation préalable

Conformément aux pratiques de gouvernance de BMO Groupe financier, le Conseil d'administration veille à l'application stricte de la politique de BMO visant à restreindre les services fournis par les vérificateurs nommés par les actionnaires qui ne sont pas liés à leur rôle de vérificateur. Tous les services fournis par les vérificateurs nommés par les actionnaires sont préalablement approuvés par le Comité de vérification au moment où ils sont requis, ou au moyen d'une approbation préalable annuelle de sommes allouées pour certains types précis de services. Tous ces services sont conformes à notre politique sur l'indépendance des vérificateurs, de même qu'aux normes professionnelles et à la réglementation des valeurs mobilières régissant l'indépendance des vérificateurs.

### Honoraires versés aux vérificateurs nommés par les actionnaires

Le tableau ci-dessous fait état de l'ensemble des honoraires versés aux vérificateurs nommés par les actionnaires, au cours des exercices terminés le 31 octobre 2008 et 2007 :

Honoraires (en millions de dollars) 1)	2008	2007
Honoraires de vérification	11,6	12,0
Honoraires pour services liés à la vérification 2)	0,1	0,1
Honoraires pour services fiscaux	–	–
Tous les autres honoraires 3)	0,1	0,1
<b>Total</b>	<b>11,8</b>	<b>12,2</b>

1) La ventilation des honoraires est fondée sur les lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et sur les définitions de la Securities and Exchange Commission des États-Unis.

2) En 2008, les honoraires pour services liés à la vérification ont été versés relativement à des conseils comptables, à certaines procédures concernant notre circulaire de sollicitation de procurations et à certaines autres procédures. En 2007, les honoraires pour services liés à la vérification ont été versés relativement à des conseils comptables et à certaines procédures concernant notre circulaire de sollicitation de procurations.

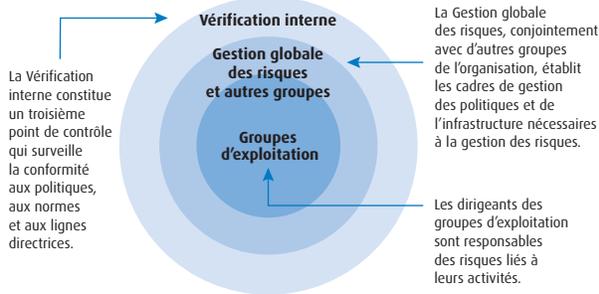
3) Tous les autres honoraires de 2008 et 2007 ont été versés relativement à des examens portant sur la conformité de l'information financière aux exigences réglementaires et à des rapports sur les contrôles internes à l'égard des services fournis par divers secteurs d'activité de BMO Groupe financier. Les honoraires de 2008 comprennent aussi les honoraires versés pour des services de recouvrement généraux qui ont fait l'objet d'une exception en vertu de la politique de la Banque sur l'indépendance des vérificateurs.

# Gestion globale des risques

Les textes et les tableaux en bleu dans la section Gestion globale des risques du Rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés 2008. Ils présentent les informations exigées en vertu des PCGR telles qu'elles sont énoncées dans le chapitre 3862, Instruments financiers – Informations à fournir, du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*, qui permet des renvois entre les notes afférentes aux états financiers et le rapport de gestion. **VOIR PAGE 115**

BMO Groupe financier a recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels il doit faire face à l'échelle de l'organisation. Ces risques se classent comme suit : risque de crédit et de contrepartie, risque de marché, risque de liquidité et de financement, risque opérationnel, risque d'entreprise, risque de modèle, risque de stratégie, risque de réputation et risque environnemental.

La gestion efficace des risques repose sur une structure complète de gouvernance des risques et sur trois points de contrôle qui, en association, permettent de cerner, de mesurer, de surveiller et de gérer les risques.

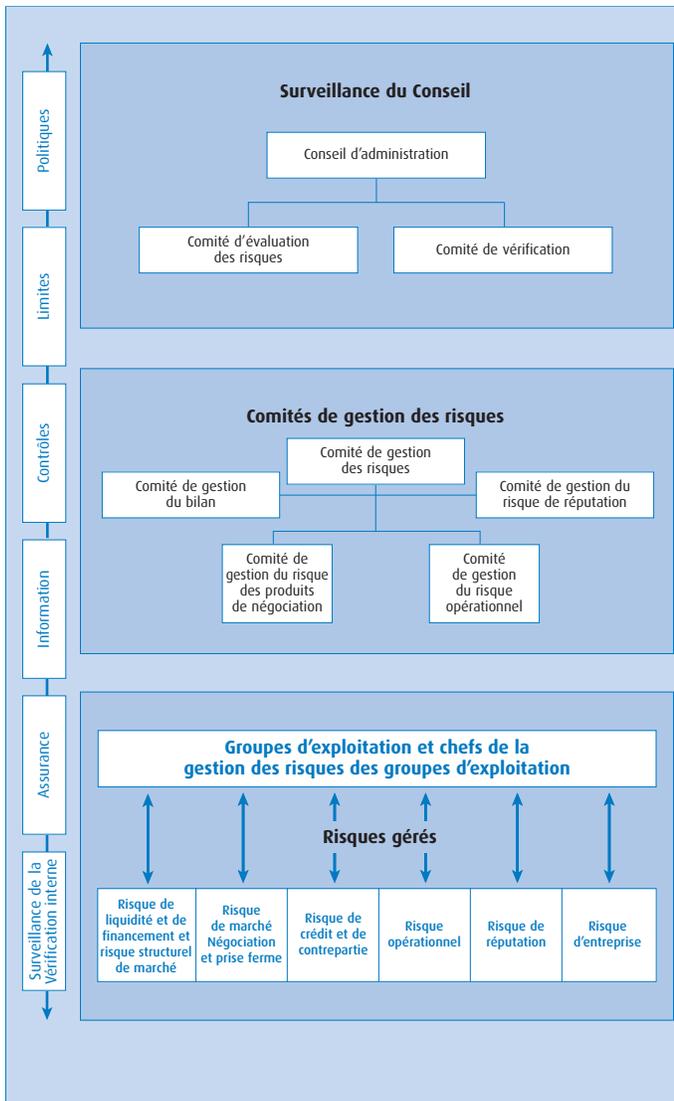


Le cadre de gestion des risques de BMO guide nos activités à risque pour qu'elles soient conformes aux besoins des clients, aux attentes des actionnaires et aux exigences réglementaires. Ce cadre prévoit non seulement la gestion directe de chaque type de risque, mais aussi la gestion intégrée de l'ensemble des risques, avec trois points de contrôle dans la gestion des risques.

## Gouvernance globale des risques

La structure de gouvernance des risques de BMO permet la prise de décisions opérationnelles judicieuses en équilibrant les risques et les avantages. Elle veille à ce que les activités productives de revenus soient conformes à notre degré de tolérance au risque et à nos normes en la matière et elle contribue à optimiser le rendement à long terme des capitaux propres.

Notre structure globale de gouvernance des risques (décrite dans l'encadré ci-dessous) comprend un ensemble de politiques générales approuvées par le Conseil d'administration ou ses comités, ainsi que des normes générales et des méthodes d'exploitation connexes. Nous les revoyons régulièrement afin de nous assurer qu'elles procurent des directives efficaces pour la gouvernance de nos activités à risque. Dans chaque secteur d'activité, la direction veille à ce que les activités de gouvernance, les mesures de contrôle ainsi que les processus et les méthodes de gestion soient conformes à notre cadre de gestion globale des risques.



Le **Conseil d'administration** est responsable de la gérance de BMO et supervise la gestion de l'entreprise et les affaires de la Banque. Il lui incombe, directement ou par l'intermédiaire de ses comités, de veiller à la planification stratégique, à la promotion d'une culture d'intégrité, au repérage et à la gestion des risques, aux contrôles internes, à la planification de la relève et à l'évaluation de la haute direction, à la communication de l'information au public, et à la gouvernance.

Le **Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration** seconde le Conseil dans l'exercice de ses responsabilités de surveillance relativement aux activités visant à déterminer et à gérer les risques de BMO, au respect des politiques et des méthodes générales de gestion des risques et à la conformité aux exigences réglementaires liées aux risques.

Le **Comité de vérification du Conseil d'administration** surveille de façon indépendante l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que des contrôles internes, notamment le contrôle interne à l'égard de l'information financière, et rend compte de ses activités au Conseil.

Le **président et chef de la direction** rend compte directement au Conseil d'administration de toutes les activités à risque de BMO. Il est appuyé par le Comité de gestion des risques et ses sous-comités, de même que par la Gestion globale des risques et du portefeuille.

Le **Comité de gestion des risques** et les **sous-comités du Comité de gestion des risques** – Le Comité de gestion des risques, principal comité de la direction de BMO chargé de gérer les risques, examine les risques importants qui se présentent dans la réalisation de la stratégie de l'organisation et discute plans d'action à mettre en œuvre. Le Comité de gestion des risques s'assure que la surveillance et la gouvernance des risques s'exercent aux plus hauts niveaux de la direction. Il est présidé par le chef de la gestion globale des risques. Les sous-comités du Comité de gestion des risques assument une responsabilité de surveillance à l'égard de l'effet sur le risque et le bilan des stratégies de gestion, de la gouvernance, de la mesure du risque et de la planification d'urgence. Le Comité de gestion des risques et ses sous-comités veillent à ce que les risques assumés par l'organisation s'inscrivent dans sa stratégie et soient déterminés, mesurés, surveillés et signalés conformément aux politiques et aux limites déléguées.

La **Gestion globale des risques et du portefeuille** regroupe l'ensemble des fonctions de surveillance du risque de crédit, du risque opérationnel et du risque de marché. Elle veille à l'uniformité des pratiques et des normes de gestion des risques à l'échelle de l'organisation. La Gestion globale des risques et du portefeuille est garante d'une approche rigoureuse à l'égard de la prise de risques grâce à la gestion du portefeuille et du risque transactionnel, à l'élaboration de politiques, à la production de rapports sur le risque, à la modélisation, à la validation et à la sensibilisation au risque. Cette approche vise l'atteinte des objectifs globaux et fait en sorte que les risques assumés correspondent à la tolérance au risque de BMO.

Les **groupes d'exploitation** sont chacun responsables de la gestion des risques dans leurs domaines respectifs. Ils prennent des décisions éclairées et leur objectif est de s'assurer que des politiques, des processus et des contrôles internes sont en place et que les risques importants sont signalés à la Gestion globale des risques et du portefeuille.

Nos limites de risque, définies par les principes et les politiques de BMO en matière de risque ainsi que par sa tolérance au risque, sont passées en revue et approuvées chaque année par le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration :

- risque de crédit et de contrepartie – limites relatives au risque lié au pays, au secteur, aux segments de produit ou de portefeuille, à un groupe ou à un titulaire unique;
- risque de marché – limites relatives au risque lié à la valeur de marché, à la volatilité du revenu net et aux simulations de crise;
- risque de liquidité et de financement – limites relatives aux niveaux minimaux d'actifs liquides et aux niveaux maximaux de nantissement d'actifs, et lignes directrices approuvées par la haute direction relatives à la diversification du passif et aux engagements de financement et de liquidité.

Ces limites de risque portent généralement tant sur les arrangements inscrits au bilan que sur les arrangements hors bilan.

Chaque comité de gouvernance établit et surveille par ailleurs les limites de gestion globale des risques conformément aux limites approuvées par le Conseil, les premières étant subordonnées aux secondes. Des limites relatives aux pertes ont été fixées afin que les signes avant-coureurs de situations susceptibles d'entraîner des pertes soient repérés immédiatement et que les mesures qui s'imposent soient aussitôt prises.

Nos groupes d'exploitation représentent le premier point de contrôle de la gestion des risques de BMO. Leur mandat consiste à repérer les occasions d'affaires appropriées et à adopter les stratégies et pratiques qui optimiseront le rendement des capitaux ou permettront d'atteindre d'autres objectifs. Chaque groupe d'exploitation doit s'assurer qu'il agit dans le cadre des pouvoirs qui lui ont été délégués relativement à la prise de risques, conformément à nos politiques générales et à nos limites en matière de risque. Des limites sont établies pour les groupes d'exploitation et chacun d'eux dispose de processus et de mesures de contrôle efficaces qui lui permettent de mener ses activités sans dépasser ces limites.

Le groupe Gestion des risques et d'autres services d'entreprise forment le deuxième point de contrôle de la gestion des risques. Tous ces services travaillent en collaboration avec les groupes d'exploitation pour que ces derniers atteignent leurs objectifs. Il incombe au groupe Gestion des risques de recommander et d'établir des politiques générales de gestion des risques, et de mettre en place l'infrastructure, les processus et les pratiques qui permettent de prendre en compte tous les risques importants à l'échelle de l'organisation. Le groupe Gestion des risques continue à exercer son jugement de façon indépendante et travaille en partenariat avec les secteurs d'activité pour évaluer, surveiller et communiquer tous les risques importants à la haute direction et, le cas échéant, au Conseil d'administration.

Notre troisième point de contrôle est la Vérification interne. Ce service surveille l'efficacité et l'efficience des moyens de contrôle utilisés par les différentes fonctions de nos secteurs d'activité, la fiabilité de l'information financière et la conformité aux lois et règlements en vigueur. La Vérification interne fournit en temps utile aux parties prenantes, par l'intermédiaire du Conseil, une assurance indépendante que BMO Groupe financier repère adéquatement et efficacement le risque, met en œuvre les contrôles appropriés et applique rigoureusement les plans d'atténuation des risques.

### Renforcement des capacités de gestion des risques

Une saine gestion globale des risques est tributaire des compétences et de l'expérience de nos dirigeants et de nos spécialistes des risques, qui :

- font la promotion d'une culture d'entreprise mettant l'accent sur des processus et mesures de contrôle transparents, rigoureux et efficaces en matière de gestion des risques;
- veillent à ce que les normes de gestion des risques établies pour l'évaluation et l'acceptation transparentes des risques soient respectées;
- prennent des décisions éclairées grâce à des modèles de gestion efficaces.

Afin d'accroître nos capacités de gestion des risques, nous proposons à nos directeurs et à nos prêteurs un programme d'études progressif offert par l'Académie BMO. Ces cours, combinés à une expérience de travail déterminée, apportent la formation et la pratique nécessaires à l'attribution de limites de crédit discrétionnaires pertinentes aux spécialistes qualifiés.

Au cours des douze derniers mois, l'incertitude et la volatilité du climat économique ont souvent fait les manchettes des journaux du monde entier. L'économie mondiale et les marchés financiers ont éprouvé des difficultés qui se sont traduites par un resserrement des marchés du crédit. Nous estimons qu'une entreprise qui gère efficacement les risques auxquels elle est exposée

et opte pour une approche rigoureuse aura un avantage par rapport à ses concurrents en périodes d'incertitude économique.

Dans cette optique, nous avons amorcé, en 2007, une évaluation pour nous assurer que nous faisons ce qu'il y a de mieux pour repérer et gérer le risque. Si cet exercice a confirmé que nous possédons des atouts importants, il a également permis de repérer des possibilités d'amélioration. Nous avons adopté les recommandations issues de notre évaluation et les mettons en œuvre dans le cadre de notre initiative de gestion évolutive des risques. Les objectifs de cette initiative sont notamment les suivants : créer une approche de la gestion des risques plus collaborative et davantage axée sur le travail d'équipe pour faire en sorte que le risque soit évalué et géré de façon intégrée, améliorer la communication de l'information sur le risque, développer les activités de nos comités de gestion des risques, étendre la formation sur le risque à tous les dirigeants dans l'ensemble de l'organisation, établir des partenariats avec les groupes d'exploitation pour assurer la transparence en matière de risque et l'optimisation du rapport risque-rendement, et clarifier les responsabilités concernant la gestion des risques à l'échelle de l'organisation. Le groupe Gestion des risques et les groupes d'exploitation se sont engagés à travailler ensemble pour rendre transparentes l'évaluation de nos risques et les discussions sur le profil risque/rendement, le groupe Gestion des risques conservant toutefois son indépendance dans ses jugements à l'égard des risques. En outre, nous intégrons l'information liée au risque à nos plans stratégiques et nous mettons en phase nos objectifs stratégiques avec le degré de tolérance au risque de BMO. Enfin, pendant l'exercice, pour renforcer nos capacités de gestion des risques, nous avons recruté à l'externe et procédé à des mutations de manière à combler un certain nombre de postes de haut dirigeant dans les secteurs de la gestion des risques.

Pour mieux repérer et gérer les risques associés à nos activités, nous avons récemment nommé un chef de la gestion des risques dans chacun de nos groupes d'exploitation. Cela illustre notre engagement envers la gestion intégrée des risques au niveau des groupes d'exploitation et fait ressortir l'importance de la gestion des risques dans l'ensemble de l'organisation.

Grâce à notre initiative sur la gestion évolutive des risques, nous souhaitons consolider nos pratiques et notre culture de gestion des risques. BMO a une longue tradition de fiabilité dans les domaines de la gestion des risques. Notre objectif est de continuer à occuper la position de chef de file de la gestion des risques.

### Processus efficaces

Des processus rigoureux, réévalués périodiquement par la Direction de la vérification interne, sont utilisés à l'échelle de BMO aux fins suivantes :

- l'élaboration des politiques et des limites devant être approuvées par la haute direction et les comités de gouvernance pertinents;
- la surveillance de la conformité aux politiques et aux limites;
- la tenue à jour de plans d'urgence;
- le suivi des paramètres du marché visant à déceler l'évolution du contexte des risques;
- la production de rapports en temps opportun à l'intention de la haute direction et des comités de gouvernance pertinents.

### Gestion intégrée des risques

La gestion intégrée des risques favorise l'enracinement d'une culture de gestion des risques et assure la conformité aux objectifs stratégiques de l'ensemble de l'organisation.

La gestion des risques est intégrée à nos priorités stratégiques et à notre cadre de gestion du capital. Ainsi, les risques auxquels nous nous exposons dans la poursuite des objectifs stratégiques de BMO sont conformes à nos cibles en termes de rendement total des capitaux propres et de cote de crédit, ainsi qu'à notre degré de tolérance au risque. Le processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes, entré en vigueur en 2008, a permis de bien ancrer l'évaluation de la suffisance du capital aux cibles et stratégies en matière de capital, tout en prenant en considération notre orientation stratégique et notre degré de tolérance au risque.

Le groupe de la gestion des risques de BMO est une partie prenante déterminante du processus d'autorisation des initiatives qui sert à déterminer et à évaluer les modifications du profil de risque de l'organisation attribuables à de nouvelles initiatives d'affaires, les nouveaux produits par exemple, avant leur approbation. La gestion des risques fait également appel à des mesures du capital économique, à des simulations de crise et à l'analyse de scénarios afin d'évaluer l'ampleur relative des risques qui sont pris et leur répartition entre les activités de l'organisation.

Les chefs de la gestion des risques des groupes d'exploitation, postes récemment créés, aident à gérer le risque de façon intégrée au niveau des unités d'affaires. Ils participent également aux réunions de la haute direction pour chacun de nos secteurs d'activité.

Les simulations de crise et l'analyse de scénarios permettent de mesurer les incidences sur nos activités de situations opérationnelles, politiques, économiques, de crédit et de marché extrêmes mais plausibles. Les scénarios, établis en collaboration avec nos économistes, le service de recherche sur les actions et les groupes de gestion des risques, peuvent être fondés sur des événements historiques ou hypothétiques, ou une combinaison des deux, ou sur d'importants événements économiques, comme une hausse rapide du cours du dollar canadien, une baisse de l'immobilier ou une hausse des coûts de l'énergie. Ces simulations et analyses sont ensuite appliquées à tous les portefeuilles à risque importants et pertinents au sein de l'organisation. Conformément à ce qui est stipulé dans le Nouvel accord de Bâle, BMO effectue également des simulations de crise sur le capital réglementaire couvrant le risque de crédit, à l'échelle de tous les portefeuilles importants, au moyen de la méthode de calcul de l'approche fondée sur les notations internes (NI) avancée.

En outre, nous procédons constamment à des simulations de crise et à l'analyse de scénarios qui ont pour but de mettre en évidence les risques de crédit de BMO par rapport à un secteur particulier, à un ensemble de secteurs ou à des produits spécifiques fortement corrélés. Ces simulations visent à évaluer l'incidence de divers scénarios sur la probabilité de défaillance et les taux de perte dans le portefeuille considéré. Elles renseignent la haute direction sur la sensibilité de nos risques à l'une ou l'autre des caractéristiques des risques sous-jacents dans certains secteurs.

## Bâle II Dispositif

BMO a adopté le dispositif de Bâle II le 1<sup>er</sup> novembre 2007. Le dispositif encourage l'adoption de pratiques de gestion du risque plus fiables, impose des exigences relatives au capital réglementaire qui prennent davantage en compte le risque, et favorise l'utilisation des estimations internes des organisations. Il propose trois méthodes, dont la prise en compte du risque va croissant, pour le calcul des exigences relatives au capital réglementaire couvrant le risque de crédit et le risque opérationnel. Les approches utilisables pour le calcul du risque de crédit sont l'approche standard, l'approche NI fondation et l'approche fondée sur les notations internes (NI) avancée. Pour le risque opérationnel, ces approches sont l'approche indicateur de base, l'approche standard et l'approche de mesure avancée.

BMO a choisi d'appliquer l'approche NI avancée pour les calculs liés au risque de crédit dans notre portefeuille, sauf pour notre filiale Harris Bankcorp, Inc., qui utilise actuellement l'approche standard. Nous avons adopté l'approche standard pour les calculs liés au risque opérationnel.

BMO Groupe financier exerce ses activités au moyen de diverses structures de sociétés comprenant des filiales et des coentreprises et le dispositif de Bâle II s'applique à l'ensemble de l'organisation.

BMO Groupe financier calcule les exigences relatives au capital réglementaire au niveau de l'organisation et pour les filiales suivantes : Société hypothécaire Banque de Montréal et Société de fiducie BMO. Toutes les filiales de BMO doivent respecter les exigences réglementaires et légales des territoires où elles exercent leurs activités, ce qui peut avoir une incidence sur le déploiement du capital au sein de chaque groupe d'exploitation. Un dispositif est en place pour que les filiales et leur société mère aient accès au capital et au financement nécessaires pour soutenir leurs activités dans des conditions normales comme en temps de crise.

En vertu de l'approche NI avancée, l'actif pondéré en fonction des risques est calculé d'après les cotes de risque internes attribuées à chaque exposition à un risque (actif). Les paramètres utilisés sont guidés par un modèle, entre autres en fonction de données historiques. Les modèles sont recalibrés si nécessaire et font l'objet d'une validation périodique ainsi que de contrôles et d'approbations réglementaires.

En vertu de l'approche standard, les pondérations des risques sont déterminées d'après les catégories d'actifs définies dans l'Accord de Bâle et la cote de crédit de la contrepartie.

### Paramètres en fonction du risque de Bâle II

L'**exposition en cas de défaut (ECD)** représente l'encours d'une exposition de crédit avant déduction de provisions spécifiques ou de radiations partielles. Pour les sommes hors bilan et les sommes non utilisées, l'ECD inclut une estimation de tout montant supplémentaire qui peut être utilisé au moment du défaut.

La **perte en cas de défaut (PCD)** représente la somme qui pourrait ne pas être recouvrée en cas de défaut, sous la forme d'une proportion de l'exposition en cas de défaut. La PCD prend en compte la somme et la qualité de toute garantie détenue.

La **probabilité de défaut (PD)** représente la probabilité qu'une obligation de crédit (un prêt) ne soit pas remboursée et soit défaillante. Une PD est attribuée à chaque compte, selon le type de facilité, le type de produit et les caractéristiques du client. Les antécédents en matière de crédit de la contrepartie/du portefeuille et la nature de l'exposition sont pris en compte dans le calcul de la PD.

La communication de l'information aux termes de Bâle II est généralement effectuée en fonction des catégories d'actifs définies dans l'Accord de Bâle et du type de risque. Aux fins du calcul du risque de crédit, le portefeuille de BMO peut être divisé en trois catégories, soit le portefeuille de gros, le portefeuille de détail et le portefeuille d'actifs gérés sans contrepartie. Le portefeuille de gros comporte les catégories d'actifs suivantes : grandes entreprises, crédit spécialisé, banques, États souverains, petites et moyennes entreprises considérées comme faisant partie des grandes entreprises, opérations de titrisation, et capitaux propres. Les actifs qui entrent dans la composition du portefeuille de détail sont les suivants : prêts hypothécaires à l'habitation, marges de crédit sur valeur domiciliaire, prêts renouvelables admissibles (incluant les lignes de crédit et les cartes de crédit), petites et moyennes entreprises considérées comme faisant partie des services de détail, et autres prêts du secteur détail.

Le montant de l'actif pondéré en fonction des risques reflète les cotes de risque, les paramètres de risque et la répartition des produits. Le tableau 22 à la page 101 donne des renseignements détaillés sur le calcul de l'actif pondéré en fonction des risques en vertu de la méthode de Bâle II, selon les catégories d'actifs définies par l'Accord de Bâle et le type de risque.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de premier plan de notre bilan et des catégories d'actifs définies par l'Accord de Bâle II correspondantes.

### Comptes de bilan

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2008
Encaisse et autres actifs	100 917
Valeurs mobilières	100 138
Solde net des prêts et acceptations	214 995
<b>Total de l'actif</b>	<b>416 050</b>

### Le bilan selon Bâle II

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2008
Actifs non gérés par une contrepartie	82 428
Actifs gérés par une contrepartie	
Crédits	
Services de gros (approches NI et standard)	141 620
Services de détail (approches NI et standard)	91 879
Capitaux propres	1 330
Titrisation	6 200
Opérations de mise en pension	28 033
Actifs présentant un risque de marché exposés à un risque spécifique seulement	64 121
Actifs de filiales déconsolidés	439
<b>Total de l'actif</b>	<b>416 050</b>

## Risque de crédit et de contrepartie

Il existe un risque de crédit et de contrepartie dans toutes les activités d'octroi de crédit auxquelles BMO prend part ainsi que dans la vente de produits de trésorerie et d'autres produits de marchés financiers et dans la détention de titres de placement. La gestion efficace du risque de crédit repose d'abord sur l'apport des spécialistes expérimentés et compétents de BMO, qui agissent à titre de prêteurs et de gestionnaires du risque de crédit au sein d'une double structure de contrôle pour autoriser des transactions qui exposent l'organisation à un risque de crédit. Ces personnes sont soumises à un processus rigoureux de qualification des prêteurs et œuvrent dans un environnement bien encadré par une structure claire de délégation des pouvoirs décisionnels, prévoyant des limites discrétionnaires individuelles spécifiques. Les décisions de crédit sont prises par la direction, au niveau correspondant à l'envergure de la transaction et à son degré de risque, conformément à l'ensemble des politiques générales, des normes et des méthodes régissant la conduite des activités de gestion du risque de crédit.

### Politiques et normes

Les principes de BMO en matière d'octroi de crédit sont énoncés dans une série de politiques générales, de normes, de lignes directrices, de directives et de méthodes, qui sont toutes passées en revue régulièrement afin de les maintenir à jour et appropriées en fonction de notre degré de tolérance au risque. Ces principes d'octroi de crédit régissent la structure, les limites, les sûretés exigées, la gestion continue, la surveillance et la communication concernant les risques de crédit auxquels nous sommes exposés.

### Gouvernance du risque de crédit

Le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration supervise, en définitive, la gestion de tous les risques auxquels l'organisation fait face, y compris le risque de crédit. Les méthodes d'exploitation exigent une surveillance continue des risques de crédit auxquels nous sommes exposés, ainsi que la reddition de comptes périodique au Conseil d'administration et aux comités de la haute direction en ce qui concerne les portefeuilles et les secteurs. Les comptes productifs sont réévalués régulièrement et tous les comptes d'entreprises et de grandes entreprises font l'objet d'un examen au moins une fois l'an. Le processus de réévaluation du crédit permet de s'assurer qu'une structure appropriée est en place pour chaque compte et qu'elle comprend une surveillance adéquate. La fréquence des examens s'accroît selon la probabilité et l'importance des pertes potentielles liées au crédit, et les situations à plus haut risque qui se dégradent sont portées à l'attention de groupes de gestion de comptes spécialisés, pour un examen plus attentif, le cas échéant. La Direction de la vérification interne examine et teste les processus de gestion, les mesures de contrôle et un échantillon représentatif des transactions de crédit pour vérifier le respect des conditions en matière de crédit ainsi que la conformité aux politiques, normes et méthodes en vigueur. En outre, BMO procède régulièrement à des examens sectoriels de portefeuilles, notamment des simulations de crise et des analyses de scénarios fondées sur les risques actuels, nouveaux ou éventuels.

### Pratiques en matière d'évaluation du risque

#### Particuliers et petites entreprises

Le portefeuille de prêts aux particuliers et aux petites entreprises est constitué d'un groupe diversifié de clients et comprend des prêts hypothécaires à l'habitation, des prêts personnels, des cartes de crédit et des prêts aux petites entreprises. Ces prêts sont gérés comme des lots de risques homogènes. Pour ces lots, des modèles de risque de crédit et des systèmes de soutien décisionnels sont élaborés à l'aide de techniques statistiques et de systèmes experts reconnus, aux fins d'octroi et de suivi. La combinaison de modèles de décision, d'indicateurs relatifs au comportement, d'arbres décisionnels et de connaissances d'experts permet d'arriver aux décisions de crédit optimales dans un environnement centralisé et automatisé. Les caractéristiques de l'emprunteur et du prêt, ainsi que les résultats passés du portefeuille, servent à prévoir le risque que représentent les nouveaux comptes. Les résultats passés servent aussi, au besoin, à prévoir les résultats futurs probables des comptes existants de façon à permettre la gestion continue du risque de crédit.

#### Prêts aux entreprises et aux grandes entreprises

Pour les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux grandes entreprises, nous utilisons un cadre global d'évaluation du risque qui s'applique systématiquement à toutes nos contreparties, qu'il s'agisse d'États souverains, de banques, d'entreprises ou de grandes entreprises. Ce cadre d'évaluation du risque respecte les principes de Bâle II, aux termes duquel sont déterminées les exigences minimales de fonds propres relativement au risque de crédit. L'un des éléments clés de ce cadre d'évaluation est l'attribution de cotes de risque des emprunteurs appropriées pour aider à quantifier le risque de crédit potentiel.

Le **risque de crédit et de contrepartie** désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel est exposé BMO.

Dans le cadre d'évaluation du risque de BMO, l'évaluation du risque d'une contrepartie est établie à l'aide de méthodes et de critères fondés sur les caractéristiques du risque que présente la contrepartie. L'évaluation qui en découle est ensuite analysée en fonction d'une probabilité de défaillance sur une période de un an. À mesure que les contreparties changent d'échelon, la probabilité de défaillance qui leur est attribuée évolue. Nous réexaminons régulièrement nos prêts et acceptations pour déterminer si certains prêts devraient être classés comme douteux et, le cas échéant, faire l'objet d'une provision ou d'une radiation (autres que les prêts à tempérament aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit qui sont radiés dans certaines conditions, tel que nous l'expliquons sous la rubrique Prêts douteux, à la note 4 afférente aux états financiers, à la page 113. Les pertes futures sont estimées en fonction de la proportion prévue de l'engagement qui sera à risque en cas de défaillance d'une contrepartie, au moyen de l'analyse de facteurs propres à la transaction, comme la nature et les conditions du prêt, les garanties et la priorité de rang de notre créance. Pour les transactions de grandes entreprises, nous utilisons également des modèles de pertes non prévues pour évaluer la portée et la corrélation des risques avant d'autoriser tout nouvel engagement. [VOIR PAGE 73](#)

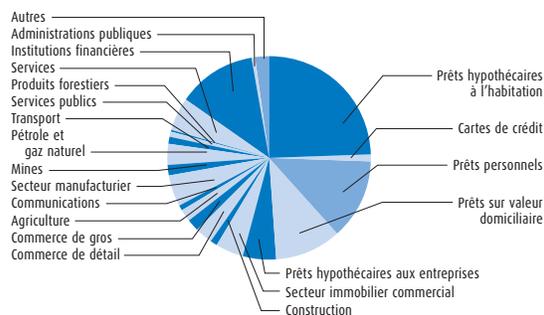
Le tableau suivant fait état de la répartition du portefeuille de la clientèle de gros selon l'évaluation du risque.

#### Échelle d'évaluation du risque lié à l'emprunteur

Cote de BMO	Description du risque	Équivalent implicite de Moody's Investor Service	Équivalent implicite de Standard & Poor's	% Encours de gros
Catégorie investissement				Au 31 octobre 2008
I-1	Solvabilité reconnue/ Emprunt garanti par un État	Aaa souverain	AAA souverain	15,9
I-2	Solvabilité reconnue	Aaa/Aa1	AAA/AA+	6,1
I-3	Risque minime	Aa2/Aa3	AA/AA-	11,3
I-4	Risque modeste	A1/A2/A3	A+/A/A-	6,8
I-5	Risque modeste	Baa1	BBB+	2,8
I-6	Risque moyen	Baa2	BBB	14,7
I-7	Risque moyen	Baa3	BBB-	8,5
				66,1
Catégorie spéculative				
S-1	Risque acceptable	Ba1	BB+	10,2
S-2	Risque acceptable	Ba2	BB	8,0
S-3	Risque marginal	Ba3	BB-	6,2
S-4	Risque marginal	B1	B+	5,2
				29,6
Liste de surveillance				
P-1	Incertitude	B2	B	1,4
P-2	Liste de surveillance	B3	B-	1,4
P-3	Liste de surveillance	Caa/C	CCC/C	0,2
				3,0
D-1	En défaut	C	D	
D-2	En défaut et douteux	C	D	1,3
				1,3

## Solde brut des prêts et acceptations (excluant les titres pris en pension) Diversification par secteur d'activité

Au 31 octobre 2008



### Gestion du portefeuille

L'encours total des expositions de crédit à l'échelle de l'organisation s'établissait à 395 milliards de dollars au 31 octobre 2008 : 232 milliards au Canada, 136 milliards aux États-Unis et 27 milliards dans les autres territoires.

Les politiques de gouvernance du risque de crédit de BMO permettent de maintenir un degré acceptable de diversification en tout temps. Le recours à des limites structurelles à l'égard du risque sectoriel garantit la diversification du risque dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux grandes entreprises et nous permet de suivre de près les secteurs préoccupants, s'il y a lieu. À la fin de l'exercice, notre portefeuille de prêts était bien diversifié et comprenait des millions de comptes, dont les titulaires sont en majorité des particuliers et des petites et moyennes entreprises.

BMO utilise plusieurs mesures pour réduire et gérer le risque de crédit. Celles-ci comprennent notamment de solides critères d'engagement, des gestionnaires de risques qualifiés, une surveillance et un processus d'examen robustes, la redistribution des expositions ainsi que l'achat ou la vente d'assurance au moyen de garanties ou de swaps sur défaillance.

La qualité du portefeuille de crédit est traitée à la page 41. La note 4 afférente aux états financiers, à la page 113, et les tableaux 11 à 19, aux pages 96 à 99, donnent des détails sur le portefeuille de prêts de BMO, ses prêts douteux et ses dotations à la provision et provisions pour pertes sur créances.

### Gestion des garanties

En ce qui concerne l'atténuation du risque de crédit, les garanties visent à réduire au minimum les pertes qui, autrement, pourraient être subies et à protéger les fonds utilisés dans les activités liées au risque de crédit. En fonction du type d'emprunteur, des actifs disponibles et de la structure ainsi que des modalités relatives aux normes de crédit, les garanties peuvent prendre différentes formes. Les titres liquides de catégorie investissement servent souvent de garantie pour soutenir les facilités de trésorerie de contreparties. Dans le cas des entreprises et grandes entreprises emprunteuses, les garanties peuvent être constituées d'actifs d'entreprise, comme des comptes client, des stocks, de matériel et de biens immobiliers, ou d'actifs personnels donnés en gage. Conformément aux procédures pertinentes en vigueur, les garanties sont soumises à des évaluations régulières comprenant l'utilisation de formules établies pour certains types d'actifs ainsi qu'un examen de la conjoncture économique et des conditions actuelles du marché. **VOIR PAGE 73**

### Provision pour pertes sur créances

Pour tous les portefeuilles de prêts, BMO a recours à une approche rigoureuse en matière de provisionnement et d'évaluation des pertes sur prêts, la détection rapide des prêts-problèmes constituant un objectif clé de gestion du risque. BMO maintient des provisions spécifiques et une provision générale pour pertes sur créances dont la somme est suffisante pour ramener la valeur comptable des prêts à leur valeur de réalisation estimative. Les provisions spécifiques réduisent la valeur comptable globale des prêts qui montrent des signes de dégradation de la qualité du crédit. Nous maintenons une provision générale afin de couvrir toute perte de valeur dans le portefeuille existant qui ne peut pas encore être associée à des prêts particuliers. Notre méthode pour établir et maintenir cette provision générale est fondée sur la ligne directrice publiée par le BSIF, l'organisme de réglementation des banques. La provision générale est évaluée chaque trimestre et un certain nombre de facteurs sont pris en compte pour déterminer si elle est suffisante, notamment un modèle de provision générale qui applique aux soldes actuels des taux historiques de pertes prévues et non prévues, établis en fonction des probabilités de défaillance et de perte compte tenu de facteurs de défaillance. Pour les prêts aux entreprises, ces taux de pertes historiques sont liés à la cote de risque sous-jacente des emprunteurs qui est attribuée au moment du montage du prêt, réévaluée régulièrement et ajustée pour refléter les changements au risque de crédit sous-jacent. Les taux de pertes sont raffinés par secteur d'activité et par produit de crédit. Pour les prêts à la consommation, les taux de pertes sont établis en fonction des antécédents historiques des pertes des différents portefeuilles. Les résultats du modèle sont ensuite examinés en tenant compte du niveau de la provision existante, ainsi que du jugement de la direction concernant la qualité du portefeuille, la répartition selon les secteurs, la conjoncture économique et les conditions du marché du crédit.

## Risque de marché

BMO est exposé au risque de marché en raison de ses activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de ses activités bancaires structurelles.

Notre stratégie de gestion globale des risques comporte un cadre de gestion du risque de marché qui permet d'appliquer des processus complets de gouvernance et de gestion aux activités assorties de ce type de risque. Ce cadre comprend notamment :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, notamment le Comité de gestion du risque lié aux produits de négociation, le Comité de gestion du bilan, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;
- un processus de plan de capital économique qui intègre des mesures du risque de marché (risques liés à la valeur de marché, simulation de crise);
- un processus pour l'évaluation efficace des positions de négociation et la mesure des risques de marché;
- l'élaboration de politiques et de normes générales;
- un processus élaboré de détermination des limites et de surveillance;
- des méthodes de contrôle des processus et des modèles utilisés;
- un ensemble de scénarios et de simulations de crise permettant d'analyser les pires situations.

Le **risque de marché** représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances.

Les principales mesures de haut niveau du risque de marché qu'emploie BMO sont le risque lié à la valeur de marché et la volatilité du revenu net. Les risques liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net auxquels BMO était exposé au 31 octobre 2008 sont résumés dans le tableau ci-après. **VOIR PAGE 73**

## Risques liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les éléments du portefeuille structurel (en millions de dollars)\*

Au 31 octobre (équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché	Volatilité du revenu net sur 12 mois	Risque lié à la valeur de marché	Volatilité du revenu net sur 12 mois
	2008	2008	2007	2007
Activités de négociation et de prise ferme	(33,4)	(28,7)	(18,2)	(12,6)
Éléments du portefeuille structurel	(267,9)	(30,2)	(231,6)	(24,2)

\*Selon un niveau de confiance de 99 %.

Le risque lié à la valeur de marché pour les activités de négociation et de prise ferme et à la volatilité du revenu net a augmenté par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse observée de la volatilité des taux d'intérêt et des écarts de taux. Le risque structurel lié à la valeur de marché a crû par rapport à l'exercice précédent principalement en raison de la croissance des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. La volatilité du revenu net continue d'être gérée de façon à être maintenue à des niveaux peu élevés.

### Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

La Gestion du risque de marché surveille les portefeuilles de négociation et de prise ferme en s'assurant :

- que le risque de marché des portefeuilles de négociation et de prise ferme est mesuré et modélisé conformément aux politiques et aux normes générales;
- que les profils de risque de nos portefeuilles de négociation et de prise ferme restent conformes à notre degré de tolérance au risque, font l'objet d'un suivi et sont communiqués aux négociateurs, aux hauts dirigeants, à la direction et aux comités du Conseil d'administration;
- que les risques particuliers, ou tout autre facteur qui expose BMO à des risques inhabituels, imprévus, inappropriés ou encore partiellement définis ou quantifiés, qui sont liés au marché ou aux titres de créance négociables, sont détectés de façon proactive et que des rapports à cet égard sont transmis aux hauts dirigeants, à la direction et aux comités du Conseil d'administration;
- que toutes les personnes autorisées à exécuter des opérations de négociation et de prise ferme au nom de BMO sont adéquatement informées de la gouvernance, de la structure de pouvoir décisionnel, des processus et des méthodes de BMO en matière de prise de risque, en leur donnant un accès aux politiques et aux normes générales pertinentes ainsi que des lignes directrices pour les appliquer.

Pour bien saisir les aspects multidimensionnels du risque de marché, nous utilisons plusieurs mesures, dont la valeur à risque (VAR), les simulations de crise, les sensibilités des options, les concentrations des positions, les valeurs de marché et les valeurs notionnelles, ainsi que les pertes de revenus.

La VAR et les simulations de crise sont des estimations du risque pour le portefeuille, mais elles comportent certaines limites. Dans le cas de la VAR, par exemple, les limites incluent l'hypothèse selon laquelle toutes les positions peuvent être liquidées pendant la période de détention assignée de un jour (période de détention de dix jours pour les calculs réglementaires), qui n'est pas nécessairement vraie dans un marché peu liquide, et celle voulant que les données historiques peuvent être utilisées comme indicateurs de l'évolution du marché. Nous effectuons également chaque jour des analyses de scénarios et des simulations de crise probabilistes pour déterminer les répercussions de changements inhabituels ou imprévus des conditions du marché sur nos portefeuilles. De même, nous simulons des crises historiques ou événementielles chaque semaine. Des scénarios sont modifiés, ajoutés ou supprimés pour mieux refléter les changements des conditions sous-jacentes des marchés. Les résultats sont communiqués régulièrement aux différents secteurs d'activité, au Comité de gestion du risque lié aux produits de négociation, au Comité de gestion des risques et au Comité d'évaluation des risques. Dans le cas des simulations de crise, le nombre de scénarios pouvant être envisagés et l'impossibilité de prédire et de modéliser efficacement tous les scénarios pessimistes constituent des limites. Ni la VAR ni les simulations de crise ne sont perçues comme des indications prédictives du montant maximal de pertes pouvant survenir au cours d'un jour donné, car les deux mesures sont calculées selon des niveaux de confiance prescrits et pourraient être dépassées dans un contexte de grande volatilité du marché. Chaque jour, les risques sont regroupés par secteur d'activité et par type, et sont évalués par rapport aux limites déléguées. Les résultats sont ensuite

Le **risque lié à la valeur de marché** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations des paramètres du marché sur la valeur de marché d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'arrangements hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée. La période de détention tient compte de la conjoncture actuelle du marché et de la composition des portefeuilles afin de déterminer combien de temps il faut pour neutraliser le risque de marché sans causer d'incidence négative sur les cours du marché. Dans le cas des activités de négociation et de prise ferme, le risque lié à la valeur de marché comprend la valeur à risque et le risque lié à l'émetteur.

La **volatilité du revenu net** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations éventuelles des paramètres du marché sur le revenu net après impôts projeté sur douze mois d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'arrangements hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée.

La **valeur à risque (VAR)** s'applique à diverses catégories de risques auxquels BMO s'expose dans ses activités de négociation et de prise ferme : taux d'intérêt, taux de change, cours des actions et prix des produits de base, incluant la volatilité implicite de ces éléments. Cette mesure calcule la perte maximale éventuelle des portefeuilles, sur une période de détention déterminée, selon un niveau de confiance de 99 %.

Le **risque lié à l'émetteur** se présente dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme de BMO. Il mesure l'incidence négative que les risques d'écart de taux, de migration du crédit et de défaillance ont sur la valeur de marché d'instruments à revenu fixe et autres titres similaires. Le risque lié à l'émetteur est mesuré selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée.

communiqués aux parties prenantes respectives. La haute direction est informée de tous les risques qui dépassent la limite déléguée afin d'assurer un règlement rapide du problème. Le secteur d'activité concerné doit ramener le risque en deçà des limites ou communiquer avec la Gestion du risque de marché pour déterminer la mesure appropriée à déployer.

Au sein de la Gestion du risque de marché, le groupe Contrôle de l'évaluation des produits vérifie si l'évaluation de tous les portefeuilles de négociation et de prise ferme au sein de BMO est exacte sur tous les points importants :

- en élaborant et en maintenant des politiques en matière de rajustements et de réserves d'évaluation et des méthodes concernant le risque lié à l'émetteur, dans le respect des exigences réglementaires et des PCGR;
- en définissant des sources officielles de prix pour l'évaluation des portefeuilles à la valeur de marché;
- en effectuant un examen indépendant des portefeuilles de négociation dans lequel les prix des négociateurs sont utilisés pour l'évaluation des portefeuilles à la valeur de marché.

Le processus de vérification indépendante des prix de BMO sert à valider les évaluations découlant des données des négociateurs. Les évaluations des négociateurs sont examinées afin de s'assurer qu'elles correspondent à une évaluation indépendante de la valeur de marché du portefeuille. Si la différence entre les évaluations dépasse le seuil de tolérance prescrit, on procède à un rajustement d'évaluation conformément à la convention comptable et aux exigences réglementaires. Avant la fermeture définitive de fin de mois du grand livre général, les différents secteurs d'activité, la Gestion du risque de marché, le service des finances des Marchés des capitaux et le service Conventions comptables se réunissent afin de vérifier toutes les réserves d'évaluation et tous les rajustements.

On prend en compte au minimum les grandes catégories suivantes de réserves d'évaluation pour déterminer les niveaux appropriés des rajustements et des réserves d'évaluation : écarts de taux, frais de clôture, frais d'administration, liquidité et risque de modèle. Par ailleurs, nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégories les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation des titres, des passifs inscrits à la juste valeur, des actifs dérivés et des passifs dérivés. Dans le processus d'évaluation de la juste valeur, le niveau 1 concerne l'utilisation des cours du marché, le niveau 2, les modèles internes fondés sur des données du marché observables et le niveau 3, les modèles internes ne comportant pas de données du marché observables. Les niveaux 1, 2 et 3 de l'évaluation de la juste valeur sont présentés en détail à la section Principales estimations comptables, à la page 69.

Nos modèles servent à déterminer le capital économique exposé au risque de marché pour chacun des secteurs d'activité et à établir le capital réglementaire requis. Aux fins du calcul du capital, nous utilisons des périodes de détention plus longues et des niveaux de confiance plus élevés que ceux qui servent à la gestion quotidienne du risque. Les modèles servant à déterminer le risque lié à la volatilité du revenu net sont identiques ou semblables à ceux qui servent à déterminer le risque lié à la VAR. Avant d'être utilisés, les modèles sont examinés, en fonction de la norme générale Risque de modèle, par le groupe Risque de modèle et validation. Cette norme générale définit les exigences minimales acceptables pour la détermination, l'évaluation, la surveillance et la gestion des modèles et du risque de modèle à l'échelle de l'organisation.

BMO évalue selon des modèles internes le risque de marché lié aux portefeuilles de négociation et de prise ferme qui respectent nos critères d'établissement du capital réglementaire pour les instruments de négociation, de même que le risque de marché lié aux portefeuilles d'instruments du marché monétaire qui sont assujettis aux règles de la comptabilité d'exercice selon les PCGR et qui sont soumis aux règles d'établissement du capital réglementaire des instruments d'intermédiation bancaire.

Pour les portefeuilles de négociation et de prise ferme visés par l'approche des modèles internes, la VAR est calculée à l'aide du modèle de valeur à risque globale de BMO. Ce modèle de valeur à risque globale est un modèle de simulation de scénarios Monte-Carlo dont les résultats servent aux fins de la gestion du risque de marché et de la présentation de notre exposition au risque. Le modèle établit les résultats de la VAR sur un jour avec un niveau de confiance de 99 % et rend compte des corrélations entre les différentes catégories de facteurs de risque de marché. Pour les portefeuilles d'instruments du marché monétaire assujettis à la comptabilité d'exercice, la VAR est calculée selon une approche fondée sur la valeur à risque analytique.

Nous nous servons de diverses méthodes pour garantir l'intégrité de nos modèles de risque, notamment en procédant à un contrôle *ex post* des pertes hypothétiques. Ce processus part de l'hypothèse que la situation des portefeuilles à la clôture des marchés, la veille, n'a pas changé. On isole ensuite l'incidence des variations quotidiennes des prix par rapport aux cours de clôture. On valide les modèles en évaluant à quelle fréquence les pertes hypothétiques calculées excèdent la mesure du risque lié à la valeur de marché sur une période déterminée. Les résultats de ce test confirment la fiabilité de nos modèles. **VOIR PAGE 73**

Le risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme est présenté dans le tableau suivant. Les corrélations et les données sur la volatilité utilisées dans nos modèles sont mises à jour chaque trimestre. La dernière mise à jour a été effectuée en août 2008; les mesures du risque lié à la valeur de marché ne reflètent donc pas totalement la volatilité du quatrième trimestre. On considère toutefois que les limites du risque de marché lié aux activités de négociation n'auraient pas été dépassées si la volatilité du quatrième trimestre avait été représentée dans le risque lié à la valeur du marché au 31 octobre 2008. Le risque lié à la valeur de marché à l'égard des activités de négociation et de prise ferme a augmenté par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse observée de la volatilité des taux d'intérêt et des écarts de taux. Pour l'exercice 2008, dans un but d'harmonisation avec les définitions réglementaires des catégories de risque, le risque général d'écart de taux et le risque général de taux d'intérêt ont été réunis et sont maintenant indiqués ensemble dans Risque lié aux taux d'intérêt (évaluation à la valeur de marché), dans le Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme. Ce changement n'a pas d'incidence sur le risque total lié à la valeur de marché, mais seulement sur la façon dont les résultats sont présentés. Les données sur le risque lié à la valeur de marché au 31 octobre 2007 ont été retraitées pour tenir compte de ce changement. De plus, comme il est indiqué à la note 3 afférente aux états financiers, à la page 109, au quatrième trimestre, certaines positions ont été transférées de notre portefeuille de titres de négociation à notre portefeuille de titres disponibles à la vente. Ces positions sont toutefois restées dans les mesures globales de la VAR et du risque lié à l'émetteur pendant tout le trimestre et elles sont incluses dans le tableau sur le risque lié à la valeur de marché ci-dessous ainsi que dans les graphiques de la page suivante.

## Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)\*

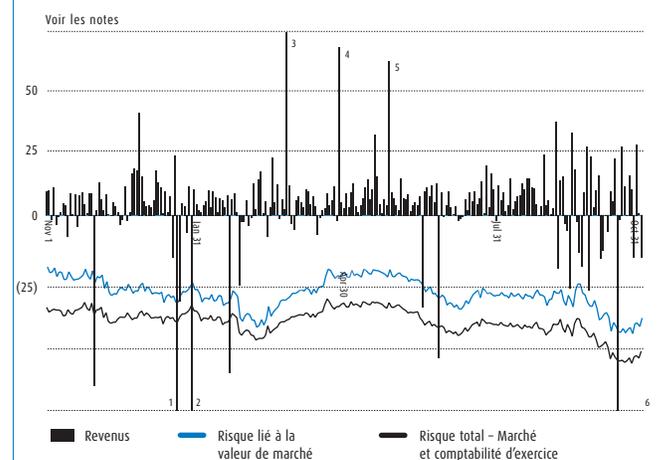
Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 (équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin de l'exercice	Moyenne	Haut	Bas
Risque lié aux produits de base	(0,9)	(3,1)	(6,8)	(0,9)
Risque lié aux actions	(7,3)	(10,9)	(18,5)	(5,6)
Risque lié au change	(1,4)	(1,4)	(4,3)	(0,3)
Risque lié aux taux d'intérêt (évaluation à la valeur de marché)	(30,6)	(18,9)	(35,0)	(8,7)
Diversification	6,4	9,2	n.s.	n.s.
Risque global	(33,8)	(25,1)	(39,3)	(14,5)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(11,6)	(5,7)	(12,5)	(1,3)
Risque lié à l'émetteur	(6,1)	(5,2)	(8,4)	(2,6)
Risque total lié à la valeur de marché	(51,5)	(36,0)	(57,9)	(24,0)

\*Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %.  
n.s. – non significatif

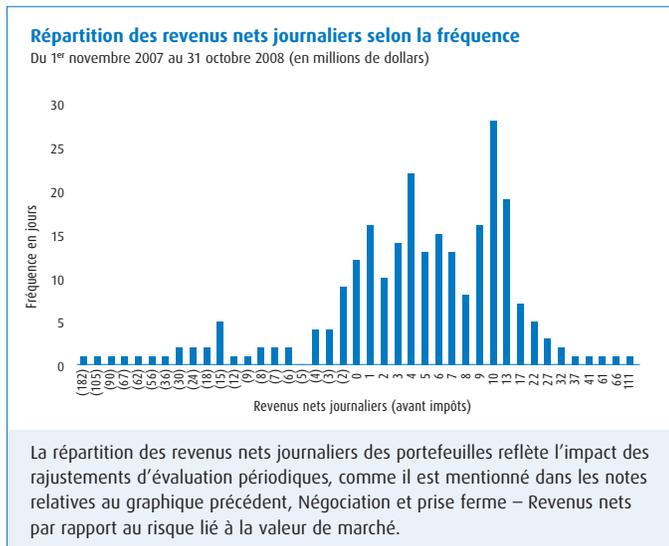
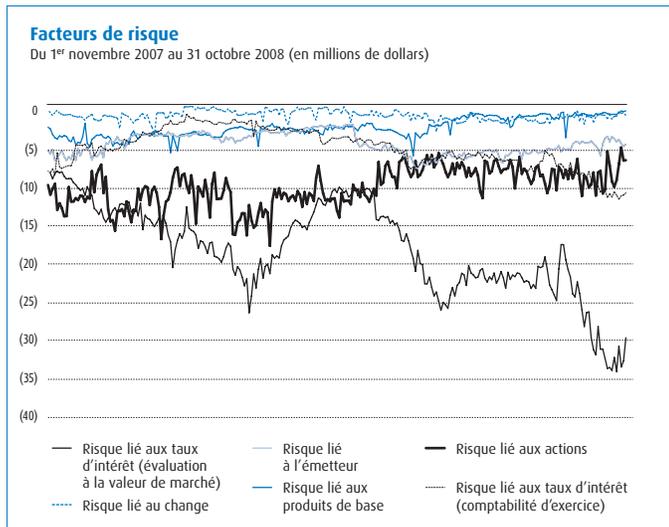
Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007 (équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin de l'exercice	Moyenne	Haut	Bas
Risque lié aux produits de base	(2,7)	(6,4)	(16,8)	(2,7)
Risque lié aux actions	(9,5)	(10,2)	(17,7)	(5,1)
Risque lié au change	(0,9)	(1,2)	(5,6)	(0,2)
Risque lié aux taux d'intérêt (marché)	(10,0)	(5,8)	(14,3)	(2,8)
Diversification	9,1	7,7	12,6	2,8
Risque global	(14,0)	(15,9)	(25,7)	(8,0)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(9,1)	(17,4)	(26,8)	(8,6)
Risque lié à l'émetteur	(4,9)	(5,2)	(9,0)	(3,2)
Risque total lié à la valeur de marché	(28,0)	(38,5)	(51,2)	(27,9)

\*Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %.

### Négociation et prise ferme – Revenus nets par rapport au risque lié à la valeur de marché Du 1<sup>er</sup> novembre 2007 au 31 octobre 2008 (en millions de dollars)



- 23 janvier 2008 : Reflète principalement la liquidation des positions liées à l'assureur spécialisé ACA Financial Guarantee Corporation. Revenus nets journaliers (90) millions.
- 31 janvier 2008 : Reflète principalement les rajustements d'évaluation. Revenus nets journaliers : (182) millions.
- 31 mars 2008 : Reflète principalement des rajustements d'évaluation. Revenus nets journaliers : 111 millions.
- 30 avril 2008 : Reflète principalement des rajustements d'évaluation et la juste valeur d'éléments de passif négociés. Revenus nets journaliers : 66 millions.
- 30 mai 2008 : Reflète principalement les rajustements d'évaluation de crédit effectués en fin de mois. Revenus nets journaliers : 61 millions.
- 17 octobre 2008 : Reflète principalement les rajustements d'évaluation effectués après les deux premières semaines du mois en raison de l'élargissement des écarts de taux; toutefois, les rajustements de l'écart rendus nécessaires par l'effondrement des marchés et l'affinement de la méthodologie ont été effectués en fin de mois, ce qui en a amoindri l'incidence. Revenus nets journaliers : (105) millions.



Les revenus de négociation incluent les montants associés à l'ensemble des activités de négociation et de prise ferme, qu'ils soient comptabilisés par référence au marché ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice, de même que certains frais et commissions directement liés à ces activités.

#### Risque structurel de marché

Le risque structurel de marché englobe le risque de taux d'intérêt qui découle de nos activités bancaires (prêts et dépôts) et le risque de change qui résulte de nos opérations en devises. C'est la Direction de la trésorerie de BMO qui gère le risque structurel de marché en vue de soutenir la stabilité d'un revenu net de qualité supérieure et l'obtention de marges aussi élevées que possible et susceptibles d'être maintenues.

Le risque structurel de taux d'intérêt découle principalement de la non-concordance des taux d'intérêt et des options intégrées. La non-concordance des taux d'intérêt est le résultat des différences entre les dates d'échéance et de renégociation prévues des actifs, des passifs et des produits dérivés. Le risque lié aux options intégrées découle des caractéristiques des produits qui permettent aux clients de modifier les dates d'échéance ou de renégociation prévues. Les options intégrées comprennent les privilèges de remboursement anticipé de prêts et de rachat de dépôts à terme et les taux engagés à l'égard des prêts hypothécaires non versés. Nous gérons la non-concordance des taux d'intérêt nette, qui représente les actifs résiduels financés par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, en fonction d'une durée cible, qui est actuellement de deux à trois ans, tandis que les options intégrées sont gérées de façon à maintenir les risques à des niveaux peu élevés. La non-concordance des taux d'intérêt nette est principalement gérée à l'aide de swaps de taux d'intérêt et de valeurs mobilières. Le risque lié aux options intégrées est géré au moyen de l'achat d'options ou d'un processus de couverture dynamique.

Le risque structurel de change découle principalement du risque de conversion associé au montant net de notre investissement dans des établissements aux États-Unis et du risque de transaction associé à notre revenu net libellé en dollars américains. Nous gérons le risque de conversion en finançant le montant net de notre investissement aux États-Unis en dollars américains. Le risque de transaction est géré en concluant, au début de chaque trimestre, des contrats de change à terme de couverture qui devraient compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations du taux de change entre les dollars canadien et américain sur le revenu net en dollars américains prévu pour le trimestre.

Les résultats de BMO libellés en dollars américains subissent l'effet, favorable ou défavorable, des variations du taux de change entre les dollars canadien et américain. Les variations de taux influent sur les résultats futurs établis en dollars canadiens et l'incidence sur les résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les frais et les dotations à la provision pour pertes sur créances se produisent. Si les résultats futurs demeurent dans une fourchette comparable à celle des trois derniers exercices, le revenu avant impôts sur les bénéfices, libellé en dollars américains, varierait d'une perte de 900 millions de dollars américains à un revenu de 700 millions de dollars américains. Sur cette base, chaque diminution de un cent du taux de change entre les dollars canadien et américain, exprimé par le nombre de dollars canadiens que un dollar américain permet d'obtenir, modifierait le revenu net avant impôts sur les bénéfices dans une mesure variant entre 9 millions à l'extrémité la plus faible de la fourchette et -7 millions de dollars à l'extrémité la plus élevée. Une augmentation de un cent aurait l'effet inverse.

Les mesures du risque structurel lié à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net tiennent compte de périodes de détention variant de un à trois mois ainsi que de l'incidence de la corrélation entre les paramètres du marché. **VOIR PAGE 73**

Le risque structurel lié à la valeur de marché a augmenté au cours de l'exercice 2008 principalement en raison de la croissance des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. La volatilité du revenu net continue d'être gérée de façon à être maintenue à des niveaux peu élevés.

Outre le risque lié à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net, nous employons des simulations, des analyses de sensibilité, des simulations de crise et des analyses d'écart pour mesurer et gérer le risque de taux d'intérêt. Les analyses d'écart sont présentées à la note 20 afférente aux états financiers, à la page 133.

La sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt dans le cas d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 ou de 200 points de base de la courbe de rendement est présentée dans le tableau ci-dessous. Bon nombre d'institutions financières effectuent et présentent ce type d'analyse, ce qui facilite la comparaison avec notre groupe de référence. **VOIR PAGE 73**

#### Sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt (en millions de dollars)\*

Équivalent en dollars canadiens après impôts	Au 31 octobre 2008		Au 31 octobre 2007	
	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net sur 12 mois	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net sur 12 mois
Hausse de 100 points de base	(220,8)	(4,4)	(201,1)	6,6
Baisse de 100 points de base	169,2	(21,0)	138,6	(15,4)
Hausse de 200 points de base	(488,6)	(16,2)	(438,1)	0,4
Baisse de 200 points de base	328,4	(177,6)	234,0	(17,0)

\*Les risques sont représentés par des montants entre parenthèses, et les gains, par des montants positifs.

**VOIR PAGE 73**

Les modèles utilisés pour mesurer le risque structurel de marché prévoient l'évolution des taux d'intérêt et de change et la réaction probable des clients à ces changements. Dans le cas des prêts et des dépôts des clients assortis de dates d'échéance et de renégociation (p. ex., les prêts hypothécaires et les dépôts à terme), nos modèles évaluent la manière suivant laquelle les clients utilisent les options intégrées pour modifier ces échéances. Dans le cas des prêts et des dépôts des clients non assortis de dates d'échéance et de renégociation (p. ex., les prêts sur cartes de crédit et les comptes de chèques), nos modèles attribuent un éventail d'échéances tenant compte des stratégies en matière de tarification et de volume et reflétant les incertitudes inhérentes. Ces modèles ont été élaborés à partir d'analyses statistiques et sont validés au moyen de processus réguliers d'examen et de contrôle *ex post*, et d'un dialogue continu avec les secteurs d'activité. Nous avons aussi recours à des modèles de prévision du comportement des clients pour appuyer les processus de tarification des produits et de mesure du rendement. **VOIR PAGE 73**

## Risque de liquidité et de financement

La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

La politique de BMO consiste à s'assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à ses engagements financiers, même en période de crise.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement repose notamment sur les éléments suivants :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, notamment le Comité de gestion du bilan, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;
- un groupe indépendant de surveillance au sein de la Direction de la trésorerie;
- une structure de limites approuvée par le Comité d'évaluation des risques visant à maintenir une situation solide en matière de liquidités;
- des processus et des modèles efficaces pour assurer la surveillance et la gestion du risque;
- des mesures de contrôle rigoureuses à l'égard des processus et des modèles, ainsi que de leur utilisation;
- un cadre d'analyse de simulations de conditions d'exploitation extrêmes;
- des plans d'urgence pour faciliter la gestion en cas de crise.

Les marchés internationaux des dépôts de gros ont subi les effets de la perte de confiance qui s'est manifestée au cours de l'exercice et en particulier depuis la mi-septembre. Les échéances des instruments de financement sur le marché monétaire ont été réduites et tous les participants sur le marché financier, y compris les banques, se sont heurtés à un accès restreint à du financement à long terme. Les écarts de taux sur le marché des dépôts de gros sont élevés étant donné les graves inquiétudes concernant les marchés du crédit. Les gouvernements et les banques centrales prennent des mesures dans le but de rétablir la confiance et la stabilité des marchés. Le gouvernement du Canada a mis sur pied un certain nombre de programmes visant à assurer la liquidité des marchés, et le secteur financier canadien, y compris BMO, a participé à ces programmes. Nous sommes toujours convaincus que notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement nous place dans une position solide malgré l'évolution du marché.

Les données fournies dans la présente section tiennent compte de la situation financière consolidée de BMO. Les filiales de BMO comprennent des entités réglementées et étrangères et, par conséquent, les mouvements de fonds entre les sociétés du groupe doivent tenir compte des besoins des filiales en matière de liquidités, de financement et de capital, ainsi que de considérations d'ordre fiscal. Ces aspects n'ont pas de répercussions importantes sur les liquidités et le financement de BMO.

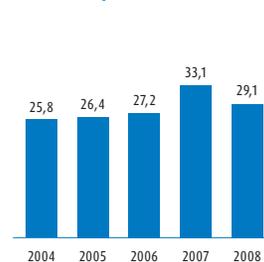
Nous pratiquons une gestion active du risque de liquidité et de financement à l'échelle mondiale en veillant à détenir en tout temps des actifs liquides supérieurs à un niveau minimal établi. Les actifs liquides comprennent les crédits non grevés de grande qualité qui sont négociables, qui peuvent être donnés en garantie d'emprunts ou qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins en matière de liquidités et de financement. Les actifs liquides sont détenus dans les portefeuilles liés à nos activités de négociation ou regroupés en lots d'actifs liquides supplémentaires conservés pour les cas d'urgence. Les besoins en matière de liquidité et de financement se composent de sorties de fonds prévues et potentielles découlant d'obligations de remboursement de dépôts qui sont retirés ou ne sont pas renouvelés, et de la nécessité de financer la croissance de l'actif, les investissements stratégiques, les avances sur les arrangements hors bilan et les autres instruments de crédit ainsi que les achats de garanties pour nantissement. Les besoins en matière de liquidités et de financement sont évalués dans différents marchés, contextes économiques et politiques, et situations propres à l'organisation, prévus et extrêmes, afin de déterminer le montant minimal d'actifs liquides à détenir en tout temps.

Le ratio de liquidité, le niveau des dépôts de base et le ratio des dépôts de clients et du capital sur le total des prêts sont trois des mesures que nous utilisons pour évaluer le risque de liquidité et de financement. Le ratio de liquidité représente la valeur totale de l'encaisse et des valeurs mobilières, exprimée en pourcentage de l'actif total. Au 31 octobre 2008, le ratio de liquidité de BMO s'établissait à 291 %, une baisse comparativement à 331 % au 31 octobre 2007, et a été en moyenne de 26,5 % pour 2004, 2005 et 2006. Le ratio témoigne d'une situation solide en matière de liquidités.

L'encaisse et les valeurs mobilières totalisaient 121,2 milliards de dollars à la fin de l'exercice et demeurent inchangées par rapport à 2007.

Le **risque de liquidité et de financement** désigne la possibilité de subir une perte si BMO n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantissements.

Ratio de liquidité (%)



Le ratio témoigne d'une situation solide en matière de liquidités.

Dépôts de base  
(en milliards de dollars)



Les dépôts de base constituent une source de financement solide.

Aux liquidités provenant de l'encaisse et des valeurs mobilières s'ajoutent les titres pris en pension ou empruntés qui peuvent facilement être convertis en trésorerie ou en équivalents de trésorerie pour respecter des engagements financiers. Les titres pris en pension ou empruntés totalisaient 28,0 milliards de dollars à la fin de l'exercice, une baisse par rapport à 37,1 milliards en 2007.

Dans le cours normal des affaires, une partie de l'encaisse, des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés, sert de garantie pour soutenir les activités de négociation et la participation aux systèmes de compensation et de paiement, tant au Canada qu'à l'étranger. Au 31 octobre 2008, l'encaisse et les valeurs mobilières mises en garantie atteignaient 37,7 milliards de dollars et les titres pris en pension ou empruntés mis en garantie atteignaient 33,1 milliards, comparativement aux 29,9 milliards et aux 25,5 milliards, respectivement, de l'exercice 2007. Ces variations dépendent des activités de négociation et de l'affectation en garantie d'actifs liés aux programmes de financement garanti. Le tableau 5 de la page 91 et les notes 2 et 3 afférentes aux états financiers, qui commencent à la page 109, présentent des renseignements supplémentaires sur l'encaisse et les valeurs mobilières.

Les dépôts de base sont constitués des soldes des comptes courants et d'épargne des particuliers, ainsi que des dépôts à terme relativement peu élevés (100 000 \$ ou moins). Les dépôts de base en dollars canadiens totalisaient 85,8 milliards de dollars à la fin de l'exercice, une hausse par rapport à 75,9 milliards en 2007, et les dépôts de base en dollars américains et autres devises totalisaient 32,8 milliards de dollars américains, une hausse par rapport à 25,1 milliards de dollars américains en 2007. De plus, les dépôts à terme plus élevés des clients se sont chiffrés à 20,2 milliards de dollars à la fin de l'exercice, comparativement aux 22,1 milliards de 2007. Le total des dépôts s'est accru de 25,7 milliards de dollars en 2008 et s'établissait à 257,7 milliards à la fin de l'exercice. La hausse du total des dépôts reflète l'augmentation des dépôts de base et autres dépôts visant à financer la croissance des prêts ainsi que l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Notre masse de dépôts de clients, combinée à notre important capital de base, réduit notre besoin de financement à partir des dépôts de gros. Les dépôts de clients et le capital égalaient 94,2 % des prêts (à l'exclusion des titres pris en pension ou empruntés) à la fin de l'exercice, une hausse comparativement à 93,3 % pour l'exercice précédent.

Selon nos principes de financement, les dépôts de gros utilisés pour financer les prêts sont à plus long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) afin de mieux correspondre aux échéances des prêts. Les dépôts de gros utilisés pour financer les actifs liquides liés aux activités de négociation et de prise ferme ainsi que les titres disponibles à la vente sont généralement à plus court terme (d'un terme inférieur à deux ans). La diversification de nos sources de financement à partir des dépôts de gros constitue un aspect

important de notre stratégie globale de gestion du risque de liquidité. Conformément aux lignes directrices internes, nos dépôts de gros sont diversifiés par client, type, marché, échéance, devise et région. BMO mobilise les capitaux servant au financement à long terme par divers moyens, notamment un programme d'eurobillets à moyen terme, un programme canadien de placement par prospectus préalable de billets à moyen terme, un programme américain de placement par prospectus préalable, un programme d'obligations sécurisées, des opérations de titrisation et des billets de dépôt de premier rang (non garantis) canadiens et américains. Le tableau 20 à la page 100 présente des renseignements sur les échéances des dépôts.

Notre capacité de financement repose sur nos cotes de crédit. Les cotes attribuées à nos créances prioritaires demeurent inchangées avec une perspective stable en 2008. Ces quatre cotes de crédit sont réservées à des émissions de premier ordre et de grande qualité, soit AA pour DBRS, AA- pour Fitch Ratings, Aa1 pour Moody's Investor Service et A+ pour Standard & Poor's. Des garanties supplémentaires peuvent être exigées pour certaines ententes si ces cotes baissent. Il serait peu probable qu'un léger abaissement des cotes ait une incidence importante sur notre capacité de financement ou sur les sûretés exigées, mais une série de révisions à la baisse pourrait entraîner des conséquences négatives.

## Risque opérationnel

Le risque opérationnel est inhérent à toute activité économique et ne pourra jamais être entièrement éliminé, mais il est possible de préserver et d'accroître la valeur pour les actionnaires en gérant le risque opérationnel, en l'atténuant et, dans certains cas, en se protégeant contre lui au moyen d'assurances.

Pour atteindre ce but, BMO a créé le groupe Gestion globale du risque opérationnel qui a élaboré le Cadre de gestion du risque opérationnel, qui comprend la détermination, la mesure, la gestion, la surveillance, le contrôle et l'atténuation des risques, ainsi que l'attribution du capital économique. Ce groupe met en œuvre le cadre, le codifie en politique générale, supervise la méthode d'évaluation du risque et définit les exigences en matière de communication de l'information. Divers processus et contrôles sous-jacents ont été élaborés dans ce cadre, notamment l'autoévaluation des risques et des contrôles, des plans d'urgence visant à assurer la continuité de nos activités, la gestion des événements, la gestion du changement et la gestion de l'impartition, ainsi que la gestion des acquisitions et de leur intégration. Les processus et les contrôles en cours d'élaboration incluent la quantification du risque opérationnel, le soutien informatique et les mesures du rendement. L'analyse de scénarios fait aussi partie de plusieurs processus actuels du Cadre de gestion du risque opérationnel.

La structure de gouvernance du risque opérationnel de BMO comprend le Comité de gestion du risque opérationnel, qui constitue un sous-comité du Comité de gestion des risques. Ce comité assume un rôle de surveillance à l'égard de la stratégie, de la gestion et de la gouvernance du risque opérationnel. Il conseille et oriente les secteurs d'activité en ce qui concerne l'évaluation, la mesure et l'atténuation du risque opérationnel, ainsi que la surveillance et les initiatives de changement connexes.

BMO vise à gérer le risque opérationnel, comme tous les autres risques, de façon transparente à l'échelle de l'organisation. Par conséquent, le Cadre de gestion du risque opérationnel prévoit la communication périodique des activités et des processus pertinents de gestion du risque opérationnel aux dirigeants des secteurs d'activité et de l'organisation, au Comité de gestion du risque

## Sources des dépôts de gros à long terme (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004
Dépôts de gros à long terme non garantis	35 274	21 628	16 840	10 459	8 370
Dépôts de gros à long terme garantis	4 396	—	—	—	—
Émissions de titres représentatifs de créances sur prêts hypothécaires et prêts sur cartes de crédit	25 077	12 992	9 792	5 918	5 253

## Échéances des dépôts de gros non garantis à long terme

(en millions de dollars)

Au 31 octobre 2008	Moins de 1 an	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Plus de 5 ans
	11 937	9 716	3 848	3 409	2 639	3 725	35 274

Le **risque opérationnel** correspond à la possibilité de subir une perte découlant de processus internes ou de systèmes inadéquats ou de leur défaillance, d'interactions humaines ou d'un événement externe, mais exclut le risque d'entreprise.

opérationnel, au Comité de gestion des risques et au Conseil d'administration. Les programmes liés au risque opérationnel, combinés aux autres moyens de contrôle des risques, servent à mieux gérer les risques qui convergent au sein de l'organisation.

Il incombe à chaque secteur d'activité d'utiliser les processus et les programmes de contrôle prévus au Cadre de gestion pour gérer le risque opérationnel conformément à la politique et aux normes générales établies. Pour nous assurer de gérer adéquatement tous les risques opérationnels auxquels est exposé un secteur d'activité, nous faisons également appel aux Services d'entreprise, notamment les Finances, la Fiscalité, les Services juridiques, la Conformité, la Confidentialité, les Ressources humaines et l'unité Technologie et opérations, qui donnent des conseils et exercent une surveillance à l'égard de risques particuliers dans l'organisation.

L'assurance est une autre façon de réduire l'exposition à certains risques opérationnels. Ainsi, BMO souscrit des assurances d'un montant qui offre la protection nécessaire contre les pertes importantes imprévues et lorsqu'il est tenu de le faire en vertu de la loi, de la réglementation ou d'une entente contractuelle.

Conformément aux méthodologies de mesure définies dans l'Accord de Bâle, BMO a mis en œuvre l'approche standard pour le calcul des exigences réglementaires en matière de capital lié au risque opérationnel à l'échelle de l'organisation. Les méthodes et les mesures du capital de l'approche standard ont été mises en œuvre au niveau consolidé de l'organisation et au niveau de chaque entité juridique visée.

## Risque d'entreprise

### Risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net

Le risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net mesure le risque que les volumes diminuent ou que les marges rétrécissent sans qu'il soit possible de compenser le recul du revenu par une réduction des coûts. BMO assume de nombreux risques analogues à ceux assumés par les sociétés non financières, à commencer par le risque que sa rentabilité, et donc sa valeur, se détériore en raison de l'évolution du climat des affaires, de l'échec de sa stratégie ou de défaillances au niveau de la mise en œuvre. Ces risques découlent notamment de la volatilité de l'activité économique, de changements dans les attentes des clients, de l'évolution défavorable des affaires ou d'un manque relatif d'adaptation aux changements sectoriels. Le risque d'entreprise lié à la volatilité du

Le **risque d'entreprise** découle d'activités précises d'une entreprise et des effets que ces activités pourraient avoir sur le revenu net de cette entreprise.

revenu net comprend les risques relatifs aux marges et aux volumes de BMO. Les risques attribuables à une défaillance opérationnelle sont pris en compte dans le Cadre de gestion du risque opérationnel tandis que le risque de réputation constitue une catégorie distincte.

## Risque de modèle

Les modèles utilisés par BMO vont de modèles très simples à des modèles qui permettent d'évaluer des transactions complexes ou qui font appel à des techniques avancées de gestion du portefeuille et du capital. Ces modèles sont employés pour orienter les décisions stratégiques et pour guider, au quotidien, les décisions d'octroi de crédit, de négociation, de prise ferme, de financement, d'investissement et d'exploitation. Des modèles ont également été conçus pour mesurer les risques particuliers auxquels BMO est exposé et le risque global évalué de façon intégrée au moyen du capital économique. L'élaboration, la mise en œuvre et l'application de ces modèles font l'objet d'un contrôle rigoureux.

BMO se sert de divers modèles qu'on peut regrouper dans les six catégories suivantes :

- modèles d'évaluation servant à l'évaluation des actifs, des passifs ou des provisions;
- modèles d'exposition au risque mesurant le risque de crédit, de marché, de liquidité ainsi que le risque opérationnel, et servant à évaluer les pertes prévues, ainsi que leurs applications;
- modèles de capital et de simulation de crise mesurant le capital, l'affectation du capital ainsi que les exigences réglementaires et économiques en matière de gestion de capital;
- modèles fiduciaires concernant la répartition des actifs, l'optimisation et la gestion du portefeuille;

Le **risque de modèle** découle de la divergence possible entre les estimations d'un modèle et la réalité. Le risque de modèle peut aussi être attribuable au choix d'un modèle inapproprié ou à l'utilisation inappropriée d'un modèle.

- modèles des principales stratégies d'entreprise permettant de prévoir les résultats possibles de nouvelles stratégies et servant au processus décisionnel de l'organisation;
- modèles liés aux exigences réglementaires et à d'autres exigences des parties prenantes.

Avant leur utilisation, les modèles font l'objet d'un examen en fonction de la norme générale Risque de modèle par le groupe Risque de modèle et validation. Cette norme générale définit les exigences minimales acceptables pour la détermination, l'évaluation, la surveillance et la gestion des modèles et du risque de modèle à l'échelle de l'organisation. Tous les modèles sont notés en fonction de leur niveau de risque, qui détermine la fréquence des réévaluations ultérieures.

## Risque de stratégie

Il existe deux sources de risques de stratégie : les risques externes inhérents au contexte dans lequel BMO exerce ses activités et le risque de pertes éventuelles si BMO n'est pas en mesure de gérer efficacement ces risques externes. Si le contrôle des risques de stratégie externes – incluant les risques économiques, politiques, réglementaires, technologiques, sociaux et concurrentiels – nous échappe, nous pouvons néanmoins en atténuer la probabilité et les conséquences au moyen d'un processus de gestion stratégique efficace.

Le Bureau de gestion stratégique de BMO supervise les processus de gouvernance et de gestion visant à repérer, à surveiller et à réduire les risques de stratégie au sein de l'organisation. Le processus rigoureux de gestion stratégique adopté vise à assurer l'élaboration de stratégies selon une approche cohérente et à veiller à ce que les stratégies reposent sur de l'information financière juste et complète et qu'elles tiennent compte des engagements financiers. Le Bureau de gestion stratégique collabore avec les différents secteurs d'activité et les principales parties prenantes de l'organisation au cours du processus d'élaboration des stratégies pour assurer leur cohérence et leur conformité aux normes de gestion stratégique.

Le **risque de stratégie** désigne la possibilité de subir une perte attribuable à l'évolution du contexte commercial ou à l'incapacité de s'adapter adéquatement à ces changements, par défaut d'agir, l'utilisation de stratégies inefficaces ou l'application déficiente des stratégies.

Ce processus comprend un examen de l'évolution du contexte dans lequel chaque secteur exerce ses activités, notamment les grandes tendances du secteur et les mesures prises par nos concurrents. Le Comité directeur et le Conseil d'administration procèdent chaque année à une évaluation des stratégies, lors de séances interactives conçues pour tester les hypothèses et s'assurer que les stratégies tiennent compte des contextes actuel et futur.

Les engagements en matière de rendement établis dans le cadre du processus de gestion stratégique font l'objet d'un contrôle constant et d'une information trimestrielle, basés sur des indicateurs précurseurs et retardés du rendement, afin que les stratégies puissent être évaluées et adaptées, s'il y a lieu. On pratique un suivi étroit des mises à jour stratégiques et financières périodiques afin de repérer tout problème important.

## Risque de réputation

La réputation est l'un des actifs les plus précieux de BMO. Pour consolider et préserver la réputation de BMO, il est essentiel de favoriser une culture d'entreprise :

- définissant l'intégrité et l'éthique comme des valeurs fondamentales;
- soutenant la conviction que toute décision doit respecter les valeurs intrinsèques de l'organisation en matière d'éthique.

Toutes les décisions d'affaires comportent un risque d'atteinte à notre réputation. À notre avis, une gestion active, constante et efficace du risque de réputation s'exerce de façon optimale en tenant compte des évaluations explicites du risque dans l'élaboration des stratégies, la mise en œuvre des plans opérationnels et la prise de décisions relatives aux transactions. Nous gérons également le risque de réputation en mettant en œuvre nos pratiques de gouvernance, notre code

Le **risque de réputation** est le risque que des effets négatifs découlent de la détérioration de la réputation de BMO auprès de ses principales parties prenantes, notamment une perte de revenus, une baisse de clientèle et une baisse du cours de l'action de BMO.

de conduite et notre cadre de gestion des risques. Il incombe à chacun des employés de se comporter conformément aux *Principes fondamentaux*, le code de conduite de BMO, et ainsi consolider et préserver la réputation de BMO.

Le Comité de gestion du risque de réputation se penche sur les risques de réputation potentiels de l'organisation, examinant spécifiquement les transactions complexes de crédit ou de financement structuré, au besoin.

## Risque environnemental

Nous entendons réduire à son minimum l'incidence de nos activités sur l'environnement et à faire preuve de leadership en intégrant les considérations environnementales à notre façon de mener nos activités commerciales.

Les risques environnementaux touchent un large éventail d'aspects liés à l'environnement, comme les changements climatiques, la biodiversité et la vigueur des écosystèmes, l'utilisation non durable des ressources, la pollution, les déchets et l'eau.

En tant que société nord-américaine de services financiers, nous sommes conscients que nos activités ont des incidences sur l'environnement – d'une part, des incidences directes liées à nos propres activités, et, d'autre part, des incidences indirectes liées à nos pratiques d'approvisionnement ainsi qu'aux produits et aux services que nous offrons.

En ce qui touche les changements climatiques, nous mettons en œuvre une série d'initiatives internes qui ont pour objectif de réduire notre empreinte sur l'environnement. Notre plan d'action environnemental prévoit une stratégie visant à concentrer les efforts des employés sur la gestion de l'incidence de nos activités sur l'environnement dans les cinq secteurs clés suivants : consommation d'énergie, transport (voyages d'affaires des employés), consommation de matériel, production de déchets et approvisionnement. Certaines de nos initiatives environnementales se situent à l'extérieur de ces cinq secteurs d'intervention; cependant, nous continuerons de les gérer dans le cadre du système de gestion de l'environnement de BMO.

Le **risque environnemental** correspond au risque de perte ou d'atteinte à la réputation de BMO découlant de préoccupations environnementales liées à BMO ou à ses clients. Le risque environnemental est souvent associé au risque de crédit et au risque opérationnel.

Pour établir une base de référence à partir de laquelle nous pouvons suivre nos progrès, nous avons retenu les services d'une société indépendante d'experts-conseils spécialisée dans les changements climatiques et ayant une vaste expérience de la réalisation et de la vérification d'inventaires des émissions de gaz à effet de serre (GES) des entreprises. Nous disposons maintenant d'une base de données exhaustive d'inventaire des GES qui respecte entièrement les exigences de la GHG Protocol Initiative, élaborée par le World Resources Institute et le World Business Council for Sustainable Development, ainsi que de la partie 1 de la norme 14064 de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) : Gaz à effet de serre – Spécifications et directives, au niveau des organisations, pour la quantification et la déclaration des gaz à effet de serre et leur suppression.

En 2008, nous avons mis à jour nos lignes directrices en matière d'octroi de crédit afin de fournir des précisions sur l'identification et l'évaluation des risques environnementaux se rapportant aux changements climatiques et à la biodiversité des forêts.

## Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux PCGR et certaines mesures non conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

La direction présente parfois des montants rajustés pour tenir compte de certains éléments significatifs. Les montants et mesures indiqués sur une base qui exclut les éléments significatifs sont considérés comme utiles car ils sont susceptibles de mieux refléter l'évolution des résultats d'exploitation. Comme ces charges ne sont généralement pas régulières et que leur ampleur varie, les rajustements qui en tiennent compte sont utiles pour évaluer les tendances des résultats trimestriels. À compter du quatrième trimestre de 2008, nous avons choisi de cesser de classer comme des éléments significatifs certaines charges liées aux marchés financiers et certaines pertes sur produits de base, et de présenter les points saillants des résultats en excluant ces éléments, car ils durent depuis plus longtemps que ce que nous avons prévu lorsque nous avons commencé à les classer comme éléments significatifs. De même, nous avons cessé de classer les changements à la provision générale pour pertes sur créances comme éléments significatifs et de présenter les résultats en excluant ces montants, les changements à la provision générale étant devenus plus fréquents dans les dernières périodes.

Nous communiquons parfois certains résultats excluant les effets d'éléments notables, mais lorsque nous le faisons, nous indiquons généralement aussi la mesure conforme aux PCGR la plus semblable et donnons des détails sur l'élément de rapprochement. Pour aider les lecteurs, nous fournissons également un tableau à la page 36 qui résume les éléments notables ayant eu une incidence sur les résultats des périodes courantes.

Le profit économique net est une mesure non conforme aux PCGR qui représente le revenu net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

## Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2008	2007	2006
Total des frais autres que d'intérêts a)	<b>6 894</b>	6 601	6 353
Amortissement des actifs incorporels	<b>(42)</b>	(46)	(44)
Frais autres que d'intérêts avant amortissement b) 1)	<b>6 852</b>	6 555	6 309
Revenu net	<b>1 978</b>	2 131	2 663
Amortissement des actifs incorporels, après impôts sur les bénéfices	<b>35</b>	38	36
Revenu net avant amortissement 1)	<b>2 013</b>	2 169	2 699
Dividendes sur actions privilégiées	<b>(73)</b>	(43)	(30)
Charge au titre du capital 1)	<b>(1 535)</b>	(1 523)	(1 439)
Profit économique net 1)	<b>405</b>	603	1 230
Revenu c)	<b>10 205</b>	9 349	9 985
Croissance du revenu (%) d)	<b>9,2</b>	(6,4)	1,5
Ratio de productivité (%) ((a/c) x 100)	<b>67,6</b>	70,6	63,6
Ratio de productivité avant amortissement (%) ((b/c) x 100) 1)	<b>67,1</b>	70,1	63,2
Croissance des frais autres que d'intérêts (%) e)	<b>4,4</b>	3,9	0,3
Croissance des frais autres que d'intérêts avant amortissement (%) f) 1)	<b>4,5</b>	3,9	1,1
Levier d'exploitation (%) d-e)	<b>4,8</b>	(10,3)	1,2
Levier d'exploitation avant amortissement (%) d-f) 1)	<b>4,7</b>	(10,3)	0,4
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	<b>3,76</b>	4,11	5,15
RPA avant amortissement 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars) 1)	<b>3,83</b>	4,18	5,23

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

2) Le tableau ci-dessus présente les mesures non conformes aux PCGR utilisées par BMO et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

## Analyse des résultats du quatrième trimestre

Nous avons enregistré de bons résultats au quatrième trimestre de 2008, malgré les conditions difficiles sur les marchés financiers et l'affaiblissement des économies nord-américaines. Nous sommes demeurés concentrés sur nos activités de base et sur le service à la clientèle. Cela s'est reflété dans nos résultats et dans l'accroissement de notre part de marché dans les secteurs prioritaires de nos services bancaires de détail au Canada. PE Canada a obtenu de très bons résultats et le groupe Gestion privée a réalisé une solide performance sous-jacente. Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a nettement augmenté par rapport à 2007, tandis que les résultats des Services d'entreprise ont beaucoup diminué en raison de la hausse des pertes sur créances imputées au groupe selon la méthode de provisionnement selon les pertes prévues sur créances.

Le revenu net de BMO s'établit à 560 millions de dollars, une hausse de 108 millions, ou de 24 %, par rapport au quatrième trimestre de 2007. Le sommaire de l'état des résultats avec des données du quatrième trimestre et des trimestres précédents est présenté à la page 88. Des éléments notables ont influencé les résultats trimestriels des exercices 2007 et 2008. Les résultats de 2008 comprennent l'incidence de 125 millions de dollars après impôts de charges de 45 millions liées à la détérioration des marchés financiers et une augmentation de 150 millions de dollars de la provision générale pour pertes sur créances. Les résultats de 2007 comprenaient l'incidence de 275 millions de dollars après impôts de charges de 318 millions liées à la détérioration des marchés financiers et d'une augmentation de 50 millions de dollars de la provision générale pour pertes sur créances, ainsi que des charges modestes relatives aux pertes sur produits de base et à la restructuration.

Les charges de 45 millions de dollars liées à la conjoncture des marchés financiers ont été constatées dans les résultats de BMO Marchés des capitaux et du groupe Gestion privée. Les charges imputées à BMO Marchés des capitaux incluent une somme de 14 millions de dollars (8 millions après impôts) constituée des éléments suivants :

- une charge de 258 millions de dollars pour des expositions liées à Apex (170 millions avant impôts) et des évaluations à la valeur du marché découlant de notre exposition au risque de crédit lié aux contreparties d'instruments dérivés, en grande partie en raison de l'élargissement des écarts de taux des contreparties par rapport à ceux de BMO (88 millions avant impôts);

- une charge de 49 millions de dollars pour des moins-values durables visant des titres dans nos portefeuilles, incluant 29 millions de dollars pour le transfert de titres du portefeuille de négociation au portefeuille de titres disponibles à la vente;
- un bénéfice de 133 millions de dollars pour des évaluations à la valeur de marché de swaps sur défaillance liés au portefeuille de prêts de BMO Marchés des capitaux;
- un bénéfice de 89 millions de dollars provenant de notre passif comptabilisé à sa juste valeur en raison de l'élargissement de nos écarts de taux;
- un certain nombre d'autres rajustements d'évaluation et d'activités de négociation entraînant un bénéfice net de 71 millions de dollars, incluant un gain avant impôts de 81 millions de dollars lié principalement à des portefeuilles dont certains titres ont été transférés au portefeuille de titres disponibles à la vente.

Les charges du groupe Gestion privée incluent une somme de 31 millions de dollars canadiens (19 millions de dollars canadiens après impôts) en rapport avec des mesures prises par la direction pour soutenir nos clients aux États-Unis en raison de la conjoncture difficile des marchés financiers, notamment :

- une charge nette de 19 millions de dollars canadiens liée aux titres de Lehman Brothers;
- une charge de 12 millions de dollars canadiens en rapport avec l'évaluation de titres à enchères pour lesquels nous prévoyons de faire une offre d'achat à nos clients.

Comme nous l'expliquons à la page 71, au cours du trimestre, l'ICCA a modifié ses règles concernant la comptabilisation des instruments financiers et l'information à fournir à leur sujet et, par conséquent, nous avons choisi de transférer certains titres de notre portefeuille de négociation à celui des titres disponibles à la vente. Nous avons ainsi comptabilisé des charges liées à l'évaluation à la valeur de marché pour ces titres, dont 29 millions de dollars ont été imputés aux résultats à titre de moins-value durable et 183 millions de dollars (123 millions après impôts) ont été constatés dans les autres éléments du résultat étendu plutôt que dans les revenus (pertes) de négociation.

Le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises a augmenté de 36 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent, à 356 millions de dollars. Le revenu net de PE Canada s'est accru de 57 millions de dollars, ou de 19 %, à 344 millions de dollars. La croissance des volumes des services tant aux particuliers qu'aux entreprises a été bonne, surtout pour les services de cartes et de paiement, malgré le fléchissement de l'économie. La forte croissance du revenu découlant des volumes plus élevés a été soutenue par la hausse des marges nettes d'intérêts provenant de l'intérêt perçu sur les remboursements d'impôts. Les frais ont crû en raison de l'augmentation des frais liés au personnel en rapport avec nos investissements continus dans nos activités, et de la hausse des impôts sur le capital. Les résultats de 2007 incluaient un revenu net de 6 millions de dollars provenant d'un gain de 107 millions de dollars avant impôts sur la vente d'actions de MasterCard et d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, partiellement contrebalancé par un rajustement de 185 millions de dollars avant impôts pour augmenter le passif lié aux futurs échanges de récompenses de notre programme de fidélisation de nos clients titulaires de cartes de crédit.

Le revenu net de PE États-Unis se chiffre à 11 millions de dollars américains, une baisse de 22 millions de dollars américains, ou de 66 %, par rapport aux résultats particulièrement élevés du même trimestre l'an dernier. La baisse s'explique par la hausse des coûts d'intégration des acquisitions, engagés pour conclure l'intégration de nos filiales du Wisconsin, par l'augmentation de la réserve liée au litige concernant Visa et par l'incidence de la conjoncture difficile des marchés du crédit. Les prêts non productifs et les coûts de gestion de notre portefeuille de prêts ont augmenté.

Le revenu net du groupe Gestion privée s'établit à 78 millions de dollars, une baisse de 25 millions, ou de 25 %, par rapport à la même période l'an dernier. Les résultats du quatrième trimestre de 2008 ont été influencés par les charges de 19 millions de dollars après impôts liées à la détérioration des marchés financiers dont il est question ci-dessus. Après rajustement pour tenir compte de ces charges, la performance sous-jacente a été bonne. Les soldes des dépôts se sont accrus sur 12 mois et les soldes des prêts ont progressé dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord. Les revenus tirés des commissions provenant des services de placement traditionnels et les revenus tirés de fonds d'investissement ont diminué. La forte croissance des volumes de transactions de BMO Ligne d'action a été largement contrebalancée par les modifications apportées à la tarification à cause des pressions concurrentielles dans le secteur. Les frais de gestion fixes de BMO Fonds d'investissement instaurés au premier trimestre de 2008 ont également contribué à la croissance du revenu et des frais autres que d'intérêts. La hausse des frais, qui reflète également l'élargissement de l'équipe de vente, a été partiellement contrebalancée par la baisse des frais liés aux revenus. L'actif sous gestion et sous administration et les dépôts à terme ont subi le contrecoup des récentes conditions du marché et leur total a diminué de 27,4 milliards de dollars, ou de 10 %, par rapport au quatrième trimestre de 2007, abstraction faite de l'incidence des taux de change.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux s'établit à 285 millions de dollars, soit une hausse de 239 millions par rapport à la même période l'an dernier. Les résultats en 2008 ont subi l'effet des charges susmentionnées de 8 millions de dollars après impôts liées à la détérioration des marchés financiers. Une charge correspondante de 318 millions de dollars (211 millions après impôts) avait été comptabilisée au quatrième trimestre de 2007. La conjoncture des marchés financiers est demeurée difficile au quatrième trimestre de 2008, mais nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt ont continué d'enregistrer de bons résultats et les revenus de négociation ont progressé. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par des pertes nettes sur titres et une baisse des revenus tirés des prises fermes ainsi que des commissions sur les fusions et acquisitions. Les résultats du quatrième trimestre de 2008 ont également bénéficié de la part de 52 millions de dollars du recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs attribuée au groupe et de l'augmentation du revenu exonéré d'impôt.

La perte nette des Services d'entreprise s'élève à 159 millions de dollars, une hausse de 142 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre de 2007. Les résultats ont subi l'effet défavorable de l'augmentation de 150 millions de dollars de la provision générale, par rapport à une augmentation de 50 millions pour la même période l'an dernier. La charge globale pour pertes sur créances a augmenté de 291 millions de dollars, à 333 millions, en raison de la méthode de provisionnement pour pertes sur créances qu'emploie BMO. Les résultats du quatrième trimestre comprennent un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de 21 millions de dollars.

Le revenu de BMO a augmenté de 613 millions de dollars, ou de 28 %, par rapport à la même période l'an dernier, à 2 813 millions de dollars. Après rajustement pour tenir compte de la réduction de 273 millions de dollars, sur 12 mois, des charges liées à la détérioration des marchés financiers, le revenu a progressé de 340 millions de dollars, ou de 14 %. La vigueur du dollar américain a eu un effet favorable sur le revenu, à hauteur de 55 millions de dollars, ou de 2,5 %.

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 217 millions de dollars, ou de 18 %, par rapport au quatrième trimestre de 2007, à 1 413 millions. Le revenu net d'intérêts de chacun des groupes d'exploitation a augmenté mais celui des Services d'entreprise a diminué. L'actif productif moyen a augmenté de 7 milliards de dollars, ou de 2 %, à 329 milliards. L'actif productif de PE Canada s'est accru de 6 milliards de dollars, la croissance s'étant manifestée dans l'ensemble des secteurs d'activité. PE États-Unis a connu une croissance similaire en raison d'un transfert de portefeuille, d'acquisitions, de la croissance interne et des effets favorables de la vigueur du dollar américain au quatrième trimestre. L'actif productif de BMO Marchés des capitaux a diminué de 4 milliards de dollars, malgré le raffermissement du dollar américain, en raison d'une réduction des actifs de négociation, partiellement compensée par la hausse des prêts aux grandes entreprises.

La marge nette d'intérêts globale sur l'actif productif moyen de BMO s'établit à 1,71 % pour le quatrième trimestre de 2008, soit 24 points de base de plus qu'au quatrième trimestre de 2007. L'augmentation sur un an est principalement due à la croissance de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt au sein de BMO Marchés des capitaux, à l'intérêt sur les remboursements d'impôts de PE Canada et à l'élargissement des marges du groupe Gestion privée. La marge nette d'intérêts de PE États-Unis s'est sensiblement rétrécie, en grande partie à cause d'un transfert de portefeuille, mais l'effet de cette diminution sur la marge de BMO a été minime.

Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 396 millions de dollars, ou de 39 %, par rapport à la même période l'an dernier, à 1 400 millions. Les charges liées à la détérioration des marchés financiers ont diminué de 273 millions de dollars. Le reste de la croissance est attribuable à la hausse des revenus de négociation et des revenus de titrisation, ces derniers ayant augmenté grâce à la titrisation de 4,2 milliards de dollars de prêts hypothécaires et de 1,6 milliard de dollars de prêts sur cartes de crédit au quatrième trimestre. Les frais des services de cartes ont crû de 163 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier en raison du rajustement de 185 millions visant à augmenter le passif lié aux échanges de récompenses futurs de notre programme de fidélisation des clients titulaires de cartes de crédit au quatrième trimestre de 2007. L'effet favorable de la croissance des volumes a été neutralisé par l'incidence des opérations de titrisation. Les commissions de prise ferme et de consultation ont diminué dans la conjoncture difficile des marchés financiers.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 163 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport au quatrième trimestre de 2007, à 1 818 millions. Environ les deux tiers de cette augmentation sont attribuables aux frais de personnel, notamment la hausse de la rémunération liée au rendement, en phase avec la progression de la performance, et la hausse des indemnités de licenciement. Cette progression découle de l'accroissement du personnel de première ligne affecté à la vente et au service au sein de PE Canada et du groupe Gestion privée au cours de la dernière année, ainsi que de l'incidence des acquisitions de PE États-Unis. Les frais de bureau et de matériel de même que les frais informatiques ont augmenté en raison de la radiation de la charge reportée d'un projet technologique au quatrième trimestre de 2008. Le raffermissement du dollar américain a accru les frais de 45 millions de dollars ou de 2,7 %. Le ratio de productivité de BMO pour le trimestre s'élève à 64,6 %, comparativement à 75,2 % pour la même période l'an dernier. Le ratio de productivité avant amortissement se chiffre à 64,2 %, comparativement à 74,7 % au quatrième trimestre de 2007.

Les conditions de crédit se sont beaucoup détériorées en 2008. Au quatrième trimestre de 2008, la dotation à la provision pour pertes sur créances s'élève à 465 millions de dollars, incluant des dotations à la provision spécifique de 315 millions et une hausse de 150 millions de la provision générale pour pertes sur créances. La dotation à la provision pour pertes sur créances totalisait 151 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007. Elle était constituée de 101 millions de dollars de dotations à la provision spécifique et d'une augmentation de 50 millions de la provision générale. Les dotations à la provision spécifique du quatrième trimestre de 2008 représentent un taux annualisé de 81 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension ou empruntés, alors qu'elles en représentaient 29 points de base il y a un an et 18 points de base, en moyenne, pour les cinq derniers exercices. Cette hausse est attribuable au niveau plus élevé des soldes bruts des prêts douteux, découlant de l'affaiblissement des secteurs de la production manufacturière et des institutions financières, ainsi que du secteur immobilier commercial aux États-Unis.

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre est un taux de recouvrement de 9,2 % et tient compte des 73 millions de dollars de recouvrements d'impôts sur les bénéficiaires d'exercices d'antérieurs. Si on fait abstraction de l'incidence de l'augmentation de la provision générale, des recouvrements

d'impôts et de l'augmentation de la proportion de revenus provenant de territoires où les taux d'imposition sont moins élevés, le taux d'imposition effectif du quatrième trimestre de 2008 se situe dans la fourchette normale prévue de 16 % à 20 %.

## Tendances trimestrielles relatives au revenu net

Les résultats et les mesures de rendement de BMO des huit derniers trimestres sont décrits à la page 88.

En 2008, nous avons maintenu le cap sur nos objectifs et nos priorités et nous avons réalisé des progrès importants dans le développement d'une culture qui place le client au centre de tout ce que nous faisons. Nous y sommes parvenus malgré les conditions très difficiles des marchés financiers et des marchés du crédit, et malgré le fléchissement de l'économie. À la fin de l'exercice, bon nombre de nos secteurs d'activité avaient enregistré de solides résultats, mais la plupart craignent d'être freinés dans leur progression au cours des prochains trimestres.

Des facteurs saisonniers ont une légère incidence sur le revenu net, de même que sur les revenus et les frais trimestriels de BMO. Comme notre deuxième trimestre compte 89 jours (90 jours en 2008), et les autres, 92, les résultats du deuxième trimestre sont relativement moins élevés que ceux des autres trimestres, parce qu'il comprend trois jours civils (deux en 2008) de moins et donc moins de jours ouvrables. Les mois de juillet (troisième trimestre) et d'août (quatrième trimestre) se caractérisent habituellement par une activité moins intense sur les marchés financiers, ce qui se répercute sur les résultats des groupes Gestion privée et BMO Marchés des capitaux. La période des fêtes en décembre contribue aussi à un ralentissement de certaines activités; toutefois, les achats par carte de crédit affichent une vigueur certaine durant cette période du premier trimestre, tout comme à la rentrée des classes au quatrième trimestre.

Des éléments notables ont eu une incidence sur les revenus de BMO Marchés des capitaux. BMO a enregistré des pertes sur produits de base de 509 millions de dollars, 171 millions de dollars et 149 millions de dollars aux premier, deuxième et troisième trimestres de 2007, respectivement, des pertes moindres au cours des trimestres suivants, et un gain modeste lors du trimestre le plus récent, la taille et le profil de risque du portefeuille ayant été réduits. La rémunération liée au rendement connexe a beaucoup diminué au premier et au deuxième trimestres de 2007. En outre, entre le quatrième trimestre de 2007 et le quatrième trimestre de 2008, des charges liées à la détérioration des marchés financiers de 318 millions de dollars, 488 millions, (42) millions, 134 millions et 45 millions ont été comptabilisées. La dernière comprend une somme de 31 millions de dollars liée au groupe Gestion privée. Les charges nettes sont peu élevées pour certains trimestres, mais comme elles incluent des éléments favorables et défavorables, cela ne constitue pas une indication fiable que les charges continueront d'être aussi modestes.

Le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises a présenté une légère tendance à la hausse en 2007 et 2008.

PE Canada a développé une culture davantage axée sur le client au cours de l'exercice 2008, a augmenté sa part de marché sur ses marchés prioritaires et a accru le revenu net, tout en continuant d'investir pour la croissance future. La marge nette d'intérêts de PE Canada a été relativement stable en 2007 et 2008, mais les frais de mobilisation des fonds ont crû au second semestre de l'exercice et, sans l'encaissement d'intérêts sur des remboursements d'impôts, la marge aurait baissé au quatrième trimestre. Le revenu de PE Canada a augmenté régulièrement, grâce à la croissance des volumes. Le revenu avait diminué au quatrième trimestre de 2007 en raison de l'incidence nette d'une réduction de 185 millions de dollars des frais de services de cartes liée au rajustement visant à augmenter le passif lié aux futurs échanges de récompenses dans le cadre du programme de fidélisation de la clientèle et d'un gain de 107 millions de dollars sur la vente d'actions ordinaires de MasterCard, ainsi que de la baisse des revenus de titrisation. Les résultats du quatrième trimestre de 2007 incluaient également un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 43 millions de dollars, qui avait largement contrebalancé l'incidence après impôts du rajustement des frais de services de cartes et du gain sur la vente.

Le revenu net de PE États-Unis a été relativement stable en 2007 et 2008, jusqu'au trimestre le plus récent. Les résultats du groupe pour ce dernier trimestre reflètent les coûts plus élevés associés à l'intégration des acquisitions du Wisconsin, une hausse de la réserve au titre d'un litige, ainsi que l'incidence de l'augmentation des prêts non productifs et des coûts de gestion du portefeuille de prêts dans des conditions de crédit difficiles. La marge nette d'intérêts s'est rétrécie au cours de l'exercice, principalement en raison d'un transfert de portefeuille au début de l'exercice.

Les résultats du groupe Gestion privée ont progressé régulièrement en 2007 et 2008 mais, au quatrième trimestre de l'exercice 2008, ils ont subi l'incidence de charges de 19 millions de dollars après impôts liées à des mesures prises pour soutenir des clients aux États-Unis en raison de la détérioration des marchés financiers. Les dépôts ont augmenté au second semestre de l'exercice, mais la croissance du revenu a ralenti, les difficultés sur les marchés ayant fait diminuer l'actif sous gestion et sous administration.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux en 2008 reflète la performance plus solide de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt, la hausse des revenus de négociation et, au second semestre de l'exercice, l'augmentation des recouvrements d'impôts. Des pertes sur produits de base importantes ont été comptabilisées au premier semestre de 2007 et nous avons enregistré des charges liées à la détérioration des marchés financiers au quatrième trimestre de 2007 ainsi qu'à chaque trimestre de 2008. Les commissions sur les prises fermes et sur les fusions et acquisitions ont diminué en 2008, en raison de la conjoncture difficile des marchés financiers. BMO Marchés des capitaux a réorienté certains de ses secteurs d'activité au cours de l'exercice, dans le but d'améliorer son profil risque-rendement et de se concentrer sur les relations d'affaires profitables.

Le revenu net trimestriel des Services d'entreprise varie en grande partie en raison de notre méthode de provisionnement selon les pertes prévues et de l'incidence du revenu, des frais et des impôts sur les bénéficiaires qui ne sont pas attribués aux groupes d'exploitation. Les résultats du troisième et du quatrième trimestres de 2008 en particulier ont subi l'effet de dotations à la provision pour pertes sur créances élevées, y compris les hausses de la provision générale. Aux premier et quatrième trimestres de 2007, les résultats incluaient des charges de restructuration liées à l'amélioration de notre efficacité et de notre efficience. Ces charges reflétaient les coûts liés à l'élimination de 1 400 postes qui ne sont pas en contact direct avec la clientèle dans les fonctions de soutien et les groupes d'exploitation, à l'échelle de l'organisation.

Ces dernières années, le dollar américain avait tendance à s'affaiblir par rapport au dollar canadien. En 2008, la tendance s'est inversée. Après une période de relative stabilité dans le taux de change, le dollar américain s'est soudainement et nettement apprécié au quatrième trimestre. Un dollar américain fort fait augmenter les valeurs converties des résultats de BMO libellés en dollar américain. L'incidence des fluctuations du taux de change est atténuée par notre politique de couverture de ces variations pour chaque trimestre, qui est expliquée à la page 37.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO mesurée en pourcentage du solde des prêts et acceptations s'est détériorée en 2008 et particulièrement au cours des deux derniers trimestres en raison des conditions difficiles des marchés du crédit et du ralentissement de l'économie.

Le taux d'imposition effectif varie car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, de recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, ainsi que de la proportion relative du revenu attribuable à chaque territoire où nous exerçons nos activités.

## Sommaire de l'état des résultats et mesures financières trimestrielles

(en millions de dollars)	31 oct. 2008	31 juill. 2008	30 avr. 2008	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 juill. 2007	30 avr. 2007	31 janv. 2007	2008	2007	2006
Revenu net d'intérêts	1 413	1 286	1 174	1 214	1 196	1 247	1 204	1 196	5 087	4 843	4 744
Revenu autre que d'intérêts	1 400	1 460	1 446	812	1 004	1 308	1 324	870	5 118	4 506	5 241
Revenu total	2 813	2 746	2 620	2 026	2 200	2 555	2 528	2 066	10 205	9 349	9 985
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	315	434	151	170	101	91	59	52	1 070	303	211
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	150	50	–	60	50	–	–	–	260	50	(35)
Frais autres que d'intérêts	1 826	1 782	1 680	1 614	1 631	1 659	1 614	1 538	6 902	6 442	6 353
Charge de restructuration (reprise)	(8)	–	–	–	24	–	–	135	(8)	159	–
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	530	480	789	182	394	805	855	341	1 981	2 395	3 456
Provision pour impôts sur les bénéfices	(49)	(59)	128	(91)	(77)	127	165	(26)	(71)	189	717
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	18	19	18	19	18	19	19	74	75	76
Revenu net	560	521	642	255	452	660	671	348	1 978	2 131	2 663
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	10	9	8	8	9	10	10	9	35	38	36
Revenu net avant amortissement	570	530	650	263	461	670	681	357	2 013	2 169	2 699
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :											
Services bancaires Particuliers et entreprises	356	371	361	328	320	381	356	326	1 416	1 383	1 277
Groupe Gestion privée	78	110	109	98	103	102	99	91	395	395	341
BMO Marchés des capitaux	285	259	182	(34)	46	194	197	(20)	692	417	852
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	(159)	(219)	(10)	(137)	(17)	(17)	19	(49)	(525)	(64)	193
Revenu net – BMO Groupe financier	560	521	642	255	452	660	671	348	1 978	2 131	2 663
<b>Données par action ordinaire</b> (en dollars)											
Dividendes déclarés	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,68	0,68	0,65	2,80	2,71	2,26
Résultat											
de base	1,06	1,00	1,25	0,48	0,89	1,30	1,31	0,68	3,79	4,18	5,25
dilué	1,06	0,98	1,25	0,47	0,87	1,28	1,29	0,67	3,76	4,11	5,15
Résultat avant amortissement											
de base	1,08	1,01	1,27	0,50	0,90	1,32	1,33	0,70	3,86	4,25	5,33
dilué	1,08	1,00	1,26	0,49	0,89	1,30	1,31	0,68	3,83	4,18	5,23
Valeur comptable	32,02	30,15	29,71	28,64	28,29	28,81	28,95	28,90	32,02	28,29	28,89
Cours											
Haut	51,74	52,31	58,78	63,44	67,17	71,35	72,75	72,22	63,44	72,75	70,24
Bas	35,65	37,60	38,00	51,35	60,21	66,59	68,29	67,75	35,65	60,21	56,86
Clôture	43,02	47,94	50,10	56,75	63,00	66,59	69,46	70,01	43,02	63,00	69,45
<b>Mesures financières</b> (%)											
Rendement total moyen des capitaux propres annualisé sur cinq ans	0,9	5,1	8,2	10,1	14,2	17,2	16,6	17,8	0,9	14,2	19,1
Rendement de l'action	6,5	5,8	5,6	4,9	4,4	4,1	3,9	3,7	6,5	4,3	3,3
Croissance du résultat dilué par action	21,8	(23,4)	(3,1)	(29,9)	(35,6)	(7,2)	3,2	(42,7)	(8,5)	(20,2)	11,2
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement	21,3	(23,1)	(3,8)	(27,9)	(35,0)	(7,1)	3,1	(42,9)	(8,4)	(20,1)	9,4
Rendement des capitaux propres	14,0	13,5	17,9	6,7	12,2	18,0	18,3	9,2	13,0	14,4	19,2
Rendement des capitaux propres, avant amortissement	14,3	13,7	18,1	6,9	12,5	18,2	18,5	9,5	13,3	14,7	19,5
Croissance du profit économique net	103,4	(56,5)	(7,9)	(242,7)	(78,1)	(19,8)	(4,2)	(114,6)	(32,8)	(51,0)	10,3
Croissance du revenu net	23,9	(21,1)	(4,3)	(26,8)	(35,0)	(7,1)	3,1	(42,5)	(7,2)	(20,0)	11,2
Croissance du revenu	27,9	7,5	3,6	(2,0)	(10,6)	(0,6)	2,3	(16,7)	9,2	(6,4)	1,5
Marge nette d'intérêts	1,71	1,59	1,48	1,45	1,47	1,61	1,65	1,64	1,56	1,59	1,81
Ratio de productivité	64,6	64,9	64,1	79,7	75,2	64,9	63,8	81,0	67,6	70,6	63,6
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	0,81	0,89	0,28	0,42	0,29	0,18	0,12	0,10	0,60	0,17	0,09
Taux d'imposition effectif	(9,2)	(12,2)	16,3	(50,3)	(19,3)	15,7	19,4	(7,8)	(3,6)	7,9	20,7
Taux de change moyen entre les dollars canadien et américain (en dollars)	1,111	1,012	1,007	0,998	0,999	1,067	1,144	1,162	1,032	1,093	1,132
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	11,34	9,09	9,54	7,46	4,07	3,49	3,86	4,19	11,34	4,07	3,81
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	29,1	29,6	29,6	30,7	33,1	31,0	28,6	28,4	29,1	33,1	27,2
Ratio du capital de première catégorie 1)	9,77	9,90	9,42	9,48	9,51	9,29	9,67	9,76	9,77	9,51	10,22

1) Un nouveau cadre réglementaire, Bâle II, a été adopté en 2008. Les méthodologies de Bâle II et de Bâle I ne sont pas comparables.

De l'avis de la direction de BMO, l'information provenant de données financières non vérifiées, notamment de rapports intermédiaires, a fait l'objet de tous les rajustements nécessaires à la présentation fidèle de cette information. De tels rajustements sont de nature normale et récurrente. Les ratios financiers des périodes intermédiaires sont annualisés, s'il y a lieu, et les taux de croissance sont établis sur 12 mois. Les ratios, de même que les résultats d'exploitation intermédiaires, ne sont pas forcément indicateurs des résultats réels de l'exercice complet.

# Analyse des résultats financiers de 2007

Les commentaires du Rapport de gestion présentés dans les pages précédentes portaient sur nos résultats de 2008. La présente section offre un sommaire des résultats de l'exercice 2007.

Le revenu net avait diminué de 532 millions de dollars, ou de 20 %, et s'était établi à 2 131 millions pour l'exercice 2007 et le résultat par action avait chuté de 1,04 \$, ou de 20 %, et s'était chiffré à 4,11 \$. Les résultats de l'exercice avaient subi l'effet des pertes après impôts de 787 millions relativement à des charges liées à la détérioration des marchés boursiers, des pertes dans notre secteur des produits de base, d'une augmentation de la provision générale et des charges de restructuration. Le rendement des capitaux propres s'était établi à 14,4 %, comparativement à 19,2 % en 2006. Cette diminution s'expliquait par une baisse du revenu net de 532 millions et l'incidence d'une augmentation de 0,8 milliard de dollars des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

Le revenu avait diminué de 636 millions de dollars, ou de 6,4 %, en 2007 et s'était chiffré à 9 349 millions, du fait des pertes de 853 millions dans les activités de négociation sur produits de base et des charges de 318 millions constatées au quatrième trimestre de 2007 en raison de la détérioration des marchés financiers. L'incidence nette des acquisitions d'entreprises en 2007 et 2006 avait contribué à la croissance du revenu à hauteur de 52 millions de dollars, ou de 0,5 %, tandis que l'affaiblissement du dollar américain avait ralenti la croissance du revenu de 87 millions, ou 0,9 point de pourcentage.

En 2007, le marché du crédit avait perdu de la vigueur par rapport aux conditions favorables de 2006. BMO avait comptabilisé une dotation à la provision pour pertes sur créances de 353 millions de dollars, comprenant des dotations à la provision spécifique de 303 millions et une augmentation de 50 millions de la provision générale pour pertes sur créances. En 2006, la dotation à la provision s'était établie à 176 millions de dollars et elle s'était composée de dotations à la provision spécifique de 211 millions et d'une réduction de 35 millions de la provision générale. L'augmentation de la provision générale en 2007 était principalement imputable à la croissance du portefeuille de crédits et à la détérioration de la situation sur le plan des risques.

Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 248 millions de dollars, ou de 3,9 %, et s'étaient établis à 6 601 millions. L'effet net des acquisitions d'entreprises en 2007 et 2006 avait fait augmenter les frais de 46 millions de dollars (0,7 %) et les charges de restructuration les avaient accrus de 159 millions (2,5 %). Les coûts moindres de la rémunération liée au rendement avaient réduit le total des frais de 47 millions (-0,7 %), tandis que l'affaiblissement du dollar américain avait fait baisser les frais de 57 millions (-0,9 %). D'autres facteurs, notamment d'autres coûts liés aux activités, avaient fait augmenter le total des frais de 2,3 % en 2007. Il s'agit notamment de la hausse des salaires et des coûts des avantages sociaux découlant de l'expansion de notre équipe de vente, de même que des initiatives et des coûts associés à la croissance de notre volume d'affaires.

Le revenu net de PE Canada s'était accru de 107 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport au niveau record de 2006 et s'était établi à 1 267 millions. Les résultats de l'exercice 2006 avaient reflété l'incidence, au montant de 51 millions de dollars, d'un gain de 38 millions de dollars (25 millions après impôts) réalisé sur le premier appel public à l'épargne de MasterCard et d'un recouvrement de 26 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs. En 2007, les résultats avaient progressé de 52 millions de dollars en raison de l'incidence nette des facteurs suivants : un gain de 107 millions (83 millions après impôts) provenant de la vente d'actions de MasterCard, un recouvrement de 57 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, un gain sur assurances de 26 millions de dollars (23 millions après impôts) et un gain de 14 millions (9 millions après impôts) sur un titre de placement, moins un rajustement de 185 millions de dollars (120 millions après impôts) pour augmenter le passif lié aux futurs échanges de récompenses dans le cadre de notre programme de fidélisation des clients qui sont titulaires de nos cartes de crédit. Le revenu s'était accru de 164 millions, ou de 4 %, et s'était établi à 4 744 millions. Les éléments susmentionnés avaient retranché de la croissance du revenu 76 millions de dollars, ou 1,7 %. Une croissance du volume d'affaires avait été enregistrée dans les secteurs des prêts personnels et des prêts aux entreprises, des dépôts d'entreprises et des services de cartes. Il y avait également eu un accroissement des revenus de titrisation, ainsi qu'une augmentation des ventes de placements à terme et de fonds d'investissement. Les frais autres que d'intérêts s'étaient chiffrés à 2 644 millions de dollars, une hausse de 75 millions, ou de 3 %. Cette hausse était attribuable à l'accroissement des frais liés au personnel, essentiellement en raison de l'augmentation du personnel de première ligne, aux coûts liés à bcpbank Canada et à la hausse des coûts promotionnels, notamment dans le cadre de l'initiative AIR MILES relative à la carte de débit.

Le revenu net des Services bancaires PE – États-Unis s'était établi à 116 millions, une diminution de 1 million. En dollars américains, le revenu net s'était accru de 3 millions, ou de 3 %. Si on fait abstraction des coûts liés à l'intégration des acquisitions, le revenu net avait progressé d'un trimestre à l'autre au cours de l'exercice 2007. Le revenu avait augmenté de 3 millions et avait atteint 908 millions, mais il avait augmenté de 34 millions, ou de 4 %, en dollars américains. Les acquisitions avaient contribué à la croissance des revenus, à hauteur de 39 millions de dollars américains,

tandis que les augmentations de revenus découlant de la croissance du volume des prêts et des dépôts et de la majoration des frais de service avaient été plus que neutralisées par l'incidence du rétrécissement des marges nettes d'intérêts. Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 15 millions de dollars, ou de 2 %, et s'étaient établis à 693 millions, mais ils avaient augmenté de 35 millions, ou de 6 %, en dollars américains. Si on exclut les coûts d'exploitation liés aux acquisitions et leurs coûts d'intégration, qui avaient contribué à l'augmentation des frais dans une mesure de 22 millions de dollars américains, la hausse des frais avait été de 2,3 %, en dollars américains. Le reste de l'augmentation reflétait les coûts d'exploitation liés à notre nouvelle plateforme technologique des succursales, la hausse des coûts associés à l'ouverture de succursales au cours de l'exercice 2006 et l'accroissement des volumes d'affaires. Ces facteurs avaient été partiellement neutralisés par l'incidence de nos initiatives en matière de gestion des frais.

Le revenu net du groupe Gestion privée avait atteint la somme record de 395 millions de dollars, ce qui représentait une hausse de 54 millions, ou de 16 %, par rapport à 2006. Cette amélioration était principalement attribuable à la forte croissance des revenus d'exploitation. Le revenu avait enregistré une hausse de 158 millions, ou de 8 %, et s'était établi à 2 052 millions. Le revenu autre que d'intérêts avait progressé de 116 millions, ou de 9 %, principalement en raison de la croissance des revenus tirés des services tarifés relatifs aux activités de placement traditionnelles et aux fonds d'investissement, ainsi que de la hausse des revenus tirés des services fiduciaires et des services d'investissement pour la gestion bancaire privée en Amérique du Nord. La forte progression des actifs et des volumes de transactions de BMO Ligne d'action avait été neutralisée par les pressions de la concurrence sur les prix dans le secteur. Le revenu net d'intérêts s'était accru de 42 millions, ou de 8 %, essentiellement en raison de l'accroissement des soldes des dépôts et de l'amélioration des marges sur les services de courtage et les produits de placement à terme. L'affaiblissement du dollar américain avait réduit le revenu de 12 millions, ou de 1 %. Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 83 millions de dollars, ou de 6 %, et s'étaient établis à 1 446 millions. Cette progression était attribuable principalement à la hausse des frais liés au revenu, qui correspondait à la hausse du revenu, de même qu'à des investissements supplémentaires dans notre équipe de vente, des produits innovants, la technologie et les infrastructures afin de soutenir la croissance future. L'affaiblissement du dollar américain avait augmenté les frais de 10 millions de dollars, ou de 1 %.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux avait baissé de 51 %, ou de 435 millions de dollars, à 417 millions. Deux éléments notables avaient influé sur les résultats de 2007 : des pertes de 853 millions de dollars (440 millions après rajustement de la rémunération liée au rendement et impôts sur les bénéfices) dans notre secteur de la négociation sur produits de base et des charges de 318 millions (211 millions après impôts) relativement à certaines activités de négociation et à des rajustements d'évaluation attribuables à la détérioration des conditions de crédit à la fin de l'exercice 2007. Les charges comprenaient des pertes de 169 millions de dollars en rapport avec des instruments de crédit structurés et des actions privilégiées, une dévaluation de 134 millions relative à des placements dans du papier commercial adossé à des actifs canadiens et une dévaluation de 15 millions relative à des billets de capital émis par des entités de gestion de placements structurés. Le revenu avait diminué de 811 millions, ou de 29 %, et s'était établi à 1 969 millions en raison de charges s'élevant à 1 171 millions de dollars. Il y avait eu une augmentation importante des commissions sur les fusions et acquisitions, des activités dans le domaine de la prise ferme, des commissions sur prêts et autres commissions. Les revenus de négociation avaient reculé sous l'effet des pertes sur produits de base et des pertes dans les activités de négociation sur les taux d'intérêt, mais les revenus de négociation d'actions et les revenus de négociation de contrats de change avaient augmenté. Le revenu net d'intérêts s'était accru en raison de la hausse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation, ainsi que de celle du revenu dans nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt. L'augmentation des niveaux des actifs des services bancaires aux grandes entreprises avait également contribué à la hausse du revenu net d'intérêts, partiellement neutralisée par le rétrécissement des marges sur les prêts aux grandes entreprises, dans un contexte concurrentiel. L'affaiblissement du dollar américain avait retranché 18 millions du revenu. Les frais autres que d'intérêts avaient reculé de 38 millions de dollars, ou de 2 %, et s'étaient établis à 1 574 millions, essentiellement en raison d'une baisse de la rémunération liée au rendement, partiellement neutralisée par la hausse des honoraires et des coûts des technologies de l'information. L'affaiblissement du dollar américain avait réduit les frais autres que d'intérêts de 21 millions de dollars.

La perte nette de l'exercice des Services d'entreprise s'était chiffrée à 64 millions de dollars, comparativement à un revenu net de 193 millions de dollars en 2006, principalement en raison d'une charge de restructuration de 159 millions de dollars (103 millions après impôts), d'une baisse des revenus et d'une hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, y compris l'incidence des changements à la provision générale. Ces changements avaient été partiellement compensés par la baisse des charges du siège social.

## Données complémentaires

Tableau 1 : Valeur pour les actionnaires

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999
<b>Cours des actions ordinaires</b> (\$)										
Haut	63,44	72,75	70,24	62,44	59,65	50,26	40,65	44,40	35,80	34,80
Bas	35,65	60,21	56,86	53,05	49,28	37,79	31,00	32,75	21,00	24,68
Clôture	43,02	63,00	69,45	57,81	57,55	49,33	38,10	33,86	35,25	28,33
<b>Dividende par action ordinaire</b>										
Dividende déclaré (\$)	2,80	2,71	2,26	1,85	1,59	1,34	1,20	1,12	1,00	0,94
Dividende versé (\$)	2,80	2,63	2,13	1,80	1,50	1,29	1,18	1,09	0,99	0,93
Ratio de distribution (%)	74,0	64,8	43,0	39,1	35,2	38,2	44,0	40,8	30,2	39,6
Rendement de l'action (%)	6,5	4,3	3,3	3,2	2,8	2,7	3,1	3,3	2,8	3,3
<b>Rendement total des capitaux propres</b> (%)										
Rendement moyen annualisé sur cinq ans	0,9	14,2	19,1	13,8	18,9	12,9	7,9	14,3	22,9	22,0
Rendement sur un an	(27,9)	(5,8)	24,1	3,7	20,0	33,4	16,2	(1,2)	29,0	(7,4)
<b>Autres renseignements sur les actions ordinaires</b>										
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)										
À la fin de l'exercice	504 575	498 563	500 726	500 219	500 897	499 632	492 505	489 085	522 584	534 064
Nombre moyen – de base	502 062	499 950	501 257	500 060	501 656	496 208	490 816	511 286	531 318	531 723
Nombre moyen – dilué	506 697	508 614	511 173	510 845	515 045	507 009	499 464	523 561	540 815	542 920
Nombre de comptes d'actionnaires	37 250	37 165	38 360	40 104	41 438	42 880	44 072	45 190	46 663	49 369
Valeur comptable de l'action (\$)	32,02	28,29	28,89	26,48	24,20	22,09	21,07	19,69	19,63	17,44
Valeur de marché globale des actions (\$) (en milliards)	21,7	31,4	34,8	28,9	28,8	24,6	18,8	16,6	18,4	15,1
Ratio cours-résultat (d'après le RPA dilué)	11,4	15,3	13,5	12,5	13,1	14,3	14,2	12,7	10,8	12,1
Ratio cours-résultat avant amortissement (d'après le RPA dilué, avant amortissement)	11,2	15,1	13,3	12,1	12,6	13,7	13,5	11,8	10,4	11,5
Ratio cours-valeur comptable	1,34	2,23	2,40	2,18	2,38	2,23	1,81	1,72	1,80	1,62

Tableau 2 : Sommaire de l'état des résultats et statistiques de croissance (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004	TCAC sur 5 ans <sup>1)</sup>	TCAC sur 10 ans <sup>1)</sup>
<b>État des résultats</b>							
Revenu net d'intérêts <sup>2)</sup>	5 087	4 843	4 744	4 787	4 798	1,3	2,6
Revenu autre que d'intérêts	5 118	4 506	5 241	5 052	4 551	3,9	5,1
Revenu total	10 205	9 349	9 985	9 839	9 349	2,6	3,8
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1 330	353	176	179	(103)	23,9	26,2
Frais autres que d'intérêts	6 894	6 601	6 353	6 332	6 169	2,5	3,7
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 981	2 395	3 456	3 328	3 283	(4,2)	(0,8)
Impôts sur les bénéfices <sup>2)</sup>	(71)	189	717	874	971	n.s.	n.s.
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	74	75	76	58	17	27,5	11,2
Revenu net	1 978	2 131	2 663	2 396	2 295	2,1	4,6
Taux de croissance annuel (%)	(7,2)	(20,0)	11,2	4,4	28,9	s.o.	s.o.
<b>Résultat par action (RPA) (\$)</b>							
de base	3,79	4,18	5,25	4,73	4,51	1,5	4,9
dilué	3,76	4,11	5,15	4,63	4,40	1,8	5,1
Taux de croissance annuel (%)	(8,52)	(20,2)	11,2	5,2	27,9	s.o.	s.o.
<b>RPA dilué, avant amortissement (\$) <sup>3)</sup></b>							
Taux de croissance annuel (%)	(8,4)	(20,1)	9,4	5,1	26,7	s.o.	s.o.

1) Taux de croissance annuel composé (TCAC), exprimé en pourcentage.

2) À compter de l'exercice de 2008, le revenu net d'intérêts, le revenu total et les impôts sur les bénéfices ne sont plus présentés sur une base d'imposition comparable à l'échelle de l'organisation. Les données des exercices antérieurs ont été retraitées.

3) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, à la page 85.

n.s. – non significatif

s.o. – sans objet

Tout au long des présentes Données complémentaires, certains montants des exercices antérieurs à l'exercice 2004 n'ont pas été retraités en fonction des modifications apportées aux conventions comptables au cours de l'exercice 2006 puisque les modifications ne sont pas significatives.

**Tableau 3 : Rendement des capitaux propres et de l'actif** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999
Revenu net	<b>1 978</b>	2 131	2 663	2 396	2 295	1 781	1 373	1 402	1 766	1 290
Dividendes sur actions privilégiées	<b>73</b>	43	30	30	31	38	35	11	10	25
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	<b>1 905</b>	2 088	2 633	2 366	2 264	1 743	1 338	1 391	1 756	1 265
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	<b>14 612</b>	14 506	13 703	12 577	11 696	10 646	9 973	10 100	9 745	8 976
Rendement des capitaux propres (%)	<b>13,0</b>	14,4	19,2	18,8	19,4	16,4	13,4	13,8	18,0	14,1
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	<b>13,3</b>	14,7	19,5	19,4	20,0	17,1	14,2	14,8	18,8	14,8
Rendement de l'actif moyen (%)	<b>0,50</b>	0,59	0,86	0,81	0,87	0,67	0,55	0,58	0,75	0,57
Rendement de l'actif moyen attribuable aux actionnaires ordinaires (%)	<b>0,48</b>	0,58	0,85	0,80	0,86	0,66	0,54	0,57	0,75	0,56

**Tableau 4 : Sommaire du bilan** (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004
<b>Actif</b>					
Encaisse	<b>21 105</b>	22 890	19 608	20 721	18 045
Valeurs mobilières	<b>100 138</b>	98 277	67 411	57 034	49 849
Solde net des prêts et acceptations	<b>214 995</b>	201 188	190 994	174 337	156 248
Autres actifs	<b>79 812</b>	44 169	41 965	41 770	36 764
Total de l'actif	<b>416 050</b>	366 524	319 978	293 862	260 906
<b>Passif et capitaux propres</b>					
Dépôts	<b>257 670</b>	232 050	203 848	193 793	175 190
Autres passifs	<b>134 761</b>	114 330	96 743	82 158	69 005
Dette subordonnée	<b>4 315</b>	3 446	2 726	2 469	2 395
Actions privilégiées	<b>250</b>	250	450	450	450
Titres d'une fiducie de capital	<b>1 150</b>	1 150	1 150	1 150	1 150
Capital-actions					
Actions privilégiées	<b>1 746</b>	1 196	596	596	596
Actions ordinaires	<b>4 708</b>	4 411	4 231	4 022	3 857
Surplus d'apport	<b>69</b>	58	49	35	22
Bénéfices non répartis	<b>11 632</b>	11 166	10 974	9 801	8 738
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte	<b>(251)</b>	(1 533)	(789)	(612)	(497)
Total du passif et des capitaux propres	<b>416 050</b>	366 524	319 978	293 862	260 906
<b>Soldes quotidiens moyens</b>					
Solde net des prêts et acceptations	<b>220 646</b>	204 153	185 801	169 523	154 863
Actif	<b>397 609</b>	360 575	309 131	296 502	262 898

**Tableau 5 : Liquidités** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004
<b>Liquidités en dollars canadiens</b>					
Dépôts à d'autres banques	<b>1 842</b>	1 531	3 346	1 855	2 270
Autres éléments d'encaisse	<b>89</b>	1 981	551	586	(5)
Valeurs mobilières	<b>58 639</b>	57 206	30 647	28 723	25 383
Total des liquidités en dollars canadiens	<b>60 570</b>	60 718	34 544	31 164	27 648
<b>Liquidités en dollars américains et autres devises</b>					
Dépôts à d'autres banques	<b>16 477</b>	19 209	14 465	17 232	14 256
Autres éléments d'encaisse	<b>2 697</b>	169	1 246	1 048	1 524
Valeurs mobilières	<b>41 499</b>	41 071	36 764	28 311	24 466
Total des liquidités en dollars américains et autres devises	<b>60 673</b>	60 449	52 475	46 591	40 246
<b>Total des liquidités</b> <sup>1)</sup>	<b>121 243</b>	121 167	87 019	77 755	67 894
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage du total de l'actif (%)	<b>29,1</b>	33,1	27,2	26,5	26,0
Actifs cédés en garantie inclus dans le total des liquidités <sup>2)</sup>	<b>38 142</b>	30 369	26 299	27 760	18 812

1) Inclut les liquidités cédées en garantie de titres vendus à découvert, de titres mis en pension ou prêtés, et d'autres passifs garantis.

2) Inclut les provisions ou les soldes minimaux que certaines de nos filiales sont tenues de maintenir à la banque centrale du pays où elles font affaire.

## Tableau 6 : Autres renseignements statistiques

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999
<b>Autres renseignements</b>										
Employés 1)	<b>37 073</b>	35 827	34 942	33 785	33 593	33 993	34 568	34 693	33 884	33 464
Succursales bancaires	<b>1 280</b>	1 224	1 182	1 180	1 174	1 142	1 134	1 129	1 135	1 198
Guichets automatiques (Canada)	<b>2 026</b>	1 978	1 936	1 952	1 993	2 023	2 000	1 982	1 987	2 039
<b>Taux</b>										
Taux préférentiel moyen au Canada (%)	<b>5,21</b>	6,08	5,57	4,30	4,05	4,69	4,15	6,55	7,05	6,49
Taux préférentiel moyen aux États-Unis (%)	<b>5,69</b>	8,19	7,76	5,85	4,17	4,17	4,79	7,68	9,18	8,00
Cours du \$ CA par rapport au \$ US (\$)										
Haut	<b>1,29</b>	1,19	1,20	1,27	1,40	1,59	1,61	1,49	1,44	1,45
Bas	<b>0,92</b>	0,95	1,10	1,16	1,22	1,30	1,51	1,59	1,53	1,56
Moyen	<b>1,03</b>	1,09	1,13	1,21	1,31	1,44	1,57	1,54	1,48	1,50
À la fin de l'exercice	<b>1,20</b>	0,94	1,12	1,18	1,22	1,32	1,56	1,59	1,52	1,47

1) Équivalent de durée normale; employés à temps plein et à temps partiel et rajustements pour tenir compte du temps supplémentaire.

## Tableau 7 : Revenu et croissance du revenu (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004	TCAC sur 5 ans	TCAC sur 10 ans
<b>Revenu net d'intérêts</b>	<b>5 087</b>	4 843	4 744	4 787	4 798	<b>1,3</b>	<b>2,6</b>
Taux de croissance annuel (%)	<b>5,0</b>	2,1	(0,9)	(0,2)	0,4	s.o.	s.o.
<b>Marge nette d'intérêts 1)</b>							
Actif productif moyen	<b>326 803</b>	304 471	261 461	243 196	225 718	<b>8,8</b>	<b>4,7</b>
Marge nette d'intérêts (%)	<b>1,56</b>	1,59	1,81	1,97	2,13	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ CA (%)	<b>2,00</b>	2,12	2,39	2,45	2,60	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ US et autres devises (%)	<b>0,92</b>	0,80	0,84	1,16	1,42	s.o.	s.o.
<b>Revenu autre que d'intérêts</b>							
Commissions et droits sur titres	<b>1 105</b>	1 145	1 051	1 092	1 055	<b>4,3</b>	<b>5,3</b>
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	<b>756</b>	728	729	734	746	–	<b>3,1</b>
Revenus (pertes) de négociation	<b>546</b>	(487)	718	496	200	<b>14,7</b>	n.s.
Commissions sur prêts	<b>429</b>	406	337	313	317	<b>7,9</b>	<b>4,0</b>
Frais de services de cartes	<b>291</b>	107	396	334	261	<b>0,1</b>	<b>4,0</b>
Gestion de placements et garde de titres	<b>339</b>	322	298	305	307	<b>2,2</b>	<b>(1,8)</b>
Revenus tirés de fonds d'investissement	<b>589</b>	576	499	437	378	<b>12,9</b>	<b>11,4</b>
Revenus de titrisation	<b>513</b>	296	100	113	177	<b>16,0</b>	<b>12,5</b>
Commissions de prise ferme et de consultation	<b>353</b>	528	407	357	343	<b>5,6</b>	<b>5,2</b>
Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation	<b>(315)</b>	246	145	165	175	<b>50,4</b>	<b>12,4</b>
Revenus de change autres que de négociation	<b>80</b>	132	102	97	177	<b>(12,8)</b>	<b>(2,5)</b>
Revenus d'assurance	<b>222</b>	230	204	162	139	<b>12,2</b>	<b>13,6</b>
Autres revenus	<b>210</b>	277	255	447	276	<b>(8,8)</b>	<b>4,2</b>
Total du revenu autre que d'intérêts	<b>5 118</b>	4 506	5 241	5 052	4 551	<b>3,9</b>	<b>5,1</b>
Taux de croissance annuel (%)	<b>13,6</b>	(14,0)	3,8	11,0	7,8	<b>7,6</b>	<b>(7,1)</b>
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	<b>50,2</b>	48,2	52,5	51,3	48,7	<b>46,9</b>	<b>45,5</b>
<b>Revenu total</b>	<b>10 205</b>	9 349	9 985	9 839	9 349	<b>2,6</b>	<b>3,8</b>
Taux de croissance annuel (%)	<b>9,2</b>	(6,4)	1,5	5,3	3,9	<b>4,2</b>	<b>0,3</b>

1) Le calcul de la marge nette d'intérêts est fondé sur l'actif productif plutôt que sur l'actif total.

n.s. – non significatif

s.o. – sans objet

**Tableau 8 : Frais autres que d'intérêts et ratio des frais au revenu** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004	TCAC sur 5 ans	TCAC sur 10 ans
<b>Frais autres que d'intérêts</b>							
Rémunération du personnel							
Salaires	2 149	1 964	1 903	1 903	1 901	1,7	1)
Rémunération liée au rendement	1 297	1 275	1 322	1 277	1 160	4,2	1)
Avantages sociaux	530	586	599	571	583	(0,4)	10,0
Total de la rémunération du personnel	3 976	3 825	3 824	3 751	3 644	2,1	4,4
Bureaux et matériel							
Location d'immeubles	279	257	246	198	182	10,0	6,6
Bureaux, mobilier et agencements	255	242	230	253	263	(1,2)	–
Impôt foncier	29	28	26	45	52	(11,3)	(5,6)
Matériel informatique et autre	819	776	709	768	755	1,3	4,7
Total des frais de bureau et de matériel	1 382	1 303	1 211	1 264	1 252	1,8	3,6
Autres frais							
Communications	202	149	131	122	138	4,5	(2,7)
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	42	47	94	107	99	(17,0)	(11,0)
Honoraires	384	301	287	243	262	8,5	1,8
Déplacements et expansion des affaires	328	287	253	247	239	7,9	3,4
Divers	546	484	509	504	431	6,5	7,5
Total des autres frais	1 502	1 268	1 274	1 223	1 169	5,5	2,1
Amortissement des actifs incorporels	42	46	44	94	104	(16,7)	5,7
Charge de restructuration (reprise)	(8)	159	–	–	–	n.s.	n.s.
<b>Total des frais autres que d'intérêts</b>	<b>6 894</b>	<b>6 601</b>	<b>6 353</b>	<b>6 332</b>	<b>6 169</b>	<b>2,5</b>	<b>3,7</b>
Taux de croissance annuel (%)	4,4	3,9	0,3	2,6	1,4	s.o.	s.o.
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	67,6	70,6	63,6	64,4	66,0	s.o.	s.o.
<b>Charges fiscales et impôts (recouvrement) 2)</b>							
Charges fiscales autres que les impôts sur les bénéfices							
Retenues salariales	164	165	162	152	163	1,0	2,5
Impôt foncier	29	28	26	45	52	(11,3)	(5,6)
Impôt provincial sur le capital	32	37	86	100	91	(20,4)	(12,4)
Taxe d'affaires	10	10	8	7	8	8,5	(3,2)
Taxe sur les produits et services et taxe de vente	142	122	128	127	149	(2,1)	1,3
Total des charges fiscales autres que les impôts sur les bénéfices (recouvrement)	377	362	410	431	463	(4,5)	(1,5)
Provision pour impôts sur les bénéfices (recouvrement) selon :							
L'état des résultats	(71)	189	717	874	971	(164,1)	(21,6)
L'état de la variation des capitaux propres	(737)	471	156	101	246	n.s.	n.s.
Total des impôts sur les bénéfices (recouvrement)	(808)	660	873	975	1 217	(191,6)	3,6
<b>Total des charges fiscales et des impôts (recouvrement)</b>	<b>(431)</b>	<b>1 022</b>	<b>1 283</b>	<b>1 406</b>	<b>1 680</b>	<b>(175,8)</b>	<b>(8,1)</b>
Total des charges fiscales et des impôts (recouvrement) en pourcentage du revenu net avant impôts et autres charges fiscales	(26,7)	38,1	33,9	38,0	45,0	s.o.	s.o.
Taux d'imposition effectif	(3,6)	7,9	20,7	26,3	29,5	s.o.	s.o.

1) Les salaires et la rémunération liée au rendement n'étaient pas présentés séparément en 1998. Ensemble, ils ont augmenté à un taux de croissance annuel composé, annualisé sur dix ans, de 3,8 %.

2) Les charges fiscales sont incluses dans diverses catégories de frais autres que d'intérêts.

s.o. – sans objet

n.s. – non significatif

Tableau 9 : Actif, passif et taux d'intérêt moyens (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2008			2007			2006		
	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts
Pour l'exercice terminé le 31 octobre									
<b>Actif</b>									
<b>En dollars canadiens</b>									
Dépôts à d'autres banques	2 059	4,02	83	3 469	4,22	146	3 035	3,86	117
Valeurs mobilières	55 114	3,60	1 986	42,252	3,47	1 467	30 819	3,29	1 014
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	45 926	4,99	2 294	54 735	5,14	2 813	56 556	4,95	2 802
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	3 200	5,78	185	2 832	5,99	170	2 618	5,92	155
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	27 891	5,74	1 601	21 972	6,80	1 495	19 305	6,34	1 224
Prêts sur cartes de crédit	4 162	12,00	499	3 831	11,61	445	4 591	11,20	514
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	51 250	4,59	2 351	51 519	4,96	2 558	46 305	4,57	2 118
Total des prêts	132 429	5,23	6 930	134 889	5,55	7 481	129 375	5,27	6 813
Actifs divers ne portant pas intérêt	35 752			45 648			44 016		
Total en dollars canadiens	225 354	3,99	8 999	226 258	4,02	9 094	207 245	3,88	7 944
<b>En dollars américains et autres devises</b>									
Dépôts à d'autres banques	20 985	4,04	847	20 661	4,75	982	16 378	3,98	652
Valeurs mobilières	35 959	3,39	1 220	41,206	4,09	1 686	30 077	3,80	1 144
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	6 816	5,39	367	6 635	5,17	343	6 259	4,89	306
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	3 622	6,18	224	3 107	6,47	201	2 708	6,31	171
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	10 035	5,79	581	9 921	6,43	638	9 522	5,90	562
Prêts sur cartes de crédit	36	10,23	4	25	5,94	1	36	2,49	1
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	56 863	4,41	2 508	40 070	7,22	2 893	31 065	6,86	2 132
Total des prêts	77 372	4,76	3 684	59 758	6,82	4 076	49 590	6,40	3 172
Actifs divers ne portant pas intérêt	37 939			12 692			5 841		
Total en dollars américains et autres devises	172 255	3,34	5 751	134 317	5,02	6 744	101 886	4,92	4 968
<b>Total – toutes devises</b>									
Total de l'actif et du revenu d'intérêts	397 609	3,71	14 750	360 575	4,39	15 838	309 131	4,18	12 912
<b>Passif</b>									
<b>En dollars canadiens</b>									
Dépôts									
Banques	2 641	1,94	51	2 650	3,43	91	2 965	2,83	84
Entreprises et administrations publiques	64 881	3,43	2 227	60 653	3,27	1 984	56 168	2,27	1 274
Particuliers	65 586	2,27	1 491	59 375	2,52	1 495	58 184	2,27	1 319
Total des dépôts	133 108	2,83	3 769	122 678	2,91	3 570	117 317	2,28	2 677
Dette subordonnée et passifs divers portant intérêt	38 276	3,62	1 387	41 285	4,01	1 655	35 090	3,80	1 333
Passifs divers ne portant pas intérêt	38 220			47 233			40 900		
Total en dollars canadiens	209 604	2,46	5 156	211 196	2,47	5 225	193 307	2,07	4 010
<b>En dollars américains et autres devises</b>									
Dépôts									
Banques	31 975	3,88	1 242	29 676	4,97	1 475	23 028	4,48	1 031
Entreprises et administrations publiques	64 783	2,91	1 882	54 223	4,23	2 295	39 629	4,03	1 596
Particuliers	18 373	2,44	448	17 799	3,18	565	17 245	2,55	439
Total des dépôts	115 131	3,10	3 572	101 698	4,26	4 335	79 902	3,84	3 066
Dette subordonnée et passifs divers portant intérêt	31 076	3,01	935	23 939	5,99	1 435	18 062	6,05	1 092
Passifs divers ne portant pas intérêt	25 738			8 351			3 582		
Total en dollars américains et autres devises	171 945	2,62	4 507	133 988	4,31	5 770	101 546	4,10	4 158
<b>Total – toutes devises</b>									
Total du passif et des frais d'intérêts	381 549	2,53	9 663	345 184	3,19	10 995	294 853	2,77	8 168
Capitaux propres	16 060			15 391			14 278		
<b>Total du passif, des frais d'intérêts et des capitaux propres</b>	<b>397 609</b>	<b>2,43</b>	<b>9 663</b>	<b>360 575</b>	<b>3,05</b>	<b>10 995</b>	<b>309 131</b>	<b>2,64</b>	<b>8 168</b>
<b>Marge nette d'intérêts</b>									
– fondée sur l'actif productif		1,56			1,59			1,81	
– fondée sur l'actif total		1,28			1,34			1,53	
<b>Revenu net d'intérêts fondé sur l'actif total</b>			<b>5 087</b>			<b>4 843</b>			<b>4 744</b>

1) Inclut les titres pris en pension.

**Tableau 10 : Répercussions sur le revenu net d'intérêts des modifications survenues dans les soldes et les taux** (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2008/2007			2007/2006		
	Augmentation (diminution) en raison de la modification du			Augmentation (diminution) en raison de la modification du		
	Solde moyen	Taux moyen	Total	Solde moyen	Taux moyen	Total
<b>Actif</b>						
<b>En dollars canadiens</b>						
Dépôts à d'autres banques	(59)	(4)	(63)	16	13	29
Valeurs mobilières	447	72	519	375	78	453
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	(452)	(67)	(519)	(91)	102	11
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	22	(7)	15	13	2	15
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	403	(297)	106	169	102	271
Prêts sur cartes de crédit	38	16	54	(85)	16	(69)
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	(14)	(193)	(207)	239	201	440
Total des prêts	(3)	(548)	(551)	245	423	668
Actifs divers ne portant pas intérêt	-	-	-	-	-	-
Variation du revenu d'intérêts en dollars canadiens	385	(480)	(95)	636	514	1 150
<b>En dollars américains et autres devises</b>						
Dépôts à d'autres banques	14	(149)	(135)	171	159	330
Valeurs mobilières	(215)	(251)	(466)	424	118	542
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	9	15	24	20	17	37
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	34	(11)	23	25	5	30
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	7	(64)	(57)	24	52	76
Prêts sur cartes de crédit	1	2	3	(1)	1	-
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 212	(1 597)	(385)	618	143	761
Total des prêts	1 263	(1 655)	(392)	686	218	904
Actifs divers ne portant pas intérêt	-	-	-	-	-	-
Variation du revenu d'intérêts en dollars américains et autres devises	1 062	(2 055)	(993)	1 281	495	1 776
<b>Total – toutes devises</b>						
Variation du total du revenu d'intérêts a)	1 447	(2 535)	(1 088)	1 917	1 009	2 926
<b>Passif</b>						
<b>En dollars canadiens</b>						
Dépôts						
Banques	(1)	(39)	(40)	(10)	17	7
Entreprises et administrations publiques	139	104	243	102	608	710
Particuliers	157	(161)	(4)	28	148	176
Total des dépôts	295	(96)	199	120	773	893
Dettes subordonnées et passifs divers portant intérêt	(120)	(148)	(268)	118	204	322
Passifs divers ne portant pas intérêt	-	-	-	-	-	-
Variation des frais d'intérêts en dollars canadiens	175	(244)	(69)	238	977	1 215
<b>En dollars américains et autres devises</b>						
Dépôts						
Banques	114	(347)	(233)	299	145	444
Entreprises et administrations publiques	447	(860)	(413)	588	111	699
Particuliers	18	(135)	(117)	14	112	126
Total des dépôts	579	(1 342)	(763)	901	368	1 269
Passifs divers portant intérêt	428	(928)	(500)	355	(12)	343
Passifs divers ne portant pas intérêt	-	-	-	-	-	-
Variation des frais d'intérêts en dollars américains et autres devises	1 007	(2 270)	(1 263)	1 256	356	1 612
<b>Total – toutes devises</b>						
Variation du total des frais d'intérêts b)	1 182	(2 514)	(1 332)	1 494	1 333	2 827
Variation du total du revenu net d'intérêts (a – b)	265	(21)	244	423	(324)	99

**Tableau 11 : Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2008	2007	2006	2005	2004	2008	2007	2006	2005	2004	2008	2007	2006	2005	2004
<b>Particuliers</b>															
Prêts hypothécaires à l'habitation 1)	38 490	43 442	53 922	51 481	47 533	8 086	5 948	6 425	6 274	5 728	–	–	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	2 117	4 493	3 631	4 648	3 698	3	–	–	–	4	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	31 633	24 393	20 482	18 683	16 971	12 102	8 795	9 935	9 245	7 914	–	–	–	–	–
<b>Total des prêts aux particuliers</b>	<b>72 240</b>	<b>72 328</b>	<b>78 035</b>	<b>74 812</b>	<b>68 202</b>	<b>20 191</b>	<b>14 743</b>	<b>16 360</b>	<b>15 519</b>	<b>13 646</b>	–	–	–	–	–
<b>Entreprises</b>															
Engagements d'entreprises, abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés	52 148	51 548	42 453	37 097	35 300	31 827	21 531	21 024	17 600	15 778	11 877	4 843	2 598	1 988	1 723
Titres pris en pension ou empruntés	15 332	21 784	18 639	16 178	13 233	12 701	15 309	12 790	12 102	9 376	–	–	–	–	–
<b>Total des engagements d'entreprises</b>	<b>67 480</b>	<b>73 332</b>	<b>61 092</b>	<b>53 275</b>	<b>48 533</b>	<b>44 528</b>	<b>36 840</b>	<b>33 814</b>	<b>29 702</b>	<b>25 154</b>	<b>11 877</b>	<b>4 843</b>	<b>2 598</b>	<b>1 988</b>	<b>1 723</b>
<b>Solde des prêts et acceptations, déduction faite des provisions spécifiques</b>															
Provision générale	139 720	145 660	139 127	128 087	116 735	64 719	51 583	50 174	45 221	38 800	11 877	4 843	2 598	1 988	1 723
	(579)	(587)	(555)	(590)	(630)	(742)	(311)	(350)	(369)	(380)	–	–	–	–	–
<b>Solde net des prêts et acceptations</b>	<b>139 141</b>	<b>145 073</b>	<b>138 572</b>	<b>127 497</b>	<b>116 105</b>	<b>63 977</b>	<b>51 272</b>	<b>49 824</b>	<b>44 852</b>	<b>38 420</b>	<b>11 877</b>	<b>4 843</b>	<b>2 598</b>	<b>1 988</b>	<b>1 723</b>

**Tableau 12 : Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2008	2007	2006	2005	2004	2008	2007	2006	2005	2004	2008	2007	2006	2005	2004
<b>Particuliers</b>															
Prêts hypothécaires à l'habitation	211	112	110	87	120	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	89	54	42	33	30	91	–	5	5	5	–	–	–	–	–
<b>Total des prêts aux particuliers</b>	<b>300</b>	<b>166</b>	<b>152</b>	<b>120</b>	<b>150</b>	<b>91</b>	<b>–</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
Engagements d'entreprises	374	183	143	166	183	1 147	211	202	326	421	49	3	11	18	62
<b>Solde des prêts et acceptations douteux, déduction faite des provisions spécifiques pour pertes sur créances</b>															
Provision générale	674	349	295	286	333	1 238	211	207	331	426	49	3	11	18	62
	(579)	(587)	(555)	(590)	(630)	(742)	(311)	(350)	(369)	(380)	–	–	–	–	–
<b>Solde net des prêts et acceptations douteux (SNPD)</b>	<b>95</b>	<b>(238)</b>	<b>(260)</b>	<b>(304)</b>	<b>(297)</b>	<b>496</b>	<b>(100)</b>	<b>(143)</b>	<b>(38)</b>	<b>46</b>	<b>49</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>18</b>	<b>62</b>
<b>Ratios liés à la situation</b>															
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations 2)	0,07	(0,16)	(0,19)	(0,24)	(0,26)	0,78	(0,20)	(0,29)	(0,08)	0,12	0,41	0,06	0,42	0,91	3,60
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations 2)															
Particuliers	0,42	0,23	0,19	0,16	0,22	0,45	–	0,03	0,03	0,04	–	–	–	–	–
Entreprises, abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés	0,72	0,36	0,34	0,45	0,52	3,60	0,98	0,96	1,85	2,67	0,41	0,06	0,42	0,91	3,60

1) Exclut les prêts hypothécaires à l'habitation classés dans la catégorie des prêts commerciaux aux entreprises (2,7 milliards de dollars en 2008, 3,0 milliards en 2007, 2,9 milliards en 2006, 3,1 milliards en 2005, 3,2 milliards en 2004).

2) Les soldes globaux sont présentés après déduction des provisions spécifiques et de la provision générale; les prêts aux particuliers et les engagements d'entreprises sont présentés après déduction des provisions spécifiques seulement.

3) Comprend le montant des prêts et acceptations classés de nouveau dans la catégorie des prêts productifs, les ventes, les remboursements, l'incidence du taux de change, et les compensations des radiations des prêts à la consommation qui ne sont pas constatés dans les nouveaux prêts douteux. n.d. – non disponible, les capitaux propres n'étant pas répartis en fonction des risques-pays.

**Tableau 13 : Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle** (en millions de dollars)

Total					Au 31 octobre					
2008	2007	2006	2005	2004	2008	2007	2006	2005	2004	
<b>Solde net des prêts et acceptations par province</b>										
					Atlantique	5 619	6 248	6 069	5 839	5 934
<b>46 576</b>	49 390	60 347	57 755	53 261	Québec	<b>13 620</b>	15 415	16 459	16 695	15 707
<b>2 120</b>	4 493	3 631	4 648	3 702	Ontario	<b>85 427</b>	83 674	79 535	72 314	63 509
					Prairies	<b>18 405</b>	22 344	19 278	16 829	16 094
<b>43 735</b>	33 188	30 417	27 928	24 885	Colombie-Britannique et territoires	<b>16 649</b>	17 979	17 786	16 410	15 491
<b>92 431</b>	87 071	94 395	90 331	81 848	Total net des prêts et acceptations au Canada	<b>139 720</b>	145 660	139 127	128 087	116 735
<b>Solde net des engagements d'entreprises par secteur d'activité, abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés</b>										
					Prêts hypothécaires aux entreprises	<b>10 121</b>	8 994	8 505	8 246	7 954
<b>95 852</b>	77 922	66 075	56 685	52 801	Secteur immobilier commercial	<b>8 300</b>	6 532	5 830	4 242	3 517
<b>28 033</b>	37 093	31 429	28 280	22 609	Construction (non immobilière)	<b>1 857</b>	1 425	1 102	936	939
					Commerce de détail	<b>5 269</b>	4 398	3 842	3 494	3 242
<b>123 885</b>	115 015	97 504	84 965	75 410	Commerce de gros	<b>3 849</b>	3 200	3 025	2 804	2 558
					Agriculture	<b>3 769</b>	3 471	3 211	2 842	2 536
<b>216 316</b>	202 086	191 899	175 296	157 258	Communications	<b>1 404</b>	1 218	1 547	1 179	1 415
<b>(1 321)</b>	(898)	(905)	(959)	(1 010)	Secteur manufacturier	<b>9 290</b>	7 238	7 733	6 977	6 495
					Mines	<b>3 256</b>	1 522	510	375	290
<b>214 995</b>	201 188	190 994	174 337	156 248	Industries pétrolière et gazière	<b>6 199</b>	5 474	5 230	2 829	2 863
					Transport	<b>1 788</b>	1 467	1 322	932	951
					Services publics	<b>1 591</b>	977	985	916	771
					Produits forestiers	<b>875</b>	767	692	644	544
					Services	<b>9 613</b>	8 307	6 904	7 043	6 451
					Institutions financières	<b>23 710</b>	16 393	9 595	6 348	5 875
					Administrations publiques	<b>865</b>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
					Autres	<b>4 096</b>	6 539	6 042	6 878	6 400
						<b>95 852</b>	77 922	66 075	56 685	52 801

**Tableau 14 : Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle** (en millions de dollars)

Total					Au 31 octobre					
2008	2007	2006	2005	2004	2008	2007	2006	2005	2004	
<b>211</b>	112	110	87	120	<b>Solde net des prêts douteux relatifs aux engagements d'entreprises</b>					
<b>180</b>	54	47	38	35	Prêts hypothécaires aux entreprises	<b>38</b>	43	31	36	32
<b>391</b>	166	157	125	155	Secteur immobilier commercial	<b>460</b>	96	8	22	36
<b>1 570</b>	397	356	510	666	Construction (non immobilière)	<b>15</b>	5	7	7	17
					Commerce de détail	<b>41</b>	9	21	39	37
<b>1 961</b>	563	513	635	821	Commerce de gros	<b>51</b>	24	18	24	19
<b>(1 321)</b>	(898)	(905)	(959)	(1 010)	Agriculture	<b>73</b>	18	22	15	18
					Communications	<b>–</b>	–	88	116	149
<b>640</b>	(335)	(392)	(324)	(189)	Secteur manufacturier	<b>275</b>	80	98	117	123
					Mines	<b>–</b>	–	–	–	–
<b>11,34</b>	4,07	3,81	4,92	7,48	Industries pétrolière et gazière	<b>47</b>	–	1	1	–
<b>(0,30)</b>	(0,17)	(0,21)	(0,19)	(0,12)	Transport	<b>27</b>	15	8	18	28
					Services publics	<b>1</b>	–	–	24	75
<b>0,42</b>	0,19	0,17	0,14	0,19	Produits forestiers	<b>16</b>	5	4	5	5
					Services	<b>93</b>	58	36	54	68
<b>1,64</b>	0,51	0,54	0,90	1,26	Institutions financières	<b>244</b>	23	4	11	23
					Administrations publiques	<b>3</b>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
					Autres	<b>186</b>	21	10	21	36
						<b>1 570</b>	397	356	510	666

n.d. – non disponible

**Tableau 15 : Modifications du solde des prêts douteux et des provisions pour pertes sur créances** (en millions de dollars)

Au 31 octobre					
	2008	2007	2006	2005	2004
Solde brut des prêts et acceptations douteux, au début de l'exercice	<b>720</b>	666	804	1 119	1 918
Augmentation des prêts et acceptations douteux	<b>2 506</b>	588	420	423	607
Réduction des prêts et acceptations douteux 3)	<b>131</b>	(143)	(220)	(319)	(936)
Radiations	<b>(970)</b>	(391)	(338)	(419)	(470)
<b>Solde brut des prêts et acceptations douteux, à la fin de l'exercice</b>	<b>2 387</b>	720	666	804	1 119
Provisions pour pertes sur créances, au début de l'exercice	<b>1 055</b>	1 058	1 128	1 308	1 785
Augmentation des provisions spécifiques	<b>1 239</b>	395	322	290	163
Changement à la provision générale	<b>423</b>	(7)	(54)	(51)	(170)
Radiations	<b>(970)</b>	(391)	(338)	(419)	(470)
<b>Provisions pour pertes sur créances, à la fin de l'exercice</b>	<b>1 747</b>	1 055	1 058	1 128	1 308

## Tableau 16 : Modifications de la provision pour pertes sur créances – Information sectorielle

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2008	2007	2006	2005	2004	2008	2007	2006	2005	2004	2008	2007	2006	2005	2004
Provision pour pertes sur créances, au début de l'exercice	<b>692</b>	651	687	762	1 013	<b>362</b>	403	435	514	661	<b>1</b>	4	6	32	117
Dotations à la provision pour pertes sur créances	<b>340</b>	257	181	192	(1)	<b>942</b>	99	(3)	14	(46)	<b>48</b>	(3)	(2)	(27)	(56)
Virements de provisions	–	5	–	–	–	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
Recouvrements	<b>61</b>	53	47	37	35	<b>53</b>	38	65	30	94	–	–	–	–	2
Radiations	<b>(387)</b>	(274)	(263)	(303)	(283)	<b>(576)</b>	(117)	(75)	(116)	(157)	<b>(7)</b>	–	–	–	(30)
Divers, y compris les écarts de change	<b>2</b>	–	(1)	(1)	(2)	<b>217</b>	(68)	(19)	(7)	(38)	<b>(1)</b>	–	–	1	(1)
Provision pour pertes sur créances, à la fin de l'exercice	<b>708</b>	692	651	687	762	<b>998</b>	362	403	435	514	<b>41</b>	1	4	6	32
<b>Répartition des radiations par marché</b>															
Particuliers	<b>(303)</b>	(246)	(229)	(219)	(185)	<b>(125)</b>	(43)	(38)	(27)	(21)	–	–	–	–	–
Entreprises	<b>(84)</b>	(28)	(34)	(84)	(98)	<b>(451)</b>	(74)	(37)	(89)	(136)	<b>(7)</b>	–	–	–	(30)
<b>Répartition des recouvrements par marché</b>															
Particuliers	<b>56</b>	50	39	33	29	<b>35</b>	22	21	16	12	–	–	–	–	–
Entreprises	<b>5</b>	3	8	4	6	<b>18</b>	16	44	14	82	–	–	–	–	2
Solde net des prêts radiés en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	<b>n.d.</b>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	<b>n.d.</b>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	<b>n.d.</b>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

## Tableau 17 : Ventilation de la provision pour pertes sur créances – Information sectorielle

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2008	2007	2006	2005	2004	2008	2007	2006	2005	2004	2008	2007	2006	2005	2004
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	<b>13</b>	14	5	5	5	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	<b>2</b>	1	1	1	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	<b>15</b>	15	6	6	7	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Engagements d'entreprises	<b>114</b>	90	90	91	125	<b>256</b>	51	53	66	134	<b>41</b>	1	4	6	32
Instruments hors bilan	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des provisions spécifiques	<b>129</b>	105	96	97	132	<b>256</b>	51	53	66	134	<b>41</b>	1	4	6	32
Provision générale	<b>579</b>	587	555	590	630	<b>742</b>	311	350	369	380	–	–	–	–	–
Provision pour pertes sur créances	<b>708</b>	692	651	687	762	<b>998</b>	362	403	435	514	<b>41</b>	1	4	6	32
<b>Ratios de couverture</b>															
Provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations douteux															
Total	<b>88,2</b>	152,4	166,5	179,4	163,9	<b>66,8</b>	138,2	155,0	109,6	91,8	<b>45,6</b>	25,0	26,7	25,0	34,0
Particuliers	<b>4,8</b>	8,3	3,8	4,8	4,5	–	–	–	–	–	<b>s.o.</b>	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Entreprises	<b>23,4</b>	33,0	38,6	35,4	40,6	<b>18,2</b>	19,5	20,8	35,4	24,1	<b>45,5</b>	25,0	26,7	25,0	34,0

n.d. – non disponible

s.o. – sans objet

**Tableau 18 : Dotation à la provision pour pertes sur créances – Information sectorielle** (en millions de dollars)

Total				
2008	2007	2006	2005	2004
<b>1 055</b>	1 058	1 128	1 308	1 791
<b>1 330</b>	353	176	179	(103)
<b>(970)</b>	(391)	(338)	(419)	(470)
<b>218</b>	(68)	(20)	(7)	(41)
<b>1 747</b>	1 055	1 058	1 128	1 308
<b>(428)</b>	(289)	(267)	(246)	(206)
<b>(542)</b>	(102)	(71)	(173)	(264)
<b>91</b>	72	60	49	41
<b>23</b>	19	52	18	90
<b>0,4</b>	0,1	0,1	0,2	0,2

Total				
2008	2007	2006	2005	2004
<b>13</b>	14	5	5	5
<b>2</b>	1	1	1	2
<b>15</b>	15	6	6	7
<b>411</b>	142	147	163	291
<b>426</b>	157	153	169	298
<b>1 321</b>	898	905	959	1 010
<b>1 747</b>	1 055	1 058	1 128	1 308
<b>73,2</b>	146,5	158,8	140,2	116,9
<b>3,7</b>	8,3	3,7	4,6	4,3
<b>20,7</b>	26,3	29,2	24,2	30,4

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004
<b>Particuliers</b>					
Prêts hypothécaires à l'habitation	<b>5</b>	11	7	3	3
Prêts sur cartes de crédit	<b>154</b>	137	132	141	106
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	<b>178</b>	81	67	53	60
Total des prêts aux particuliers	<b>337</b>	229	206	197	169
<b>Engagements d'entreprises</b> <sup>1)</sup>					
Prêts hypothécaires aux entreprises	<b>1</b>	–	–	4	2
Secteur immobilier commercial	<b>254</b>	14	(2)	2	6
Construction (non immobilière)	<b>2</b>	1	(2)	9	9
Commerce de détail	<b>10</b>	7	(5)	15	2
Commerce de gros	<b>3</b>	7	4	13	9
Agriculture	<b>2</b>	5	2	4	20
Communications	<b>–</b>	–	(6)	(34)	(12)
Secteur manufacturier	<b>132</b>	(9)	20	23	(37)
Mines	<b>–</b>	–	–	–	(1)
Industries pétrolière et gazière	<b>27</b>	–	–	–	(4)
Transport	<b>12</b>	4	7	13	(17)
Services publics	<b>–</b>	–	(19)	(26)	(87)
Produits forestiers	<b>5</b>	–	(1)	–	(7)
Services	<b>33</b>	2	2	5	13
Institutions financières	<b>251</b>	40	(1)	(1)	13
Administrations publiques	<b>2</b>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Autres	<b>(1)</b>	3	6	(5)	(11)
Total des engagements d'entreprises	<b>733</b>	74	5	22	(102)
Total des dotations aux provisions spécifiques	<b>1 070</b>	303	211	219	67
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	<b>260</b>	50	(35)	(40)	(170)
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	<b>1 330</b>	353	176	179	(103)

<sup>1)</sup> Aucune dotation à la provision pour pertes sur créances n'a été établie à l'égard des titres pris en pension ou empruntés.  
n.d. – non disponible

**Tableau 19 : Provision spécifique pour pertes sur créances – Information sectorielle** (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2008	2007	2006	2005	2004
<b>Provision spécifique à l'égard des engagements d'entreprises par secteur d'activité</b>					
Prêts hypothécaires aux entreprises	<b>–</b>	–	–	–	–
Secteur immobilier commercial	<b>108</b>	25	7	6	4
Construction (non immobilière)	<b>4</b>	4	3	4	20
Commerce de détail	<b>6</b>	7	9	18	7
Commerce de gros	<b>14</b>	17	21	20	14
Agriculture	<b>9</b>	13	9	13	12
Communications	<b>–</b>	–	1	2	46
Secteur manufacturier	<b>108</b>	35	57	53	79
Mines	<b>–</b>	–	–	–	–
Industries pétrolière et gazière	<b>25</b>	–	–	1	–
Transport	<b>8</b>	5	11	3	6
Services publics	<b>–</b>	–	–	–	46
Produits forestiers	<b>6</b>	2	2	2	8
Services	<b>23</b>	17	19	26	23
Institutions financières	<b>70</b>	10	1	7	10
Administrations publiques	<b>2</b>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Autres	<b>28</b>	7	7	8	16
Total de la provision spécifique pour pertes sur créances à l'égard des engagements d'entreprises	<b>411</b>	142	147	163	291

n.d. – non disponible

**Tableau 20 : Obligations Contractuelles** (en millions de dollars)

Au 31 octobre 2008	Moins de un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance fixe	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>						
Dépôts	116 297	26 146	8 942	5 767	99 448	256 600
Obligations dérivées	345	603	320	294	–	1 562
Dettes subordonnées 1)	368	693	434	5 408	–	6 903
Titres d'une fiducie de capital	78	868	413	–	–	1 359
Actions privilégiées classées dans le passif	253	–	–	–	–	253
Autres passifs financiers 1)	41 167	228	265	3 560	42	45 262
	158 508	28 538	10 374	15 029	99 490	311 939
<b>Obligations hors bilan</b>						
Crédits fermes	41 113	21 270	16 953	1 772	–	81 108
Contrats de location-exploitation	211	337	233	629	–	1 410
Obligations d'achat	296	589	491	266	–	1 642
	41 620	22 196	17 677	2 667	–	84 160
<b>Total</b>	<b>200 128</b>	<b>50 734</b>	<b>28 051</b>	<b>17 696</b>	<b>99 490</b>	<b>396 099</b>

1) Comprend les versements d'intérêts.

**Tableau 21 : Suffisance du capital** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Bâle II 2008	Bâle I 1) 2007	2006	2005	2004
<b>Capital de première catégorie</b>					
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	<b>15 974</b>	14 233	14 465	13 246	12 120
Actions privilégiées à dividende non cumulatif 2) 3)	<b>1 996</b>	1 446	1 046	1 046	1 046
Instruments de capital novateurs inclus dans le capital de première catégorie 2)	<b>2 486</b>	2 422	2 192	2 192	1 745
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	<b>39</b>	33	36	37	44
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires 4)	<b>(1 635)</b>	(1 140)	(1 098)	(1 091)	(1 507)
Cumul des pertes nettes non réalisées, après impôts, sur les titres de participation disponibles à la vente	<b>(15)</b>	–	–	–	–
<b>Capital net de première catégorie</b>	<b>18 845</b>	16 994	16 641	15 430	13 448
Déductions relatives à la titrisation	<b>(115)</b>	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Perte prévue excédant la provision (approche NI avancée) 5)	–	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Autres déductions	<b>(1)</b>	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Capital rajusté de première catégorie</b>	<b>18 729</b>	16 994	16 641	15 430	13 448
<b>Capital de deuxième catégorie</b>					
Actions privilégiées d'une filiale 3)	–	–	273	287	296
Dettes subordonnées	<b>4 175</b>	3 335	2 306	2 130	1 783
Billets de la Fiducie de billets secondaires	<b>800</b>	800	–	–	–
Cumul des gains nets non réalisés, après impôts, sur les titres de participation disponibles à la vente	–	26	–	–	–
Provision générale admissible pour pertes sur créances 5) 6)	<b>494</b>	898	905	958	1 010
<b>Total du capital de deuxième catégorie</b>	<b>5 469</b>	5 059	3 484	3 375	3 089
Protection de premier niveau	s.o.	(85)	(44)	(123)	(128)
Déductions relatives à la titrisation	<b>(6)</b>	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Perte prévue excédant la provision (approche NI avancée) 5)	–	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Investissements dans des filiales non consolidées/investissements importants 7)	<b>(871)</b>	(994)	(937)	(963)	(901)
Autres déductions	–	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Capital rajusté de deuxième catégorie</b>	<b>4 592</b>	3 980	2 503	2 289	2 060
<b>Capital total</b>	<b>23 321</b>	20 974	19 144	17 719	15 508
<b>Actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>191 608</b>	178 687	162 794	149 855	136 661
<b>Ratios du capital (%)</b>					
Ratio du capital de première catégorie	<b>9,77</b>	9,51	10,22	10,30	9,84
Ratio du capital total	<b>12,17</b>	11,74	11,76	11,82	11,35
Ratio de l'actif au capital	<b>16,4</b>	17,2	16,1	16,3	16,8

- À compter de l'exercice 2008, le capital est calculé en vertu des lignes directrices de Bâle II, alors que pour tous les exercices antérieurs le capital est calculé selon la méthodologie de Bâle I.
- Les actions privilégiées à dividende non cumulatif et les instruments de capital novateurs inclus dans le capital de première catégorie comprennent des montants qui ont été reclassés dans le passif, au bilan consolidé, mais qui sont admissibles dans le calcul du capital à des fins réglementaires.
- En 2007, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a approuvé le reclassement des actions privilégiées d'une filiale, du capital de deuxième catégorie au capital novateur de première catégorie.
- Outre les écarts d'acquisition, les actifs incorporels excédant de 5 % le montant brut du capital de première catégorie sont déduits du capital de première catégorie.

- Lorsque les pertes prévues, calculées selon l'approche fondée sur les notations internes (NI) avancée, sont supérieures à la somme des dotations à la provision, la différence est déduite dans une proportion de 50 % du capital de première catégorie et de 50 % du capital de deuxième catégorie. Lorsque les pertes prévues sont inférieures à la somme des dotations à la provision, la différence est ajoutée au capital de deuxième catégorie.
- En vertu de Bâle I, le BSIF permet l'inclusion du moindre des deux montants suivants : le solde de notre provision générale pour pertes sur créances ou 0,875 % de l'actif pondéré en fonction des risques.
- En vertu des règles transitoires de Bâle II, 100 % des investissements importants et des investissements dans des filiales du secteur de l'assurance détenus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007 sont déduits du capital de deuxième catégorie. À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2008, 50 % des investissements importants seront déduits du capital de première catégorie et 50 % seront déduits du capital de deuxième catégorie. À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011, des déductions équivalentes s'appliqueront aux sociétés d'assurance.

s.o. – sans objet

**Tableau 22 : Actif pondéré en fonction des risques (APR)** (en millions de dollars)

Au 31 octobre 2008	Exposition en cas de défaut (ECD)	APR		
		Approche standard	Approche avancée	Total
<b>Risque de crédit</b>				
<b>Entreprises</b>				
Prêts aux grandes entreprises, y compris le financement spécial	130 758	15 957	47 306	63 263
Prêts aux petites et moyennes entreprises	46 521	9 837	21 015	30 852
États souverains	35 351	–	382	382
Banques	63 406	442	6 465	6 907
<b>Services de détail</b>				
Prêts hypothécaires à l'habitation	47 821	3 908	1 058	4 966
Marges de crédit sur valeur domiciliaire	25 922	3 338	966	4 304
Crédit renouvelable admissible	24 225	–	2 263	2 263
Autres prêts aux particuliers, sauf les prêts aux petites et moyennes entreprises	18 861	5 007	4 210	9 217
Prêts aux petites et moyennes entreprises	2 586	–	920	920
<b>Capitaux propres</b>	1 518	–	1 282	1 282
Portefeuille de négociation	66 304	–	11 759	11 759
Titrisation	50 015	–	6 717	6 717
Autres actifs présentant un risque de crédit – actifs gérés sans risque de contrepartie	84 177	–	14 524	14 524
Facteur scalaire des actifs présentant un risque de crédit, selon l'approche NI avancée 1)	–	–	6 260	6 260
<b>Total du risque de crédit</b>	<b>597 465</b>	<b>38 489</b>	<b>125 127</b>	<b>163 616</b>
<b>Risque de marché</b>		<b>3 497</b>	<b>7 796</b>	<b>11 293</b>
<b>Risque opérationnel</b>		<b>16 699</b>	–	<b>16 699</b>
<b>Bâle II – Total de l'actif pondéré en fonction des risques 2)</b>		<b>58 685</b>	<b>132 923</b>	<b>191 608</b>
<b>Bâle I – Actif pondéré en fonction des risques 2007 2)</b>				178 687
<b>Bâle I – Actif pondéré en fonction des risques 2006 2)</b>				162 794

- 1) Le facteur scalaire est appliqué aux montants de l'actif pondéré en fonction des risques en matière de risque de crédit dans le cadre de l'approche NI avancée.  
 2) À compter de l'exercice 2008, l'actif pondéré en fonction des risques est calculé selon la méthodologie de Bâle II, alors que pour tous les exercices antérieurs l'actif pondéré en fonction

des risques est calculé selon la méthodologie de Bâle I. Les montants de l'actif pondéré en fonction des risques selon Bâle I et selon Bâle II ne sont pas comparables et ne doivent être pris en considération qu'à titre de référence.

**Tableau 23 : Dépôts moyens** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2008		2007		2006	
	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)
<b>Dépôts domiciliés au Canada</b>						
Dépôts à vue productifs d'intérêts	11 544	1,83	9 400	2,94	7 934	2,18
Dépôts à vue non productifs d'intérêts	14 175	–	13 076	–	12 189	–
Payables sur avis	38 112	1,83	36 255	2,32	35 678	1,91
Payables à date fixe	90 822	3,53	80 220	3,66	74 649	3,17
<b>Total des dépôts domiciliés au Canada</b>	<b>154 653</b>	<b>2,66</b>	138 951	2,92	130 450	2,47
<b>Dépôts domiciliés aux États-Unis et dans d'autres pays</b>						
Dépôts à vue aux États-Unis	10 044	2,36	8 675	3,84	8 644	2,98
Autres dépôts aux États-Unis payables sur avis ou à date fixe	54 139	3,37	46 277	4,40	34 206	3,64
Dépôts domiciliés dans d'autres pays	29 403	3,97	30 473	4,85	23 919	4,26
<b>Total des dépôts moyens</b>	<b>248 239</b>	<b>2,96</b>	224 376	3,52	197 219	2,91

Au 31 octobre 2008, 2007 et 2006, les dépôts de déposants étrangers dans nos bureaux canadiens s'élevaient à 14 781 millions, 11 544 millions et 9 320 millions de dollars respectivement; le total des dépôts payables sur avis comprenait 22 203 millions, 21 477 millions et 18 947 millions de dollars respectivement de comptes de chèques qui auraient été classés comme dépôts à vue selon les

normes de présentation des États-Unis; le total des dépôts payables à date fixe comprenait 28 074 millions, 29 318 millions et 24 513 millions de dollars respectivement de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis. Ces montants auraient été classés comme emprunts à court terme selon les normes de présentation des États-Unis.

**Tableau 24 : Gains (pertes) non réalisés sur titres, autres que de négociation** (en millions de dollars)

Au 31 octobre	Coût après amortissement		Gains (pertes) non réalisés 1)				
	Juste valeur		2008	2007	2006	2005	2004
Obligations d'administrations publiques canadiennes	3 524	3 554	30	–	–	–	–
Obligations d'administrations publiques américaines	10 331	10 363	32	8	(29)	(23)	–
Titres adossés à des créances immobilières – Canada	10 956	11 043	87	20	–	–	–
– États-Unis	872	875	3	(6)	(10)	(7)	4
Obligations d'entreprises	5 896	5 641	(255)	(3)	3	6	21
Actions d'entreprises	2 539	2 520	(19)	26	90	20	60
Obligations d'autres administrations publiques	109	110	1	–	1	1	1
<b>Total des titres, autres que de négociation</b>	<b>34 227</b>	<b>34 106</b>	<b>(121)</b>	45	55	(3)	86

- 1) Les gains (pertes) non réalisés peuvent être compensés par des pertes (gains) connexes sur passifs ou sur contrats de couverture.

# Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

L'établissement et la présentation des états financiers consolidés annuels, du Rapport de gestion ainsi que des autres renseignements figurant dans le Rapport annuel relèvent de la direction de la Banque de Montréal (la Banque), qui en assume la responsabilité.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, le cas échéant. Les états financiers sont également conformes aux dispositions de la *Loi sur les banques* et des règlements connexes, y compris les interprétations des PCGR que donne l'organisme qui réglemente nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

Le Rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences de la réglementation en valeurs mobilières, notamment la norme canadienne n° 51-102 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) et la rubrique n° 303 du règlement S-K de la *Securities Exchange Act*, et aux exigences publiées qui en découlent.

Les états financiers consolidés et l'information présentée dans le Rapport de gestion comprennent nécessairement des montants qui ont été établis en fonction de jugements éclairés et d'estimations de l'effet prévu d'événements actuels et d'opérations courantes, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, nous devons interpréter les exigences décrites ci-dessus, établir la pertinence de l'information à y inclure et faire des estimations et poser des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. Le Rapport de gestion comprend également des renseignements concernant l'effet des transactions et des événements actuels, les sources actuelles de liquidités et de financement, les tendances de l'exploitation, les risques et les incertitudes. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, le déroulement des événements et les situations pouvant être différents de ce qui avait été prévu.

Les données financières figurant ailleurs dans le Rapport annuel concordent avec celles des états financiers consolidés.

Responsables de la fiabilité de l'information financière et de la rapidité de sa publication, nous nous appuyons sur un système élaboré de contrôles et de vérification internes qui est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels, de contrôles et procédures de communication de l'information financière et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Notre système de contrôles internes comprend la rédaction et la diffusion de normes et de méthodes internes régissant la conduite de la Banque et la gestion des risques, la planification budgétaire globale, la répartition efficace des tâches, la délégation de pouvoirs et la responsabilité personnelle, la transmission de l'information pertinente aux échelons supérieurs pour la prise des décisions

relatives à la communication de l'information au public, la sélection minutieuse du personnel et sa formation ainsi que la mise à jour régulière et l'application des conventions comptables. Cette structure permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres. De plus, nous procédons régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité des registres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers et d'autres données financières, et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences réglementaires.

Au 31 octobre 2008, nous avons déterminé, à titre de chef de la direction et de chef des finances intérimaire de la Banque de Montréal, que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque est efficace. Nous avons certifié le dépôt des documents d'information annuels de la Banque de Montréal auprès des ACVM et de la SEC conformément au Règlement n° 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) au Canada, et à la *Securities Exchange Act of 1934* aux États-Unis.

Pour pouvoir donner une opinion sur nos états financiers consolidés et sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Banque de Montréal, les vérificateurs nommés par les actionnaires effectuent l'examen de notre système de contrôles internes et exécutent des travaux dans la mesure qu'ils jugent appropriée.

Le Conseil d'administration, se fondant sur les recommandations de son Comité de vérification, procède à l'examen et à l'approbation de l'information financière contenue dans le Rapport annuel, et notamment dans le Rapport de gestion. Le Conseil d'administration et ses comités compétents exercent également un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation de l'information financière, du maintien de contrôles internes appropriés, de la conformité aux exigences des lois et règlements, de la gestion et du contrôle des principaux secteurs de risque et de l'évaluation d'opérations importantes et entre apparentés.

Le Comité de vérification, qui est formé uniquement d'administrateurs indépendants, est également responsable de la sélection des vérificateurs nommés par les actionnaires et de l'examen des compétences, de l'indépendance et de la performance de ces vérificateurs et de la vérification interne. Les vérificateurs nommés par les actionnaires et le vérificateur en chef de la Banque ont accès sans réserve au Conseil d'administration, à son Comité de vérification et aux autres comités pertinents pour discuter de points touchant la vérification et la communication de l'information financière ainsi que de questions connexes.

Le président et chef de la direction,

Le chef des finances intérimaire,



William A. Downe



Russel C. Robertson

Canada

Le 25 novembre 2008

# Rapports des vérificateurs aux actionnaires

## Aux actionnaires de la Banque de Montréal

Nous avons vérifié les bilans consolidés de la Banque de Montréal (la Banque) au 31 octobre 2008 et 2007 ainsi que les états consolidés des résultats, du résultat étendu, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2008. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers.

Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 octobre 2008 et 2007 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2008, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*KPMG S.R.L./SENC.R.L.*

**Comptables agréés, experts-comptables autorisés**

Toronto, Canada

Le 25 novembre 2008

## Aux actionnaires et au Conseil d'administration de la Banque de Montréal

Nous avons vérifié le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque de Montréal (la Banque) au 31 octobre 2008, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). La direction de la Banque est tenue de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et elle assume la responsabilité de l'appréciation, présentée à la page 72 du Rapport de gestion, qu'elle fait de l'efficacité de ce contrôle interne. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque, en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière a fait l'objet d'un contrôle interne efficace à tous les égards importants. Notre vérification comprenait l'obtention et la compréhension des données relatives au contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'appréciation du risque de la présence d'une faiblesse importante dans le contrôle interne, ainsi que le contrôle par sondages et l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle du contrôle interne fondés sur notre appréciation du risque. Notre vérification comprenait également l'exécution de toutes les autres procédures que nous jugions nécessaires dans les circonstances. Nous croyons que notre vérification fournit un fondement raisonnable à notre opinion.

Le contrôle interne exercé par une entreprise à l'égard de son information financière est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers, aux fins de la publication de l'information financière, ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entreprise comprend des normes et méthodes qui 1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une

image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de l'entreprise, 2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de l'entreprise ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de l'entreprise, 3) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de l'entreprise qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites inhérentes, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

À notre avis, la Banque maintenait, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2008, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le COSO.

Nos vérifications des états financiers consolidés de la Banque pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2008 ont également été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Notre rapport daté du 25 novembre 2008 exprimait une opinion sans réserve sur ces états financiers consolidés.

*KPMG S.R.L./SENC.R.L.*

**Comptables agréés, experts-comptables autorisés**

Toronto, Canada

Le 25 novembre 2008

## Bilan consolidé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2008	2007
<b>Actif</b>		
<b>Encaisse</b> (note 2)	<b>21 105 \$</b>	22 890 \$
<b>Valeurs mobilières</b> (note 3)		
Titres de négociation	66 032	70 773
Titres disponibles à la vente	32 115	26 010
Titres divers	1 991	1 494
	<b>100 138</b>	98 277
<b>Prêts</b> (notes 4 et 8)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	49 343	52 429
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	43 737	33 189
Prêts sur cartes de crédit	2 120	4 493
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	84 151	62 650
Titres pris en pension ou empruntés	28 033	37 093
	<b>207 384</b>	189 854
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 358	12 389
Provision pour pertes sur créances	(1 747)	(1 055)
	<b>214 995</b>	201 188
<b>Autres actifs</b>		
Instruments dérivés (note 10)	65 586	32 585
Bureaux et matériel (note 11)	2 227	1 980
Écarts d'acquisition (note 13)	1 635	1 140
Actifs incorporels (note 13)	204	124
Actifs divers (note 14)	10 160	8 340
	<b>79 812</b>	44 169
<b>Total de l'actif</b>	<b>416 050 \$</b>	366 524 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<b>Dépôts</b> (note 15)		
Banques	30 346 \$	34 100 \$
Entreprises et administrations publiques	136 111	121 748
Particuliers	91 213	76 202
	<b>257 670</b>	232 050
<b>Autres passifs</b>		
Instruments dérivés (note 10)	60 048	33 584
Acceptations (note 16)	9 358	12 389
Titres vendus à découvert (note 16)	18 792	25 039
Titres mis en pension ou prêtés (note 16)	32 492	31 263
Passifs divers (note 16)	14 071	12 055
	<b>134 761</b>	114 330
<b>Dette subordonnée</b> (note 18)	<b>4 315</b>	3 446
<b>Titres d'une fiducie de capital</b> (note 19)	<b>1 150</b>	1 150
<b>Actions privilégiées</b> (note 21)	<b>250</b>	250
<b>Capitaux propres</b>		
Capital-actions (note 21)	6 454	5 607
Surplus d'apport	69	58
Bénéfices non répartis	11 632	11 166
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte	(251)	(1 533)
	<b>17 904</b>	15 298
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>416 050 \$</b>	366 524 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Le président et chef de la direction,



William A. Downe

Le président du Comité de vérification,



Philip S. Orsino

# État consolidé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2008	2007	2006
<b>Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>			
Prêts	10 614 \$	11 557 \$	9 985 \$
Valeurs mobilières (note 3)	3 206	3 153	2 158
Dépôts à d'autres banques	930	1 128	769
	<b>14 750</b>	<b>15 838</b>	<b>12 912</b>
<b>Frais d'intérêts</b>			
Dépôts	7 341	7 905	5 743
Dettes subordonnées	222	180	169
Titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées (notes 19 et 21)	91	99	99
Autres passifs	2 009	2 811	2 157
	<b>9 663</b>	<b>10 995</b>	<b>8 168</b>
<b>Revenu net d'intérêts</b>	<b>5 087</b>	<b>4 843</b>	<b>4 744</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 4)	1 330	353	176
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>3 757</b>	<b>4 490</b>	<b>4 568</b>
<b>Revenu autre que d'intérêts</b>			
Commissions et droits sur titres	1 105	1 145	1 051
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	756	728	729
Revenus (pertes) de négociation	546	(487)	718
Commissions sur prêts	429	406	337
Frais de services de cartes (note 16)	291	107	396
Gestion de placements et garde de titres	339	322	298
Revenus tirés de fonds d'investissement	589	576	499
Revenus de titrisation (note 8)	513	296	100
Commissions de prise ferme et de consultation	353	528	407
Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation (note 3)	(315)	246	145
Revenus de change, autres que de négociation	80	132	102
Revenus d'assurance	222	230	204
Autres	210	277	255
	<b>5 118</b>	<b>4 506</b>	<b>5 241</b>
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	<b>8 875</b>	<b>8 996</b>	<b>9 809</b>
<b>Frais autres que d'intérêts</b>			
Rémunération du personnel (notes 23 et 24)	3 976	3 825	3 824
Bureaux et matériel (note 11)	1 382	1 303	1 211
Amortissement des actifs incorporels (note 13)	42	46	44
Déplacements et expansion des affaires	328	287	253
Communications	202	149	131
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	42	47	94
Honoraires	384	301	287
Autres	546	484	509
	<b>6 902</b>	<b>6 442</b>	<b>6 353</b>
Charge de restructuration (reprise) (note 17)	(8)	159	–
<b>Revenu avant provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales</b>	<b>1 981</b>	<b>2 395</b>	<b>3 456</b>
Impôts sur les bénéfices (note 25)	(71)	189	717
	<b>2 052</b>	<b>2 206</b>	<b>2 739</b>
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales (notes 16 et 19)	74	75	76
<b>Revenu net</b>	<b>1 978 \$</b>	<b>2 131 \$</b>	<b>2 663 \$</b>
Dividendes sur actions privilégiées (note 21)	73 \$	43 \$	30 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 905 \$	2 088 \$	2 633 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	502 062	499 950	501 257
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	506 697	508 614	511 173
<b>Résultat par action</b> (en dollars canadiens) (note 26)			
De base	3,79 \$	4,18 \$	5,25 \$
Dilué	3,76	4,11	5,15
<b>Dividendes déclarés par action ordinaire</b>	<b>2,80</b>	<b>2,71</b>	<b>2,26</b>

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

# État consolidé du résultat étendu

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Revenu net	1 978 \$	2 131 \$	2 663 \$
Autres éléments du résultat étendu			
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(109)	32	–
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	424	(115)	–
Gain (perte) net provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	967	(613)	(177)
<b>Total du résultat étendu</b>	<b>3 260 \$</b>	<b>1 435 \$</b>	<b>2 486 \$</b>

# État consolidé de la variation des capitaux propres

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2008	2007	2006
<b>Actions privilégiées</b> (note 21)			
Solde au début de l'exercice	1 196 \$	596 \$	596 \$
Actions émises au cours de l'exercice	550	600	–
Solde à la fin de l'exercice	1 746	1 196	596
	Nombre d'actions		
	2008	2007	2006
<b>Actions ordinaires</b> (note 21)			
Solde au début de l'exercice	498 562 702	500 726 079	500 219 068
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (note 21)	2 413 244	1 626 374	1 378 328
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions (note 23)	1 778 586	3 774 644	5 014 557
Actions émises en échange d'actions d'une filiale (note 21)	7 260	57 205	33 526
Actions émises lors de l'acquisition d'une entreprise (note 12)	3 283 190	–	–
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 21)	–	(7 621 600)	(5 919 400)
Solde à la fin de l'exercice	506 044 982	498 562 702	500 726 079
<b>Actions autodétenues</b> (note 21)	<b>(1 469 949)</b>	–	–
<b>Surplus d'apport</b>			
Solde au début de l'exercice	58	49	35
Frais liés aux options sur actions/options exercées (note 23)	11	9	14
Solde à la fin de l'exercice	69	58	49
<b>Bénéfices non répartis</b>			
Solde au début de l'exercice	11 166	10 974	9 801
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux instruments financiers (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 39 \$) (notes 3, 4 et 15)	–	(71)	–
Revenu net	1 978	2 131	2 663
Dividendes – Actions privilégiées (note 21)	(73)	(43)	(30)
– Actions ordinaires (note 21)	(1 410)	(1 353)	(1 133)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 21)	–	(458)	(327)
Frais d'émission d'actions	(10)	(14)	–
Escompte net sur actions autodétenues	(19)	–	–
Solde à la fin de l'exercice	11 632	11 166	10 974
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu – Gain (perte) provenant des titres disponibles à la vente</b>			
Solde au début de l'exercice	35	–	–
Incidence de la réévaluation des titres disponibles à la vente à la valeur de marché le 1 <sup>er</sup> novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 1 \$)	–	3	–
Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de l'exercice (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 137 \$ et 6 \$)	(280)	15	–
Reclassement des pertes dans le revenu net au cours de l'exercice (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 84 \$ et 12 \$)	171	17	–
Solde à la fin de l'exercice	(74)	35	–
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu – Gain (perte) provenant des couvertures de flux de trésorerie</b>			
Solde au début de l'exercice	(166)	–	–
Incidence de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux couvertures de flux de trésorerie le 1 <sup>er</sup> novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 28 \$)	–	(51)	–
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de l'exercice (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 173 \$ et 64 \$)	363	(128)	–
Reclassement des pertes sur couvertures de flux de trésorerie dans le revenu net (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 31 \$ et 6 \$)	61	13	–
Solde à la fin de l'exercice	258	(166)	–
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger</b>			
Solde au début de l'exercice	(1 402)	(789)	(612)
Gain (perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	2 726	(1 697)	(472)
Incidence de la couverture du gain (perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 881 \$, 575 \$ et 156 \$)	(1 759)	1 084	295
Solde à la fin de l'exercice	(435)	(1 402)	(789)
Cumul total des autres éléments du résultat étendu – Perte	(251)	(1 533)	(789)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>17 904 \$</b>	<b>15 298 \$</b>	<b>15 061 \$</b>

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

# État consolidé des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>			
Revenu net	1 978 \$	2 131 \$	2 663 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Dévaluation de titres, autres que de négociation	324	18	9
(Gain) net sur titres, autres que de négociation	(9)	(264)	(154)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	8 275	(23 028)	(8 565)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1 330	353	176
(Gain) à la vente de prêts titrisés (note 8)	(420)	(202)	(69)
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	(29 370)	(4 991)	356
– Augmentation des passifs dérivés	20 645	5 807	3 328
Amortissement des bureaux et du matériel (note 11)	393	390	360
Amortissement des actifs incorporels	42	46	44
(Augmentation) nette des impôts futurs sur les bénéfices	(157)	(176)	(153)
Augmentation (diminution) nette des impôts exigibles sur les bénéfices	(314)	(800)	144
Variation des intérêts courus – (Augmentation) diminution des intérêts à recevoir	303	(129)	(468)
– Augmentation (diminution) des intérêts à payer	(351)	537	303
Variation nette des autres éléments et charges à payer	1 590	(1 243)	1 084
(Gain) à la vente de terrains et d'immeubles (note 11)	(13)	(6)	–
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	4 246	(21 557)	(942)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>			
Augmentation (diminution) nette des dépôts	(1 412)	45 222	13 108
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(7 251)	10 328	(708)
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	(3 731)	2 325	9 987
Augmentation (diminution) nette du passif des filiales	2 045	335	(94)
Remboursement de la dette subordonnée (note 18)	(150)	(483)	(425)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 18)	900	1 200	700
Rachat d'actions privilégiées classées dans le passif (note 21)	–	(200)	–
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 21)	550	600	–
Produit de l'émission d'actions ordinaires	182	245	258
Frais d'émission d'actions	(10)	(14)	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 21)	–	(524)	(376)
Dividendes versés	(1 483)	(1 396)	(1 163)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	(10 360)	57 638	21 287
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>			
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	10 077	(5 709)	901
Achat de titres, autres que de négociation	(26 423)	(50 366)	(20 433)
Échéances de titres, autres que de négociation	16 984	24 635	9 494
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	8 268	11 824	7 920
(Augmentation) nette des prêts et des titres de substituts de prêts	(23 387)	(9 265)	(18 868)
Produit de la titrisation de prêts (note 8)	11 448	3 330	4 994
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	14 665	(8 280)	(3 723)
Produit de la vente de terrains et d'immeubles (note 11)	19	45	–
Bureaux et matériel – achats nets	(449)	(405)	(519)
Acquisitions (note 12)	(155)	(301)	(70)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	11 047	(34 492)	(20 304)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	551	(397)	5
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	5 484	1 192	46
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	3 650	2 458	2 412
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>9 134 \$</b>	<b>3 650 \$</b>	<b>2 458 \$</b>
<b>Composition</b>			
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	6 936 \$	2 264 \$	1 154 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	2 198	1 386	1 304
	9 134 \$	3 650 \$	2 458 \$
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie</b>			
Intérêts versés au cours de l'exercice	9 900 \$	10 543 \$	7 873 \$
Impôts sur les bénéfices payés au cours de l'exercice	456 \$	940 \$	630 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres des exercices antérieurs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

## Note 1 : Normes de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, y compris les interprétations qu'en donne l'organisme qui régleme nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada (BSIF). Certaines informations relatives aux risques sont présentées dans le Rapport de gestion, aux pages 73 à 80 du présent Rapport annuel, tel qu'il est permis en vertu des PCGR. Ces informations sont présentées en caractères de couleur bleue (texte et tableaux), pour en faciliter le repérage, et elles font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Nous rapprochons nos résultats obtenus selon les PCGR du Canada de ceux qui seraient présentés selon les PCGR des États-Unis. Les écarts importants dans les montants consolidés du total de l'actif, du total du passif et du revenu net qui résulteraient de l'application des PCGR des États-Unis sont décrits à la note 31. En outre, nos états financiers consolidés sont conformes à certaines exigences en matière de présentation dictées par les PCGR des États-Unis.

### Méthodes de consolidation

Nous exerçons nos activités au moyen de diverses structures de sociétés comprenant des filiales et des coentreprises. Les filiales sont les sociétés sur lesquelles nous exerçons un contrôle par la détention de la majorité des actions avec droit de vote. Les coentreprises sont celles sur lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint en vertu d'une entente avec d'autres actionnaires. La totalité de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos filiales et notre quote-part de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos coentreprises sont incluses dans nos états financiers consolidés. Toutes les opérations et tous les soldes intersociétés importants sont éliminés.

Nous détenons des investissements dans des sociétés où nous exerçons une influence notable sur les décisions d'exploitation, d'investissement et de financement (il s'agit de sociétés dont nous possédons entre 20 % et 50 % des actions avec droit de vote). Ces investissements sont comptabilisés au coût et sont rajustés en fonction de notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question, ainsi que des dividendes. Ils sont comptabilisés dans les titres divers inscrits à notre bilan consolidé, et notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question est comptabilisée dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières, de notre état consolidé des résultats.

Nous détenons des intérêts dans des entités à détenteurs de droits variables que nous consolidons lorsque nous sommes réputés principal bénéficiaire. Ces entités font l'objet d'une description détaillée à la note 9.

### Conversion de devises

Nous exerçons nos activités dans une variété de devises et nos états financiers consolidés sont exprimés en dollars canadiens. Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les frais libellés en devises sont convertis au taux de change moyen de l'exercice.

Les gains et les pertes non réalisés résultant de la conversion en dollars canadiens des investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture connexes et des impôts sur les bénéfices applicables, sont inclus dans les capitaux propres et comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu – gain (perte) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger. Lorsque nous vendons ou liquidons un investissement dans un établissement à l'étranger, les gains et les pertes de conversion découlant de cette transaction sont constatés dans les gains ou pertes sur cession, dans le revenu autre que d'intérêts au poste gains (pertes) sur titres, autres que de négociation, alors qu'ils étaient auparavant inclus dans les capitaux propres et comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu – gain (perte) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger. Tous les autres gains et pertes de conversion de devises sont inclus dans les revenus de change, autres que de négociation, inscrits à notre état consolidé des résultats, lorsqu'ils se produisent.

À l'occasion, nous concluons des contrats de couverture de change afin de réduire notre risque lié aux variations de la valeur des devises. Les gains et pertes réalisés et non réalisés résultant de l'évaluation à la valeur de marché des contrats de couverture de change sont inclus dans les revenus de change, autres que de négociation, inscrits à notre état consolidé des résultats.

### Conventions comptables particulières

Pour faciliter la compréhension de nos états financiers consolidés, nous avons fait état de nos principales conventions comptables tout au long des notes qui suivent ainsi que des renseignements financiers connexes, le tout étant présenté par rubrique :

Note	Sujet	Page	Note	Sujet	Page
1	Normes de présentation	108	18	Dette subordonnée	132
2	Encaisse	109	19	Titres d'une fiducie de capital	133
3	Valeurs mobilières	109	20	Risque de taux d'intérêt	133
4	Prêts, engagements de clients aux termes d'acceptations et provision pour pertes sur créances	113	21	Capital-actions	135
5	Autres instruments de crédit	115	22	Gestion du capital	136
6	Gestion des risques	115	23	Rémunération du personnel – Rémunération à base d'actions	137
7	Garanties	118	24	Rémunération du personnel – Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	139
8	Titrisation d'actifs	118	25	Impôts sur les bénéfices	142
9	Entités à détenteurs de droits variables	120	26	Résultat par action	143
10	Instruments dérivés	122	27	Segmentation opérationnelle et géographique	144
11	Bureaux et matériel	127	28	Opérations entre apparentés	146
12	Acquisitions	128	29	Passif éventuel	146
13	Écarts d'acquisition et actifs incorporels	129	30	Juste valeur des instruments financiers	147
14	Actifs divers	129	31	Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis	148
15	Dépôts	130			
16	Passifs divers	131			
17	Charge de restructuration	131			

### Modifications des conventions comptables

Une modification apportée aux conventions comptables par suite des changements publiés par les organismes canadiens de normalisation au cours de l'exercice à l'étude est présentée à la note 3 (valeurs mobilières). Les nouvelles informations à fournir par suite des changements publiés par les organismes canadiens de normalisation au cours de l'exercice à l'étude sont présentées comme suit : aux notes 3, 4, 15 et 29 (instruments financiers); à la note 6 (gestion des risques); à la note 22 (gestion du capital).

Les modifications apportées aux conventions comptables par suite des changements publiés par les organismes canadiens de normalisation en 2007 sont présentées comme suit : à l'état consolidé du résultat étendu (qui comprend le revenu net, les variations des gains ou pertes non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie, et le gain ou la perte net non réalisé provenant de la conversion du montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger); à la note 3 (valeurs mobilières); à la note 4 (méthode du taux d'intérêt effectif); à la note 10 (instruments dérivés de couverture); aux notes 3 et 15 (option de la juste valeur).

### Modifications futures des conventions comptables

Le 1<sup>er</sup> novembre 2008, nous adopterons les dispositions du nouveau chapitre 3064 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Ce chapitre établit de nouvelles normes pour la comptabilisation et l'évaluation des actifs incorporels, mais il n'a pas d'incidence sur la comptabilisation des écarts d'acquisition. L'application de ces normes n'aura pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation ni sur notre situation financière.

### Utilisation d'estimations

Pour dresser nos états financiers consolidés, nous devons faire des estimations et poser des hypothèses, concernant principalement la juste valeur, lesquelles ont un effet sur les montants déclarés des actifs, des passifs et du revenu net, ainsi que sur divers renseignements connexes. Les actifs et passifs les plus importants faisant l'objet d'estimations comprennent les moins-values durables (note 3), l'évaluation des titres à la juste valeur (note 3), la provision pour pertes sur créances (note 4), la comptabilisation des opérations de titrisation (note 8), la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (note 9), l'évaluation des instruments dérivés à la juste valeur (note 10), les écarts d'acquisition (note 13), le programme de fidélisation de la clientèle (note 16), les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs (note 24), les impôts sur les bénéfices (note 25) et le passif éventuel (note 29). Si les résultats réels diffèrent de ces estimations, l'incidence sera constatée dans les périodes subséquentes.

## Note 2 : Encaisse

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007
Espèces et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	6 936 \$	2 264 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	2 198	1 386
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	9 134	3 650
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	11 971	19 240
<b>Total</b>	<b>21 105 \$</b>	<b>22 890 \$</b>

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes des espèces et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques ainsi que les soldes des chèques et autres effets en transit.

### Dépôts à d'autres banques

Les dépôts à d'autres banques, qui comprennent les acceptations qui ont été émises par d'autres banques et que nous avons achetées, sont inscrits au coût après amortissement. Le revenu d'intérêts provenant de ceux-ci est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

### Chèques et autres effets en transit, montant net

Les chèques et les autres effets en transit, qui représentent le montant net des chèques en cours de compensation et les autres effets en transit entre nous et d'autres banques, sont inscrits au coût.

### Restrictions visant l'encaisse

Certains de nos établissements à l'étranger sont tenus de maintenir des réserves ou des soldes minimaux à la banque centrale du pays où ils font affaire, ces montants s'élevant à 480 millions de dollars au 31 octobre 2008 (457 millions en 2007).

## Note 3 : Valeurs mobilières

### Modifications des conventions comptables

En octobre 2008, l'ICCA a apporté des modifications aux chapitres suivants de son Manuel : 3855 « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation »; 3861 « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation »; 3862 « Instruments financiers – Informations à fournir ». Ces modifications autorisent, en de rares circonstances, certains reclassements des actifs financiers non dérivés en permettant de les transférer de la catégorie des titres de négociation à la catégorie des titres disponibles à la vente ou à la catégorie des titres détenus jusqu'à leur échéance. Ces modifications permettent également le reclassement de certains prêts disponibles à la vente dans les prêts et créances.

Nous avons choisi de transférer certains titres de négociation dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Il s'agit de titres pour lesquels, en raison des circonstances actuelles du marché, nous avons changé notre intention de nous en défaire ou de les négocier à court terme, et avons plutôt décidé de les conserver pour un avenir prévisible. Conformément aux modifications, nous avons choisi de constater ces transferts à la juste valeur des titres le 1<sup>er</sup> août 2008. Le tableau ci-dessous présente l'évolution des titres transférés :

(en millions de dollars canadiens)	
Juste valeur des titres au 1 <sup>er</sup> août 2008	2 078 \$
(Ventes) achats nets	(52)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu	(183)
Moins-value durable comptabilisée dans le revenu	(29)
Incidence du taux de change	141
<b>Juste valeur des titres au 31 octobre 2008</b>	<b>1 955 \$</b>

À la date du reclassement, les taux d'intérêt effectifs sur les actifs de négociation reclassés se situaient dans une fourchette de 2 % à 17 %, les flux de trésorerie recouvrables prévus s'élevant à 2,2 milliards de dollars. Les fourchettes des taux d'intérêt effectifs ont été déterminées d'après les taux moyens pondérés des portefeuilles transférés.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant les valeurs mobilières. En vertu de ces nouvelles règles, nous devons classer les titres autres que de négociation comme des titres détenus jusqu'à leur échéance ou des titres disponibles à la vente.

#### a) Titres disponibles à la vente

Les titres disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur, les gains et pertes non réalisés étant comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu – gain (perte) provenant des titres disponibles à la vente, dans notre état consolidé de la variation des capitaux propres, jusqu'à ce que ces titres soient vendus. Si une perte non réalisée est considérée comme durable, cette perte non réalisée est comptabilisée dans le revenu. Les gains et les pertes sur cession sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats au poste gains (pertes) sur titres, autres que de négociation. Le revenu d'intérêts et les dividendes reçus sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats, dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières. Nous n'avons classé aucun de nos titres comme titre détenu jusqu'à échéance. Les titres disponibles à la vente

dont la vente est soumise à des restrictions sont comptabilisés au coût après amortissement.

Les nouvelles règles n'ont pas d'incidence sur la comptabilisation de nos investissements de banques d'affaires ou de nos investissements dans des actions de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable sans en avoir le contrôle. Ces investissements sont inscrits à notre bilan consolidé dans les titres divers.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons réévalué nos titres disponibles à la vente à leur juste valeur. Un gain non réalisé net de 3 millions de dollars a été comptabilisé dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu provenant des titres disponibles à la vente.

#### b) Option de la juste valeur

Les nouvelles règles permettent à la direction de choisir d'évaluer des instruments financiers, qui autrement ne seraient pas comptabilisés à leur juste valeur, comme s'ils étaient des instruments de négociation, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu, pourvu que certains critères soient respectés. Les instruments financiers doivent avoir été désignés le 1<sup>er</sup> novembre 2006, lors de l'adoption de la nouvelle norme, ou au moment où les nouveaux instruments financiers ont été acquis, et la désignation est irrévocable.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous avons désigné les obligations achetées pour soutenir notre programme d'obligations municipales encaissables par anticipation comme titres de négociation en vertu de l'option de la juste valeur. Autrement, ces obligations seraient comptabilisées comme des titres disponibles à la vente, les gains et pertes non réalisés étant comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Dans le cadre de la gestion de ce programme, nous concluons des contrats sur instruments dérivés pour nous protéger contre les variations de la juste valeur de ces obligations, causées par les variations des taux d'intérêt. Le choix de l'option de la juste valeur pour ces obligations permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le programme est géré. L'incidence de leur comptabilisation comme titres de négociation a été une diminution du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de négociation, de moins de 1 million de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008. Les obligations ont été vendues en septembre 2008.

Les titres de nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance ont été désignés comme titres de négociation en vertu de l'option de la juste valeur lors de l'adoption de la norme le 1<sup>er</sup> novembre 2006. Comme le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur les investissements qui les soutiennent, le choix de l'option de la juste valeur pour ces investissements permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons réévalué ces titres, et la perte nette non réalisée de moins de 1 million de dollars a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis. La juste valeur de ces titres était de 28 millions de dollars au 31 octobre 2008 (30 millions en 2007). L'incidence de leur comptabilisation comme titres de négociation a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus d'assurance, de moins de 1 million de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 (diminution de 1 million en 2007).

## Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont divisées en trois catégories, chacune répondant à un objectif distinct et étant soumise à un traitement comptable différent. Les trois catégories de valeurs mobilières que nous détenons sont les suivantes :

**Les titres de négociation** sont achetés aux fins de revente à court terme. Ces titres sont inscrits à leur valeur de marché et les redressements de la valeur de marché ainsi que tout gain et toute perte à la vente sont portés aux revenus (pertes) de négociation dans notre état consolidé des résultats.

**Les titres disponibles à la vente** comprennent des titres de créance et des titres de participation. Ces titres comprennent des titres qui peuvent être vendus à la suite ou en prévision de variations des taux d'intérêt et du risque de remboursement qui en résulte, de variations du risque de change, de variations dans les sources ou les modalités de financement, ou pour combler des besoins de liquidités.

**Les investissements des banques d'affaires** sont des titres détenus par nos filiales qui ont des activités de banques d'affaires. Ces filiales comptabilisent leurs investissements à leur juste valeur, les changements de la juste valeur étant comptabilisés, à mesure qu'ils se produisent, dans les gains (pertes) sur titres, autres que de négociation, dans notre état consolidé des résultats.

Les investissements des banques d'affaires sont classés dans les titres divers inscrits à notre bilan consolidé.

## Tests de dépréciation

Nous soumettons à des tests, à la fin de chaque trimestre, les titres disponibles à la vente et les investissements dans des sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable, sans en avoir le contrôle, afin de repérer et d'évaluer les placements qui montrent des signes d'une possible dépréciation. Un placement est considéré comme s'étant déprécié si ses pertes non réalisées représentent une moins-value qui est considérée comme durable.

Pour déterminer si une moins-value est temporaire, nous tenons compte de plusieurs facteurs, notamment l'importance de la perte non réalisée, le laps de temps pendant lequel le titre s'est trouvé en situation de perte non réalisée, la situation financière de l'émetteur et les perspectives à court terme le concernant, ainsi que notre capacité et notre intention de conserver le placement assez longtemps pour que nous puissions observer la remontée prévue de la valeur de marché. Si la moins-value est considérée comme durable, une dévaluation est comptabilisée dans les gains (pertes) sur titres, autres que de négociation, dans notre état consolidé des résultats.

Au 31 octobre 2008, les pertes non réalisées liées à nos titres disponibles à la vente s'élevaient à 352 millions de dollars (48 millions en 2007). La plus grande partie des pertes non réalisées résultait de hausses des taux d'intérêt du marché et non de la détérioration de la solvabilité des émetteurs. La direction a établi que les pertes non réalisées sont de nature temporaire.

Dans aucun cas, la valeur comptable des titres d'un émetteur autre qu'une administration publique que nous détenons n'excédait, au 31 octobre 2008 ou au 31 octobre 2007, 10 % de nos capitaux propres.

Les titres divers comprennent des investissements dans des sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable, sans en avoir le contrôle. La valeur de ces investissements s'établit à 995 millions et à 962 millions de dollars au 31 octobre 2008 et 2007 respectivement.

## Évaluation de la juste valeur

Pour les titres négociés, nous considérons la valeur à la cote comme étant la juste valeur. La valeur à la cote est fondée sur les cours acheteurs, lorsqu'ils sont disponibles. Dans le cas des titres dont le cours n'est pas disponible, nous utilisons des méthodes d'estimation pour déterminer la juste valeur. Ces méthodes d'estimation comprennent l'actualisation des flux de trésorerie, l'application de modèles internes qui utilisent les données observables sur le marché, ou des comparaisons avec d'autres titres qui sont essentiellement semblables.

Dans certaines circonstances particulières, nous utilisons des modèles internes comportant des données qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables. L'analyse de sensibilité pour les éléments les plus importants évalués selon les modèles internes sans données observables est décrite ci-dessous.

Les titres disponibles à la vente comprenaient, au 31 octobre 2008, 625 millions de dollars de billets à moyen terme de Apex Trust (Apex), dont la valeur nominale s'élevait à 815 millions de dollars (voir la note 9). L'évaluation de ces billets à moyen terme a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle relatif à la valeur actualisée des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation de ces billets. Les variations des écarts de taux de crédit et les notations des swaps sur défaillance sous-jacents influent sur cette détermination. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de (14) millions et de 14 millions de dollars, respectivement. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008, l'incidence des variations de la juste valeur de notre investissement dans les billets à moyen terme de Apex sur le revenu a été une charge de 190 millions de dollars avant impôts.

Une tierce partie est exposée au risque lié aux billets à moyen terme de Apex en raison d'un swap sur rendement total conclu avec nous. L'évaluation de ce swap et des billets à moyen terme sous-jacents a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle relatif à la valeur actualisée des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation du swap et des titres sous-jacents. Les variations des écarts de taux de crédit et les notations des swaps sur défaillance sous-jacents influent sur cette détermination. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de (7) millions et de 8 millions de dollars, respectivement. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008, l'incidence des variations de la juste valeur du swap et des billets à moyen terme sous-jacents sur le revenu a été une charge de 120 millions de dollars avant impôts.

Les titres disponibles à la vente comprenaient, au 31 octobre 2008, 187 millions de dollars de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) administré par des tiers, dont la valeur nominale s'élevait à 325 millions de dollars. L'évaluation de ce PCAA a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie et à la probabilité de restructuration des entités conformément à l'Accord de Montréal, plutôt qu'en fonction de la valeur de liquidation. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle relatif à la valeur actualisée des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation du PCAA. Les variations des écarts de taux de crédit et les notations prévues des nouveaux billets influent sur cette détermination. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de (5) millions et de 5 millions de dollars, respectivement. Ce PCAA, administré par des tiers, a été transféré de la catégorie des titres de négociation à la catégorie des titres disponibles à la vente conformément à la modification de convention comptable décrite ci-dessus. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008, un montant de 14 millions de dollars avant impôts a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat étendu, et pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008, un montant de 70 millions de dollars avant impôts a été comptabilisé dans le revenu, relativement aux baisses de la juste valeur de cet investissement.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 31 octobre 2008, les sommes de 1 250 millions et de 52 millions de dollars, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total de produits structurés. L'évaluation de ces instruments dérivés a été déterminée par la direction en fonction d'estimations quant aux écarts actuels du marché pour des produits structurés similaires. L'incidence de l'hypothèse que l'écart augmente ou diminue de 10 points de base serait une variation de la juste valeur de (10) millions et de 10 millions de dollars, respectivement. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008, l'incidence des variations de la juste valeur de ces instruments dérivés sur le revenu net a été une perte de 43 millions de dollars avant impôts.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Terme à courir					2008	2007
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Total	Total
<b>Titres de négociation</b>							
Titres émis ou garantis par :							
l'administration fédérale canadienne	10 024 \$	1 421 \$	1 721 \$	616 \$	1 445 \$	15 227 \$	9 493 \$
les provinces et municipalités canadiennes	574	496	774	1 280	1 257	4 381	3 971
l'administration fédérale américaine	5 875	2 013	17	37	1 595	9 537	701
les municipalités, agences et États américains	–	7	7	43	68	125	106
les autres administrations publiques	20	154	10	–	–	184	872
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés							
à des créances immobilières avec flux groupés	–	–	–	3	–	3	–
Obligations d'entreprises	7 479	1 716	1 623	1 740	4 952	17 510	31 436
Actions d'entreprises	–	–	–	3	19 062	19 065	24 194
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>23 972</b>	<b>5 807</b>	<b>4 152</b>	<b>3 722</b>	<b>28 379</b>	<b>66 032</b>	<b>70 773</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>							
Titres émis ou garantis par :							
l'administration fédérale canadienne							
Coût après amortissement	51	910	2 227	–	–	3 188	927
Juste valeur	51	922	2 247	–	–	3 220	927
Rendement (%)	2,51	3,98	3,69	–	–	3,75	4,31
les provinces et municipalités canadiennes							
Coût après amortissement	2	2	287	–	–	291	1
Juste valeur	2	2	286	–	–	290	1
Rendement (%)	2,64	4,85	3,62	–	–	3,62	6,30
l'administration fédérale américaine							
Coût après amortissement	2 077	–	–	179	–	2 256	1 518
Juste valeur	2 078	–	–	191	–	2 269	1 523
Rendement (%)	0,42	–	–	4,62	–	0,75	4,13
les municipalités, agences et États américains							
Coût après amortissement	3 275	3 228	–	399	1 173	8 075	8 681
Juste valeur	3 278	3 231	–	405	1 180	8 094	8 684
Rendement (%)	3,56	3,77	–	5,69	5,67	4,06	5,00
les autres administrations publiques							
Coût après amortissement	36	31	40	2	–	109	96
Juste valeur	35	32	41	2	–	110	96
Rendement (%)	4,63	4,17	4,38	4,80	–	4,41	4,27
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés							
à des créances immobilières avec flux groupés – Canada 1)							
Coût après amortissement	–	–	10 956	–	–	10 956	8 882
Juste valeur	–	–	11 043	–	–	11 043	8 902
Rendement (%)	–	–	4,15	–	–	4,15	4,75
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés							
à des créances immobilières avec flux groupés – États-Unis							
Coût après amortissement	61	53	19	318	421	872	368
Juste valeur	61	53	19	317	424	874	362
Rendement (%)	3,85	4,01	5,15	4,66	5,17	4,82	4,62
Obligations d'entreprises							
Coût après amortissement	893	1 535	1 937	791	419	5 575	4 675
Juste valeur	718	1 463	1 928	792	419	5 320	4 672
Rendement (%)	3,32	5,13	1,40	4,50	4,61	3,42	3,74
Actions d'entreprises 2)							
Coût après amortissement	77	120	160	70	487	914	817
Juste valeur	77	114	158	71	475	895	843
Rendement (%)	4,93	5,60	4,86	2,49	1,44	2,99	4,27
<b>Total du coût ou du coût après amortissement</b>	<b>6 472</b>	<b>5 879</b>	<b>15 626</b>	<b>1 759</b>	<b>2 500</b>	<b>32 236</b>	<b>25 965</b>
<b>Total de la juste valeur</b>	<b>6 300</b>	<b>5 817</b>	<b>15 722</b>	<b>1 778</b>	<b>2 498</b>	<b>32 115</b>	<b>26 010</b>
<b>Rendement (%)</b>	<b>2,53</b>	<b>4,20</b>	<b>3,74</b>	<b>4,73</b>	<b>4,58</b>	<b>3,70</b>	<b>4,58</b>
<b>Titres divers</b>							
Coût	85	56	100	912	838	1 991	1 494
Juste valeur	85	56	100	912	838	1 991	1 494
<b>Total du coût ou du coût après amortissement des valeurs mobilières</b>	<b>30 529 \$</b>	<b>11 742 \$</b>	<b>19 878 \$</b>	<b>6 393 \$</b>	<b>31 717 \$</b>	<b>100 259 \$</b>	<b>98 232 \$</b>
<b>Total de la juste valeur des valeurs mobilières</b>	<b>30 357 \$</b>	<b>11 680 \$</b>	<b>19 974 \$</b>	<b>6 412 \$</b>	<b>31 715 \$</b>	<b>100 138 \$</b>	<b>98 277 \$</b>
<b>Total par devise</b> (équivalent en dollars canadiens)							
Dollar canadien	15 815	4 744	18 824	4 368	14 888	58 639	57 206
Dollar américain	14 242	5 860	589	1 675	16 649	39 015	35 947
Autres devises	300	1 076	561	369	178	2 484	5 124
<b>Total des valeurs mobilières</b>	<b>30 357 \$</b>	<b>11 680 \$</b>	<b>19 974 \$</b>	<b>6 412 \$</b>	<b>31 715 \$</b>	<b>100 138 \$</b>	<b>98 277 \$</b>

1) Ces montants sont étayés de prêts hypothécaires garantis.

2) Le terme à courir des actions privilégiées est établi d'après les dates de révision des taux des dividendes. Le terme à courir des autres titres de participation est présumé être de plus de dix ans, à moins d'indication contraire.

Les taux de rendement indiqués dans le tableau ci-dessus sont calculés en fonction du coût ou du coût après amortissement des titres et des taux d'intérêt contractuels ou de dividende stipulé de chaque titre, que nous rajustons pour tenir compte de l'amortissement des primes et des escomptes.

Il n'est pas tenu compte des effets fiscaux. Le classement ci-dessus des titres selon le terme à courir est établi d'après l'échéance contractuelle des titres. Le terme à courir des titres adossés à des créances immobilières et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés est établi d'après la moyenne des échéances prévues. Les échéances réelles peuvent différer car les émetteurs peuvent avoir le droit de rembourser leurs obligations avant l'échéance. Les titres qui ne comportent pas d'échéance sont classés dans la catégorie des titres dont l'échéance est supérieure à dix ans.

**Gains et pertes non réalisés**

(en millions de dollars canadiens)

	Titres disponibles à la vente et titres divers				Titres disponibles à la vente et titres divers			
	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	3 233 \$	31 \$	– \$	3 264 \$	927 \$	– \$	– \$	927 \$
les provinces et municipalités canadiennes	291	–	1	290	1	–	–	1
l'administration fédérale américaine	2 256	13	–	2 269	1 518	6	1	1 523
les municipalités, agences et États américains	8 075	37	18	8 094	8 681	20	17	8 684
les autres administrations publiques	109	1	–	110	96	–	–	96
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés – Canada 1)	10 956	87	–	11 043	8 882	20	–	8 902
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés – États-Unis	872	7	4	875	368	–	6	362
Obligations d'entreprises 2)	5 896	41	296	5 641	4 779	18	21	4 776
Actions d'entreprises 2)	2 539	14	33	2 520	2 207	29	3	2 233
<b>Total</b>	<b>34 227 \$</b>	<b>231 \$</b>	<b>352 \$</b>	<b>34 106 \$</b>	<b>27 459 \$</b>	<b>93 \$</b>	<b>48 \$</b>	<b>27 504 \$</b>

1) Ces montants sont étayés de prêts hypothécaires garantis.

2) Les pertes non réalisées comprennent des pertes qui s'élevaient à 169 millions de dollars pour les obligations d'entreprises et à 14 millions de dollars pour les actions d'entreprises et qui sont liées aux titres transférés des titres de négociation en date du 1<sup>er</sup> août 2008.**Pertes non réalisées**

(en millions de dollars canadiens)

	Titres disponibles à la vente en situation de pertes non réalisées durant				Titres disponibles à la vente en situation de pertes non réalisées durant			
	moins de 12 mois		12 mois ou plus		moins de 12 mois		12 mois ou plus	
	Pertes brutes non réalisées	Pertes brutes non réalisées	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur	Pertes brutes non réalisées	Pertes brutes non réalisées	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
les provinces et municipalités canadiennes	1	–	1	–	–	–	–	–
l'administration fédérale américaine	–	–	–	718	1	–	1	301
les municipalités, agences et États américains	18	–	18	4 963	11	6	17	2 453
les autres administrations publiques	–	–	–	28	–	–	–	56
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés – Canada 1)	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés – États-Unis	3	1	4	391	–	6	6	253
Obligations d'entreprises	290	6	296	2 299	20	1	21	1 411
Actions d'entreprises	33	–	33	109	2	1	3	86
<b>Total</b>	<b>345 \$</b>	<b>7 \$</b>	<b>352 \$</b>	<b>8 508 \$</b>	<b>34 \$</b>	<b>14 \$</b>	<b>48 \$</b>	<b>4 560 \$</b>

1) Ces montants sont étayés de prêts hypothécaires garantis.

Le revenu provenant des valeurs mobilières a été constaté comme suit dans nos états financiers consolidés :

(en millions de dollars canadiens)

	2008	2007	2006
<b>Constatation dans l'état consolidé des résultats :</b>			
<b>Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>			
Titres de négociation	1 459 \$	1 631 \$	1 789 \$
Titres disponibles à la vente	1 682	1 439	369
Titres divers	65	83	–
	<b>3 206 \$</b>	<b>3 153 \$</b>	<b>2 158 \$</b>
<b>Revenu autre que d'intérêts</b>			
Titres disponibles à la vente			
Gains bruts réalisés	99 \$	148 \$	137 \$
Pertes brutes réalisées	(106)	(16)	(12)
Gains nets réalisés et non réalisés sur les titres divers	16	132	29
Dévaluations pour perte de valeur	(324)	(18)	(9)
Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation	<b>(315)\$</b>	246 \$	145 \$
Gains (pertes) nets réalisés et non réalisés sur les titres de négociation	<b>(718)\$</b>	(38)\$	305 \$
<b>Revenu total provenant des valeurs mobilières</b>	<b>2 173 \$</b>	<b>3 361 \$</b>	<b>2 608 \$</b>

Certains chiffres de l'exercice 2007 ont été réclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

## Note 4 : Prêts, engagements de clients aux termes d'acceptations et provision pour pertes sur créances

### Modification de la convention comptable

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant les prêts. En vertu de ces nouvelles règles, nous devons amortir les frais reportés de montage de prêts en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Nous comptabilisons cet amortissement dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste prêts, sur la durée de vie des prêts établis. En vertu de la méthode du taux d'intérêt effectif, le montant constaté varie tout au long de la durée du prêt en fonction du capital qui reste à rembourser. Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, des montants égaux relatifs aux frais de montage étaient constatés pour chacun des exercices de la durée de vie du prêt établi.

Au 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons rajusté nos frais de montage reportés afin de refléter le solde qui aurait été obtenu si nous avions toujours constaté ces frais selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence a été une diminution des prêts, au poste prêts hypothécaires à l'habitation, de 87 millions de dollars, une diminution du passif d'impôts futurs de 30 millions de dollars et une diminution des bénéfices non répartis de 57 millions de dollars.

### Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, tel qu'il est décrit ci-dessus. Selon cette méthode, le revenu d'intérêts est réparti sur la durée prévue du prêt en appliquant le taux d'intérêt effectif à la valeur comptable du prêt. Le taux d'intérêt effectif est défini comme le taux qui actualise exactement les rentrées de trésorerie futures estimatives sur la durée de vie prévue du prêt. Le traitement du revenu d'intérêts pour les prêts douteux est décrit ci-après.

Les titres pris en pension ou empruntés représentent les montants que nous recevrons du fait de notre engagement à revendre aux vendeurs d'origine les titres que nous avons achetés, à une date et à un prix prédéterminés. Nous comptabilisons ces instruments comme des prêts.

### Commissions sur prêts

Le traitement comptable des commissions sur prêts varie selon la transaction. Les commissions relatives au montage, à la restructuration et à la renégociation de prêts sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt. Les commissions d'engagement sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt, sauf si nous avons lieu de croire que notre engagement ne sera pas utilisé. Dans ce dernier cas, la commission d'engagement est portée aux commissions sur prêts pendant la période d'engagement. Les commissions de syndication de prêts sont portées aux commissions sur prêts lorsque la syndication est terminée, à moins que le rendement d'un prêt dont nous avons conservé la gestion soit inférieur au rendement obtenu par d'autres prêteurs comparables participant au financement. Dans ce dernier cas, une portion appropriée de la commission de syndication est comptabilisée comme revenu d'intérêts sur la durée du prêt.

### Engagements de clients aux termes d'acceptations

Les acceptations représentent une forme d'instrument d'emprunt à court terme négociable émis par nos clients, que nous garantissons en contrepartie de commissions d'acceptation. Nous disposons de créances compensatoires, totalisant le montant des acceptations, contre nos clients en cas d'appels au remboursement visant ces engagements. Le montant dû aux termes d'une acceptation est comptabilisé dans les passifs divers et notre créance correspondante est comptabilisée comme un prêt dans notre bilan consolidé.

Les commissions gagnées sont comptabilisées dans les commissions sur prêts dans l'état consolidé des résultats.

### Prêts douteux

Nous classons les prêts hypothécaires à l'habitation comme douteux lorsque les versements prévus par contrat sont échus depuis 90 jours, ou un an si le prêt est garanti par l'administration fédérale canadienne. Les prêts sur cartes de crédit sont classés comme douteux et immédiatement radiés lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont échus depuis 180 jours. Les prêts à tempérament aux particuliers, les autres prêts aux particuliers et certains prêts aux petites entreprises sont classés comme douteux lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont échus depuis 90 jours, et ils sont normalement radiés lorsque les versements sont échus depuis un an.

Les prêts aux entreprises sont classés comme douteux lorsque nous ne sommes plus raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus, ou lorsque les versements sont échus depuis 90 jours, ou encore, dans le cas des prêts entièrement garantis, lorsque les versements sont échus depuis 180 jours.

Nous ne comptabilisons pas de revenu d'intérêts sur les prêts classés dans la catégorie des prêts douteux, et tout revenu d'intérêts comptabilisé et impayé est contrepassé et déduit du revenu d'intérêts.

Les versements sur les prêts aux entreprises qui ont été classés dans la catégorie des prêts douteux sont affectés d'abord au remboursement des frais de recouvrement, du capital et de toutes les radiations ou provisions antérieures, et tout montant restant est alors comptabilisé comme revenu d'intérêts. Les versements sur les prêts qui sont des prêts à tempérament aux particuliers et qui sont classés dans la catégorie des prêts douteux sont affectés d'abord à l'intérêt impayé, puis au solde du capital.

Un prêt est de nouveau classé dans la catégorie des prêts productifs lorsque nous sommes raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer en temps opportun la totalité du capital et de l'intérêt conformément aux modalités du prêt, et que le prêt en question ne correspond plus à aucun des critères des prêts douteux.

À l'occasion, nous restructurons un prêt en raison de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. Si le prêt cesse d'être considéré comme douteux, l'intérêt sur ce prêt restructuré est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

### Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit (tel que nous l'expliquons à la note 5). La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers à notre bilan consolidé.

La provision est constituée des deux composantes suivantes :

#### Provisions spécifiques

Ces provisions sont comptabilisées pour des prêts spécifiques afin de ramener leur valeur comptable au montant que nous prévoyons recouvrer sur ces prêts. Nous réexaminons régulièrement nos prêts et acceptations pour déterminer si certains prêts devraient être classés comme douteux et, le cas échéant, faire l'objet d'une provision ou d'une radiation (autres que les prêts à tempérament aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit qui sont radiés dans certaines conditions, tel que nous l'expliquons sous la rubrique Prêts douteux). Notre révision des prêts-problèmes est exécutée au moins une fois par trimestre par nos gestionnaires de comptes, qui évaluent les possibilités de recouvrement ultime et les montants estimatifs de recouvrement des prêts concernés, en tenant compte de tous les événements et conditions qu'ils jugent pertinents à la situation du prêt. Cette évaluation est ensuite examinée et approuvée par un agent de crédit indépendant.

Pour déterminer le montant de recouvrement estimatif d'un prêt douteux, nous utilisons la valeur des flux de trésorerie futurs estimatifs actualisés au taux effectif inhérent au prêt. Lorsque les montants et le moment des flux de trésorerie futurs ne peuvent être estimés de manière raisonnablement fiable, le montant de recouvrement estimatif est déterminé soit au moyen de la juste valeur des sûretés sous-jacentes au prêt, déduction faite des coûts de réalisation prévus et des montants dont la loi exige le versement à l'emprunteur, soit au moyen du cours du marché observable pour le prêt. La sûreté peut varier selon la catégorie de prêts et peut comprendre des espèces, des titres, des biens immobiliers, des comptes clients, des garanties, des stocks ou d'autres immobilisations.

#### Provision générale

Nous maintenons une provision générale pour couvrir toute perte de valeur qui, dans le portefeuille de prêts actuel, ne peut encore être liée à des prêts en particulier. Notre démarche à l'égard de l'établissement et du maintien de la provision générale est fondée sur la ligne directrice qui a été publiée par le BSIF.

La provision générale est réexaminée trimestriellement. Pour déterminer le niveau approprié de cette provision, un certain nombre de facteurs sont considérés, notamment un modèle de provision générale qui applique les taux historiques de perte prévue et de perte non prévue aux soldes existants en tenant compte de la sensibilité aux cotes de risque, aux secteurs d'activité et aux produits de crédit. Les résultats du modèle sont ensuite examinés en tenant compte du niveau de la provision existante, ainsi que du jugement de la direction concernant la qualité du portefeuille, la répartition selon les secteurs, la conjoncture économique et les conditions du marché du crédit.

**Dotation à la provision pour pertes sur créances**

Les changements à la valeur de notre portefeuille de prêts résultant de pertes reliées au crédit ou du recouvrement de sommes ayant déjà fait l'objet de

provisions ou de radiations sont inclus dans la dotation à la provision pour pertes sur créances inscrite à notre état consolidé des résultats.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts, y compris les engagements de clients aux termes d'acceptations, et de la provision pour pertes sur créances par catégorie de prêts :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Au 31 octobre										
Montant brut à la fin de l'exercice	<b>49 343 \$</b>	52 429 \$	<b>45 857 \$</b>	37 682 \$	<b>84 151 \$</b>	62 650 \$	<b>9 358 \$</b>	12 389 \$	<b>188 709 \$</b>	165 150 \$
Provision spécifique au début de l'exercice	<b>14 \$</b>	5 \$	<b>1 \$</b>	1 \$	<b>142 \$</b>	147 \$	<b>– \$</b>	– \$	<b>157 \$</b>	153 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>5</b>	11	<b>332</b>	218	<b>733</b>	74	<b>–</b>	–	<b>1 070</b>	303
Recouvrements	<b>–</b>	–	<b>91</b>	72	<b>23</b>	19	<b>–</b>	–	<b>114</b>	91
Radiations	<b>(6)</b>	(2)	<b>(422)</b>	(287)	<b>(542)</b>	(102)	<b>–</b>	–	<b>(970)</b>	(391)
Écarts de change et autres	<b>–</b>	–	<b>–</b>	(3)	<b>55</b>	4	<b>–</b>	–	<b>55</b>	1
Provision spécifique à la fin de l'exercice	<b>13</b>	14	<b>2</b>	1	<b>411</b>	142	<b>–</b>	–	<b>426</b>	157
Provision générale au début de l'exercice	<b>11</b>	23	<b>327</b>	340	<b>517</b>	506	<b>43</b>	36	<b>898</b>	905
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>(3)</b>	(12)	<b>(85)</b>	(13)	<b>350</b>	68	<b>(2)</b>	7	<b>260</b>	50
Écarts de change et autres	<b>–</b>	–	<b>–</b>	–	<b>163</b>	(57)	<b>–</b>	–	<b>163</b>	(57)
Provision générale à la fin de l'exercice	<b>8</b>	11	<b>242</b>	327	<b>1 030</b>	517	<b>41</b>	43	<b>1 321</b>	898
Provision totale	<b>21 \$</b>	25 \$	<b>244 \$</b>	328 \$	<b>1 441 \$</b>	659 \$	<b>41 \$</b>	43 \$	<b>1 747 \$</b>	1 055 \$
Montant net à la fin de l'exercice	<b>49 322 \$</b>	52 404 \$	<b>45 613 \$</b>	37 354 \$	<b>82 710 \$</b>	61 991 \$	<b>9 317 \$</b>	12 346 \$	<b>186 962 \$</b>	164 095 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, des prêts restructurés pour un montant de 3 millions de dollars ont été classés comme productifs (3 millions en 2007). Aucun prêt restructuré n'a été radié au cours des exercices terminés le 31 octobre 2008 et 2007.

Au 31 octobre 2008, les prêts comprenaient des prêts libellés en dollars américains d'une valeur de 78 782 millions de dollars (56 356 millions en 2007) et des prêts libellés en d'autres devises d'une valeur de 2 608 millions de dollars (1 909 millions en 2007).

Le tableau ci-dessous fait état de la répartition géographique des prêts, y compris les engagements de clients aux termes d'acceptations, et de la provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars canadiens)	Solde brut		Provision spécifique		Provision générale		Solde net	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Répartition géographique 1) :								
Canada	<b>139 849 \$</b>	145 765 \$	<b>129 \$</b>	105 \$	<b>579 \$</b>	587 \$	<b>139 141 \$</b>	145 073 \$
États-Unis	<b>64 975</b>	51 634	<b>256</b>	51	<b>742</b>	311	<b>63 977</b>	51 272
Autres pays	<b>11 918</b>	4 844	<b>41</b>	1	<b>–</b>	–	<b>11 877</b>	4 843
Total	<b>216 742 \$</b>	202 243 \$	<b>426 \$</b>	157 \$	<b>1 321 \$</b>	898 \$	<b>214 995 \$</b>	201 188 \$

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts douteux, y compris les provisions correspondantes :

(en millions de dollars canadiens)	Solde brut des prêts douteux		Provision spécifique		Solde, déduction faite de la provision spécifique	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Prêts hypothécaires à l'habitation	<b>224 \$</b>	126 \$	<b>13 \$</b>	14 \$	<b>211 \$</b>	112 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	<b>182</b>	55	<b>2</b>	1	<b>180</b>	54
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	<b>1 981</b>	539	<b>411</b>	142	<b>1 570</b>	397
Total	<b>2 387 \$</b>	720 \$	<b>426 \$</b>	157 \$	<b>1 961 \$</b>	563 \$
Répartition géographique 1) :						
Canada	<b>803 \$</b>	454 \$	<b>129 \$</b>	105 \$	<b>674 \$</b>	349 \$
États-Unis	<b>1 494</b>	262	<b>256</b>	51	<b>1 238</b>	211
Autres pays	<b>90</b>	4	<b>41</b>	1	<b>49</b>	3
Total	<b>2 387 \$</b>	720 \$	<b>426 \$</b>	157 \$	<b>1 961 \$</b>	563 \$

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le solde des prêts entièrement garantis en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'ont pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 68 millions et à 58 millions de dollars au 31 octobre 2008 et 2007 respectivement.

**Biens saisis**

Les biens que nous avons obtenus d'emprunteurs en règlement de leurs prêts sont comptabilisés à leur juste valeur et classés comme détenus à des fins d'utilisation ou à des fins de vente, selon les intentions de la direction. La juste valeur est déterminée d'après les prix du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Sinon, elle est déterminée selon d'autres méthodes, comme l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie, ou selon les prix du marché pour des actifs similaires.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, des prêts douteux ont donné lieu à des saisies dans le cadre desquelles nous avons reçu 45 millions de dollars de biens immobiliers que nous avons classés comme détenus à des fins de vente (aucun prêt douteux n'a donné lieu à une saisie de biens en 2007). Les biens classés comme détenus à des fins de vente sont cédés de manière ordonnée.

Notre solde brut moyen des prêts et acceptations douteux s'élevait à 1 568 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 (677 millions en 2007). Notre solde moyen des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique, s'élevait à 1 245 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 (516 millions en 2007).

Si nous n'avions classé aucun prêt comme douteux au cours des exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006, nous aurions constaté un revenu d'intérêts supplémentaire de 102 millions, 43 millions et 45 millions de dollars respectivement pour ces exercices. Nous n'avons constaté aucun revenu d'intérêts en espèces sur prêts douteux pour les exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006.

**Vente de prêts douteux**

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous avons comptabilisé un gain net à la vente de prêts douteux de 2 millions de dollars (12 millions en 2007).

## Note 5 : Autres instruments de crédit

Nous utilisons d'autres instruments de crédit hors bilan pour répondre aux besoins financiers de nos clients. Les types d'instruments que nous utilisons sont décrits ci-dessous :

- Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'une autre partie, si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires comprennent notre cautionnement pour la dette d'une filiale envers un tiers.
- Les prêts de titres représentent, dans le cas où nous prêtons à des tiers nos propres titres ou des titres appartenant à un client, notre risque de crédit lié à la possibilité que l'emprunteur ne s'acquitte pas de son obligation de restituer les titres.
- Les crédits documentaires et les lettres de crédit commerciales représentent notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités.
- Les crédits fermes représentent notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, des crédits sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

Le montant contractuel de nos autres instruments de crédit représente le risque de crédit non actualisé maximal lié à la possibilité que la contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions du contrat, avant tout montant qui pourrait être recouvré en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une sûreté. Les sûretés exigées relativement à ces instruments sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts.

La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Nous nous efforçons de limiter le risque de crédit en faisant affaire seulement avec des contreparties que nous considérons comme solvables et nous gérons notre risque de crédit lié aux autres instruments de crédit selon le même processus de gestion du risque de crédit que nous appliquons aux prêts et aux autres formes de crédit.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sommaires sur divers engagements :

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007
	Montant contractuel	Montant contractuel
<b>Instruments de crédit</b>		
Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires	15 270 \$	12 395 \$
Prêts de titres	1 038	1 834
Crédits documentaires et lettres de crédit commerciales	1 841	1 301
Crédits fermes		
– Échéance initiale de un an ou moins	41 113	66 126
– Échéance initiale supérieure à un an	39 995	28 372
<b>Total</b>	<b>99 257 \$</b>	<b>110 028 \$</b>

## Note 6 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

### Risque de crédit et de contrepartie

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face. Nos pratiques de gestion et principales mesures des risques sont présentées en caractères de couleur bleue dans le texte et les tableaux du Rapport de gestion, aux pages 76 et 77 du présent Rapport annuel. D'autres renseignements sur le risque de crédit lié aux prêts et aux instruments dérivés sont présentés respectivement aux notes 4 et 10.

### Concentration du risque de crédit et de contrepartie

Il y a concentration du risque de crédit si de nombreux clients exercent des activités similaires, sont situés dans la même région ou ont des caractéristiques économiques semblables, de sorte que les changements dans les conditions économiques, politiques ou autres sont susceptibles d'influer de manière similaire sur leur capacité de s'acquitter de leurs obligations contractuelles. Les situations de concentration du risque de crédit montrent la sensibilité de notre rendement aux conditions influant sur une contrepartie, un secteur d'activité ou une région en particulier. À la fin de l'exercice, notre portefeuille de prêts était bien diversifié et comprenait des millions de clients, qui sont en majorité des particuliers et des petites et moyennes entreprises.

Dans l'optique de nos secteurs d'activité, notre risque le plus important à la fin de l'exercice était lié au secteur des institutions financières, qui comprenait 128 milliards de dollars dont une proportion de 50 % était constituée de transactions garanties de mise en pension à court terme.

### Dispositif Bâle II

Le 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté un nouveau dispositif réglementaire de gestion du capital, l'Accord de Bâle II, qui remplace l'Accord de Bâle I qui avait été utilisé au cours des 20 années précédentes. Le nouveau cadre favorise l'adoption de pratiques de gestion des risques plus rigoureuses. En vertu de ce cadre, l'exposition en cas de défaut est utilisée pour évaluer le risque de crédit et de contrepartie. Les expositions en cas de défaut sont classées selon les catégories suivantes :

- Les prêts utilisés comprennent les prêts, les acceptations et les dépôts auprès d'institutions financières réglementées ainsi que certaines valeurs mobilières. L'exposition en cas de défaut relative aux prêts utilisés correspond au montant utilisé, majoré des dotations aux provisions spécifiques et des radiations.
- Les engagements inutilisés comprennent toutes les autorisations inutilisées, y compris celles qui sont révocables sans condition. L'exposition en cas de défaut relative aux engagements inutilisés est fondée sur la meilleure estimation que la direction peut en faire.
- Les instruments dérivés négociés sur le marché hors cote comprennent les instruments d'intermédiation bancaire seulement, lesquels comportent un risque de crédit en plus d'un risque de marché. L'exposition en cas de défaut relative aux instruments dérivés négociés sur le marché hors cote est égale à la valeur de remplacement nette brute, majorée du montant de tout risque de crédit potentiel.
- Les autres éléments hors bilan comprennent des éléments comme les cautionnements bancaires, les lettres de crédit de soutien et les crédits documentaires. L'exposition en cas de défaut relative aux autres éléments hors bilan est fondée sur la meilleure estimation que la direction peut en faire.
- Les transactions de type mise en pension comprennent les mises en pension, les prises en pension et les prêts de titres, lesquels comportent des expositions relatives à la fois à l'actif et au passif. L'exposition en cas de défaut relative aux transactions de type mise en pension correspond au montant utilisé, majoré des radiations.
- Le montant ajusté de l'exposition en cas de défaut correspond au montant de l'exposition en cas de défaut qui a été redistribuée selon une tranche de probabilité de défaut plus favorable ou reclassée dans une différente catégorie d'actifs, selon le classement de Bâle, par suite de l'ajout d'une garantie.

Au 31 octobre 2008, notre exposition totale en cas de défaut, liée à des activités autres que de négociation, par secteur d'activité, selon le classement de Bâle II s'établit comme suit :

### Risque de crédit par secteur d'activité

(en millions de dollars canadiens)	Montants utilisés	Engagements (inutilisés)	Instruments dérivés négociés sur le marché hors cote	Autres éléments hors bilan	Transactions de type mise en pension	Total
Institutions financières	41 808 \$	16 024 \$	133 \$	5 348 \$	64 282 \$	127 595 \$
Administrations publiques	11 142	1 458	–	301	5 159	18 060
Secteur manufacturier	10 186	6 787	–	2 045	–	19 018
Secteur immobilier	14 613	1 561	–	1 508	–	17 682
Commerce de détail	5 302	2 432	–	588	–	8 322
Services	17 282	3 565	–	2 424	453	23 724
Commerce de gros	4 462	2 005	–	343	–	6 810
Industries pétrolière et gazière	6 207	4 600	–	692	–	11 499
Particuliers	91 602	26 936	–	2	–	118 540
Autres 1)	31 640	8 570	67	3 924	–	44 201
<b>Total de l'exposition en cas de défaut</b>	<b>234 244 \$</b>	<b>73 938 \$</b>	<b>200 \$</b>	<b>17 175 \$</b>	<b>69 894 \$</b>	<b>395 451 \$</b>

1) Comprend les secteurs comportant une exposition totale inférieure à 2 %.

D'autres renseignements sur notre risque de crédit lié aux prêts, par région et par contrepartie, sont présentés à la note 4.

### Qualité du crédit

Nous attribuons des cotes de risque en nous fondant sur les probabilités que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le processus que nous suivons pour attribuer des cotes de risque est présenté en caractères de couleur bleue dans le texte du Rapport de gestion, à la page 76 du présent Rapport annuel.

Les tableaux suivants, établis selon les classements de Bâle II, présentent le risque de crédit de nos services de détail et de gros par cote de risque, d'après le montant ajusté de l'exposition en cas de défaut, au 31 octobre 2008. Le secteur des services de gros comprend tous les prêts qui ne sont pas classés dans les services de détail.

### Risque de crédit des services de gros, par cote de risque

(en millions de dollars canadiens)	Utilisés	Non utilisés 1)	Risque total
Catégorie investissement	96 354 \$	34 536 \$	130 890 \$
Catégorie spéculative	35 794	7 898	43 692
Liste de surveillance	1 735	495	2 230
Défaut	1 503	72	1 575
<b>Total</b>	<b>135 386 \$</b>	<b>43 001 \$</b>	<b>178 387 \$</b>

1) Les montants non utilisés comprennent des expositions sans engagement pour un montant de 16 329 millions de dollars.

### Risque de crédit (montants utilisés) des services de détail, par portefeuille et cote de risque

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation et marges de crédit sur valeur domiciliaire	Prêts renouvelables admissibles 1)	Autres prêts aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises
Profil de risque (probabilité de défaut) :			
Bas (> 0 % à 0,75 %)	23 681 \$	5 321 \$	9 601 \$
Moyen (> 0,75 % à 7,00 %)	1 782	1 170	2 410
Élevé (> 7,00 % à 99,99 %)	664	190	135
Défaut (100 %)	92	27	41
<b>Total</b>	<b>26 219 \$</b>	<b>6 708 \$</b>	<b>12 187 \$</b>

1) Les prêts renouvelables admissibles comprennent les expositions relatives aux prêts aux particuliers renouvelables, non garantis et non engagés jusqu'à concurrence de 125 000 dollars pour un seul individu.

### Prêts en souffrance non classés douteux

Les prêts en souffrance mais non classés comme douteux sont des prêts dont les titulaires n'ont pas fait les paiements dans les délais stipulés dans

le contrat, mais pour lesquels la direction s'attend à percevoir la totalité du capital et de l'intérêt. Le tableau suivant fait état des prêts en souffrance non classés comme douteux, au 31 octobre 2008 :

### Prêts en souffrance non classés douteux

(en millions de dollars canadiens)	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	396 \$	319 \$	48 \$	763 \$
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	1 454	284	65	1 803
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 869	1 162	50	3 081
Engagements de clients aux termes d'acceptations	–	151	–	151
<b>Total</b>	<b>3 719 \$</b>	<b>1 916 \$</b>	<b>163 \$</b>	<b>5 798 \$</b>

### Échéances des prêts et sensibilité aux taux d'intérêt

Le tableau ci-dessous présente le solde brut des prêts et acceptations en fonction de leur échéance contractuelle et du pays où le risque ultime est assumé :

(en millions de dollars canadiens)	Échéance de un an ou moins	Échéance de un an à cinq ans	Échéance de plus de cinq ans	Total 2008	Total 2007
Canada					
Particuliers	19 044 \$	44 924 \$	6 175 \$	70 143 \$	72 533 \$
Entreprises (sauf le secteur immobilier)	29 602	14 946	1 929	46 477	63 277
Secteur immobilier commercial	18 753	3 021	1 455	23 229	9 955
États-Unis	17 590	27 677	19 708	64 975	51 634
Autres pays	5 469	6 217	232	11 918	4 844
<b>Total</b>	<b>90 458 \$</b>	<b>96 785 \$</b>	<b>29 499 \$</b>	<b>216 742 \$</b>	<b>202 243 \$</b>

Le tableau ci-dessous présente le solde net des prêts et acceptations par catégories fondées sur la sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt :

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007
Taux fixe	66 257 \$	66 117 \$
Taux variable	137 445	121 530
Non sensible aux taux d'intérêt 1)	11 293	13 541
<b>Total</b>	<b>214 995 \$</b>	<b>201 188 \$</b>

1) Les prêts et acceptations non sensibles aux taux d'intérêt représentent les engagements de clients aux termes d'acceptations.

### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défauts. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

Nos pratiques de gestion et principales mesures à l'égard du risque de marché sont présentées en caractères de couleur bleue dans le texte et les tableaux de la section Gestion des risques du Rapport de gestion, aux pages 77 à 80 du présent Rapport annuel.

### Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantissements, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement comprend notamment les éléments suivants :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, notamment le Comité de gestion du bilan, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;
- un groupe de surveillance indépendant au sein de la Direction de la trésorerie;
- une structure de limites approuvée par le Comité d'évaluation des risques visant à soutenir le maintien d'une position solide en matière de liquidités;
- des processus et des modèles efficaces pour assurer la surveillance et la gestion du risque;
- des mesures de contrôle rigoureuses à l'égard des processus et des modèles, ainsi que de leur utilisation;
- un cadre d'analyse de simulations de conditions d'exploitation extrêmes;
- des plans d'urgence pour faciliter la gestion en cas de crise.

Nous pratiquons une gestion active du risque de liquidité et de financement à l'échelle mondiale en détenant en tout temps des actifs liquides supérieurs à

un niveau minimal établi. Les actifs liquides comprennent les actifs non grevés d'une grande qualité de crédit qui sont négociables, qui peuvent être donnés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en espèces à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins en matière de liquidités et de financement. Les actifs liquides sont détenus dans les portefeuilles liés à nos activités de négociation ou regroupés en lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont maintenus pour faire face aux situations d'urgence. Les besoins en matière de liquidités et de financement se composent de sorties de fonds prévues et potentielles qui découlent d'obligations de remboursement de dépôts qui sont retirés ou qui ne sont pas renouvelés, et de la nécessité de financer la croissance de l'actif, les investissements stratégiques, les avances sur les arrangements hors bilan et autres instruments de crédit, ainsi que les achats de garanties pour nantissement. Les besoins en matière de liquidités et de financement sont évalués dans différents marchés, contextes économiques et politiques, et situations propres à l'organisation, prévus et extrêmes, afin de déterminer le montant minimal d'actifs liquides à détenir en tout temps.

Le ratio de liquidité, le niveau des dépôts de base et le ratio des dépôts de clients et du capital sur le total des prêts sont trois des mesures que nous utilisons pour évaluer le risque de liquidité et de financement.

Le ratio de liquidité représente la valeur totale de l'encaisse et des valeurs mobilières, exprimée en pourcentage de l'actif total. Au 31 octobre 2008, notre ratio de liquidité s'établissait à 29,1 % (33,1 % en 2007).

Les dépôts de base sont constitués des soldes des comptes courants et d'épargne des particuliers, ainsi que des dépôts à terme relativement peu élevés (100 000 \$ ou moins). Les dépôts de base en dollars canadiens totalisaient 85,8 milliards de dollars à la fin de l'exercice (75,9 milliards en 2007) et les dépôts de base en dollars américains et autres devises totalisaient 32,8 milliards de dollars américains à la fin de l'exercice (25,1 milliards de dollars américains en 2007).

Notre masse de dépôts de clients, combinée à notre important capital de base, réduit nos exigences en matière de financement à partir des dépôts de gros. Les dépôts de clients et le capital égalaient 94,2 % des prêts (à l'exclusion des titres pris en pension ou empruntés) à la fin de l'exercice (93,3 % en 2007).

Notre philosophie en matière de financement à partir des dépôts de gros est de financer les prêts avec les dépôts de gros à long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) pour une meilleure correspondance avec les termes à court des prêts. Les dépôts de gros qui soutiennent les actifs liquides liés aux activités de négociation et de prise ferme et les titres disponibles à la vente sont généralement à plus court terme (terme de moins de deux ans). La diversification de nos sources de financement à partir des dépôts de gros est un important élément de notre stratégie globale de gestion des liquidités. Conformément à nos lignes directrices internes, les sources de financement à partir de nos dépôts de gros sont diversifiées par client, type, marché, échéance, devise et région.

### Échéances contractuelles des passifs financiers

Les passifs financiers sont constitués de passifs liés aux activités de négociation et de passifs liés à des activités autres que de négociation. Comme les passifs compris dans les portefeuilles de négociation sont généralement détenus pour de courtes périodes, ils ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessous.

Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles des passifs liés à des activités autres que de négociation au 31 octobre 2008 :

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance fixe	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>						
Dépôts 1)	116 297 \$	26 146 \$	8 942 \$	5 767 \$	99 448 \$	256 600 \$
Obligations dérivées	345	603	320	294	–	1 562
Dette subordonnée	368	693	434	5 408	–	6 903
Titres d'une fiducie de capital	78	868	413	–	–	1 359
Actions privilégiées classées dans le passif	253	–	–	–	–	253
Autres passifs financiers	41 167	228	265	3 560	42	45 262
	158 508	28 538	10 374	15 029	99 490	311 939
<b>Obligations hors bilan</b>						
Crédits fermes	41 113	21 270	16 953	1 772	–	81 108
Contrats de location-exploitation	211	337	233	629	–	1 410
Obligations d'achat 2)	296	589	491	266	–	1 642
	41 620	22 196	17 677	2 667	–	84 160
<b>Total</b>	<b>200 128 \$</b>	<b>50 734 \$</b>	<b>28 051 \$</b>	<b>17 696 \$</b>	<b>99 490 \$</b>	<b>396 099 \$</b>

1) Exclut les versements d'intérêts.

2) Nous avons conclu cinq contrats d'externalisation. En 2008, nous avons conclu un contrat de cinq ans, comportant des options de renouvellement de cinq ans, avec un fournisseur externe, contrat qui nous confère le droit d'émettre des Air Miles au Canada pour nos clients. En 2007, nous avons conclu un contrat de cinq ans, comportant une option de prolongation de deux ans, avec un fournisseur externe pour des services de gestion des installations de nos succursales canadiennes. En 2006, nous avons conclu un contrat de six ans avec un fournisseur externe pour des services de maintenance et de développement des systèmes d'applications. En 2003, nous avons conclu un contrat de dix ans avec un fournisseur externe pour des services de traitement transactionnel en matière de gestion des ressources humaines. En 2000, nous avons conclu un contrat de cinq ans, comportant deux options de renouvellement de cinq ans, avec un fournisseur externe pour la gestion de notre système de traitement de chèques et de règlement des factures, y compris l'impression des relevés et des rapports connexes. Tous les contrats d'externalisation peuvent être résiliés avec préavis.

Les soldes indiqués dans le tableau ci-dessus pour les instruments financiers inscrits au bilan ne correspondent pas à ceux indiqués dans nos états financiers consolidés car le tableau ci-dessus intègre tous les flux de trésorerie, sur une base non actualisée, y compris le capital et les intérêts.

## Note 7 : Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties. Les garanties comprennent les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements à une contrepartie, à la suite de changements dans la valeur d'un actif, d'un passif ou d'un titre de participation détenu par la contrepartie dus aux variations d'un taux d'intérêt ou de change sous-jacent ou d'une autre variable. En outre, les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements si un tiers ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions d'un contrat et les contrats en vertu desquels nous fournissons des garanties indirectes à l'égard des obligations d'une autre partie sont considérés comme des garanties.

Les principaux types de garanties sont présentés ci-dessous.

### Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement d'effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie, si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 15 270 millions de dollars au 31 octobre 2008 (12 395 millions en 2007). Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts.

Au 31 octobre 2008 et 2007, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

### Concours et autres facilités de trésorerie

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 32 806 millions de dollars au 31 octobre 2008 (39 428 millions en 2007). Au 31 octobre 2008, une somme de 1 143 millions de dollars avait été utilisée conformément aux modalités des concours de trésorerie (16 millions en 2007). De cette somme, 1 025 millions de dollars (851 millions de dollars américains) avaient trait aux entités à détenteurs de droits variables (EDDV) dont il est question à la note 9 (aucune somme n'avait trait aux EDDV en 2007).

### Facilités de rehaussement de crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de rehaussement partiel de crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA qui sont administrés par nous ou par des tiers. Au 31 octobre 2008, des facilités de rehaussement de crédit pour un montant de 6 243 millions de dollars étaient comprises dans les concours de trésorerie (5 449 millions en 2007). Ces facilités comprennent les montants qui ont trait à notre entité de titrisation américaine des clients dont il est question à la note 9.

### Facilités de financement de premier rang

Nous fournissons également un soutien sous forme de financement de premier rang à nos entités de gestion de placements structurés et à notre entité de protection de crédit. La majorité de ces facilités soutiennent le remboursement

de billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés. Au 31 octobre 2008, 5 761 millions de dollars étaient utilisés (350 millions en 2007) conformément aux modalités des facilités de financement relatives aux EDDV dont traite la note 9.

### Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsque nous sommes d'avis qu'ils sont reliés à un actif, à un passif ou à un titre de participation détenu par la partie visée par la garantie dès l'entrée en vigueur du contrat.

Le swap sur défaillance position vendeur exige que nous indemnisons une contrepartie par suite d'un incident de crédit relié à un engagement de référence, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance position vendeur est égal à leur montant nominal de référence, qui était de 71 977 millions de dollars au 31 octobre 2008 (43 004 millions en 2007). La durée de ces contrats varie de deux jours à dix ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 5 828 millions de dollars au 31 octobre 2008 (570 millions en 2007).

Les options position vendeur comprennent les ententes contractuelles par lesquelles l'acheteur obtient le droit, mais non l'obligation, d'exiger que nous achetions un montant déterminé de devises, de produits de base ou d'instruments de créances ou de capitaux propres à un prix établi, à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans un délai donné. Le montant maximal à payer en vertu de ces options position vendeur ne peut être l'objet d'une estimation raisonnable en raison de la nature de ces contrats. La durée de ces contrats varie de moins de un mois à huit ans.

La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 1 853 millions de dollars au 31 octobre 2008 (662 millions en 2007).

Les options position vendeur comprennent également les engagements contractuels en vertu desquels nous convenons de verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le prix ou le taux du marché et le prix d'exercice ou le taux de l'instrument sous-jacent. Le montant maximal à payer en vertu de ces contrats n'est pas déterminable en raison de leur nature. La durée de ces contrats varie de neuf mois à 25 ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 113 millions de dollars au 31 octobre 2008 (118 millions en 2007).

Afin de réduire les risques liés à ces instruments dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

### Conventions d'indemnisation

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons diverses conventions prévoyant des indemnisations générales. Ces indemnisations sont habituellement en rapport avec la vente d'actifs, des placements de titres, des contrats de services, des contrats d'adhésion, des accords de compensation, des contrats sur instruments dérivés et des contrats de location. Ces conventions nous obligent, dans certains cas, à indemniser la contrepartie de divers frais résultant de manquements à l'égard de déclarations ou d'obligations liées à ces conventions, ou résultant de réclamations de tiers présentées contre la contrepartie à la suite de la transaction. La durée des conventions d'indemnisation varie selon le cas; la nature des conventions nous empêche de faire une estimation raisonnable du montant maximal que nous pourrions devoir payer aux contreparties.

Au 31 octobre 2008 et 2007, aucun montant important n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces indemnisations.

## Note 8 : Titrisation d'actifs

Nous titrisons périodiquement des prêts à des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des entités hors bilan ou à des fiducies (entités de titrisation) qui achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts ou à escompte.

Les contrats passés avec les entités de titrisation prévoient le paiement au fil du temps, en notre faveur, des intérêts et des frais perçus des clients, relativement aux prêts qui ont été vendus, en excédent du rendement versé aux investisseurs de l'entité de titrisation, moins les pertes sur créances et les autres coûts (le prix d'achat différé).

Nous comptabilisons les cessions aux entités de titrisation comme des ventes lorsque nous abandonnons le contrôle effectif sur les prêts et qu'une contrepartie, autre que des billets émis par l'entité de titrisation, a été reçue. Lorsque les prêts sont considérés comme vendus aux fins de la comptabilité, nous les retirons de notre bilan consolidé. Nous constatons les revenus de titrisation au moment de la vente. Nous déterminons le montant des revenus de titrisation en nous fondant sur la meilleure estimation possible de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs prévus, principalement le prix d'achat différé, déduction faite de notre estimation de la juste valeur des obligations de gestion que nous avons conservées. Le prix d'achat différé

est inscrit à notre bilan consolidé dans les titres disponibles à la vente. Un passif de gestion est constaté seulement dans les cas de titrisation pour lesquels nous ne recevons pas de rémunération adéquate pour la gestion des prêts cédés. Ce passif est d'abord évalué à sa juste valeur et est constaté dans les passifs divers à notre bilan consolidé. Le passif de gestion est amorti dans les revenus de titrisation sur la durée des prêts cédés.

Pour certaines de nos opérations de titrisation, nous devons acquérir des droits subordonnés ou maintenir des sommes en espèces déposées dans l'entité de titrisation qui sont considérés comme des droits conservés dans

les actifs titrisés. Cela permet à l'entité de titrisation de disposer de fonds au cas où la somme des intérêts et des frais perçus sur les prêts ne serait pas suffisante pour payer les intérêts dus aux investisseurs. Nous inscrivons ces droits conservés à leur juste valeur à notre bilan consolidé, dans les titres disponibles à la vente. Ces droits, conjointement avec le prix d'achat différé, représentent notre risque en ce qui concerne ces opérations de titrisation. Les investisseurs n'ont aucun autre recours contre nous dans l'éventualité où les flux de trésorerie provenant des prêts cédés seraient insuffisants pour acquitter les intérêts relatifs aux certificats que détiennent les investisseurs.

Le tableau suivant résume nos activités de titrisation relatives à nos actifs et leur incidence sur notre état consolidé des résultats pour les exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006 :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Total		
	2008	2007	2006	2008	2007	2006	2008	2007	2006	2008	2007	2006
Produit net en espèces 1)	<b>8 330 \$</b>	3 312 \$	3 545 \$	– \$	– \$	– \$	<b>3 024 \$</b>	– \$	1 424 \$	<b>11 354 \$</b>	3 312 \$	4 969 \$
Investissement dans des entités de titrisation 2)	–	–	–	–	–	–	<b>190</b>	–	73	<b>190</b>	–	73
Prix d'achat différé	<b>331</b>	125	111	–	–	–	<b>73</b>	–	36	<b>404</b>	125	147
Passif de gestion	<b>(55)</b>	(26)	(28)	–	–	–	<b>(14)</b>	–	(6)	<b>(69)</b>	(26)	(34)
	<b>8 606</b>	3 411	3 628	–	–	–	<b>3 273</b>	–	1 527	<b>11 879</b>	3 411	5 155
Prêts vendus	<b>8 524</b>	3 400	3 629	–	–	–	<b>3 219</b>	–	1 500	<b>11 743</b>	3 400	5 129
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	<b>82</b>	11	(1)	–	–	–	<b>54</b>	–	27	<b>136</b>	11	26
Gain à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	<b>72</b>	28	22	–	–	–	<b>212</b>	163	21	<b>284</b>	191	43
Autres revenus de titrisation	<b>(28)</b>	(23)	(22)	–	5	13	<b>41</b>	46	10	<b>13</b>	28	1
Amortissement du passif de gestion	<b>41</b>	36	30	–	–	–	<b>39</b>	30	–	<b>80</b>	66	30
Total	<b>167 \$</b>	52 \$	29 \$	– \$	5 \$	13 \$	<b>346 \$</b>	239 \$	58 \$	<b>513 \$</b>	296 \$	100 \$

1) Le produit net en espèces représente le produit en espèces, déduction faite des frais d'émission.

2) Comprend les titres de cartes de crédit conservés au bilan par la Banque.

Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation sont les suivantes :

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit	
	2008	2007	2008	2007 1)
Durée moyenne pondérée (années)	<b>4,43</b>	4,61	<b>0,36</b>	–
Taux de remboursement anticipé	<b>13,74 %</b>	9,70 %	<b>40,34 %</b>	–
Taux d'intérêt	<b>5,38 %</b>	5,24 %	<b>21,32 %</b>	–
Pertes prévues sur créances 2)	–	–	<b>2,43 %</b>	–
Taux d'actualisation	<b>4,04 %</b>	4,62 %	<b>10,23 %</b>	–

1) Il n'y a pas eu d'opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007.

2) Comme les prêts hypothécaires à l'habitation sont entièrement garantis, il n'y a pas de pertes prévues sur créances.

Flux de trésorerie reçus d'entités de titrisation pour les exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006 :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Total		
	2008	2007	2006	2008	2007	2006	2008	2007	2006	2008	2007	2006
Produit de nouvelles opérations de titrisation	<b>8 423 \$</b>	3 330 \$	3 569 \$	– \$	– \$	– \$	<b>3 025 \$</b>	– \$	1 425 \$	<b>11 448 \$</b>	3 330 \$	4 994 \$
Produit de recouvrements réinvestis dans des entités de titrisation existantes	<b>1 853</b>	2 187	1 770	–	–	–	<b>9 685</b>	8 198	1 236	<b>11 538</b>	10 385	3 006
Frais de gestion perçus	<b>29</b>	21	15	–	–	–	–	3	5	<b>29</b>	24	20
Encaissement du prix d'achat différé	<b>132</b>	104	93	–	–	–	<b>347</b>	240	25	<b>479</b>	344	118

Incidence des opérations de titrisation sur notre bilan consolidé au 31 octobre 2008 et 2007 :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Droits conservés								
Investissements dans des entités de titrisation	– \$	– \$	– \$	– \$	<b>263 \$</b>	74 \$	<b>263 \$</b>	74 \$
Prix d'achat différé	<b>495</b>	266	–	–	<b>112</b>	36	<b>607</b>	302
Dépôts en espèces dans des entités de titrisation	<b>12</b>	12	–	–	–	–	<b>12</b>	12
Passif de gestion	<b>100</b>	70	–	–	<b>19</b>	6	<b>119</b>	76

**Données sur le crédit**

Données concernant le montant en capital des prêts, le montant des prêts douteux et les pertes nettes sur créances pour tous les prêts, y compris les prêts titrisés, présentés dans nos états financiers :

	2008			2007		
	Total des prêts	Prêts douteux	Radiations nettes <sup>1)</sup>	Total des prêts	Prêts douteux	Radiations nettes <sup>1)</sup>
Prêts hypothécaires à l'habitation	77 641 \$	235 \$	6 \$	74 002 \$	133 \$	2 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	43 737	19	120	33 189	41	37
Prêts sur cartes de crédit	6 839	163	264	5 993	14	214
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	84 151	1 981	519	62 650	539	83
Titres pris en pension ou empruntés	28 033	—	—	37 093	—	—
<b>Total des prêts</b>	<b>240 401</b>	<b>2 398</b>	<b>909</b>	<b>212 927</b>	<b>727</b>	<b>336</b>
Moins les titres adossés à des créances immobilières conservés et classés dans les titres disponibles à la vente	9 477	—	—	8 882	—	—
Moins les prêts titrisés :						
Prêts hypothécaires à l'habitation	18 821	11	—	12 691	7	—
Prêts sur cartes de crédit	4 719	—	53	1 500	—	36
<b>Total des prêts inscrits au bilan consolidé</b>	<b>207 384 \$</b>	<b>2 387 \$</b>	<b>856 \$</b>	<b>189 854 \$</b>	<b>720 \$</b>	<b>300 \$</b>

<sup>1)</sup> Les radiations nettes représentent les radiations effectuées au cours de l'exercice, déduction faite des recouvrements relatifs à des prêts qui avaient été radiés antérieurement.

Au 31 octobre 2008, notre risque de crédit lié aux actifs titrisés se limitait à notre prix d'achat différé pour un montant de 607 millions de dollars (302 millions en 2007), à certains dépôts en espèces pour un montant de 12 millions de dollars (12 millions en 2007) et aux investissements dans des entités de titrisation pour un montant de 263 millions de dollars (74 millions en 2007).

Les pertes sur les lots statiques de créances fournissent une mesure du risque de crédit lié à nos actifs titrisés. On les calcule en additionnant les pertes sur créances réelles et prévues et en divisant le résultat par l'encours initial de chaque lot d'actifs. Les pertes sur les lots statiques de créances pour les exercices terminés le 31 octobre 2008 et 2007 s'établissent comme suit :

	2008	2007
Prêts hypothécaires à l'habitation	s.o.	s.o.
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	2,61 %	2,61 %
Prêts sur cartes de crédit	1,01 %	0,91 %

s.o. – sans objet

**Analyse de sensibilité**

Le tableau ci-contre présente les hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer le prix d'achat différé et le passif de gestion ainsi que la sensibilité de ces droits conservés, au 31 octobre 2008, à des variations défavorables immédiates de 10 % et 20 % pour chacune des hypothèses. L'analyse de sensibilité doit être utilisée avec prudence, car ses résultats sont hypothétiques et les variations de chacune des hypothèses clés pourraient ne pas être linéaires.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

La sensibilité de chaque variable clé a été calculée indépendamment des variations des autres variables clés. Dans les faits, des variations peuvent survenir dans plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts sur cartes de crédit
Juste valeur du prix d'achat différé	495 \$	112 \$
Durée moyenne pondérée (années)	3	0,37
Taux de remboursement anticipé moyen pondéré (%)	15	s.o.
Période de remboursement (années)	s.o.	1
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	7	7
Variation défavorable de 20 % (\$)	20	13
Taux d'intérêt (%)	1–2	12
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	46	7
Variation défavorable de 20 % (\$)	90	14
Pertes prévues sur créances (%)	0–0,01	3
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	0,09	2
Variation défavorable de 20 % (\$)	0,18	3
Taux d'actualisation moyen pondéré (%)	6	10
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	8	0,30
Variation défavorable de 20 % (\$)	11	0,61

**Note 9 : Entités à détenteurs de droits variables**

Les entités à détenteurs de droits variables (EDDV) comprennent les entités dont les capitaux propres sont considérés comme insuffisants pour permettre à l'entité de financer ses activités ou dont les détenteurs des capitaux propres ne détiennent pas une participation financière leur conférant le contrôle de l'entité. Nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon un processus d'estimation qualitative des flux de trésorerie futurs et du rendement futur des EDDV.

**Entités de titrisation canadiennes des clients**

Les entités de titrisation des clients (aussi appelées conduits multisécteurs soutenus par des banques) aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Ces entités donnent à nos clients l'accès à du financement sur les marchés du papier commercial en achetant les actifs que ces clients leur vendent et en émettant alors du papier commercial à l'intention des investisseurs afin de financer les achats. Dans presque tous les cas, le vendeur continue à gérer les actifs cédés. S'il y a des pertes sur les actifs, le vendeur est le premier à assumer ces pertes. Nous ne vendons pas d'actifs aux entités de titrisation des clients et nous ne gérons pas les actifs qu'elles détiennent. Nous percevons des frais pour les services que nous fournissons relativement aux opérations de titrisation, y compris des frais de liquidité, de distribution et d'accord financier, pour le soutien que nous apportons au fonctionnement continu des entités de titrisation.

Les actifs détenus par nos entités de titrisation canadiennes des clients non consolidées totalisaient 11 106 millions de dollars au 31 octobre 2008 (17 536 millions en 2007). De façon générale, les investisseurs qui souscrivent du papier commercial peuvent seulement exercer des recours contre les actifs de l'EDDV émettrice et n'ont aucun recours contre nous. Notre risque de perte est lié à nos investissements dans le papier commercial émis par ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme de concours de trésorerie. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces ententes, comme nous le faisons à l'égard des prêts. Dans la mesure où nous avons acheté du papier commercial, notre risque lié aux facilités de trésorerie est réduit d'un montant équivalent. Au 31 octobre 2008, le montant de notre exposition au risque lié au papier commercial que nous détenions, classé dans les titres de négociation, s'élevait à 2 139 millions de dollars (5 564 millions en 2007).

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons changé la nature des facilités de liquidité que nous offrons à certaines entités de titrisation canadiennes des clients. Nous leur offrons maintenant des facilités de liquidité de style international qui comportent des critères objectifs quant à la détermination du moment où les liquidités peuvent être utilisées. Auparavant, nous offrions des facilités de liquidité qui étaient liées aux perturbations des marchés et dont les critères étaient plus subjectifs quant au moment où les liquidités pouvaient être utilisées. Le montant global des concours de trésorerie inutilisés s'élevait à 11 040 millions de dollars au

31 octobre 2008 (20 756 millions en 2007). Aucune somme n'était utilisée dans le cadre de ces facilités au 31 octobre 2008 et 2007.

Les instruments dérivés conclus avec ces entités leur permettent de gérer les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et de change. La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces EDDV était comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 55 millions de dollars au 31 octobre 2008 (un passif dérivé de 20 millions en 2007).

Le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) que nous possédons dans deux de ces entités nous a exposés au risque de subir la majorité des pertes prévues, et ces entités ont été consolidées. Au 31 octobre 2008, notre bilan consolidé comportait des actifs de 265 millions de dollars classés dans les autres actifs, et aucun papier commercial n'était classé dans le passif sous le titre dépôts (respectivement 311 millions de dollars et 65 millions en 2007).

### Entité de titrisation américaine des clients

Les actifs détenus par notre entité de titrisation américaine des clients non consolidée totalisaient 7 993 millions de dollars au 31 octobre 2008 (7 929 millions en 2007). Notre risque de perte relativement à cette entité de titrisation américaine des clients est lié au soutien de trésorerie que nous lui fournissons sous forme de concours de trésorerie. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces ententes, comme nous le faisons à l'égard des prêts. Au 31 octobre 2008, le montant de notre exposition au risque lié aux concours de trésorerie inutilisés s'élevait à 10 015 millions de dollars (10 719 millions en 2007). Au 31 octobre 2008, nous avions avancé 851 millions de dollars américains (aucune somme en 2007) conformément aux modalités de ces concours de trésorerie. Nous ne sommes pas tenus de consolider notre entité de titrisation américaine des clients. La juste valeur des contrats sur instruments dérivés que nous avons en cours avec cette entité de titrisation américaine des clients était comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 1 million de dollars au 31 octobre 2008 (un solde à zéro en 2007).

### Entités de titrisation de la Banque

Nous utilisons des entités de titrisation de la Banque pour titriser nos prêts hypothécaires canadiens et nos prêts sur cartes de crédit canadiens afin d'obtenir des sources de financement de substitution. La structure de ces entités restreint les types d'activités qu'elles peuvent entreprendre et les types d'actifs qu'elles peuvent détenir, et leur pouvoir décisionnel est limité. Ces entités émettent du papier commercial pour financer leurs activités. Les actifs détenus par ces entités totalisaient 9 719 millions de dollars au 31 octobre 2008 (6 552 millions en 2007), tous ces actifs étant situés au Canada. Nous ne sommes pas tenus de consolider les entités de titrisation de la Banque. La note 8 contient d'autres renseignements sur nos investissements, nos droits et nos obligations concernant ces entités. En plus des droits décrits à la note 8, nous fournissons également un soutien de trésorerie aux entités de titrisation de prêts hypothécaires canadiens de la Banque correspondant à la valeur nominale du papier commercial en cours.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons changé la nature des facilités de liquidité que nous offrons aux entités de titrisation de la Banque. Nous leur offrons maintenant des facilités de liquidité de style international qui comportent des critères objectifs quant à la détermination du moment où les liquidités peuvent être utilisées. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces ententes, comme nous le faisons à l'égard des prêts. Le montant contractuel global du soutien de trésorerie s'élevait à 5 100 millions de dollars au 31 octobre 2008 et 2007. Aucune somme n'était utilisée au 31 octobre 2008 et 2007. Au 31 octobre 2008, nous détenions du papier commercial émis par ces entités pour un montant de 509 millions de dollars (367 millions en 2007), lequel était classé comme titres de négociation.

Les instruments dérivés conclus avec ces entités leur permettent de gérer les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt. La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces entités était comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 121 millions de dollars au 31 octobre 2008 (un passif dérivé de 52 millions en 2007).

### Entité de protection de crédit

Nous soutenons Apex Trust (Apex) (autrefois connue sous le nom de Apex/Sitka Trusts), une EDDV qui fournit aux détenteurs d'investissements dans des portefeuilles de créances d'entreprises une protection de crédit au moyen de swaps sur défaillance. Les actifs détenus par Apex s'élevaient à 2 794 millions de dollars au 31 octobre 2008 (2 012 millions en 2007). Une facilité de financement de premier rang pour un montant de 1 130 millions de dollars, dont nous fournissons 1 030 millions de dollars, est à la disposition de Apex. Au 31 octobre 2008, une somme de 553 millions de dollars était utilisée dans le cadre de notre facilité. En vertu des modalités de la restructuration, nous avons également conclu des contrats de swaps sur défaillance avec les contreparties des swaps et des swaps de compensation avec Apex.

En mai 2008, lors de la restructuration de Apex, nous avons acheté des billets à moyen terme de Apex ayant une valeur nominale de 815 millions de dollars, lesquels sont classés dans les titres disponibles à la vente. Au 31 octobre 2008, nous avons comptabilisé ces billets à une juste valeur de 625 millions de dollars. Une tierce partie est exposée au risque lié aux billets à moyen terme de Apex en raison d'un swap sur rendement total, pour un montant de 600 millions de dollars, conclu avec nous. Le swap sur rendement total et les billets à moyen terme sous-jacents sont classés dans les instruments de négociation.

Nous ne considérons pas que l'achat des billets à moyen terme de Apex décrits ci-dessus, fait en mai 2008, laisse entendre ou indique que nous avons l'intention de fournir un soutien à d'autres détenteurs de billets à moyen terme ou de fournir un soutien subordonné additionnel à Apex. Au contraire, cet achat était un événement unique et isolé, lié à la restructuration de Apex. Nous n'avons pas l'intention d'acheter d'autres billets à moyen terme de Apex, et nous n'avons pas non plus l'intention de rembourser aux autres détenteurs de billets à moyen terme les pertes qu'ils pourraient subir. Nous ne sommes pas tenus de consolider Apex.

### Entités à financement structuré

Nous facilitons le développement de produits de placement par des tiers, y compris de fonds communs de placement, de fiducies d'investissement à participation unitaire et d'autres fonds d'investissement qui visent les investisseurs individuels. Nous concluons des contrats sur instruments dérivés avec ces fonds afin de fournir aux investisseurs le degré de risque qu'ils désirent et nous couvrons notre risque lié à ces instruments dérivés en investissant dans d'autres fonds. Nous consolidons ces EDDV lorsque notre participation nous expose à subir la majorité des pertes prévues et/ou nous donne la possibilité de bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus. Le total des actifs et notre risque de perte dans ces EDDV consolidées s'élevaient à 450 millions de dollars au 31 octobre 2008 (440 millions en 2007). Les actifs détenus par les EDDV dans lesquelles nous avons des droits variables importants mais que nous ne consolidons pas totalisaient 132 millions de dollars au 31 octobre 2008 (353 millions en 2007). Notre risque de subir les pertes des EDDV non consolidées se limite au montant de notre investissement, qui totalisait 40 millions de dollars au 31 octobre 2008 (99 millions en 2007).

### Entités de gestion de placements structurés

Les entités de gestion de placements structurés offrent des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. Nous détenons des droits dans deux entités de gestion de placements structurés et nous agissons à titre de gestionnaire d'actifs. Les actifs qui sont détenus par ces entités totalisaient 9 291 millions de dollars, dont aucune somme en espèces, au 31 octobre 2008 (actifs totaux de 22 754 millions, dont 697 millions en espèces, en 2007).

Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et à un financement de premier rang que nous leur fournissons sous forme d'une facilité de trésorerie afin de financer le remboursement de billets de premier rang. Notre investissement dans les billets de capital des entités de gestion de placements structurés, qui est comptabilisé dans les titres disponibles à la vente inscrits à notre bilan consolidé, était nul au 31 octobre 2008 (53 millions en 2007), déduction faite de dévaluations pour un montant de 57 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 (13 millions en 2007). Les sommes utilisées dans le cadre des facilités de trésorerie fournies aux entités de gestion de placements structurés totalisaient 5 208 millions de dollars au 31 octobre 2008 (350 millions en 2007). Le montant de notre exposition au risque comprenait des facilités inutilisées de 5 063 millions de dollars au 31 octobre 2008 (1 158 millions en 2007). La juste valeur des contrats sur instruments dérivés que nous avons en cours avec ces entités de gestion de placements structurés était comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 57 millions de dollars au 31 octobre 2008 (un passif dérivé de 11 millions de dollars en 2007). Nous ne sommes pas tenus de consolider ces EDDV.

### Fiducies de capital et de financement

La fiducie BMO Covered Bond Trust (CB Trust) a été créée en 2007 pour garantir les paiements dus aux détenteurs des obligations couvertes BMO que nous avons émises en 2008, pour un montant de 1 milliard d'euros. Nous avons vendu des actifs à CB Trust en échange d'un billet à ordre. Les actifs de CB Trust ont été cédés en nantissement pour garantir le paiement des obligations que nous avons émises. CB Trust est une EDDV que nous sommes tenus de consolider, car notre participation nous expose à subir la majorité de ses pertes prévues ou nous donne la possibilité de bénéficier de la majorité de ses rendements résiduels prévus. Au 31 octobre 2008, les actifs de cette entité totalisaient 6,0 milliards de dollars. Au 31 octobre 2008, notre risque lié à cette entité comprenait des

facilités utilisées pour un montant de 5 849 millions de dollars et des facilités inutilisées pour un montant de 5 151 millions de dollars. La juste valeur des instruments dérivés conclus avec CB Trust était comptabilisée comme un actif dérivé de 112 millions de dollars au 31 octobre 2008.

La Fiducie de billets secondaires BMO a été créée en 2007 pour l'émission de billets secondaires de la fiducie, série A, d'une valeur totale de 800 millions de dollars. La fiducie a utilisé le produit du placement pour acheter un billet de dépôt de premier rang de la Banque. Nous ne sommes pas tenus de consolider cette fiducie. Pour de plus amples renseignements sur cette fiducie, voir la note 18.

Nous fournissons aussi à cette fiducie un soutien de trésorerie de 30 millions de dollars. Au 31 octobre 2008, 5 millions de dollars du soutien fourni avaient été utilisés (5 millions en 2007).

La Fiducie de capital BMO a été créée pour l'émission des titres Fiducie de capital BMO (appelés BOaTS). Au 31 octobre 2008, l'actif de la fiducie s'établissait à 3 187 millions de dollars (3 140 millions en 2007). Cette fiducie est une EDDV que nous sommes tenus de consolider. Les titres émis par la Fiducie de capital BMO, pour un montant de 2,2 milliards de dollars, sont comptabilisés soit dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, soit dans les titres d'une fiducie de capital, et portés à notre bilan consolidé. Pour de plus amples renseignements sur les BOaTS, voir la note 19.

#### Fiducies relatives à la rémunération

Nous avons constitué des fiducies afin d'administrer le régime d'actionariat de nos employés. En vertu de ce régime, lorsqu'un employé choisit d'affecter une

partie de son salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires, nous y ajoutons une somme égale à 50 % de sa cotisation. Les sommes que nous versons ainsi sont placées dans des fiducies qui achètent nos actions sur le marché libre en vue d'effectuer le versement aux employés lorsque ceux-ci y auront droit en vertu du régime. Les actifs détenus par nos fiducies relatives à la rémunération totalisaient 618 millions de dollars au 31 octobre 2008 (825 millions en 2007). Nous ne sommes pas tenus de consolider ces fiducies relatives à la rémunération et nous n'avons aucun risque de perte lié à ces fiducies.

#### Autres EDDV

Nous avons des liens avec d'autres entités qui sont susceptibles d'être des EDDV. Ces liens peuvent consister, par exemple, à agir comme contrepartie d'instruments dérivés, fournisseur de liquidités, investisseur, gestionnaire de fonds ou fiduciaire. Ces activités ne nous exposent pas au risque de subir la majorité des pertes prévues de ces EDDV ou ne nous donnent pas la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus. Par conséquent, nous ne sommes pas tenus de consolider ces EDDV. Les transactions avec ces EDDV sont effectuées aux taux du marché et chaque décision de crédit ou d'investissement repose sur l'analyse de l'EDDV concernée et tient compte de la qualité des actifs sous-jacents. Nous comptabilisons et présentons ces transactions de la même façon que les autres transactions. Par exemple, les contrats sur instruments dérivés sont comptabilisés conformément à notre convention comptable concernant les instruments dérivés, telle qu'elle est énoncée à la note 10. Les facilités de crédit sont décrites à la note 7.

## Note 10 : Instruments dérivés

### Modification de la convention comptable

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant les instruments dérivés de couverture. En vertu des nouvelles règles, nous devons comptabiliser tous nos instruments dérivés de couverture à leur juste valeur. Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous comptabilisions les instruments dérivés qui répondaient aux conditions de la comptabilité de couverture selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les types de relations de couverture qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture n'ont pas changé en vertu des nouvelles règles. Nous continuerons à désigner nos couvertures comme des couvertures de flux de trésorerie ou comme des couvertures de la juste valeur.

Les variations de la juste valeur des instruments dérivés de couverture sont soit compensées dans notre état consolidé des résultats par les variations de la juste valeur des risques couverts, soit comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, au poste gain (perte) sur couvertures de flux de trésorerie. Si la variation de la juste valeur de l'instrument dérivé n'est pas entièrement compensée par la variation de la juste valeur de l'élément qu'il couvre, la différence est constatée immédiatement dans notre état consolidé des résultats.

### Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de changements sous-jacents dans les taux d'intérêt, taux de change ou autres prix ou indices du marché des capitaux ou des produits de base.

Les instruments dérivés sont des contrats qui se négocient sur les marchés boursiers réglementés ou sur le marché hors cote. Nous utilisons ces instruments à des fins de négociation ainsi que pour gérer nos risques, principalement les risques liés aux fluctuations des taux de change et d'intérêt, dans le cadre de notre programme de gestion des actifs et des passifs.

### Types d'instruments dérivés

#### Swaps

Le swap est un contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie. Les divers contrats de swaps que nous concluons sont les suivants :

Swap de taux d'intérêt – les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêts à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise.

Swap de devises – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et des montants en capital dans des devises différentes.

Swap de taux d'intérêt et de devises – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et variable et des montants en capital dans des devises différentes.

Swap de produits de base – les contreparties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit de base.

Swap d'actions – les contreparties s'échangent le rendement d'une action ou d'un groupe d'actions contre le rendement fondé sur un taux

d'intérêt fixe ou variable ou le rendement d'une autre action ou d'un autre groupe d'actions.

Swap sur défaillance – une contrepartie verse des frais à l'autre contrepartie pour que cette dernière accepte de faire un paiement si un incident de crédit survient, comme une faillite ou un défaut de paiement.

Swap sur rendement total – une contrepartie accepte de payer à l'autre contrepartie ou de recevoir d'elle des sommes en espèces dont le montant est fonction des variations de la valeur d'un actif ou d'un groupe d'actifs de référence, y compris les rendements comme l'intérêt gagné sur ces actifs, en échange de sommes dont le montant est fonction des taux de financement en vigueur sur le marché.

Les principaux risques liés à ces instruments proviennent de l'exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, de la qualité du crédit, de la valeur des titres ou des prix des produits de base, selon le cas, ainsi que de l'incapacité éventuelle des contreparties à respecter les modalités des contrats.

#### Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés

Le contrat à terme de gré à gré et le contrat à terme standardisé sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à un prix et à une date prédéterminés.

Le contrat à terme de gré à gré est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme standardisé se négocie selon des montants préétablis sur des marchés réglementés et fait l'objet d'une marge de sécurité calculée quotidiennement.

Les principaux risques liés à ces instruments proviennent de l'incapacité éventuelle des contreparties des marchés hors cote à respecter les modalités des contrats, ainsi que des mouvements des prix des produits de base, de la valeur des titres, des taux d'intérêt et des taux de change, selon le cas.

#### Options

L'option est un contrat donnant à l'acheteur le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans une période préétablie.

Dans le cas d'une option que nous vendons, l'acheteur nous verse une prime pour que nous acceptions un risque de marché.

Dans le cas d'une option que nous achetons, nous versons une prime pour le droit d'exercer l'option. Comme nous ne sommes pas tenus d'exercer l'option, le risque principal auquel nous sommes exposés est un risque potentiel de crédit dans l'éventualité où le vendeur, aux termes d'un contrat négocié sur le marché hors cote, ne s'acquitterait pas de ses obligations contractuelles.

Les contrats assortis de taux plafonds, de fourchettes et de taux planchers sont des types particuliers d'options position vendeur et position acheteur. Il s'agit de contrats en vertu desquels le vendeur s'engage à verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le taux du marché et le taux stipulé au contrat. Le vendeur reçoit une prime pour la vente de cet instrument.

## Utilisations des instruments dérivés

### *Instruments dérivés de négociation*

Les instruments dérivés de négociation sont des instruments conclus avec des clients afin d'aider ces derniers à gérer leur risque, ou des instruments contractés afin de nous permettre de générer des revenus de négociation à partir de positions prises pour notre propre compte, ou certains instruments qui ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture (couvertures économiques).

Nous procédons au montage et à la commercialisation de produits dérivés pour les clients afin de permettre à ces derniers de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou probables.

Les activités effectuées pour notre propre compte comprennent la tenue de marché, le positionnement et les opérations d'arbitrage. La tenue de marché consiste à offrir des cours acheteurs et vendeurs à d'autres participants du marché dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et des volumes. Le positionnement consiste à gérer des positions exposées au risque du marché, dans l'intention de profiter des mouvements favorables des cours, des taux ou des indices. Les opérations d'arbitrage consistent à détecter des différences de prix entre marchés et entre produits, et à en tirer profit.

Nous pouvons aussi effectuer, pour notre propre compte, des opérations portant sur divers instruments du marché financier et instruments dérivés qui, prises dans leur ensemble, sont conçues pour nous permettre de tirer parti des changements prévus dans les conditions du marché.

Les instruments dérivés de négociation sont comptabilisés à leur juste valeur. Les gains et les pertes, réalisés ou non, sont portés aux revenus (pertes) de négociation dans notre état consolidé des résultats. Les gains non réalisés sur instruments dérivés de négociation sont inscrits à notre bilan consolidé au poste instruments dérivés de l'actif, et les pertes non réalisées le sont au poste instruments dérivés du passif.

### *Instruments dérivés de couverture*

Conformément à notre stratégie de gestion du risque, nous concluons divers contrats sur instruments dérivés pour couvrir nos risques liés aux taux d'intérêt et aux devises.

## Risques couverts

### *Risque de taux d'intérêt*

Nous gérons le risque de taux d'intérêt au moyen de swaps de taux d'intérêt et d'options, qui sont liés, tout en l'ajustant, à la sensibilité aux taux d'intérêt d'un actif ou d'un passif spécifique, d'une transaction spécifique prévue, d'un engagement ferme spécifique, ou d'un regroupement spécifique de transactions ayant les mêmes caractéristiques de risque.

Pour qu'un instrument dérivé portant sur les taux d'intérêt puisse être considéré comme un instrument de couverture, la relation de couverture doit être désignée comme telle et dûment documentée lors de sa création. Les documents doivent faire état de l'objectif et de la stratégie de gestion du risque propre à la couverture, en précisant l'actif, le passif ou les flux de trésorerie qui font l'objet de la couverture, ainsi que la manière dont son efficacité est évaluée. Les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé doivent être très efficaces pour compenser soit les variations de la juste valeur des éléments inscrits au bilan, soit celles du montant des flux de trésorerie futurs.

L'efficacité de ces instruments de couverture est évaluée lors de la création de la relation de couverture et régulièrement par la suite, de manière rétrospective et prospective, en utilisant principalement des mesures statistiques quantitatives de corrélation. Toute inefficacité de la relation de couverture est constatée dans le revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans l'état consolidé des résultats, lorsqu'elle se produit.

### *Couvertures de flux de trésorerie*

Les couvertures de flux de trésorerie modifient le risque lié à la variabilité des flux de trésorerie pour les instruments productifs d'intérêts à taux variable ou l'émission prévue de passifs à taux fixe. Nos couvertures de flux de trésorerie, qui ont une durée maximale de dix ans, sont principalement des couvertures de dépôts et de prêts aux entreprises et aux particuliers à taux variable.

Nous comptabilisons les intérêts à recevoir ou à payer sur les instruments dérivés comme un rajustement du revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions inscrit à notre état consolidé des résultats, sur la durée de la couverture.

Dans la mesure où les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé compensent les variations de la juste valeur de l'instrument couvert, elles sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. Toute partie des variations de la juste valeur de l'instrument dérivé qui ne compense pas les variations de la juste valeur de l'instrument couvert (l'inefficacité de la couverture) est portée directement au revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans notre état consolidé des résultats. Les gains sur la partie inefficace

de nos couvertures de flux de trésorerie totalisaient 16 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 (pertes de moins de 1 million en 2007).

Dans le cas des couvertures de flux de trésorerie qui sont interrompues avant la fin de la durée initiale, les gains ou les pertes non réalisés comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu sont amortis par imputation au revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions dans notre état consolidé des résultats sur la période durant laquelle l'élément couvert a une incidence sur les résultats. Si l'élément couvert est vendu ou réglé, la totalité des gains ou des pertes non réalisés est constatée dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, dans notre état consolidé des résultats. Le montant de la perte comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu que nous prévoyons reclasser dans notre état consolidé des résultats au cours des douze prochains mois s'élève à 87 millions de dollars (59 millions après impôts). Ce montant sera compensé par une hausse du revenu net d'intérêts provenant des actifs et des passifs qui ont fait l'objet de couvertures.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons réévalué nos instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie à la juste valeur. La partie de la juste valeur qui compensait la juste valeur de l'élément couvert était un gain de 8 millions de dollars (5 millions après impôts) et elle a été comptabilisée dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu. La partie inefficace des couvertures des flux de trésorerie qui a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis totalisait moins de 1 million de dollars. Nous avons aussi reclassé, dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu, des pertes reportées relatives à des couvertures de flux de trésorerie interrompues avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, pour un montant de 86 millions de dollars (56 millions après impôts), pertes qui étaient jusqu'alors comptabilisées dans les actifs divers.

### *Couvertures de la juste valeur*

Les couvertures de la juste valeur modifient le risque lié aux variations de la juste valeur des instruments à taux fixe causées par les variations de taux d'intérêt. Ces couvertures transforment des actifs et passifs à taux fixe en actifs et passifs à taux variable. Nos couvertures de la juste valeur comprennent des couvertures de prêts aux entreprises et aux particuliers, de titres, de dépôts et de dette subordonnée à taux fixe.

En vertu des nouvelles règles, nous continuerons à comptabiliser les intérêts à recevoir ou à payer sur les instruments dérivés comme un rajustement du revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions inscrit à notre état consolidé des résultats, sur la durée de la couverture.

Dans le cas des couvertures de la juste valeur, non seulement l'instrument dérivé de couverture est comptabilisé à sa juste valeur, mais les actifs et passifs à taux fixe qui font partie de la relation de couverture sont rajustés en fonction des variations de la valeur du risque qui est couvert (quasi juste valeur). Dans la mesure où les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé ne neutralisent pas les variations du rajustement de la quasi juste valeur de l'élément couvert (l'inefficacité de la couverture), le montant net est porté directement au revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans l'état consolidé des résultats. Les gains sur la partie inefficace de nos couvertures de la juste valeur totalisaient 11 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 (1 million en 2007).

Dans le cas des couvertures de la juste valeur qui sont interrompues, nous cessons de rajuster l'élément couvert à la quasi juste valeur. Le rajustement à la quasi juste valeur de l'élément couvert est comptabilisé comme un rajustement du revenu ou des frais d'intérêts relatifs à cet élément, sur le reste de sa durée. Si l'élément couvert est vendu ou réglé, tout rajustement à la quasi juste valeur est inclus dans la détermination du gain ou de la perte découlant de la vente ou du règlement. Nous n'avons couvert aucun engagement au cours des exercices terminés le 31 octobre 2008 et 2007.

Lorsque nous avons réévalué à la juste valeur nos instruments dérivés de couverture de la juste valeur, le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons rajusté en conséquence la valeur comptable des éléments que nous couvrons avec ces instruments dérivés (rajustement à la quasi juste valeur). La différence entre ces deux montants a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis et totalisait moins de 1 million de dollars. Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons aussi reclassé des montants reportés relatifs à des couvertures de la juste valeur interrompues avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, montants qui étaient jusqu'alors comptabilisés dans les actifs divers, afin de rajuster la valeur comptable des éléments qui étaient auparavant couverts. Les rajustements à la quasi juste valeur relatifs à ces deux opérations étaient constitués d'une augmentation des prêts de 3 millions de dollars, d'une augmentation des dépôts de 38 millions de dollars, d'une augmentation de la dette subordonnée de 9 millions de dollars et d'une augmentation des actifs divers de 6 millions de dollars.

**Risque de change**

Nous gérons le risque de change au moyen de swaps de devises. Les swaps de devises sont comptabilisés à la valeur de marché et les gains et pertes, réalisés ou non, sont portés au revenu autre que d'intérêts, conformément au traitement comptable des gains et pertes sur l'élément faisant l'objet de la couverture économique.

Périodiquement, nous utilisons aussi des contrats de change à terme pour couvrir notre revenu net en dollars américains, afin de réduire au minimum les fluctuations de notre revenu net en dollars canadiens causées par la conversion de notre revenu net réalisé en dollars américains. Ces contrats sont comptabilisés à leur juste valeur et les gains et pertes sont portés au revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de change, autres que de négociation.

**Instruments dérivés incorporés**

À l'occasion, nous achetons ou émettons des instruments financiers qui contiennent des instruments dérivés incorporés. L'instrument incorporé est séparé du contrat hôte et comptabilisé à la juste valeur si les caractéristiques économiques de l'instrument dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte, si les modalités de l'instrument dérivé incorporé sont les mêmes que celles d'un instrument dérivé autonome et si le contrat composé n'est pas détenu à des fins de négociation ou désigné comme étant comptabilisé à la juste

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de nos instruments dérivés :

	2008			2007		
	Actifs bruts	Passifs bruts	Montant net	Actifs bruts	Passifs bruts	Montant net
<b>Négociation</b>						
<b>Contrats de taux d'intérêt</b>						
Swaps	25 925 \$	(26 243)\$	(318)\$	7 273 \$	(7 697)\$	(424)\$
Contrats à terme de gré à gré	165	(166)	(1)	13	(8)	5
Contrats à terme standardisés	19	(12)	7	33	(10)	23
Options achetées	1 804	–	1 804	1 084	(1)	1 083
Options vendues	–	(1 643)	(1 643)	–	(988)	(988)
<b>Contrats de change</b>						
Swaps de devises	1 212	(1 346)	(134)	1 997	(1 239)	758
Swaps de taux d'intérêt et de devises	7 867	(7 259)	608	7 203	(7 562)	(359)
Contrats de change à terme	8 383	(7 913)	470	4 842	(5 246)	(404)
Options achetées	566	–	566	262	–	262
Options vendues	–	(774)	(774)	–	(158)	(158)
<b>Contrats sur produits de base</b>						
Swaps	2 336	(3 102)	(766)	2 220	(1 988)	232
Options achetées	3 953	–	3 953	5 628	–	5 628
Options vendues	–	(3 497)	(3 497)	–	(5 374)	(5 374)
<b>Contrats sur titres de participation</b>						
Swaps sur défaillance	5 606	(2 019)	3 587	1 318	(2 458)	(1 140)
Options achetées	6 435	–	6 435	642	–	642
Options vendues	–	(5 828)	(5 828)	–	(570)	(570)
Juste valeur totale – instruments dérivés de négociation	64 271 \$	(59 802)\$	4 469 \$	32 515 \$	(33 299)\$	(784)\$
Juste valeur moyenne 1)	43 917 \$	(40 456)\$	3 461 \$	33 817 \$	(34 629)\$	(812)\$
<b>Couverture</b>						
<b>Contrats de taux d'intérêt</b>						
Couvertures de flux de trésorerie – swaps	752 \$	(187)\$	565 \$	60 \$	(176)\$	(116)\$
Couvertures de la juste valeur – swaps	563	(59)	504	10	(109)	(99)
Total des swaps	1 315 \$	(246)\$	1 069 \$	70 \$	(285)\$	(215)\$
Juste valeur totale – instruments dérivés de couverture 2)	1 315 \$	(246)\$	1 069 \$	70 \$	(285)\$	(215)\$
Juste valeur moyenne 1)	540 \$	(257)\$	283 \$	69 \$	(266)\$	(197)\$
Juste valeur totale – instruments dérivés de négociation et de couverture	65 586 \$	(60 048)\$	5 538 \$	32 585 \$	(33 584)\$	(999)\$
Moins : incidence des contrats cadres de compensation des soldes	(41 748)\$	41 748 \$	– \$	(16 403)\$	16 403 \$	– \$
Total	23 838 \$	(18 300)\$	5 538 \$	16 182 \$	(17 181)\$	(999)\$

1) La juste valeur moyenne est calculée selon la méthode des moyennes mobiles sur cinq trimestres.

2) La juste valeur des instruments dérivés de couverture compense totalement ou partiellement les changements de la juste valeur des instruments financiers connexes inscrits au bilan ou des flux de trésorerie futurs.

Les actifs sont présentés après déduction des passifs envers les clients lorsque nous avons un droit exécutoire de compensation des montants et que nous avons l'intention de régler les contrats selon le solde net.

valeur. Dans la mesure où nous ne pouvons pas identifier et mesurer de manière fiable l'instrument dérivé incorporé, le contrat est comptabilisé dans sa totalité à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu net. Les instruments dérivés incorporés dans nos billets liés à des titres de participation sont comptabilisés séparément de l'instrument financier hôte.

**Juste valeur**

La juste valeur représente des estimations ponctuelles qui sont susceptibles de changer dans d'autres périodes, en raison des conditions du marché ou d'autres facteurs. La juste valeur des instruments dérivés négociés en bourse est établie selon la valeur à la cote sur les marchés d'instruments dérivés. La juste valeur des instruments dérivés négociés sur le marché hors cote est établie à l'aide de prix multisources ou de méthodes d'évaluation à coupon zéro, rajustés pour tenir compte des risques en matière de crédit, de modèles et de liquidités ainsi que des coûts administratifs. Les courbes à coupon zéro sont tracées au moyen de techniques d'évaluation généralement reconnues, d'après les instruments sous-jacents tels que des espèces, des obligations et des contrats à terme standardisés observables sur le marché. La volatilité implicite des options, qui est utilisée dans le modèle d'évaluation, est obtenue directement de données du marché ou calculée d'après les cours du marché.

Le tableau ci-dessous présente les instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé :

	Actifs		Passifs	
	2008	2007	2008	2007
Juste valeur des instruments dérivés de négociation	64 271 \$	32 515 \$	59 802 \$	33 299 \$
Juste valeur des instruments dérivés de couverture	1 315	70	246	285
Total	65 586 \$	32 585 \$	60 048 \$	33 584 \$

## Montants nominaux de référence

Les montants nominaux de référence de nos instruments dérivés représentent le montant auquel un taux ou un prix s'applique pour calculer la somme en espèces qui doit être échangée en vertu du contrat. Les montants nominaux de référence ne constituent pas des actifs ni des passifs et ne sont donc pas inscrits à notre bilan consolidé.

	(en millions de dollars canadiens)							
	2008				2007			
	Négociation	Couverture		Total	Négociation	Couverture		Total
Flux de trésorerie		Juste valeur	Flux de trésorerie			Juste valeur		
<b>Contrats de taux d'intérêt</b>								
Marchés hors cote								
Swaps	1 434 047 \$	33 633 \$	16 918 \$	1 484 598 \$	1 075 495 \$	21 644 \$	5 381 \$	1 102 520 \$
Contrats à terme de gré à gré	217 072	–	–	217 072	60 042	–	–	60 042
Options achetées	83 497	–	–	83 497	114 446	–	–	114 446
Options vendues	103 492	–	–	103 492	161 813	–	–	161 813
	<b>1 838 108</b>	<b>33 633</b>	<b>16 918</b>	<b>1 888 659</b>	<b>1 411 796</b>	<b>21 644</b>	<b>5 381</b>	<b>1 438 821</b>
Marchés réglementés								
Contrats à terme standardisés	76 215	–	–	76 215	77 736	–	–	77 736
Options achetées	70 356	–	–	70 356	91 909	–	–	91 909
Options vendues	58 288	–	–	58 288	56 593	–	–	56 593
	<b>204 859</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>204 859</b>	<b>226 238</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>226 238</b>
Total des contrats de taux d'intérêt	<b>2 042 967</b>	<b>33 633</b>	<b>16 918</b>	<b>2 093 518</b>	<b>1 638 034</b>	<b>21 644</b>	<b>5 381</b>	<b>1 665 059</b>
<b>Contrats de change</b>								
Marchés hors cote								
Swaps de devises	13 681	–	–	13 681	10 870	–	–	10 870
Swaps de taux d'intérêt et de devises	136 219	–	–	136 219	92 960	–	–	92 960
Contrats de change à terme	212 927	–	–	212 927	154 142	–	–	154 142
Options achetées	8 477	–	–	8 477	6 024	–	–	6 024
Options vendues	10 715	–	–	10 715	8 213	–	–	8 213
	<b>382 019</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>382 019</b>	<b>272 209</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>272 209</b>
Marchés réglementés								
Contrats à terme standardisés	835	–	–	835	1 119	–	–	1 119
Options achetées	6 806	–	–	6 806	3 346	–	–	3 346
Options vendues	3 073	–	–	3 073	998	–	–	998
	<b>10 714</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>10 714</b>	<b>5 463</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>5 463</b>
Total des contrats de change	<b>392 733</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>392 733</b>	<b>277 672</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>277 672</b>
<b>Contrats sur produits de base</b>								
Marchés hors cote								
Swaps	45 988	–	–	45 988	49 759	–	–	49 759
Options achetées	35 749	–	–	35 749	59 304	–	–	59 304
Options vendues	33 871	–	–	33 871	59 582	–	–	59 582
	<b>115 608</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>115 608</b>	<b>168 645</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>168 645</b>
Marchés réglementés								
Contrats à terme standardisés	39 840	–	–	39 840	49 788	–	–	49 788
Options achetées	108 337	–	–	108 337	202 573	–	–	202 573
Options vendues	109 359	–	–	109 359	200 491	–	–	200 491
	<b>257 536</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>257 536</b>	<b>452 852</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>452 852</b>
Total des contrats sur produits de base	<b>373 144</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>373 144</b>	<b>621 497</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>621 497</b>
<b>Contrats sur titres de participation</b>								
Marchés hors cote	21 809	–	–	21 809	29 654	–	–	29 654
Marchés réglementés	19 129	–	–	19 129	10 219	–	–	10 219
Total des contrats sur titres de participation	<b>40 938</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>40 938</b>	<b>39 873</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>39 873</b>
<b>Swaps sur défaillance</b>								
Marchés hors cote								
Options achetées	78 230	–	–	78 230	47 652	–	–	47 652
Options vendues	71 977	–	–	71 977	43 004	–	–	43 004
Total des swaps sur défaillance	<b>150 207</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>150 207</b>	<b>90 656</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>90 656</b>
<b>Total</b>	<b>2 999 989 \$</b>	<b>33 633 \$</b>	<b>16 918 \$</b>	<b>3 050 540 \$</b>	<b>2 667 732 \$</b>	<b>21 644 \$</b>	<b>5 381 \$</b>	<b>2 694 757 \$</b>

Les montants nominaux de référence comprennent un montant de 59 millions de dollars au 31 octobre 2008 (224 millions en 2007) relativement au programme de certificats de dépôts liés aux contrats à terme standardisés gérés. Les risques liés à ces instruments sont négociés pour le compte des clients, tous les gains et les pertes étant affectés à leurs comptes.

Les contrats de change ne comprenaient aucune somme liée à des contrats sur l'or au 31 octobre 2008 (1 million de dollars en 2007).

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

**Risque de crédit lié aux instruments dérivés**

Les instruments dérivés négociés sur le marché hors cote représentent un risque de crédit. Le risque de crédit découle de la possibilité que les contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations. Le risque de crédit lié à un instrument dérivé représente habituellement une petite fraction du montant nominal de référence de l'instrument en question. De façon générale, les contrats sur instruments dérivés peuvent nous exposer à des pertes si l'évolution des taux du marché influe défavorablement sur la position d'une contrepartie et que cette contrepartie manque à ses obligations de paiement. Le risque de crédit est représenté par la juste valeur positive de l'instrument dérivé. Nous nous efforçons de limiter le risque de crédit en faisant affaire avec des contreparties que nous considérons comme solvables et nous gérons notre risque de crédit lié aux instruments dérivés selon le même processus de gestion du risque de crédit que nous appliquons aux prêts et aux autres formes de crédit.

Nous cherchons également d'autres moyens de réduire notre risque de crédit lié aux instruments dérivés, notamment en concluant des contrats cadres de compensation des soldes. Ces contrats cadres permettent d'éliminer le risque de crédit lié aux contrats favorables, dans la mesure où les contrats défavorables conclus avec la même contrepartie ne peuvent être réglés avant les contrats favorables.

Les instruments dérivés négociés sur les marchés boursiers réglementés ne comportent aucun risque de crédit, car ils sont réglés sur une base nette avec chaque bourse.

**Risque de marché lié aux instruments dérivés**

Les instruments dérivés représentent un risque de marché. Le risque de marché découle de la possibilité d'une incidence négative, sur le bilan ou l'état des

résultats, de fluctuations défavorables de la valeur d'instruments dérivés à la suite de variations de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances. Nous nous efforçons de limiter le risque de marché en appliquant des processus globaux de gouvernance et de gestion pour toutes les activités comportant un risque de marché.

Les expressions suivantes relatives au risque de crédit sont utilisées dans le tableau ci-dessous :

**Valeur de remplacement :** Ce qu'il en coûte pour remplacer, au cours du marché, tous les contrats qui ont une juste valeur positive. Ce chiffre représente en fait les gains non réalisés sur nos instruments dérivés. La valeur de remplacement indiquée dans le tableau ci-dessous représente le montant net de l'actif et du passif envers une contrepartie en particulier, lorsque nous avons un droit exécutoire de compenser le montant qui nous est dû par le montant que nous devons et que nous avons l'intention soit de procéder au règlement sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

**Équivalent-risque de crédit :** Le total de la valeur de remplacement, majoré d'un montant représentant le risque de crédit potentiel, conformément aux règles de suffisance du capital édictées par le BSIF.

**Solde pondéré en fonction du risque :** L'équivalent-risque de crédit pondéré en fonction de la solvabilité de la contrepartie, tel qu'il est stipulé par le BSIF.

	2008			2007		
	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque <sup>1)</sup>	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque <sup>1)</sup>
<b>Contrats de taux d'intérêt</b>						
Swaps	27 240 \$	34 264 \$	–	7 343 \$	13 314 \$	– \$
Contrats à terme de gré à gré	165	180	–	13	13	–
Options achetées	1 714	2 057	–	1 050	1 352	–
Total des contrats de taux d'intérêt	29 119	36 501	3 921	8 406	14 679	3 268
<b>Contrats de change</b>						
Swaps de devises	1 212	2 017	–	1 997	2 650	–
Swaps de taux d'intérêt et de devises	7 867	14 551	–	7 203	11 560	–
Contrats de change à terme	8 383	9 928	–	4 842	6 311	–
Options achetées	398	576	–	244	318	–
Total des contrats de change	17 860	27 072	3 362	14 286	20 839	4 641
<b>Contrats sur produits de base</b>						
Swaps	2 336	8 242	–	2 220	8 535	–
Options achetées	1 670	7 037	–	3 056	10 457	–
Total des contrats sur produits de base	4 006	15 279	1 957	5 276	18 992	6 435
<b>Contrats sur titres de participation</b>						
	1 996	3 264	907	1 024	2 902	902
<b>Swaps sur défaillance</b>						
Options achetées	6 435	7 564	4 750	642	4 721	1 134
Options vendues	–	–	–	–	–	–
Total des swaps sur défaillance	6 435	7 564	4 750	642	4 721	1 134
Total des instruments dérivés	59 416	89 680	14 897	29 634	62 133	16 380
Incidence des contrats cadres de compensation des soldes	(41 748)	(54 223)	–	(16 403)	(29 541)	(7 467)
Total	17 668 \$	35 457 \$	14 897 \$	13 231 \$	32 592 \$	8 913 \$

<sup>1)</sup> Les soldes pondérés en fonction du risque ont été déterminés d'après les règles de Bâle II en 2008 et de Bâle I en 2007.

Le total des instruments dérivés et l'incidence des contrats cadres de compensation des soldes relatifs à la valeur de remplacement ne comprennent pas les instruments dérivés négociés sur les marchés

boursiers réglementés qui ont une juste valeur positive, soit 6 170 millions de dollars au 31 octobre 2008 (2 951 millions en 2007).

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Les transactions sont effectuées avec des contreparties de régions et de secteurs d'activité divers. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats des clients par pays (avant l'incidence des contrats cadres de compensation des soldes), établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé :

	2008		2007	
	Valeur de remplacement	%	Valeur de remplacement	%
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)				
Canada	21 022 \$	36 %	11 393 \$	38 %
États-Unis	17 351	29	10 866	37
Royaume-Uni	8 411	14	1 776	6
Autres pays <sup>1)</sup>	12 632	21	5 599	19
Total	59 416 \$	100 %	29 634 \$	100 %

<sup>1)</sup> Aucun autre pays ne représentait 10 % ou plus de la valeur de remplacement en 2008 et en 2007.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Les transactions sont effectuées avec des contreparties de divers secteurs d'activité. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats par secteur d'activité (avant l'incidence des contrats cadres de compensation des soldes) :

(en millions de dollars canadiens)	Contrats de taux d'intérêt		Contrats de change		Contrats sur produits de base		Contrats sur titres de participation		Swaps sur défaillance		Total	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Institutions financières	25 808 \$	7 423 \$	12 118 \$	7 318 \$	1 634 \$	2 602 \$	897 \$	635 \$	3 198 \$	540 \$	43 655 \$	18 518 \$
Administrations publiques	1 198	360	1 824	3 411	25	42	—	—	—	—	3 047	3 813
Ressources naturelles	20	7	170	175	1 050	1 368	—	—	—	—	1 240	1 550
Énergie	64	13	80	—	958	972	—	—	—	—	1 102	985
Autres	2 029	603	3 668	3 382	339	292	1 099	389	3 237	102	10 372	4 768
<b>Total</b>	<b>29 119 \$</b>	<b>8 406 \$</b>	<b>17 860 \$</b>	<b>14 286 \$</b>	<b>4 006 \$</b>	<b>5 276 \$</b>	<b>1 996 \$</b>	<b>1 024 \$</b>	<b>6 435 \$</b>	<b>642 \$</b>	<b>59 416 \$</b>	<b>29 634 \$</b>

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

### Terme à courir

Les échéances de nos contrats sur instruments dérivés varient. Le tableau suivant présente les termes à courir relativement aux montants nominaux de référence de nos contrats sur instruments dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	Terme à courir					Total des montants nominaux de référence	Total des montants nominaux de référence
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans		
<b>Contrats de taux d'intérêt</b>							
Swaps		371 847 \$	461 187 \$	336 653 \$	251 584 \$	63 327 \$	1 484 598 \$
Contrats à terme de gré à gré, contrats à terme standardisés et options		459 111	101 139	29 167	17 414	2 089	608 920
<b>Total des contrats de taux d'intérêt</b>		<b>830 958</b>	<b>562 326</b>	<b>365 820</b>	<b>268 998</b>	<b>65 416</b>	<b>2 093 518</b>
<b>Contrats de change</b>							
Swaps de devises		416	3 899	1 771	5 092	2 503	13 681
Swaps de taux d'intérêt et de devises		27 468	44 936	24 812	31 211	7 792	136 219
Contrats de change à terme, contrats à terme standardisés et options		227 823	11 083	3 020	866	41	242 833
<b>Total des contrats de change</b>		<b>255 707</b>	<b>59 918</b>	<b>29 603</b>	<b>37 169</b>	<b>10 336</b>	<b>392 733</b>
<b>Contrats sur produits de base</b>							
Swaps		26 900	16 187	1 793	793	315	45 988
Contrats à terme standardisés et options		191 603	131 122	4 363	68	—	327 156
<b>Total des contrats sur produits de base</b>		<b>218 503</b>	<b>147 309</b>	<b>6 156</b>	<b>861</b>	<b>315</b>	<b>373 144</b>
<b>Contrats sur titres de participation</b>		<b>31 479</b>	<b>5 467</b>	<b>1 630</b>	<b>1 496</b>	<b>866</b>	<b>40 938</b>
<b>Swaps sur défaillance</b>		<b>17 476</b>	<b>30 431</b>	<b>73 824</b>	<b>27 429</b>	<b>1 047</b>	<b>150 207</b>
<b>Montant nominal de référence total</b>		<b>1 354 123 \$</b>	<b>805 451 \$</b>	<b>477 033 \$</b>	<b>335 953 \$</b>	<b>77 980 \$</b>	<b>3 050 540 \$</b>

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

## Note 11 : Bureaux et matériel

Nous comptabilisons l'ensemble des bureaux et du matériel au coût moins l'amortissement cumulé, sauf les terrains, qui sont comptabilisés au coût. Les immeubles, le matériel informatique, les logiciels, l'autre matériel et les améliorations locatives sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'actif. Voici les durées de vie utile estimatives maximales que nous utilisons pour amortir nos actifs :

Immeubles	40 ans
Matériel informatique et logiciels	15 ans
Autre matériel	10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail, jusqu'à un maximum de 10 ans

(en millions de dollars canadiens)	2008		2007	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable	Valeur comptable
Terrains	191 \$	— \$	191 \$	148 \$
Immeubles	1 294	673	621	581
Matériel informatique et logiciels	3 100	2 242	858	787
Autre matériel	731	533	198	171
Améliorations locatives	804	445	359	293
<b>Total</b>	<b>6 120 \$</b>	<b>3 893 \$</b>	<b>2 227 \$</b>	<b>1 980 \$</b>

Pour les exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006, la charge d'amortissement se chiffrait respectivement à 393 millions, à 390 millions et à 360 millions de dollars.

Les gains et les pertes sur cession sont inclus dans le revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans notre état consolidé des résultats.

Le 31 juillet 2008, nous avons vendu une propriété comprenant deux immeubles à bureaux, située au 1210-1248, 10th Avenue, à Calgary, d'une superficie totale de 75 000 pieds carrés. Le gain provenant de cette vente s'élevait à 13 millions de dollars avant impôts et il a été comptabilisé dans notre état consolidé des résultats.

Le 15 octobre 2007, nous avons vendu la tour de bureaux située au 10199, 101 Street N.W., à Edmonton. Le gain provenant de cette vente s'établit à 19 millions de dollars avant impôts, dont 6 millions ont été inscrits à notre état consolidé des résultats. Les 13 millions de dollars restants ont été reportés et seront comptabilisés comme une réduction de nos charges locatives sur la durée de notre bail dans l'immeuble, qui arrive à échéance en 2017. Au 31 octobre 2008 et 2007, le gain reporté était respectivement de 12 millions et de 13 millions de dollars.

Les bureaux et le matériel sont soumis à des tests de dépréciation lorsque des faits ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Nous les ramenons à leur juste valeur lorsque les flux de trésorerie connexes non actualisés sont inférieurs à la valeur comptable. Il n'y a eu aucune dépréciation pour perte de valeur relativement aux bureaux et au matériel au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008 (aucune dépréciation en 2007 et 2006).

## Engagements sur bail

Nous avons signé un certain nombre de contrats non résiliables de location de bureaux et de matériel. Au 31 octobre 2008, nos engagements contractuels de location représentaient une somme totale de 1 410 millions de dollars. Les engagements pour chacun des cinq prochains exercices, et par la suite, se répartissent comme suit : 211 millions de dollars pour 2009, 185 millions pour

2010, 152 millions pour 2011, 127 millions pour 2012, 106 millions pour 2013 et 629 millions par la suite. Au 31 octobre 2008, ces engagements tenaient compte des montants relatifs aux 748 succursales situées dans des locaux loués.

Le loyer net des bureaux et du matériel constaté dans notre état consolidé des résultats s'établissait, pour les exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006, respectivement à 326 millions, à 300 millions et à 292 millions de dollars.

## Note 12 : Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge, selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont intégrés à nos états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition.

### Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc.

Le 1<sup>er</sup> mai 2008, nous avons conclu l'acquisition de Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc. (GKST), une société de Chicago, pour une somme de 31 millions de dollars en espèces, sous réserve d'un ajustement postérieur à la conclusion de la transaction, établi en fonction des capitaux propres. L'acquisition de GKST nous permet d'accroître considérablement notre présence dans le marché des obligations municipales aux États-Unis. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. GKST fait partie de notre groupe d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

### Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc.

Le 29 février 2008, nous avons conclu l'acquisition de Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc. (Merchants and Manufacturers), une société du Wisconsin, pour une somme totale de 135 millions de dollars en espèces. L'acquisition de Merchants and Manufacturers nous donne la possibilité d'étendre notre réseau de services bancaires au Wisconsin. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis un actif incorporel lié aux dépôts de base, lequel fait l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Merchants and Manufacturers fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

### Ozaukee Bank

Le 29 février 2008, nous avons conclu l'acquisition de Ozaukee Bank (Ozaukee), une banque locale du Wisconsin, en contrepartie de 3 283 190 actions de la Banque de Montréal d'une valeur de marché de 54,97 \$ l'action, soit une somme totale de 180 millions de dollars. L'acquisition de Ozaukee nous donne la possibilité d'étendre notre réseau de services bancaires au Wisconsin. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis un actif incorporel lié aux dépôts de base, lequel fait l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est

pas déductible à des fins fiscales. Ozaukee fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

### Pyrford International plc

Le 14 décembre 2007, nous avons conclu l'acquisition de Pyrford International plc (Pyrford), un gestionnaire d'actifs de Londres, Royaume-Uni, pour une somme totale de 41 millions de dollars en espèces et une contrepartie conditionnelle maximale de 10 millions de dollars versée en fonction de notre rétention des actifs sous gestion, pendant un an après la date de conclusion. L'acquisition de Pyrford nous donne la possibilité d'étendre nos capacités en matière de gestion d'investissements à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des relations d'affaires qui constituent un actif incorporel, lequel est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période ne dépassant pas 15 ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Pyrford fait partie de notre groupe d'exploitation Gestion privée.

### First National Bank & Trust

Le 4 janvier 2007, nous avons conclu l'acquisition de la First National Bank & Trust (First National) pour une somme totale de 345 millions de dollars en espèces. L'acquisition de First National nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région d'Indianapolis, Indiana. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis un actif incorporel lié aux dépôts de base, lequel fait l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels relatifs à cette transaction sont déductibles à des fins fiscales. First National fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

### bcpbank Canada

Le 4 décembre 2006, nous avons conclu l'acquisition de bcpbank Canada, une banque à charte à service complet, pour une somme totale de 41 millions de dollars en espèces. L'acquisition de bcpbank Canada nous permet d'étendre notre réseau de succursales et d'offrir à nos clients un accès accru à nos services bancaires dans toute la région du Grand Toronto. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis un actif incorporel lié aux dépôts de base, lequel fait l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. bcpbank Canada fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

	2008				2007	
	GKST	Merchants and Manufacturers	Ozaukee	Pyrford	First National	bcpbank Canada
Encaisse	– \$	47 \$	54 \$	1 \$	110 \$	47 \$
Valeurs mobilières	63	133	115	–	317	23
Prêts	–	1 013	517	–	1 009	293
Bureaux et matériel	1	34	14	1	30	9
Écarts d'acquisition	8	100	120	20	175	13
Actif incorporel (dépôts de base/relations d'affaires)	–	39	24	17	37	5
Actifs divers	24	16	11	4	52	2
<b>Total de l'actif</b>	<b>96</b>	<b>1 382</b>	<b>855</b>	<b>43</b>	<b>1 730</b>	<b>392</b>
Dépôts	–	1 029	584	–	1 375	339
Passifs divers	65	218	91	2	10	12
<b>Total du passif</b>	<b>65</b>	<b>1 247</b>	<b>675</b>	<b>2</b>	<b>1 385</b>	<b>351</b>
Prix d'achat	31 \$	135 \$	180 \$	41 \$	345 \$	41 \$

La répartition du prix d'achat de GKST, Merchants and Manufacturers, Ozaukee et Pyrford est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

## Note 13 : Écarts d'acquisition et actifs incorporels

### Écarts d'acquisition

Lorsque nous acquérons une filiale, une coentreprise ou des titres, dans les cas où nous exerçons une influence notable et que nous comptabilisons l'acquisition à la valeur de consolidation, nous attribuons le prix d'achat payé aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge. Tout excédent du montant payé par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis est considéré comme un écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais ils sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année. Ce test consiste à attribuer les écarts d'acquisition à nos unités d'exploitation (groupes de secteurs

d'activité ayant des caractéristiques semblables) et à comparer ensuite la valeur comptable de ces unités, y compris les écarts d'acquisition, à leur juste valeur. Nous déterminons la juste valeur en utilisant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, les ratios cours-bénéfice, des variables de substitution ou d'autres multiples, selon ce qui convient le mieux dans les circonstances. L'excédent de la valeur comptable des écarts d'acquisition sur la juste valeur des écarts d'acquisition, le cas échéant, est comptabilisé comme une charge de dépréciation dans la période au cours de laquelle la dépréciation est déterminée.

Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006, aucun écart d'acquisition n'a été l'objet d'une dépréciation pour perte de valeur.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de nos écarts d'acquisition pour chacune des unités d'exploitation, pour les exercices terminés le 31 octobre 2008 et 2007 :

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires Particuliers et entreprises			Services de placement	Produits de placement Particuliers	Gestion bancaire privée	Groupe Gestion privée	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total
	PE Canada	PE États-Unis	Total							
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2006	93 \$	582 \$	675 \$	68 \$	187 \$	68 \$	323 \$	98 \$	2 \$	1 098 \$
Acquisitions faites au cours de l'exercice	13	175	188	–	–	–	–	–	–	188
Autres 1)	–	(129)	(129)	–	–	(10)	(10)	(7)	–	(146)
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2007	106	628	734	68	187	58	313	91	2	1 140
Acquisitions faites au cours de l'exercice	–	220	220	–	20	–	20	8	–	248
Autres 1)	(1)	222	221	–	(1)	17	16	10	–	247
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2008	105 \$ 2)	1 070 \$ 3)	1 175 \$	68 \$ 4)	206 \$ 5)	75 \$ 6)	349 \$	109 \$ 7)	2 \$	1 635 \$

1) Les autres changements dans les écarts d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens des écarts d'acquisition libellés en devises et les ajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions de l'exercice précédent.

2) Concerne essentiellement Corporation Solutions Moneris et bcpbank Canada.

3) Concerne essentiellement New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales), Mercantile Bancorp, Inc., Villa Park Trust and Savings Bank, First National Bank & Trust, Ozaukee Bank et Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc.

4) Concerne Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.

5) Concerne Groupe de fonds Guardian Ltée et Pymford International plc.

6) Concerne essentiellement Harris myCFO, Inc.

7) Concerne Gerard Klauer Mattison & Co., Inc., Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée et Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc.

### Actifs incorporels

Les actifs incorporels liés à nos acquisitions sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le tableau ci-dessous présente les actifs incorporels par catégorie :

(en millions de dollars canadiens)	2008			2007
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable	
Relations d'affaires avec des clients	96 \$	68 \$	28 \$	12 \$
Dépôts de base	314	171	143	75
Réseaux de distribution – Succursales	178	146	32	34
Autres	24	23	1	3
Total	612 \$	408 \$	204 \$	124 \$

Les actifs incorporels sont amortis par imputation au revenu sur la période, ne dépassant jamais 15 ans, au cours de laquelle nous estimons que ces actifs nous seront bénéfiques, au moyen de la méthode de l'amortissement linéaire ou accéléré, selon l'actif. Nous n'avons pas d'actifs incorporels à durée de vie indéfinie. La période d'amortissement moyenne pondérée est de 10,6 ans pour les relations d'affaires avec des clients, de 10,6 ans pour les dépôts de base, de 15,0 ans pour les réseaux de distribution – succursales et de 6,4 ans pour les autres actifs incorporels.

Le montant global des actifs incorporels acquis au cours des exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006 s'élevait respectivement à 80 millions, 42 millions et 7 millions de dollars.

Nous soumettons les actifs incorporels à des tests de dépréciation lorsque des faits ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Nous les ramenons à leur juste valeur lorsque nous prévoyons que les flux de trésorerie connexes non actualisés ne permettront pas de recouvrer la valeur comptable. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006, aucun actif incorporel n'a été l'objet d'une dépréciation pour perte de valeur.

La charge d'amortissement estimative totale relative aux actifs incorporels pour les cinq prochains exercices s'élève à 46 millions de dollars pour 2009, 34 millions pour 2010, 29 millions pour 2011, 19 millions pour 2012 et 18 millions pour 2013.

### Modifications futures des conventions comptables

Tel que nous l'expliquons à la note 1, nous adopterons la nouvelle norme comptable de l'ICCA concernant les actifs incorporels le 1<sup>er</sup> novembre 2008. Cette norme clarifie les critères de constatation et de mesure des actifs incorporels, particulièrement en ce qui concerne les actifs incorporels qui sont générés à l'interne. L'application de cette nouvelle norme n'aura pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation ni sur notre situation financière.

## Note 14 : Actifs divers

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007
Comptes clients, charges payées d'avance et autres éléments	7 031 \$	5 415 \$
Intérêts courus à recevoir	1 198	1 371
Créances de clients, de négociants et de courtiers	810	460
Actif au titre des prestations constituées décollant des régimes de retraite (note 24)	1 121	1 094
Total	10 160 \$	8 340 \$

## Note 15 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe		Total	
	productifs d'intérêt		non productifs d'intérêt		2008	2007	2008	2007	2008	2007
Catégories de déposants :										
Banques	823 \$	349 \$	365 \$	298 \$	2 619 \$	1 001 \$	26 539 \$	32 452 \$	30 346 \$	34 100 \$
Entreprises et administrations publiques	8 101	7 155	20 777	9 719	20 376	19 783	86 857	85 091	136 111	121 748
Particuliers	4 705	3 405	6 802	5 824	34 880	31 114	44 826	35 859	91 213	76 202
<b>Total</b>	<b>13 629 \$</b>	<b>10 909 \$</b>	<b>27 944 \$</b>	<b>15 841 \$</b>	<b>57 875 \$</b>	<b>51 898 \$</b>	<b>158 222 \$</b>	<b>153 402 \$</b>	<b>257 670 \$</b>	<b>232 050 \$</b>
Domiciliation :										
Canada	12 864 \$	10 346 \$	15 427 \$	13 762 \$	38 564 \$	36 579 \$	91 439 \$	81 690 \$	158 294 \$	142 377 \$
États-Unis	303	174	10 696	2 078	18 879	14 750	50 316	41 824	80 194	58 826
Autres pays	462	389	1 821	1	432	569	16 467	29 888	19 182	30 847
<b>Total</b>	<b>13 629 \$</b>	<b>10 909 \$</b>	<b>27 944 \$</b>	<b>15 841 \$</b>	<b>57 875 \$</b>	<b>51 898 \$</b>	<b>158 222 \$</b>	<b>153 402 \$</b>	<b>257 670 \$</b>	<b>232 050 \$</b>

Au 31 octobre 2008 et 2007, les dépôts comprenaient respectivement 112 614 millions et 94 911 millions de dollars de dépôts libellés en dollars américains, et 7 763 millions et 11 778 millions de dollars de dépôts en d'autres devises.

## Modification de la convention comptable

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA qui permettent à la direction de choisir d'évaluer des instruments financiers, qui autrement ne seraient pas comptabilisés à leur juste valeur, comme s'ils étaient des instruments de négociation, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu, pourvu que certains critères soient respectés. Les instruments financiers doivent avoir été désignés le 1<sup>er</sup> novembre 2006, lors de l'adoption de la nouvelle norme, ou au moment où les nouveaux instruments financiers ont été acquis, et la désignation est irrévocable.

Nous émettons des billets structurés qui comprennent des options incorporées, sur taux d'intérêt ou sur actions. Nous concluons des contrats sur instruments dérivés qui gèrent notre risque lié aux variations de la juste valeur du billet structuré attribuables aux variations des taux d'intérêt ou aux variations du cours des actions. Les billets structurés sont désignés comme instruments de négociation en vertu de l'option de la juste valeur, ce qui permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. Ces billets sont classés dans les dépôts. Au 31 octobre 2008, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle de ces billets étaient respectivement de 1 070 millions et de 1 197 millions de dollars (respectivement 762 millions et 791 millions de dollars en 2007). L'incidence de la comptabilisation de ces billets comme instruments de négociation a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus (pertes) de négociation, de 84 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 (8 millions en 2007). La partie de la variation relative aux options incorporées sur taux d'intérêt ou sur actions a été neutralisée par une variation de la juste valeur des instruments dérivés. La partie de la variation de la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit a été un gain non réalisé de 108 millions de dollars, à la fois pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 et la période écoulée depuis la comptabilisation initiale. Nous isolons l'incidence des variations de notre risque de crédit en déterminant la variation de la juste valeur due aux variations des taux d'intérêt sans risque ainsi que la variation due aux taux d'intérêt du marché, ce qui comprend une prime relative à notre risque de crédit. La différence entre ces deux variations de la juste valeur représente la variation de la juste valeur découlant des variations de notre risque de crédit seulement.

Lorsque nous avons adopté l'option de la juste valeur pour nos billets structurés, le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons réévalué le portefeuille des billets structurés à sa juste valeur. Une perte nette non réalisée de moins de 1 million de dollars a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

## Dépôts

Les dépôts à vue sont constitués principalement des comptes de chèques de nos clients; certains de ces comptes sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer de l'argent de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à terme fixe sont constitués des dépôts suivants :

- Les divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients afin de gagner des intérêts sur une période fixe, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.
- Les fonds fédéraux achetés, qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 octobre 2008, le solde des fonds fédéraux achetés se chiffrait à 2 382 millions de dollars (1 937 millions en 2007).
- Le papier commercial, dont le total atteignait 269 millions de dollars au 31 octobre 2008 (685 millions en 2007).

Au 31 octobre 2008, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 132 296 millions de dollars de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 66 394 millions de dollars étaient domiciliés au Canada, 49 435 millions aux États-Unis et 16 467 millions dans d'autres pays. Au 31 octobre 2007, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 132 501 millions de dollars de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 61 312 millions étaient domiciliés au Canada, 41 301 millions aux États-Unis et 29 888 millions dans d'autres pays.

## Note 16 : Passifs divers

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007
Acceptations	9 358 \$	12 389 \$
Titres vendus à découvert	18 792	25 039
Titres mis en pension ou prêtés	32 492	31 263
	<b>60 642 \$</b>	<b>68 691 \$</b>

### Acceptations

Les acceptations représentent une forme de titre de créance négociable à court terme émis par nos clients, que nous garantissons en contrepartie d'une commission d'acceptation. Nous disposons d'une créance compensatoire, égale au montant des acceptations, contre nos clients. Le montant dû aux termes des acceptations est comptabilisé comme un passif et notre créance correspondante est comptabilisée comme un prêt dans notre bilan consolidé.

### Titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert représentent notre obligation de livrer des titres que nous ne possédons pas au moment de la vente. Ces obligations sont comptabilisées à leur valeur de marché. Les rajustements à la valeur de marché à la date du bilan et les gains et pertes au règlement de ces obligations sont comptabilisés dans les revenus (pertes) de négociation figurant à notre état consolidé des résultats.

### Titres mis en pension ou prêtés

Les titres mis en pension ou prêtés représentent des opérations de financement à court terme dans le cadre desquelles nous vendons des titres que nous possédons déjà et prenons simultanément l'engagement de racheter les mêmes titres à un prix et à une date prédéterminés. L'obligation de racheter ces titres est comptabilisée selon le montant exigible. Les frais d'intérêts relatifs à ces engagements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007
<b>Passifs divers</b>		
Comptes créditeurs, charges à payer et autres éléments	7 265 \$	7 760 \$
Intérêts courus à payer	1 656	1 893
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 400	1 329
Passifs de filiales, autres que des dépôts	2 990	387
Passif au titre des prestations constituées découlant des régimes de retraite (note 24)	47	11
Passif au titre des prestations constituées découlant des autres avantages sociaux futurs (note 24)	713	675
Total	<b>14 071 \$</b>	<b>12 055 \$</b>

Au 31 octobre 2008, la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales comprenait des titres d'une fiducie de capital, y compris les intérêts courus, d'une valeur totale de 1 060 millions de dollars (1 060 millions en 2007) (voir la note 19) et des actions privilégiées portant intérêt au taux de 7,375 %, d'une valeur totale de 250 millions de dollars américains (250 millions de dollars américains en 2007), émises par la filiale américaine Harris Preferred Capital Corporation, qui font partie de notre capital réglementaire de première catégorie.

### Programme de fidélisation de la clientèle

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous avons réglé le passif lié aux récompenses de notre programme de fidélisation de la clientèle du secteur MasterCard des Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada. Selon la nouvelle entente, nous ne sommes plus tenus d'estimer et de comptabiliser un passif associé à l'échange de récompenses par nos clients. Les coûts continus de notre programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de cartes de crédit sont comptabilisés à titre de réduction du revenu autre que d'intérêts, au poste frais de services de cartes, dans notre état consolidé des résultats.

Auparavant, nous comptabilisions le passif lié aux récompenses de notre programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de cartes de crédit dans la période au cours de laquelle nos clients acquéraient le droit d'échanger des récompenses. Nous estimions ce passif en nous fondant sur nos prévisions relatives au taux d'échange des récompenses et sur le coût des échanges prévus. Notre estimation du taux d'échange des récompenses était fondée sur l'analyse statistique des comportements antérieurs des clients. Les coûts de notre programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de cartes de crédit étaient comptabilisés à titre de réduction du revenu autre que d'intérêts, au poste frais de services de cartes, dans notre état consolidé des résultats. Le passif lié à ce programme était inclus dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé.

### Modification de l'estimation comptable

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons haussé le passif lié aux futurs échanges de récompenses par les clients dans le cadre de notre programme de fidélisation de la clientèle du secteur MasterCard des Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada. L'incidence de la modification de l'estimation sur notre état consolidé des résultats pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007 a été une réduction du revenu autre que d'intérêts, au titre des frais de services de cartes, de 185 millions de dollars, une diminution de la provision pour impôts sur les bénéfices de 65 millions de dollars et une baisse du revenu net de 120 millions de dollars.

## Note 17 : Charge de restructuration

Le 31 janvier 2007, nous avons inscrit une charge de restructuration de 135 millions de dollars à notre état consolidé des résultats. Les objectifs de la restructuration étaient d'améliorer le service à la clientèle en affectant des fonds et d'autres ressources à l'amélioration de la prestation des employés des ventes et du service qui sont en contact direct avec la clientèle, en mettant au point des processus et des systèmes plus efficaces et en continuant d'accélérer le rythme de croissance.

La charge était liée à la suppression d'environ 1 000 postes, essentiellement au sein de groupes dont les employés n'ont pas d'interactions directes avec la clientèle, et ce, dans l'ensemble des fonctions de soutien et des groupes d'exploitation de l'organisation. La charge se répartissait de la façon suivante : 117 millions de dollars pour des indemnités de licenciement, 11 millions pour des charges liées à des locaux et 7 millions pour divers autres coûts.

Les charges liées aux locaux comprenaient les frais d'annulation des baux dans les cas où nous avons légalement mis fin à nos obligations locatives, ainsi que la valeur comptable des actifs abandonnés.

Nous avons engagé une firme de services professionnels afin d'obtenir des conseils stratégiques et organisationnels en rapport avec nos initiatives de restructuration. Une charge de 7 millions de dollars pour ces services a été incluse dans la charge de restructuration.

Le 31 octobre 2007, nous avons comptabilisé une charge de restructuration supplémentaire de 40 millions de dollars dans notre état consolidé des résultats. Cette charge supplémentaire est liée à la suppression d'environ 400 postes dans l'ensemble des fonctions de soutien et des groupes d'exploitation de l'organisation et elle est entièrement affectée aux indemnités de licenciement.

Les charges de restructuration ont été comptabilisées dans les résultats du groupe Services d'entreprise. Les mesures relatives au programme de restructuration ont été complétées en 2007 et 2008.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous avons modifié notre estimation relative à la restructuration, ce qui a entraîné une réduction de 8 millions de dollars de la charge initiale (une réduction de 16 millions de dollars en 2007). Les indemnités de licenciement ont été moindres que les prévisions initiales en raison des niveaux plus élevés que prévu d'attrition et de réaffectation des employés au sein de la Banque.

(en millions de dollars canadiens)	Charges liées aux indemnités de licenciement	Charges liées à des locaux	Autres	Total
Solde d'ouverture	117 \$	11 \$	7 \$	135 \$
Somme payée au cours de l'exercice	(46)	(10)	(7)	(63)
Reprise au cours de l'exercice	(15)	(1)	–	(16)
Charge supplémentaire au cours de l'exercice	40	–	–	40
Solde au 31 octobre 2007	96	–	–	96
Somme payée au cours de l'exercice	(45)	–	–	(45)
Reprise au cours de l'exercice	(8)	–	–	(8)
Solde au 31 octobre 2008	<b>43 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>43 \$</b>

## Note 18 : Dette subordonnée

La dette subordonnée représente nos obligations directes non garanties, sous forme de billets et de débetures, envers les porteurs de nos titres d'emprunt et elle fait partie de notre capital réglementaire. Les droits des porteurs de nos billets et de débetures sont subordonnés aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Le remboursement de notre dette subordonnée, en tout ou en partie, est assujéti à l'approbation préalable du BSIF.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous avons émis des billets à moyen terme de série F, tranche 1, d'une valeur totale de 900 millions de dollars. Nous avons remboursé tous nos billets à moyen terme de série A, tranche 2, portant intérêt à un taux de 5,75 % et arrivant à échéance en 2013, d'une valeur totale de 150 millions de dollars. Ces billets ont été remboursés à un prix de remboursement correspondant à 100 % du montant du capital, majoré de l'intérêt couru impayé à la date du remboursement. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons émis des billets à moyen terme de série D, tranche 2, d'une valeur totale de 1,2 milliard de dollars. Nous avons remboursé nos débetures de série 22, d'une valeur de 150 millions de dollars. Nos billets à 7,80 %, d'une valeur de 300 millions de dollars américains, sont arrivés à échéance. Nos remboursements n'ont entraîné ni gain ni perte.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons émis des débetures subordonnées novatrices, soit des billets secondaires BMO (appelés BMO TSN – série A), d'une valeur de 800 millions de dollars, par l'entremise

de la Fiducie de billets secondaires BMO (la fiducie). La fiducie est une entité à détenteurs de droits variables que nous ne sommes pas tenus de consolider (voir la note 9); par conséquent, les billets BMO TSN – série A émis par la fiducie ne sont pas inscrits à notre bilan consolidé. La fiducie a utilisé le produit de l'émission pour acheter de nous un billet de dépôt de premier rang, qui est inscrit dans le passif à notre bilan consolidé, sous le titre dépôts, au poste entreprises et administrations publiques. Tous les billets BMO TSN – série A seront automatiquement échangés contre nos billets secondaires de série E, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des détenteurs, s'il se produit des événements spécifiques comme la liquidation de la Banque de Montréal, une exigence réglementaire obligeant celle-ci à augmenter son capital, une contravention de sa part aux exigences réglementaires en matière de capital, ou un changement dans la législation fiscale.

Nous avons garanti les versements du capital, de l'intérêt, du prix de rachat, le cas échéant, et de toute autre somme relative aux billets BMO TSN – série A, lorsqu'ils deviendront exigibles. Cette garantie est subordonnée à notre passif-dépôts et à tous nos autres passifs, à l'exception des autres garanties, obligations ou passifs qui sont désignés comme étant de rang égal ou inférieur à la dette subordonnée.

Le billet de dépôt de premier rang porte intérêt à un taux annuel de 5,90 % et arrivera à échéance le 26 septembre 2022.

Le tableau ci-dessous fait état du terme à courir et des remboursements relatifs à notre dette subordonnée pour les cinq prochains exercices et par la suite :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Valeur nominale	Échéance	Taux d'intérêt (%)	Remboursable à notre gré à compter de	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Plus de 5 ans	Total 2008	Total 2007
Débetures série 12	140 \$	Décembre 2008	10,85	Décembre 1998	140 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	140 \$	140 \$
Débetures série 16	100 \$	Février 2017	10,00	Février 2012 1)	–	–	–	–	–	100	100	100
Débetures série 20	150 \$	Décembre 2025 à 2040	8,25	non remboursables	–	–	–	–	–	150	150	150
Billets à moyen terme – Série A												
Tranche 2	150 \$	Février 2013	5,75	remboursés	–	–	–	–	–	–	–	150
Billets à moyen terme – Série C												
Tranche 1	500 \$	Janvier 2015	4,00	Janvier 2010 2)	–	–	–	–	–	500	500	500
Tranche 2	500 \$	Avril 2020	4,87	Avril 2015 3)	–	–	–	–	–	500	500	500
Billets à moyen terme – Série D												
Tranche 1	700 \$	Avril 2021	5,10	Avril 2016 4)	–	–	–	–	–	700	700	700
Tranche 2	1 200 \$	Juin 2017	5,20	Juin 2012 5)	–	–	–	–	–	1 200	1 200	1 200
Billets à moyen terme – Série F												
Tranche 1	900 \$	Mars 2023	6,17	Mars 2018 6)	–	–	–	–	–	900	900	–
					140 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	4 050 \$	4 190 \$	4 440 \$
Billets de la Fiducie de billets secondaires BMO – Série A	800 \$	Septembre 2022	5,75	Septembre 2017 8)	–	–	–	–	–	800	800	800
<b>Total</b>					<b>140 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>4 850 \$</b>	<b>4 990 \$</b>	<b>4 240 \$</b>

1) Remboursables au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le règlement des obligations du Canada après leur date de remboursement, le 20 février 2012, jusqu'à leur échéance, le 20 février 2017.

2) Remboursables au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 21 janvier 2010, et remboursables à la valeur nominale à compter du 21 janvier 2010.

3) Remboursables au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 22 avril 2015, et remboursables à la valeur nominale à compter du 22 avril 2015.

4) Remboursables au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 21 avril 2016, et remboursables à la valeur nominale à compter du 21 avril 2016.

5) Remboursables au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 21 juin 2012, et remboursables à la valeur nominale à compter du 21 juin 2012.

6) Remboursables au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 28 mars 2018, et remboursables à la valeur nominale à compter du 28 mars 2018.

7) Certains éléments de la dette subordonnée inscrits à notre bilan consolidé comprennent des rajustements à la quasi juste valeur qui augmentent leur valeur de 125 millions de dollars (6 millions en 2007), car ils sont en relation avec des couvertures de la juste valeur (voir la note 10).

8) Remboursables au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 26 septembre 2017, et remboursables à la valeur nominale à compter du 26 septembre 2017.

Se reporter au prospectus relatif à chacune des émissions ci-dessus pour de plus amples renseignements sur le calcul et la définition du rendement des obligations du Canada.

## Note 19 : Titres d'une fiducie de capital

Nous émettons les titres Fiducie de capital BMO (appelés BOaTS) par l'entremise de notre filiale consolidée, la Fiducie de capital BMO (la fiducie). Le produit des BOaTS est utilisé pour l'achat de prêts hypothécaires. À la consolidation, les BOaTS sont présentés dans notre bilan consolidé, soit dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, soit dans les titres d'une fiducie de capital, selon leurs modalités.

Les détenteurs de BOaTS ont le droit de recevoir des distributions fixes semestrielles non cumulatives en espèces, en autant que nous déclarions des dividendes sur nos actions privilégiées ou, s'il n'y a pas d'actions privilégiées en circulation, sur nos actions ordinaires, conformément à nos pratiques habituelles en matière de dividendes. Les modalités des BOaTS sont les suivantes :

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les distributions)	Dates de distribution	Distribution par BOaTS 3)	Date de rachat	Date de conversion	Capital	
			au gré de la fiducie	au gré du détenteur	2008	2007
<b>Titres d'une fiducie de capital</b>						
Série A	30 juin, 31 décembre	34,52 \$	31 décembre 2005	31 décembre 2010	<b>350 \$</b>	350 \$
Série B	30 juin, 31 décembre	33,24	30 juin 2006	30 juin 2011	<b>400</b>	400
Série C	30 juin, 31 décembre	33,43	31 décembre 2006	30 juin 2012	<b>400</b>	400
					<b>1 150</b>	1 150
<b>Part des actionnaires sans contrôle</b>						
Série D	30 juin, 31 décembre	27,37 \$ 1)	31 décembre 2009		<b>600</b>	600
Série E	30 juin, 31 décembre	23,17 2)	31 décembre 2010		<b>450</b>	450
					<b>1 050</b>	1 050
<b>Total des titres de la fiducie</b>					<b>2 200 \$</b>	2 200 \$

1) Après le 31 décembre 2014, chaque distribution se fera au taux des acceptations bancaires majoré de 1,5 %.

2) Après le 31 décembre 2015, chaque distribution se fera au taux des acceptations bancaires majoré de 1,5 %.

3) La distribution est versée pour chaque titre de fiducie dont la valeur nominale est de 1 000 \$.

### Rachat par la fiducie

Aux dates de rachat indiquées ci-dessus ou après ces dates, et sous réserve de l'approbation préalable du BSIF, la fiducie peut racheter la totalité des BOaTS sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des détenteurs.

### Conversion par les détenteurs

Aux dates de conversion indiquées ci-dessus ou après ces dates, les BOaTS de séries A, B et C pourront être échangés contre nos actions privilégiées de catégorie B, séries 7, 8 et 9 respectivement, au gré des détenteurs.

### Échange automatique

Chacun des BOaTS de séries A, B, C, D et E sera automatiquement échangé contre 40 de nos actions privilégiées de catégorie B, séries 7, 8, 9, 11 et 12 respectivement, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des détenteurs, s'il se produit des événements spécifiques comme la liquidation de la Banque de Montréal, une exigence réglementaire obligeant celle-ci à augmenter son capital ou une contravention de sa part aux exigences réglementaires en matière de capital.

## Note 20 : Risque de taux d'intérêt

Nous recevons de l'intérêt sur des actifs productifs d'intérêts et nous versons de l'intérêt sur des passifs portant intérêt. Nous détenons aussi des instruments dérivés, tels que des swaps de taux d'intérêt et des options sur taux d'intérêt, dont les valeurs sont sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans la mesure où nous avons des actifs, des passifs et des instruments dérivés qui arrivent à échéance ou sont renégociés à différents moments, nous sommes exposés à un risque de taux d'intérêt.

### Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt

La détermination des écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt repose nécessairement sur de nombreuses hypothèses. Elle se fait en fonction de la date de renégociation ou, si elle est plus rapprochée, de l'échéance des actifs, des passifs et des instruments dérivés utilisés pour gérer le risque lié aux taux d'intérêt.

Les écarts présentés le sont en date du 31 octobre de chaque année. Ils représentent la situation à la fermeture des bureaux et peuvent changer de façon importante dans les périodes subséquentes selon le comportement des clients et l'application de notre politique en matière de gestion des actifs et des passifs.

Hypothèses pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 :

#### Actifs

Les actifs à terme fixe, tels que les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts à la consommation, sont présentés en fonction des dates fixées pour les remboursements et des dates estimatives des remboursements anticipés qui reflètent le comportement prévu des emprunteurs.

Les actifs liés aux activités de négociation et de prise ferme (au cours du marché) ainsi que les actifs productifs d'intérêts pour lesquels le taux d'intérêt des clients varie en fonction du taux préférentiel ou en fonction d'autres taux du marché à court terme sont présentés dans la catégorie de zéro à trois mois.

Les actifs à taux fixe et les actifs non productifs d'intérêts sans échéance fixe sont présentés d'après l'évolution prévue des soldes de comptes.

#### Passifs

Les passifs à taux fixe, tels que les certificats de placement, sont présentés en fonction des échéances fixes et des dates estimatives des rachats qui reflètent le comportement prévu des déposants.

Les dépôts productifs d'intérêts pour lesquels le taux d'intérêt des clients varie en fonction du taux préférentiel ou en fonction d'autres taux du marché à court terme sont présentés dans la catégorie de zéro à trois mois.

Les passifs à taux fixe et les passifs ne portant pas intérêt sans échéance fixe sont présentés d'après l'évolution prévue des soldes de comptes.

#### Capitaux propres

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont présentés comme des éléments non sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt.

#### Rendements

Les rendements sont établis d'après les taux d'intérêt effectifs pour les actifs ou les passifs le 31 octobre 2008.

## Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)

Au 31 octobre	De 0 à 3 mois	De 4 à 6 mois	De 7 à 12 mois	Total de 0 à 12 mois	Taux d'intérêt effectif (%)	De 1 à 5 ans	Taux d'intérêt effectif (%)	Plus de 5 ans	Taux d'intérêt effectif (%)	Sans incidence	Total
<b>En dollars canadiens</b>											
<b>Actif</b>											
Encaisse	(3 467)\$	– \$	– \$	(3 467)\$	1,67	303 \$	–	– \$	–	(1 309)\$	(4 473)\$
Valeurs mobilières	51 434	670	689	52 793	3,93	5 640	3,60	48	4,70	158	58 639
Titres pris en pension ou empruntés	15 285	47	–	15 332	2,79	–	–	–	–	–	15 332
Prêts	70 530	3 533	5 997	80 060	4,28	25 329	5,23	2 649	5,83	10 599	118 637
Autres actifs	(417)	(365)	(306)	(1 088)	s.o.	3 550	–	–	–	2 733	5 195
Total de l'actif	133 365	3 885	6 380	143 630		34 822		2 697		12 181	193 330
<b>Passif et capitaux propres</b>											
Dépôts	64 879	7 058	14 827	86 764	1,79	45 971	4,09	4 558	5,31	–	137 293
Titres vendus à découvert	13 769	–	–	13 769	4,51	–	–	–	–	–	13 769
Titres mis en pension ou prêtés	18 535	–	137	18 672	2,65	–	–	–	–	–	18 672
Autres passifs	(13 777)	70	266	(13 441)	s.o.	2 130	s.o.	1 050	s.o.	10 599	338
Dette subordonnée, titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées classées dans le passif	515	–	–	515	4,18	2 950	5,13	2 250	5,24	–	5 715
Capitaux propres	218	–	–	218	s.o.	1 100	s.o.	250	s.o.	15 975	17 543
Total du passif et des capitaux propres	84 139	7 128	15 230	106 497		52 151		8 108		26 574	193 330
Écart de sensibilité actif/passif	49 226	(3 243)	(8 850)	37 133		(17 329)		(5 411)		(14 393)	–
Montants nominaux de référence des instruments dérivés	(37 973)	806	6 968	(30 199)		23 624		6 575		–	–
<b>Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt – dollars canadiens</b>											
2008	11 253 \$	(2 437)\$	(1 882)\$	6 934 \$		6 295 \$		1 164 \$		(14 393)\$	– \$
2007	(1 024)	419	4 787	4 182		7 958		251		(12 391)	–
<b>En dollars américains et autres devises</b>											
<b>Actif</b>											
Encaisse	21 619 \$	1 821 \$	612 \$	24 052 \$	0,71	1 413 \$	–	206 \$	–	(93)\$	25 578 \$
Valeurs mobilières	33 672	1 109	1 268	36 049	3,08	4 208	4,89	1 208	7,08	34	41 499
Titres pris en pension ou empruntés	12 689	–	–	12 689	1,41	–	–	12	–	–	12 701
Prêts	47 868	2 602	3 657	54 127	4,42	11 936	6,24	1 568	5,65	694	68 325
Autres actifs	68 108	744	1 136	69 988	s.o.	2 541	s.o.	–	s.o.	2 088	74 617
Total de l'actif	183 956	6 276	6 673	196 905		20 098		2 994		2 723	222 720
<b>Passif et capitaux propres</b>											
Dépôts	91 487	8 313	7 115	106 915	2,51	11 609	2,12	1 853	1,46	–	120 377
Titres vendus à découvert	5 023	–	–	5 023	2,56	–	–	–	–	–	5 023
Titres mis en pension ou prêtés	13 820	–	–	13 820	1,15	–	–	–	–	–	13 820
Autres passifs	81 140	66	133	81 339	s.o.	1 106	s.o.	–	s.o.	694	83 139
Capitaux propres	–	–	–	–	s.o.	361	s.o.	–	s.o.	–	361
Total du passif et des capitaux propres	191 470	8 379	7 248	207 097		13 076		1 853		694	222 720
Écart de sensibilité actif/passif	(7 514)	(2 103)	(575)	(10 192)		7 022		1 141		2 029	–
Montants nominaux de référence des instruments dérivés	5 519	–	(241)	5 278		(4 284)		(994)		–	–
<b>Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt – dollars américains et autres devises</b>											
2008	(1 995)\$	(2 103)\$	(816)\$	(4 914)\$		2 738 \$		147 \$		2 029 \$	– \$
2007	(8 343)	(2 236)	(202)	(10 781)		7 887		1 083		1 811	–

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

s.o. – sans objet

## Note 21 : Capital-actions

### En circulation

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2008			2007			2006		
	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action
<b>Actions privilégiées classées dans le passif</b>									
Catégorie B – Série 4 1)	–	– \$	– \$	–	– \$	0,91 \$	8 000 000	200 \$	1,20 \$
Catégorie B – Série 6 2)	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19
		250			250			450	
<b>Actions privilégiées classées dans les capitaux propres</b>									
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200 \$	1,33 \$	8 000 000	200 \$	1,33 \$	8 000 000	200 \$	1,33 \$
Catégorie B – Série 10	12 000 000	396	1,49 \$US	12 000 000	396	1,49 \$US	12 000 000	396	1,49 \$US
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	1,13	14 000 000	350	0,96	–	–	–
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	1,48	10 000 000	250	–	–	–	–
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	0,94	–	–	–	–	–	–
Catégorie B – Série 16	12 000 000	300	0,55	–	–	–	–	–	–
		1 746			1 196			596	
<b>Actions ordinaires</b>	<b>506 044 982</b>	<b>4 773</b>	<b>2,80 \$</b>	<b>498 562 702</b>	<b>4 411</b>	<b>2,71 \$</b>	<b>500 726 079</b>	<b>4 231</b>	<b>2,26 \$</b>
<b>Actions autodétenues</b>	<b>(1 469 949)</b>	<b>(65)</b>	<b>s.o.</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>s.o.</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>s.o.</b>
<b>Capital-actions</b>		<b>6 454 \$</b>			<b>5 607 \$</b>			<b>4 827 \$</b>	

1) Rachetées en 2007.

2) Rachetées le 25 novembre 2008.

s.o. – sans objet

### Actions privilégiées

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre en série un nombre illimité d'actions privilégiées des catégories A et B sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Les actions privilégiées de catégorie B peuvent être émises en devises.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous avons émis les actions privilégiées suivantes :

- 10 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 15, portant intérêt au taux de 5,8 %, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 250 millions de dollars.
- 12 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 16, portant intérêt au taux de 5,2 %, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 300 millions de dollars.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons émis les actions privilégiées suivantes :

- 14 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 13, portant intérêt au taux de 4,5 %, au prix de 25,00 \$ l'action, ce qui représente un prix d'émission global de 350 millions de dollars.
- 10 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 14, portant intérêt au taux de 5,25 %, au prix de 25,00 \$ l'action, ce qui représente un prix d'émission global de 250 millions de dollars.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons racheté la totalité de nos 8 000 000 d'actions privilégiées à dividende non cumulatif de catégorie B, série 4, au prix de 25,00 \$ l'action, majoré de tous les dividendes déclarés et non versés à la date du rachat, ce qui représente un prix de rachat global d'environ 200 millions de dollars.

### Droits et privilèges afférents aux actions privilégiées

Catégorie B – Les actions de série 4 ont été rachetées au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007. Ces actions donnaient droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,30 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 5 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2013, pour 25,00 \$ en espèces par action, et elles ne sont pas convertibles. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,33125 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 6 étaient rachetables à notre gré, à compter du 25 novembre 2005, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetions avant le 25 novembre 2007, ou pour la valeur équivalente sous forme de nos actions ordinaires. Ces actions ont été rachetées le 25 novembre 2008.

Catégorie B – Les actions de série 10 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2012, pour 25,00 \$ US en espèces par action, et elles sont convertibles à notre gré, à compter du 25 février 2012, en nos actions ordinaires. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,371875 \$ US par action.

Catégorie B – Les actions de série 13 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2012, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 février 2016. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,28125 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 14 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 novembre 2012, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 novembre 2016. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 15 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 mai 2013, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 mai 2017. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,3625 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 16 sont rachetables à notre gré, le 25 août 2013 et tous les cinq ans par la suite, pour 25,00 \$ en espèces par action.

Si les actions ne sont pas rachetées aux dates de rachat, les investisseurs ont l'option de les convertir en actions privilégiées de catégorie B, série 17, et, s'ils les convertissent, ils ont l'option de les reconvertir en actions privilégiées de série 16 aux dates de rachat subséquentes. Les actions de série 16 donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,325 \$ par action jusqu'au 25 août 2013. Les dividendes payables après le 25 août 2013 sur les actions privilégiées des séries 16 et 17 seront établis d'après les taux en vigueur sur le marché et un écart prédéterminé.

### Actions ordinaires

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Nos actions ordinaires ne sont pas rachetables ni convertibles. Nous déclarons chaque trimestre un dividende dont le montant peut varier d'un trimestre à l'autre.

### Offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités

Le 8 septembre 2008, nous avons présenté une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui restera en vigueur pendant une année. En vertu de cette offre, nous sommes autorisés à racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires en circulation.

Du 6 septembre 2007 au 7 septembre 2008, nous avons participé à une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, en vertu de laquelle nous étions autorisés à racheter un maximum de 25 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 5 % de nos actions ordinaires alors en circulation.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous n'avons racheté aucune action ordinaire. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons racheté 7 621 600 actions au prix moyen de 68,80 \$ l'action, pour une somme totale de 524 millions de dollars. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons racheté 5 919 400 actions au prix moyen de 63,58 \$ l'action, pour une somme totale de 376 millions de dollars.

### Titres émis échangeables contre des actions ordinaires

Une de nos filiales, la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, a émis diverses catégories d'actions sans droit de vote échangeables au gré de leurs détenteurs contre nos actions ordinaires, d'après une formule établie. Si toutes les actions de cette société avaient été converties en nos actions ordinaires, il aurait fallu un maximum de 263 397, de 270 657 et de 327 863 actions ordinaires pour conclure l'échange au 31 octobre 2008, 2007 et 2006 respectivement.

### Restrictions concernant le rachat d'actions et les dividendes

Le BSIF doit approuver tout plan de rachat en espèces portant sur l'une ou l'autre de nos catégories d'actions privilégiées en circulation.

Il nous est interdit de déclarer un dividende sur nos actions privilégiées ou ordinaires si ce dividende nous place en situation d'infraction à l'égard des règles sur la suffisance du capital et sur la liquidité ou de toute autre directive réglementaire publiée en application de la *Loi sur les banques*. En outre, nous ne pouvons verser de dividendes sur nos actions ordinaires à moins d'avoir versé, ou mis des fonds en réserve en vue de les verser, tous les dividendes déclarés et payables sur nos actions privilégiées.

De plus, nous avons convenu que si la Fiducie de capital BMO (la fiducie), une de nos filiales, omet de verser sur ses titres de capital une distribution

indiquée, nous ne déclarerons de dividende de quelque nature que ce soit sur aucune de nos actions privilégiées ou ordinaires pendant la période qui suivra l'omission par la fiducie de verser la distribution indiquée (tel que le stipulent les prospectus des titres de la fiducie), à moins que la fiducie ne verse la distribution en question aux détenteurs de ses titres (se reporter à la note 19).

### Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Nous offrons un régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions à nos actionnaires. La participation à ce régime est facultative. Selon les modalités du régime, les dividendes en espèces sur les actions ordinaires sont réaffectés à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires. Les actionnaires ont aussi la possibilité de faire des paiements en espèces pour acquérir des actions ordinaires supplémentaires. Nous pouvons émettre ces actions ordinaires au cours moyen de clôture de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto, établi d'après les cinq jours de bourse précédant le dernier jour ouvrable du mois, ou nous pouvons les acheter sur le marché libre, aux prix du marché. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous avons émis 2 413 244 actions ordinaires (1 626 374 en 2007) dans le cadre de ce régime.

### Émissions éventuelles d'actions

Au 31 octobre 2008, nous avons réservé 3 228 679 actions ordinaires en vue de leur émission éventuelle dans le cadre de notre régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et 4 983 517 actions ordinaires en vue de l'échange de certaines actions de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée. Nous avons également réservé 20 051 854 actions ordinaires en vue de l'exercice éventuel des options sur actions, tel que nous l'expliquons à la note 23.

### Actions autodétenues

Lorsque nous achetons nos actions ordinaires dans le cadre de nos activités de négociation, nous comptabilisons le coût de ces actions comme une réduction des capitaux propres. Si ces actions sont revendues pour une valeur supérieure à leur coût, l'écart est comptabilisé comme une augmentation du surplus d'apport. Si ces actions sont revendues pour une valeur inférieure à leur coût, l'écart est d'abord comptabilisé comme une réduction du surplus d'apport, dans la mesure où des montants relatifs aux actions autodétenues sont contenus dans le surplus d'apport, puis l'excédent est comptabilisé comme une réduction des bénéfices non répartis.

## Note 22 : Gestion du capital

Notre cadre de gestion du capital est conçu pour maintenir un niveau de capital qui respecte nos ratios cibles pour le capital réglementaire, correspond à notre évaluation interne du capital économique requis, est conforme à nos cotes de crédit cibles, soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la valeur à long terme pour les actionnaires.

Notre démarche consiste notamment à établir des limites, des buts et des mesures des résultats pour effectuer la gestion du bilan, des niveaux de risques et des montants minimaux de capital, ainsi qu'à émettre et à racheter des titres de façon à obtenir la structure de capital la plus économique possible.

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2007, un nouveau dispositif réglementaire de gestion du capital s'applique au Canada. Ce nouveau cadre, l'Accord de Bâle II, a remplacé l'Accord de Bâle I qui avait été utilisé au cours des 20 années précédentes. L'Accord de Bâle II constitue une amélioration par rapport à Bâle I parce qu'il établit des exigences relatives au capital réglementaire qui sont plus sensibles au profil de risque d'une banque.

Le capital de première catégorie représente les formes de capital les plus permanentes et comprend principalement les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, les actions privilégiées et les instruments hybrides novateurs, moins une déduction pour les écarts d'acquisition et les actifs incorporels excédentaires et d'autres déductions requises en vertu de Bâle II. Le capital total inclut le capital de première catégorie et de deuxième catégorie, moins certaines déductions. Le capital de deuxième catégorie est composé principalement de débentures subordonnées et de la partie admissible de la provision générale pour pertes sur créances. Les déductions appliquées au capital de deuxième catégorie se composent principalement de nos investissements dans des entités non consolidées et d'investissements importants. Les instruments de capital sont présentés en détail aux notes 16, 18, 19 et 21.

Le ratio du capital de première catégorie, le ratio du capital total et le ratio de l'actif au capital sont les principales mesures du capital surveillées par l'organisme qui réglemente nos activités.

- Le ratio de capital de première catégorie est obtenu en divisant le capital de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques.
- Le ratio du capital total est obtenu en divisant le capital total par l'actif pondéré en fonction des risques.
- Le ratio de l'actif au capital est établi en divisant l'actif total, y compris les éléments hors bilan spécifiés nets des autres déductions spécifiées, par le capital total.

#### Bâle II – Capital réglementaire et actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) 2008

Capital de première catégorie	18 729 \$
Capital de deuxième catégorie	4 592 \$
Capital total	23 321 \$
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	191 608 \$
Ratio du capital de première catégorie	9,77 %
Ratio du capital total	12,17 %
Ratio de l'actif au capital	16,42

Notre ratio du capital de première catégorie et notre ratio du capital total demeurent supérieurs aux ratios du capital minimaux de 7 % et de 10 %, respectivement, exigés par le BSIF pour une institution financière bien capitalisée. Notre ratio de l'actif au capital était de 16,42 au 31 octobre 2008. Ce ratio demeure inférieur au maximum autorisé par le BSIF.

Par suite de l'application de Bâle II pour l'exercice 2008, les chiffres présentés pour l'actif pondéré en fonction des risques, le capital et les ratios de capital ne peuvent être comparés à ceux des exercices précédents.

## Note 23 : Rémunération du personnel – Rémunération à base d'actions

Nous calculons la juste valeur des options sur actions à la date à laquelle elles ont été attribuées et nous comptabilisons ce montant dans les frais de rémunération sur la période d'acquisition des droits aux options, en augmentant le surplus d'apport d'une somme correspondante. Lorsque ces options sont exercées, nous comptabilisons le montant du produit, avec le montant inscrit au titre du surplus d'apport, dans le capital-actions.

### Régime d'options sur actions

Nous avons un régime d'options sur actions pour les dirigeants, employés et administrateurs désignés. Les options sont attribuées à un prix d'exercice égal au cours de clôture de nos actions ordinaires le jour précédant la

date d'attribution. Les droits aux options attribuées aux termes du régime de 1995 à 1999 étaient acquis après une période de cinq exercices débutant le 1<sup>er</sup> novembre de l'année au cours de laquelle les options avaient été attribuées aux dirigeants et aux employés, si nous avons atteint certains objectifs de rendement. Les droits aux options attribuées depuis 1999 sont acquis à raison de 25 % par année sur une période de quatre ans commençant à la date à laquelle les options ont été attribuées. Certaines des options attribuées depuis 1999 ne peuvent être exercées que si nous avons atteint certains objectifs de rendement. Toutes les options viennent à échéance dix ans après leur date d'attribution.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur notre régime d'options sur actions :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2008		2007		2006	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de l'exercice	20 656 713	41,55 \$	23 254 639	38,55 \$	26 919 349	35,86 \$
Options attribuées	1 442 833	59,14	1 229 500	68,96	1 390 700	63,04
Options exercées	1 778 586	31,65	3 774 644	31,86	5 014 557	30,87
Options éteintes/annulées	2 700	50,23	43 882	54,42	37 053	46,77
Options échues	262 558	42,63	8 900	19,93	3 800	15,50
Options en cours à la fin de l'exercice	20 055 702	43,68	20 656 713	41,55	23 254 639	38,55
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	14 332 077	37,69	15 585 532	36,01	17 947 453	34,35
Options pouvant être attribuées	2 985 056		4 116 301		2 047 729	
Options en cours en pourcentage des actions en circulation	3,96 %		4,14 %		4,64 %	

Certains chiffres des exercices antérieurs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006, respectivement à 12 millions, 11 millions et 14 millions de dollars avant impôts (respectivement 11 millions, 10 millions et 13 millions de dollars après impôts).

La valeur intrinsèque d'une option sur actions attribuée est la différence entre le prix en vigueur sur le marché pour nos actions ordinaires et le prix

d'exercice de l'option. La valeur intrinsèque globale des options sur actions en cours au 31 octobre 2008, 2007 et 2006 était respectivement de 104 millions, 443 millions et 719 millions de dollars. La valeur intrinsèque globale des options sur actions pouvant être exercées au 31 octobre 2008, 2007 et 2006 était respectivement de 101 millions, 421 millions et 629 millions de dollars.

Le tableau ci-dessous présente les options en cours et les options pouvant être exercées au 31 octobre 2008 et 2007, par fourchette de prix d'exercice :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2008						2007			
Fourchette des prix d'exercice	Options en cours			Options pouvant être exercées			Options en cours		Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options sur actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
De 20,01 \$ à 30,00 \$	2 227 815	1,0	25,60 \$	2 227 815	25,60 \$	2 492 855	2,0	25,60 \$	2 492 855	25,60 \$
De 30,01 \$ à 40,00 \$	9 056 151	2,3	36,32	8 683 171	36,23	10 604 596	3,1	35,69	10 184 016	35,57
De 40,01 \$ à 50,00 \$	1 991 004	4,2	41,16	1 720 703	40,90	2 019 800	4,8	40,95	1 855 104	40,96
De 50,01 \$ à 60,00 \$	2 907 571	5,5	55,20	1 228 076	55,02	2 940 660	6,5	55,19	887 709	54,94
60,01 \$ et plus	3 873 161	7,7	63,94	472 312	64,85	2 598 802	8,5	65,83	165 848	63,05

Certains chiffres des exercices antérieurs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des options sur actions dont les droits n'étaient pas acquis, pour les exercices terminés le 31 octobre 2008 et 2007 :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2008		2007	
	Nombre d'options sur actions	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution	Nombre d'options sur actions	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution
Options dont les droits n'étaient pas acquis au début de l'exercice	5 071 181	8,74 \$	5 307 186	8,89 \$
Options attribuées	1 442 833	8,24	1 229 500	7,56
Options dont les droits ont été acquis	790 389	10,61	1 442 754	8,25
Options éteintes/annulées	–	–	22 751	10,16
Options dont les droits n'étaient pas acquis à la fin de l'exercice	5 723 625	8,36 \$	5 071 181	8,74 \$

Le tableau ci-dessous présente des renseignements complémentaires sur notre régime d'options sur actions :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2008	2007	2006
Frais de rémunération non constatés liés à l'attribution d'options dont les droits ne sont pas acquis	8 \$	10 \$	12 \$
Période moyenne pondérée sur laquelle les frais sont constatés (en années)	2,7	2,6	3,0
Valeur intrinsèque totale des options exercées	30 \$	138 \$	170 \$
Produit en espèces des options exercées	56 \$	120 \$	155 \$
Économie d'impôts réelle réalisée sur les options exercées	14 \$	4 \$	14 \$

Nous déterminons la juste valeur des options attribuées au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options. La volatilité prévue est fondée sur la volatilité implicite du cours de nos actions causée par les options négociées ainsi que sur la volatilité historique du cours de nos actions. La moyenne pondérée de la juste valeur des options attribuées au cours des exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006 s'élevait à 8,24 \$, 7,56 \$ et 10,17 \$ respectivement. Les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date d'attribution :

	2008	2007	2006
Rendement prévu des actions	4,1 %	4,2 %	3,4 %
Volatilité prévue du cours des actions	19,5 %	15,6 %	20,2 %
Taux de rendement sans risque	4,0 %	4,0 %	4,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	7,3	7,4	7,2

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimatives sensiblement différentes.

## Autres régimes de rémunération à base d'actions

### Régime d'achat d'actions

Nous offrons à nos employés la possibilité d'affecter une partie de leur salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires. Nous ajoutons à la cotisation des employés une somme égale à 50 % de cette cotisation, jusqu'à concurrence de 6 % de leur salaire brut individuel. Les actions de ce régime sont achetées sur le marché libre et sont considérées comme étant en circulation aux fins du calcul du résultat par action. Les dividendes versés pour nos actions ordinaires détenues dans le cadre du régime sont utilisés pour acheter d'autres actions ordinaires sur le marché libre.

Nous comptabilisons notre cotisation au régime comme frais de rémunération du personnel lors du versement de cette cotisation.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006, respectivement à 41 millions, 36 millions et 35 millions de dollars. Pour ces exercices, il y avait respectivement 14 958 315, 13 148 902 et 12 852 477 actions ordinaires détenues dans le cadre de ce régime.

### Régimes d'intéressement à moyen terme

Nous offrons des régimes d'intéressement à moyen terme aux dirigeants et à certains employés de haut niveau. Les régimes versent, selon le cas, une prime unique en espèces à la fin de la période de trois ans du régime, ou une prime annuelle en espèces pour chacune des trois années du régime. Le montant de la prime est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution de la valeur de marché de nos actions ordinaires. Dans le cas de la majorité des dirigeants et de certains employés de haut niveau, une partie de la prime est également liée à des objectifs de rendement établis d'après une comparaison entre le rendement total annualisé de nos capitaux propres et celui de nos concurrents.

Le nombre d'unités d'actions qui ont été attribuées en vertu des régimes d'intéressement à moyen terme au cours des exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006 s'élevait respectivement à 4 548 827, à 3 210 864 et à 3 387 493 unités. Nous avons conclu des ententes avec des tiers pour l'acquittement de la majorité de nos obligations relatives à ces régimes contre des paiements en espèces de 267 millions, 220 millions et 202 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006 respectivement. Les sommes versées en vertu de ces ententes ont été inscrites à notre bilan consolidé dans les actifs divers et sont comptabilisées comme frais de rémunération du personnel de façon uniforme sur la période qui précède le versement aux employés. Les sommes relatives aux unités d'actions attribuées à des employés qui sont admissibles à la retraite sont constatées à titre de

charge à la date d'attribution. Nous n'avons plus aucun passif relativement aux obligations transférées à des tiers, puisque tous les versements futurs requis aux termes de ces régimes seront la responsabilité des tiers. La somme reportée et inscrite à notre bilan consolidé dans les actifs divers totalisait 135 millions et 104 millions de dollars respectivement au 31 octobre 2008 et 2007. Nous prévoyons que la somme reportée, le 31 octobre 2008, sera constatée sur une période moyenne pondérée de 1,8 année (1,8 année en 2007). Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006, respectivement à 239 millions, 202 millions et 185 millions de dollars avant impôts (respectivement 160 millions, 131 millions et 119 millions de dollars après impôts).

En ce qui a trait au reste des obligations relatives à des régimes pour lesquels nous n'avons pas conclu d'ententes avec des tiers, le montant des frais de rémunération du personnel est amorti sur la période qui précède le versement aux employés et rajusté de façon à tenir compte de la valeur de marché courante de nos actions ordinaires. Au 31 octobre 2008 et 2007, le passif lié à ces régimes s'élevait respectivement à 24 millions et 19 millions de dollars.

Les frais de rémunération du personnel relatifs aux régimes pour lesquels nous n'avons pas conclu d'ententes avec des tiers, pour les exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006, s'élevaient respectivement à 4 millions, 10 millions et 5 millions de dollars avant impôts (respectivement 3 millions, 7 millions et 3 millions de dollars après impôts). Au cours de l'exercice 2008, nous avons conclu des relations de couverture économique relativement à l'incidence des variations de la valeur de marché de nos actions ordinaires en concluant des swaps sur rendement total avec une contrepartie externe. Des gains (pertes) de couverture de (4) millions de dollars avant impôts ((3) millions après impôts) ont été constatés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008.

Le total des unités d'actions en circulation était de 9 900 297, de 8 298 718 et de 8 272 824 pour les exercices terminés respectivement le 31 octobre 2008, 2007 et 2006.

### Régimes d'intéressement à droits différés

Nous offrons des régimes d'intéressement à droits différés aux membres de notre Conseil d'administration ainsi qu'à certains hauts dirigeants et employés clés de nos groupes BMO Marchés des capitaux et Gestion privée. En vertu de ces régimes, le versement d'honoraires, de primes annuelles ou de commissions peut être différé sous forme d'unités d'actions donnant droit à la valeur de nos actions ordinaires. Le montant des honoraires, des primes ou des commissions différés est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires.

Selon le régime, les paiements différés peuvent être versés lorsque leurs bénéficiaires prennent leur retraite ou résignent leurs fonctions, être échelonnés sur la période de trois ans du régime, ou encore être versés à la fin de la période de trois ans du régime. Les paiements différés peuvent être versés en espèces ou en actions ou être une combinaison des deux.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes sont comptabilisés dans l'exercice où les primes ou les commissions sont gagnées. Les changements aux montants des paiements découlant des dividendes et de l'évolution du cours des actions sont constatés comme frais de rémunération du personnel dans la période des changements en question.

Le nombre d'unités d'actions qui ont été attribuées en vertu des régimes d'intéressement à droits différés au cours des exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006 s'élevait respectivement à 379 034, à 442 583 et à 471 662 unités. Nous avons conclu des contrats sur instruments dérivés pour couvrir nos risques relatifs à ces régimes. Les changements dans la juste valeur de ces instruments dérivés sont comptabilisés comme frais de rémunération du personnel dans la période où ils se produisent.

Les passifs relatifs à ces régimes sont inscrits à notre bilan consolidé dans les passifs divers et s'élevaient à 136 millions et 169 millions de dollars au 31 octobre 2008 et 2007 respectivement.

Les frais (le recouvrement) de rémunération du personnel relatifs à ces régimes pour les exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006 s'élevaient respectivement à (46) millions, 13 millions et 33 millions de dollars avant impôts (respectivement (31) millions, 8 millions et 21 millions de dollars après impôts). Des gains (pertes) sur couverture de (52) millions, 6 millions et 25 millions de dollars avant impôts, respectivement, ont également été constatés, entraînant des frais de rémunération du personnel nets de 4 millions, 7 millions et 8 millions de dollars avant impôts, respectivement (4 millions, 5 millions et 5 millions de dollars après impôts, respectivement).

Le total des unités d'actions différées en circulation était de 3 101 995, de 2 686 903 et de 2 542 696 pour les exercices terminés respectivement le 31 octobre 2008, 2007 et 2006.

## Note 24 : Rémunération du personnel – Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

### Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous avons, au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, divers régimes qui offrent des prestations de retraite et d'autres avantages sociaux futurs à nos employés actuels et retraités.

Les régimes de retraite comprennent les régimes de retraite à prestations déterminées prévus par la loi, ainsi que des régimes complémentaires qui offrent des prestations de retraite en sus des limites prévues par les dispositions législatives. De façon générale, nous offrons, en vertu de ces régimes, des prestations de retraite fondées sur le nombre d'années de service de l'employé et sur son salaire annuel moyen pour une certaine période précédant la retraite. Nous avons la responsabilité de veiller à ce que les régimes de retraite prévus par la loi disposent d'actifs suffisants pour verser les prestations aux employés qui prennent leur retraite. Les employés peuvent verser des cotisations volontaires, mais n'y sont pas tenus.

Nous offrons également des régimes de retraite à cotisations déterminées aux employés de certaines de nos filiales. En vertu de ces régimes, nous devons contribuer à l'épargne-retraite de l'employé participant en versant des cotisations d'un montant prédéterminé, établi d'après un pourcentage du salaire de cet employé.

Nous constatons les coûts de nos régimes de retraite dans les frais de rémunération du personnel pendant que les employés sont à notre service.

D'autres avantages sociaux futurs, y compris des avantages en matière de soins de santé et de soins dentaires, ainsi qu'un régime d'assurance-vie, sont également offerts aux employés actuels et retraités.

### Obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs

Nous avons deux types d'obligations découlant de nos régimes : des obligations au titre des prestations de retraite déterminées et des obligations au titre des autres avantages sociaux futurs. Ces obligations sont équivalentes au montant des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs constitués à la fin de l'exercice par nos employés actuels et retraités.

Nos actuaires procèdent à des évaluations de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs constitués au 31 octobre de chaque exercice pour nos régimes au Canada (au 30 septembre pour nos régimes aux États-Unis), selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Ces évaluations sont fondées sur les hypothèses de la direction concernant les taux d'actualisation, le taux de croissance de la rémunération, l'âge de la retraite, le taux de mortalité et l'évolution des coûts des soins de santé. Le taux d'actualisation est déterminé par la direction d'après les conditions du marché à la fin de l'exercice. D'autres hypothèses sont fondées sur des prévisions à long terme.

Les éléments de la variation annuelle de nos obligations et de nos charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sont les suivants :

**Les prestations acquises par les employés** représentent les prestations de retraite constituées au cours de l'exercice. Elles sont déterminées d'après le nombre d'employés actuels et la valeur des prestations auxquelles ils auront droit lorsqu'ils prendront leur retraite, compte tenu des dispositions de nos régimes.

**Les frais d'intérêts sur nos obligations au titre des prestations constituées** représentent l'accroissement des obligations avec le temps.

**Les gains ou pertes actuariels** peuvent survenir dans deux situations. Premièrement, chaque année, nos actuaires recalculent les obligations au titre des prestations constituées et les comparent à celles qui avaient été estimées à la fin de l'exercice précédent. Tous les écarts découlant de changements dans

les hypothèses ou de différences entre les résultats réels des régimes et les prévisions faites par la direction à la fin de l'exercice précédent sont considérés comme des gains ou des pertes actuariels. Deuxièmement, des gains et pertes actuariels peuvent découler des écarts entre le rendement réel de l'actif des régimes et le rendement prévu.

Au début de chaque exercice, nous déterminons si les gains ou les pertes actuariels non constatés sont supérieurs à 10 % du solde le plus élevé entre le solde des actifs des régimes et celui de nos obligations au titre des prestations constituées. Les gains ou les pertes actuariels non constatés qui excèdent ce seuil de 10 % sont constatés dans la charge sur la durée résiduelle d'activité des employés actifs. Les montants inférieurs au seuil de 10 % ne sont pas constatés dans le revenu.

**Les modifications aux régimes** représentent les modifications de nos obligations au titre des prestations constituées qui découlent de changements apportés aux dispositions des régimes. Ces montants sont constatés dans la charge sur la durée résiduelle d'activité des employés actifs.

**Le rendement prévu des actifs** représente la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme des actifs des régimes, appliqué à la juste valeur de ces actifs. Nous établissons notre estimation du rendement prévu des actifs des régimes d'après l'objectif de répartition des actifs du régime et les taux de rendement estimatifs de chaque catégorie d'actifs. Les taux de rendement estimatifs sont fondés sur les rendements prévus des titres à revenu fixe, ce qui comprend le rendement des obligations. Une prime de risque sur titres de participation est ensuite ajoutée afin d'estimer le rendement de ces titres. Les rendements des autres catégories d'actifs sont établis de manière à refléter les risques relatifs de ces catégories, par comparaison avec les titres à revenu fixe et les titres de participation. Les écarts entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs sont inclus dans le solde de nos gains ou pertes actuariels, tel que nous l'expliquons plus haut.

**Les règlements** se produisent lorsque nos obligations au titre des prestations constituées des participants au régime sont réglées, habituellement par le versement de sommes forfaitaires en espèces, et qu'en conséquence notre obligation de verser des prestations à ces participants en vertu du régime est éteinte pour l'avenir.

### Capitalisation des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nos régimes de retraite prévus par la loi au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni sont capitalisés par nous et les actifs de ces régimes servent au versement des prestations de retraite.

Nos régimes de retraite complémentaires au Canada sont partiellement capitalisés, tandis qu'aux États-Unis le régime est sans capitalisation. Nos régimes d'autres avantages sociaux futurs aux États-Unis et au Canada sont partiellement capitalisés. Les versements relatifs aux prestations de retraite et aux avantages sociaux découlant de ces régimes sont effectués soit par les régimes, soit directement par nous.

Nous mesurons la juste valeur des actifs au 31 octobre pour nos régimes au Canada et au 30 septembre pour nos régimes aux États-Unis. En plus des évaluations actuarielles effectuées à des fins comptables, nous sommes tenus de préparer des évaluations pour déterminer nos cotisations de retraite (nos évaluations relatives à la capitalisation). La plus récente évaluation relative à la capitalisation de notre principal régime canadien a été effectuée en date du 31 octobre 2008. Nous sommes tenus de déposer une évaluation relative à la capitalisation de ce régime auprès du BSIF au moins tous les trois ans. Pour notre régime prévu par la loi des États-Unis, l'évaluation relative à la capitalisation est exigée à tous les ans. La plus récente évaluation a été effectuée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Le tableau ci-dessous présente l'obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2008	2007	2006	2008	2007	2006
Obligation au titre des prestations constituées	<b>3 407 \$</b>	832 \$	955 \$	<b>705 \$</b>	908 \$	952 \$
Juste valeur des actifs des régimes	<b>3 234</b>	706	729	<b>71</b>	68	68
Obligation non capitalisée au titre des prestations constituées	<b>173 \$</b>	126 \$	226 \$	<b>634 \$</b>	840 \$	884 \$

### Répartition des actifs

La politique d'investissement relative aux actifs du principal régime de retraite canadien est d'avoir une composition diversifiée de placements de qualité, visant à produire un taux de rendement réel supérieur à long terme, tout en

limitant la volatilité du rendement. Les actifs des régimes sont rééquilibrés à l'intérieur de fourchettes de répartition cible. Le tableau ci-dessous présente la répartition réelle à la fin de chaque exercice et la répartition cible pour le 31 octobre :

	Régimes de retraite 1)				Autres avantages sociaux futurs			
	Répartition cible 2008	Répartition réelle 2008	Répartition réelle 2007	Répartition réelle 2006	Répartition cible 2008	Répartition réelle 2008	Répartition réelle 2007	Répartition réelle 2006
Titres de participation	53 %	45 %	45 %	43 %	65 %	65 %	73 %	65 %
Placements à revenu fixe	35 %	44 %	38 %	41 %	35 %	35 %	27 %	33 %
Autres	12 %	11 %	17 %	16 %	—	—	—	2 %

1) Ne comprend pas le régime complémentaire canadien, dont les actifs sont entièrement investis dans des placements à revenu fixe.

### Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2008	2007	2006	2008	2007	2006
<b>Charge annuelle liée aux prestations constituées</b>						
Prestations acquises par les employés	141 \$	149 \$	137 \$	19 \$	22 \$	18 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	236	217	208	51	49	46
Perte actuarielle constatée dans la charge	10	59	82	12	18	14
Amortissement du coût des modifications aux régimes	14	11	6	(8)	(7)	(7)
Rendement prévu des actifs des régimes	(298)	(277)	(253)	(6)	(5)	(5)
Charge annuelle liée aux prestations constituées	103	159	180	68	77	66
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	56	52	49	—	—	—
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	9	13	10	—	—	—
Total des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs constatées dans l'état consolidé des résultats	168 \$	224 \$	239 \$	68 \$	77 \$	66 \$

### Incidence sur la charge annuelle liée aux prestations constituées si nous avions constaté tous les coûts et avantages au moment où ils sont survenus

Total des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs constatées dans l'état consolidé des résultats	168 \$	224 \$	239 \$	68 \$	77 \$	66 \$
(Excédent) déficit du rendement réel par rapport au rendement prévu des actifs des régimes	1 422	(157)	(231)	20	(6)	(1)
(Excédent) déficit des (gains) ou pertes actuariels amortis par rapport aux (gains) ou pertes actuariels survenus	(842)	(328)	37	(276)	(78)	44
(Excédent) déficit du coût amorti par rapport au coût réel des modifications aux régimes	(14)	44	(6)	8	(1)	7
Total pro forma des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs si nous avions constaté tous les coûts et avantages au cours de l'exercice	734 \$	(217)\$	39 \$	(180)\$	(8)\$	116 \$

### Hypothèses utilisées pour déterminer les charges liées à la retraite et aux autres avantages – Moyennes pondérées :

Durée moyenne estimative de service des employés actifs (années)	11	11	10	12	12	12
Taux d'actualisation, en début d'exercice	5,6 %	5,1 %	5,3 %	5,5 %	5,3 %	5,5 %
Taux de rendement à long terme prévu pour les actifs des régimes	6,6 %	6,6 %	6,6 %	8,0 %	8,0 %	8,0 %
Taux de croissance de la rémunération	3,9 %	3,8 %	3,8 %	3,9 %	3,8 %	3,8 %
Taux tendanciel présumé du coût global des soins de santé	s.o.	s.o.	s.o.	7,1 % 1)	7,5 % 1)	7,7 % 1)

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.  
s.o. – sans objet

Le tableau suivant fait état des changements de la situation financière estimative de nos régimes de retraite et d'autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2008	2007	2006	2008	2007	2006
<b>Obligation au titre des prestations constituées</b>						
Obligation au titre des prestations constituées, en début d'exercice	4 082 \$	4 248 \$	4 013 \$	908 \$	952 \$	852 \$
Ajustement initial relatif à l'inclusion du régime du Royaume-Uni	101	–	–	–	–	–
Prestations acquises par les employés	141	149	137	19	22	18
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	236	217	208	51	49	46
Prestations versées aux retraités et aux employés	(228)	(218)	(202)	(26)	(32)	(18)
Cotisations volontaires des employés	7	6	6	–	–	–
(Gain) perte sur l'obligation au titre des prestations constituées découlant des changements apportés aux hypothèses	(832)	(269)	121	(264)	(60)	58
Règlements en vertu des régimes	(6)	–	–	–	–	–
Modifications aux régimes b)	–	55	–	–	(8)	–
Autres, principalement la conversion de devises	133	(106)	(35)	17	(15)	(4)
Obligation au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	3 634 \$	4 082 \$	4 248 \$	705 \$	908 \$	952 \$
<b>Hypothèses utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées – Moyennes pondérées</b>						
Taux d'actualisation, en fin d'exercice	7,3 %	5,6 %	5,1 %	7,3 %	5,5 %	5,3 %
Taux de croissance de la rémunération	3,7 %	3,9 %	3,8 %	3,7 %	3,9 %	3,8 %
Taux de croissance présumé du coût global des soins de santé	s.o.	s.o.	s.o.	7,4 % 1)	7,1 % 2)	7,5 % 2)
<b>Juste valeur des actifs des régimes</b>						
Juste valeur des actifs des régimes, en début d'exercice	4 533 \$	4 339 \$	3 881 \$	68 \$	68 \$	66 \$
Ajustement initial relatif à l'inclusion du régime du Royaume-Uni	80	–	–	–	–	–
Rendement réel des actifs des régimes	(1 124)	434	484	(14)	11	6
Cotisations versées par l'employeur	105	58	194	26	32	18
Cotisations volontaires des employés	7	6	6	–	–	–
Prestations versées aux retraités et aux employés	(228)	(218)	(202)	(26)	(32)	(18)
Paievements de règlements	(6)	–	–	–	–	–
Autres, principalement la conversion de devises	109	(86)	(24)	17	(11)	(4)
Juste valeur des actifs des régimes, en fin d'exercice	3 476 \$	4 533 \$	4 339 \$	71 \$	68 \$	68 \$
<b>Situation de capitalisation des régimes</b>	(158)\$	451 \$	91 \$	(634)\$	(840)\$	(884)\$
Perte (gain) actuariel non constaté a)	1 129	537	1 034	(41)	211	299
Coût (économie) non constaté des modifications aux régimes b)	103	95	50	(38)	(46)	(45)
Actif (passif) net au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	1 074 \$	1 083 \$	1 175 \$	(713)\$	(675)\$	(630)\$
<b>Comptabilisation dans :</b>						
Actifs divers	1 121 \$	1 094 \$	1 195 \$	– \$	– \$	– \$
Passifs divers	(47)	(11)	(20)	(713)	(675)	(630)
Actif (passif) net au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	1 074 \$	1 083 \$	1 175 \$	(713)\$	(675)\$	(630)\$

Les régimes ont payé 3 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 (3 millions en 2007; 3 millions en 2006) à nous et à certaines de nos filiales, pour la gestion de placements, la tenue de dossiers, la garde de titres et les services administratifs, aux mêmes conditions que celles que nous offrons à nos clients pour ces services. Au 31 octobre 2008, 2007 et 2006, les régimes ne détenaient directement aucune de nos actions.

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,4 % en 2018 et pour les années subséquentes.  
2) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.

s.o. – sans objet

a) Le tableau ci-dessous présente l'évolution de nos pertes (gains) actuariels :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2008	2007	2006	2008	2007	2006
Perte actuarielle non constatée, en début d'exercice	537 \$	1 034 \$	1 234 \$	211 \$	299 \$	256 \$
(Gain) perte sur l'obligation au titre des prestations constituées découlant des changements apportés aux hypothèses	(832)	(269)	121	(264)	(60)	58
Déficit (excédent) du rendement réel par rapport au rendement prévu des actifs des régimes	1 422	(157)	(231)	20	(6)	(1)
Constatation dans la charge d'une partie de la perte actuarielle non constatée	(10)	(59)	(82)	(12)	(18)	(14)
Incidence du taux de change et autres	12	(12)	(8)	4	(4)	–
Perte (gain) actuariel non constaté, en fin d'exercice	1 129 \$	537 \$	1 034 \$	(41)\$	211 \$	299 \$

b) Le tableau ci-dessous présente l'évolution du coût (de l'économie) non constaté des modifications aux régimes :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2008	2007	2006	2008	2007	2006
Coût (économie) non constaté des modifications aux régimes, en début d'exercice	95 \$	50 \$	57 \$	(46)\$	(45)\$	(52)\$
Ajustement initial relatif à l'inclusion du régime du Royaume-Uni	21	–	–	–	–	–
Coût (économie) des modifications aux régimes entreprises au cours de l'exercice	–	55	–	–	(8)	–
Constatation dans la charge d'une partie du coût (de l'économie) non constaté des modifications aux régimes	(14)	(11)	(6)	8	7	7
Incidence du taux de change et autres	1	1	(1)	–	–	–
Coût (économie) non constaté des modifications aux régimes, en fin d'exercice	103 \$	95 \$	50 \$	(38)\$	(46)\$	(45)\$

## Sensibilité des hypothèses

Le tableau ci-contre présente les moyennes pondérées des hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer l'obligation au titre des prestations de retraite, l'obligation au titre des autres avantages sociaux futurs et les frais connexes. L'analyse de sensibilité présentée dans le tableau doit être utilisée avec prudence, car ses résultats sont hypothétiques et les variations de chacune des hypothèses clés pourraient ne pas être linéaires. La sensibilité de chaque variable clé a été calculée indépendamment des variations des autres variables clés.

Dans les faits, des variations peuvent survenir dans plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Obligation au titre des prestations constituées	Charge liée aux prestations constituées	Obligation au titre des prestations constituées	Charge liée aux prestations constituées
Taux d'actualisation (%)	7,3	5,6	7,3	5,5
Effet d'une : hausse de 1 % (\$)	(379)	(14)	(82)	(3)
baisse de 1 % (\$)	461	16	97	4
Taux de croissance de la rémunération (%)	3,7	3,9	3,7	3,9
Effet d'une : hausse de 0,25 % (\$)	28	5	1	–
baisse de 0,25 % (\$)	(22)	(5)	(1)	–
Taux de rendement prévu des actifs (%)	s.o.	6,6	s.o.	8,0
Effet d'une : hausse de 1 % (\$)	s.o.	(45)	s.o.	(1)
baisse de 1 % (\$)	s.o.	45	s.o.	1
Taux de croissance présumé du coût global des soins de santé (%)	s.o.	s.o.	7,4 1)	7,1 2)
Effet d'une : hausse de 1 % (\$)	s.o.	s.o.	86	12
baisse de 1 % (\$)	s.o.	s.o.	(70)	(9)

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,4 % en 2018 et pour les années subséquentes.

2) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.

s.o. – sans objet

## Flux de trésorerie

Le tableau ci-dessous présente les paiements en espèces faits par la Banque au cours de l'exercice, relativement aux régimes d'avantages sociaux futurs des employés :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2008	2007	2006	2008	2007	2006
Cotisations aux régimes à prestations déterminées	90 \$	37 \$	179 \$	– \$	– \$	– \$
Cotisations aux régimes à cotisations déterminées	9	13	10	–	–	–
Prestations versées directement aux retraités	15	21	15	26	32	18
Total	114 \$	71 \$	204 \$	26 \$	32 \$	18 \$

Nos meilleures estimations des sommes que nous prévoyons verser pour l'exercice qui se terminera le 31 octobre 2009 sont 307 millions de dollars pour nos régimes de retraite et 35 millions de dollars pour nos régimes d'autres avantages sociaux futurs.

Certains chiffres des exercices antérieurs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

## Estimation des versements futurs de prestations

Estimation des versements futurs de prestations au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite	Autres avantages sociaux futurs
2009	223 \$	35 \$
2010	234	38
2011	248	41
2012	263	43
2013	275	45
2014–2018	1 586	279

## Note 25 : Impôts sur les bénéfices

Nous présentons notre provision pour impôts sur les bénéfices dans notre état consolidé des résultats, en fonction des opérations comptabilisées dans nos états financiers consolidés, quelle que soit la date à laquelle elles sont constatées aux fins de l'impôt sur les bénéfices, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfices non répartis de nos filiales à l'étranger, tel que nous le mentionnons ci-dessous.

En outre, nous comptabilisons la charge fiscale ou l'avantage fiscal directement dans les capitaux propres lorsque les impôts portent sur des montants constatés dans les capitaux propres. Par exemple, la charge (le recouvrement) fiscal découlant des gains (pertes) provenant d'opérations de couverture relatives à nos investissements nets dans des établissements à l'étranger est comptabilisé dans les capitaux propres, dans le cumul des autres éléments du résultat étendu – gain (perte) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger.

Les soldes d'impôts futurs inclus dans les actifs divers, soit 405 millions de dollars, et dans les passifs divers, soit un solde à zéro, au 31 octobre 2008 (respectivement 235 millions de dollars et un solde à zéro en 2007) représentent le montant cumulatif d'impôt applicable aux écarts temporaires entre la valeur de nos actifs et de nos passifs aux fins comptables et leur valeur aux fins fiscales. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont calculés aux taux d'imposition qui, selon les prévisions, seront applicables au moment de la résorption des écarts. Les variations du solde des actifs et passifs d'impôts futurs découlent

d'un changement de taux d'imposition sont comptabilisées dans les revenus de la période au cours de laquelle le nouveau taux est pratiquement en vigueur. Une provision pour moins-value est établie pour ramener les actifs d'impôts futurs au montant dont la réalisation est jugée plus probable qu'improbable.

### Composantes du solde des impôts futurs

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007
<b>Actifs d'impôts futurs</b>		
Provision pour pertes sur créances	537 \$	374 \$
Avantages sociaux futurs des employés	215	233
Rémunération du personnel différée	182	176
Autres éléments du résultat étendu	22	67
Reports prospectifs de pertes fiscales	159	–
Autres	4	13
Total des actifs d'impôts futurs	1 119 \$	863 \$
<b>Passifs d'impôts futurs</b>		
Bureaux et matériel	(206)\$	(168)\$
Prestations de retraite	(335)	(356)
Actifs incorporels	(122)	(81)
Autres	(51)	(23)
Total des passifs d'impôts futurs	(714)\$	(628)\$

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Le montant de 159 millions de dollars d'actifs d'impôts futurs a trait à des reports prospectifs de pertes fiscales qui se résorberont en 2028.

Le revenu que nous gagnons à l'étranger, par l'entremise de nos succursales ou de nos filiales, est généralement assujéti aux impôts des pays concernés. Le revenu provenant de nos succursales à l'étranger est également assujéti à l'impôt canadien. Le Canada accorde un crédit pour l'impôt étranger payé sur ce revenu. Si nous devons rapatrier les bénéfices de certaines

Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices (en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
<b>État consolidé des résultats</b>			
Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices			
– Impôts exigibles	<b>(56)\$</b>	214 \$	872 \$
– Impôts futurs	<b>(15)</b>	(25)	(155)
	<b>(71)</b>	189	717
<b>Capitaux propres</b>			
Charge (recouvrement) d'impôts découlant de :			
Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des opérations de couverture	<b>(53)</b>	19	–
Gains (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie	<b>204</b>	(86)	–
Couverture du (gain) ou de la perte non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	<b>(881)</b>	575	156
Autres	<b>(7)</b>	(37)	–
Total	<b>(808)\$</b>	660 \$	873 \$

Le tableau suivant établit un rapprochement entre, d'une part, nos taux d'imposition prévus par la loi et les impôts sur les bénéfices qui seraient exigibles à ces taux et, d'autre part, les taux d'imposition effectifs et la provision pour (le recouvrement d') impôts sur les bénéfices que nous avons comptabilisé dans notre état consolidé des résultats.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2008		2007		2006	
Impôts sur les bénéfices aux taux d'imposition prévus par la loi, combinés du Canada et des provinces	<b>648 \$</b>	<b>32,7 %</b>	838 \$	35,0 %	1 206 \$	34,9 %
Augmentation (diminution) en raison des motifs suivants :						
Revenu exonéré d'impôt	<b>(197)</b>	<b>(9,9)</b>	(116)	(4,9)	(91)	(2,6)
Activités à l'étranger assujétiées à des taux d'imposition différents	<b>(317)</b>	<b>(16,0)</b>	(428)	(17,9)	(271)	(7,8)
Changement du taux d'imposition pour impôts futurs	<b>5</b>	<b>0,2</b>	2	0,1	(3)	(0,1)
Actifs incorporels non déductibles aux fins fiscales	<b>9</b>	<b>0,4</b>	10	0,4	10	0,2
Autres 1)	<b>(219)</b>	<b>(11,0)</b>	(117)	(4,8)	(134)	(3,9)
Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices et taux d'imposition effectif	<b>(71)\$</b>	<b>(3,6)%</b>	189 \$	7,9 %	717 \$	20,7 %

1) Comprend des recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs aux montants de 160 millions de dollars en 2008, de 87 millions de dollars en 2007 et de 102 millions de dollars en 2006.

filiales à l'étranger, nous serions tenus de payer de l'impôt sur certains de ces bénéfices. Comme le rapatriement de tels bénéfices n'est pas prévu dans un proche avenir, nous n'avons pas comptabilisé le passif d'impôts futurs correspondant. Les impôts canadiens et les impôts étrangers qui seraient exigibles, aux taux en vigueur, si les bénéfices de toutes nos filiales étrangères étaient rapatriés, sont estimés à 711 millions, 599 millions et 583 millions de dollars au 31 octobre 2008, 2007 et 2006 respectivement.

Composantes de la provision totale pour (du recouvrement total d') impôts sur les bénéfices (en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Au Canada : Impôts exigibles			
Palier fédéral	<b>(525)\$</b>	430 \$	494 \$
Palier provincial	<b>(217)</b>	214	266
	<b>(742)</b>	644	760
Au Canada : Impôts futurs			
Palier fédéral	<b>(16)</b>	(70)	(110)
Palier provincial	<b>(27)</b>	(34)	(51)
	<b>(43)</b>	(104)	(161)
Total des impôts canadiens	<b>(785)</b>	540	599
À l'étranger : Impôts exigibles	<b>(21)</b>	133	268
Impôts futurs	<b>(2)</b>	(13)	6
Total des impôts à l'étranger	<b>(23)</b>	120	274
Total	<b>(808)\$</b>	660 \$	873 \$

Certains chiffres de l'exercice 2007 ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Certains chiffres des exercices antérieurs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

## Note 26 : Résultat par action

### Résultat de base par action

Nous obtenons notre résultat de base par action en divisant notre revenu net, déduction faite du total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien des actions ordinaires entièrement payées et en circulation au cours de l'exercice.

Résultat de base par action (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2008	2007	2006
Revenu net	<b>1 978 \$</b>	2 131 \$	2 663 \$
Dividendes sur actions privilégiées	<b>(73)</b>	(43)	(30)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	<b>1 905 \$</b>	2 088 \$	2 633 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	<b>502 062</b>	499 950	501 257
Résultat de base par action (en dollars canadiens)	<b>3,79 \$</b>	4,18 \$	5,25 \$

### Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action représente ce que notre résultat par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre résultat par action, avaient été convertis, soit au début de l'exercice dans le cas des instruments qui étaient en circulation pendant toute la durée de l'exercice, soit à partir de la date d'émission des instruments émis au cours de l'exercice.

#### Actions convertibles

Pour déterminer notre résultat dilué par action, nous ajoutons au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires les dividendes versés aux détenteurs d'actions privilégiées convertibles, car ces dividendes n'auraient pas été versés si les actions avaient été converties au début de l'exercice. Ces dividendes s'élevaient à moins de 1 million de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006. De la même façon, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si la conversion avait eu lieu au début de l'exercice.

Dans certains cas, nos actions privilégiées de catégorie B des séries 6 et 10 sont convertibles en actions ordinaires. Nous n'avons pas tenu compte de ces conversions dans le calcul du résultat dilué par action, puisque nous avons la possibilité de régler les conversions en espèces plutôt qu'en actions ordinaires.

**Options sur actions des employés**

Pour déterminer notre résultat dilué par action, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours moyen de l'action pour l'exercice avaient été exercées. Lorsque les objectifs de rendement n'ont pas été atteints, les options touchées sont exclues du calcul. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de l'exercice des options sur actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour l'exercice. Notre rajustement ne tient pas compte des options sur actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action pour l'exercice, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre résultat par action plutôt que de le diluer.

**Résultat dilué par action**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2008	2007	2006
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	<b>1 905 \$</b>	2 088 \$	2 633 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	<b>502 062</b>	499 950	501 257
Actions convertibles	<b>263</b>	271	328
Options sur actions pouvant être exercées <sup>1)</sup>	<b>14 150</b>	18 492	21 629
Actions ordinaires pouvant être rachetées	<b>(9 778)</b>	(10 099)	(12 041)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	<b>506 697</b>	508 614	511 173
Résultat dilué par action (en dollars canadiens)	<b>3,76 \$</b>	4,11 \$	5,15 \$

1) En calculant le résultat dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen des options sur actions en cours, soit 2 818 599, 317 266 et 174 485, dont le prix d'exercice moyen pondéré était de 60,68 \$, de 67,89 \$ et de 63,14 \$, pour les exercices terminés respectivement le 31 octobre 2008, 2007 et 2006.

**Note 27 : Segmentation opérationnelle et géographique****Groupes d'exploitation**

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que ces groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance du revenu, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation avant amortissement.

**Services bancaires Particuliers et entreprises**

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

**Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada**

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises, notamment en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance, de même qu'un éventail complet de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils financiers, le tout par l'entremise d'un réseau de distribution comprenant des succursales, des services bancaires par téléphone et en ligne, des spécialistes en prêts hypothécaires et des guichets automatiques.

**Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis**

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises de marchés de choix du Midwest américain, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

**Groupe Gestion privée**

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons à notre clientèle une vaste gamme de produits et solutions de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne au Canada, et des services de gestion privée et des produits de placement au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Chine.

**BMO Marchés des capitaux**

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs. Ce groupe compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une

gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de services-conseils liés aux fusions et acquisitions, de banques d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

**Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et opérations (T&O) nous assure des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à la qualité et à l'efficacité établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir aux clients une expérience exceptionnelle.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les activités décrites plus haut.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

**Normes de présentation**

La présentation des résultats de nos unités d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1 et tout au long des états financiers consolidés. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

**Base d'imposition comparable**

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Les rajustements bic des groupes d'exploitation sont éliminés pour les Services d'entreprise.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

#### Dotations à la provision pour pertes sur créances

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

#### Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux

groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

#### Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis mais nous exerçons aussi des activités au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens répartis par unité d'exploitation et par région :

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise <sup>1)</sup>	Total	Canada	États-Unis	Autres pays
<b>2008 <sup>2)</sup></b>									
Revenu net d'intérêts	3 236 \$	748 \$	671 \$	1 179 \$	(747)\$	5 087 \$	3 662 \$	1 110 \$	315 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 801	242	1 396	1 233	446	5 118	3 951	1 181	(14)
Revenu total	5 037	990	2 067	2 412	(301)	10 205	7 613	2 291	301
Dotation à la provision pour pertes sur créances	341	43	4	117	825	1 330	340	942	48
Frais autres que d'intérêts	2 790	802	1 477	1 752	73	6 894	5 011	1 710	173
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 906	145	586	543	(1 199)	1 981	2 262	(361)	80
Impôts sur les bénéficiaires	586	49	191	(149)	(748)	(71)	199	(196)	(74)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	—	—	—	—	74	74	55	19	—
Revenu net	1 320 \$	96 \$	395 \$	692 \$	(525)\$	1 978 \$	2 008 \$	(184)\$	154 \$
Actif moyen	125 763 \$	26 924 \$	8 237 \$	233 873 \$	2 812 \$	397 609 \$	236 495 \$	129 260 \$	31 854 \$
Écarts d'acquisition (au)	105 \$	1 070 \$	349 \$	109 \$	2 \$	1 635 \$	424 \$	1 192 \$	19 \$
<b>2007 <sup>2)</sup></b>									
Revenu net d'intérêts	3 066 \$	730 \$	612 \$	974 \$	(539)\$	4 843 \$	3 615 \$	923 \$	305 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 678	178	1 440	995	215	4 506	3 843	589	74
Revenu total	4 744	908	2 052	1 969	(324)	9 349	7 458	1 512	379
Dotation à la provision pour pertes sur créances	323	35	3	77	(85)	353	257	99	(3)
Frais autres que d'intérêts	2 644	693	1 446	1 574	244	6 601	4 788	1 656	157
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 777	180	603	318	(483)	2 395	2 413	(243)	225
Impôts sur les bénéficiaires	510	64	208	(99)	(494)	189	415	(199)	(27)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	—	—	—	—	75	75	55	20	—
Revenu net	1 267 \$	116 \$	395 \$	417 \$	(64)\$	2 131 \$	1 943 \$	(64)\$	252 \$
Actif moyen	119 164 \$	23 477 \$	7 091 \$	207 084 \$	3 759 \$	360 575 \$	216 572 \$	111 150 \$	32 853 \$
Écarts d'acquisition (au)	106 \$	628 \$	313 \$	91 \$	2 \$	1 140 \$	423 \$	717 \$	— \$
<b>2006 <sup>2)</sup></b>									
Revenu net d'intérêts	2 941 \$	739 \$	570 \$	773 \$	(279)\$	4 744 \$	3 617 \$	981 \$	146 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 639	166	1 324	2 007	105	5 241	3 697	1 375	169
Revenu total	4 580	905	1 894	2 780	(174)	9 985	7 314	2 356	315
Dotation à la provision pour pertes sur créances	314	30	3	79	(250)	176	179	(2)	(1)
Frais autres que d'intérêts	2 569	678	1 363	1 612	131	6 353	4 526	1 695	132
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 697	197	528	1 089	(55)	3 456	2 609	663	184
Impôts sur les bénéficiaires	537	80	187	237	(324)	717	560	171	(14)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	—	—	—	—	76	76	55	21	—
Revenu net	1 160 \$	117 \$	341 \$	852 \$	193 \$	2 663 \$	1 994 \$	471 \$	198 \$
Actif moyen	114 364 \$	21 890 \$	6 545 \$	161 811 \$	4 521 \$	309 131 \$	191 929 \$	90 317 \$	26 885 \$
Écarts d'acquisition (au)	93 \$	582 \$	323 \$	98 \$	2 \$	1 098 \$	410 \$	688 \$	— \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.

Les données des exercices antérieurs ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés à la structure organisationnelle et au mode de présentation au cours de l'exercice à l'étude.

## Note 28 : Opérations entre apparentés

Les apparentés comprennent les administrateurs, les dirigeants et les entités qui leur sont affiliées, ainsi que les coentreprises et les sociétés satellites.

### Administrateurs, dirigeants et entités affiliées

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1999, nous n'accordons aucun nouveau prêt hypothécaire ou autre prêt à taux réduit aux dirigeants, autre que les prêts liés à des mutations effectuées à notre demande. Le solde des prêts hypothécaires à taux réduit consentis à des employés mutés s'établissait à 62 millions et 68 millions de dollars au 31 octobre 2008 et 2007 respectivement. Les intérêts gagnés sur ces prêts sont comptabilisés dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, à notre état consolidé des résultats.

Nous fournissons certains services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et à leurs entités affiliées. Nous offrons ces services selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Les prêts à nos administrateurs, à nos dirigeants et à leurs entités affiliées totalisaient respectivement 1 million et 10 millions de dollars au 31 octobre 2008 et 2007.

### Rémunération des membres du Conseil d'administration

#### Régime d'options sur actions

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2002, nous avons offert un régime d'options sur actions aux administrateurs qui ne sont pas membres de la direction. Les conditions de ce régime sont les mêmes que celles de notre régime destiné aux dirigeants et employés désignés, décrit à la note 23. Des options d'achat pour un total de 147 000 actions ordinaires ont été consenties dans le cadre du régime d'options sur actions destiné aux administrateurs qui ne sont pas membres de la direction. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2003, nous avons cessé de consentir des options dans le cadre de ce régime.

Les frais liés aux options sur actions de ce régime sont calculés de la même manière que les frais liés aux options sur actions des employés. Ils sont inclus dans les autres frais inscrits à notre état consolidé des résultats et s'élevaient à moins de un million de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006.

#### Unités d'actions différées

Les membres de notre Conseil d'administration doivent toucher la totalité de leur rémunération annuelle et de leurs autres honoraires sous forme d'actions ordinaires de la Banque (achetées sur le marché libre) ou d'unités

d'actions différées jusqu'à ce que le portefeuille d'actions des administrateurs soit supérieur à six fois leur rémunération annuelle comme administrateurs. Une fois ce seuil franchi, les administrateurs doivent toucher au moins 50 % de leur rémunération annuelle sous cette forme.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2007, les membres du Conseil d'administration de Harris Financial Corp. doivent toucher un montant déterminé minimal de leur rémunération annuelle et de leurs autres honoraires sous forme d'unités d'actions différées.

Les unités d'actions différées attribuées en vertu de ces régimes sont rajustées pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires. La valeur de ces unités d'actions différées est versée immédiatement à l'administrateur lorsqu'il résigne ses fonctions au sein du Conseil d'administration.

Les passifs liés à ces régimes sont comptabilisés dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé et se chiffraient à 16 millions et 18 millions de dollars au 31 octobre 2008 et 2007 respectivement. Les frais relatifs à ces régimes ont été inscrits dans les autres frais de notre état consolidé des résultats et totalisaient respectivement 4 millions, 5 millions et 2 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2008, 2007 et 2006.

### Coentreprises et sociétés satellites

Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services.

Notre investissement dans les actions ordinaires d'une coentreprise dans laquelle nous avons une participation de 50 % totalisait 307 millions de dollars au 31 octobre 2008 (296 millions en 2007), montant qui a été éliminé après consolidation proportionnelle.

Notre investissement dans les entités sur lesquelles nous exerçons une influence notable totalisait 995 millions de dollars au 31 octobre 2008 (962 millions en 2007).

### Employés

Nous offrons maintenant un ensemble sélectionné de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés, aux taux que nous accordons normalement à nos clients privilégiés. Nous offrons aussi à nos employés des tarifs bonifiés quant aux frais annuels de services de cartes.

## Note 29 : Passif éventuel

### a) Poursuites judiciaires

Dans le cas de la faillite de Adelphia Communications Corporation (Adelphia), les Official Committees of Unsecured Creditors and Equity Security Holders, ou leurs ayants droit, ont intenté des poursuites contre la Banque de Montréal et ses filiales indirectes BMO Capital Markets Corp. (auparavant Harris Nesbitt Corp.) et BMO Capital Markets Financing, Inc. (les défenderesses BMO) et environ 380 autres institutions financières. Les plaintes comportent des réclamations en vertu de diverses lois fédérales et de la common law, et visent à obtenir des dommages-intérêts compensatoires et exemplaires, dont les montants ne sont pas spécifiés, ainsi qu'un redressement équitable. Les poursuites sont en instance devant la cour fédérale du district sud de New York. À la suite de la confirmation de divers projets de réorganisation de Adelphia, une entité ad hoc, Adelphia Recovery Trust (ART), a remplacé les comités à titre de demanderesse dans ces poursuites (le litige ART).

En outre, la Banque de Montréal et BMO Capital Markets Corp. sont deux des nombreuses institutions financières nommées dans des poursuites civiles intentées par les détenteurs de titres de Adelphia. Le règlement de la plus importante de ces poursuites, un recours collectif consolidé, a été approuvé par une cour d'appel fédérale le 27 mars 2008 et rend irrecevable toute poursuite future contre la Banque de Montréal et BMO Capital Markets Corp. par les détenteurs de titres de Adelphia. Les poursuites intentées par deux groupes qui ont choisi de refuser l'accord de règlement relatif au recours collectif demeurent en instance.

Dans le cadre du litige ART, la cour de district a récemment rejeté toutes les réclamations en equity de ART relatives à sa faillite, contre tous les défendeurs, et elle a exclu du litige ART les institutions nommées comme défenderesses uniquement dans ces poursuites. Il est à prévoir que ART fera appel de cette décision. Les autres réclamations de ART en vertu des lois

fédérales et de la common law visent 48 institutions financières, y compris les défenderesses BMO. Ces réclamations font actuellement l'objet de demandes de rejet.

Comme les procédures relatives à ces poursuites en sont à divers stades intermédiaires, nous ne sommes pas en mesure de déterminer quel sera leur résultat éventuel, mais la direction estime que la Banque de Montréal, BMO Capital Markets Corp. et BMO Capital Markets Financing, Inc. ont une défense solide relativement à ces plaintes et se défendront avec vigueur contre toutes les actions qui pourraient être intentées.

BMO Nesbitt Burns Inc., filiale indirecte de la Banque de Montréal, fait l'objet, au Canada, de plusieurs recours individuels et recours collectifs proposés, intentés au nom d'actionnaires de Bre-X Minerals Ltd. (Bre-X). Au Canada, deux des recours collectifs proposés ont été rejetés en ce qui concerne BMO Nesbitt Burns Inc. Aux États-Unis, un recours collectif proposé a été rejeté en ce qui concerne BMO Nesbitt Burns Inc., en octobre 2005. BMO Nesbitt Burns Inc., la Banque de Montréal et BMO Capital Markets Corp. (auparavant Harris Nesbitt Corp.) sont aussi visées par un recours individuel aux États-Unis.

Parmi les autres défendeurs nommés dans l'un ou plusieurs des recours mentionnés ci-dessus figurent Bre-X, des dirigeants et des administrateurs de Bre-X, une firme de conseil en exploitation minière engagée par Bre-X, le conseiller financier de Bre-X et des firmes de courtage qui ont vendu des actions ordinaires de Bre-X. Ces recours sont fondés en grande partie sur des allégations de négligence et d'informations trompeuses ou frauduleuses relativement à la vente des titres de Bre-X.

Comme ces litiges en sont tous à un stade préliminaire, nous ne sommes pas en mesure de déterminer quel sera leur résultat éventuel, mais la direction estime que BMO Nesbitt Burns Inc., la Banque de Montréal et BMO Capital Markets Corp. ont une défense solide relativement à ces plaintes et se défendront avec vigueur contre toutes les actions qui pourraient être intentées.

À la suite des informations que nous avons présentées, les 27 avril et 17 mai 2007, sur nos pertes de négociation sur produits de base, découlant de l'évaluation à la valeur de marché, qui totalisaient 680 millions de dollars (avant impôts) en date du 30 avril 2007, nous avons reçu des demandes de renseignements, des demandes de documents et des assignations provenant des autorités dans les domaines des valeurs mobilières, des produits de base, des activités bancaires et de l'application des lois, relativement à ces pertes de négociation. Le 18 novembre 2008, des poursuites ont été intentées par ces autorités contre certaines parties qui sont concernées par ces pertes de négociation. Nous ne sommes pas partie à ces poursuites. Nous coopérons avec toutes ces autorités.

La Banque de Montréal et ses filiales sont parties à d'autres poursuites judiciaires, ainsi qu'à des enquêtes réglementaires, dans le cours normal de leurs activités. Bien que le résultat de telles procédures soit par nature difficile à prévoir, la direction ne prévoit pas que leur résultat, individuellement ou globalement, aura un effet défavorable important sur la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés de la Banque de Montréal.

## b) Garantie

Lorsque nous exerçons des activités de négociation, telles que la prise en pension, l'emprunt et le prêt de titres, ou des activités de financement et des transactions sur instruments dérivés, nous exigeons de notre contrepartie qu'elle nous fournisse une garantie qui nous protégera contre les pertes en cas de défaut de cette contrepartie. La juste valeur des biens acceptés en garantie que nous sommes autorisés à vendre ou à redonner en garantie (en l'absence de défaut de la part des propriétaires de ces biens) était de 27 411 millions de dollars au 31 octobre 2008 (42 832 millions en 2007). La juste valeur des actifs financiers acceptés en garantie que nous avons vendus ou redonnés en garantie était de 23 196 millions de dollars au 31 octobre 2008 (34 216 millions en 2007).

Les transactions portant sur des garanties sont effectuées selon des modalités qui sont courantes et habituelles dans le cadre d'activités de négociation standard. S'il n'y a pas de défaut, les titres ou leur équivalent doivent être rendus à la contrepartie à la fin du contrat.

## c) Nantissement d'actifs

Dans le cours normal de nos activités, nous cédon des actifs en garantie de divers passifs que nous contractons. Les tableaux suivants font état de nos actifs cédés en garantie, des parties à qui ils ont été cédés et des activités dans le cadre desquelles ils ont été cédés :

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007
Encaisse	684 \$	65 \$
Valeurs mobilières		
Émises ou garanties par le Canada	11 248	8 758
Émises ou garanties par les provinces, municipalités ou commissions scolaires canadiennes	4 263	3 648
Autres valeurs mobilières	21 467	17 441
Prêts hypothécaires, titres pris en pension ou empruntés, et autres	33 053	25 475
<b>Total des actifs cédés en garantie</b>	<b>70 715 \$</b>	<b>55 387 \$</b>

Ce tableau ne tient pas compte de l'encaisse assujettie à des restrictions présentée à la note 2.

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007
<b>Parties à qui les actifs ont été cédés : 1)</b>		
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	1 898 \$	1 371 \$
Banque du Canada	1 411	1 768
Gouvernements étrangers et banques centrales	1 624	1 381
<b>Activités relatives aux actifs cédés :</b>		
Obligations relatives à des titres mis en pension ou prêtés	26 052	24 837
Emprunts et prêts de titres	16 960	19 435
Transactions sur instruments dérivés	8 588	3 959
Prêts hypothécaires	5 338	—
Autres	8 844	2 636
<b>Total</b>	<b>70 715 \$</b>	<b>55 387 \$</b>

Exclut l'encaisse cédée aux banques centrales et présentée comme faisant l'objet de restrictions à la note 2.

1) Comprend les actifs cédés afin de participer aux systèmes de compensation et de paiement et de collaborer avec les institutions dépositaires, ou d'avoir accès aux facilités des banques centrales en territoires étrangers.

## Note 30 : Juste valeur des instruments financiers

Nous comptabilisons les actifs et passifs liés à la négociation, les instruments dérivés, les titres disponibles à la vente et les titres vendus à découvert, à la juste valeur et nous comptabilisons les autres actifs et passifs non liés à la négociation au coût d'origine après amortissement, déduction faite des provisions ou des dévaluations pour perte de valeur. Lorsqu'il n'y a pas de valeur à la cote, la juste valeur est déterminée au moyen de diverses techniques d'évaluation et de diverses hypothèses. Les valeurs sont fondées sur des estimations des divers actifs et passifs individuels et ne comprennent pas d'estimation de la juste valeur de l'une ou l'autre des entités juridiques ou des opérations sous-jacentes s'inscrivant dans nos activités.

Les montants de juste valeur indiqués dans les présents états financiers représentent des estimations ponctuelles qui sont susceptibles de changer dans d'autres périodes, en raison des conditions du marché ou d'autres facteurs. La juste valeur représente notre estimation des sommes contre lesquelles nous pourrions échanger les instruments financiers avec des tiers désireux de les acquérir. Cependant, dans la plupart des cas, les instruments financiers ne sont pas échangeables ni échangés, si bien qu'il est difficile d'en déterminer la juste valeur. Dans de tels cas, nous avons estimé la juste valeur en tenant compte seulement des changements qui sont survenus dans les taux d'intérêt et le risque de crédit depuis que nous avons acquis ces éléments, ou depuis que nous avons conclu les contrats sous-jacents. Ces calculs représentent les meilleures estimations que la direction puisse faire en se basant sur un certain nombre de méthodes et d'hypothèses. Cependant, comme ils comportent des incertitudes, les justes valeurs peuvent ne pas se matérialiser dans la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments.

Les changements de taux d'intérêt sont la principale cause de changement de la juste valeur de nos instruments financiers.

### Instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur

Nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable dans le cas du passif lié aux acceptations et des titres mis en pension ou prêtés. Cette hypothèse est fondée sur le fait qu'il s'agit d'actifs et de passifs à court terme. Nous supposons également que la juste valeur est égale à la valeur comptable de notre encaisse et de certains de nos actifs et passifs divers.

### Prêts

Nous établissons la juste valeur de nos prêts en nous fondant sur l'hypothèse suivante :

- Dans le cas des prêts productifs, y compris les engagements de clients aux termes d'acceptations, à taux fixe ou à taux variable, nous actualisons le solde des flux de trésorerie contractuels, rajusté pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs, aux taux du marché actuels offerts sur des prêts ayant des termes semblables.

Nous soustrayons ensuite le montant de la provision pour pertes sur créances de la valeur des soldes de nos prêts fondée sur l'hypothèse décrite ci-dessus pour établir la juste valeur de notre portefeuille de prêts.

### Valeurs mobilières

La juste valeur de nos valeurs mobilières, aussi bien les titres de négociation que les titres disponibles à la vente, selon le type d'instrument, de même que les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur sont présentées à la note 3.

### Instruments dérivés

Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments dérivés sont présentées à la note 10.

**Dépôts**

Nous établissons la juste valeur de nos dépôts en nous fondant sur les hypothèses suivantes :

- Dans le cas des dépôts à taux et à échéance fixes, nous actualisons le solde des flux de trésorerie contractuels, rajusté pour tenir compte des remboursements prévus, aux taux du marché actuels qui s'appliquent à des dépôts ayant des termes et des caractéristiques de risque semblables.
- Dans le cas des dépôts à taux fixe sans échéance définie, nous considérons que la juste valeur est égale à la valeur comptable, en nous fondant sur le fait que la valeur comptable est équivalente au montant payable à la date des états financiers.

- Dans le cas des dépôts à taux variable, les changements de taux d'intérêt n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces dépôts s'ajustent fréquemment aux taux du marché. C'est pourquoi nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable.

**Dettes subordonnées, titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées classées dans le passif**

La juste valeur de la dette subordonnée, des titres d'une fiducie de capital et des actions privilégiées classées dans le passif est déterminée d'après les cours actuels du marché pour des instruments semblables.

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur.

	2008			2007		
	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif)	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif)
<b>Actif</b>						
Encaisse	21 105 \$	21 105 \$	– \$	22 890 \$	22 890 \$	– \$
Valeurs mobilières	100 138	100 138	–	98 277	98 277	–
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	49 343	48 982	(361)	52 429	51 710	(719)
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	43 737	43 304	(433)	33 189	33 120	(69)
Prêts sur cartes de crédit	2 120	2 120	–	4 493	4 493	–
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	84 151	83 365	(786)	62 650	62 141	(509)
Titres pris en pension ou empruntés	28 033	28 033	–	37 093	37 093	–
	207 384	205 804	(1 580)	189 854	188 557	(1 297)
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 358	9 329	(29)	12 389	12 389	–
Provision pour pertes sur créances	(1 747)	(1 747)	–	(1 055)	(1 055)	–
Total des prêts et des engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	214 995	213 386	(1 609)	201 188	199 891	(1 297)
Instruments dérivés	65 586	65 586	–	32 585	32 585	–
Bureaux et matériel	2 227	2 227	–	1 980	1 980	–
Écarts d'acquisition	1 635	1 635	–	1 140	1 140	–
Actifs incorporels	204	204	–	124	124	–
Actifs divers	10 160	10 160	–	8 340	8 340	–
	416 050 \$	414 441 \$	(1 609)\$	366 524 \$	365 227 \$	(1 297)\$
<b>Passif</b>						
Dépôts	257 670 \$	257 562 \$	(108)\$	232 050 \$	232 202 \$	152 \$
Instruments dérivés	60 048	60 048	–	33 584	33 584	–
Acceptations	9 358	9 358	–	12 389	12 389	–
Titres vendus à découvert	18 792	18 792	–	25 039	25 039	–
Titres mis en pension ou prêtés	32 492	32 492	–	31 263	31 263	–
Passifs divers	14 071	13 938	(133)	12 055	12 023	(32)
Dettes subordonnées	4 315	4 128	(187)	3 446	3 491	45
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 162	12	1 150	1 198	48
Actions privilégiées	250	250	–	250	250	–
Capitaux propres	17 904	17 904	–	15 298	15 298	–
	416 050 \$	415 634 \$	(416)\$	366 524 \$	366 737 \$	213 \$
Total des rajustements à la juste valeur			(1 193)\$			(1 510)\$

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

**Note 31 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis**

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les PCGR du Canada, y compris les interprétations qu'en donne le BSIF.

Nous présentons ci-dessous les écarts les plus importants qui résulteraient de l'application des PCGR des États-Unis dans la préparation de notre état

consolidé des résultats, de notre état consolidé du résultat étendu, de notre bilan consolidé et de notre état consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte. Les écarts relatifs à notre état consolidé des flux de trésorerie n'étant pas significatifs, ils ne sont pas présentés ci-dessous.

## État consolidé condensé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2008	2007	2006
Revenu net, selon les états financiers conformes aux PCGR du Canada	<b>1 978 \$</b>	2 131 \$	2 663 \$
Rajustements pour se conformer aux PCGR des États-Unis :			
Revenu net d'intérêts – Passif et capitaux propres i)	<b>91</b>	99	99
Revenu autre que d'intérêts – Investissements des banques d'affaires j)	<b>(2)</b>	7	(21)
– Option de la juste valeur a)	–	(8)	–
– Instruments dérivés c)	–	–	(32)
– Reclassement des titres de négociation dans les titres disponibles à la vente n)	<b>(183)</b>	–	–
Frais autres que d'intérêts – Rémunération à base d'actions d)	<b>(5)</b>	(17)	(31)
– Frais de développement de logiciels e)	<b>(1)</b>	(42)	(42)
– Prestations de retraite et avantages sociaux connexes b)	<b>6</b>	–	4
– Écarts d'acquisition et autres actifs f)	<b>5</b>	5	5
Impôts sur les bénéfices et variation nette des impôts sur les bénéfices g) (y compris les rajustements dus aux éléments énumérés ci-dessus)	<b>58</b>	19	40
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales i)	<b>(79)</b>	(79)	(79)
Revenu net selon les PCGR des États-Unis	<b>1 868 \$</b>	2 115 \$	2 606 \$
Résultat par action : de base – Revenu net selon les PCGR du Canada	<b>3,79 \$</b>	4,18 \$	5,25 \$
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis	<b>3,57</b>	4,14	5,14
Résultat par action : dilué – Revenu net selon les PCGR du Canada	<b>3,76 \$</b>	4,11 \$	5,15 \$
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis	<b>3,54</b>	4,08	5,04

## État consolidé du résultat étendu

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2008	2007	2006
Total du résultat étendu, selon les états financiers conformes aux PCGR du Canada	<b>3 260 \$</b>	1 435 \$	2 486 \$
Rajustements pour se conformer aux PCGR des États-Unis :			
Rajustements du revenu net, selon l'état consolidé condensé des résultats	<b>(110)</b>	(16)	(57)
Gains de détention non réalisés sur titres disponibles à la vente, déduction faite des opérations de couverture k) 1)	–	–	151
Gains réalisés sur titres disponibles à la vente, constatés dans le revenu net k) 2)	–	–	(94)
Pertes non réalisées sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie c) 3)	–	–	(71)
Pertes nettes sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, constatées dans le revenu net c) 4)	–	–	(5)
Gain (perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture f)	<b>(12)</b>	9	5
Gain non réalisé provenant du reclassement des titres de négociation dans les titres disponibles à la vente n) 5)	<b>123</b>	–	–
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs b) 6)	<b>(254)</b>	(486)	6
Total du résultat étendu selon les PCGR des États-Unis	<b>3 007 \$</b>	942 \$	2 421 \$

1) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 82 millions de dollars en 2006.

2) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 51 millions de dollars en 2006.

3) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 38 millions de dollars en 2006.

4) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 3 millions de dollars en 2006.

5) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 60 millions de dollars en 2008.

6) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 102 millions de dollars en 2008, 279 millions en 2007 et 3 millions en 2006.

## Bilan consolidé condensé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2008			2007		
	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis
<b>Actif</b>						
Encaisse m)	<b>21 105 \$</b>	<b>(2 321)\$</b>	<b>18 784 \$</b>	22 890 \$	(1 994)\$	20 896 \$
Valeurs mobilières – Titres de négociation l,n)	<b>66 032</b>	<b>(1 856)</b>	<b>64 176</b>	70 773	(505)	70 268
– Titres disponibles à la vente h,i,n)	<b>32 115</b>	<b>931</b>	<b>33 046</b>	26 010	2 225	28 235
– Autres titres j,l)	<b>1 991</b>	<b>(99)</b>	<b>1 892</b>	1 494	(97)	1 397
Prêts et engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances m)	<b>214 995</b>	<b>2 321</b>	<b>217 316</b>	201 188	1 994	203 182
Instruments dérivés c)	<b>65 586</b>	–	<b>65 586</b>	32 585	–	32 585
Bureaux et matériel e,f)	<b>2 227</b>	<b>(5)</b>	<b>2 222</b>	1 980	(3)	1 977
Écarts d'acquisition f)	<b>1 635</b>	<b>(42)</b>	<b>1 593</b>	1 140	(33)	1 107
Actifs incorporels f)	<b>204</b>	<b>(5)</b>	<b>199</b>	124	(8)	116
Actifs divers b,d,l)	<b>10 160</b>	<b>7 506</b>	<b>17 666</b>	8 340	7 629	15 969
Total de l'actif	<b>416 050 \$</b>	<b>6 430 \$</b>	<b>422 480 \$</b>	366 524 \$	9 208 \$	375 732 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>						
Dépôts a)	<b>257 670 \$</b>	– \$	<b>257 670 \$</b>	232 050 \$	8 \$	232 058 \$
Instruments dérivés c)	<b>60 048</b>	–	<b>60 048</b>	33 584	–	33 584
Acceptations	<b>9 358</b>	–	<b>9 358</b>	12 389	–	12 389
Titres vendus à découvert	<b>18 792</b>	–	<b>18 792</b>	25 039	–	25 039
Titres mis en pension ou prêtés	<b>32 492</b>	–	<b>32 492</b>	31 263	–	31 263
Passifs divers b,h,i,l,n)	<b>14 071</b>	<b>8 448</b>	<b>22 519</b>	12 055	10 963	23 018
Dettes subordonnées	<b>4 315</b>	–	<b>4 315</b>	3 446	–	3 446
Titres d'une fiducie de capital i)	<b>1 150</b>	<b>(1 150)</b>	–	1 150	(1 150)	–
Actions privilégiées i)	<b>250</b>	<b>(250)</b>	–	250	(250)	–
Capitaux propres b,d,e,f,g,i,j,n)	<b>17 904</b>	<b>(618)</b>	<b>17 286</b>	15 298	(363)	14 935
Total du passif et des capitaux propres	<b>416 050 \$</b>	<b>6 430 \$</b>	<b>422 480 \$</b>	366 524 \$	9 208 \$	375 732 \$

**État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte**

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2008	2007
Cumul total des autres éléments du résultat étendu – Perte, selon les états financiers conformes aux PCGR du Canada	<b>(251)\$</b>	(1 533)\$
Rajustements pour se conformer aux PCGR des États-Unis :		
Gain non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture f)	<b>29</b>	41
Gain non réalisé provenant du reclassement des titres de négociation dans les titres disponibles à la vente n)	<b>123</b>	–
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs b)	<b>(772)</b>	(518)
Cumul total des autres éléments du résultat étendu – Perte, selon les PCGR des États-Unis	<b>(871)\$</b>	(2 010)\$

**a) Option de la juste valeur**

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne qui nous permet de choisir d'évaluer des instruments financiers, qui autrement ne seraient pas comptabilisés à leur juste valeur, comme s'ils étaient des instruments de négociation, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu, pourvu que certains critères soient respectés. Les instruments financiers doivent avoir été désignés le 1<sup>er</sup> novembre 2006, lors de l'adoption de la nouvelle norme, ou au moment où les nouveaux instruments financiers ont été acquis, et la désignation est irrévocable.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté la nouvelle norme comptable américaine qui nous permet l'option de présenter certains actifs et passifs financiers choisis à la juste valeur. La nouvelle norme a supprimé cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

**b) Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs**

Depuis le 31 octobre 2007, conformément aux PCGR des États-Unis, nous devons constater l'excédent de la juste valeur des actifs de nos régimes par rapport à l'obligation correspondante au titre des prestations constituées comme un actif, et nous devons constater le déficit de la juste valeur des actifs de nos régimes par rapport à l'obligation correspondante au titre des prestations constituées comme un passif. Cette constatation est faite pour chaque régime, au cas par cas. Le rajustement compensatoire est comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat étendu. Cette nouvelle directive remplace l'exigence, selon les PCGR des États-Unis, de constater un passif minimal supplémentaire au titre des régimes de retraite dans les cas où l'obligation, calculée sans tenir compte des hausses de salaire, dépasse la juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice. Il n'y a aucun changement dans le calcul de la charge liée aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs. Les PCGR du Canada ne comportent pas d'exigence similaire.

Conformément aux PCGR du Canada et des États-Unis, les prestations de retraite et les autres avantages sociaux futurs sont constatés dans notre état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services sont rendus par nos employés. Les obligations correspondantes sont évaluées selon les taux en vigueur sur le marché. Selon les PCGR du Canada, avant le 1<sup>er</sup> novembre 2000, les prestations de retraite étaient comptabilisées dans notre état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services étaient rendus par nos employés, les obligations correspondantes étant alors évaluées selon la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme des actifs du régime, alors que les autres avantages sociaux futurs étaient passés en charges à mesure que les frais correspondants étaient engagés. Le 1<sup>er</sup> novembre 2000, nous avons adopté une nouvelle norme canadienne pour la comptabilisation des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs qui a supprimé cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis. Lors de l'adoption de cette nouvelle norme, nous avons comptabilisé le changement qui en a découlé comme une charge imputée aux bénéficiaires non répartis. Par conséquent, un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les sommes auparavant reportées en vertu des PCGR des États-Unis soient entièrement amorties par imputation au revenu.

**c) Instruments dérivés**

Conformément aux PCGR du Canada et des États-Unis, les instruments dérivés de couverture sont constatés à leur juste valeur dans notre bilan consolidé. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés de couverture sont soit compensées dans notre état consolidé des résultats par les variations de la juste valeur de l'actif, du passif ou de l'engagement ferme couverts, soit comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert soit constaté dans notre état consolidé des résultats. Si la variation de la juste valeur de l'instrument dérivé n'est pas entièrement compensée par la variation de la juste valeur de l'élément qu'il couvre, la différence est constatée immédiatement dans notre état consolidé des résultats.

Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, conformément aux PCGR du Canada, les instruments dérivés de couverture étaient comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les gains et les pertes étant reportés et constatés dans le revenu de la même manière que pour l'élément couvert sous-jacent. Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, les PCGR du Canada ont été modifiés de manière à éliminer cette différence.

**d) Rémunération à base d'actions**

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2005, conformément aux PCGR des États-Unis, le coût de la rémunération à base d'actions attribuée aux employés qui sont admissibles à la retraite était constaté à titre de charge à la date d'attribution. Nous avons adopté prospectivement cette nouvelle norme, en l'appliquant d'abord aux attributions effectuées au cours de l'exercice 2006. Nous avons adopté rétroactivement, au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la nouvelle directive comptable canadienne sur la rémunération à base d'actions, qui est conforme à la norme comptable américaine. En raison des différences dans les méthodes d'adoption, un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que la rémunération à base d'actions attribuée avant le 1<sup>er</sup> novembre 2005 ait été entièrement amortie.

**e) Frais de développement de logiciels**

Selon les PCGR des États-Unis, les frais liés au développement interne de logiciels doivent être capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Selon les PCGR du Canada, avant le 1<sup>er</sup> novembre 2003, seules les sommes versées à des tiers relativement au développement interne de logiciels étaient capitalisées et amorties sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Le 1<sup>er</sup> novembre 2003, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne qui supprimait cette différence dans le traitement des frais de développement de logiciels engagés après le 31 octobre 2003. Un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les frais de développement de logiciels capitalisés avant l'exercice 2004 aient été entièrement amortis.

**f) Écarts d'acquisition et autres actifs**

Selon les PCGR des États-Unis, notre acquisition de Suburban Bancorp, Inc., en 1994, aurait été comptabilisée au moyen de la méthode de la fusion d'intérêts communs. En vertu des PCGR du Canada, nous avons plutôt comptabilisé cet achat au moyen de la méthode de l'acquisition, ce qui a entraîné la constatation et l'amortissement d'un écart d'acquisition et d'autres actifs incorporels correspondant à cette transaction. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2001, conformément aux PCGR du Canada et des États-Unis, nous n'amortissons plus les écarts d'acquisition par imputation au revenu. La différence qui subsiste concerne l'amortissement des actifs incorporels en vertu des PCGR du Canada.

**g) Impôts sur les bénéficiaires**

En plus des incidences fiscales découlant des différences signalées ci-dessus, en vertu des PCGR des États-Unis, les changements de taux d'imposition n'ont aucune incidence sur le calcul des soldes de nos impôts futurs tant que les changements proposés ne sont pas devenus lois. Selon les PCGR du Canada, les changements de taux d'imposition sont constatés dans le revenu dans la période où les changements sont pratiquement en vigueur.

**(h) Garanties non liquides**

Selon les PCGR des États-Unis, une garantie non liquide obtenue dans le cadre d'un prêt de titres, qu'un contrat nous autorise à vendre ou à remettre en nantissement, est comptabilisée comme un actif dans notre bilan consolidé; un passif correspondant à l'obligation de remettre la garantie est aussi comptabilisé. Selon les PCGR du Canada, ni la garantie ni l'obligation correspondante ne sont comptabilisées dans notre bilan consolidé. En raison de cette différence, les titres disponibles à la vente et les passifs divers ont été respectivement augmentés de 931 millions et de 2 225 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2008 et 2007.

#### *i) Passif et capitaux propres*

Selon les PCGR des États-Unis, certaines de nos actions privilégiées et certains titres de notre fiducie de capital, qui sont en dernier ressort convertibles en un nombre variable de nos actions ordinaires au gré du détenteur, sont classés dans les capitaux propres et dans la part des actionnaires sans contrôle, les paiements étant constatés respectivement comme dividendes et participation minoritaire. Selon les PCGR du Canada, les actions privilégiées et les titres de la fiducie de capital qui comportent cette option de conversion sont classés dans le passif, les paiements étant constatés dans les frais d'intérêts.

#### *j) Investissements des banques d'affaires*

Selon les PCGR des États-Unis, nos filiales qui ont des activités de banque d'affaires comptabilisent leurs investissements au coût ou à la valeur de consolidation. Selon les PCGR du Canada, ces filiales comptabilisent leurs investissements à la juste valeur, les changements à la juste valeur étant comptabilisés dans le revenu à mesure qu'ils se produisent.

#### *k) Titres disponibles à la vente*

Conformément aux PCGR du Canada et des États-Unis, nous avons désigné comme disponibles à la vente tous nos titres autres que de négociation, de substituts de prêts et de placement dans des actions de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable sans en avoir le contrôle. Les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur, les gains ou pertes non réalisés étant constatés dans les autres éléments du résultat étendu à moins qu'il y ait dépréciation. Les moins-values durables ainsi que les gains et pertes réalisés sont comptabilisés dans le revenu. Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, conformément aux PCGR du Canada, les titres de placement étaient comptabilisés au coût ou au coût après amortissement. Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, les PCGR du Canada ont été modifiés de manière à éliminer cette différence.

#### *l) Comptabilisation des opérations sur titres*

En vertu des PCGR des États-Unis, les opérations sur titres sont constatées à notre bilan consolidé à la date de conclusion de la transaction. En vertu des PCGR du Canada, les opérations sur titres sont constatées à notre bilan consolidé à la date de règlement de la transaction.

#### *m) Acceptations bancaires*

Selon les PCGR des États-Unis, les acceptations bancaires achetées à d'autres banques sont classées dans les prêts. En vertu des PCGR du Canada, les acceptations bancaires achetées à d'autres banques sont comptabilisées comme des éléments de l'encaisse (dépôts à d'autres banques) dans notre bilan consolidé.

#### *n) Reclassement de titres de négociation dans les titres disponibles à la vente*

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous avons adopté la nouvelle norme comptable canadienne qui autorise, en de rares circonstances, certains reclassements d'actifs financiers non dérivés en permettant de les transférer de la catégorie des titres de négociation à la catégorie des titres disponibles à la vente ou à la catégorie des titres détenus jusqu'à leur échéance. Cette nouvelle norme est conforme aux PCGR des États-Unis, sauf qu'en vertu des PCGR des États-Unis, le reclassement doit être comptabilisé à la date où le transfert est complété. Nous avons choisi de transférer certains titres de négociation dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Il s'agit de titres pour lesquels, en raison des circonstances actuelles du marché, nous avons changé notre intention de nous en défaire ou de les négocier à court terme, et avons plutôt décidé de les conserver pour un avenir prévisible. Cette norme comptable canadienne était applicable rétroactivement au 1<sup>er</sup> août 2008 pour nous, et les transferts ont été effectués à la juste valeur des titres le 1<sup>er</sup> août 2008. Nous avons reclassé ces titres en vertu des PCGR des États-Unis le 31 octobre 2008. Cette différence se résorbera à mesure que les titres seront vendus.

### **Modifications de conventions comptables**

#### *Comptabilisation de l'incertitude liée aux impôts sur les bénéfices*

Le 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté la nouvelle directive émise par le Financial Accounting Standards Board (FASB) concernant la comptabilisation de l'incertitude liée aux impôts sur les bénéfices dans les états financiers. Selon l'interprétation donnée par le FASB, avant qu'une entité puisse comptabiliser dans ses états financiers des avantages fiscaux de sa déclaration fiscale, il doit être plus probable qu'improbable que la position fiscale relative à ces avantages soit maintenue au moment d'une vérification. Cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur nos états financiers consolidés car notre convention comptable relative à la comptabilisation des impôts sur les bénéfices était déjà conforme à cette norme.

#### *Évaluation de la juste valeur*

Le 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté la nouvelle norme comptable du FASB qui clarifie la définition de la juste valeur et la rend applicable dans le cadre de toutes les normes comptables des États-Unis, sauf quelques exceptions. Cette norme donne une définition unique de la juste valeur, fournit un cadre pour évaluer la juste valeur et exige la présentation d'informations supplémentaires concernant les mesures de la juste valeur. Le but de la norme est d'accroître l'uniformité, la fiabilité et la comparabilité des mesures de la juste valeur et d'améliorer l'information fournie afin d'aider les utilisateurs des états financiers à évaluer les effets des mesures de la juste valeur utilisées dans la présentation de l'information financière. Le cadre établit une hiérarchie pour une évaluation fiable de la juste valeur, fondée sur la définition énoncée dans la norme. Cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur nos états financiers consolidés car notre convention comptable relative à l'évaluation de la juste valeur était déjà conforme à cette norme.

### **Modifications futures de conventions comptables**

#### *Compensation de montants relatifs à certains contrats*

Le FASB a émis une directive qui traite de la pertinence de compenser certains montants relatifs à de multiples contrats conclus avec une même contrepartie. Cette norme entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2008. Notre convention comptable actuelle relative à la compensation est conforme à cette directive.

#### *Instruments d'emprunt convertibles*

Le FASB a émis une directive relative à la comptabilisation des instruments d'emprunt convertibles pouvant faire l'objet d'un règlement en espèces (ou autres actifs) au moment de la conversion, y compris un règlement partiel en espèces. Les instruments classés comme des dettes sont compris dans le champ d'application de cette nouvelle norme qui stipule que les composantes passif et capitaux propres doivent être comptabilisées séparément. Ce traitement comptable diffère de la méthode actuelle, qui consiste généralement à traiter les instruments d'emprunt convertibles pouvant être réglés en espèces uniquement comme des dettes. Cette norme entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2008. Cette norme n'aura pas d'incidence pour la Banque puisque toutes nos actions privilégiées convertibles et tous nos titres d'une fiducie de capital sont classés comme capitaux propres en vertu des PCGR des États-Unis.

#### *Part des actionnaires sans contrôle présentée dans les états financiers consolidés*

Le FASB a publié une nouvelle norme qui précise que la part des actionnaires sans contrôle dans une filiale doit être présentée comme capitaux propres dans les états financiers consolidés. En outre, le montant du revenu net consolidé attribué à la société mère et à la part des actionnaires sans contrôle doit être clairement présenté dans l'état consolidé des résultats. Actuellement, nous comptabilisons la part des actionnaires sans contrôle dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé. Cette norme entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2009. On s'attend à ce que l'ICCA publie une nouvelle norme qui éliminera la différence de présentation entre les PCGR du Canada et des États-Unis. Cette norme devrait être applicable pour la Banque le 1<sup>er</sup> novembre 2011, l'adoption anticipée étant toutefois permise.

#### *Regroupements d'entreprises*

Le FASB a publié une nouvelle norme relative aux regroupements d'entreprises. Cette norme maintient la méthode de l'acquisition pour la comptabilisation de tous les regroupements d'entreprises. Elle stipule que l'acquéreur doit constater les actifs acquis, les passifs pris en charge et toute part des actionnaires sans contrôle dans la société acquise à leurs justes valeurs à la date de l'acquisition. Selon les PCGR du Canada, les actifs acquis et les passifs pris en charge sont rajustés seulement pour la part de la juste valeur qui revient à l'acquéreur. La part des actionnaires sans contrôle est comptabilisée conformément aux valeurs comptables inscrites dans les comptes de la société acquise. Cette norme s'appliquera aux regroupements d'entreprises dont la date d'acquisition sera le 1<sup>er</sup> novembre 2009 ou une date ultérieure. On s'attend à ce que l'ICCA publie une nouvelle norme qui éliminera toute différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis. Cette norme devrait être applicable pour la Banque le 1<sup>er</sup> novembre 2011, l'adoption anticipée étant toutefois permise.

# Principales filiales

Entités dans lesquelles la Banque détient plus de 50 % des actions avec droit de vote, émises et en circulation au 31 octobre 2008	Siège social	Valeur comptable des actions détenues par la Banque (en millions de \$ CA)
4197569 Canada Inc.	Toronto, Canada	2
Bank of Montreal Assessoria e Serviços Ltda.	Rio de Janeiro, Brésil	–
Bank of Montreal Capital Markets (Holdings) Limited	Londres, Angleterre	93
BMO Capital Markets Limited	Londres, Angleterre	
Pyrford International Limited	Londres, Angleterre	
Bank of Montreal Holding Inc.	Calgary, Canada	17 925
Bank of Montreal Holding Enterprise Inc.	Calgary, Canada	
Bank of Montreal Holding Investments Inc.	Calgary, Canada	
BMO Holding Finance, LLC	Wilmington, États-Unis	
BMO Investissements Inc. et filiales	Toronto, Canada	
BMO Investments Limited	Hamilton, Bermudes	
Bank of Montreal (Barbados) Limited	St. Michael, Barbade	
Bank of Montreal Insurance (Barbados) Limited	St. Michael, Barbade	
BMO Ligne d'action Inc.	Toronto, Canada	
BMO Nesbitt Burns Trading Corp. S.A.	Münsbach, Luxembourg	
BMO Service Inc.	Calgary, Canada	
Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée	Toronto, Canada	
Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée	Montréal, Canada	
BMO Nesbitt Burns Inc. et filiales	Toronto, Canada	
Bank of Montreal Ireland plc	Dublin, Irlande	1 632
Bay Street Number Twenty-Nine Ltd.	Wilmington, États-Unis	–
BMO Capital-Investissement (Canada) Inc.	Toronto, Canada	111
BMO Equity Partners Fund Inc. et filiales	Toronto, Canada	
BMO Equity Partners Management Inc.	Toronto, Canada	
BMO Nesbitt Burns Employee Co-Investment Fund I Management (Canada) Inc. et filiales	Toronto, Canada	
BMO Compagnie d'assurance-vie	Toronto, Canada	87
BMO Corporation d'investissement en capital	Toronto, Canada	81
BMO Funding, L.P.	Chicago, États-Unis	199
BMO (NS) Investment Company et filiale	Halifax, Canada	
BMO GP Inc.	Toronto, Canada	–
BMO Ireland Finance Company	Dublin, Irlande	606
BMO Nevada LP	Chicago, États-Unis	220
BMO (NS) Capital Funding Company et filiale	Halifax, Canada	
BMO (US) Lending, LLC	Chicago, États-Unis	216
Harris Financial Corp.	Wilmington, États-Unis	6 587
BMO Capital Markets Corp.	Wilmington, États-Unis	
BMO Capital Markets Equity Group (U.S.), Inc. et filiales	Wilmington, États-Unis	
BMO Capital Markets Financing, Inc.	Dover, États-Unis	
BMO Capital Markets GKST Inc.	Chicago, États-Unis	
BMO Financial, Inc.	Wilmington, États-Unis	
BMO Financial Products Corp.	Chicago, États-Unis	
BMO Global Capital Solutions, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris Bancorp Insurance Services, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris Bankcorp, Inc.	Chicago, États-Unis	
Community Financial Services, LLC	Milwaukee, États-Unis	
Harris Central N.A.	Roselle, États-Unis	
Harris Investment Management, Inc. et filiale	Chicago, États-Unis	
Harris Investor Services, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris Life Insurance Company	Scottsdale, États-Unis	
Harris National Association et filiales	Chicago, États-Unis	
Harris Trade Services Limited	Hong Kong, Chine	
The Harris Bank N.A.	Scottsdale, États-Unis	
Harris RIA Holdings, Inc. et filiales	Wilmington, États-Unis	
Société de fiducie BMO	Toronto, Canada	685
Groupe de Fonds Guardian Ltée et filiales	Toronto, Canada	
Société de financement Banque de Montréal Ltée	Toronto, Canada	42
Société hypothécaire Banque de Montréal	Calgary, Canada	1 878
BMO Mortgage Corp.	Vancouver, Canada	
Placements immobiliers BMRI	Toronto, Canada	
Solutions-crédit internationales Banque de Montréal Ltée	Calgary, Canada	12

La liste ci-dessus fait état des filiales que nous détenons directement et des filiales que celles-ci détiennent directement, donc de toutes nos principales filiales en exploitation. La valeur comptable de chacune des filiales précitées représente la valeur totale des actions ordinaires et des actions privilégiées ou, s'il y a lieu, de la participation que nous détenons.

Nous détenons 100 % des actions avec droit de vote des filiales ci-dessus, à l'exception de la Société de financement Banque de Montréal Ltée, dont nous détenons 50,01 %.

Nous détenons 100 % des actions sans droit de vote en circulation de nos filiales, à l'exception de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, dont nous détenons 98,9 % des actions sans droit de vote en circulation.

# Comité de performance\*

En 2007, l'accent mis sur la gestion rigoureuse de la performance a mené à la création d'un nouveau Comité formé des chefs de tous les secteurs d'activité et unités fonctionnelles. Ce comité se réunit chaque trimestre pour discuter de la performance par rapport aux cibles établies et des mesures à prendre pour améliorer la performance.

**William A. Downe**  
Président et  
chef de la direction  
BMO Groupe financier

## BMO Groupe financier

**L. Jacques Ménard**  
Président du conseil  
BMO Nesbitt Burns  
Président  
BMO Groupe financier  
Québec

## Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

**Frank J. Techar**  
Président et chef de la direction  
Services bancaires Particuliers  
et entreprises – Canada

**Susan M. Brown**  
Première vice-présidente  
Direction de l'Ontario

**Alex P. Dousmanis-Curtis**  
Première vice-présidente  
Direction Cité de Toronto

**Sandra L. Hanington**  
Vice-présidente à la direction  
Stratégie clientèle et marketing

**Gordon J. Henderson**  
Premier vice-président  
Assurance

**François M.P. Hudon**  
Premier vice-président  
Direction du Québec

**Maurice A.D. Hudon**  
Premier vice-président à la direction  
Services bancaires Particuliers  
et entreprises – Canada

**James B. Kelsey**  
Premier vice-président  
Financement des grandes entreprises

**Michael J. Kitchen**  
Premier vice-président  
Services de cartes et de paiement

**Ted R. McCarron**  
Premier vice-président  
Direction Prairies

**Steve C. Murphy**  
Premier vice-président  
Direction de l'Atlantique

**Robert J. Serraglio**  
Premier vice-président  
Direction de la Colombie-Britannique

## Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

**Ellen M. Costello**  
Présidente et chef de la direction  
Harris Financial Corp.

**Peter B. McNitt**  
Vice-président du conseil  
Harris Bankcorp, Inc. et  
chef des services aux entreprises

## Groupe Gestion privée

**Gilles G. Ouellette**  
Président et  
chef de la direction  
Groupe Gestion privée

**Harold Hillier**  
Premier vice-président et  
chef, Gestion de l'actif à BMO

**Terry A. Jenkins**  
Premier vice-président et  
président et chef de la direction  
Harris Private Bank, É.-U.

**Ed N. Legzdins**  
Premier vice-président et chef  
Placements de particuliers

**Dean Manjuris**  
Chef du secteur Services de  
courtage traditionnels  
Président administrateur  
Division des services aux particuliers

**Graham T. Parsons**  
Vice-président à la direction  
Gestion bancaire privée et  
initiatives stratégiques intégrées

**Connie A. Stefankiewicz**  
Vice-présidente et présidente  
BMO Ligne d'action Inc.

## BMO Marchés des capitaux\*\*

**Thomas V. Milroy**  
Chef de la direction  
BMO Marchés des capitaux

**William Butt**  
Premier directeur général et chef  
Investissements et services aux  
grandes entreprises, Canada

**David R. Casper**  
Premier directeur général et co-chef  
Investissements et services aux  
grandes entreprises, É.-U.

**Patrick Cronin**  
Premier directeur général et co-chef  
Produits financiers et  
instruments d'emprunt

**Andre L. Hidi**  
Premier directeur général et chef  
Fusions et acquisitions

**Marnie J. Kinsley**  
Première directrice générale et chef  
Gestion de trésorerie mondiale

**Michael J. Miller**  
Premier directeur général et co-chef  
Opérations sur actions et recherche

**Peter A. Myers**  
Premier directeur général, chef  
Clientèle Investissements et grandes  
entreprises et chef  
Marchés des titres de participation

**Dominic A. Petito**  
Premier directeur général et co-chef  
Investissements et services aux  
grandes entreprises, É.-U. et chef  
BMO Marchés des capitaux  
New York

**Charles N. Piermarini**  
Premier directeur général et chef  
Instruments d'emprunt

**Surjit S. Rajpal**  
Premier directeur général et chef  
Produits de crédit

**Luke Seabrook**  
Premier directeur général et chef  
Produits financiers

**Jamie K. Thorsen**  
Première directrice générale et chef  
Produits de change et marchés  
financiers, Chine

**Eric C. Tripp**  
Président  
BMO Marchés des capitaux

## Finances\*\*\*

**Russel C. Robertson**  
Chef des finances intérimaire

**Pierre O. Greffe**  
Premier vice-président  
Finances

**Viki A. Lazaris**  
Première vice-présidente  
Relations avec les investisseurs

## Gestion globale des risques et du portefeuille

**Thomas E. Flynn**  
Vice-président à la direction et  
chef de la gestion globale  
des risques

**Neil R. Macmillan**  
Vice-président à la direction  
et responsable de la gestion  
des risques  
BMO Marchés des capitaux

**Nico Meijer**  
Vice-président à la direction  
et chef de la gestion des risques  
BMO Marchés des capitaux

**Wendy L. Millar**  
Vice-présidente à la direction  
et chef de la gestion des risques  
Particuliers et entreprises

## Ressources humaines et Communications

**Rose M. Patten**  
Première vice-présidente  
à la direction  
chef des ressources humaines et  
conseillère principale en leadership

**Andrew P.M. Plews**  
Premier vice-président  
Communications

**Valerie C. Sorbie**  
Première vice-présidente  
Gestion du changement

**April L. Taggart**  
Première vice-présidente  
Gestion des talents et diversité

**Gabriella R.J. Zillmer**  
Première vice-présidente  
Harmonisation des compétences  
et rémunération

## Marketing

**Susan M. Payne**  
Première vice-présidente  
et chef du marketing  
BMO Groupe financier

## Technologie et opérations

**Barry K. Gilmour**  
Chef  
Technologie et opérations

**Karen L. Metrakos**  
Vice-présidente à la direction  
Opérations

**David J. Revell**  
Premier vice-président  
Développement technologique

## Services juridiques, Affaires générales et Conformité

**Simon Fish**  
Vice-président à la direction  
et conseiller général

\* Au 31 octobre 2008.

\*\* Yvan Bourdeau, vice-président du conseil, BMO Marchés des capitaux, a pris sa retraite le 31 octobre 2008.

\*\*\* Karen Maidment, chef des finances et des affaires administratives, est actuellement en congé.

# Glossaire de termes financiers

**Acceptation bancaire** Lettre de change ou autre effet négociable tiré par un emprunteur pour paiement à l'échéance et qui est accepté par une banque. L'acceptation constitue une garantie de paiement de la banque et l'effet ainsi accepté peut être négocié sur le marché monétaire. La banque qui offre cette garantie perçoit une commission d'acceptation.

**Actif productif moyen** Solde moyen quotidien ou mensuel des dépôts à d'autres banques, des prêts et des valeurs mobilières, pour une période de un an.

**Actif sous administration et actif sous gestion** Actif administré ou géré par une institution financière et appartenant effectivement à des clients; cet actif n'est donc pas inscrit au bilan de l'institution financière qui l'administre ou le gère.

**Base d'imposition comparable (bic)** Les revenus des groupes d'exploitation figurant dans notre Rapport de gestion sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Le rajustement sur une base d'imposition comparable augmente les revenus et la provision pour impôts sur les bénéfices établis selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus sur certains titres exempts d'impôts à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi, afin de faciliter les comparaisons.

[P. 38](#)

**Capital de première catégorie** Le capital de première catégorie représente les formes de capital les plus permanentes et comprend principalement les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, les actions privilégiées et les instruments hybrides innovants, moins une déduction pour les écarts d'acquisition et les actifs incorporels excédentaires ainsi que d'autres déductions exigées en vertu de Bâle II.

**Capital total** Le capital total inclut le capital de première catégorie et de deuxième catégorie, moins certaines déductions. Le capital de deuxième catégorie est composé principalement de débentures subordonnées et de la partie admissible de la provision générale pour pertes sur créances. Les déductions du capital de deuxième catégorie comprennent principalement nos investissements dans des filiales non consolidées et autres investissements importants.

**Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés** Le contrat à terme de gré à gré et le contrat à terme standardisé sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à un prix et à une date prédéterminés.

Le contrat à terme de gré à gré est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme standardisé se négocie selon des montants préétablis sur des marchés réglementés et fait l'objet d'une marge de sécurité calculée quotidiennement.

[P. 122](#)

**Couverture** Technique de gestion des risques utilisée pour neutraliser ou gérer les risques qui sont liés aux taux d'intérêt, aux devises, aux titres de participation, aux produits de base ou au crédit, et qui découlent d'activités bancaires normales.

**Dotation à la provision pour pertes sur créances** Charge imputée aux revenus, d'un montant jugé adéquat par la direction pour couvrir toute insuffisance dans les portefeuilles de prêts et acceptations et d'autres instruments de crédit, vu la composition de ces portefeuilles, la probabilité de défaut des emprunteurs, la conjoncture économique et la provision pour pertes sur créances déjà établie.

[P. 41, 77, 113](#)

**Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)** Les EDDV comprennent les entités dont les capitaux propres sont considérés comme insuffisants pour permettre à l'entité de financer ses activités ou dont les détenteurs des capitaux propres ne détiennent pas une participation financière leur conférant le contrôle de l'entité. Nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues et/ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation.

[P. 69](#)

**Évaluation à la valeur de marché** Évaluation des titres et des instruments dérivés, calculée au prix de marché à la date du bilan, lorsque les règles comptables le requièrent.

**Instrument dérivé** Contrat dont la valeur est « dérivée » des mouvements des taux d'intérêt ou de change, ou du cours des actions ou des produits de base. L'instrument dérivé permet de transférer, modifier ou réduire les risques existants ou prévus résultant de fluctuations des taux ou des cours.

**Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie** Le BSIF autorise les banques à émettre des instruments qui se qualifient comme instruments « novateurs » inclus dans le capital de première catégorie. Pour se qualifier, ces instruments doivent être émis par l'entremise d'une entité ad hoc, être de nature permanente et recevoir un traitement comptable acceptable. Les instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie ne doivent pas constituer plus de 20 % du capital net de première catégorie au moment de l'émission, 15 % étant admissibles à titre de capital de première catégorie, l'excédent de 5 % étant compris dans le capital total.

**Lever d'exploitation** Écart entre le pourcentage de croissance des revenus et le pourcentage de croissance des frais. Le lever d'exploitation avant amortissement correspond à l'écart entre le pourcentage de croissance des revenus et le pourcentage de croissance des frais avant amortissement.

[P. 28](#)

**Marge nette d'intérêts** La marge nette d'intérêts correspond au ratio du revenu net d'intérêts à l'actif productif, exprimé en pourcentage ou en points de base. La marge nette d'intérêts est parfois calculée au moyen de l'actif total.

[P. 38](#)

**Montant nominal de référence** Capital utilisé pour calculer les intérêts et autres paiements des instruments dérivés. Le montant de capital ne change pas de main selon les modalités des instruments dérivés, sauf dans les cas de swaps de devises.

**Options** L'option est un contrat donnant à l'acheteur le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans une période préétablie.

[P. 122](#)

**Papier commercial adossé à des actifs** Placement à court terme dont l'échéance est généralement de moins de 180 jours. Le papier commercial est adossé à des actifs corporels, tels que des comptes clients, et est généralement utilisé pour répondre à des besoins de financement à court terme.

**Point de base** Le point de base équivaut à un centième de point.

**Prêts douteux** Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus.

**Profit économique net (PEN)** Le profit économique net équivaut au résultat net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital. Le PEN constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée. Le PEN est une mesure non conforme aux PCGR.

[P. 35, 85](#)

**Provision générale** Provision maintenue afin de couvrir toute perte de valeur dans le portefeuille existant qui ne peut pas encore être associée à des prêts particuliers. Cette provision est réévaluée chaque trimestre.

Nous maintenons une provision générale afin de couvrir toute perte de valeur dans le portefeuille existant qui ne peut pas encore être associée à des prêts particuliers. Notre méthode pour établir et maintenir cette provision générale est fondée sur la ligne directrice publiée par le BSIF, l'organisme de réglementation des banques. La provision générale est évaluée chaque trimestre et un certain nombre de facteurs sont pris en compte pour déterminer si elle est suffisante. Nous employons un modèle de provision générale qui applique aux soldes actuels des taux historiques de pertes prévues et imprévues, établis en fonction des probabilités de défaillance et de perte compte tenu de facteurs de défaillance.

[P. 41, 77, 113](#)

**Provision pour pertes sur créances** Montant jugé adéquat par la direction pour éponger les pertes sur les créances liées aux prêts et acceptations, et aux autres instruments de crédit. Les provisions pour pertes sur créances peuvent être spécifiques ou générales et sont comptabilisées au bilan en déduction des prêts et acceptations ou, si elles sont liées aux autres instruments de crédit, comme autres passifs.

[P. 41, 77, 113](#)

**Provision spécifique** Les provisions spécifiques ramènent la valeur comptable de prêts spécifiques au montant que nous prévoyons recouvrer sur ces prêts si ceux-ci présentent des signes de dégradation de la qualité du crédit.

[P. 41, 77, 113](#)

**Ratio de l'actif au capital** Actif rajusté, soit l'actif plus les lettres de crédit et les cautionnements, nets des déductions spécifiques, divisé par le capital total.

**Ratio de productivité (ou Ratio des frais au revenu)** Le ratio de productivité (ou ratio des frais au revenu) est notre mesure clé de productivité. Ce ratio, exprimé en pourcentage, correspond aux frais autres que d'intérêts divisés par le revenu total. Le ratio de productivité avant amortissement est calculé de la même façon, après avoir soustrait l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts.

[P. 42, 85](#)

**Ratio du capital de première catégorie** Capital de première catégorie divisé par l'actif pondéré en fonction des risques.

[P. 60, 136](#)

**Ratio du capital total** Le ratio du capital total est obtenu en divisant le capital total par l'actif pondéré en fonction des risques.

**i** P. 60, 136

**Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)** Ce rendement équivaut au résultat net moins les dividendes sur les actions privilégiées, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comprennent le capital-actions ordinaire, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) et les bénéfices non répartis.

**i** P. 35

**Rendement total des capitaux propres (RTCP)** Le rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans correspond au rendement total moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période de cinq ans. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires de BMO. Le RTCP sur un an tient également compte du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions.

**i** P. 33

**Résultat par action (RPA)** Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net, déduction faite des dividendes versés sur les actions privilégiées, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le RPA dilué, qui sert de base aux mesures du rendement, tient compte des conversions éventuelles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le RPA.

**i** P. 34, 143

**Revenus liés à la négociation** Les revenus liés à la négociation se composent du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et d'opérations hors bilan effectuées à des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne au prix du marché. Les revenus de négociation comprennent notamment les revenus (frais) et les gains (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats suivants comptabilisés hors bilan : contrats de taux d'intérêt et de change (incluant les opérations au comptant), contrats sur titres de participation et sur produits de base et contrats de crédit.

**i** P. 40

**Revenu net d'intérêts** Le revenu net d'intérêts correspond au revenu perçu sur l'actif, notamment les prêts et les titres, y compris le revenu d'intérêts et de dividendes et la part de BMO des revenus tirés des placements comptabilisés à la valeur de consolidation, moins les frais d'intérêts liés au passif, notamment les dépôts.

**i** P. 38

**Swap** Le swap est un contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie. Les divers contrats de swaps que nous concluons sont les suivants :

- *Swap de taux d'intérêt* – les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêts à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise.

- *Swap de devises* – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et des montants en capital dans des devises différentes.

- *Swap de taux d'intérêt et de devises* – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et variable et des montants en capital dans des devises différentes.

- *Swap de produits de base* – les contreparties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit de base.

- *Swap d'actions* – les contreparties s'échangent le rendement d'une action ou d'un groupe d'actions contre le rendement fondé sur un taux d'intérêt fixe ou variable ou le rendement d'une autre action ou d'un autre groupe d'actions.

- *Swap sur défaillance* – une contrepartie verse des frais à l'autre contrepartie pour que cette dernière accepte de faire un paiement si un incident de crédit survient, comme une faillite ou un défaut de paiement.

**i** P. 122

**Titres mis en pension ou prêtés**

Emprunts à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent le prêt ou la vente de titres.

**Titres pris en pension ou empruntés**

Prêts à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent l'emprunt ou l'achat de titres.

## DÉFINITIONS RELATIVES AU RISQUE

**Capital économique** Le capital économique correspond à notre évaluation interne des risques sous-jacents des activités commerciales de BMO. Il représente l'estimation par la direction de l'ampleur potentielle des pertes économiques susceptibles de découler de circonstances défavorables et permet de rajuster le rendement en fonction des risques. Le capital économique est calculé pour divers types de risques : risque de crédit, risque de marché (lié aux activités de négociation et autres), risque opérationnel et risque d'entreprise, les mesures étant fondées sur un horizon de un an. Pour de plus amples renseignements sur ces risques, se reporter à la section Gestion globale des risques, à la page 73. Le capital économique est un élément clé de notre processus de gestion du capital en fonction des risques.

**i** P. 61

**Risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net** Le risque d'entreprise découle d'activités précises d'une entreprise et des effets que ces activités pourraient avoir sur le revenu net de cette entreprise. Le risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net mesure le risque que les volumes diminuent ou que les marges rétrécissent sans qu'il soit possible de compenser le recul du revenu par une réduction des coûts.

**i** P. 82

**Risque de crédit et de contrepartie** Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie.

**i** P. 76, 115

**Risque de liquidité et de financement** Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si BMO n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantissements.

**i** P. 81, 117

**Risque de marché** Le risque de marché représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances.

**i** P. 77, 117

**Risque de réputation** Le risque de réputation est le risque que des effets négatifs découlent de la détérioration de la réputation de BMO auprès de ses principales parties prenantes, notamment une perte de revenus, une baisse de clientèle et une baisse du cours de l'action de BMO.

**i** P. 84

**Risque environnemental** Le risque environnemental correspond au risque de perte ou d'atteinte à la réputation de BMO découlant de préoccupations environnementales liées à BMO ou à ses clients. Le risque environnemental est souvent associé au risque de crédit et au risque opérationnel.

**i** P. 84

**Risque lié à l'émetteur** Le risque lié à l'émetteur se présente dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme de BMO. Il mesure l'incidence négative que les risques d'écart de taux, de migration du crédit et de défaillance ont sur la valeur de marché d'instruments à revenu fixe et autres titres similaires. Le risque lié à l'émetteur est mesuré selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée.

**i** P. 78

**Risque lié à la valeur de marché** Le risque lié à la valeur de marché est une mesure de l'incidence négative des fluctuations des paramètres du marché sur la valeur de marché d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'arrangements hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée. La période de détention tient compte de la conjoncture actuelle du marché et de la composition des portefeuilles afin de déterminer combien de temps il faut pour neutraliser le risque de marché sans causer d'incidence négative sur les cours du marché. Dans le cas des activités de négociation et de prise ferme, le risque lié à la valeur de marché comprend la valeur à risque et le risque lié à l'émetteur.

**i** P. 78

**Risque opérationnel** Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant de processus internes ou de systèmes inadéquats ou de leur défaillance, d'interactions humaines ou d'un événement externe, mais exclut le risque d'entreprise.

**i** P. 82

**Valeur à risque** La valeur à risque (VAR) s'applique à diverses catégories de risques auxquels BMO s'expose dans ses activités de négociation et de prise ferme : taux d'intérêt, taux de change, cours des actions et prix des produits de base, incluant la volatilité implicite de ces éléments. Cette mesure calcule la perte maximale éventuelle des portefeuilles, sur une période de détention déterminée, selon un niveau de confiance de 99 %.

**i** P. 78

**Volatilité du revenu net** La volatilité du revenu net est une mesure de l'incidence négative des fluctuations éventuelles des paramètres du marché sur le revenu net après impôts projeté sur douze mois d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'arrangements hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée.

**i** P. 78

# Sommaire à l'intention des actionnaires

## RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS ORDINAIRES NÉGOCIÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2008

Bourses – marché primaire	Symbole	Cours au 31 octobre 2008	Haut	Bas	Volume total
Toronto	BMO	43,02 \$	63,44 \$	35,65 \$	663,3 millions
New York	BMO	35,77 \$US	67,51 \$US	30,60 \$US	62,5 millions

## DIVIDENDES PAR ACTION DÉCLARÉS AU COURS DE L'EXERCICE

Émission ou catégorie	Symbole	Actions en circulation au 31 octobre 2008	2008	2007	2006	2005	2004
Actions ordinaires	BMO	506 044 982	2,80 \$	2,71 \$	2,26 \$	1,85 \$	1,59 \$
Actions privilégiées, catégorie B							
Série 3 a)	BMO F	–	–	–	–	–	1,18 \$
Série 4 b)	BMO G	–	–	0,91 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$
Série 5	BMO H	8 000 000	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$
Série 6 c)	BMO I	10 000 000	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$
Série 10	BMO V	12 000 000	1,49 \$US				
Série 13 d)	BMO J	14 000 000	1,13 \$	0,96 \$	–	–	–
Série 14 e)	BMO K	10 000 000	1,48 \$	–	–	–	–
Série 15 f)	BMO L	10 000 000	0,94 \$	–	–	–	–
Série 16 g)	BMO M	12 000 000	0,55 \$	–	–	–	–

- Les actions privilégiées de catégorie B de la série 3 ont été émises en mars 1997 et ont été rachetées en septembre 2004.
- Les actions privilégiées de catégorie B de la série 4 ont été émises en février 1998 et ont été rachetées en août 2007.
- Les actions privilégiées de catégorie B de la série 6 ont été émises en mai 1998 et ont été rachetées en novembre 2008.
- La série 13 des actions privilégiées de catégorie B a été émise en janvier 2007.
- Les actions privilégiées de catégorie B de la série 14 ont été émises en septembre 2007.
- La série 15 des actions privilégiées de catégorie B a été émise en mars 2008.
- Les actions privilégiées de catégorie B de la série 16 ont été émises en juin 2008.

## DATES RELATIVES AUX DIVIDENDES DE 2009 (sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration)

Date de clôture des registres pour les actions ordinaires et privilégiées	Actions privilégiées – Date de versement	Actions ordinaires – Date de versement
6 février	25 février	26 février
1 <sup>er</sup> mai	25 mai	28 mai
7 août	27 août	27 août
6 novembre	25 novembre	26 novembre

La Loi sur les banques interdit à une banque de déclarer ou de verser un dividende qui contrevient ou contreviendrait aux règlements sur la suffisance du capital. À l'heure actuelle, cette restriction n'empêche pas le versement de dividendes sur les actions ordinaires ou privilégiées de la Banque.

## Services administratifs aux actionnaires

La Société de fiducie Computershare du Canada, qui compte des bureaux à Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver, fait office d'agent des transferts et d'agent comptable des registres dans le cas des actions ordinaires et privilégiées. Par ailleurs, la Computershare Investor Services PLC et la Computershare Trust Company, N.A. font office d'agents des transferts et d'agents comptables des registres dans le cas des actions ordinaires négociées à Londres et à Golden (Colorado), respectivement.

Les actionnaires qui désirent obtenir des renseignements sur les dividendes, modifier leurs données d'inscription, signaler un changement d'adresse, une perte de certificat ou un transfert de succession, ou nous aviser de l'envoi en double de documents de la Banque sont priés de communiquer avec l'agent des transferts et agent comptable des registres, par téléphone au 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis) ou au 514-982-7800 (international), par écrit à Société de fiducie Computershare du Canada, 100 University Avenue, 9th Floor, Toronto, Ontario M5J 2Y1, par courrier électronique à [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com) ou par télécopieur au 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis) ou au 416-263-9394 (international).

Pour toute autre question touchant les actionnaires, veuillez vous adresser au groupe Relations avec les actionnaires du Secrétariat général de la Banque, 1 First Canadian Place, 19th Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1; adresse électronique : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com), téléphone : 416-867-6785, télécopieur : 416-867-6793.

## Marché des titres de la Banque de Montréal

Les actions ordinaires de la Banque de Montréal sont cotées aux bourses de Toronto et de New York. Les actions privilégiées de la Banque de Montréal sont cotées à la Bourse de Toronto.

## Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Le Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions permet aux titulaires d'actions ordinaires de réinvestir les dividendes en espèces dans des actions ordinaires de la Banque de Montréal sans commission ni frais de gestion.

Il leur offre en outre la possibilité d'acheter en espèces d'autres actions ordinaires de la Banque de Montréal, jusqu'à concurrence de 40 000 \$ par exercice. La Société de fiducie Computershare du Canada et le groupe Relations avec les actionnaires sont à la disposition des intéressés pour les renseigner sur ce régime.

## Dépôt direct des dividendes

Les actionnaires peuvent faire déposer directement leurs dividendes à un compte domicilié dans n'importe quelle institution financière du Canada ou des États-Unis dotée d'un système de transfert électronique de fonds.

## Renseignements généraux

Pour connaître les nouvelles concernant l'organisation et ses initiatives ou pour vous procurer d'autres exemplaires du Rapport annuel, veuillez vous adresser au groupe Communications, 129, rue Saint-Jacques, 3<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H2Y 1L6, ou visiter notre site Web.

[www.bmo.com](http://www.bmo.com)

(English edition of the Annual Report available on request.)

## Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 3 mars 2009, à 9 h 30 (heure normale de Terre-Neuve), à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador.

## Investisseurs institutionnels et analystes de recherche

Les investisseurs institutionnels et les analystes de recherche qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent faire parvenir leur demande par écrit au premier vice-président, Relations avec les investisseurs, 1 First Canadian Place, 18th Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1. Ils peuvent aussi faire leur demande par courrier électronique à [investor.relations@bmo.com](mailto:investor.relations@bmo.com), par téléphone au 416-867-6656 ou par télécopieur au 416-867-3367, ou visiter notre site Web.

[www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs)

## Information sur l'organisation

Le présent Rapport annuel 2008 est publié sur notre site Web.

[www.bmo.com/rapportannuel2008](http://www.bmo.com/rapportannuel2008)

Pour en obtenir une version imprimée, veuillez vous adresser au groupe Communications, à l'adresse suivante :

129, rue Saint-Jacques, 3<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2Y 1L6  
(English edition available on request.)

## Renseignements en ligne

BMO Groupe financier a pris l'engagement de présenter ouvertement une information complète et d'appliquer les meilleures pratiques en matière de gouvernance. Nous vous invitons à consulter notre site Web pour obtenir de plus amples renseignements sur notre organisation, nos pratiques en matière de gouvernance et nos documents d'information continue, y compris les communiqués sur nos résultats trimestriels, la Notice annuelle et l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations.

[www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs)

Les dossiers publics sont accessibles sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et dans la section EDGAR du site Web de la U.S. Securities and Exchange Commission.

[www.sedar.com](http://www.sedar.com)

[www.sec.gov](http://www.sec.gov)

# Où trouver plus d'information

## bmo.com

Notre site Web, [www.bmo.com](http://www.bmo.com), fournit une mine de renseignements sur BMO Groupe financier y compris sur les sujets suivants :

- Nos produits et services
- Nos relations avec les investisseurs
- La responsabilité sociétale
- Des renseignements sur l'organisation
- Nos pratiques de gouvernance
- Des nouvelles et initiatives



## GOVERNANCE

Notre site Web, [www.bmo.com](http://www.bmo.com), contient des renseignements sur nos pratiques de gouvernance, y compris notre code de conduite, intitulé *Principes fondamentaux*, nos normes de détermination des administrateurs non liés ou indépendants et les chartes du Conseil d'administration et de ses comités.

### Circulaire de sollicitation de procurations

Notre circulaire de sollicitation de procurations contient des renseignements sur chacun des administrateurs, les rapports des comités du Conseil d'administration et une explication détaillée de nos pratiques de gouvernance. Elle sera publiée en janvier 2009 et sera disponible en ligne.

[www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs)

### Règles de la Bourse de New York en matière de gouvernance

Un sommaire des différences sensibles entre nos pratiques de gouvernance et celles qui sont exigées des entreprises américaines en vertu des normes d'inscription à la cote de la Bourse de New York figure également sur notre site Web.



## RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE

Le *Rapport sociétal de BMO*, qui comprend notre *Déclaration annuelle*, décrit les activités dans lesquelles nous sommes engagés, tout au long de l'année, comme entreprise citoyenne. Le rapport de 2008 sera publié en février 2009. Vous trouverez de plus amples renseignements en ligne sur nos activités en matière de responsabilité sociétale.

[www.bmo.com/responsabilitesocietale](http://www.bmo.com/responsabilitesocietale)

BMO présente les composantes économique, sociale et environnementale de ses réalisations au chapitre de la responsabilité sociétale, et des activités s'y rattachant, conformément aux lignes directrices publiées par la *Global Reporting Initiative*. Pour en apprendre davantage sur la *Global Reporting Initiative* et ses lignes directrices en 2008, soit les *Sustainability Reporting Guidelines*, consultez le site suivant :

[www.globalreporting.org](http://www.globalreporting.org)

## ASSEMBLÉE ANNUELLE

Les actionnaires sont invités à participer à notre Assemblée annuelle le **mardi 3 mars 2009**, à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador, ou à assister à la webdiffusion de l'événement. On peut obtenir les détails de la webdiffusion sur notre site Web.

[www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs)



## DOSSIERS PUBLICS EN LIGNE

Les dossiers publics de BMO déposés au Canada sont accessibles sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

[www.sedar.com](http://www.sedar.com)

Les dossiers publics de BMO déposés aux États-Unis sont accessibles à la section EDGAR du site Web de la U.S. Securities and Exchange Commission.

[www.sec.gov](http://www.sec.gov)

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Pour connaître les nouvelles concernant l'organisation et ses initiatives ou pour vous procurer d'autres exemplaires du Rapport annuel, veuillez vous adresser au groupe Communications, à l'adresse suivante :

129, rue Saint-Jacques, 3<sup>e</sup> étage,  
Montréal (Québec) H2Y 1L6

ou visitez notre site Web. [www.bmo.com](http://www.bmo.com)

Consultez notre Rapport annuel en ligne  
[www.bmo.com/rapportannuel2008](http://www.bmo.com/rapportannuel2008)

## À propos de la production de notre Rapport annuel

Le papier utilisé pour le Rapport annuel de BMO provient de forêts bien gérées certifiées conformément aux normes internationales du Forest Stewardship Council (FSC). Le rapport contient 30 % de papier recyclé post-consommation et a été fabriqué à partir d'énergie biogaz.



L'utilisation de papier écologique nous a permis de réaliser les économies suivantes :



**586**  
arbres



**241 lbs**  
de déchets  
aquatiques



**358 767**  
gallons  
d'eau



**38 011 lbs**  
de déchets  
solides



**106 018 lbs**  
d'émissions  
atmosphériques



**289 944 pi<sup>3</sup>**  
de gaz  
naturel

## Ce Rapport annuel est neutre en carbone

Ce Rapport annuel est neutre en carbone. Les émissions de carbone résultant de la production, de l'impression et du transport de cette publication ont été compensées au moyen de projets de Zerofootprint visant la restauration de la forêt, vérifiés selon la norme ISO 14064-3.

**zerofootprint**<sup>SM</sup>

P. 24

Information sur nos initiatives  
environnementales de 2008

[www.bmo.com/environnement](http://www.bmo.com/environnement)

Notre politique, notre programme et notre  
performance environnementales.

MC/MD Marque de commerce et marque déposée de la Banque de Montréal  
MD\* Marque déposée de la Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée  
MD1 Marque déposée de Harris N.A.  
MD1 Marque déposée de MasterCard International Incorporated  
MD2 Marque déposée de Shell Canada Limitée  
MD3 Marque déposée de AIR MILES International Trading B.V.  
MD4 Marque déposée de la Fondation Jeunesse, J'écoute  
MD5 Marque déposée de Patinage Canada  
MC1 Marque de commerce de Bullfrog Power Inc.  
MC2 Marque de commerce de Zerofootprint

**BMO** **Groupe financier**